

UNIVERSITE DE NANTES
U.F.R. HISTOIRE, HISTOIRE DE L'ART ET ARCHEOLOGIE

2009

N° attribué par la bibliothèque

Pour obtenir le grade de
DOCTEUR DE L'UNIVERSITE DE NANTES
En histoire des relations internationales

Présentée et soutenue publiquement

Par

Margot **ANDRADE**

Le 9 février 2009

L'INFLUENCE FRANÇAISE EN COLOMBIE.

Directeur de thèse : M Bertrand Joly, professeur, Université de Nantes

JURY :

M. Denis ROLLAND	Professeur, Université de Strasbourg II
M. Christian HERMANN	Professeur, Université de Nantes
M. Guy MARTINIERE	Professeur, Université de la Rochelle
M. François CHAUBET	Professeur, Université de Tours

VOLUME 1

REMERCIEMENTS

Ce travail n'aurait pu aboutir sans l'aide et le soutien de nombreuses personnes et institutions auxquelles j'exprime mes plus vifs remerciements. Au premier rang, mon directeur de thèse, M. le professeur Bertrand Joly, qui a bien voulu m'accorder son soutien, en se montrant disponible, attentif à mes doutes et me prodiguant toujours les conseils qui m'ont permis de nourrir et d'enrichir ma réflexion.

Mes plus sincères remerciements vont au professeur Christian Hermann pour l'aide et les encouragements qu'il m'a adressés. J'adresse aussi toute ma gratitude à M. Gérard Mahé qui a su se rendre disponible et répondre à toutes mes sollicitations; qu'il soit remercié pour les corrections grammaticales apportées.

J'exprime ma plus grande reconnaissance à l'Université de Caldas en Colombie, qui a facilité mon séjour de recherche durant cinq ans grâce à son aide financière, ainsi qu'à l'ensemble du personnel du Centre des archives diplomatiques de Nantes qui s'est montré très dévoué tout au long de mes recherches en France.

Je dois une mention particulière au Centre de Recherche en Histoire Internationale et Atlantique (CRHIA) de l'Université de Nantes pour son accueil.

A mes filles et à Carlos.

Sommaire

VOLUME 1

Introduction	6
--------------	---

1^{ère} partie

Les traits historiques de l'influence culturelle française en Colombie

Chapitre 1. La Colombie : une histoire convulsive	19
Chapitre 2. La pénétration culturelle espagnole en Nouvelle Grenade	23
Chapitre 3. Le rayonnement français en Nouvelle Grenade	26
Chapitre 4. Les emprunts culturels de la Nouvelle Grenade à la France (XIX ^e siècle)	32
Chapitre 5. Les Français dans la guerre d'indépendance	35
Chapitre 6. L'interférence anglaise dans les relations franco-colombiennes (1810-1870)	45
Chapitre 7. Désaccords et traités franco-colombiens	49
Chapitre 8. Le renforcement des relations franco-colombiennes (1810-1870)	56
Chapitre 9. Les pionniers de l'influence culturelle française en Nouvelle Grenade (1810-1870)	60
Chapitre 10. Les voyageurs et diplomates français (1810-1870)	69
Chapitre 11. Le rôle des voyageurs français	81
Chapitre 12. Les résidents français (1810-1870)	85
Chapitre 13. Etat numérique des Français (1870)	94
Chapitre 14. La langue et l'influence française (1810-1870)	100

2^e partie

XIX^e siècle: Le développement de l'influence culturelle française en Colombie (1870-1886)

Chapitre 1. La Colombie en 1870	106
Chapitre 2. La création du réseau diplomatique français et la consolidation des rapports avec la Colombie en 1870	109
Chapitre 3. Les rapports commerciaux entre la Colombie et la France (1870-1886)	116
Chapitre 4. L'essor des relations entre la France et la Colombie (1870-1886)	123
Chapitre 5. La crise financière et politique en Colombie (1870-1886)	129
Chapitre 6. Le regard des élites colombiennes sur la France (1870-1886)	135
Chapitre 7. La construction de l'État-nation en Colombie (1870 –1886)	138
Chapitre 8. L'action culturelle française en Colombie (1870-1886)	143
Chapitre 9. Les acteurs de l'action culturelle française en Colombie (1870-1886)	150
Chapitre 10. Les congrégations françaises en Colombie	153
Chapitre 11. Les premiers missionnaires français en Colombie	157
Chapitre 12. Le Service des missions scientifiques en France	167
Chapitre 13. Les missions scientifiques françaises en Amérique Latine	171

Chapitre 14. Les missions scientifiques françaises en Colombie	175
Chapitre 15. L'exploration scientifique de Charles Saffray	180
Chapitre 16. La mission scientifique du botaniste André Edouard	190
Chapitre 17. La mission scientifique de Jules Crevaux	199
Chapitre 18. La mission scientifique de François Geay	204
Chapitre 19. Le rôle des missions scientifiques françaises en Colombie	208

3^e partie

L'essor de l'influence culturelle française dans la République de Colombie (1886-1914)

Chapitre 1. L'échec du régime radical (1870-1886)	215
Chapitre 2. Le rôle des conspirateurs français (1870-1886)	218
Chapitre 3. L'action des rebelles français (1870-1886)	223
Chapitre 4. Les principes des relations internationales entre la France et la Colombie pendant le régime radical-fédéral	231
Chapitre 5. La consolidation du régime centraliste conservateur (1886-1914)	236
Chapitre 6. Les relations économiques franco-colombiennes (1886-1914)	247
Chapitre 7. Le percement du canal de Panama	256
Chapitre 8. Le canal de Panama, nouvelle priorité de la France	260
Chapitre 9. L'affermissement du réseau diplomatique français (1886-1914)	264
Chapitre 10. La colonie française (1886-1914)	272
Chapitre 11. Le contexte international des débuts de la politique culturelle française en Colombie (1886-1914)	277
Chapitre 12. La France prête à accomplir une mission culturelle	282
Chapitre 13. Préludes de l'action culturelle française en Colombie (1886-1914)	287
Chapitre 14. Emprunts, adaptations et rejets de la République française dans la construction de l'État-nation en Colombie (1886-1914)	292
Chapitre 15. Le modèle politique français et les idéologues de l'Etat-Nation en Colombie (1886 à 1914)	296
Chapitre 16. Le modèle politique de l'ordre public importé (1886-1914)	304

4^e partie

L'âge d'or de l'action culturelle française : emprunts et adaptations en Colombie (1886-1914)

Chapitre 1. Le rôle éducatif des congrégations étrangères en Colombie, de l'Indépendance à la Régénération	309
Chapitre 2. La mission des congrégations françaises en Colombie : La rechristianisation et l'enseignement (1886-1914)	314
Chapitre 3. Les emprunts du modèle éducatif colombien à la France	324
Chapitre 4. Les apports éducatifs des congrégations féminines françaises	344
Chapitre 5. Le modèle de l'école vétérinaire en Colombie et le maître français Claude Vericel	350
Chapitre 6. La médecine colombienne, autre emprunt au modèle français	359
Chapitre 7. Les expressions artistiques et littéraires en Colombie et la culture	367

française (1880-1914)	
Chapitre 8. Le renouveau littéraire en Colombie sous l'influence française	380
Chapitre 9. La suprématie de la langue française en Colombie (1880-1914)	388

5^e partie

L'offensive culturelle française en Colombie à la suite des guerres des mille jours et de la Première Guerre mondiale

Chapitre 1. Le régime conservateur en crise (1894)	397
Chapitre 2. Mille jours de guerre en Colombie (1899-1903)	412
Chapitre 3. L'État moderne en Colombie 1900-1930	426
Chapitre 4. Les relations entre la France et la Colombie (1914-1930)	438
Chapitre 5. Les rapports commerciaux entre la France la Colombie et le réseau diplomatique français (1914-1930)	446
Chapitre 6. La colonie française en Colombie (1914-1930)	453
Chapitre 7. La prépondérance française compromise (1914-1930)	458
Chapitre 8. Le besoin d'une politique culturelle pour la France (1914-1930)	467
Chapitre 9. Politique culturelle française en Colombie (1914-1930)	472
Chapitre 10. La concurrence culturelle en Colombie (1914-1930)	481
Chapitre 11. La contre-offensive culturelle française en Colombie (1914-1930)	493
Chapitre 12. La contre-offensive culturelle française en Colombie pendant l'après-guerre	500
Conclusion	515

VOLUME 2

Table des tableaux, des graphiques et des cartes	533
Tableau des sources	535
Bibliographie	538
Table des matières	546
Table des annexes	550
Annexes	551

INTRODUCTION

Après la seconde guerre mondiale, les principaux historiens français, dont Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle entre autres, s'intéressent à l'étude des relations entre les communautés politiques organisées dans le cadre d'un territoire, c'est-à-dire à l'histoire des relations internationales¹. Dans ce domaine, une voie reste ouverte à de fructueuses recherches grâce aux contributions théoriques et méthodologiques de ces historiens. L'apport de recherches récentes a enrichi et modifié les axes de recherche, et l'histoire française profite d'un fertile champ d'investigation. Notre sujet d'étude s'inscrit dans l'un des domaines de cette histoire des relations internationales, celui de l'influence culturelle. Comme on le sait, dans l'étude des relations entre les pays, les traités, les denrées et les hommes ne sont pas les seuls objets possibles d'échanges. Les formes d'expression culturelle y sont également essentielles. Elles le sont d'autant plus que pour celles-ci, il n'y a ni frontières ni douaniers².

L'histoire des relations internationales ambitionne de retrouver toutes les formes possibles d'échanges entre les hommes séparés par des frontières. S'il existe un domaine où l'histoire ne peut être que totale, c'est bien celui des relations internationales³, qui se situe nécessairement à la croisée de bon nombre de sujets de recherche parmi lesquels l'influence culturelle. Il existe des liens très vastes et étroits entre cette dernière et l'histoire des relations internationales, dont le terrain déjà bien travaillé a été régulièrement labouré par l'historiographie française (cf. les travaux de Pierre Milza et Albert Salon). L'histoire des relations internationales et l'influence culturelle naviguent ensemble : il s'agit donc dans cette étude d'examiner les relations internationales et l'influence culturelle française en Colombie de 1870 à 1939.

Quiconque s'intéresse à la Colombie rencontrera la trace de l'influence culturelle de la France et des Français. Depuis le début du XVIII^e siècle, dans la brèche ouverte des

¹ Pierre Renouvin et Jean Baptiste Duroselle, *Introduction à l'histoire des Relations internationales*, Paris, Armand Colin, 4^e Edition, 1991, p.1-4

² Denis Rolland, coord. *Histoire Culturelle des relations internationales. Carrefour méthodologique*, Paris, l'Harmattan, 2004, p. 7-9

³ René Girault, *Diplomatie européenne. Nations et impérialismes: 1871-1914*, Paris, Masson / Armand Colin, 2^e édition, 1995, p. 7-10

échanges commerciaux et de la francisation, la Colombie héritière des Lumières, épice de la grande Colombie, secoue le territoire latino-américain. Elle demeure le laboratoire politique des guerres pour l'indépendance, autant que l'espace d'exploration et de découverte naturelle par excellence des milieux scientifiques français. Des rêveurs amis de liberté, des naturalistes, des explorateurs et des voyageurs français arrivent en Colombie. La France s'apprête ainsi à y jouer un rôle essentiel, puisque, comme ailleurs, elle y représente avant tout un modèle à imiter, c'est-à-dire un faisceau d'images empruntées, adoptées, imitées et même rejetées par les élites colombiennes¹.

Les signes d'une mimétique du modèle français apparaissent dans tous les domaines de la vie en Colombie. Les élites libérales ou conservatrices engagées dans la construction d'un état-nation sont séduites par la culture française. Le rapprochement entre ces élites très francisées et la France comporte différents échanges et transferts culturels, et, avec la collaboration du gouvernement français sous la Troisième République, divers acteurs, publics et privés, mènent et déploient une action féconde en Colombie. De nombreux emprunts à la France font de celle-ci la première partenaire culturelle de la Colombie ; porteuse de formes d'action nouvelles, elle tente à résister à la concurrence des pays rivaux, même si elle semble parfois dépassée.

Après l'échec du percement du canal de Panama et la Première Guerre mondiale, la prépondérance culturelle et économique de la France est compromise en Colombie et dans le monde. Derniers arrivés dans la compétition entre grandes puissances, les États-Unis, sous le signe de la doctrine de Monroe, ont le champ libre pour réduire les idées américanistes, malgré les regrets de la France et le refus de l'Allemagne qui cherche à pénétrer économiquement le territoire colombien. La France, néanmoins, réagit rapidement et mène une contre-offensive pour relancer sa présence culturelle par divers moyens de propagande. Cet aspect culturel devient un élément inhérent aux fonctions des milieux diplomatiques français qui perçoivent désormais la culture comme un enjeu politique, tandis que le gouvernement la considère comme un instrument à part entière de sa politique extérieure².

¹ Ce concept d'après la définition de Denis Rolland, *La crise du modèle Français. Marianne et l'Amérique Latine. Culture, politique et identité*, Rennes, Presses Universitaires de France, 2000, p.9-44

² Pierre Milza, «*Culture et relations internationales*», dans *Revue: Relations Internationales. Revue Trimestrielle*. n° 24. Hiver 1980, p. 362

La France lance une contre-offensive, car elle a déjà une très longue influence culturelle en Colombie, même si celle-ci paraît encore mal connue et presque oubliée, puisque les élites colombiennes, liées à la France par un passé qui les dérange, se sont obstinées à la dissimuler, la discréditer, la fausser et la dénaturer. Dans le piège de la terreur de la guerre d'indépendance, ces élites se campent en héros, tandis que la contribution française à la cause colombienne est marginalisée et les soldats français traités comme de simples « aventuriers ». L'accusation d'« ethnocentrisme » permet de négliger les missions scientifiques et les récits des voyageurs, explorateurs et naturalistes français, qui ont pourtant largement contribué à l'essor de nouveaux savoirs en Colombie.

La colonie française, autrefois colonie étrangère la plus importante, a tenu une place intéressante dans la vie du pays, mais son rôle reste inaperçu des élites colombiennes. Depuis la fin du XIX^e siècle, les réticences de celles-ci vis-à-vis de l'*afrancesamiento* ont beaucoup contribué à minorer l'influence de la France dans la construction d'un modèle d'état-nation dit « nationaliste », malgré sa concordance avec l'âge doré de l'action culturelle française. Cette concordance marquée par l'action des Français dans le développement de l'instruction technique supérieure, dans l'essor de la science, des arts et des lettres, et dans l'adoption de nouvelles techniques (photographie, imprimerie, diffusion des livres, radio), a été oubliée par les élites colombiennes depuis longtemps.

Le rôle des élites dans l'histoire de la Colombie soulève de nombreuses questions quant à l'intérêt qu'elles ont à maintenir dans l'oubli les traces de l'influence culturelle française, comme le démontrent les mots utilisés pour définir leurs relations avec la France. On se demande par exemple si le qualificatif d'« aventuriers » appliqué aux soldats français ne cache pas le souci des élites de maintenir dans l'oubli la tragédie de la guerre d'indépendance provoquée par leurs disputes, ou si les termes « missions » et « récits ethnocentristes » ne dissimulent pas la volonté de masquer le caractère arriéré de la Colombie.

On se demande également si le mensonge du nationalisme colombien, couvert par le refus des élites face à l'*afrancesamiento*, ne sert pas à masquer la guerre des Mille Jours et l'interventionnisme étranger sanctionnant l'échec politique de ces élites. En gommant le rôle des religieux et résidents français, les élites ne cherchent-elles pas à faire

oublier les fléaux de la lèpre et de l'analphabétisme qui ont secoué la Colombie ? Et leur refus de reconnaître l'influence française dans le renouvellement des lettres et de la littérature colombienne ne cache-t-il pas leur peur de voir désavouer la société cléricale, conservatrice et intolérante, hypocrite et répressive qui s'y reflète ?

Dès lors la question majeure de cette étude se situe au cœur des relations anciennes et continues entre la France et la Colombie : marquées par le paradoxe et la contradiction, ces relations ne sont-elles à l'origine de la manière dont les élites colombiennes ont masqué et détourné l'influence culturelle française dans l'histoire de leur pays ? C'est cette question centrale qui est posée comme hypothèse de travail et à laquelle nous tenterons de répondre. Bien sûr, retrouver l'influence culturelle française en Colombie requiert avant tout de cerner avec précision l'évolution des relations entre ces deux pays, car ce sont les paradoxes et contradictions de ces relations qui éclairent l'influence française en Colombie. Cette étude veut contribuer à défricher et approfondir ce domaine encore mal connu des relations franco-colombiennes, pour reconstruire historiquement les balbutiements, l'essor, l'apogée et la résistance de l'influence culturelle française en Colombie entre 1870 et 1939.

Il convient toutefois de s'interroger sur la pertinence du concept d'influence culturelle utilisé dans cette étude. À ce sujet, il faut reconnaître que les recherches de Pierre Milza et Albert Salon sur les relations internationales, celles de Denis Rolland et Gilles Matthieu sur l'influence culturelle en Amérique Latine, ont beaucoup contribué à la définition de ce concept vaste et flou. En effet, ce concept renferme en lui-même un vaste champ sémantique dont les implications sont multiples. Nous prenons ici la définition comprise par la terminologie diplomatique des relations internationales, terminologie qui permet de définir l'influence culturelle en tant qu'action visant à répandre et à développer certaines formes ou manifestations culturelles par l'intermédiaire d'acteurs culturels. Nous reprenons le concept d'influence culturelle dans un sens dynamique qui signifie agir par des actions sur les autres.

Pour ce qui concerne la définition de la culture, concept qui s'inscrit dans un vaste champ sémantique, nous retenons l'ensemble des expressions artistiques, scientifiques,

philosophiques et littéraires qui caractérisent une société par rapport à une autre¹. Dans la présente étude, la culture comporte des volets scientifiques, philosophiques, artistiques et littéraires, créés par les échanges et assimilés par la terminologie diplomatique dans l'expression des relations internationales. Dans l'histoire des relations entre la Colombie et la France, ce dernier pays représente un modèle d'images appartenant à une culture universelle dont les racines latines sont partagées par les élites francisées de la Colombie, sous le signe de la latinité et grâce à l'action des agents culturels emportés par un sentiment messianique.

En Colombie, la latinité permet aux élites d'accéder à la culture française empreinte d'universalisme, qui se présente comme un guide universel vers le chemin de la civilisation, synonyme de progrès et de modernité. Ainsi, l'adoption de la culture française devient pour les élites un signe d'appartenance à la civilisation. Dès lors, il s'agit ici d'appréhender l'influence culturelle française fondée sur la culture latine, grâce à l'*afrancesamiento* des élites et au messianisme des acteurs culturels français. Il est essentiel de prendre en compte cette conception d'influence culturelle pour comprendre la démarche de cette première étude des relations et de l'influence culturelle française en Colombie.

Après trois siècles de relations entre la France et la Colombie, une méconnaissance réciproque dans ce domaine marque encore l'histoire des deux pays. En effet, la question des relations internationales, surtout culturelles, n'est pas au cœur de la jeune historiographie colombienne. La mise en perspective bibliographique opérée dans cette étude est révélatrice. La question des relations ne figure pas explicitement dans l'aire des recherches et est souvent l'un des derniers domaines abordés par les historiens colombiens. Si le sujet de la diplomatie commence à être mieux cerné, grâce à la contribution de l'historien Alvaro Tirado Mejia, dans son ouvrage *Colombia en la repartición imperialista, 1870-1914*, ce n'est pas le cas des relations et encore moins de l'ensemble plus vaste des liens entre relations internationales et culture.

En Colombie, il n'existe pas de recherches en cours ou sur le point d'être publiés dans ce terrain fertile de la culture et des relations internationales. Pour la présente étude,

¹ Albert Salon, *L'action culturelle de la France dans le Monde. Analyse critique*, Paris, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 1981, p. 1-16

le premier obstacle tient par conséquent aux lacunes historiographiques, même s'il est évident que l'influence culturelle française dans le monde occupe une place hégémonique dans les relations internationales. En Colombie, cette influence se retrouve sous des formes diverses, pas toujours évidentes, parfois contradictoires face à l'indifférence de la France vis-à-vis de sa propre influence culturelle en Colombie.

Toutefois, certains travaux intéressants restent une référence obligatoire lorsqu'on envisage l'étude de l'influence française en Colombie. Citons les œuvres d'historiens colombiens comme Sergio Elías Ortiz¹, *Franceses en la independencia de la Gran Colombia*; Eduardo Acevedo Latorre², *Geografía pintoresca de Colombia, la Nueva Granada vista por dos viajeros franceses del siglo XIX : Charles Saffray y Eduard Andre* ; Gonzalo España³, *Jean-Baptiste Boussingault : el padre de la agricultura moderna*, et enfin Celso Roman⁴, *Claude Vericel el amigo de los animales*. De ce rapide bilan de l'historiographie colombienne, on peut retenir qu'il manque à ce jour des travaux s'inscrivant dans la perspective des relations internationales fondées sur l'étude des échanges culturels, et proposant une chronologie qui dépasse l'époque de la guerre d'indépendance pour considérer le milieu du XIX^e siècle autant que le XX^e siècle.

De son côté, l'historiographie française s'est montrée plus attirée que son homologue colombienne par l'étude de l'influence culturelle française, en raison de son hégémonie dans le monde, ce qui a beaucoup contribué à son analyse dans l'optique des relations internationales. Le travail d'Albert Salon sur *L'Action culturelle française dans le monde* demeure le point de départ de plusieurs recherches et par conséquent de celle-ci. En outre, la recherche de Christine Bellec⁵ sur *Les premières relations diplomatiques et économiques entre la France et les principaux ports de l'Atlantique en Colombie de 1830*

¹ Sergio Elías Ortiz. *Franceses en la Independencia de la Gran Colombia*, Bogotá, Segunda Edición, Editorial A B C, 1971.

² Eduardo Acevedo Latorre, *Geografía pintoresca de Colombia, la Nueva Granada vista por dos viajeros franceses del siglo XIX*, Bogotá, Litografía Arco, 1968.

³ Gonzalo España. *Jean Baptiste Boussingault : El Padre de la Agricultura Moderna*, Bogotá, Colciencias, Panamericana Editorial, 1998.

⁴ Celso Roman, *Claude Vericel el amigo de los animales*, Bogotá, Impresion Panamericana, Colciencias, enero 1997.

⁵ Christine Bellec. *Les Premières Relations Diplomatiques et Economiques entre la France et les Principaux Ports de L'Atlantique en Colombie de 1830 à 1889*, Paris, thèse: Centre de Recherches Latino-américaines, Université Paris X Nanterre, 1982.

à 1889 a été essentielle pour l'analyse de l'évolution des relations extérieures de la France avec la Colombie.

Par ailleurs, les travaux de Denis Rolland (*La crise du modèle français. Marianne et l'Amérique latine culture, politique et identité*) et Gilles Matthieu¹ (*Une ambition Sud-Américaine. Politique culturelle de la France 1914-1940*) ont également contribué à clarifier le modèle français perçu en Colombie. La recherche de Frédéric Martinez² (*En los orígenes del nacionalismo colombiano : europeísmo e ideología nacional en Samper, Nuñez y Holguín 1861 à 1894*) et celle d'Aline Helg³ (*Civiliser le peuple et former les élites. L'éducation en Colombie 1918-1957*) aident également à discerner le rôle des idées politiques françaises et de l'enseignement contrôlé par les religieux français pendant la construction de l'état-nation en Colombie. Comme point de comparaison, on citera *Un siècle d'archéologie française au Pérou (1821-1914)*, de Pascal Riviale⁴.

On doit compléter cet inventaire bibliographique par la liste des mémoires soutenus en France, peu nombreux (l'influence culturelle de la France en Colombie est reléguée au second plan si on la compare à celle d'autres pays latino-américains comme le Brésil, l'Argentine et le Mexique) et dont la plupart se trouvent à la bibliothèque du CRHIA de l'Université de Nantes. Parmi les monographies consultées, signalons celles de Nicolas Thomas⁵, *La Colombie vue par les diplomates français (1839-1851)*, d'Olivier Le Guen, *La Colombie dans la première moitié du XIX^e siècle vue par des voyageurs français*, et de Christian Carydis⁶, *La politique américaine au Panama vue par les*

¹ Matthieu, Gilles. *Une Ambition Sud-Américaine. Politique Culturelle de la France 1914-1940*, Paris, L'Harmattan, 1991.

² Frederic Martinez, *Los orígenes del nacionalismo colombiano/ europeísmo e ideología nacional en Samper, Nunez y Holguín (1861-1894)*, Bogotá, en : Boletín Cultural y Bibliográfico, número 39, volumen xxxii.

³ Aline Helg. *Civiliser le peuple et former les élites ; L'éducation en Colombie 1918-1957*, Paris, Editions L'Harmattan, 1984.

⁴ Pascal Riviale. *Un Siècle D'Archéologie Française au Pérou (1821-1914)*, Paris, L'Harmattan, 1996

⁵ Nicolas Thomas. *La Colombie vue par les Diplomates Français 1839-1851*, Maîtrise d'histoire, Nantes : Centre de Recherche en Histoire Internationale et Atlantique, Faculté de Lettres-Université de Nantes, 1996/1997.

⁶ Christian Carydis. *La politique américaine au Panama vue par les Diplomates Français 1898-1941*, Maîtrise d'Histoire, Nantes, Centre de Recherche en Histoire Internationale et Atlantique, Faculté de Lettres-Université de Nantes, 1996.

diplomates français (1898 à 1941).

En ce qui concerne les sources imprimées (mémoires, récits de voyage) publiées en France, on a consulté le *Voyage à la Nouvelle Grenade : un voyageur français découvre le monde indien (1869-1870)* de Charles Saffray¹, et *En radeau sur l'Orénoque : des Andes aux bouches du Grand Fleuve (1881-1882)*, de Jules Crevaux². On doit y joindre le *Voyage à la Sierra Nevada de Sainte-Marthe* d'Elisée Reclus³. On a également cherché d'autres récits de voyage ou des travaux ponctuels sur la présence des Français en Colombie, à la Bibliothèque du Banco de la République Luis Angel Arango à Bogotá.

Ces travaux et ces sources imprimées ont été essentiels en raison du grand nombre de données fournies sur les missions scientifiques et les voyages d'exploration, si utiles à l'analyse des perceptions, images, représentations et des acteurs. Toutefois, s'ils permettent une approche globale de la présence culturelle française en Colombie, ils montrent leurs limites en ce qui concerne les liens entre relations diplomatique et influence culturelle, objets de cette étude. Il convient donc de les compléter par l'analyse des archives proprement dites et les sources diplomatiques ont été ainsi particulièrement étudiées.

Dans les Archives françaises, le corpus central de cette étude est constitué par le fonds du Centre des archives diplomatiques de Nantes, les Archives nationales de Paris et les Archives du ministère des Affaires étrangères du Quai d'Orsay. Concernant les relations franco-colombiennes et l'influence culturelle française en Colombie, ces fonds représentent une somme de documents inédits, pour la plupart abondants, classés, en très bon état, et rédigés par les diplomates français envoyés en Colombie. Ces documents rendent compte de l'activité diplomatique et consulaire entre la France et la Colombie et, par là-même, constituent une source très importante de données sur les relations culturelles entre les deux pays.

¹ Charles, Saffray. « Journey to Nueva Granada in 1869 ». En : « E. Acevado Latorre, *Geografía pintoresca de pintoresca de Colombia, la Nueva Granada vista por dos viajeros franceses del siglo XIX*, Bogotá, Litografía Arco, 1968.

² Jules, Crevaux. *En Radeau sur l'Orénoque. Des Andes aux bouches du Grand Fleuve (1881-1882)*, Paris, Editions Payot & Rivages, 1994.

³ Elisée Reclus. *Voyage à la Sierra Nevada de Sainte Marthe*, Paris, Zulma, 1991

On sait que les membres du corps diplomatique ont joué un rôle important dans l'expansion économique et le rayonnement politique et culturel de leur patrie. Si leur principale préoccupation a été d'ordre commercial, le contexte local les amène souvent à élargir et diversifier ce rôle et à recueillir des informations politiques, économiques, culturelles et sociales¹. Les postes diplomatiques constituent ainsi un vaste champ d'observation, grâce au réseau de consulats et de vice-consulats établis dans de nombreuses villes : Bogotà, Panama, Colon, David, Rio-Hacha, Barranquilla, Buenaventura, Medellín, Tumaco, Sabanilla, Honda, Salgar, Bucaramanga, Cali.

Au Centre des archives diplomatiques de Nantes, nous avons consulté les cartons couvrant la période 1860-1940 des fonds Correspondance, Ambassade, Contentieux, et du Service des Œuvres françaises à l'étranger. Ces fonds comportent rapports, dossiers et correspondances classés selon leur sujet (culture, économie, société, politique) et leur date. Ils ne constituent certes pas une source exhaustive mais renseignent sur les préoccupations qui animaient la France dans ses relations culturelles avec la Colombie. De même, nous avons mené des recherches en vue d'étudier le développement des relations culturelles entre la France et la Colombie à la fin du XIX^e siècle dans les archives du ministère des Affaires étrangères au Quai d'Orsay.

On sait qu'à l'époque Panama est encore une région administrative de la Colombie, jeune nation en voie de construction, déchirée par la guerre civile des Mille Jours et les affrontements politiques et économiques entre les élites. Ces circonstances expliquent sans doute pourquoi les liaisons entre Paris et ses représentants à Bogotà ont été suspendues pendant cette période, obligeant le Quai d'Orsay à communiquer directement avec le consulat de Panama. La plupart des documents relatifs à la période 1899-1904 se trouvent donc aux archives du ministère des Affaires étrangères à Paris (Nouvelle Série Colombie correspondance politique et commerciale, et Affaires diverses commerciales).

Ces cartons sont constitués de rapports et dossiers sur les événements de la guerre des Mille Jours, les maladies provoquées par celle-ci (comme le typhus), soignées et

¹ Ivonne Suarez Pinzón, *La Colombie au XIX^e siècle Guide des sources dans les Archives Françaises et à la Bibliothèque Nationale de France*, Paris, éditions électronique de l'IHEAL, 2000, p.172-171

guéries par des médecins français ; sur l'échec des entreprises commerciales françaises, l'état de l'enseignement dans les établissements éducatifs créés par les congrégations françaises, l'enseignement du français, les échanges culturels et techniques, le nombre d'étudiants colombiens inscrits à l'Université de Paris, etc. On y a trouvé une série d'informations essentielles à la compréhension de ce qu'était l'action culturelle des acteurs français. Aux Archives nationales de France, les fonds concernés se trouvent dans la série Versements des ministères et des administrations. La plupart de ces documents concernent la législation des établissements culturels à l'étranger et les missions scientifiques et littéraires d'André-Edouard Aubert et Eugène Geay.

C'est donc dans cet ensemble de sources d'archives le plus large possible qu'il était nécessaire de partir à la recherche d'informations pour tenter ensuite de les analyser. Par ailleurs, étant donné l'état de la recherche sur les relations franco-colombiennes, il est apparu nécessaire d'étudier ces dossiers de manière approfondie, même en ce qui concerne les domaines politique et économique et leurs incidences sur les relations culturelles. Ces fonds à Paris et surtout à Nantes nous ont permis de suivre le développement de l'influence culturelle française en Colombie.

Concernant le cadre géographique, cette étude est fortement centrée sur la Colombie. Le nom *Colombie* recouvre en effet une réalité immense et mouvante. De l'époque du colonialisme espagnol, lorsque la Colombie s'appelle le Royaume de la Nouvelle Grenade, à celle de la République de Colombie, nombreuses sont les modifications. Cette étude s'est attachée essentiellement aux aires et aux noms géographiques inclus dans les circonscriptions consulaires des consulats de France à Bogotá comme Grande Colombie, République indépendante de la Nouvelle-Grenade et Etats-Unis de Colombie. En ce qui concerne les bornes chronologiques de cette étude, les années 1870-1930 correspondent à la Troisième République en France. Cependant, la nécessité de retrouver du lien et du sens à l'influence culturelle de la France a amené à remonter jusqu'à la période où la France apparaît pour combler le vide culturel laissé par l'Espagne, en descendant jusqu'au moment où elle élabore une véritable politique sur le plan culturel, en prenant des engagements décisifs pendant la guerre et dans l'après-guerre.

En ce qui concerne la démarche proposée dans cette étude, nous voulons mettre en

lumière dans une première partie les traits historiques de l'influence culturelle française en Colombie depuis la guerre d'indépendance. Une seconde partie étudie le développement de cette influence. Les troisième et quatrième parties sont consacrées à l'analyse de son essor pendant l'âge d'or de l'action culturelle française. Enfin une cinquième partie permet de cerner l'offensive culturelle française lancée après la guerre des Mille Jours et la Première Guerre mondiale. Cette étude veut donc remettre en lumière l'influence culturelle française en Colombie, laquelle mérite une étude approfondie. Sans prétendre donner une seule et unique réponse définitive à cette problématique des relations et de l'influence culturelle française, nous espérons ainsi contribuer à la défricher et à l'approfondir en suscitant de nouveaux questionnements qui contribuent à l'enrichir plus encore.

Première Partie

**LES TRAITES HISTORIQUES DE L'INFLUENCE CULTURELLE
FRANÇAISE EN COLOMBIE**

Carte n° 1
Colombie Politique



Source : *Carte N°1: COLOMBIE POLITIQUE*, d'après la carte d'Agustin Codazzi, Bogotá, ed. 2006.

Chapitre 1

Colombie : Une histoire convulsive

En 1492, Christophe Colomb débarqua sur l'isthme de Panama et les conquérants espagnols se trouvèrent en présence des peuples précolombiens parmi lesquels : les Chibchas ou Muiscas, concentrés sur les terres froides et tempérées (Bogotá), les Taironas et les Caraïbes dans les plaines du bas Magdalena. Ces peuples qui se consacraient aux activités agricoles, supportèrent la dépossession de leurs terres par les conquérants espagnols. La conquête des Espagnols causa la disparition d'une partie des Indiens, décimés par la violence, l'expropriation, les maladies et leur métissage avec les conquérants, alors que la mise en valeur de l'économie de l'or entraîna l'importation d'esclaves noirs dispersés dans les terres basses et chaudes en bordure de la mer Caraïbe.

Après l'arrivée des conquérants espagnols, la Colombie se transforma en colonie sous le nom de Royaume de la Nouvelle Grenade. Cette colonie sous la domination de l'absolutisme monarchique espagnol devint un territoire d'exploitation, conséquence de l'économie de l'or et de l'esclavage qui contribua à fortifier une société hiérarchique et catholique, fondée sur l'inégalité. L'année 1810 marque le début de la révolution d'indépendance colombienne contre le régime colonial des Espagnols. Bolívar, le libérateur de la Colombie lève une armée, prend le pouvoir et met fin au régime des Espagnols. En 1819, le sol colombien est affranchi de la domination espagnole, et pourtant, après son indépendance, ce pays affronte une réalité politique et économique très complexe, laquelle accompagne toute la période de la construction du nouvel Etat colombien.

Certes, l'indépendance de la Colombie entraîne les disputes pour le pouvoir entre les anciens révolutionnaires. Formant la nouvelle classe dirigeante, ils sont divisés en deux tendances politiques: les Libéraux et les Conservateurs, opposés à travers des partis par leur vision de la nation indépendante et par des intérêts économiques. Ainsi, les Libéraux veulent imposer un régime fédéraliste, anticlérical, indépendant de l'héritage espagnol, avec une politique économique de libre échange. Les Conservateurs envisagent un régime centralisé et clérical, gardien des habitudes et de la morale catholique espagnoles, avec une politique de monopole commercial, car le

souvenir de l'occupation espagnole reste très fort. Dans l'ancien Royaume de la Nouvelle Grenade, l'Espagne a laissé sa langue, sa religion catholique, ses traditions, lors de l'émancipation.

Les rivalités politiques au sein de la nouvelle classe dirigeante continuent à entraîner la guerre; le pays est déchiré, et assiste impassible à l'époque de la « Patria Boba ». Cette période de brutalité marquée par les affrontements militaires entre les partisans des partis naissants aboutit à l'ingérence militaire de l'Espagne. Une fois de plus, en Colombie et partout en Amérique latine, l'Espagne cherche à reconquérir ses anciennes colonies. Dans toutes ces régions la situation politique dégénère à cause des rivalités et des ambitions politiques des anciens héros de la guerre d'Indépendance. Dramatiquement, certains pays de l'Amérique Latine comme la Colombie se rapprochent des temps de la terreur qu'entraîna la reconquête espagnole.

L'armée du pacificateur espagnol Pablo Murillo fusille certains des anciens héros malheureux de la guerre de l'Indépendance, et des principaux protagonistes de l'époque de la « Patria Boba ». En conséquence, Bolívar fait un appel à l'unité des peuples latino-américains contre ceux qui veulent la domination en Amérique Latine. En 1823, sous la direction de Bolívar, la Colombie, le Venezuela et l'Equateur forment une confédération, la Grande Colombie, dont la capitale est la ville de Bogotá durant les premières années qui suivent l'expulsion définitive des Espagnols. Néanmoins les rivalités politiques entre les nouveaux dirigeants de ces pays provoquent la destruction de la confédération de la Grande Colombie. En 1830, les états de la Grande Colombie se séparent et la Colombie prend le nom de la Nouvelle Grenade, qu'elle conserve jusqu'en 1863. Et pourtant dans ce pays les rivalités politiques entre les Libéraux et les Conservateurs continuent, car ils sont en désaccord sur le nouveau modèle politique à imposer dans le pays.

Ces désaccords politiques provoquent une série de guerres entre les meneurs du long processus d'Indépendance. A partir de là, les groupes désormais dénommés créoles forment la nouvelle classe dirigeante de la colombienne, constituée des élites éclairées. Mais ils sont incapables d'harmoniser et d'imposer au pays son propre modèle économique, culturel et politique à cause de leurs disputes. Très vite, ils sont tentés d'adopter les divers modèles européens. De ce fait, certains créoles veulent

prendre comme modèle politique pour le pays la forme républicaine française, laquelle place le nouvel Etat colombien dans le droit fil de la Révolution Française et dans la logique libérale, afin d'établir une nation, c'est à dire un projet organisé, pensé par les élites éclairées.

Dans la construction du modèle de l'Etat nation en Colombie, ces créoles prennent comme référence le Contrat social de Jean Jacques Rousseau, en s'appuyant sur l'idée d'une société formée d'individus libres et égaux, déterminés à former une nation, laquelle est de fait fortement liée aux Lumières, à l'image dominante de la France; car de la France procèdent les idées des Lumières mises en place par la révolution des élites éclairées colombiennes. Depuis le début, la révolution d'indépendance en Colombie est fortement liée à l'époque des Lumières françaises, du fait que les créoles qui constituent l'élite révolutionnaire éclairée de la Nouvelle Grenade, suivant l'exemple donné par la Révolution Française, rompent avec l'absolutisme, la monarchie et tout l'ancien régime colonial, établi par les Espagnols. Ensuite, parce que selon le mot de Denis Rolland, la révolution française a construit le modèle théorique et abstrait d'une république idéale fondée sur la modernité à l'état pur, destiné à être imité¹, on dirait, par les élites éclairées de la Nouvelle Grenade.

En somme si, la guerre d'indépendance colombienne a entraîné une rupture avec le régime colonial espagnol, la dépendance économique et politique envers l'Europe continue, grâce au soutien financier de la guerre d'indépendance par l'Angleterre et grâce à l'action culturelle française dans le pays. La Colombie comme les autres pays de l'Amérique Latine devient un champ essentiel pour l'expansion européenne, laquelle se développe à travers l'immigration des Européens, l'investissement de capitaux et surtout grâce à l'influence culturelle. Incontestablement, l'indépendance de la Colombie entraîne un processus d'intégration économique, sociale et culturelle du pays à d'autres continents, à l'Europe surtout. Les relations entre la Colombie et l'Europe s'amplifient après la décolonisation espagnole, laquelle provoque, la dépendance politique, économique et culturelle de la Colombie envers l'Europe, et surtout envers la France, l'Angleterre et l'Allemagne.

¹ D. Rolland, *La crise du modèle français. Marianne, op. cit .*, p. 31.

En 1863, en suivant les idées du libéralisme européen, les Libéraux radicaux, prennent le pouvoir et le gouvernement des « caudillos »¹ ou chefs politiques commence. Ce régime, qu'on peut caractériser comme fédéral, débute quand les Libéraux, nommés libéraux Radicaux, réunis en la ville de Rio Negro, promulguent une nouvelle constitution : «La Constitution de Rio Negro». Cette Constitution élaborée sous l'influence des idées libérales et démocratiques européennes transforme la Colombie en une République Fédérale et lui donne le nom de Confédération ou Union des Etats-Unis de Colombie, nom que le pays porte jusqu'en 1886. Et pendant cette époque, comme après la consolidation du régime des Conservateurs en Colombie, l'ingérence politique européenne, et surtout l'influence culturelle française sont toujours de fortes réalités, comme nous le verrons dans les pages suivantes.

¹ Cf., autour de ce terme, Oliver Dabène. *L'Amérique latine au XX^e Siècle*, Paris, Deuxième édition, Armand Colin/Masson, 1997, p. 6.

Chapitre 2

La pénétration culturelle espagnole dans le Royaume de la Nouvelle Grenade

Espagne, la mère patrie: le rôle civilisateur de l'Espagne:

La conquête et la colonisation espagnoles entraînent pendant plusieurs décennies la pénétration culturelle de l'Espagne. Ce dernier pays, entre le XVI et le XVII siècle, contribue à l'essor intellectuel de toute l'Europe, et des Colonies du Nouveau Monde, parmi lesquelles le Royaume de la Nouvelle Grenade, où l'Espagne répand toute sa production intellectuelle, scientifique et artistique. La pénétration culturelle espagnole s'impose grâce à la présence des congrégations religieuses espagnoles : la congrégation des franciscains, qui arrive en 1550, celle des jésuites qui arrive en 1599 et finalement la congrégation des capucins en 1648.

Ces congrégations qui sont à la pointe du déploiement culturel dans le Royaume de la Nouvelle Grenade, sont chargées par la Couronne espagnole d'une mission civilisatrice en faveur des indiens et des créoles, auxquels elles imposent un système d'acculturation corollaire à la conquête territoriale et à la domination politique directe de l'Espagne dans le Royaume de la Nouvelle Grenade¹. Ce système d'acculturation est composé des pratiques suivantes:

- Le contrôle des sciences, des arts et de la pensée grâce au monopole de l'enseignement en faveur des créoles.
- L'évangélisation des Indiens.

Le contrôle des sciences, des arts et de la pensée grâce au monopole de l'enseignement en faveur des créoles:

En 1608, les jésuites fondent les premiers collèges à Cartagena, Santa Marta, Panama, Monpox, Tunja, Popayan, et Bogotá. Dans cette dernière ville, ils fondent le plus célèbre de leurs collèges: le Collège de Nuestra Señora del Rosario, et la première université du pays: l'Université Javeriana (en référence à saint François

¹ Lucy Agudelo. *Histoire des Jésuites en Colombie*, Maîtrise d'histoire, Nantes : Centre de Recherche en Histoire Internationale et Atlantique, Faculté de Lettres –Université de Nantes, 2001, p. 64-65.

Xavier). Les franciscains fondent l'université ou le Collège de San Bartolomé et les dominicains le Collège ou l'université de San Buenaventura. Dans ces établissements éducatifs nommés collèges séminaires, les congrégations des franciscains et des jésuites ont la mission de l'enseignement. L'enseignement s'adresse aux élites du Royaume de la Nouvelle Grenade et se réalise en latin dans les disciplines morales et intellectuelles dont la médecine, la théologie, la philosophie et le droit. Les congrégations étendent l'enseignement, d'abord dans la capitale et ensuite dans les différentes provinces du territoire colombien.

D'autre part, certains membres des congrégations luttent pour diffuser en Colombie tant la culture espagnole que des aspects particuliers de la religion catholique. Ils apportent les premières semences comme le café, ils créent les premières pharmacies, les églises, les bibliothèques, les hôpitaux. Les jésuites apportent la première imprimerie, grâce à laquelle ils éditent des journaux et de nombreux ouvrages écrits en français avec l'autorisation du Saint Office ou l'Inquisition.

- L'évangélisation des Indiens:

L'évangélisation commence avec la conquête et se poursuit durant l'époque de la colonisation espagnole. Cette évangélisation consiste à transmettre aux Muiscas et aux Taironas la foi catholique, les principes de la morale chrétienne et la langue espagnole. Cette activité est sous le contrôle des missionnaires franciscains, lesquels, fidèles à la tradition de pauvreté, évangélisent les Indiens et fondent les premiers villages et écoles du territoire colombien. A la fin du XVII^e siècle, l'évangélisation des Indiens est mise en cause par les divergences entre les franciscains et les jésuites, qui se sont affrontés pour le contrôle de l'évangélisation; mais en 1695 la Couronne espagnole retire le contrôle des missions d'évangélisation aux franciscains, et donne l'autorisation aux autres congrégations espagnoles de participer à la conversion des indiens dans les régions de l'Orénoque, du Guaviare et de l'Amazonie.¹

Néanmoins, les problèmes liés à l'évangélisation se poursuivent, puisque les missions d'évangélisation aboutissent à la création des « réductions indiennes », et les

¹ L. Agudelo, *Histoire des Jésuites*, op. cit, p. 70-72

missionnaires jésuites sont soupçonnés d'exploiter les Indiens et de les obliger à travailler dans leurs domaines agricoles à leur profit, alors que les réductions avaient été créées par la Couronne dans le but d'acculturer les Indiens, en échange du paiement d'un tribut. En 1767, le roi Charles III donne l'ordre d'expulser les jésuites du Nouveau Monde, en leur reprochant leur vœu d'obéissance et leur lien direct avec la papauté. En réalité, la méfiance et la cupidité pèsent lourdement dans la décision du roi, car les jésuites ont un vrai pouvoir politique et disposent partout d'énormes richesses.

Dans le Royaume de la Nouvelle Grenade, l'expulsion des Jésuites entraîne un vide culturel énorme, puisque cette congrégation a le contrôle et le développement de l'enseignement. C'est pourquoi, en 1814, le pape Pie VII, autorise cette congrégation à poursuivre sa mission éducative en Colombie. Mais le retour des Jésuites est vain, car la Révolution de l'Indépendance va imposer l'abolition du concordat entre l'Eglise et l'Etat, et l'expropriation des richesses et des biens de cette congrégation. Bien que les congrégations espagnoles aient incontestablement contribué au rayonnement culturel dans le Royaume de la Nouvelle Grenade, ce rayonnement reste limité, car il n'a dans cette période troublée de la colonisation d'autre ambition que d'acculturer les Indiens en les alphabétisant, en les christianisant, et de réserver aux créoles une éducation plus élitiste, de manière à assurer les intérêts économiques de la métropole sans souci de l'identité culturelle des Indiens.

C'est pourquoi, d'autres pays comme la France, vont marquer profondément la sphère culturelle de la Colombie. Cette présence culturelle de la France, dont il faut mesurer l'ampleur, apparaît comme une œuvre menée soit spontanément, soit consciemment et volontairement, de la part de divers acteurs. Ceux-ci, en accord parfois avec le gouvernement français, entreprendront le développement culturel de la Colombie, où la France est vue comme le pays qui a une civilisation universelle à partager.

Chapitre 3

Le rayonnement culturel français dans le Royaume de la Nouvelle Grenade

Le début des relations entre la France et le Royaume de la Nouvelle Grenade : XVII^e Siècle:

Dès le début de la colonisation espagnole, des Français arrivent en territoire colombien. En 1554, sous le règne de François I, un groupe de pirates commandés par Robert Graal attaque les villes de Santa Marta et de Cartagena pour s'emparer de l'or que transportent les galions espagnols vers la métropole. Pendant, le XVII^e siècle, ces attaques sont encore plus fréquentes sur la côte Atlantique de la Colombie, notamment sous le règne de Louis XIV. C'est lui qui déclare la guerre à l'Espagne dans le but de dominer le commerce dans les mers du Sud et donne à De Pointis l'ordre d'assiéger la ville de Carthagène.

En, 1697, cette ville, le plus grand dépôt de richesses des Espagnols en Amérique du Sud, est saccagée et ruinée par le siège. De Pointis, qui « *dispone de veinte barcos y más de cuatro mil hombres en Cartagena* », ¹ tue plusieurs personnes et provoque la famine et la peste. Après avoir signé la paix avec l'Espagne, la France devient son alliée dans la Guerre de Succession. Louis XIV obtient en 1712 la possibilité d'étendre le commerce et la navigation à l'Amérique espagnole. A partir de cette époque, le commerce entre les deux pays ne cesse de croître jusqu'à l'indépendance.

Depuis 1713, aux termes du traité d'Utrecht, la France accepte que l'Angleterre puisse commercer avec les colonies de l'Amérique espagnole. A partir de là, l'Angleterre prendra l'essor qui fera d'elle une des plus grandes puissances économiques du monde. Le 13 juillet 1713 et le 29 janvier 1716, Louis XIV puis le régent Philippe d'Orléans renouvellent l'ordonnance de 1712. Le 16 octobre 1765, l'Espagne permet à la France le commerce non seulement avec le port de Cadix, mais aussi avec d'autres ports péninsulaires et antillais.

Le 14 juin 1795, une cédule royale est signée à Carthagène qui y établit un tribunal

¹ Soledad Acosta. *Los Piratas en Cartagena*, Bogotá, Segunda Edición, Banco de la República, 1964, p.29. « *dispose de vingt navires et de plus de quatre mille hommes, à Cartagena* ».

de commerce -un consulat à l'époque-, dont la juridiction s'étend aux départements de Boyaca, Cundinamarca, Cauca, Magdalena et l'isthme de Panama. Ce tribunal est chargé d'administrer la justice dans les procès en matière commerciale, et surtout, de protéger et encourager le commerce dans toutes ses branches. Jusqu'à la Révolution française, la France exporte vers Le Royaume de Nouvelle Grenade des produits de luxe, du vin et de l'eau- de- vie, et le Royaume de Nouvelle Grenade envoie vers la France l'or en poudre, les perles, le coton, le quinquina et les bois de teinture.

Aux origines du rayonnement culturel français dans le Royaume de la Nouvelle Grenade: le XVIII^e siècle :

Entre-temps, le commerce a toujours véhiculé plus qu'un produit: une civilisation. Ce commerce permet la pénétration des idées européennes dans les territoires des colonies de l'Amérique espagnole, surtout à partir du XVIII^e siècle, dit des « Lumières », quand la France à travers l'encyclopédisme arrive à influencer l'Europe et au-delà, avec sa pensée, sa vie intellectuelle, ses mœurs et sa culture¹. La France forme des agents capables de diffuser science et pensée: les expéditions, les écoles des jeunes naturalistes, les voyageurs naturalistes, la Société des observateurs de l'Homme, les revues et les journaux. Ces acteurs, porteurs de nouvelles découvertes scientifiques, cherchent aussi à multiplier les liens avec les philosophes et les savants, d'autres disciplines et d'autres nations.

Il est remarquable que certains membres des expéditions et des sociétés scientifiques, agissent consciemment et volontairement, pour développer le rayonnement culturel français, tandis que la diffusion du français ne fait pas l'objet de leurs activités. L'expansion du français n'est pas dans l'esprit de l'époque, bien que cette langue soit générale et quasi naturelle dans les sociétés, les salons, les cercles, ainsi que dans la correspondance de l'époque. La France des idées encyclopédistes est prête à de nouvelles découvertes scientifiques, elle désire prendre appui sur les « Lumières » et la science dans le monde, pour assumer une mission de rayonnement culturel. C'est ainsi que le Nouveau Monde devient sujet d'étude et de science pour un groupe d'hommes imprégnés de la philosophie des Lumières. Le Nouveau Monde

¹ A. Salon, *L'Action Culturelle*, op. cit, p 89-90.

suscite beaucoup leur intérêt, car depuis la découverte et la colonisation de l'Amérique Espagnole, le Nouveau Monde est connu en France, à travers des sources imprimées comme les chroniques contemporaines de la conquête et de l'ère coloniale.

En France, le Nouveau Monde est promptement inclus dans les ouvrages cosmographiques composés au XVI^e siècle : *les Observations de plusieurs singularitez* de Pierre Belon (1553) ; *Les Trois Mondes* de Henri de La Popelinière (1582) ; *le Théâtre de l'Univers* du flamand Abraham Ortelius, publié en 1570 et traduit en français en 1581. Mais faute d'informations précises, ces ouvrages sont le plus souvent vagues et leurs auteurs ont volontiers recours à un imaginaire issu de la tradition littéraire médiévale. L'image dorée du Nouveau Monde, tirée des chroniques des conquérants espagnols, est bien entendu largement utilisée par les compilateurs, colportée et amplifiée avec complaisance envers des lecteurs avides de merveilleux. C'est pourquoi de nombreux éditeurs cèdent à la tentation d'accentuer l'étrangeté des êtres et la luxuriance du décor des choses dans les ouvrages sur le Nouveau Monde.¹

Mais au début du XVIII^e siècle, la brèche ouverte par les commerçants français dans le Nouveau Monde, permet à la France d'acquérir des informations intéressantes et mieux contrôlées, grâce auxquelles quelques voyageurs, sinon scientifiques à proprement parler, du moins érudits et curieux, empruntent le chemin de la recherche scientifique à propos du Nouveau Monde.

La première mission scientifique d'académiciens français : Charles Marie de La Condamine : 1736

Au milieu du XVIII^e siècle, alors que la France aspire à étendre ses territoires et devient le foyer de la civilisation, certains savants français sont prêts à de nouvelles découvertes et explorations dans le monde entier. C'est ainsi que l'Académie des Sciences de Paris organise la première mission scientifique d'académiciens en Equateur dans le Nouveau Monde. Cette mission vise à mesurer la longitude de l'arc 0° dans l'Equateur et à expérimenter les nouvelles théories de Newton sur la forme et

¹ Pascal Riviale. *Un Siècle D'Archéologie Française, op.cit.*, p.17.

la taille du globe terrestre.¹ La mission des académiciens en Equateur comble quelques lacunes d'ordre géographique et astronomique, mais d'abord elle suscite l'esprit de méfiance vis-à-vis des chroniques espagnoles; elle met l'accent sur la nécessité scientifique de l'observation directe dans le Nouveau Monde; et d'autre part, cette mission permet l'arrivée des premiers académiciens dont Charles Marie de La Condamine au Royaume de la Nouvelle Grenade en 1736.

Charles Marie de La Condamine, ancien soldat dont la passion pour la chimie et la géodésie lui a valu d'être élu, à l'âge de vingt-neuf ans, à l'Académie des Sciences de Paris, veut participer à l'expérimentation des théories de Newton. Il fait partie de la mission des académiciens en Equateur, qui organise diverses expéditions dont l'expédition au Pérou, au cours de laquelle meurt ou disparaît la plupart des académiciens. La Condamine, célèbre voyageur et savant français, reste au moins dix ans en Amérique Latine. Quand il est au Pérou, il entreprend de son propre chef, la première exploration scientifique jusqu'à l'embouchure du fleuve Amazone; et finalement il arrive jusqu'à l'isthme de Panama alors colombien.²

A Panama, La Condamine fait diverses observations scientifiques sur la flore, la faune, la climatologie, l'hydrographie et le relief de cette partie du territoire colombien, qui s'étend jusqu'à la forêt tropicale du Choco, où il fait la découverte d'un nouveau métal : le platine. Selon l'historien Gonzalo España : « *de la Condamine por curiosidad científica envía un pequeño fragmento de ese metal a la Academia de Ciencias de Paris, quien lo estudia y lo ubica dentro de la tabla periódica de los elementos* ». ³ Pendant son séjour sur le territoire colombien, de La Condamine fait une série d'observations scientifiques qui sont publiées sous le titre de L'Amérique Méridionale, Canal de Panama. Ce récit, lu pendant la session d'ouverture de l'Académie des Sciences le 28 avril 1745, est reconnu par l'Académie comme ouvrage scientifique.

¹ Charles Marie de la Condamine. *Charles-Marie de la Condamine Voyage sur l'Amazone*, Paris, Editions La Découverte, 2004, p.12-14.

² Ch. Marie de la Condamine, *Ibid.*, p. 17.

³ G. España, *Jean Baptiste Boussingault : El Padre*, p. , *op. cit.*, p. 44. « *de la Condamine par curiosité scientifique, envoie un petit fragment de ce métal à l'Académie de Sciences de Paris, qui l'étudie et trouve au platine sa place dans la table périodique des métaux* ».

Cet ouvrage est une description approfondie de la topographie, et un bilan de la flore et la faune tropicale de la région de Panama; un espace géographique stratégique, parce qu'à Panama convergent naturalistes, voyageurs, expéditionnaires et hommes d'affaires qui ont l'intention de pénétrer dans le Nouveau monde. Les observations de La Condamine sur Panama sont à l'époque une référence scientifique obligatoire, que personne ne peut ignorer. L'exploration de Condamine vers l'Amazonie au Pérou, a d'autres conséquences d'un intérêt capital. Le voyageur savant français y fait la découverte du caoutchouc, de la quinine et du curare, des découvertes fructueuses dans le domaine de la médecine.

De La Condamine dans un autre récit d'aventures sur son exploration, intitulé: « Charles-Marie de La Condamine. Voyage sur l'Amazonie » fait des descriptions intéressantes sur le contexte politique de la colonisation espagnole, et sur le regard que les Européens portaient sur les indiens du Nouveau Monde. Regard qui apparaît comme un point intéressant dans le débat politique du colonialisme espagnol, parce qu'il met en question les concepts du « bon sauvage » et du « mauvais sauvage ».

Pendant l'époque des révolutions d'indépendance, à la suite de La Condamine, d'autres naturalistes français arrivent, parmi lesquels Aimé Bonpland, médecin français qui, attiré par l'étude de la botanique, quitte la marine pour accompagner le naturaliste allemand Humboldt pendant son voyage d'exploration pour l'Amérique Latine, en 1799. Bonpland devient le principal collaborateur de Humboldt qui le charge de la récollecion des plantes tropicales dans sa traversée des diverses régions latino-américaines. C'est ainsi que Bonpland apparaît comme un botaniste célèbre, malgré la figure scientifique incontournable de Humboldt qui en Europe concentre toute l'attention des hommes de science attirés par l'étude du Nouveau Monde.

A la suite de Bonpland et Humboldt, d'autres voyageurs et naturalistes français arrivent dans le Royaume de la Nouvelle Grenade-parmi eux : J. Boussingault et François de Roullin-, afin d'y mener à bien des missions scientifiques d'histoire naturelle. Boussingault et François Roullin s'engagent dans l'expédition Zea et parcourent les Andes, et grâce à leurs explorations à travers les Andes, ils produisent d'intéressantes contributions scientifiques. Comme nous le disons plus haute,

Humboldt et Bonpland ne sont pas les premiers scientifiques à parcourir les terres américaines, et colombiennes en particulier. Rappelons que Charles de La Condamine, cet homme de science voyageant pour mesurer l'équateur, est l'acteur des toutes premières tentatives de descriptions systématiques et globales des espaces et des sociétés américaines, croisant à la fois enquêtes de terrains, méthodes scientifiques d'observation, études livresques.

Chapitre 4

XIX^e Siècle : les emprunts culturels du Royaume de la Nouvelle Grenade à la France

L'Expédition botanique :

Depuis le XVIII^e siècle, la France trouve les moyens de s'imposer culturellement en Espagne, où les habitudes se sont pleinement francisées, grâce à l'ascension d'un prince appartenant à la dynastie française des Bourbon, Philippe V de Bourbon (petit-fils de Louis XIV) qui accède à la Couronne espagnole. Cette dynastie impose l'art de bien parler le Français et ouvre l'Espagne et le Nouveau Monde aux idées de l'encyclopédisme français.¹ Charles III, despote éclairé, et le plus brillant représentant de la lignée Bourbon, avec le but de réformer le système colonial en Amérique espagnole, donne l'ordre d'organiser la première expédition botanique sous la direction de José Celestino Mutis. En 1783, ce médecin espagnol disciple des encyclopédistes, prend l'initiative d'étudier les richesses naturelles du Royaume de la Nouvelle Grenade.

L'expédition botanique devient un mouvement scientifique et culturel dans le Royaume de la Nouvelle Grenade. A ce mouvement scientifique participent les congrégations religieuses qui ont le contrôle de l'enseignement, et les élites créoles qui partagent les idées des encyclopédistes. Les créoles grâce à ces idées prennent conscience des richesses naturelles, minérales du Royaume de la Nouvelle Grenade, et de leur rôle possible dans le destin politique de ce territoire. Dans cette ambiance des Lumières, certains membres des élites créoles du Royaume de la Nouvelle Grenade, qui deviendront les leaders révolutionnaires : José María Cordova, Simón Bolívar, et Antonio Nariño, partent en France, et autres José María Caldas et Camilo Torres deviennent les premiers savants. Tous ces hommes illustres se sont rapprochés de la civilisation française.

Dans le Royaume de la Nouvelle Grenade les idées libératrices des Lumières

¹ Samantha Chareille. *Doscientos Años de Enseñanza del Frances en Colombia*. Paris, thèse : Université Paris III-La Sorbonne Nouvelle, éditions électronique de Juillet 2002, p. sp.

françaises sont reprises dans les ouvrages des élites éclairées parmi lesquelles : « El Memorial de Agravios » de Camilo Torres, ancien membre de l'expédition botanique. Cet ouvrage interdit pour son message révolutionnaire devient un instrument idéologique pour la Révolution d'Indépendance. Tandis que les nouvelles idées des encyclopédistes européens se répandent dans les colonies de l'Amérique espagnole, la Révolution Française éclate en France. A ce moment historique, les colonies de l'Amérique espagnole aspirent à l'indépendance politique vis à vis de l'Espagne, et une nouvelle génération d'hommes éclairés sont prêts à prendre le pouvoir.

La philosophie des Lumières dans le Royaume de la Nouvelle Grenade au début du XIX^e Siècle :

A la veille de la Révolution française, nous trouvons un rayonnement culturel français embryonnaire, malgré les querelles françaises entre l'Ancien Régime et les républicains français.¹ Ce rayonnement français est très important, car il émane de la projection de l'esprit des Lumières. Celui-ci, dans le Royaume de La Nouvelle Grenade s'exprime à travers la pensée d'Antonio Nariño, qui imprime et fait circuler la « Déclaration des Droits de l'Homme ». Cet ouvrage traduit en espagnol inspire les révolutions d'indépendance du XIX^e siècle dans toute l'Amérique Latine. Les idées révolutionnaires entrent par le port de Cartagena, sous forme d'ouvrages cachés parmi les marchandises, et circulent illégalement entre les élites créoles, anxieuses de connaître le mouvement littéraire, politique et social qui agite la France.

Les créoles veulent participer à ce mouvement de fascination que la culture et la civilisation française inspirent en Europe. Pour cela, ils intègrent les mouvements de franc-maçonnerie française. Les créoles apprennent le français, ils lisent en français les ouvrages interdits des encyclopédistes : Montesquieu, Condorcet, et surtout Jean Jacques-Rousseau auteur du *Contrat Social*, l'ouvrage le plus diffusé en Nouvelle Grenade. Certains de ces hommes éclairés arrivent en France comme Antonio Nariño, le pionnier de la Révolution d'Indépendance en Nouvelle Grenade, qui une fois échappé de la prison espagnole de Cadiz, où il est condamné pour la traduction des Droits de l'Homme, entre en France afin d'obtenir du gouvernement français les

¹ A. Salon, *L'Action Culturelle*, op. cit, p. 93.

moyens financiers pour organiser la guerre d'Indépendance.

Nariño n'obtient pas le soutien financier de la France mais après son retour en Nouvelle Grenade en décembre 1810, le gouvernement français de Napoléon exprime sa sympathie pour la cause révolutionnaire latino américaine, car il a le but d'étendre l'activité commerciale française vers les colonies espagnoles; bien que, dans la réalité, la politique américaine de Napoléon soit soumise aux intérêts politiques de la France en Espagne. Dès l'apparition des mouvements indépendantistes au Royaume de la Nouvelle Grenade, deux tendances politiques s'affrontent: les « libéraux » et les « conservateurs ». La première est celle des commerçants, manufacturiers et artisans, dont le but est la suppression du régime colonial. La seconde, celle des latifundistes et des communautés religieuses possesseurs d'immenses propriétés rurales qui considèrent que l'indépendance est un mouvement de recul : ils ne souhaitent que l'extension du commerce extérieur. ¹

Néanmoins, le mouvement d'indépendance continue. En juillet 1810 une Junte se forme à Bogotá, profitant de la guerre entre la France et l'Espagne. Le Roi d'Espagne avait abdicé de son trône, et Napoléon en profitant de cette situation, installé son frère Joseph Bonaparte comme le nouveau souverain d'Espagne et des colonies de l'Amérique Espagnole. La Junte de Bogotá proclame l'indépendance de la Nouvelle Grenade, et ne reconnaît pas la Junte Centrale de Séville, qui avait pris le pouvoir en Espagne, en défense de la souveraineté du pays et de la dynastie de Bourbon.

Mais l'Espagne ne se résigne pas à perdre son empire colonial, et elle en entreprend la reconquête. Les persécutions commencent contre des créoles partisans de la devise française : liberté, égalité et fraternité. Les créoles en utilisant ces idées révolutionnaires françaises visent à s'opposer à l'ancien régime colonial espagnol, afin d'établir un nouvel ordre républicain. Seul, le mouvement indépendantiste de la ville de Cartagena parvient à se déclarer indépendant de l'Espagne le 11 novembre 1811, alors que d'autres mouvements continuent la lutte dans le Royaume de la Nouvelle Grenade.

¹ S. E Ortiz. *Franceses en la Independencia de la Gran, op. cit*, p. 12-13.

Chapitre 5

Les Français dans la guerre d'indépendance :

Autour de Simón Bolívar, les Français jouent un rôle important dans la Révolution d'Indépendance. Parmi ce groupe d'hommes nous trouvons: Pierre Labatut, Manuel Roergas Serviez, Louis Girardot, Louis François De Rieux, Charles A. Bobin, Antoine Bailly, Louis Aury, Louis Peru de Lacroix, Alexandre P. Révérend, Louis Ducoudray, Antoine Reynald Sasmajous, Emmanuel De Froes, Vincent Dubouille et J. Boussingault le successeur de La Condamine. Ces Français contribuèrent beaucoup à la Révolution d'Indépendance en Nouvelle Grenade par leur action personnelle et leurs hauts faits civils et militaires.

Dans le Royaume de la Nouvelle Grenade, des étrangers parmi lesquels les Français participent à la lutte pour l'indépendance aux côtés des libérateurs latino-américains durant la reconquête espagnole.¹ Cette période constitue une des étapes les plus sanglantes et troublées de l'histoire de ce territoire, car l'Espagne débordée par la vague anticolonialiste de l'Amérique latine, veut reconquérir ses anciennes colonies en utilisant pour cela la terreur et la violence. Le 20 juillet 1810 à Santa Fé de Bogotá, les créoles proclament leur indépendance de l'Espagne. Pour cela ils font prisonnier le vice-roi espagnol en Nouvelle Grenade : Amar y Borbon. Ensuite, les créoles créent une Junte Centrale de Gouvernement et proclament leur indépendance. A partir de ce moment là, les rivalités politiques entre les créoles qui ont déjà le pouvoir font place à la lutte armée.

Certains créoles, les « patriotes » veulent l'indépendance vis-à-vis de l'Espagne, mais d'autres, les royalistes, continuent à être loyaux au régime espagnol. De plus les patriotes, partisans de l'Indépendance, sont divisés entre centralistes et fédéralistes. Certains d'entre eux partagent les idées d'Antonio Nariño, le précurseur de l'Indépendance et premier président de la République de la Nouvelle Grenade, qui veut imposer un modèle politique républicain et centraliste; pendant que les fédéralistes, derrière le chef du Congrès : Camilo Torres, veulent imposer une république fédérale. Ces disputes entraînent un vide du pouvoir politique en Nouvelle

¹ A. Salon, *L'Action Culturelle*, op. cit, p.106.

Grenade, et favorisent les intentions de reconquête de l'Espagne qui, à la hâte, veut reconquérir ses colonies après la fin de la guerre avec la France. A partir de 1813, tandis que la confusion règne en Nouvelle Grenade, la reconquête espagnole commence.

Les principaux leaders du mouvement du 10 juillet 1810 sont fusillés ou mis en prison par Pablo Murillo, « le pacificateur », et chef de la reconquête espagnole. Il est chargé d'en finir avec les émeutes et débordements commis par les créoles en Nouvelle Grenade. Les créoles doivent faire face au régime de terreur de Murillo. Ils avaient préparé la révolution d'Indépendance en Europe. La France leur avait fourni l'idéologie révolutionnaire, et l'Angleterre les moyens financiers. Ils recourent à l'Europe, cette fois pour former une troupe patriotique capable de faire face militairement à l'Espagne. Francisco Miranda, le précurseur de l'indépendance au Venezuela, qui était militaire et avait combattu en France pendant la Révolution Française, lance un appel à tous les « esprits libérateurs français » partisans de la liberté pour combattre le régime de terreur du pacificateur Murillo. Alors, Miranda convoque certains soldats, médecins et résidents français en Amérique latine pour faire la guerre aux Espagnols.¹

Ce groupe de militaires français a la mission d'en finir avec le régime de terreur du pacificateur Murillo pour garantir le succès de la Révolution d'Indépendance. C'est pourquoi ils forment une armée patriotique et révolutionnaire avec des troupes néo-grenadines, que les militaires français doivent entraîner à utiliser des tactiques et des stratégies militaires utilisées par l'armée française. Selon Sergio Elías Ortiz, l'appel de Miranda reçoit un énorme accueil en France parmi les militaires français, surtout dans le groupe des républicains; anciens soldats de métier, très expérimentés dans l'armée pendant l'époque de l'Empire de Napoléon, mais qui après la chute de l'Empire, se transforment en ennemis de la Restauration Monarchique, fuient pour cette raison la France et s'exilent dans les Antilles.

Ces militaires français marqués par un fort esprit de liberté, agissent parfois à leurs propres frais et presque toujours de leur propre initiative en faveur des Révolutions

¹ S E. Ortiz, *Franceses en la Independencia*, op. cit, p. 12-21.

d'Indépendance en Amérique Latine, où ils s'installent pour contribuer à l'éveil et à la libération des anciennes colonies espagnoles. Ils représentent, aux côtés des insurgés latino-américains, la France libératrice. Les militaires français, compagnons de Francisco Miranda, Simón Bolívar, Antonio Narino, Francisco de Paula Santander, sont des organisateurs des armées, des soins, parfois de l'enseignement, des relations extérieures, introducteurs de mœurs, d'idées, de livres, de techniques d'Europe et de la France; ils sont coopérants et conseillers politiques et culturels à titre privé, souvent au plus haut niveau pendant les guerres d'Indépendance.

Et pourtant, en Nouvelle Grenade la plupart de ces militaires français sont victimes de la tragédie et de l'oubli, car dans un ambiance marquée par la violence et la contradiction, ils tombent prisonniers dans le piège de la terreur engendrée par la guerre qu'ils ont la mission d'achever; et dans ce piège de l'absurde, ils sont obligés de prendre parti dans les rivalités et disputes entre créoles. C'est ainsi qu'avant la réussite de la Révolution d'Indépendance, les militaires français sont accusés des échecs militaires que souffre l'armée patriotique pendant la reconquête espagnole, et après la consolidation de l'Indépendance, ils sont qualifiés d'aventuriers par quelques créoles. Ces derniers, incapables de se dépouiller de leurs intérêts économiques et de leurs ambitions politiques personnelles, font des militaires français des victimes de l'exil, du suicide et pire encore, victimes de l'oubli.

Parmi ce groupe de Français, qui ont contribué à la libération du colonialisme espagnol en Nouvelle Grenade, il est intéressant de citer :

ROERGAS SERVIEZ, Emmanuel :

Il appartient à une famille de l'ancienne noblesse française. Ce chevalier français est né le 16 mai 1785 à Longwy dans la région de Meurthe et Moselle. Il se forme dans la carrière militaire, obtient le grade de capitaine de dragons de la Garde dans l'armée de l'Empire de Napoléon. Il semble que Serviez fuit de France à la suite d'aventures amoureuses, selon l'historien colombien Sergio Elías Ortiz.¹ En 1812, Serviez se trouve dans les Antilles, où il s'engage dans les troupes patriotiques,

¹ S E. Ortiz, *Franceses en la Independencia*, op. cit, p. 22-23.

lorsque le délégué de la ville de Cartagena, Agustin Gutierrez Moreno, arrive aussi aux Antilles avec le but de chercher des aliments, des armes, et de composer une troupe de patriotes pour maintenir l'Indépendance de Cartagena. En 1813, Roergas Serviez, arrive à Cartagena, où il reçoit le grade de lieutenant général, et aux cotés des patriotes, il combat les royalistes de Cartagena, loyaux au régime espagnol.

De 1813 à 1819, après la campagne victorieuse contre les royalistes de Cartagena, Serviez est recruté comme commandant en chef de l'armée patriotique par ordre des fédéralistes. Il est chargé de l'entraînement des troupes dissipées de l'armée patriote, en utilisant pour cela les tactiques et les stratégies militaires de l'ancienne armée de Napoléon en France. Mais surtout, Serviez à la mission de faire front à l'armée espagnole des généraux Juan Samano et Pablo Murillo, qui menace de reconquérir la ville indépendante de Cartagena, le territoire royaliste du Sud de la Colombie, et compromet la Révolution d'Indépendance.

Serviez mène à bien l'entraînement des troupes, initie militairement José María Cordoba le héros de l'Indépendance du Pérou, et les généraux Francisco de Paula Santander et José Hilario Lopez, qui après s'être battus pour la cause de l'indépendance deviennent présidents de la République, et dans leurs mémoires, expriment leur gratitude envers Serviez. Il arrive à anéantir les royalistes du sud de la Colombie; de même il conçoit une stratégie et une tactique militaires infaillibles, lorsqu'il parvient à conduire des troupes patriotiques vers la forêt de la région des Llanos Orientales, et provoque l'échec militaire de l'armée espagnole.

Serviez survit à l'adversité de la guerre, il supporte les combats, la maladie, et l'incompréhension de son rôle d'instructeur d'armes; car il utilise des méthodes disciplinaires très strictes. Et pourtant, il sert de bouc émissaire des centralistes pour endosser tous les revers militaires survenus lors de la reconquête. Finalement, Serviez est assassiné mystérieusement par des malfaiteurs qui veulent ses supposées richesses en or. Selon l'historien Sergio Elías Ortiz, dans cette ambiance de guerre marquée par l'improvisation, et la précarité des moyens pour faire la guerre, Serviez est victime de l'obstination et de la jalousie du général centraliste Antonio Nariño et des partisans, qui ne supportent pas la supériorité militaire de Serviez, et des intrigues politiques du général Paez suspecté d'avoir donné l'ordre de son assassinat. Paez regardait avec

inquiétude l'amitié qui unissait Serviez et Santander. Ce dernier avait choisi Serviez comme conseiller et s'opposait à la création de la Grande Colombie.

GIRARDOT, Louis :

Il est né à Paris en 1752. Etudiant en sculpture, il arrête ses études pour partir en Espagne et embrasser la carrière militaire. En 1782 il émigre vers le Royaume de Nouvelle Grenade, où il réside pour s'investir dans l'exploitation des mines d'or. C'est ainsi qu'il devient un respectable homme d'affaires à Santa Fé de Bogotá. Le 10 juillet 1810, Louis Girardot donne son soutien à la cause indépendantiste lorsque la première Junte Centrale de Gouvernement se forme. Durant les années 1813 à 1814, il s'engage dans les troupes patriotiques de Bolívar, avec ses jeunes fils Atanasio et Pedro, qui combattent avec acharnement contre les Espagnols et meurent en héros. Atanasio Girardot devient héros lorsqu'avec beaucoup de courage il se bat pendant la guerre d'Indépendance du Venezuela sous les ordres de Bolívar.¹

En 1816, lorsque Murillo entreprend la pacification contre les patriotes, Louis Girardot bat en retraite vers la région des llanos Orientales, où il s'engage avec les troupes patriotes de Serviez, lesquelles arrivent à stopper les attaques des ennemis royalistes espagnols. Mais, la tragédie de la guerre l'emporte. Il meurt mystérieusement, car des malfaiteurs supposent que Girardot garde avec lui des quantités d'or incalculables et l'assassinent. Finalement, sa femme Josefina Diaz et ses filles sont poursuivies comme patriotes; Murillo les condamne à l'exil et à l'expropriation de tous leurs biens matériels. Cette famille qui n'arrive pas à sortir du malheur de la guerre, finit dans la misère absolue. Le nom d'Atanasio Girardot figure dans les annales oubliées de l'histoire patriotique, et Louis Girardot doit plutôt sa célébrité au fait que son nom figure dans les pamphlets satiriques du libelliste royaliste Francisco Javier Caro qui, à travers ses écrits, stigmatise les patriotes.

La mort de Louis Girardot ressemble à celle de Serviez, assez terrible et incroyable, car leurs vies s'écoulaient dans un cadre marqué par la terreur. L'intrigue, la jalousie et les rivalités apparaissent comme les possibles explications de leur mort, ce que la

¹ S E. Ortiz, *Franceses en la Independencia*, op. cit, p. 69.

recherche historique pourrait bien un jour contribuer à éclaircir.

BAILLY, Antoine

En 1787, Antoine Bailly est né en Châtillon-sur-Marne. Pour des raisons encore inconnues, nous savons qu'il quitte la France à destination des îles de Saint-Domingue et de Cuba, où il réside comme homme d'affaires. En 1811, grâce à ses connaissances en mécanique et architecture, il est engagé sous les ordres de Pedro de Lastra et Mauricio de Omaña, dans le but de monter une usine de poudre, et mettre en marche deux imprimeries à Santa fe de Bogotá. Après sa réussite dans les tâches citées, Bailly gagne le respect et l'admiration des sympathisants de la cause patriotique, ce qui l'encourage à rester à Santa Fé de Bogotá, où il se marie et parvient à intégrer les patriotes centralistes qui sont sous la direction d'Antonio Narino, Président de la première Junte Unitaire du Gouvernement de la République de la Nouvelle Grenade.

Une fois à Bogotá, Bailly convaincu des idéaux patriotiques et révolutionnaires rend beaucoup de services à la cause indépendantiste, et cela lui permet de gagner la confiance du général Nariño, qui nomme Bailly colonel des ingénieurs de la jeune armée patriotique. Dans l'armée patriotique, Bailly affronte les troupes fédéralistes sous le commandement du général Baraya, et provoque l'échec militaire de celui-ci et de ses troupes. Grâce à cette victoire militaire face aux fédéralistes, Bailly met fin au moins temporairement aux affrontements militaires entre centralistes et fédéralistes. Après avoir remporté ce succès militaire et politique, Bailly devient un des conseillers politiques du général Nariño.

Bailly a conscience du danger que représentent les querelles de pouvoir pour l'Indépendance. Cette situation de guerre entre les créoles peut entraîner le retour des Espagnols. Il met en garde Nariño et lui conseille une attitude plus conciliante, une attitude unitaire basée sur l'affirmation de la liberté entre les citoyens grenadins. Nariño, très attentif aux inquiétudes de Bailly, prend en compte ses suggestions et ensemble ils décident de programmer une série d'actions en faveur de la diffusion et de l'affirmation du sentiment de liberté. Parmi ces actions nous trouvons l'idée de planter « l'Arbre de la Liberté » sur la place centrale de Santa Fe de Bogotá. Mais quelques heures avant cette cérémonie, Bailly est assassiné par un de ses esclaves.

D'après la version de José María Caballero, le principal chroniqueur de l'époque et sympathisant des royalistes, l'origine de la mort de Bailly se trouve dans les mauvais traitements infligés à son esclave, un petit garçon de treize ans, qui par vengeance désira tuer son maître. Accepter la version des sentiments esclavagistes de Bailly, c'est mettre en doute son action politique et militaire en faveur de la cause indépendantiste, et à cette action Nariño rend justice dans ses mémoires historiques. En outre, cette version ne s'accorde pas avec les pamphlets du prêtre Torres et Peña : « Santa Fe Cautiva », où le nom de Bailly figure. Durant cette époque, lorsque le nom d'un patriote figure dans un pamphlet, c'est pour condamner à mort ce patriote ou pour célébrer sa mort s'il a déjà été condamné. D'autre part, on ne peut pas ignorer l'avantage que les fédéralistes tirent de la mort de Bailly, car les fédéralistes ne se résignent pas à rester éloignés du pouvoir, et jusqu'à l'arrivée des conquérants espagnols, ils continuent à se battre contre les centralistes.

DE LA CROIX PERU, Louis :

Plus connu comme Peru de Lacroix, nom qu'il adopte dans ses récits, ce militaire français est né en Montélimar le 14 septembre 1780. D'après des informations parues dans un de ses ouvrages intitulé : « Le Diario de Bucaramanga », à Paris, Peru de Lacroix s'engage comme soldat, sous les ordres du général français Murat dans l'armée de Napoléon durant les années de 1810 à 1812 et se bat contre l'armée russe; mais avant la Bataille de Leipzig, il s'en va en Angleterre, car Napoléon lui donne la mission de découvrir les plans de conspiration de Louis XVIII contre lui.

Après la défaite de Napoléon et selon Peru de Lacroix, en 1814, il reçoit le soutien du commandant français Louis Aury qui dirige la marine de guerre patriote. Grâce au soutien d'Aury, Peru de Lacroix fuit vers l'île de Saint-Domingue, où il est à côté d'Aury et des exilés en provenance du Venezuela et la Nouvelle Grenade. Il se bat contre le régime de la terreur et la reconquête espagnole jusqu'à 1822. En 1823, après le triomphe remporté par l'armée patriotique contre les Espagnols, Peru de Lacroix est nommé colonel et fait partie de l'état-major créé par Bolívar afin de donner naissance à la Grande Colombie. L'idée de la création de la Grande Colombie, c'est-à-dire l'unification des pays andins de l'Amérique du sud sous un seul gouvernement, est le

projet essentiel de la politique de Bolívar, et c'est pourquoi Bolívar trouve d'une grande utilité les services de Peru de Lacroix, qui se distingue par ses qualités diplomatiques et ses dons d'écrivain.

Peru de Lacroix participe activement à la création de la Grande Colombie, qui n'arrive jamais à se concrétiser, à cause des luttes continuelles entre les créoles. Ensuite, la disparition de la scène politique et la mort de Bolívar n'entraînent pas seulement l'échec de l'idée d'une seule République Indépendante et centraliste, mais surtout la persécution acharnée contre les sympathisants et partisans de Bolívar. Lorsque le général José María Obando, ennemi juré de Bolívar est chargé du ministère de guerre et de marine, Peru de Lacroix, par ordre d'Obando, perd son grade de général de brigade qu'il avait reçu en raison des services rendus à la patrie colombienne. Finalement, il est condamné à l'exil au Venezuela et à l'expropriation de ses biens.

En 1836, Peru de Lacroix rentre à Paris, où après six ans d'exil, il désire mettre fin à ses jours, comme l'explique lui-même dans une lettre adressée à l'autorité française. Dans cette lettre il raconte que l'exil et la misère sont les raisons qui motivent son suicide, car il « préfère mourir plutôt que mendier ». Egalement, dans cette lettre Peru de Lacroix demande à l'autorité française de confier ses récits aux propriétaires d'un important journal avec l'espoir d'être publié. Parmi les récits écrits par Peru de Lacroix nous trouvons : « *Colombia desde su Creación hasta su Destrucción o resumen Histórico de las Revoluciones Políticas que más han Contribuido a la Destrucción de esta República* », « *Memorias de Pacheco, Portero Vitalicio del Gobierno de Bogotá* », « *Diario de Bucaramanga, o Vida Pública y Privada del Libertador Simón Bolívar* ». Néanmoins, la plupart de ces écrits ont disparu et il reste seulement son célèbre récit le : « *Diario de Bucaramanga* ».

Un exemplaire de cet ouvrage est donné par Peru de Lacroix à son ami Francisco Rodríguez del Toro avec l'espoir que ce dernier le remette au consul de France à Caracas afin de parvenir à sa publication. Grâce à cet ouvrage, le nom de Peru de Lacroix reste encore célèbre. Dans ce récit il reconstruit une des phases les plus bouleversantes de l'Histoire colombienne que personne ne peut ignorer.

LABATUT, Pierre :

Ce militaire français est né à Cannes en 1778. Il est incorporé à l'Armée Impériale de Napoléon comme sergent d'infanterie. En 1811, comme la plupart des militaires français qui viennent en Amérique du Sud, Labatut part vers les Antilles puis au Venezuela. Ici il s'engage dans l'armée patriotique avec le grade de colonel et se bat en faveur de la cause Indépendantiste pendant une année à côté du précurseur Miranda. Après l'échec militaire de Miranda face aux Espagnols, Labatut fuit vers la Nouvelle Grenade. Il arrive à Cartagena en 1812 à bord de la Mathilde et demande au chef du gouvernement de cette ville, Manuel Rodríguez Torices, un poste dans les milices. Dans ce moment de crise, car l'invasion espagnole approche, il est incorporé immédiatement à l'armée patriotique comme colonel.

Il reçoit le commandement des forces de Cartagena pour agir contre les forces royalistes espagnoles qui se trouvent à l'embouchure de la Magdalena et s'opposent à l'indépendance de cette ville. Avec deux cents hommes sous son commandement, il attaque par surprise les troupes ennemies et met fin à leur résistance. En 1813, le gouvernement de Cartagena, satisfait des résultats obtenus par Labatut, lui demande de partir vers le principal foyer royaliste du nord de la Colombie : la Ville de Santa Marta. Labatut est chargé de mettre fin à la résistance royaliste espagnole dans cette ville. Parmi les troupes qui l'accompagnent se trouve Simón Bolívar, qui avait fui du Venezuela et s'était exilé à Cartagena. Les deux hommes combattent ensemble pour l'Indépendance du Nord de la Colombie.

Mais c'est Labatut qui parvient à vaincre les royalistes à Santa Marta. La satisfaction du gouvernement de Cartagena est énorme, à tel point, qu'au début de 1814, Rodríguez Torices nomme Labatut commandant des forces de terre de Cartagena, et le reconnaît comme « Bienfaiteur de la Patrie au Plus Haut Degré »¹. Néanmoins, sa victoire militaire à Santa Marta est un échec politique, car avec le soutien du chef du gouvernement de Cartagena, Labatut s'impose comme le nouveau chef civil et militaire de Santa Marta, et oblige les citoyens de la ville à accepter la Constitution de Cartagena. Dans l'exercice de ses fonctions, Labatut est soumis à des

¹ S E. Ortiz, *Franceses en la Independencia*, op. cit, p. 103.

accusations de la part de certains patriotes et du Vicaire Fray Manuel Redondo Gomez, lesquels se disent victimes des violences et expropriations de la part des troupes commandées par Labatut.

Labatut perd son pouvoir comme chef militaire et civil de la ville de Santa Marta après deux mois d'affrontements avec les patriotes, l'église et les royalistes. Dès lors, il est contraint de retourner à Cartagena, où il continue à se battre contre des Espagnols. Mais le manque de moyens et la confusion dans laquelle se déroule cette guerre, font passer Labatut pour le seul responsable des échecs militaires et politiques subis par la ville de Cartagena avant la défaite définitive de l'Espagne. Labatut part de la Colombie. Il arrive au Brésil à la ville de Rio de Janeiro, où il s'engage dans les troupes brésiliennes qui se battent contre les Portugais. En Brésil, Labatut, le héros français qui n'a pas succombé à la guerre, est vaincu par la tuberculose.

A côté de Labatut, nous trouvons une liste des nombreux Français qui se sont engagés dans les Révolutions d'Indépendance et qui partagent la même tragédie que les Français que je viens de citer, car ils sont expatriés, emprisonnés, fusillés ou pire encore, ils sont punis pour l'exemple. C'est notamment le cas d'Antonio Reynald Sasmajous, fusillé, dont la tête fut coupée et exhibée pendant plusieurs jours sur la place de Guateque à Bogotá en 1819. Sans doute, les Français jouent un rôle essentiel durant la Révolution d'Indépendance. Malgré cela leur apport à la cause patriotique reste très controversé, car leur courage, leur passion et leur engagement en faveur de la Révolution ont été ignorés. Dans l'histoire officielle de ce pays, la gloire revient uniquement aux héros colombiens, pendant que les Français ont été considérés comme de simples aventuriers durant des décennies.

Chapitre 6

L'interférence anglaise dans les relations franco-colombiennes: (1810-1870) :

Pendant l'époque de la Révolution d'Indépendance, la Nouvelle Grenade chercha à obtenir le soutien financier de la guerre en France. Ainsi, le gouvernement de l'état indépendant de Cartagena recourt directement à la France pour lui demander une aide en armement et en matériels divers, car sur vingt-deux états que compte le Royaume de la Nouvelle Grenade, seulement dix sont indépendants. En 1814, un des leaders de l'indépendance de la ville de Cartagena, Palacios, est chargé de cette mission à Paris.

Les pourparlers avec les représentants du gouvernement de la France sont très longs, et « *Palacios ne parvient à obtenir qu'une demie douzaine d'artifices* »,¹ puisque la France qui sort d'une guerre contre l'Espagne et ne tient pas à rompre ses nouvelles relations, ne peut donner ouvertement son appui. Depuis la restauration des Bourbon, le Pacte de Famille est rétabli et le roi espagnol Ferdinand n'accepte pas qu'on soutienne les colonies insurgées. La reconnaissance de la République Indépendante de la Nouvelle Grenade par la France prend des années. La France de la Restauration tarde à reconnaître l'indépendance de la Nouvelle Grenade. Louis XVIII et Charles X étant liés à la couronne d'Espagne par des liens familiaux, adoptent une aptitude de méfiance et de mépris face au régime républicain imposé dans la plupart des pays latino-américains.²

Après l'indépendance des Républiques latino-américaines, le roi espagnol Ferdinand VII ne songe qu'à récupérer ses colonies au moyen de nouvelles expéditions armées, afin de sauver son commerce en Amérique et, vu sa position politique face à l'Espagne, la France se refuse à reconnaître l'indépendance de la Nouvelle Grenade. Néanmoins, au cours du XIX^e siècle, la France se montre intéressée par la Nouvelle Grenade, lorsque en provenance de ce pays arrivent en Europe le coton, le quinquina, les bois de teinture, mais encore, l'or, l'argent, le platine, les perles et les pierres précieuses, malgré les obstacles commerciaux imposés par l'Espagne.

¹ C. Bellec, *Les Premières Relations Diplomatiques et Economiques*, op cit., p. 34.

² N. Thomas, *La Colombie vue par*, op. cit., p. 2-3.

En effet, après la défaite de Napoléon, la France participe à l'ouverture du congrès d'Aix-la Chapelle le 27 septembre 1818, dans lequel l'entente russo-franco-espagnole veut discuter des révoltes de l'Amérique Espagnole. Mais le gouvernement anglais se rapprochant des Etats-Unis d'Amérique, soucieux d'écarter l'Europe du continent américain s'oppose à tout débat sur cette question. La France prend conscience de la rivalité anglaise dans le champ commercial après ce congrès. La guerre d'indépendance en Colombie suit son cours avec l'aide financière des Anglais, car l'assemblée générale de Cartagena composée de créoles, demande à Londres de l'aide pour cette guerre. L'Angleterre ne rate pas cette opportunité, puisqu'elle a des intérêts économiques en Amérique latine, où elle a pénétré économiquement dès le début du XVIII^e siècle, grâce au traité d'Utrecht signé entre Louis XIV et la Reine d'Angleterre. Ce traité par lequel la France accepte le commerce et la navigation anglaise en Amérique espagnole, avait permis à l'Angleterre de devenir une puissance mondiale.

A partir de ce traité, les Anglais jadis vus comme des contrebandiers et des corsaires, car ils se sont emparé de richesses des ports de la Colombie pendant le XVII^e siècle, par des attaques de pirates comme celle de Francis Drake, deviennent progressivement les bienfaiteurs financiers de l'indépendance de la Nouvelle Grenade. Dès la fin du XVIII^e siècle, l'Angleterre voit dans l'Amérique espagnole une possibilité de débouché pour son industrie textile; c'est pourquoi elle va aider les mouvements révolutionnaires en les finançant pour ensuite s'arroger le monopole du commerce. L'Angleterre est présente dès le début des guerres d'indépendance sur le sol de Colombie, elle reconnaît l'indépendance de la Grande Colombie dès 1825. D'ailleurs, elle ne tarde pas à signer la même année avec ce pays un traité de commerce très avantageux comportant la clause de la nation la plus favorisée. Ce traité assure à l'Angleterre une suprématie incontestable et un quasi monopole commercial.

Le commerce français doit faire face aux Anglais qui ont un système préférentiel de tarifs d'exportation et douanes avec la Colombie. Ils veulent profiter de la politique économique de libre-échange imposée dans les territoires de la Grande Colombie, car cette politique leur permet d'exporter les produits de consommation courante qui se

vendent plus aisément à presque toutes les classes sociales, à l'inverse des produits de qualité et de luxe exportés par la France, auxquels seules les classes riches ont accès. La bataille commerciale entre la France et l'Angleterre a commencé. Les Anglais accaparent le premier rang de l'activité économique, puisque comme nous le disions plus haut, la France de la Restauration n'a pas financé la guerre, et a tardé à reconnaître l'indépendance de la Nouvelle Grenade, alors que certains Français se battaient pour l'indépendance du Royaume de Nouvelle Grenade.

En raison de l'hégémonie commerciale des Anglais en Amérique Latine, la Nouvelle Grenade est obligée d'ouvrir son pays au libre échange et de fournir l'Europe en matières premières pour ses industries. De plus ses dirigeants ont la volonté politique d'imiter l'Europe à tous les niveaux, que se soit sur les idées intellectuelles, la politique, les innovations techniques ou la mode. Bien que l'Angleterre joue un rôle financier important dans les guerres d'indépendance dans toute l'Amérique Latine, c'est la France qui s'impose culturellement, grâce à l'intense activité culturelle des acteurs français, et à l'assimilation des révolutions d'indépendance à la Révolution Française. La langue française devient désormais le véhicule essentiel pour la diffusion des idées révolutionnaires. Le français devient la langue de la liberté, au détriment de l'obscurantisme, de la religion, et de la réaction de l'ancien régime espagnol.

La France compense très bien la perte de sa prépondérance continentale et maritime par le prestige de sa civilisation. A cette époque, le messianisme français : *« ensemble des mythes et idées forces qui sous-tendent l'influence culturelle française dans le monde »*,¹ prend en quelque sorte son autonomie et fait son entrée en tant que tel dans les lettres, la pensée et la science, en s'appuyant notamment sur l'universalité de la langue française. En effet, durant le XIX^e siècle, la langue française, s'impose comme ciment de l'unité nationale à l'intérieur de la France, et comme véhicule des idées révolutionnaires hors de la France. Les principaux courants de la pensée politique, philosophique et littéraire française sont, dès la chute de l'Empire, profondément imprégnés de l'idée que la France semeuse, doit être le phare et le guide de l'humanité.

¹ A. Salon, *L'Action Culturelle*, op. cit., p. 213.

A la Nouvelle Grenade, les créoles amis des idées révolutionnaires, apprennent le français comme le langage de la liberté et de la révolution indispensable à la révolution de l'indépendance et à la construction d'une nouvelle république. Au début du XIX^e siècle, la France à nouveau s'appuie sur le messianisme français à la fois action et théorie, réflexion sur l'universalité du message des Lumières, et proclamation constante de la valeur de la civilisation française pour l'ensemble de l'humanité. La France veut devenir un guide pour l'humanité, et une référence obligée dans la construction de la République Indépendante de la Nouvelle Grenade.

Chapitre 7

Désaccords et traités franco-colombiens

La République Indépendante de la Nouvelle Grenade ne peut pas se passer des relations économiques avec la France, d'autant plus que la France garde le second rang sur le plan commercial après l'Angleterre. Dès 1823, la France envoie Le baron Chassériau en Colombie avec la mission de sonder les dispositions au sujet d'un arrangement franco-colombien, mais la mission échoue car : « *l'arrivée du chargé de mission fait mauvaise impression, depuis que court le bruit du projet d'installer en la Grande Colombie une monarchie qui aurait un Bourbon pour Roi* ». ¹La situation du chargé de mission se détériore, il est reçu avec défiance.

Mais en mars 1825, Le baron Chassériau qui est resté, installe des agents de commerce en Colombie, et en décembre de la même année, la France autorise l'entrée des navires colombiens dans ses ports. Ensuite, les agents de commerce français réclament leur reconnaissance dans la Grande Colombie, puisque le commerce français en a besoin, afin de diminuer les taxes et les impôts sur les marchandises françaises qui entrent en Colombie. Néanmoins, les efforts pour l'amélioration des rapports entre le deux pays sont interrompus par les guerres civiles entre les créoles pour le pouvoir politique, et par le refus de la France de reconnaître l'Indépendance de la Nouvelle Grenade et de la Grande Colombie créée dès 1823. Cette situation est un obstacle dans les rapports commerciaux entre la France et la Colombie.

Ainsi, le commerce français doit faire face à une série des sanctions commerciales de la part de la Colombie. Parmi ces sanctions: l'abolition du droit préférentiel sur les produits en provenance de France, l'augmentation des droits d'exportation, des tarifs des douanes et des droits d'entrée sur les vins, les eaux de vie, le champagne. Ainsi, l'Angleterre se consolide comme la puissance commerciale plus importante en Nouvelle Grenade. En 1830, lorsque la Grande Colombie se dissout et que se constitue la République Indépendante de la Nouvelle Grenade, la France accepte de reconnaître l'indépendance de la Nouvelle Grenade. Enfin, Louis Philippe, convaincu que l'indépendance des républiques latino-américains est définitive, reconnaît la

¹ C. Bellec, *Les Premières Relations Diplomatiques*, op. cit., p. 75.

Nouvelle Grenade. Et pourtant, dans l'esprit du gouvernement et ses diplomates il est clair : « *que la Monarchie Constitutionnelle est le meilleur régime politique, lors la république est vue comme une singularité exotique, dont il faut s'accommoder aussi commercialement* ». ¹

De même, la Nouvelle Grenade ne peut pas se dispenser de rapports avec la France, d'autant plus que la France a longtemps insisté dans son désir de signer et conclure des traités commerciaux avec ce territoire. Et la Nouvelle Grenade a besoin de trouver d'autres partenaires commerciaux. C'est ainsi que les deux pays signent une convention provisoire d'amitié, de commerce et de navigation, en 1831. La France cherche à établir au moins des conventions provisoires qui lui permettent une amélioration des échanges avec la Nouvelle Grenade. La convention de 1831 permet au cadre consulaire français, aux citoyens français, aux navires et aux marchandises françaises d'accéder à tous les droits, les privilèges, franchises et immunités dans la Nouvelle Grenade. Il est bien entendu que toutes ces concessions sont réciproques pour la Nouvelle Grenade. Le 4 novembre 1832 une nouvelle convention, similaire à l'antérieure est signée entre les deux pays. Cette convention valable quatre ans, est approuvée par le Congrès de la Nouvelle Grenade le 25 mai, ratifiée le 27 juillet 1833, et elle prend fin le 27 juin 1837.

Néanmoins, jusqu'en 1837, la France dans ses rapports avec la Nouvelle Grenade ne peut espérer que des conventions limitées. Il semble que la Nouvelle Grenade ne s'intéresse pas à la France. Après l'indépendance, la France dans ses relations avec la Colombie se borne à signer et renouveler des accords commerciaux entre les deux pays et à revendiquer des compensations financières au sujet des embarcations françaises endommagées pendant les guerres civiles entre les. En réalité, quelques-uns des anciens leaders de la Révolution d'Indépendance, dont le général Francisco de Paula Santander, premier président de la République de la Nouvelle Grenade, se rapprochent plutôt commercialement que politiquement de certains pays de l'Europe comme la France, mais dès que la France reconnaît l'indépendance de la République de la Nouvelle Grenade, elle obtient les mêmes avantages commerciaux que les Etats-Unis, et l'Angleterre.

¹ N. Thomas, *La Colombie vue par, op. cit.*, p. 2-3.

Finalement, la France se retrouve dans une position politique instable, notamment avec l'émergence d'un sentiment francophobe provoqué par l'intervention de la France au Mexique. En effet, la France intervient au Mexique entre 1838 et 1839, pour réclamer des dommages et intérêts en faveur des ressortissants français astreints aux contributions de guerre et aux emprunts forcés. Le chef du gouvernement colombien, le Général Mosquera, manifeste que le gouvernement et le peuple de la Nouvelle Grenade : « *ne peut rien espérer des gouvernements européens, si ce n'est celui de l'Angleterre et des espagnols libéraux* ». ¹

C'est pourquoi en 1838, le ministre des affaires étrangères à Paris suggère dans une lettre au prochain chargé d'affaires de France à Bogotá, d'améliorer les rapports fortement altérés entre la France et la République de la Nouvelle Grenade. Dans cette lettre, le ministre à Paris dit que: « *les rapports entre les deux nations doivent prendre un caractère plus convenable sinon plus amical; d'où le besoin d'employer des soins dans l'entretien des relations avec cette République de la Nouvelle Grenade, puisque la France aspire à nouer avec cette République, des relations favorables au développement du commerce et de la navigation françaises* ». ² Selon le ministre des affaires étrangères à Paris, la seule demande que la France doit solliciter de la République de Nouvelle Grenade c'est : « *vivre en bonne intelligence avec son gouvernement, qui peut compter sur notre bienveillance tant qu'il ne fera rien pour ne pas s'en rendre indigne* ». ³ Sans doute, dans les rapports entre la France et la Nouvelle Grenade, les chargés d'affaires de France à Bogotá dans l'accomplissement de leur mission ont comme ligne de conduite à suivre la double empreinte de la fermeté et de la modération.

En 1840, les deux pays essaient de se mettre d'accord pour un nouveau traité de commerce; mais ils n'y parviennent pas, parce que la Nouvelle Grenade veut soumettre les consuls de France à la juridiction civile et criminelle du territoire

¹ N. Thomas, *La Colombie vue par, op. cit*, p. 38.

² Centre des Archives Diplomatiques de Nantes-Bogotá Ambassade-Série B-Cote 17, le ministre des affaires étrangères à Paris à son excellence, le Baron Gros chargé d'affaires de France à Bogotá, le 26 mai 1838.

³ *Ibid.*, 26 mai 1838.

colombien, clause inacceptable pour la France. Les deux pays signent une autre convention provisoire d'amitié, commerce et navigation dans les mêmes termes que celle de 1832. En 1843, la France propose à la Colombie la signature d'une convention postale et l'établissement d'un service général de navires dont le but est le transport régulier de la correspondance officielle. La convention est signée et ratifiée le 31 janvier 1844. Cette convention fixe les droits, privilèges et obligations des bâtiments de la marine française qui transportent le courrier, et les conditions d'envoi des correspondances.

Mais à partir des années quarante, la France nourrit beaucoup d'ambitions sur son rôle et son action politique en Nouvelle Grenade. Le 28 octobre 1844, les deux pays signent un traité d'amitié et de commerce,¹ lequel est ratifié par les gouvernants de la France et la Nouvelle Grenade par décret du 30 avril 1846. Ce traité résulte des nombreux rapports de commerce établis depuis longtemps entre les deux pays et cherche d'abord à régulariser l'existence de ces relations, afin de favoriser leur développement dans la durée. Ainsi, le premier traité a pour objectif de garantir la paix constante et une amitié perpétuelle et sincère entre les deux pays.

Le traité garantit l'entrée réciproque et en toute liberté des citoyens français et grenadins avec leurs navires et cargaisons dans tous les lieux, ports et rivières ouverts au commerce étranger. Egalement, le traité permet aux citoyens des deux pays de voyager ou séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, fixer le prix des marchandises, louer et occuper les maisons, magasins, et boutiques qui leur sont nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent et recevoir des consignations tant de l'intérieur que des pays étrangers. En outre, le traité garantit aux citoyens français et grenadins la plus constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ce traité laisse ceux-ci exemptés du service dans les armées et les exonère de toute contribution de guerre, emprunts forcés, réquisitions ou services militaires quels qu'ils soient. De plus le traité garantit à ces mêmes citoyens leur liberté de conscience et le respect de leurs croyances religieuses. Enfin ce traité manifeste l'amélioration des rapports entre la France et la République indépendante de la Nouvelle Grenade.

¹ C A D Nantes - Bogotá Ambassade -Série B- Cote 17, Annexe N° 1. Bogotá, le 28 octobre 1844.

Entre temps, la révolution qui renverse Louis Philippe le 24 février 1848 à Paris est un événement bien accueilli en Nouvelle Grenade. C'est un atout dans les relations diplomatiques, car avant cette révolution, toute proposition de la France est accueillie avec défiance. Les chargés d'affaires français pensent que c'est : « *le moment pour traiter une autre convention consulaire, de toute façon l'image d'une France républicaine est en effet mieux perçue à la Nouvelle Grenade* ». ¹ En avril 1852, un nouveau traité est ratifié le 12 mai. Les deux gouvernements s'efforcent de déterminer les fonctions et les privilèges de leurs agents consulaires. Un autre projet de convention est signé le 12 juillet 1852 et adopté par le Sénat Colombien. Il concerne l'immunité des consuls et des agents consulaires en Nouvelle Grenade. En 1854, les rapports entre la France et la République indépendante de la Nouvelle Grenade subissent les effets des rivalités politiques des partisans du parti libéral et du parti conservateur.

C'est ainsi que pendant la révolution du 17 avril 1854, le général Melo soutenu par les membres du parti libéral accède au pouvoir grâce à un coup d'état. En conséquence, certains Français sont spoliés et leurs biens confisqués. Parmi les victimes figurent : Adolphe Billioque, Frédéric Bonnard, Buenaventura Napoleoni² et le Baron Goury du Roslan, ce dernier Ministre Plénipotentiaire de France à Bogotá, marié avec une riche propriétaire colombienne. ³

Ils obtiennent réparation auprès du gouvernement de Melo, mais celui-ci est renversé avant l'indemnisation.⁴ Le nouveau gouvernement conservateur excipant

¹ C A D Nantes - Bogotá Ambassade -Série B- Cote 17, Annexe N° 1. Bogotá, le 28 octobre 1844.

² C A D Nantes - Bogotá Contentieux -Série B- Cote 239, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à Bogotá à son excellence, le ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 7 décembre 1855.

³ C A D Nantes - Bogotá Contentieux -Série B- Cote 239, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à Bogotá à son excellence, le ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 11 décembre 1854.

⁴ C A D Nantes - Bogotá Contentieux -Série B- Cote 239, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à Bogotá à son excellence, le ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 25 novembre 1854.

d'une loi du 16 mai 1848, refuse d'indemniser les Français,¹ car le gouvernement colombien s'est efforcé de prouver que dans la Constitution colombienne, la loi 16 mars 1848 retire aux étrangers la faculté de réclamer la réparation des dommages qui en temps de guerre civile peuvent leur être causés par le parti qualifié de rebelle. Néanmoins cette loi contraste singulièrement avec les principes fixés dans les conventions et traités signés entre les gouvernements français et de la Nouvelle Grenade, qui exonèrent les citoyens français et grenadins de toute contribution de guerre, emprunts forcés, ou réquisitions en temps de guerre ou de révolution.

L'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire français en considérant la spoliation comme : « *une récompense finale des services rendus à la cause dictatoriale et un attentat qui prouve que la sécurité n'existe plus désormais pour les propriétés des étrangers* », ² met en garde le gouvernement de la France, et parvient à obtenir le soutien des gouvernements de l'Allemagne et de l'Angleterre, car des citoyens allemands³ et hollandais sont aussi victimes de spoliation.

Le gouvernement de la Nouvelle Grenade, prenant en considération les inquiétudes des gouvernements étrangers, manifeste par son ministre des affaires étrangères Cerbelion Pinzón, son désir de protéger l'intégrité des étrangers et leurs biens. D'après ce ministre, le gouvernement colombien reconnaît que partout il existe : « *de grandes espérances de progrès et de richesse dans l'immigration d'étrangers intelligents, honnêtes et laborieux* »;⁴ et pourtant il indique que la pénurie du trésor, l'étendue de la dette publique, et la fréquence des perturbations de l'ordre intérieur ne permettent pas au gouvernement de payer les demandes d'indemnisation.

¹ C A D Nantes - Bogotá Contentieux -Série B- Cote 239, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à Bogotá à son excellence, le ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 17 mars 1855.

² C A D Nantes - Bogotá Contentieux -Série B- Cote 239, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à Bogotá à son excellence, le ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 11 décembre 1854.

³ C A D Nantes - Bogotá Contentieux -Série B- Cote 239, le chargé d'affaires de France à Bogotá à son excellence, le ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 17 février 1855.

⁴ C A D Nantes - Bogotá Contentieux -Série B- Cote 239, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à Bogotá à son excellence, le ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 17 mars 1855.

Finalement, le gouvernement de la Nouvelle Grenade non seulement se résout à indemniser les victimes étrangères, mais encore s'applique à renforcer ses rapports affaiblis avec la France.¹ Car ce gouvernement a conscience du rôle essentiel des étrangers dans ce pays. Ainsi le gouvernement de la Nouvelle Grenade faisant amende honorable reconnaît : « *les avantages que, dans tous les sens, la Nation retire de la civilisation, des capitaux, des arts et des habitudes recommandables que les étrangers apportent* », ²et c'est pourquoi finalement il accepte de payer les indemnisations.

Entre temps, en 1856, la Nouvelle Grenade veut signer avec la France un traité de commerce et d'amitié similaire au premier signé entre les deux pays. Il faut pourtant attendre le 27 février 1857 pour qu'un nouveau traité entre les deux pays soit approuvé. Ce traité est valable pour dix ans. Mais les spoliations des citoyens français se renouvellent au cours des affrontements suivants entre les partis politiques de la Nouvelle Grenade.

En 1868, nous trouvons de nouvelles réclamations auprès du gouvernement des Etats Unis de la Colombie, puisque à plusieurs reprises les propriétaires des maisons commerciales françaises sont spoliés de leurs marchandises durant la guerre de 1862 quand les Radicaux prennent le pouvoir au gouvernement conservateur de la Confédération Grenadine.³ De même, le gouvernement colombien répond favorablement aux demandes d'indemnisation présentées par les commerçants français. Et pourtant, malgré les inconvénients et les désaccords qui peuvent survenir, entre la France et les Etats Unis de la Colombie, les rapports entre les deux pays sont stables et constants.

¹ C A D Nantes - Bogotá Contentieux -Série B- Cote 239, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à Bogotá à son excellence, le ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 7 juillet 1856.

² C A D Nantes - Bogotá Contentieux -Série B- Cote 239, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à Bogotá à son excellence, le ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 17 mars 1855.

³ C A D Nantes - Bogotá Contentieux -Série B- Cote 242, le ministre de France à Bogotá à son excellence, le Marquis de Moustier, ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 17 août 1868.

Chapitre 8

Le renforcement des relations franco-colombiennes (1810- 1870)

Au long du XIX^e siècle, l'évolution des relations diplomatiques entre la France et la Nouvelle Grenade est entravée par les désordres incessants de ce dernier pays qui vit une époque où il se cherche une identité et des institutions. La Nouvelle Grenade est submergée dans une période d'hésitations et de remise en cause, où l'Etat cherche à légitimer son pouvoir, à unifier le pays afin de former une nation à part entière. Tirillée à hue et à día par les guerres, les intérêts, les divergences d'opinion, les difficultés de transports, la longueur des communications, les changements de gouvernements, la Nouvelle Grenade doit parvenir en quelques années à réaliser péniblement la construction d'un nouvel Etat.

En ce que concerne la France, il semble que ce pays veut en principe s'adapter aux nouvelles conditions de désordre et d'incertitude qui caractérisent la République de Nouvelle Grenade. La Nouvelle Grenade est sous l'influence des idées françaises. L'influence de ces idées est remarquable parmi les libéraux et les conservateurs. Tous se réclament de la tradition libérale héritée de la Révolution Française de 1789; bien que, à partir de la lecture de la correspondance des représentants de la France en Nouvelle Grenade, on puisse s'étonner de l'indifférence de la France, inconsciente de son rayonnement et de son influence culturelle sur la classe dirigeante de la Nouvelle Grenade.¹ Cette indifférence tient pour négligeables les références à la Révolution Française et à l'Encyclopédisme en Colombie.

En vérité, la Colombie est partagée entre la tradition et la modernité, et cette ambivalence est parfois très mal comprise de la part des chargés d'affaires français, qui limitent leur attention uniquement à l'analyse de la situation politique du pays. Et pourtant, les nouvelles générations créoles dès l'époque de la Nouvelle Grenade sont éduquées selon un enseignement ouvert aux influences de Lumières, et cette influence commence à se manifester sur la scène politique colombienne, et dans le rapprochement des élites avec le gouvernement de la France, lequel est imprégné par l'idéologie libérale, après le changement de régime politique de 1848, quand la France

¹ N. Thomas, *La Colombie vue par, op. cit.*, p.73.

opte pour un régime républicain.

Dans les rapports commerciaux entre la Nouvelle Grenade et l'Europe, l'Angleterre a une place privilégiée; mais la France joue un rôle culturel hégémonique, car elle inspire les idées politiques et les idéaux de civilisation. C'est par là que, quand les frictions entre l'Angleterre et la Nouvelle Grenade se présentent, la France peut jouer un nouveau rôle. Il faut savoir que l'Angleterre a des frictions inévitables avec la Nouvelle Grenade. Rappelons que l'Angleterre consciente des projets de la France à Panama, dispose : « *l'occupation du territoire des Mosquitos, l'envoi des navires de guerre au moindre prétexte contre la Nouvelle Grenade* », ¹ et l'Angleterre réclame entre autre le remboursement des emprunts consentis lors de la Guerre d'Indépendance.

Mais ces frictions entre la Nouvelle Grenade et l'Angleterre, n'interfèrent pas les rapports économiques des deux pays. La France ne cesse pourtant d'être vigilante et de dénoncer inlassablement auprès du gouvernement colombien la malveillance et l'impérialisme de l'Angleterre. Jusqu'en 1844, date où la France signe un traité de commerce de la même nature, l'Angleterre est le seul pays qui en Nouvelle Grenade bénéficie de ce traitement; donc la principale peur pour la France est que les Anglais ne jettent leur dévolu sur Panama. Lors la France ne manque pas à ce sujet de dénoncer le favoritisme de la Nouvelle Grenade par rapport aux Anglais.

En fait : « *l'inquiétude de la France est justifiée par l'intérêt croissant qu'elle porte au percement de l'isthme; consciente que Panama est un endroit stratégique vital pour le commerce mais aussi pour la suprématie militaire, la France ne veut donc en aucun cas que l'isthme tombe sous le contrôle anglais* ». ² Mais la France est disposée à surmonter tous les obstacles qui empêchent son activité commerciale avec la Colombie. Elle arrive à neutraliser la rivalité commerciale des Anglais, bien que dans la course pour le contrôle du canal à Panama, elle doit faire face à la rivalité des Américains, qui s'intéressent aussi à Panama, même si la Colombie a donné à la France une concession de quarante cinq années pour la construction d'un chemin de

¹ C. Bellec, *Les Premières Relations Diplomatiques*, op. cit., p. 74.

² N. Thomas, *La Colombie vue par op. cit.*, p. 35.

fer à Panama.

La Nouvelle Grenade, consciente des risques d'entretenir des relations unilatérales et exclusives avec la France et l'Angleterre, dont l'influence politique et la pénétration économique et culturelle se fait de plus en plus ressentir, se rapproche des Etats-Unis. La reconnaissance tardive et le système politique monarchique des pays européens, créent dès le début en Colombie un sentiment de méfiance vis-à-vis de l'Europe et favorise la naissance d'un panaméricanisme, puisque les Etats-Unis ont reconnu la Nouvelle Grenade les premiers.

Devant : *« l'empressement de la France de se saisir des travaux pour la construction d'une voie de communication entre les deux océans à Panama, et devant la mise en place d'un protectorat anglais sur Mosquitos pour faire face aux intérêts français, la Nouvelle Grenade, forte de son américanité, choisit de se tourner vers les Etats-Unis »*.¹ C'est ainsi que la Nouvelle Grenade signe un premier traité d'amitié avec les Etats-Unis d'Amérique et leur accorde une concession pour construire le chemin de fer de Panama qui lie cette ville avec la côte Atlantique colombienne.

Néanmoins, en 1843, le gouvernement colombien désire supprimer toutes les concessions à Panama accordées antérieurement, et propose aux nations maritimes étrangères intéressées à l'ouverture de l'isthme de Panama de conclure un traité relatif à la réalisation de cette entreprise. La France qui tarde à signer le traité obtient la construction du canal par la Compagnie française du Canal. Entre temps, les Etats-Unis d'Amérique réagissent en signant avec la Colombie le traité Mallarinom-Bildack le 12 décembre 1846. Ce traité établit le protectorat nord-américain sur l'isthme de Panama.

Deux mois avant l'échange des ratifications du traité américano-colombien, le privilège de la Compagnie française du Canal, qui avait été accordé le 10 mai 1847 et approuvé le 8 juin, est annulé. A partir de ce moment, la France fait du canal sa priorité dans les rapports avec la Colombie, car c'est la France qui s'impose dans la course pour la construction du canal. Quant à la Nouvelle Grenade, elle est obligée

¹ N. Thomas, *La Colombie vue par op. cit.*, p. 61.

d'ouvrir son économie au libre échange et de fournir l'Europe en matières premières pour ses industries. De plus ses dirigeants ont la volonté politique d'imiter l'Europe à tous les niveaux, que se soit sur les idées intellectuelles, la politique, les innovations techniques ou la mode. En conséquence, toutes les conditions nécessaires semblent réunies en faveur de la consolidation des intérêts économiques français en Nouvelle Grenade, donc le renforcement des rapports entre les deux pays est évident.

Chapitre 9

Les pionniers de l'influence culturelle française en Nouvelle Grenade : (1810-1870)

La philosophie des Lumières, la régularisation des relations diplomatiques et commerciales entre la France et la Nouvelle Grenade, facilitent l'ouverture des frontières, et nous assistons à l'arrivée de nombreux Français à la Nouvelle Grenade. D'abord ces Français attirés par un sentiment de liberté politique, car ils partagent les idéaux révolutionnaires de Simón Bolívar, le précurseur de l'indépendance de la Nouvelle Grenade, où se déroulent les premières luttes pour l'indépendance de l'Amérique du Sud.

Ensuite nous assistons à l'arrivée des hommes de sciences, des voyageurs, des diplomates, qui profitant du développement des moyens de transport et de l'expansion commerciale de la France, s'expatrient pour un temps plus ou moins long, et arpentent tout le territoire de la Nouvelle Grenade. Les premiers qui arrivent à la Nouvelle Grenade sont les hommes de science : les naturalistes, qui à leur manière, que ce soit à travers les récits qu'ils publient ou leurs observations, contribuent à la formulation des nouvelles théories scientifiques et à la recherche dans les divers domaines de connaissance; car ces naturalistes français ont une énorme curiosité scientifique. C'est ce qui résulte de l'analyse historique de l'arrivée de la première mission scientifique française à la Nouvelle Grenade, la mission Zea.

La Mission Zea :

En 1822, Simón Bolívar alors au pouvoir, envoie à Paris le savant grenadin Francisco Antonio Zea, où avec le titre d'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Nouvelle République de Colombie, il est chargé de :

- Solliciter des pays européens la reconnaissance légitime de la Nouvelle République de Colombie.
- Demander un emprunt à la France afin de financer la guerre d'indépendance des pays de l'Amérique du Sud.
- Solliciter une mission scientifique française chargée de créer la première Ecole de Mines dans la capitale de la Nouvelle République de Colombie : Santa Fé de Bogotá.

Cette mission présente de grandes difficultés. Francisco Antonio Zea, ancien membre de l'expédition botanique, a participé du temps de la domination espagnole à la traduction et à la diffusion de la Déclaration de Droits de L'Homme, ce qui lui a coûté une incarcération à Cadix. Evadé, il a fui en France et y a connu un ingénieur péruvien : Mariano de Rivero, utile intermédiaire avec le milieu scientifique français, et ancien élève de l'Ecole de Mines de Paris. Bolívar et Zea connaissent le Pacte de Famille qui lie les monarchies française et espagnole.

La mission Zea devra donc s'assurer le concours indispensable des savants français à l'insu du gouvernement français. Sur les conseils de Rivero, Francisco Antonio Zea envoie une lettre au savant français : le baron Georges Cuvier, lui demandant de servir d'intermédiaire auprès du Muséum d'Histoire Naturelle de Paris ou de L'Académie de Sciences de Paris, afin de : « *integrar un grupo de naturalistas franceses dispuestos a venir a Colombia, con la misión de crear una Escuela de Minas en Santa Fe de Bogotá* ». ¹ Selon Francisco Antonio Zea, l'organisation de cette mission doit se réaliser dans le secret absolu, puisque après la chute de Napoléon, le nouveau gouvernement français de Louis XVIII est hostile à la Révolution et interdit tout soutien à la cause indépendantiste des anciennes colonies de l'Amérique Espagnole. Néanmoins, le baron Cuvier accepte la demande de Francisco Antonio Zea.

C'est ainsi qu'un groupe de savants français de l'Académie de Sciences de Paris est constitué par le baron Georges Cuvier afin de s'engager dans l'organisation de la mission scientifique. Ces savants parmi lesquels : « *Laplace, Gay Lussac, Biot, Poisson, Arago et l'allemand Alexandre Humboldt* », ² dans une perspective purement scientifique, jugent nécessaire cette mission pour donner une réponse aux questions formulées par la science dans des territoires encore inconnus et presque inexplorés que sont les territoires du Nouveau Monde.

Cet esprit scientifique incite les académiciens français à s'engager clandestinement

¹ G. España, *Jean Baptiste Boussingault: El Padre de op. cit*, p. 15. « *ressembler un groupe de naturalistes français disposés à partir en République de Colombie pour établir une école des mines à Santa Fe de Bogotá* »

² G. España, *Ibid.*, p. 16.

dans l'organisation de la mission scientifique. Ils participent au processus de convocation et de sélection des futurs participants à la mission. En accord avec Francisco Antonio Zea, les académiciens français offrent aux futurs membres de la mission scientifique: un salaire de 7000 francs, un contrat de travail pour quatre années, un grade de lieutenant général dans l'armée patriotique de Simón Bolívar, et le transport jusqu' au territoire colombien sur un navire de Guerre.

Ainsi sont concernés comme membres de la mission scientifique Zea : les naturalistes français François Roullin médecin et physiologiste, Justin Marie Goudot botaniste et préparateur d'histoire naturelle, Jacques Bourdon entomologiste et chirurgien militaire, Jean Baptiste Boussingault chimiste et ingénieur des mines de l'Ecole de Mines de Saint-Étienne à Lyon, et finalement le Péruvien ingénieur des mines de l'Ecole de Paris Mariano de Rivero. A Paris, ce groupe de naturalistes sous les ordres de Francisco Antonio Zea, est chargé d'acheter les instruments nécessaires à la création de l'Ecole de Mines à Santa Fe de Bogotá. Parmi ces instruments achetés, on trouve : des instruments de laboratoire, des instruments de physique, des réactifs chimiques, des livres, etc.

D'autre part, certains académiciens comme Arago et Humboldt, demandent à Jean Baptiste Boussingault de mesurer la pression atmosphérique de la ligne de l'équateur sur le niveau de la mer, et de compléter une série de mesures de la pression atmosphérique sur certains sommets de l'ancien Royaume de la Nouvelle Grenade, où Humboldt avait déjà séjourné pendant son voyage d'exploration scientifique en territoire latino-américain. Ces académiciens, poussés par une grande curiosité scientifique, fournissent quantité d'instruments scientifiques afin de garantir le succès de la mission: une boussole à cadran, un sextant de poche, une planisphère céleste, un baromètre etc.

Le 22 septembre 1822, les membres de la Mission Zea sont au port d'Anvers, où ils embarquent sur un mystérieux navire de guerre américain appelé « New York », dans lequel sont transportés clandestinement les instruments indispensables à la création de l'Ecole de Mines à Santa Fe de Bogotá, mais aussi un armement de guerre. Selon l'historien Gonzalo España, ce navire est acheté secrètement par Francisco Antonio Zea, qui donne la permission de le charger d'armes, quand il se trouvera en haute mer.

En fait, un autre navire hollandais chargé d'armes de contrebande, qui fait le même trajet maritime que le « New York », met son chargement d'armes à disposition du navire « New York ».

Les membres de la Mission Zea, surpris par cet événement, aident néanmoins au transbordement des armes : « *armas de mano, barriles de polvora, dieciocho cañones, y balas* ». ¹ Ensuite, le capitaine du navire substitue au drapeau américain le drapeau colombien, et donne au navire le nom de « Patriota ». Le capitaine demande ensuite au groupe de scientifiques français de s'habiller en soldats de l'armée patriotique et de jurer fidélité à Simón Bolívar. La Mission Zea accède à cette demande, puisque tous ses membres partagent les idéaux libérateurs de Bolívar.

Une fois le « Patriota » arrivé sur la côte Atlantique vénézuélienne, les scientifiques Jean Baptiste Boussingault et Mariano de Rivero restent à Caracas, afin de dessiner le profil barométrique des principaux sommets de cette ville, qui leur avait été demandé par les académiciens français. A Caracas, Boussingault et de Rivero sont reçus par le célèbre commandant des forces révolutionnaires vénézuéliennes le général José Antonio Paez, qui accorde tout son soutien à la mission des naturalistes français. C'est en partie grâce au soutien de Paez que Boussingault étudie les effets physiques provoqués par le tremblement de terre de Caracas en 1812, et fait la découverte du bicarbonate de calcium et de soude contenu dans le tabac.

Ces études sur la composition chimique du tabac suscitent l'intérêt des scientifiques et quelque temps après, les substances du carbonate double de calcium et de soude que contient le tabac sont reconnues par des spécialistes français sous le nom de Gaylussite, nom que Boussingault donne à ces substances en honneur de son ancien professeur et ami Gay Lussac, membre de l'Académie de Sciences de Paris. Pendant que Boussingault et de Rivero restent à Caracas, les naturalistes François Roullin, Justin Marie Goudot et Jacques Bourdon continuent le voyage vers Santa Marta, et en traversant le fleuve Magdalena, ils capturent certaines espèces de poissons dans le but de créer la première collection d'espèces animales de l'école de

¹ G. España, *Jean Baptiste Boussingault : El Padre de*, op. cit, p. 18. « *armes de main, tonnes de poudre, dix-huit canons, des boulets* »

Mines de Santa Fe de Bogotá.

Lorsque les naturalistes français arrivent en Colombie, leur arrivée provoque une grande manifestation. Bolívar vient à leur rencontre, car il voit dans la Mission Zea, un moyen d'assurer la principale activité économique de la République : l'exploitation et l'exportation des métaux précieux vers l'Europe. Pour cela, Bolívar envisage la création de l'Ecole de Mines de Santa Fe de Bogotá, qui est conçue pour l'instruction des premiers ingénieurs des mines du pays. Il semble que Bolívar ait une grande confiance dans cette mission, car il sait que les naturalistes français sont aussi des militants de la cause patriotique. Rien d'extraordinaire à ce moment-là, puisque plusieurs étrangers surtout des Français ont déjà traversé l'Atlantique pour se battre à ses côtés sur les champs de bataille.

La Mission Zea jette les bases de l'Ecole des Mines, qui commence ses activités dans l'ancien Observatoire Astronomique de Bogotá créé par le savant espagnol Jose Celestino Mutis. Et pourtant la création de cette école n'aboutit pas, car l'état calamiteux des finances publiques du pays à cause de la guerre, empêche le gouvernement colombien de financer la reconstruction et la maintenance de l'école. Pendant la période de 1821 à 1830, le territoire colombien devient le théâtre d'opérations militaires, car Bolívar rêve d'unifier les anciennes colonies espagnoles du Venezuela, du Pérou, de l'Equateur et de la Bolivie en une grande confédération sous le nom de la Grande Colombie dont Bogotá sera la capitale.

Néanmoins, le rêve de la Grande Colombie plonge le pays dans un état continu de guerres, provoquées non seulement par les affrontements armés contre les Espagnols, mais surtout par les disputes de caractère politique et financier entre les membres de la nouvelle classe dirigeante : les créoles. Ceux-ci veulent reprendre le pouvoir à Bolívar, qualifié de dictateur ou d'empereur monarchique. Dans cette ambiance de guerre, la mission Zea reste à l'abandon et la plupart des naturalistes désirent rentrer en France. Mais certains d'entre eux comme François Roullin, et Jean Baptiste Boussingault désirent rester en Colombie. Ces deux personnages, convaincus que les hommes de science ont un rôle à jouer dans la société restent en Colombie au service de la science.

Jean Baptiste Boussingault reste de 1822 à 1832 en Colombie, où pendant dix années il se consacre à la recherche scientifique. D'abord il désire rester en Colombie pour aider à la reconstruction de l'ancien Observatoire Astronomique de Bogotá, car cet Observatoire avait été endommagé pendant la Guerre d'Indépendance. Grâce à ses recherches dans l'Observatoire Astronomique, Boussingault accède à ce qui reste des recherches scientifiques récoltées pour José Celestino Mutis et par le savant colombien Francisco José de Caldas, ce dernier fusillé par les Espagnols pendant l'époque de la reconquête. Boussingault accède aux données barométriques et météorologiques collectées par Mutis durant quarante années dans tous les anciens territoires du Royaume de la Nouvelle Grenade.

Lorsque Boussingault fait la découverte de ces données scientifiques, sa curiosité l'amène à la recherche sur l'influence du climat et de la latitude sur les nutriments des plantes. Boussingault profite de sa condition de scientifique au service de la cause patriotique pour réaliser des observations sur les plantes dans leurs différents environnements naturels, car il parcourt une grande partie du territoire colombien grâce au soutien de Bolívar. Il utilisera les connaissances acquises à cette époque dans ses recherches ultérieures sur l'agriculture.

Le libérateur Simón Bolívar commande à Jean Baptiste Boussingault qui s'est montré très efficace dans ses études à l'Observatoire Astronomique, un rapport sur l'état de production dans lequel se trouvent les mines d'émeraudes de Muzo et les mines de sel de Zipaquirá. Egalement, Bolívar le sollicite pour dessiner un plan topographique de la Ville de Bogotá, et fixer les limites naturelles de la Nouvelle République de Colombie. Boussingault visite Muzo et Zipaquirá qui sont des régions minières proches de la capitale, et en compagnie de Louis François de Rieux, Boussingault voyage jusqu'à la région des Llanos Orientales.

Le désintéressement et l'efficacité avec lesquelles Boussingault accomplit les tâches assignées par Bolívar, lui valent la réputation d'être un des meilleurs ingénieurs de mines du pays. Boussingault obtient plusieurs contrats de travail comme technicien des mines, auprès de certains propriétaires des mines soucieux d'augmenter la production d'or. Il déploie son savoir faire dans les mines de « Marmato » en Antioquia, la mine de la « Montosa Baja » à Pamplona, la mine d'or de « Santa Ana »

à Mariquita, la mine d'or de « los Sapos » à Ibaguè et la mine d'or « Antigua » dans la région du Chocò.

Boussingault, en travaillant dans ces mines, établit que l'augmentation de la production d'or est limitée à cause de la production agricole insuffisante pour les besoins alimentaires des ouvriers mal nourris, et finalement trop affaiblis pour travailler à la mine. En conséquence, Boussingault entreprend la culture du maïs, de la banane plantin, du manioc, et de la canne à sucre dans des terrains proches des mines. A l'occasion de la plantation de la canne à sucre, il fait la découverte des nutriments de cette plante, et découvre aussi sa vocation pour la recherche agricole, et veut continuer dans l'expérimentation de plusieurs substances contenues dans d'autres plantes.

A son retour en France Boussingault devient un éminent professeur de chimie et d'agronomie à la faculté de Sciences de l'Université de Lyon. Plus tard à Paris il succède à la Sorbonne au célèbre professeur Thénard. Egalement, il devient professeur d'agriculture au Conservatoire d'Arts et Matières de Paris. Finalement en Alsace, Boussingault continue dans la recherche scientifique sur les plantes, et c'est ainsi que il construit la première station expérimentale des plantes, et fait la découverte scientifique du cycle du carbone, du cycle du phosphore et du calcium dans les plantes.

Ces découvertes dans le domaine de l'agriculture sont publiées en cinq tomes dans un ouvrage intitulé : *Agronomie, chimie Agricole et Physiologie*, publié pendant les années 1860 à 1870. Grâce à ses recherches, de nouvelles sciences apparaissent : la physiologie végétale et l'agronomie, et c'est pourquoi il est considéré un des pères de l'agriculture moderne en France et en Europe. Il y acquiert la notoriété grâce à cet ouvrage, et le Muséum des Arts et Métiers de Paris a reconnu la valeur scientifique de ses recherches. Ainsi une statue honore sa mémoire au Muséum des Arts et Métiers de Paris, et certains tubercules tropicaux sont nommés « Bousingotismes » en hommage à ce naturaliste français. D'autre part, son récit de voyage intitulé : *Mémoires d'un naturaliste et Scientifique en Expédition en Amérique du Sud*, dans lequel il raconte ses aventures et son amitié avec Simón Bolívar, fait des apports intéressants dans le domaine de l'histoire de la Colombie et du Venezuela.

Sa proximité du pouvoir lui permet une profonde connaissance de la réalité politique et économique du pays pendant l'époque de la Grande Colombie, une période historique marquée surtout par les intrigues pour le pouvoir entre les élites créoles. Ces mémoires ont été contestés en Colombie et au Venezuela, car Boussingault, loin de glorifier les personnages illustres de l'époque, y juge sans complaisance les actes, les comportements et la vie des amis, des ennemis, et des maîtresses du libérateur Bolívar. Sans aucun doute, Boussingault avait beaucoup d'admiration et de respect pour Bolívar, ses actions pendant son séjour en Colombie en donnent la preuve, mais cette admiration n'empêche pas Boussingault de décrire chez Bolívar plutôt l'homme que le héros. Loin d'être un récit mythique sur la vie du libérateur, les Mémoires de Boussingault relatent les faiblesses de Bolívar dont il a été l'espion, le confident. Il déjoue un mystérieux plan d'assassinat à son contre programmé par le mari d'une de ses maîtresses.

Une chronique des histoires intimes de Bolívar, des intrigues de Santander contre Bolívar, des scandales de Manuelita Saenz la compagne de Bolívar, et les gaffes du général José Antonio Zea entre autres choses, est un document inacceptable pour certains historiens colombiens et vénézuéliens qui ont fait de l'histoire de leurs pays une histoire héroïque dont Bolívar, Santander et Paez sont les héros vénérés. Boussingault, est un homme de science formé et instruit dans un contexte historique marqué par le Terreur, la Restauration et les bouleversements révolutionnaires de la France, où il doit très tôt définir ses convictions politiques en faveur des idées républicaines libérales et anticléricales; aussi les héros et les mythes n'ont pas place dans ses Mémoires.

A l'égal des apports tant scientifiques qu'historiques de Boussingault, nous sont précieux les écrits d'un autre membre de la Mission Zea. François de Roullin, médecin et physiologiste français, entre en territoire colombien en compagnie de son épouse et de son fils. Ils témoignent du regard du Français sur la Colombie de l'époque. Après l'échec de l'Ecole de Mines à Bogotá, il reste avec sa famille en Colombie, où il désire ouvrir un cabinet médical. Néanmoins, l'ouverture de son cabinet sera un autre échec, car la guerre vaut alors aux médecins la réputation de « coupeurs des jambes », et personne ne fait appel aux connaissances médicales du docteur François Roullin.

Malgré ce contretemps, il prend la décision d'habiter à Bogotá, où il peint les premiers portraits des plus importants personnages de l'époque. La plupart de ses portraits correspond aux élites créoles, bien que selon l'historien Gonzalo España, François Roullin dessine les profils topographiques des diverses régions et peint des tableaux dans lesquels il tente de reproduire certains des éléments de la flore et de la faune de l'époque. ¹Finalement, un autre naturaliste français, Jacques Bourdon, entomologiste et chirurgien militaire, profite de son séjour en Colombie pour faire de la recherche scientifique sur l'introduction des animaux domestiques par les Européens dans le Nouveau Monde pendant l'époque de la conquête et la colonisation espagnole. Rentré en France, il présente dans une session à l'Académie de Sciences de Paris, sa recherche sur les altérations physiques et de comportement chez les chiens.

¹ G. España, *Jean Baptiste Boussingault : El Padre de, op. cit*, p. 38

Chapitre 10

Les voyageurs et diplomates français (1810-1870)

Etonnants voyageurs ! Quelles nobles histoires
 Nous lisons dans vos yeux profonds comme les mers
 Montrez-nous les écrins de vos riches mémoires,
 Ces bijoux merveilleux, faits d'astres et d'éthers. Nous voulons
 voyager sans vapeur et sans voile !
 Faites, pour égayer l'ennui de nos prisons,
 Passer sur nos esprits, tendus comme une toile,
 Vos souvenirs avec leurs cadres d'horizons
 Dites qu'avez-vous vu ?¹

Baudelaire, « Le Voyage » (1859), *Les Fleurs du Mal*, in
 « Le voyage aux Amériques et les revues savantes françaises au
 XIXe Siècle », Mona Huerta, *A la redécouverte des Amériques*,
 2002, p.80

Dans une moindre mesure que l'Orient ou l'Afrique du Nord, l'Amérique latine, et en particulier les Andes, représentent une destination attrayante pour les amateurs de voyages, car dès les premières décennies du XIX^e siècle, au fur et à mesure que les découvertes géographiques se succèdent et que l'influence des grandes puissances commerciales et industrielles s'élargit, il apparaît que les populations autochtones sont en danger de disparition imminente. De nombreuses voix se dressent alors pour signifier que s'il est déjà trop tard pour renverser cette situation, il est au moins urgent de recueillir, à titre documentaire, des vestiges matériels et des traditions orales en provenance de ces populations autochtones condamnées par la marche irrésistible du progrès. C'est en particulier dans cette optique, qu'est née à Paris la Société d'Ethnographie dans le but de reconnaître les traits communs à chaque population, en

¹ Baudelaire, « Le Voyage » (1859), *Les Fleurs du Mal*. Cité par Mona Huerta, « Le voyage aux Amériques et les revues savantes françaises au XIX^e Siècle » En : « **A la redécouverte des Amériques. Les voyageurs européens au siècle des indépendances** », Michel Bertrand, Lauret Vidal (dir), Toulouse, Presses Universitaires du Mirail – Université de Toulouse, 2002, p. 80

recherchant dans le passé afin d'assigner à chaque groupe, chaque nation sa place et son rôle au sein de l'humanité, vers une marche plus sûre vers le progrès et le bonheur de l'humanité future.¹

Néanmoins, l'utilisation de toutes ces données en provenance de l'ethnographie n'incombait pas exclusivement aux savants se déclarant ethnologues; les géographes ont là le moyen de compléter leurs informations sur les contrées qu'ils étudient ; il en est de même pour les archéologues, les historiens et les hommes de science. Il est bien évident que toutes les motivations évoquées ici ne concernent pas les études menées sur les civilisations précolombiennes, mais celles-ci ont été dès le début une des premières raisons pour attirer la présence française dans certains lieux de l'Amérique latine : le Pérou et le Mexique. C'est grâce à l'intérêt que portent en France certains hommes de science sur les civilisations précolombiennes, qu'on comprend dès lors aisément la vogue dont bénéficie l'Amérique latine comme espace neuf d'exploration et de découverte, tant au sein des milieux scientifiques qu'auprès d'un public nettement plus large, susceptible lui aussi de jouer un rôle actif dans ce mouvement scientifique.

Ce n'est qu'à partir de l'indépendance des républiques sud-américaines qu'est envisagée la mise en pratique réelle d'une recherche scientifique sur les populations aborigènes sur le terrain. De fait, dès l'ouverture des frontières et parfois même quelques années avant la libération effective du territoire latino-américain, on peut constater l'arrivée de nombreux hommes de science, voyageurs, diplomates, présents pour de multiples raisons. Il nous a semblé important de nous attarder sur la catégorie des voyageurs, car en Colombie, ils occupent une place essentielle dans l'influence culturelle du XIXe siècle. Il n'est bien sûr pas question d'envisager tous les cas de figure possibles dans cette catégorie. Nous avons donc préféré n'en retenir que quelques-uns qui néanmoins, illustreront bien notre propos : les diplomates et les voyageurs.

Les diplomates jouent un rôle important dès l'Ancien Régime, car par leur origine sociale, et par leur formation, la plupart d'entre eux possèdent un certain bagage

¹ P. Riviale, *Un Siècle D'Archéologie Française*, op. cit, p. 14-16.

culturel qui les rend plus ouverts à des activités culturelles ou scientifiques. Du fait de leur séjour relativement long, de leur facilité à circuler dans le pays, de leur contacts privilégiés avec les autorités locales et de leurs intérêts économiques, qu'il s'agisse de voyages faits dans le cadre d'une mission spéciale, pour affaires, ou par plaisir, les diplomates, ont l'occasion d'observer, voire de découvrir et d'explorer la réalité des sociétés différentes, ce qui en fait de très utiles auxiliaires de la science et des acteurs culturels.

Par voyageurs, nous entendons les individus s'étant rendus sous les cieux latino-américains et particulièrement colombiens, de manière transitoire et en dehors de toutes les structures institutionnelles comme les Académies, Sociétés, ou même le Gouvernement. Qu'il s'agisse de personnes voyageant pour des raisons professionnelles, comme les négociants, les représentants de commerce, et les entrepreneurs itinérants ou en tant que simples touristes, c'est à dire les artistes de toute sorte: écrivains, peintres, photographes, lesquels ont une place dans cette catégorie. Pour ce qui concerne les voyageurs français leur présence est constante en Colombie depuis le début du XIXe siècle. Catégorie bien évidemment très difficile à appréhender de manière précise, du fait même de leur isolement et de l'absence d'encadrement institutionnel. Hormis quelques récits de voyages, les bulletins de sociétés savantes, et divers documents d'archives, ce sont des sources susceptibles de nous fournir quelque indication sur les activités de ces hommes.

Et pourtant il convient d'accorder un espace à ces voyageurs qui, à leur manière, que ce soit à travers les récits qu'ils publièrent ou les témoignages oraux qu'ils donnèrent de leurs aventures et observations, jouent aussi un rôle important. Très tôt les informations recueillies par ces voyageurs, circulent dans les milieux politiques, commerciaux et/ou scientifiques intéressés, en premier lieu à travers les récits directement publiés, mais aussi à travers les vastes collections de voyages, ou les articles parus dans les quotidiens, les revues de vulgarisation, les organes de sociétés savantes, et les correspondances entre savants, etc.

Certainement, la Colombie comme l'Amérique latine représentent, autant pour les voyageurs que pour les diplomates, une destination d'un intérêt indiscutable, par la fascination que cette contrée exerce, non seulement pour la splendeur de ses paysages

ou pour les richesses, mais surtout parce que l'Amérique latine et la Colombie en particulier représentent la terre de la révolution, de l'émancipation et de la liberté, où sont bien accueillis de nombreux voyageurs et diplomates, mélange de rêveurs, curieux, aventuriers, et hommes d'affaires. Parmi le groupe de voyageurs et diplomates en Colombie. Nous trouvons :

Mollien, Gaspard Théodore

C'est un des premiers voyageurs français qui arrivent en Colombie à partir de 1820.¹ Ce voyageur est né d'une famille de parisiens, dans laquelle son père le comte François Mollien, avait été un des anciens Ministres du Trésor du gouvernement de Napoléon. Contrairement à son père, Gaspard Théodore s'éloigne de la carrière de l'administration et du service public et s'intéresse à l'activité mercantile dans les territoires nouveaux, plus propices à l'aventure et à l'exploration. A dix-huit ans, il s'engage comme Commissaire de Marine et part au Sénégal en Afrique, où il se lance à la découverte des principales sources des fleuves Sénégal et Gambie; découverte qui est publiée en France sous le titre de : *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique, aux Sources du Sénégal et de la Gambie.*

Après son voyage en Afrique, Mollien, attiré par les changements économiques et politiques provoqués par les événements de la Révolution d'Indépendance, voyage en Colombie dans le but de trouver de nouveaux marchés de matières premières. Il a conscience que le processus historique de la révolution d'indépendance est irréversible, et que l'Amérique Latine est devenue un intéressant marché à conquérir pour la France, menacée d'être dépassée commercialement par l'Angleterre. Mollien, arrive en Colombie à Cartagena, où il est déçu par le délabrement dans lequel se trouve cette ville, ravagée par la guerre de reconquête espagnole du pacificateur Pablo Murillo, qui en 1817 fut envoyé à Cartagena, la première ville indépendante de l'Espagne, dans le but de mettre fin à la Révolution d'Indépendance. Après Cartagena, Mollien tente de suivre le même périple qu'avait effectué le naturaliste allemand Humboldt. C'est ainsi qu'il s'aventure jusqu'à l'intérieur des régions andines du pays :

¹ Gaspard Théodore, Mollien. *El Viaje de Gaspard Théodore Mollien par la República de Colombia en 1823*. Bogotá, Edición Banco de la República, Biblioteca Luis Angel Arango, 2004, p. s p

Santa Fe de Bogotá, et Antioquia. Dans ces régions, il veut faire un rapport sur les principales ressources minérales et naturelles du pays.

Pendant son séjour d'un an en Colombie, le voyageur français est attiré par les rivalités politiques entre les créoles, autour du projet de création de la Grande Colombie. C'est pourquoi Mollien au lieu d'établir un bilan sur les richesses du pays, cherche à comprendre comment la Grande Colombie, en proie à la guerre et à la destruction, peut adopter le modèle républicain. Pour Mollien, la compréhension de cette question devient essentielle, car il prend conscience de l'influence politique française en Colombie. Le voyageur français se demande: «*como un pueblo que habita en una soledad tan grande comparable a la de África, este mismo pueblo es a la vez capaz de apropiarse y proclamar ciertos principios políticos tan extraños a los principios que le caracterizan*». ¹

L'adoption des principes de la Révolution Française par les élites colombiennes est un choc pour Gaspard Théodore, car il ne croit pas en l'avenir du modèle républicain même pour la France de la restauration dans laquelle il vit; aussi considère-t-il l'adoption de la forme républicaine par la Grande Colombie vouée à l'échec. Persuadé que la France joue un rôle culturel important dans les territoires de la Grande Colombie, Mollien y constate l'hégémonie commerciale de l'Angleterre, car l'Angleterre en profitant de son aide financière à la Révolution d'Indépendance, consolide ses rapports économiques avec les pays qui forment la confédération de la Grande Colombie.

En 1825, presque un an après son séjour en Colombie, Mollien publie un récit intitulé : *Le Voyage de Gaspard Théodore Mollien en République de Colombie en 1823* . Des extraits de son voyage paraissent dans le *Revue Encyclopédique de France*. Ensuite de 1826 à 1830, il publie plusieurs éditions de cet ouvrage, lesquelles circulent dans tous les milieux, scientifiques, politiques et financiers de France, Allemagne, Italie et Suède. Dans cet ouvrage de deux tomes, le voyageur français

¹ D'après, Jorge Orlando, Melo., en : *La Mirada de los Franceses : Colombia en los libros de Viaje durante el siglo XIX*. Bogotá, Edición Banco de la República, Biblioteca Luis Angel Arango, p. 9. « *comment un peuple qui habite dans une solitude aussi effrayante que la solitude de l'Afrique, ce même peuple est à la fois capable de s'approprier et proclamer certains principes politiques aussi étrangers aux principes qui le caractérisent* ».

parti en Colombie met en évidence le rôle de la France dans les nouvelles nations de l'Amérique Latine, la présence commerciale et son rôle dans l'avenir de la Grande Colombie. Egalement, dans cet ouvrage il intègre diverses données scientifiques sur la Colombie. Mollien porte un regard critique sur les événements qui bouleversent la vie politique et économique de la Grande Colombie, et ce regard particulier est mal perçu en Colombie par les élites éclairées, qui ont accès aux extraits publiés en français dans le *Revue Encyclopédique de France* en novembre 1825.

En 1826, ces mêmes extraits sont publiés dans le journal colombien : *la Gaceta de Colombia*, dans le but de réfuter certaines affirmations de Mollien, parmi lesquelles le rôle bénéfique de la Couronne Espagnole pendant l'époque coloniale, le rôle militaire de Simón Bolívar durant le processus indépendantiste, et l'échec institutionnel du modèle républicain dans les naissantes Républiques Sud américaines. L'historien Jorge Orlando Melo,¹ note que le général Francisco de Paula Santander, taxe les affirmations de Mollien d'eurocentrisme et d'un sentiment de supériorité européen par rapport aux naissantes Républiques Sud-américains. D'égale manière, Simón Bolívar réfute les affirmations du voyageur français en lui reprochant ses idées monarchistes. Pourtant, au milieu du XX^e siècle, l'ouvrage de Mollien est finalement traduit et publié en Colombie.

Le Moyne, Auguste:

En 1828, ce diplomate français arrive en Colombie où il reste jusqu'à 1839. Durant son séjour, il travaille comme chargé d'affaires de la légation de France à Bogotá, et au secrétariat de cette même légation. Le Moyne a la mission de rétablir les rapports entre la France et la Colombie.² Cette tâche s'avère à ce moment là assez difficile, car d'une part, le projet de création de la Grande Colombie est un échec et l'instabilité politique continue entre les élites, et d'autre part le gouvernement de Santander au pouvoir après l'échec de la Grande Colombie, manifeste son intention de limiter les rapports avec l'Europe au champ strictement commercial, par méfiance envers

¹ J. O. Melo, *La Mirada de los Franceses*, op. cit, p. 9.

² August, Le Moyne. *Viajes y Estancias en la America del Sur, la Nueva Granda, Santiago de Cuba, Jamaica y el Istmo de Panama*, Bogotá, Biblioteca Luis Angel Arango, 2004, p. s p.

certains gouvernements dont celui de la France de la Restauration.

Sans doute, la diplomatie française connaît à ses débuts des difficultés en Colombie. Malgré cela, Le Moyne reste au service du gouvernement français pendant des années, et mu par la curiosité scientifique, rêve de découvrir scientifiquement la Colombie. Le Moyne veut aussi marcher sur les traces du naturaliste allemand Humboldt en Amérique latine. Cela permet au diplomate français de parcourir une partie de la géographie physique et naturelle du pays, et d'analyser la société colombienne, ses habitudes, et ses mœurs en cette époque d'instabilité politique.

En 1880, presque quarante années après son séjour en Colombie et en d'autres pays de l'Amérique Latine, Le Moyne publie en France ses mémoires sous le titre : *Voyage et Séjour en Amérique du Sud, la Nouvelle Grenade, Santiago de Cuba, Jamaïque et Isthme de Panama* ». Au milieu du XX^e siècle, cet ouvrage est publié en Colombie, car ses descriptions géographiques et surtout la richesse en détails avec laquelle Le Moyne accompagne ces descriptions sur les habitudes et les habitants de l'époque, sont appréciées essentiellement par les historiens, les géographes et les architectes colombiens.

Elisée Reclus :

Figure intellectuelle majeure du XIX^e siècle, Elisée Reclus, géographe anarchiste, est né à Sainte-Foy- La Grande le 15 mars 1830 au sein d'une famille protestante et austère, qui l'envoie près de Cologne afin qu'il puisse poursuivre ses études dans le collège protestant des Frères Moraves, où l'enseignement donné en langue allemande met en œuvre les principes de la pédagogie pestalozzienne. Ensuite il prépare le baccalauréat à Sainte-Foy, puis il part étudier la théologie à la faculté de Montauban, ce qui lui permet d'abord de se retrouver chez les Frères Moraves comme instituteur, puis de partir vers l'Allemagne à l'Université de Berlin. Là il suit les cours de géographie, et non de théologie comme ses parents l'espéraient.

Reclus suit avec passion les cours de géographie du professeur Carl Ritter, formé lui aussi dans une école pestalozzienne. Grâce à Ritter qui influence sa vocation géographique, Reclus apprend une conception critique de la géographie par rapport à

l'enseignement négligeant l'essentiel et soucieux d'apprendre aux hommes à manier un discours, au lieu de leur faire connaître les choses de la vie. Reclus conçoit la géographie comme une discipline permettant aux hommes d'acquérir de saines notions sur le monde qui les entoure grâce à l'observation, afin d'éclairer le devenir de la terre et de l'humanité par la comparaison des observations effectuées en des lieux différents et à des moments différents.

Reclus pense que lorsque la géographie s'appuie sur l'usage comparatif de l'observation; elle conduit à l'élaboration d'un savoir qui éclaire à la fois la distribution des faits naturels et humains à la surface du monde et leur évolution. Pour Reclus la géographie est une discipline indispensable à la formation des hommes qui s'apprend au contact du monde et qui apporte non seulement des connaissances de nature intellectuelle, mais aussi la découverte des valeurs et des principes essentiels à la vie des hommes. De ce fait, Reclus fait de la géographie son propre choix de vie; il continue d'apprendre la géographie en voyageant dans plusieurs pays du monde.¹

A la fin de l'année scolaire à l'Université de Berlin, Elisée Reclus rejoint son frère Elie qui est désormais pasteur à Strasbourg. Ensemble ils partent rejoindre sa famille, mais nous sommes à la fin de 1851: le coup d'Etat de Louis Napoléon Bonaparte se prépare. Les frères Reclus s'intéressent de près à la politique, ce qui les contraint à l'exil. Ils se rendent en Angleterre. Là ils fréquentent les socialistes exilés et commencent à se former au monde moderne. Elie travaille comme précepteur des enfants d'une riche famille tandis qu'Elisée essaye de donner des leçons sur la géographie du Japon.

Elisée pense donc à s'en aller et son périple de voyages interminables continue. D'abord il part en Irlande pour aller gérer une propriété. Ensuite il s'embarque pour l'Amérique du Nord jusqu'à la Nouvelle Orléans. Ici il est réellement débardeur, puis il devient précepteur dans une très riche famille de planteurs. Ensuite il décide d'aller vers la Nouvelle Grenade, car il est attiré par les paysages de la Sierra Nevada que décrit Humboldt dans son ouvrage. De plus, il sait que le gouvernement Grenadin offre des terres pour attirer la colonisation d'étrangers dans la Sierra.

¹ Paul Claval. *Géographies et Géographes*, Paris, l'Harmattan, décembre 2006, p. 217.

Pour un géographe comme Elisée, cette Sierra représente un abrégé inexploré des merveilles à coloniser. Elisée entreprend son voyage pour la Nouvelle Grenade en août 1855. Il y reste jusqu'au 1^{er} juillet 1857 et il rentre en France. Pendant son séjour de deux années dans ce pays, Elisée Reclus voit croître non seulement sa vocation de géographe et d'explorateur mais aussi son désir d'avoir une plantation de café. Comme nous l'avons signalé auparavant, pendant les années cinquante, plusieurs gouvernements de la Nouvelle Grenade cherchent à impulser l'immigration européenne et la colonisation des terres, afin de favoriser l'économie agraire des grandes plantations. Reclus qui connaît l'économie des grandes plantations après son séjour à la Nouvelle Orleans, veut profiter des conditions que la Nouvelle Grenade offre aux émigrants européens.

Ainsi il s'embarque à Panama, d'où il atteint Cartagena. De là, il continue son parcours à travers la Magdalena jusqu'à la ville de Barranquilla afin d'arriver à la ville de Santa Marta, qu'il rejoint six mois seulement après avoir commencé son voyage; car pendant tout le trajet du voyage Reclus cherche un partenaire qui l'aide à établir sa plantation de café. C'est ainsi qu'il rentre en contact avec les petits cercles d'étrangers dans ces villes, et s'intègre facilement dans la vie du pays, dans lequel il est bien décidé à rester. Avec ces gens descendant à la fois des blancs de l'Europe, des noirs de l'Afrique et des indiens de l'Amérique, Reclus se montre toujours prêt à partager les connaissances dont il est porteur et à en recevoir d'autres en échange.

En tant que géographe déjà formé, il a un regard perspicace pour analyser les traits du passé; il devine les ressorts de cette société engourdie et coloniale qui s'essaie, selon Reclus, à l'apprentissage de la liberté. Il cohabite avec la tribu des Guajiros qui lui inspirent les plus aiguës réflexions sur le concept de civilisation. Dès lors, il transforme son séjour en interminables journées de réflexion. Il parcourt la Colombie en mûrissant sa pensée comme géographe et son image d'anarchiste engagé, désormais reconnue chez les intellectuels français. Personnalité majeure du XIX^e siècle, Reclus doit sa notoriété tant à son œuvre de géographe qu'au titre de penseur libertaire. De son vivant, les deux versants de sa personnalité apparaissent complémentaires. La solidité de son œuvre scientifique est telle que ce savant est apprécié même par les scientifiques qui réprouvent ses engagements politiques; de

leur côté, les anarchistes semblent fiers de compter dans leurs rangs une figure intellectuelle prestigieuse.

Cette figure commence pas à pas à se construire dans ces longs parcours par les terres lointaines comme la Nouvelle Grenade. Sans doute, le voyage d'Elisée Reclus en Colombie, bien que fréquemment ignoré, constitue un fait fondateur dans la longue construction de la pensée de Reclus sur le domaine de la géographie humaine, et de l'anarchisme, tendance affirmée de la pensée française. C'est en Colombie que Reclus affirme sa vocation de géographe. C'est là par exemple qu'il s'est décidé à écrire et à publier des articles sur la géographie, parmi lesquels : « La vallée du Mississipi », publié à Paris dans la *Revue des Deux Mondes* en 1856.

C'est aussi en Colombie qu'il pense écrire *La Terre*, édité et publié en deux volumes en 1867, un de ses plus importants ouvrages géographiques. Dans cet ouvrage par exemple il réaffirme ses convictions sur le thème de la géographie comparée, également il exprime sa grande curiosité pour l'ethnographie, et finalement il s'exprime sur l'étude de l'interrelation du paysage naturel et du paysage culturel, et sur le thème de la dépendance de l'homme à l'égard de l'environnement. Enfin, toute une série de remarquables suggestions que les théoriciens ne peuvent pas ignorer dans l'étude de la géographie humaine.

C'est aussi en Colombie que Reclus commence son approche critique sur les contraintes sociales de l'humanité. En parcourant les villes et la forêt colombiennes et en partageant la vie d'une société pluri-ethnique, le savant français réfléchit aux conséquences sociales qu'historiquement entraîne le colonialisme, et à l'avenir de la Colombie. Des réflexions qui contribuèrent forcément à ses travaux théoriques sur l'anarchisme. Cette doctrine politique prônant la suppression de l'Etat est très répandue à la fin du XIX^e siècle en Europe. Parmi d'autres théoriciens de l'anarchisme, Elisée Reclus est un de ses fondateurs. Et pourtant ses contributions ne s'arrêtent pas ici.

Reclus apparaît à cette époque comme le seul voyageur français capable d'apercevoir l'influence culturelle européenne dans la Nouvelle Grenade. Il prend conscience du rôle essentiellement culturel que joue l'influence culturelle française en

Nouvelle Grenade. De plus, il regarde la présence de l'immigration européenne qu'il considère nécessaire pour le développement de la Colombie. Enfin, toute une série de thèses qui sont exposées dans son récit de voyage en Colombie intitulé: *Voyage à la Sierra Nevada de Sainte-Marthe*.

Dans ce récit, Reclus conclut en affirmant que s'il est bien venu à la Nouvelle Grenade attiré par l'idée de créer une exploitation agricole et surtout par l'amour des voyages, malgré son insuccès, car son entreprise économique échoue, il se félicite d'avoir parcouru cette admirable contrée de paix, et d'avoir vécu avec un peuple qu'il considère comme : « représentant de l'humanité réconciliée en elle même ». C'est donc avec joie que Reclus se tourne vers ce peuple naissant duquel selon lui, il attend le progrès, la prospérité future et une influence heureuse sur l'histoire du genre humain.¹

En 1857 il rentre en France, mais il ramène de ses pérégrinations sa vocation de géographe. Des revues importantes publient ses articles. Il entre chez Hachette où on lui confie la rédaction des Guides Joanne. Il parcourt la France et une partie de l'Europe, souvent à pied pour les rédiger. Parallèlement, il se mêle aux mouvements ouvriers qui se forment sous le Second Empire et participe au mouvement politique de la Commune, ce qui lui vaut la prison. Il connaît la prison, le procès, l'exil, mais aussi les principaux penseurs de l'anarchisme. Après toutes ces épreuves vécues, Reclus énoncera les grands principes de l'anarchisme.

Pendant son exil en Suisse, il s'attellera à écrire les vingt volumes de la première *Géographie Universelle* écrite en France, afin de garder le contrat qui le lie à la maison Hachette. Reclus finira sa vie en Belgique, enseignant à l'Université Nouvelle de Bruxelles, et écrivant les six tomes *L'Homme et la Terre*. En France comme en Europe, sa contribution théorique à la géographie est incontestable. Mais son bilan en faveur de la doctrine politique de l'anarchisme ne l'est pas moins. On doit à Reclus les grands traits de l'anarchisme dont les germes s'expriment dans le récit *Voyage à la sierra Nevada....* Certes, la doctrine anarchiste personnelle de Reclus est en germe dans ce récit encore le privilège de tous ceux que lisaient en français.

¹Elisée Reclus. *Voyage à la Sierra Nevada de Sainte Marthe*, op. cit., p. 20

Bien que publié en français pendant l'année 1863, cet ouvrage est complètement ignoré. Les élites grenadines de l'époque ne se sentirent pas attirées par un récit rempli de réflexions théoriques. Comment pouvaient-elles se retrouver dans ce récit qui honore la liberté humaine et l'utopie d'un avenir meilleur pour la Nouvelle Grenade? Dans un pays marqué par l'éloignement géographique et par le spectre des guerres continuelles, l'utopie et la liberté humaine ne trouvent pas place, même dans l'imagination des personnes. Par contre, ces élites seront très reconnaissantes à Reclus d'avoir célébré dans les vingt volumes de sa *Géographie Universelle*, l'existence de la Nouvelle Grenade.

Reclus est resté dans la mémoire des élites grenadines comme le voyageur français descendant de pirates bretons, qui a écrit et publié un chapitre sur la géographie de Nouvelle Grenade intitulé « Géographie de Colombie ». Ce chapitre apparaît dans sa *Géographie Universelle*. Pour la première fois, un voyageur français parvient à présenter la Nouvelle Grenade à l'Europe. Plus connu et admiré comme géographe que comme anarchiste, car les idées anarchistes en Colombie arrivent tardivement sans convaincre, Reclus est le voyageur français le plus connu et respecté en Colombie depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'à nos jours. À côté d'Agustin Codazzi, Reclus est considéré comme un des pères de la géographie de Colombie.

Chapitre 11

Le rôle culturel des voyageurs français:

Voyageurs et diplomates français ont contribué à la connaissance de la Colombie, car comme nous le disions auparavant, la Colombie reste la scène essentielle, le laboratoire politique de la guerre pour l'indépendance; mais surtout la Colombie est le laboratoire privilégié pour l'expérimentation et l'adoption des nouveaux modèles politiques importés ou venus de l'Europe. Cette condition de laboratoire d'expérimentation politique attire la curiosité de la France qui est représentée par les diplomates et les voyageurs. Ils observent la réalité de la Colombie, car les événements politiques de ce pays, en particulier la Révolution d'Indépendance et la création de la Grande Colombie, ont la capacité de bouleverser l'Amérique latine et ses rapports avec l'Europe. La France ne peut se dispenser d'être présente en Colombie.

Certes, la Colombie n'attire pas autant de scientifiques que le Pérou, le Mexique et la Bolivie. La Colombie n'attire pas autant d'émigrants français que l'Argentine et le Brésil, mais la Colombie attire le regard parfois dissimulé, inquiet de la France et de ses voyageurs ou acteurs culturels, désireux de jouer un rôle avec l'accord ou sans l'accord du gouvernement français. Il est évident que le mouvement de l'indépendance conduit les voyageurs français : Mollien, Gaspard Théodore, Le Moyne Auguste et Elisée Reclus à se rendre en Colombie, en quête d'autres découvertes. Héritiers de Condamine, Humboldt et Bonpland, ces voyageurs de même que d'autres voyageurs européens présents en Amérique latine, déplacent lentement leur regard de la sphère biologique vers la sphère sociale et politique, durant, puis après le mouvement de l'indépendance, marqué par des interrogations sur les formes politiques, sociales et économiques que doivent revêtir les futurs Etats latino-américains.¹

Le mouvement d'indépendance en Colombie voit l'affirmation sur la scène politique d'une nouvelle classe dirigeante : les créoles, qui sont contraints de se maintenir au pouvoir, doivent donc inventer ou apprendre de nouvelles structures

¹ Michel Bertrand, Lauret Vidal (dir), *A la redécouverte des Amériques. Les voyageurs op. cit.*, p. 9.

politiques afin de légitimer une nouvelle organisation sociale. Dès lors, la Colombie révolutionnaire, épice de la Grande Colombie, constitue un terrain fertile pour observer le déroulement de phénomènes sociaux similaires, comme la constitution de nouvelles sociétés. Ces voyageurs, créateurs de discours et de conceptions politiques comme Reclus, de conceptions scientifiques comme Jean Baptiste Boussingault, ou d'images et de représentations comme Mollien, et Le Moyne, ces voyageurs français qui, en tant qu'explorateurs parcourent les régions intérieures de la Colombie, décrivent sous un angle nouveau ce territoire, une fois surmontée la crise révolutionnaire qui accompagne l'indépendance.

Et pendant ce temps, le regard de ces voyageurs change de centre d'intérêt, car leur démarche, privilégie l'observation directe comme méthode scientifique, mais en décrivant la nature comme les faits politiques. Ces voyageurs élèvent leur regard de la sphère naturelle vers la sphère sociale et politique, car le mouvement de l'indépendance a autant une dimension politique qu'économique. Bien qu'ils exposent dans leurs observations des jugements de valeur, il faut comprendre que les voyageurs sont porteurs d'un certain savoir développé en Europe, et qu'ils portent dans leurs récits l'idée d'une supériorité des sociétés européennes dans la marche des peuples vers le progrès et la modernité. C'est pourquoi dans les descriptions de leurs récits, se produit un décalage entre la réalité de la Colombie et le modèle politique et économique auquel les créoles aspirent. Et cela explique la réaction des élites contre des récits de voyage, comme celui de Gaspard Théodore Mollien qui, dans ses descriptions juge le retard de la Colombie sur l'échelle de la civilisation.

Dès lors, on peut s'interroger sur le poids et le rôle des jugements des voyageurs dans leurs descriptions des voyages, car d'autre part, certains voyageurs comme Gaspard Théodore Mollien mettent en cause la responsabilité des élites créoles dans ce qu'ils considèrent comme un retard, c'est à dire le degré de la civilisation du peuple et des élites colombiennes. Ce terme « civilisation » qui, au XIX^e siècle, est entendu par opposition à la barbarie et à la sauvagerie, ne fait référence qu'à la civilisation européenne, conçue comme l'aboutissement d'une évolution de l'humanité vers un progrès. C'est ainsi que Gaspar Théodore Mollien considère la Colombie comme une société que ne connaît pas la civilisation, et la considère comme incapable d'accéder au progrès, mais à l'opposé de la volonté de ce voyageur français, les descriptions de

son récit sont nécessaires à la connaissance scientifique et historique de la Colombie. Certes, les récits des voyageurs français sont avant tout des contributions d'une grande valeur pour l'épanouissement de nouvelles disciplines comme la géographie et l'ethnographie, en Colombie.

En outre, ces descriptions contenant ces récits, sont des contributions à insérer dans l'étude de l'espace colombien comme un élément constitutif de son identité. Grâce aux connaissances que les récits de voyageurs apportent, on peut aborder le sujet de l'identité de la société colombienne pendant le dix-neuvième siècle. D'autre par, rappelons une fois de plus la rencontre des voyageurs avec la différence et l'altérité à laquelle ils sont confrontés en Colombie. Certes, ces voyageurs jugent ce qu'ils observent en fonction de leur propre culture qui se veut alors dominante. Néanmoins la rencontre des voyageurs avec la différence et l'altérité à laquelle ils sont confrontés en Colombie ne les laisse pas inchangés. Au contraire, cette rencontre modifie le regard que les voyageurs portent sur leur propre modèle culturel. Un fait est significatif à ce sujet : si Gaspard Théodore Mollien continue à parler de la civilisation, sous-entendant que seule la culture européenne en est représentative, Reclus commence à remettre en question l'opposition établie entre civilisation et barbarie.

Ainsi on trouvera dans les récits de voyages de nos voyageurs des observations sur les richesses humaines et naturelles de la Colombie comme des observations qui s'intéressent de plus en plus au fonctionnement des sociétés locales. Ces descriptions, renvoient tant auteurs que lecteurs, à un regard critique sur leurs propres réalités sociales et culturelles en découvrant, et en acceptant une altérité qui en découle, et encouragent auteurs et lecteurs à relativiser la suprématie de la civilisation européenne. C'est ce que l'on constate par exemple en lisant le récit de voyage de Reclus. Outre les descriptions incluses dans les récits de nos voyageurs, nous trouvons des apports significatifs dans les innombrables informations recueillies et rapportées, dans les domaines le plus divers, allant de la géographie à l'ethnographie en passant par l'hydrologie ou la géologie.

C'est pourquoi on ne peut plus négliger l'importance de ces ouvrages, à l'instar des anciennes chroniques espagnoles. D'après plusieurs intellectuels et historiens, les

récits des voyages ont le regard de supériorité et d'ethnocentrisme qui caractérise les chroniques espagnoles, et cette équivalence a fortifié dans les milieux intellectuels colombiens l'idée que les récits de voyageurs sont suspects de partialité. On s'est donc efforcé de les marginaliser. Ainsi, en Colombie ces récits ont été refusés par la plupart des historiens colombiens, et n'ont été publiés qu'à la fin du XX^e siècle. Au Venezuela, certains extraits des mémoires de Boussingault ont été désapprouvés sur ordre du Ministre de l'Education encore en 1944.

Bien que ces récits de voyages fassent partie du genre de la narration littéraire, il faut remarquer que ceux-ci ont une importance dans le domaine historique, puisque ces récits, plus qu'une vérité historique ou scientifique à révéler, sont d'abord une ressource fondamentale pour la recherche et pour la science, même si parfois, il faut reconnaître qu'il sont chargés de jugements de valeur, d'eurocentrisme et d'erreurs historiques. Nous dirons pour conclure que par leurs récits de voyage qui proposent des itinéraires et des regards divers, les voyageurs, véritables vecteurs ou agents culturels, sont surtout un exemple parmi d'autres, des échanges culturels intenses maintenus dans les rapports entre la France et la Colombie tout au long du XIX^e siècle. Ces voyageurs et leurs récits dessinent le cadre intellectuel qui permet de comprendre les modalités des transferts culturels entre les deux nations, lesquels façonnent les rapports culturels, que l'on voit trop souvent à sens unique, mais qui comportent de fait une réciprocité non négligeable.

Chapitre 12

Les résidents français : pionniers de l'influence française (1810-1870)

Après l'arrivée des premiers pirates français au Royaume de la Nouvelle Grenade vers le XVI^e Siècle, nous constatons la présence d'un petit groupe de Français parmi lesquels les militaires qui viennent volontiers pour combattre en faveur de la Révolution d'Indépendance dans l'armée patriotique de Simón Bolívar. Après l'Indépendance, la présence française se fait plus nettement sentir, et surtout depuis 1820, le nombre des Français ne cesse d'augmenter. Des naturalistes, des voyageurs, des diplomates, des médecins, des armateurs et bien sûr des aventuriers, commerçants, et entrepreneurs viennent en territoire colombien. Certains d'entre eux publient leurs aventures et expériences pendant leur séjour, et les autres décident de rester dans le pays.

Le processus d'Indépendance en Colombie ouvre ses portes à toutes les influences étrangères venues spécialement de France et d'Angleterre. En 1823, une loi votée pendant le Congrès de Cucuta, établit la naturalisation des immigrants et la donation de terres en leur faveur. A partir de ce moment, l'immigration s'impose comme un besoin pour la Colombie. Car l'immigration apparaît aux différents gouvernements comme : « *un instrumento esencial a la modernización de la sociedad colombiana, más que como una necesidad a la escasez de fuerza de trabajo* ». ¹ En fait, la Colombie ne manque pas de force de travail, car ce pays fait de l'exportation de l'or et de l'argent les seules activités économiques importantes, et pour cela il a la force de travail nécessaire. Par contre ce pays a besoin d'une population européenne importée pour coloniser, pour peupler de nouveaux territoires. La Colombie a besoin d'une population européenne capable de jouer un rôle civilisateur important dans ce pays.

De 1820 à 1836, les divers gouvernements colombiens mettent en place une politique d'immigration en consacrant des milliers d'hectares de terres à la colonisation par des immigrants européens. Le gouvernement colombien signe des

¹ Frédéric Martinez, *Apogeo y Decadencia del Ideal de la Inmigración Europea en Colombia, siglo XIX*. En : Boletín Cultural y Bibliográfico, número 44, volumen xxx-ix .Bogotá. 1997, p. 2. « *un instrument essentiel à la modernisation de la société colombienne, plutôt que comme un palliatif au besoin de main d'œuvre* »

contrats avec les compagnies d'immigration anglaises, parmi lesquelles la compagnie Haring, Graham & Powels et la Compagnie Tyrell Moore. Ces compagnies sont chargées en Europe de rassembler et transporter des groupes de familles européennes, des paysans et des artisans vers la Colombie. Pendant ces années, les divers gouvernements colombiens veulent une immigration de familles européennes qui apportent leurs capitaux, leurs techniques et connaissances pour augmenter la productivité économique du pays. Ces gouvernements veulent en outre que les immigrés se fondent avec les habitants colombiens pour construire une nouvelle société homogène et démocratique. Ces gouvernements attendent de l'immigration la colonisation de terres à l'intérieur du pays, afin d'occuper, peupler, cultiver des territoires déserts, et de cette manière, créer des villes modernes et surtout des villes civilisées.

Au milieu du XIX^e siècle, nous assistons à ce que l'historien français Frédéric Martinez appelle la « fièvre de l'immigration en Colombie », ¹qui est une période marquée par le vote de nouvelles lois parmi lesquelles la loi de 1847 et la loi de 1871. Pendant ces années, ces lois cherchent à impulser la colonisation des terres afin de favoriser la nouvelle politique économique agraire colombienne. Cette politique basée sur la plantation et l'exportation des produits agricoles, tels le tabac et la quinine, sert à justifier le besoin d'immigrants européens. C'est ainsi que le gouvernement colombien le 30 août 1855 signe un contrat avec la Compagnie française Sainte-Rose. Ce contrat est signé par Lino de Pombo, Ministre des Affaires Etrangères de Colombie, et John Stevenson Bushman représentant légal de la compagnie française. Ce contrat prévoit la concession de 640.000 hectares de terres incultes pour la colonisation d'immigrants français.

En 1872, le Français Jean-Elie Gauguet réussit à faire approuver par le gouvernement colombien un projet de colonisation dans le but d'établir une colonie composée de 100 familles françaises, lesquelles occuperaient 2500 hectares de terre dans la région de la Sierra Nevada de Santa Marta. Malheureusement, ces projets d'immigration sont un échec, en raison de la longueur du voyage, de la fièvre jaune, et de l'état permanent de guerre en Colombie. De plus, seulement quelques capitalistes

¹ F. Martinez, *Apogeo y Decadencia*, op. cit. , p. 5.

français ont des intérêts dans l'économie colombienne. Il n'y pas de raisons majeures pour encourager un courant d'immigration important vers ce pays, et le nombre de Français résidant en Colombie reste relativement réduit durant la première moitié du XIX^e siècle.

Finalement, les intentions des gouvernements colombiens pour favoriser l'immigration européenne en Colombie sont un échec, entre autres raisons parce que le nombre réduit d'immigrants français qui arrivent en Colombie ne correspond pas aux critères retenus par le gouvernement, et l'immigration européenne y devient simplement un sujet polémique soumis à l'avis de la classe dirigeante de l'époque. Néanmoins, la présence réduite des Français résidant en territoire colombien est très importante dès le XIX^e siècle, et le rôle joué par la communauté française présente en Colombie est un sujet très intéressant, bien que peu abordé jusqu'à présent.

Sans doute, la vision de quelques informations relatives à la présence des Français en Colombie permet d'établir que cette présence concerne une minorité composée essentiellement d'hommes d'affaires, entrepreneurs et commerçants, établis à Bogotá, ou sur la Côte Atlantique et dans la région d'Antioquia. C'est grâce à l'activité commerciale française en Colombie qu'on voit la présence des résidents Français, désireux de rester afin d'exploiter les richesses naturelles et minérales du pays. Ces exploitations soudain placées sous les feux de l'actualité, drainent capitaux et main d'œuvre qualifiée.

Les contrats d'exploitation de l'or notamment, signés avec des entrepreneurs, procurent au gouvernement colombien d'énormes rentrées d'argent. Dès la fin du XVIII^e siècle, le Français Louis Girardot, père du libérateur Atanasio, amasse une grande fortune grâce au travail des esclaves dans la mine « El Zancudo » dont il fut le premier propriétaire. Au cours du XIX^e siècle, plusieurs sociétés minières s'installent et provoquent l'arrivée de nombreux Français. La plupart des Français arrivent comme ingénieurs dans les mines d'or d'Antioquia. En 1820, la Colombie signe un contrat avec l'Angleterre pour l'exploration minière de la mine de Marmato dans la région d'Antioquia. Les premiers ingénieurs de mines arrivent en Antioquia grâce à ce contrat, dont quelques-uns sont Français comme Pierre Nisser, David Louis Patrie, Charles Sydney, et nous l'avons vu, Jean Baptiste Boussingault.

En 1830, la Chambre Provinciale de Cartagène autorise l'investissement de capitaux français dans la région de la côte Atlantique, et des Français arrivent dans les vallées du Sinu, du San Jorge et l'Uraba, où ils établissent des entreprises minières, cacaoyères et dédiées à l'élevage du bétail et à l'exploitation du bois. Ainsi est créée la Société Française « Rio Sinu » fondée pour l'exploitation du bois et la recherche des tombes indigènes. Quelques années après, la compagnie reçoit de l'Etat colombien une concession de 1000 hectares entre Frontino et Atrato.¹ Pendant les années 1824 à 1831 dans la région d'Antioquia, on trouve plusieurs sociétés minières et commerciales françaises, parmi lesquelles la société « Cortada del Nus », la société « Hacienda de Fundicion de Titiribi-Sitio Viejo » vers 1832, la société « Nord-Est » 1852, la société « Titiribi » en 1856; enfin la société Mines d'or de la Vallée du Nechi en 1860, la société « Poudrerie et Mine de charbon », les deux propriétés du Comte Ghisnes de Bourmont en 1877.

En 1856, vient en Colombie le comte breton Auguste Adolphe Ghisnes de Bourmont, qui investit dans des entreprises avec son frère, le comte Louis Paul Charles qui reste en France. Le comte Auguste arrive en compagnie d'Adolphe et Paul de Bedout, Henri Brèche, A de Coleville et Eugène Lutz. Après la faillite de la société, il est un des principaux sociétaires de la « Hacienda de Fundicion de Titiribi o Sitio Viejo » dont il est président, ainsi que de la Société Minière « Los Chorros ». Auguste Adolphe Ghisnes, dirige aussi d'autres mines à Titiribi, les Charbonnières et la première entreprise de production de poudre, organisée avec Henry Lebrun. Sont aussi directeurs de la « Fundicion de Titiribi » Henry Brèche, Edouard Amours et Eugène Lutz. Ils participent à la création de la « Ferreria de Amaga », propriété de l'Etat colombien pour la production d'acide sulfurique.

Mais les Français n'ont pas seulement créé des entreprises minières; pendant le XIX^e siècle, ils font d'importantes innovations. Les premières grandes innovations sont réalisées par Boussingault à Quiebralomo et à Marmato où est installé un laboratoire de fonte. Il fait construire un réseau de canaux, installe un ensemble de marteaux pilons pour broyer les minéraux et amalgamer l'or avec le mercure. Après 1834, on note d'autres progrès apportés par les Français dans le cadre de la

¹ I. Suárez Pinzón, *La Colombie au XIX^e Siècle. Guide des, op. cit.*, p. 9

technologie, comme la fin du travail manuel substitué par l'utilisation des marteaux pilons californiens et les procédés d'amalgame. En 1860, des Français introduisent dans les mines de filons de « Remedios » l'usage des pompes en fer actionnées à la vapeur. En 1870, la Société Française de Segovia met en marche le premier marteau pilon californien de 750 livres.

Egalement, la Société Française de Segovia avec la Société Française de « Nechi », introduisent l'emploi des pompes hydrauliques. En 1878, les frères Gouzy importent des moteurs hydrauliques pour traiter les sables aurifères d'une mine de « Soson ». Finalement en 1880, ils utilisent la première drague flottante de grande efficacité. En Antioquia, entrepreneurs et ingénieurs français apportent un développement technique et scientifique considérable, en introduisant la minéralogie, la géologie, l'hydraulique mécanique appliquée, la chimie et la métallurgie, ainsi que les méthodes de construction des routes et des machines. En outre, ces Français familiarisent les propriétaires et les administrateurs colombiens à l'ingénierie industrielle de l'époque, à l'utilisation rationnelle de salariés, à la discipline du travail à la chaîne et autres techniques spécialisées.¹

Les Français n'ont pas seulement créé des entreprises minières prospères. Encouragés par ces succès, plusieurs gouvernements colombiens entreprennent une politique de grands travaux, dont la réalisation est prise en main par des maisons européennes, comme les travaux de chemins de fer et la construction des installations portuaires. En 1854, l'ingénieur Alfred Callon trace la route qui relie la ville de Soson et le fleuve Magdalena au port de Honda. Mais un des domaines sur lequel l'influence française a eu le plus d'importance est celui de l'enseignement, car comme nous le disions auparavant, une fois indépendantes de l'Espagne, les élites colombiennes cherchèrent à se rapprocher culturellement de la France afin d'instituer un système éducatif national.

C'est ainsi qu'en 1823, lors du premier Congrès politique des élites à Bogotá, elles ordonnent l'établissement dans cette ville d'un musée et d'une école minière, et pour cela Miguel Antonio Zea engage à Paris la Mission Zea, bien que cette mission

¹ I. Suárez Pinzón, *La Colombie au XIX^e Siècle. Guide des, op. cit.*, p.10.

échoue, et avec elle la tentative de réforme éducative. En 1826, après la première tentative de réforme éducative, le Congrès de Cucuta impose dans les programmes scolaires l'apprentissage des langues française et anglaise. En 1837, le gouverneur d'Antioquia Juan de Dios Aranzazu, intéressé par la création de l'Ecole d'Antioquia, apporte de France des éléments de laboratoire, des livres et une collection de minéraux, et depuis 1859, cette institution établit l'enseignement obligatoire du français dans les professions de droit, médecine et ingénierie civile.

En 1869, les professeurs de l'Ecole Centrale de Paris, Eugène Lutz et Henri Hausler, proposent de réorganiser l'Ecole des Arts et Métiers, origine de l'Université d'Antioquia, pour enseigner : « *les mathématiques et former des artisans instruits, laborieux et honnêtes qui par leur conduite et leurs connaissances servent d'exemple et contribuent à faire avancer l'industrie dans l'Etat* ». ¹D'autre part, le professeur Alfred Callon sur la base de nouvelles théories pédagogiques, organise et dirige l'Ecole Académique de Sonson. Dans celle-ci où l'on apprend la construction de ponts et aqueducs, les étudiants apprennent le français, l'espagnol, l'anglais, le latin, les mathématiques, les sciences sociales et les sciences naturelles appliquées. En 1872, à nouveau le gouvernement de l'Etat d'Antioquia introduit les cours de français obligatoires dans les écoles de formation des professeurs.

Comme l'explique, l'historienne Ivonne Suarez la mode veut aussi que les élites riches des villes les plus importantes du pays comme Medellin, Bogotá, Cartagena et Barranquilla apprennent le français. Egalement, apparaît aussi la mode de voyager en Europe pour étudier les disciplines techniques comme la chimie, la minéralogie et la géologie à l'Ecole des Arts et Métiers de Paris. D'autres partent pour réaliser leurs études de médecine. Parmi ce groupe d'étudiants partis en France nous trouvons Manuel Uribe Angel et les frères Vicente et Pastor Restrepo. Ces études faites à l'étranger trouvent des applications en Colombie, ainsi par exemple, en 1858 les frères Restrepo créent un des premiers laboratoire chimique, minéralogique et métallurgique en Colombie. Il est fréquent que les études effectuées à Paris se complètent avec la publication en France des premiers ouvrages écrits en Colombie, parmi lesquels on peut citer: *Las Minas de Oro y Plata en Colombia*, écrit par Vicente

¹ I. Suárez Pinzón, *La Colombie au XIX^e Siècle. Guide des, op. cit.*, p. 11.

Restrepo et publié en 1883, ou la *Geografía General del Estado de Antioquia en Colombia*, écrit par Manuel Uribe Angel et édité en 1885.

Suivant Ivonne Suarez d'autres ouvrages importants sont édités et publiés en France tel: *La Nouvelle Grenade et Histoire de la Révolution de la République de Colombie*, écrit par José Manuel Restrepo, publié en 1827 et réédité à Besançon en 1858, et *La Carte d' Antioquia* réalisée en 1857 par Carlos S de Greiff. Ces nombreuses et diverses présences et influences produisent d'abondants changements dans la vie quotidienne des classes riches qui optent pour le luxe et la mode française. Peu à peu les coutumes et les habitudes changent grâce à la présence des Français et à la facilité pour l'élite à voyager en Europe. L'élégance dans les villes consiste à suivre la mode française, spécialement pour les femmes. Dans les commandes de marchandises des élites colombiennes figurent : mouchoirs de soie pour la cravate, petits flacons d'essence de rose, gants de soie, plumeaux, lentilles pour lire et parapluies de soie.

Les habitudes de consommation évoluent dans les centres urbains, tout au moins parmi les élites avides de luxe et d'élégance qui ont la possibilité d'élargir leurs horizons et de diversifier leurs achats. Outre la mode d'aller étudier en Europe, d'autres « gallomanies » apparaissent dans la vie quotidienne. On introduit les manuels de bonnes manières comme le *Codigo del Buen tono*, qui est une traduction libre du *Savoir-vivre*. Des modifications se produisent aussi dans le domaine de la construction et l'on se met à copier le style français, les nouvelles modes de décoration et d'ameublement. Nombre de maisons construites en Colombie sont meublées et décorées d'une façon européenne : nombreux miroirs, lustres, des tables, des fauteuils et un piano à queue, et bibliothèque composée de livres en espagnol, français, anglais.

Dans les années soixante, il est bien difficile de donner un chiffre exact des résidents Français en Colombie, car tous les Français ne sont pas enregistrés au consulat de France à Bogotá, mais on peut tout au moins dire qu'ils étaient les premiers à arriver en Colombie, qu'ils étaient numériquement parmi les plus importants commerçants du pays, à côté des Italiens, Allemands, Libyens, Syriens, et que si dans les premières décennies la présence française est essentiellement

constituée de négociants, sa composition va en s'étoffant au fur et à mesure que l'immigration et les intérêts français se développent sur place.

On trouve de plus dans les capitales des principales villes du pays : Bogotá, Medellín, Cartagena, Barranquilla, Rio Hacha, Santa Marta, des tailleurs français qui réussissent, malgré la concurrence des vêtements confectionnés venant d'Europe, des coiffeurs pour dames, pâtisseries boulangers, des chapeliers, des ébénistes qui fabriquent avec les beaux bois du pays des meubles très appréciés, des brasseurs, des coiffeurs, et des cordonniers. Dans la Colombie des années soixante, on dirait que la colonie des Français: « *montre que les bazars français mentionnés ci-dessus, représentent les principaux métiers : elle est active et intelligente et sans s'élever beaucoup au dessus du commerce de détail, elle fait en général assez bien ses affaires et occupe une position prépondérante parmi les nations étrangères représentées ici* ». ¹ En ce qui concerne le nombre de Français enregistrés au consulat de France à Bogotá, nous constatons ce qui suit.

Dans les années 1869, on estimait à 69² le nombre des familles françaises établies dans la seule capitale, la plupart sont des négociants ou commerçants. Ces hommes dotés de responsabilités et de pouvoirs importants, constituent avec les milieux d'affaires et les représentants des grandes maisons commerciales européennes un groupe très influent auprès des élites dirigeantes colombiennes. A Bogotá, ce groupe de commerçants sert souvent d'intermédiaire entre riches négociants colombiens et les armateurs Français, et il parvient à occuper une place non négligeable dans le commerce de détail, plus particulièrement dans le commerce de produits de luxe et denrées d'importation.

Car en 1869 à Bogotá, l'activité économique la plus importante est le commerce de marchandises qui est sous le contrôle des commerçants français. D'après le diplomate français à Bogotá : « *Le vrai commerce de ce pays qui présente des bénéfices presque certains est le commerce de détail, c'est lui auquel se livre la plupart de nos Français,*

¹ C A D Nantes - Bogotá Ambassade -Série A- Cote 17-Page 195, chancelier gérant du consulat général à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 14 octobre 1869.

² *Ibid.*, 14 octobre 1869.

*et le plus grand nombre de commerçants étrangers établi à Bogotá ».*¹ Au niveau du commerce, ces négociants français s'occupent rarement d'une branche spéciale qu'on regarde ici comme insuffisante pour soutenir une maison de commerce. Ils font venir de France toute espèce d'articles et l'on trouve réunis dans le même local les objets les plus divers tels que bijouterie, vêtements, chaussures, épices, lingerie, comestibles, tissus, vins et liqueurs. Leurs magasins sont de véritables bazars où l'acheteur peut trouver tout ce dont on peut avoir besoin. Selon le rapport d'un diplomate à Bogotá, il y a près de dix établissements français de ce genre dans les principales rues de cette ville.

En 1869, nous savons qu'à côté de ces Français de Bogotá, il existe d'autres Français disséminés dans les diverses Etats des Etats-Unis de Colombie, surtout des ingénieurs français dans les mines d'émeraudes de Muzo en Boyaca, et les mines d'or près de Medellín en Antioquia. Enfin quelques Français dans le Cauca, surtout à Barbacoas, font l'exportation du quinquina et d'autres se livrent au commerce des bêtes à cornes ou à la culture de l'indigo qui, depuis quelque temps, prend un grand essor et ne tarde pas à devenir un article d'exportation pour la France. Un rapport de l'année 1872, ²établit l'état numérique des Français enregistrés dans le consulat général de France à Bogotá, de la manière suivante :

¹ C A D Nantes - Bogotá Ambassade -Série A- Cote 17-Page 195, chancelier gérant du consulat général à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 14 octobre 1869.

² C A D Nantes- Bogotá Ambassade -Série A- Cote 17-p. 446, chancelier gérant du consulat général à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 5 décembre 1872.

Chapitre 13
Etat numérique des Français (1870)

Tableau n°1

Total des Français domiciliés à Bogotá en 1872

ADULTES								ENFANTS	
Hommes				Femmes				Sexes	
célibataires	mariés	Enfants	total	Filles	mariées	enfants	total	masculin	féminin
80	48	14	142	14	24	10	48	20	23
Total de personnes								43 Enfants	
Total Français domiciliés à Bogotá								233	

Source : d'après le rapport du chancelier français à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris C A D Nantes- Bogotá Ambassade -Série A- Cote 17-p. 446, à Bogotá, le 5 décembre 1872.

Tableau n°2

Total des Français domiciliés en Antioquia en 1872

ADULTES								ENFANTS	
Hommes				Femmes				Sexes	
célibataires	mariés	Veufs	total	filles	mariées	veuves	total	masculin	féminin
43	30	1	74	8	15	6	29	11	14
Total de personnes								25 Enfants	
Total Français domiciliés à Antioquia								128	

Source : *Ibid.*, 5 décembre 1872.

Tableau n°3

Total des Français domiciliés à Santa Marta en 1872

ADULTES						ENFANTS					
Hommes				Femmes		Sexes					
célibataires	mariés	Veufs	total	Filles	mariées	veuves	total	masculin	féminin		
6	5	0	11	1	0	0	1	0	0		
Total de personnes						12 Adultes				0 Enfants	
Total Français domiciliés à Santa Marta						12					

Source : d'après le rapport du chancelier français à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris C A D Nantes - Bogotá Ambassade -Série A- Cote 17 , p. 446 à Bogotá, le 5 décembre 1872..

Tableau n°4

Total Français domiciliés à Barranquilla

ADULTES								ENFANTS			
Hommes				Femmes				Sexes			
célibataires	mariés	Veufs	total	Filles	mariées	veuves	total	masculin	feminin		
1	3	0	4	0	2	0	2	3	1		
Total de personnes								6 Adultes		4 Enfants	
Total Français domiciliés à Barranquilla								10			

Source : d'après le rapport du chancelier français à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris C A D Nantes - Bogotá Ambassade -Série A- Cote 17 , p. 446 à Bogotá, le 5 décembre 1872..

Tableau n°5

Total Français domiciliés à Rio Hacha

ADULTES								ENFANTS	
Hommes				Femmes				Sexes	
célibataires	mariés	Veufs	total	filles	mariées	veuves	total	masculin	feminin
17	5	0	22	2	2	2	6	0	1
Total de personnes								28 Adultes	
								1 Enfants	
Total Français domiciliés à Rio hacha								29	

Source : d'après le rapport du chancelier français à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris C A D Nantes - Bogotá Ambassade -Série A- Cote 17 , p. 446 à Bogotá, le 5 décembre 1872.

Tableau n°6

Total Français domiciliés à Cartagena

Adultes								Enfants	
Hommes				Femmes				Sexes	
célibataires	mariés	Veufs	total	filles	mariées	veuves	total	masculin	feminin
3	3	1	7	3	3	1	7	6	6
Nombre total des Adultes								Total des Enfants	
Total de personnes								14 Adultes	
								12 Enfants	
Total Français domiciliés à Cartagena								26	

Ibid. , 5 décembre 1872

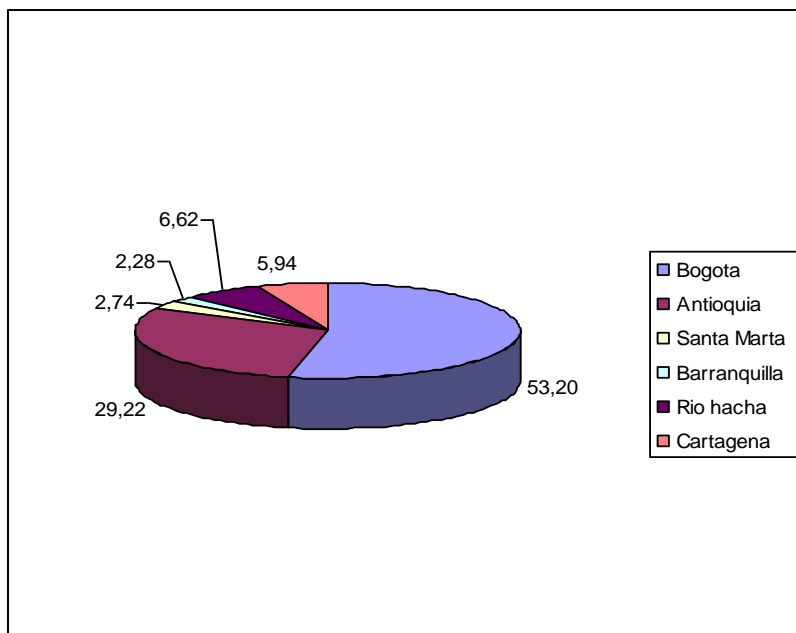
Tableau n°7

Etat numérique des Français domiciliés dans les Etats-Unis de Colombie en 1872

Villes	Hommes	%	Femmes	%	Enfants	%	Total	%
Bogotá	142	60,94	48	20,60	43	18,45	233	53,20
Antioquia	74	57,81	29	22,66	25	19,53	128	29,22
Santa Marta	11	91,67	1	8,33	0	0,00	12	2,74
Barranquilla	4	40,00	2	20,00	4	40,00	10	2,28
Rio hacha	22	75,86	6	20,69	1	3,45	29	6,62
Cartagena	7	26,92	7	26,92	12	46,15	26	5,94
Total General							438	100

Source : d'après le rapport du chancelier français à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris C A D Nantes - Bogotá Ambassade -Série A- Cote 17, p. 446 à Bogotá, le 5 décembre 1872.

Graphique n°1

Etat numérique des Français domiciliés dans les Etats-Unis de Colombie en 1872

Le rôle culturel des résidents français :

Dans la Colombie de la fin des années soixante, parallèlement aux petits commerçants, artisans, mineurs, l'on trouve une classe de résidents français bénéficiant d'une position sociale nettement plus confortable. Ce sont des grands négociants, ingénieurs, enseignants, propriétaires d'haciendas ou de mines; mais ce sont principalement des notables, qui sont mis à contribution pour créer des entreprises, des banques, et pour donner leur soutien aux voyageurs, soit en les hébergeant, en leur prêtant de la main d'œuvre pour leurs fouilles, en les introduisant dans les cercles d'érudits, ou en les recommandant auprès des autorités ou des autres propriétaires d'haciendas.

Ces résidents français jouent un rôle important dans la diffusion de la culture et la civilisation française, pour des raisons similaires à celles évoquées précédemment pour les diplomates. La longueur du séjour sur place, une grande facilité de mouvement en particulier pour les négociants ou les ingénieurs, dont les activités professionnelles nécessitent de fréquents voyages à l'intérieur du pays, le poids social et les réseaux de relations de certains de ces résidents, les mettent plus facilement à même d'obtenir une place intéressante dans la vie culturelle du pays.

Dans le cadre de l'activité culturelle, le théâtre, la musique française et les musiciens français trouvent une place privilégiée. Vers 1831 à Bogotá on donne la première représentation de *Zaire*, de Voltaire. Le nombre des représentations augmente et le répertoire inclut force comédies, drames et tragédies françaises. En 1871, le président de l'Etat d'Antioquia, José Antonio Gomez, engage Joachim Lemot pour l'organisation d'une fanfare. Lemot réunit trente musiciens et importe de France des instruments et des partitions musicales.

A côté de la musique et du théâtre, on trouve la lecture assidue des écrivains français, car la production originale et de qualité est peu abondante dans le monde culturel colombien; mais dans le domaine de la peinture on trouve le Français Louis François de Rieux, le premier peintre de portraits, et à son côté le peintre colombien Francisco Antonio Cano qui a étudié à Paris et apporte une contribution importante au

développement des Beaux-Arts.

L'influence française, indéniable lors du processus d'indépendance, continue de jouer; elle s'exprime dans les faits juridiques et politiques, comme la rédaction de la première Constitution à Rio Negro en 1812, la rédaction du Code pénal en 1837, qui prennent pour base l'exemple juridique français. D'autre part, les Académies scientifiques françaises, l'Etat colombien et les élites de ce pays partagent l'intérêt pour la présence des Français qui étudient les possibilités d'investissements dans les mines et d'autres entreprises, ou qui aident au développement des connaissances scientifiques du pays. Cette présence commerciale et culturelle des résidents, naturalistes, voyageurs, et diplomates français, non seulement en Colombie mais dans toute l'Amérique latine, où l'influence française est très grande.

Chapitre 14

La langue française et l'influence française (1810-1870)

La langue française :

Depuis la fin du siècle XVIIe siècle, le français a supplanté le latin qui ne cesse de décroître sur le plan religieux, diplomatique et scientifique, en faveur du français devenu la langue diplomatique dès le début du XVIII^e siècle.¹ Dès lors, l'atmosphère diplomatique et intellectuelle, ensuite l'expansion des Lumières, favorisent la francisation des cours européennes parmi lesquelles la cour espagnole, admiratrice de la culture et de la civilisation française tandis que son empire commence à se fissurer.

La Cour espagnole subit l'influence de la langue française, notamment lors de l'ascension d'un prince Bourbon sur le trône. A partir de ce moment, les colonies américaines de l'Espagne participent également, dès la fin du XVIII^e siècle à cette fascination que la langue, la culture et la civilisation françaises exercent sur l'Europe. Par ailleurs, l'extraordinaire diffusion de la langue et de la littérature françaises dans une grande partie de l'Europe, grâce à l'œuvre des Encyclopédistes dont les œuvres littéraires et philosophiques sont lues et étudiées par les esprits éclairés de l'époque dans la langue originale, contribue largement à répandre le français dans les contrées éloignées de l'Amérique hispanique. De plus, la Révolution Française contribue à élargir cette influence sur les jeunes hispano-américains. Les œuvres de Voltaire, Montesquieu, Rousseau sont lues dans le texte original.

Les mesures prises par le Saint-Office pour éviter la diffusion de ces livres aussi bien en Espagne qu'en Amérique hispanique se sont avérées inefficaces. Les milieux intellectuels en Amérique hispanique se procurent donc les ouvrages condamnés, rompant ainsi le cercle de protection contre ce que l'on nommait la contagion idéologique et les œuvres infectées de l'esprit des philosophes modernes. Malgré les édits promulgués par le Saint Office et envoyés aux colonies espagnoles, condamnant les œuvres de ces auteurs, elles arrivent et circulent dans le Royaume de Nouvelle

¹ Diana Rodríguez, *Histoire de l'enseignement du français langue étranger (Fl) en Colombie dans l'enseignement secondaire De l'indépendance à nous jour*, Paris, Université de la Sorbonne Nouvelle Paris III, 1993-1994, p. 9-10.

Grenade. A Santa Fé de Bogotá, cette diffusion se fait principalement parmi les étudiants du Collège San Bartolomé et du Collège Nuestra Señora del Rosario où se forment les créoles.¹

Ces jeunes lisent néanmoins en français, et cette langue constitue pour les créoles le complément indispensable à leur formation au XVIII^e siècle. Le français est preuve d'une bonne éducation, et pour certains de ces jeunes créoles cette formation se fait en Europe. Pour ceux qui sont obligés de rester, l'apprentissage du français se fait souvent en autodidacte. Le français devient une nécessité non seulement pour lire les œuvres des écrivains français mais aussi les ouvrages scientifiques.

De plus ces jeunes gens soucieux de se tenir au courant de l'activité littéraire et intellectuelle, lisent et propagent le français dans les cercles littéraires animés par Antonio Nariño, où sont étudiées les œuvres de Voltaire et de Rousseau. C'est donc en grande partie grâce aux Lumières et à l'interdiction de l'Inquisition que, dès la fin du XVIII^e, la langue française fait son entrée en Amérique Hispanique où les jeunes américains connaissent les Encyclopédistes, notamment par l'intermédiaire des voyageurs, autochtones et étrangers. Par ailleurs, les Français résidant dans le Royaume de Nouvelle Grenade, bien que peu nombreux, contribuent à la diffusion du français. L'élite créole, non seulement lit le français mais le parle aussi. Plusieurs témoignages d'hommes politiques venus en Europe, souvent pour trouver une terre d'asile, nous permettent de constater que l'usage du français y est très répandu.²

Aussi les idées issues de la Révolution Française ont une influence certaine sur les meneurs de la guerre de l'indépendance dans le Royaume de Nouvelle Grenade. La formation en partie française de certains de ceux-ci venus en Europe, ainsi que l'apprentissage autodidacte du français pour ceux qui restaient, témoignent de la francisation d'une partie de l'élite créole, devenue la classe gouvernante du pays après l'indépendance, et par conséquent chargée de la politique linguistique à suivre à l'école.

¹ D Rodríguez, *Histoire de l'enseignement du Fle en, op. cit.*, p.16.

² *Ibid.*

En ce qui concerne la définition de la politique linguistique de la république de la Nouvelle Grenade, nous constatons que l'influence des idées françaises sur l'indépendance a une grande importance dans le choix des langues à enseigner à l'école. La connaissance de la langue française devient vitale pour la nouvelle classe gouvernante qui doit se préparer, après trois siècles de colonialisme espagnol, à suivre la France rentrée depuis peu dans l'ère industrielle. L'élite créole éclairée la suit déjà dans la modernité des idées politiques. Les jeunes générations de politiciens colombiens s'inspirent de la France. A Bogotá, les élites dévorent *L'Histoire des Girondins* de Lamartine.

Après la période de l'Indépendance, la régularisation des relations diplomatiques et commerciales entre la France et la République Indépendante de la Nouvelle Grenade contribue à la diffusion de la langue française. Cette langue bénéficie du statut de première langue étrangère et s'étend par toute la Nouvelle Grenade, l'enseignement du français devient obligatoire et officiel dans tous les établissements éducatifs. En Nouvelle Grenade le français apparaît officiellement dans tous les livres de l'enseignement secondaire, et les gouvernements donnent diverses instructions afin d'établir les méthodes employées dans l'enseignement du français.

L'enseignement du français, est adopté dans le plan provisoire d'études de Simón Bolívar depuis 1821, et l'on introduit des livres considérés subversifs par l'inquisition. Ces mauvais livres sont pour la plupart des œuvres écrites en français par des auteurs considérés auparavant comme hérétiques. La nouvelle politique adoptée par les créoles pour l'enseignement du français est en rupture profonde avec la politique coloniale espagnole qui tentait de maintenir les colonies en dehors des idées de Lumières. En conséquence, le latin qui était la langue exclusive des collèges, perd de son importance au profit de la langue française. La place que lui accordait ce premier plan d'études sous influence française, est renforcée par la suite dans le plan d'études de 1826, sous le mandat de Santander. C'est ainsi que ce gouvernement impose aux élèves hispanophones la grammaire de Pierre Nicolas Chantreau, dans les classes de français.

Dans les plans d'études des années suivantes, la prédominance du français comme principale langue étrangère persiste. Un signe qui montre l'intérêt pour la diffusion et

le développement du français en Nouvelle Grenade, est l'enseignement de la prononciation et de la traduction du français, qui devient obligatoire dans tous les établissements éducatifs par ordre du gouvernement colombien en 1842. Egalement, en 1850 le gouvernement impose la validation de la prononciation du français dans les épreuves d'examen des études professionnelles. ¹Peu à peu, l'enseignement de la langue française, les manuels à utiliser pour l'enseignement, sont fixés dans les divers plans d'études. Ces plans accordent encore au latin une place importante dans l'enseignement des langues étrangères, mais il est supprimé dans l'enseignement des sciences.

Pour la langue française on se servira de la grammaire de Chantreau ou de celle de Capmag et du dictionnaire de Nuñez Taborda. Les maîtres consultent l'art de parler correctement la langue française ou grammaire philosophique et littéraire de cette langue par Levizac. Le recrutement des maîtres est aussi fixé par la loi, même si les gouvernements doivent faire face au manque d'enseignants non seulement pour les langues, mais aussi pour les autres matières. Parfois, le gouvernement décide que les maîtres de langues peuvent enseigner d'autres matières, comme la géographie, les mathématiques.

La langue française a une place importante dans l'éducation des élites grenadines qui accèdent ainsi à la civilisation française, élément essentiel de la formation intellectuelle. Selon Albert Salon, la civilisation en tant que concept exprime l'ensemble des formes de vie auxquelles la culture donne son existence, et s'impose par la langue.² Le concept de civilisation en tant que produit de la culture permet à la France de renforcer et d'élargir son rayonnement culturel, car la culture en France est conçue en tant que force créatrice, qui personnifie et reflète une manière de concevoir le monde et l'homme, et c'est cette façon de concevoir le monde et l'homme³ que la France veut imposer en Europe et au dehors, au milieu du XIX^e siècle.

En résumé, la France par sa langue impose une civilisation qui revendique sa

¹ S. Chareille, *Doscientos Años de Enseñanza del Frances*, op. cit., p. sp.

² A. Salon, *L'Action Culturelle*, op. cit., p. 1-13.

³ A. Salon *L'Action Culturelle*, op. cit., p. 1-13.

richesse, sa diversité et son universalisme, car elle ne se considère pas un guide parmi d'autres pays, ni un bon modèle à côté des autres modèles, mais elle reste convaincue d'être le meilleur guide et le plus haut modèle pour l'humanité.¹ Dès l'ouverture des rapports commerciaux entre la France et la Nouvelle Grenade ne cessent d'arriver des idées françaises et des hommes parlant français. Après l'Indépendance, grâce à ses relations avec la Nouvelle Grenade, la France impose sa culture, sans que pour autant on puisse dire que cette façon de s'imposer soit opportuniste ou intéressée.

Sans doute, ce qui explique l'influence culturelle française en Nouvelle Grenade est d'abord la persuasion qu'ont les Français que la France possède une culture universelle, et en outre la conviction qu'ils ont de que la France a une mission civilisatrice, non seulement en Europe mais ailleurs. La France est persuadée que l'Amérique Ibérique partage la « Culture Latine », la composante essentielle de sa civilisation, car elles partagent les mêmes racines historiques et culturelles.

En bref, la France en proposant sa langue transmet le concept de « Latinité »,² ou le partage culturel des racines historiques entre la France et l'Amérique Latine; et ce concept de Latinité apparaît comme la composante fondamentale de l'influence culturelle française en Amérique Latine et en Nouvelle Grenade en particulier, car la Latinité est imposée aux élites grenadines par l'intermédiaire de la langue française que celles-ci doivent apprendre afin d'accéder à la civilisation française.

¹ A. Salon, *Ibid.*, p. 535.

² Ce concept de latinité d'après Guy Martinière «*Aux origines de la coopération Universitaire entre la France et l'Amérique Latine : Georges Dumas et le Brésil (1900-1920)*», Paris, en :*Relations Internationales. Revue Trimestrielle*. n° 25. Printemps. 1981. p. 44-66.

Deuxième Partie

**XIX^e SIECLE : LE DEVELOPPEMENT DE L'INFLUENCE CULTURELLE
FRANÇAISE (1870-1886)**

Chapitre 1

La Colombie en 1870

D'après le mémoire de Güep, chancelier français à Bogotá en 1870, les Etats Unis de Colombie occupent un espace d'environ 1 330 000 kilomètres carrés. Ce territoire présente : « Une telle étendue que quelques-unes de ses parties étaient à peine connues et ses frontières n'étaient pas partout fixées d'une manière bien certaine. Les tremblements de terre étaient courants et le climat influençait les conditions de salubrité. C'est pourquoi les terres chaudes étaient en général malsaines; la fièvre jaune et les fièvres paludéennes y régnaient plus ou moins dans le delta de la Magdalena, au long du cours du fleuve et dans l'isthme de Panama; enfin, les goïtres et plusieurs maladies cutanées telles que la lèpre et l'éléphantiasis étaient également assez répandus dans les régions montagneuses »¹

Un recensement de 1864 évalue à 2 662 800 le nombre des habitants des Etats Unis de Colombie; mais les Indiens, estimés à 100 ou 115 mille habitants, ne furent pas pris en compte dans ce recensement.² La société rurale de l'époque est divisée, hiérarchisée et profondément métissée. On y trouve : les créoles, les élites destinées à former le groupe social dominant, parmi eux un petit groupe d'étrangers originaires d'Allemagne, de France, et d'Italie; ensuite les métis, le groupe le plus nombreux qui augmenta dans des proportions bien plus rapides que les élites. Ces métis sont le résultat du métissage entre Européens et Indiens. Les autres groupes sont constitués par les Noirs, les Indiens et tous les mélanges possibles entre Européens, Noirs et Indiens, souvent nommés mulatos, zambos etc.

La plupart de ces groupes, dédiés aux activités agricoles, habitent dans les différents états de la République Fédérative des Etats Unis de Colombie. Ces états furent créés grâce à la Constitution de Rio Negro du 8 mai 1863 qui divisa le territoire des Etats Unis de Colombie en neuf Etats souverains : Etat d'Antioquia, Etat de Bolívar, Etat de Boyaca, Etat de Cauca, Etat de Cundinamarca, Etat de Magdalena,

¹ Nous reprenons certains des termes de *La Mémoire sur les Etats Unis de Colombie*, du chancelier français Güepp Centre des Archives Diplomatiques de Nantes-Bogotá Ambassade-Série A- Cote 17, chancelier charge d'affaires à Bogotá à son excellence le ministre des Affaires étrangères à Paris, Bogotá le 3 août 1870.

² *Ibid.*, 3 août 1870.

Etat de Panama, Etat de Santander et l'Etat de Tolima.

Ces neuf Etats comprennent 60 villes, 82 bourgs et 705 villages ou hameaux. La ville principale, Bogotá, est la capitale de la Confédération des Etats Unis de la Colombie et le chef lieu de l'Etat de Cundinamarca. Elle fut fondée en 1537 par le conquérant espagnol Gonzalo Jiménez de Quesada qui la nomma Santa Fé de Bogotá. En 1870, Bogotá est un archevêché; on y compte des églises, un grand nombre de couvents, un hôtel, la poste, de nombreux collèges, l'hôpital, l'université, un musée et la bibliothèque. Bogotá est une ville commerciale et agricole, située dans une région d'une fertilité prodigieuse, où l'on cultive les céréales, les légumes, les fruits, le maïs, et où on élève le bétail.

A cette époque, dans les Etats Unis de Colombie on trouve d'autres villes importantes, parmi lesquelles Popayan, chef-lieu de l'Etat du Cauca, Medellín chef-lieu de l'Etat d'Antioquia, Socorro chef-lieu de l'Etat de Santander, Cartagena chef-lieu de l'Etat de Bolívar, Santa Marta chef-lieu de l'Etat de Magdalena, Panama chef-lieu de l'Etat de Panama et Ibagué chef-lieu de l'Etat de Tolima. On y rencontre des districts aurifères dont Rio Negro, des districts de production de tabac parmi lesquels Bucaramanga, Pamplona, Ambalema. Plusieurs agglomérations constituent une suite de ports maritimes ou fluviaux, et sont desservies par des voies ferrées : Barranquilla, Marinilla, Cali, Buenaventura, Rio Hacha, Honda, Neiva, et Colon.

Entre ces villes, il n'existe pas assez de routes carrossables, et le chemin de fer jusqu'à Panama est en construction. Elles communiquent par des chemins plus ou moins difficiles et souvent dangereux, où le transport des voyageurs et des marchandises coûte vraiment cher et ne peut se faire qu'avec des mules ou à dos d'homme. La Magdalena, alors la seule voie qui offre quelques facilités au commerce, ne communique que difficilement avec l'océan Atlantique où se trouvent les ports de Cartagena, de Barranquilla, de Honda, et avec le port de Buenaventura sur l'océan Pacifique. Plusieurs compagnies de bateaux à vapeur exploitent le cours du fleuve sur une étendue de près de deux cents lieues.

Sur la Magdalena transitent les bateaux qui se rend en Europe, chargés de tabac, de café, de cacao, de coton, de canne a sucre, de quinquina et surtout d'or, d'argent, de

platine, de fer, de cuivre, de plomb et de pierres précieuses telles qu'émeraudes, améthystes, grenats, lapis-lazuli, jaspe, porphyres, cornaline, sel gemme, asphalte, soufre, talc, mica, alun, magnésie et houille, très abondants sur divers points. Egalement, sur la Magdalena transitent l'écaille de tortue, qui se trouve sur les côtes de l'Océan Atlantique et sur celles du Pacifique, les plantes médicinales comme, la salsepareille, le copahu, le sassafras, l'ipécacuana, la coloquinte, l'aloès, le ricin, les bois de teinture et d'essences précieuses dans les immenses forêts qui couvrent une grande partie du territoire.

Chapitre 2

La création du réseau diplomatique français et la consolidation des rapports avec la Colombie en 1870

Les origines et l'affermissement du réseau diplomatique français :

Des premières années de la création de la République de Colombie jusqu'aux derniers jours du XIX^e siècle, il n'y a que de rares intervalles de paix en Colombie. Ce siècle correspond à une époque de révolution et de convulsion politique. Pourtant, les relations diplomatiques entre la France et la Colombie semblent importantes pour la Colombie comme pour la France, bien que cette dernière se montre parfois plus attirée vers le continent africain, plus proche et donc plus facile à coloniser et à exploiter.

Certes, la Colombie comme les autres pays de l'Amérique latine est pour la France un débouché pour écouler certaines marchandises de luxe très prisées par les élites. En effet, dès la fin du XVIII^e siècle, les élites colombiennes prennent pour modèle de vie la culture française, voire la langue française; de là le goût pour les produits de luxe et de haute qualité française. C'est pourquoi la France pendant des décennies se maintient au second rang dans les rapports commerciaux avec la Colombie, et cela explique non seulement l'importance mais aussi la permanence et la continuité des relations entre les deux pays. Malgré l'état de guerre continu dont souffre la Colombie, la concurrence commerciale anglaise ne parvient pas à ébranler les relations entre la France et la Colombie.

A partir de son Indépendance, la Colombie adopte « *une politique économique d'ouverture, afin de créer son propre commerce, et d'attirer les grandes puissances vers ses matières premières* ». ¹Cette politique de libre échange favorise le commerce des nations étrangères comme la France qui obtient des avantages commerciaux dans ses rapports avec la Colombie. De ce fait, les rapports entre les deux pays atteignent leur plein essor. En effet, lorsque le Régime de la Terreur et la Grande Colombie disparaissent, le rapprochement économique et culturel entre la France et la Colombie favorise l'établissement d'un réseau diplomatique dans les deux pays. Ce réseau

¹ C. Bellec, *Les Premières Relations Diplomatiques*, op. cit., p. 135.

diplomatique, composé de représentants officiels du gouvernement français, permet à ce pays d'assurer le succès des rapports commerciaux avec la Colombie et de représenter officiellement les intérêts des résidents Français en Colombie.

La construction du réseau diplomatique commence pendant l'époque de la Restauration, lorsque le roi Louis XVIII envoie en Nouvelle Grenade le baron de Chassériau afin d'encourager les rapports économiques entre les deux pays, en 1824. Bien que le Gouvernement Grenadin accuse Chassériau de vouloir la reconquête, car il est accusé de partager des informations sur la situation politique du pays avec l'Espagne, Chassériau reste en Colombie pour fortifier les liens diplomatiques entre le deux pays et finalement établir le réseau diplomatique. Ce réseau commence à partir de l'ouverture d'une agence consulaire à Bogotá.

Après 1825, Chassériau, qui a conscience de l'essor des rapports commerciaux entre les deux pays, mais qui a peur de l'interférence anglaise, car les Anglais en Colombie représentent une forte concurrence commerciale, parvient à obtenir de son gouvernement l'autorisation d'ouvrir les premières agences de commerce françaises dans les villes de Cartagena, Santa Marta et Rio Hacha qui sont rattachées à l'agence consulaire de Bogotá. Dans ces villes de la côte atlantique colombienne se trouvent les principaux ports commerciaux du pays, d'où partent vers la France les navires chargés d'or et d'argent, et où arrivent les marchandises françaises. En bref, le commerce avec la France passe essentiellement par ces ports, et c'est pourquoi la France veut établir un réseau diplomatique sur la côte Atlantique.

En 1825, Jean Pavageau est nommé à Cartagena, et une année plus tard il est remplacé par Danglade pour être nommé agent de commerce à la ville de Santa Marta. Dans cette ville, Pavageau acquiert la réputation d'important homme d'affaires, car il se consacre aux affaires commerciales, activité qu'il partage avec ses occupations diplomatiques. Durant cette époque, Chassériau, et ensuite Auguste Le Moyne, et Buchet de Martigny, Consuls Généraux à Bogotá, contribuent grandement à la création du réseau diplomatique français. Ensemble, ils adaptent le réseau diplomatique français à la réalité colombienne, car ils connaissent vraiment les conditions politiques et économiques de ce pays.

L'œuvre de Chassériau, et de Buchet de Martigny est aussi remarquable. Consuls Généraux à Bogotá, ces hommes aux cotés de Pavageau et Le Moyne veillent au bon fonctionnement et à la permanence des agences commerciales françaises sur la côte atlantique colombienne. Après de longues années en Colombie, ils ont conscience de la nécessité de transformer ces agences commerciales en agences consulaires afin de défendre les intérêts des ressortissants français résidant en Colombie.

En effet, la situation des Français résidant à Cartagena devient critique. Le commerce est menacé par les troubles politiques. La guerre civile bat son plein, la Grande Colombie arrive à son terme. Le Consul général à Bogotá, Buchet de Martigny, écrit en avril 1831 : « *L'état anarchique de ce pays, les injustices criantes dont ont eu à souffrir à la côte quelques uns de nos nationaux, l'impuissance du gouvernement colombien à faire exécuter les ordres, me font considérer comme indispensable le prompt envoi d'un agent accrédité à Cartagena et même la nomination de consuls dans les trois principaux ports de la Colombie* »¹

Le Moyne réclame au gouvernement colombien, comme auparavant l'avait fait Buchet de Martigny: le remboursement de l'impôt de guerre payé par les Français en 1829. A plusieurs reprises les Français sont victimes d'expropriations durant les affrontements militaires entre les Libéraux Radicaux et des Conservateurs. Le gouvernement français demande le remboursement des sommes que la Grande Colombie avait exigées des Français comme contributions de guerre, lorsque les Français étaient assimilés aux nationaux Colombiens. Egalement ce gouvernement réclame réparation financière pour les navires sabordés par des corsaires colombiens en 1825. La Colombie se refuse à payer une indemnisation, sous prétexte que cette affaire a eu lieu lorsque la Grande Colombie existait encore.²

Buchet de Martigny reconnaît que les agents de commerce des villes de Cartagena, de Santa Marta et de Rio Hacha, sont perçus par les autorités colombiennes comme de simples négociants placés eux-mêmes sous la coupe des autorités françaises, et c'est pour cela que ces agents n'arrivent pas à protéger les résidents français contre les

¹ Selon le Consul général à Bogotá Bouchet de Martigny, cité par C. Bellec, *Les Premières Relations Diplomatiques, op. cit.*, p. 97.

² *Ibid.*

chefs militaires colombiens : « *tout puissants, arbitraires, et qui ne reconnaissent plus guère d'autre loi que celle de la force* ». ¹ Nonobstant, les relations entre la France et les Etats-Unis de Colombie ne se sont jamais interrompues à ce moment là.

Malgré tout, en 1840 nous pouvons dire que les relations commerciales entre la Colombie et la France vont bon train, puisque la France se maintient au second rang des rapports commerciaux avec ce pays, et le gouvernement colombien accepte la monnaie française : un franc équivalant à deux réaux. De plus, la Colombie adopte le système décimal français, donc le peso devient monnaie nationale et le mètre mesure de longueur. D'autre part, la France transforme les agences commerciales de la côte atlantique en agences consulaires, et elle crée un autre vice-consulat à Barranquilla.

Il semble que la France soit satisfaite de ses rapports commerciaux avec la Colombie. A Cartagena, l'agent consulaire de cette ville, Aversenc, est comblé car depuis déjà quelques années, de nombreux Français s'y rendent dans le but de se renseigner et d'y creuser un canal. Aversenc est donc responsable de ce qui s'y organise et cela lui donne un travail considérable. La France qui se montre intéressée par le percement d'un canal dans l'isthme de Panama, accède à la création d'un nouveau vice-consulat qui sera installé à Panama en 1844.

Et pourtant les épreuves continuent. A la fin de 1852, une épidémie de fièvre jaune se déclare à Santa Marta; la femme du consul français Fontanier meurt dans cette ville. Cartagena est touchée par le choléra et le commerce français avec la côte colombienne est paralysé. De plus, la Guerre Civile de 1859 à 1863 interdit la navigation sur le Magdalena, et le commerce de la côte est fermé. Le consulat britannique est chargé des affaires françaises à Cartagena, mais la Colombie ne reconnaît pas au consul anglais le titre de consul intérimaire de France, car cela est contraire aux accords internationaux. Finalement, tous ces facteurs entraînent des conséquences désastreuses sur le commerce étranger.

Le consulat de Cartagena est repris par des agents français, mais en 1864 son agent tombe malade à cause de la fièvre jaune, et il remet à nouveau le consulat aux Anglais

¹Selon le Consul général à Bogotá Bouchet de Martigny, cité par C. Bellec, *Ibid.*, p.98.

qui le conserveront jusqu'en 1867. En 1874, est nommé comme agent consulaire français Ernest Lemaître, né en Colombie et fils d'un ressortissant français. Néanmoins, l'agence est supprimée et sa circonscription est comprise dans celle du vice-consulat de Barranquilla. Entre temps, un scandale éclate à Barranquilla, car cette agence consulaire est tenue par le fils d'un Français. Ce nouvel agent a du sang noir, et de plus est associé à une maison allemande. Cela semble si scandaleux que le consul général de France à Bogotá demande sa destitution immédiate. Il semble que l'agence de Cartagena soit au bord de la faillite. Les agences consulaires de Rio Hacha, Barranquilla et Santa Marta se maintiennent.

Sans doute, l'état de guerre civile, les épidémies qui ravagent les Etats-Unis de Colombie, mais aussi le fait que la France est en guerre avec l'Allemagne, freinent l'acheminement des marchandises de la côte vers l'intérieur, et mettent en péril le réseau diplomatique français. La France a gagné la méfiance des peuples latino-américains pour son intervention au Mexique, et elle a perdu par sa défaite face à l'Allemagne le rôle prépondérant en Europe. Dans la course impérialiste qui s'approche à cette époque, l'effort expansionniste des nouvelles puissances européennes prend un grand élan. Ainsi par exemple la France intervient militairement au Mexique, provoquant une énorme opposition dans les pays latino-américains qui refusent l'intervention de la France en l'Amérique Latine.

De plus, depuis la défaite de 1870, la France est en rivalité avec l'Allemagne, et les résultats de cette rivalité modifient les conditions politiques et économiques qui orientent les rapports internationaux des différents pays. Ainsi, la France se montre plus agressive dans sa politique extérieure, et la puissance que possède le nouvel Empire Allemand rivalise avec la France en Europe et en dehors. La France, vis-à-vis des Etats-Unis de Colombie se montre très agressive, puisque: « *en mars 1862 des navires de guerre français se présentent sur les côtes colombiennes pour demander satisfaction sur des actes qui peuvent aller à l'encontre de ses intérêts* ».¹ Les relations entre la France et les Etats-Unis de la Colombie semblent inextricables en 1863.

¹ Selon le Consul colombien à Paris Manuel Ancizar, cité par C. Bellec, *Les Premières Relations Diplomatiques*, op. cit., p. 91.

D'autre part, après l'échec du gouvernement conservateur, le nouveau Président des Etats-Unis de Colombie Manuel Murillo Toro, leader du parti libéral radical part en mission pour la France, afin que les Etats-Unis de Colombie soient reconnus par la France comme un Nouvel Etat Libéral et Indépendant. Mais malgré les efforts de Murillo Toro, la France se refuse à reconnaître la nomination d'agents diplomatiques colombiens sur son territoire, où elle les considère comme simples consuls et vice-consuls. Jusqu'en 1865, la France reconnaît officiellement les Etats-Unis de Colombie comme un Nouvel Etat.

En outre, le gouvernement français qui développe une politique économique extérieure de libre échange, désire par une loi du 19 mai 1866, supprimer les droits de tonnage et les surtaxes de pavillon des navires étrangers qui arrivent en France. Les Etats-Unis de Colombie se refusent à accepter la réciprocité exigée par la France, car les droits de douane représentent pour les Etats-Unis de Colombie une source majeure des fonds publics. C'est pourquoi ce pays riposte, en exigeant des Français nés en Colombie l'obligation de choisir une seule nationalité, française ou colombienne.

Ce litige affaiblit le réseau diplomatique français en Colombie. L'agent consulaire de Cartagena Jean Pavageau est mort et l'agence consulaire est transférée à Santa Marta. Ensuite, le consul général français à Bogotá, De Lisle, fait dépendre l'agence consulaire de Cartagena de Bogotá, ce qui est absurde, étant donné les distances entre les deux villes, et les difficultés de transport qui en découlent. Finalement, l'agence est confiée aux Anglais car, depuis de longs mois, une épidémie de choléra ravage Cartagena.

Cette épidémie, qui arrive à Barranquilla puis à Santa Marta, arrête totalement la navigation sur le Magdalena, provoquant une pénurie d'aliments qui menace la côte atlantique de famine.¹ Or, la situation déplorable dont souffrent ces ne parvient pas à freiner les échanges commerciaux entre la France et les Etats-Unis de Colombie. La France occupe encore une position commerciale notable dans ce dernier pays. Elle reste le deuxième partenaire commercial des Etats-Unis de Colombie en Europe, après l'Angleterre.

¹ C. Bellec, *Les Premières Relations Diplomatiques*, op. cit., p. 105.

La France s'inquiète pour le rétablissement de liens commerciaux, et l'ouverture du poste consulaire de Cartagena laisse espérer que se rétablissent à nouveau les liens entre les deux pays. Certes, le réseau consulaire français met du temps à s'affermir. Les positions acquises par la France souffrent de la situation conflictuelle du territoire colombien, et de l'hostilité de l'Angleterre qui cherche à entraver la concurrence du commerce français.

Pourtant la France parvient à resserrer son contrôle sur les réseaux de circulation interne des marchandises autant que sur les exportations des Etats-Unis de Colombie. Enfin, la constance et l'augmentation des échanges franco-colombiens entraînent la présence d'autres agences consulaires réparties sur tout le territoire colombien; parmi celles-ci : Colon, Barranquilla, Tumaco, Panama, David. Ces agences sont rattachées à l'autorité du consulat général à Bogotá qui se trouve ainsi rapidement à la tête d'un réseau d'agences consulaires ou des antennes du commerce français sur les côtes Atlantique et Pacifique de la Colombie. La localisation des agences change selon les impératifs commerciaux. Les agents qui occupent ces postes dans les agences consulaires sont généralement des représentants de maisons commerciales implantées dans les Etats-Unis de Colombie ou à Paris, où est située la maison mère.

La correspondance commerciale du consulat de Bogotá évoque tout d'abord l'existence des dix postes : Bogotá, Santa Marta, Panama, Cartagena, Rio Hacha, Barranquilla, Colon, David, et Tumaco.¹ Il faut également ajouter que ces agences consulaires ne jouent pratiquement aucun rôle sur le plan culturel. Entre les années 1825 et 1870, le réseau consulaire français se met donc en place sur le territoire colombien. Plutôt que de permettre d'assurer une intervention directe de la France dans ses affaires commerciales, il est établi pour permettre un minimum de suivi administratif des courants commerciaux importants qui ont alors cours. Le réseau mis en place est basé sur un consulat et certaines agences consulaires le long des côtes.

¹ D'après le chancelier français à Bogotá : Güepp, « La Mémoire sur les Etats Unis de Colombie » C D A Nantes, Bogotá Ambassade-Série A- Cote 17, Bogotá, le 3 août 1870.

Chapitre 3

Les rapports commerciaux entre les Etats-Unis de Colombie et la France (1870-1886)

Bien que le sol colombien soit riche en matières premières, le développement de l'industrie est presque nul, faute de moyens de transports ; les chapeaux de paille, d'écorce ou de sparte connus sous le nom de panamas sont le seul article manufacturé que l'industrie fournisse à l'exportation. La production des objets manufacturés se borne à la fabrication des tissus grossiers de laine et de coton, en quantités insuffisantes pour l'usage du pays, de meubles ordinaires en bois, de la bière. Aussi il y a quelques fabriques de savon et de chandelles de qualité très inférieure, des tanneries, quelques poteries ou fabriques de jarres et de cruches, un moulin à farine mû par la vapeur et une fonderie qui appartiennent aux étrangers.¹

L'absence d'industrie provoque l'importation des marchandises en provenance de l'Europe. Les objets manufacturés, même ceux d'usage ordinaire parmi lesquels : les tissus de coton, de laine, de soie, fil, vins, spiritueux, conserves alimentaires, vêtements confectionnés, mercerie, quincaillerie, médicaments, machines- outils et mécaniques, cristaux travaillés, poteries, verrerie, bougies, savons, tous ces objets viennent de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne. En échange des ces objets, les Etats Unis de Colombie envoient le coton, le tabac, l'or en barres, écorce, quinquina, café, caoutchouc, cacao, peaux brutes, chapeaux de paille d'écorce ou de sparte, bois de teinture, émeraudes, nacre de perle et écailles de tortues.² Ces échanges commerciaux révèlent l'expansion économique européenne, conséquence de la révolution moderne des transports, laquelle permet aussi au pays de devenir une source importante de produits de base pour le monde industrialisé.

La Colombie, dans sa condition de marché de matières premières renforce ses rapports avec l'Europe et les grands états européens comme l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Ces derniers états développent une politique d'expansion impérialiste en Colombie, dans le but d'acquérir matières premières et nouveaux marchés pour leurs

¹ D'après le chancelier français à Bogotá : Güepp, « La Mémoire sur les Etats Unis de Colombie » C D A Nantes, Bogotá Ambassade-Série A- Cote 17, Bogotá, le 3 août 1870.

² *Ibid.*

produits industriels. Dans ces conditions, les Etats Unis de Colombie apparaissent comme un champ d'investissement des capitaux pour certains pays de l'Europe comme l'Angleterre, qui durant le XIX^e siècle, grâce à son empire colonial, est considérée comme la plus grande puissance économique du monde. Ce pays, après la révolution de l'indépendance colombienne, commence la pénétration financière en Colombie par des prêts et des investissements.¹.

La France, puissance continentale incontestable, et l'Allemagne mal placée dans la répartition coloniale du monde, entreprennent aussi une politique économique, financière et culturelle envers la Colombie. Les échanges commerciaux entre les Etats-Unis de la Colombie et ces trois pays sont très significatifs. En 1869, la France occupe un rang important dans les échanges commerciaux avec les Etats-Unis de Colombie. Il faut savoir que sur les exportations de Colombie en France, l'or et les émeraudes dépassent les trois quarts.

Paris est la ville qui reçoit la plus grande partie des marchandises en provenance de l'Union des Etats Unis de la Colombie. Les principaux articles envoyés de Paris vers l'Union sont le fer et aciers ouvragés, tissus de laine, coton, fil et soie, bronzes, vêtements confectionnés, articles de quincaillerie, chaussures, bougies, médicaments, vins, parfumerie, savons. En échange de ces articles, Paris reçoit de l'Union du quinquina, de l'indigo, des émeraudes et surtout de l'or et de l'argent monnayé ou en barres.

Parmi les autres villes de France qui ont des rapports commerciaux avec l'Union, on trouve Bordeaux, Le Mans, Marseille et Saint-Nazaire. Ces villes expédient surtout des vins, des conserves alimentaires, des tissus, du fer et de l'acier. En échange, ces mêmes villes reçoivent coton, bois de teinture, écorces de quinquina, peaux brutes.

Pendant les années de 1860, le commerce de la France avec l'Union des Etats Unis de la Colombie prend un grand essor, grâce aux premiers transatlantiques ou paquebots français, qui abordent dans les ports de Santa Marta, Barranquilla

¹ Alvaro, Tirado Mejía. *Colombae en la Repartición Imperialista 1870-1914*, Medellín, ed. Hombre Nuevo, 1976, p. sp.

Cartagena et Colon. Ces transatlantiques ont favorisé les relations commerciales entre les deux pays, selon la chancellerie française. Depuis la première apparition des paquebots, la valeur des rapports commerciaux entre les deux pays a presque doublé.

Tableau n 8

Etat du commerce de la France avec les Etats Unis de Colombie 1868- 1869

Importations de France avec les Etats Unis de Colombie 1869-1869		
Lieux de Provenance	Valeur en pesos	%
Bordeaux	60 892	3,61
Le Havre	162 642	9,64
Lyon	500	0,03
Marseille	30 000	1,78
Martinique	200	0,01
Paris	1 357 570	80,48
Sant Nazaire	74 962	4,44
Total	1 686 772	100,00

Source : d'après le chancelier français à Bogotá : Güepp, «Le Mémoire sur les Etats Unis de Colombie »C D A– Nantes, Bogotá Ambassade-Série A- Cote 17, Bogotá le 3 août 1870.

* pesos équivalents à piastres fortes de cinq francs

Graphique n°2

Importations de France avec les Etats Unis de Colombie 1869-1869 (%)

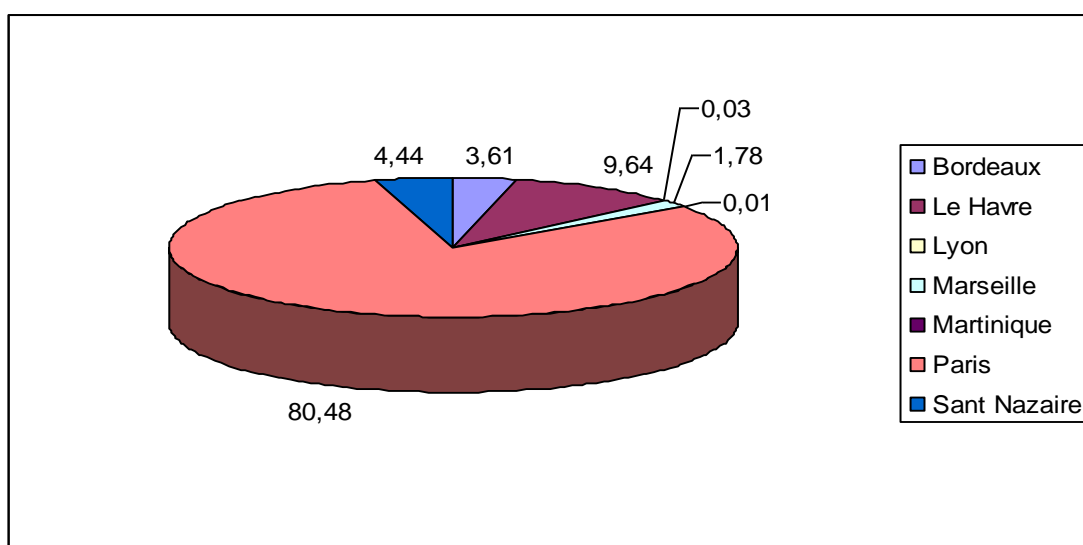


Tableau n 9

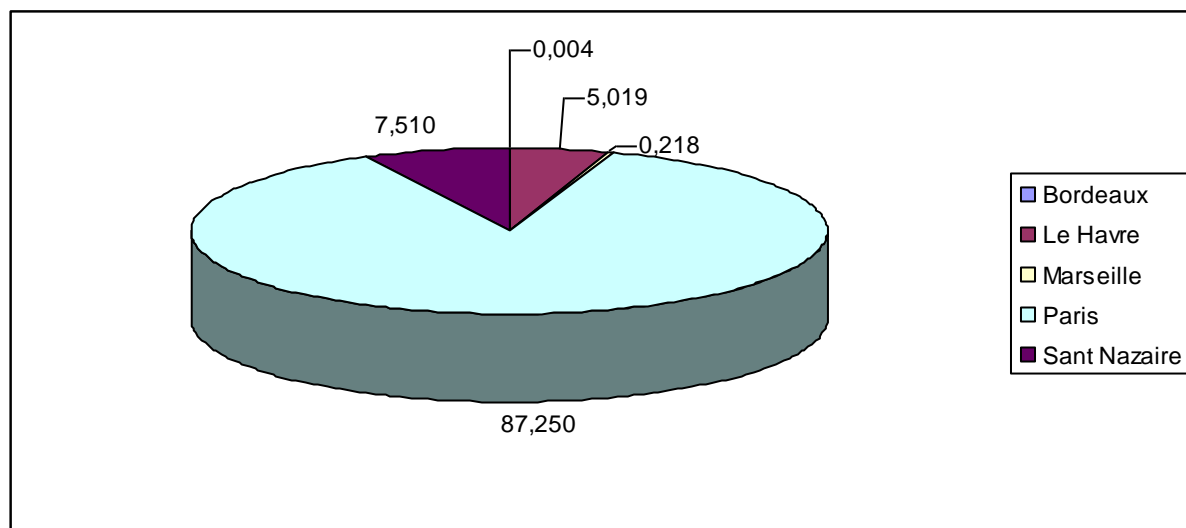
Etat du Commerce de la France avec les Etats Unis de Colombie 1868- 1869

Exportations de France avec les Etats Unis de Colombie 1868- 1869 (%)		
Lieux de destination	Valeur en pesos	%
Bordeaux	50	0,004
Le Havre	63 678	5,019
Lyon	-----	0,000
Marseille	2 764	0,218
Martinique	-----	0,000
Paris	1 107 055	87,250
Sant Nazaire	95 285	7,510
Total	1 268 832	100,00

Source : d'après le chancelier français à Bogotá : Güepp, «Le Mémoire sur les Etats Unis de Colombie» C D A- Nantes, Bogotá Ambassade-Série A- Cote 17, Bogotá le 3 août 1870.

* pesos équivalents à piastres fortes de cinq francs

Graphique n°3

Exportations de France avec les Etats Unis de Colombie 1868- 1869 (%)

L'Angleterre entretient avec les Etats-Unis de Colombie les relations commerciales les plus importantes. En 1869, le commerce entre les deux pays est constitué principalement des exportations de l'Angleterre : tissus de coton, fer ouvragé, et objets manufacturés. L'Angleterre reçoit en échange du quinquina, du tabac, de l'indigo, et surtout de l'or et de l'argent en barres ou monnaies.

En 1869, l'Allemagne occupe une place importante dans les échanges commerciaux avec l'Union des Etats Unis de la Colombie, mais ce commerce ne concerne qu'un seul article : les tabacs, exportés de Colombie à Brême. Les relations commerciales entre L'Union et les Etats Unis d'Amérique sont peu importantes. Les exportations des Etats Unis d'Amérique se composent principalement de fer et acier ouvragés, quincaillerie, machines; tandis qu'ils reçoivent de la Colombie du quinquina, du caoutchouc, des chapeaux de paille et d'écorce, des peaux brutes.

Le commerce de l'Union avec les autres nations de l'Amérique du Sud a peu d'ampleur. Ces pays, situés à peu de chose près sous le même climat, produisent les mêmes denrées, et ne sont pas plus avancés que la Colombie dans l'industrialisation; aussi ces nations ont- elles peu d'articles à envoyer vers l'Union, et encore moins à en recevoir.

Tableau n°10

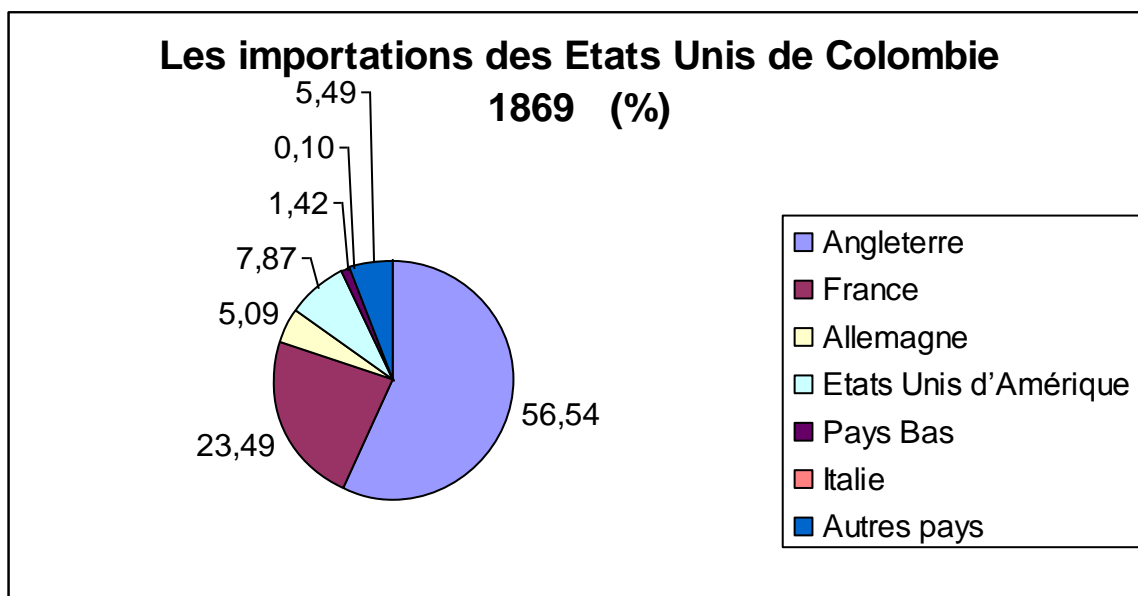
Echanges Commerciaux des Etats Unis de Colombie 1869

Importations			Exportations		
Pays de Provenance	Valeur en pesos*	% du total	Pays de destination	Valeur en pesos	% du total
Angleterre	4 059 838	56,54	Angleterre	2 257 475	27,75
France	1 686 772	23,49	France	1 268 832	15,60
Allemagne	365 144	5,09	Allemagne	3 276 264	40,28
Etats - Unis d'Amérique	564 874	7,87	Etats-Unis d'Amérique	651 620	8,01
Pays Bas	102 202	1,42	Pays Bas	29 125	0,36
Italie	7 122	0,10	Italie	500	0,01
Autres pays	394 037	5,49	Autres pays	650 684	8,00
Total	7 179 989	100,00	Total	8 134 500	100,00

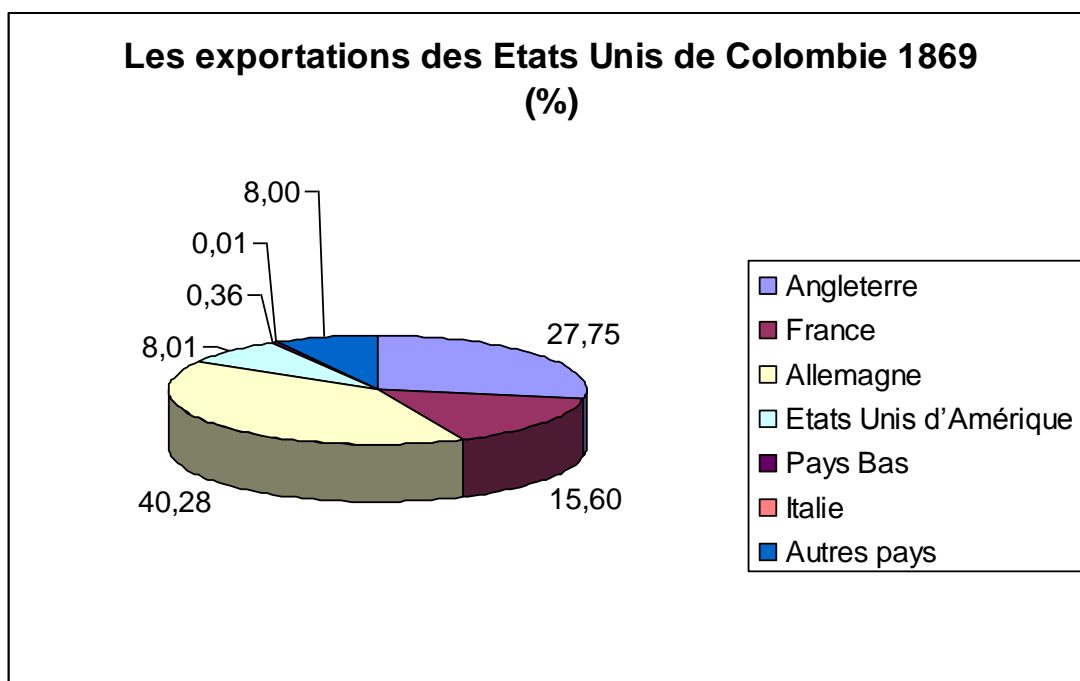
Source: d'après le chancelier français à Bogotá : Güepp, «Le Mémoire sur les Etats Unis de Colombie», C D A– Nantes, Bogotá Ambassade-Série A- Cote 17, Bogotá le 3 août 1870.

* pesos équivalents à piastres fortes de cinq francs

Graphique n 4



Graphique n° 5



Chapitre 4

L'essor des relations entre la France et les Etats-Unis de la Colombie (1870-1886)

En vérité, nous avons constaté que la situation déplorable de la France à cause de la guerre franco prussienne, de la guerre civile colombienne et des épidémies, freinent les rapports entre les deux pays; mais la France ne paraît pas gênée par cela, puisqu'elle tient toujours le second rang après l'Angleterre en ce qui concerne les exportations vers la Colombie. Paris absorbe la plus grande partie du commerce qui se fait entre le deux pays. Et parmi les autres villes qui ont des rapports commerciaux avec la Colombie, on trouve Bordeaux, le Havre, Marseille et St Nazaire.

La France tient bon, face à tout et à tous, elle ne s'avoue pas vaincue et prolonge sa résistance, elle « *reste satisfaite lorsqu'elle entend faire allusion à la Revanche* ». ¹ La France sait que pour le moment cette Revanche contre l'Allemagne n'est pas possible, mais elle sait aussi qu'un jour pas très lointain, elle va se redresser, elle gagnera une nouvelle guerre contre l'Allemagne. Dans cette perspective, la France s'engage dans un mouvement d'expansion impérialiste hors de l'Europe, et dans ce mouvement, la consolidation des rapports avec tous les pays où elle a une certaine influence est fondamentale. C'est ce qui explique la continuité et le renforcement des rapports entre la France et la Colombie. La France a conscience que son entrée dans la course impérialiste qui se rapproche lui permettra de reprendre sa place dans le monde et de consolider son idée de Revanche.

Malgré tout, la France s'en est très bien ajusté dans ses rapports avec les Etats-Unis de Colombie, même pendant l'époque de son intervention au Mexique, quand selon le chancelier français à Bogotá: « *ces évènements au Mexique ont provoqué dans la Colombie la résistance opposée par les membres Mosquéristes au congrès à toute révocation de lois concernant les étrangers, lois qui peuvent devenir malgré les protestations des légations un obstacle sérieux à toute relation internationale et à*

¹ Pierre, Renouvin. *Histoire des Relations Internationales*, Tome III de 1871 à 1945, Paris, Hachette, 1994, p. 29.

toute défense utile des intérêts de nos nationaux ».¹

Pendant la Guerre Franco Prussienne, le gouvernement colombien exprime ses regrets du conflit entre les deux puissances avec lesquelles la Colombie entretient des relations d'amitié, et ajoute que cette guerre impose au gouvernement colombien l'obligation d'observer le devoir de neutralité. Avec l'exception de certains partisans Radicaux, le gouvernement colombien exprime pourtant ses « *veux pour le succès des armes françaises* ». ² Pendant le siège de Paris en 1870, le gouvernement colombien manifeste encore sa solidarité avec la France en proposant au chancelier français d'avancer les fonds que lui sont nécessaires, bien que le chancelier décline cette offre car il peut tirer des traites dans une banque londonienne. ³

En outre, selon la chancellerie française à Bogotá le peuple colombien à Bogotá prend partie pour la cause française, quand un groupe d'Allemands a l'imprudence de circuler dans les rues de la ville avec une fanfare de musiciens pour fêter leur victoire. La fanfare est attaquée par la foule qui disperse violemment les Allemands, brise les instruments des musique et non contente de cet exploit, se porte vers la maison de la légation française pour faire une manifestation bruyante aux cris de : « vive la France à bas les Prussiens et mort aux Allemands ». ⁴

La France qui compte déjà un grand nombre de résidents français à Bogotá, est consolidée politiquement dans les Etats-Unis de la Colombie des années soixante. Le commerce entre les deux pays prend un grand développement. Les paquebots transatlantiques français abordent à Santa Marta et à Colon. La compagnie française transatlantique établit alors une ligne de vapeurs qui touchent Hambourg, la Havre, St Nazaire, Bordeaux deux fois par mois et descendent jusqu'en Sabanilla et Colon. Dans ces vapeurs arrivent l'or et d'argent jusqu'au Havre et à St Nazaire.

¹ C A D Nantes - Bogotá Ambassade -Série A- Cote 12, le ministre de France à Bogotá à son excellence, le ministre des affaires étrangères à Paris le 13 avril 1866.

² C A D Nantes - Bogotá Ambassade -Série A- Cote 12, p.219, le ministre de France à Bogotá à son excellence, le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 20 septembre 1870.

³ C A D Nantes - Bogotá Ambassade -Série A- Cote 12, p. 227, le ministre de France à Bogotá à son excellence, le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 8 mars 1871.

⁴ *Ibid.*, 8 mars 1871.

En 1865, la presque totalité des importations s'effectue par le port de Santa Marta, et les exportations par Sabanilla, d'où on expédie en France le tabac, le coton et l'écorce de quinquina. Cartagena a considérablement perdu de son importance et elle n'importe plus que pour sa propre consommation. Plus tard, la construction du chemin de fer de Bolívar, qui à l'époque évite Santa Marta, entraîne le déclin de cette ville, car tout le commerce se concentre à Barranquilla. En 1876, l'agence consulaire de Barranquilla est transformée en consulat; Barranquilla est en plein essor commercial. Egalement, la France ouvre des nouvelles agences commerciales dans les villes de Salgar, et de Sabanilla.

La France et la Colombie qui ont des intérêts commerciaux communs, établissent des négociations en vue d'un projet de Convention Consulaire en avril 1866 afin d'améliorer leurs rapports, mais la Convention ne sera signée que dans les premiers mois de 1868. Egalement au début de cette année là, un autre projet de Convention Postale différente de celle du 31 janvier 1844, est en discussion. Il règle uniquement la transmission des dépêches entre les Postes françaises et colombiennes, et non seulement pour les paquebots français, mais aussi pour les Britanniques. Ainsi, les Etats-Unis de Colombie se sont toujours montrés soucieux de maintenir leurs rapports avec la France. Depuis 1828, date où Andres Bello est nommé à Paris Consul Général de la Colombie en France, ce pays s'est efforcé d'y préserver ses relations. La Colombie a multiplié ses agences à St Nazaire, Marseille et Bordeaux, agences ouvertes même pendant les années de crise.

La Colombie s'efforce de déterminer les fonctions et les privilèges de ses agents consulaires en France, même si certains diplomates français considèrent que les consuls colombiens en France : « *sont quelque peu déficients et leur manque de compétence, le peu d'argent qu'ils tirent de leurs charges, leur amateurisme, les poussent à faire à peine le strict minimum* ». ¹ Les agents consulaires colombiens semblent presque incompétents dans l'exercice de leurs fonctions en France. En réalité, la plupart de ces consuls sont inconnus. Leurs séjours en France n'atteignent pas les six mois, car la majorité de ces jeunes qui aspirent à être nommés consuls en

¹ C. Bellec, *Les Premières Relations Diplomatiques*, op. cit., p. 111.

France : « *ont presque toujours l'idée de faire un grand voyage aux frais du gouvernement* », ¹ mais en réalité, ils finissent surchargés de dettes et par conséquent de mépris dans l'exercice de leurs fonctions de consuls en France.

Les agences consulaires colombiennes sont dans un grand désordre. A plusieurs reprises les marchandises françaises à destination de la Colombie qui doivent être embarquées avec une facture visée par le consul colombien, ne possèdent pas ces factures, et pire encore, jusqu'en en 1892, les consulats colombiens ne possèdent aucun décret dans leurs livres que les oblige à signer de telles factures. De plus, ces consuls ne peuvent pas forcer les maisons d'exportation à leur présenter les factures; c'est pourquoi il existe le risque que les marchandises françaises sortant illégalement de France soient refusées en arrivant en Colombie, et tout cela empêche la bonne marche du commerce en provenance de France.

Et pourtant, au fur et à mesure que la France consolide sa position en Colombie sur le plan commercial, politique et culturel, elle étend son réseau diplomatique. Car la France ne semble pas satisfaite de sa deuxième place dans le rang commercial, et elle arrive à garantir ses rapports commerciaux, ses intérêts sur Panama, et la position des Français résidant en Colombie, grâce à la signature des premiers Traités et Conventions d'amitié et commerce avec ce pays. Grâce à ces Traités et Conventions la France reçoit le traitement commercial de la nation la plus favorisée, comme l'Angleterre et les Etats-Unis. D'autre part, la France désire se rapprocher des élites du parti conservateur et de leur gouvernement afin d'obtenir la construction du canal de Panama. Le 20 mars 1878, La France obtient un nouveau contrat de concession, approuvé sous le nom de « *Convenio Salgar-Wyse* ». Fin 1879, De Lesseps vient en Colombie et en 1880 il crée la Compagnie Universelle du Canal Interocéanique.

Le gouvernement français qui se montre intéressé par les travaux du canal à Panama ordonne la création d'un vice-consulat à Colon, ville qui se trouve dans la région de Panama. Egalement ce gouvernement désire que les agences consulaires de Barranquilla, Rio Hacha et Santa Marta soient rattachées d'abord à la circonscription du Consulat de Colon, et ensuite au Consulat de Panama. En janvier 1881, les deux

¹ Selon le Consul colombien à Bordeaux, cité par C. Bellec, *Ibid.*, p. 112.

pays se proposent de signer un nouveau traité, l'ancien expirant le 1^{er} novembre. En juillet, on apporte à celui du 15 mai 1856 quelques modifications et additions. Toutefois, il paraît qu'on n'en ait signé aucun puisqu' en novembre 1885, la Colombie le réclame, étant donné d'une part, l'importance du mouvement entraîné par la construction du canal entre les villes colombiennes de Panama et Colon, et d'autre part le développement des relations commerciales entre les deux pays.

Vers 1883, le gouvernement colombien nomme un Ministre Plénipotentiaire à Paris : « *il veut emprunter cinq cent mille piastres à la Compagnie du canal de Panama, avec un intérêt de six pour cent, remboursable en deux ans* ». ¹ Ce n'est que, lorsque le régime conservateur se consolide politiquement et que la Compagnie Universelle du canal entreprend des travaux à Panama, qu'un projet de traité est signé entre la France et la Colombie. Néanmoins, pendant le mois de mai, les deux pays ne parviennent qu'à un arrangement commercial dont on échange les ratifications le 17 décembre 1893.

Entre temps, les Nord-Américains, essaient de défendre ce qui reste de leurs concessions et traités avec la Colombie. Ils se manifestent comme les garants de la neutralité du canal et exigent le droit à la protection du Canal comme le stipule le traité Clayton-Bullwer. En 1886, les conflits continuent entre la Compagnie du chemin de fer de Panama et celle du Canal. La première interdit les travaux si les indemnités ne sont pas payées, en vertu des négociations, mais la Compagnie Universelle du Canal finit par acheter le chemin de fer aux Américains.

Sans doute, la France qui est entrée dans la course de l'expansion impérialiste ne peut pas se priver du percement du canal de Panama. Le besoin d'expansion économique et financière incite la France à la conquête coloniale. Cette conquête coloniale, permet à la France de se réserver non seulement des marchés, mais aussi des capitaux prêts à être investis dans de pays neufs qui n'ont pas encore de voies de communication. Une voie de communication comme le canal de Panama peut assurer à la France le contrôle d'une grande partie du commerce international. C'est pourquoi la France veut maintenir ses rapports diplomatiques avec les Etats-Unis de Colombie.

¹ C. Bellec, *Les Premières Relations Diplomatiques*, op. cit., p. 167.

Ainsi la France, grâce à la permanence et à l'efficacité de son réseau et ses agents diplomatiques en Colombie, parvient à étendre le champ de son domaine économique au champ politique de ce pays. La France surmonte d'une façon claire l'aversion et la méfiance des Libéraux Radicaux a son encontre, et cela lui permet d'assurer ses rapports avec la Colombie, de s'imposer en face des Etats-Unis d'Amérique et de l'Angleterre dans la course pour le contrôle de la construction du Canal de Panama, et de conserver la deuxième place dans les exportations commerciales avec la Colombie. Dès le début de la III^e République, les relations diplomatiques entre la France et la Colombie sont fortement consolidées et marquées par des intérêts communs autour du commerce et de la construction du canal de Panama. Les rivalités américaine et anglaise sont dépassées ou, au moins contrôlées par la France.

Chapitre 5

La crise financière et politique en Colombie (1870-1886)

L'essor de l'activité commerciale grâce aux échanges commerciaux avec l'Europe détourne le développement économique de la Colombie vers l'extérieur, et cela contribue à la crise économique des Etats Unis de Colombie, car ils restent assujettis aux échanges économiques ou politiques avec l'Europe. Par ailleurs, les Etats unis de Colombie se débattent dans une crise économique, parce que leur situation financière est déficitaire: « *le budget fédéral pour l'exercice 1868 et 1869 présente un déficit de 44 956 850 francs* ». ¹Ce déficit n'est pas un fait exceptionnel, c'est un fait habituel, qui se présente à chaque exercice et va croissant d'année en année, et l'équilibre entre les recettes et les dépenses est rompu depuis longtemps. La situation économique s'aggrave dans la mesure où les principales recettes du budget fédéral ne résultent pas d'une création de richesses; elles proviennent du produit des douanes, des salines, de la rente annuelle payée par la compagnie du chemin de fer de Panama, et de la recette du transport grevé par divers droits de douane et souvent par un droit de commission et d'entrepôt.

Cette manière facile d'obtenir les recettes pour le budget fédéral, encourage naturellement l'augmentation des prix des produits en provenance de l'Europe, déjà nécessairement fort chers, à cause des assurances et des bénéfices des commerçants, et à cause des frais de transports par mer et par terre. A cette crise économique dans laquelle se débattent les Etats Unis de la Colombie s'ajoute la crise politique. Cette dernière s'est déclenchée après l'indépendance, s'aggrave encore sous le gouvernement des Libéraux radicaux qui exercent le pouvoir depuis 1861 jusqu'en 1881.

Ils établissent un régime fédéral, incapable d'imposer l'ordre politique, puisque certains d'entre eux profitent du vide politique laissé par la désorganisation administrative de la Nouvelle Grenade, se transforment en « caudillos », commettent des abus d'autorité, et provoquent de violents affrontements avec les Conservateurs.

¹ Ces chiffres d'après chancellerie à Bogotà à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotà le 3 août 1870. C A D Nantes-Bogotà Ambassade-Série A- Cote 17.

La Constitution de Rio Negro créée, n'empêche pas les abus commis par les « caudillos ». La faillite de la Constitution résulte aussi des contradictions qu'elle contient dans la réglementation du pouvoir.

La Constitution de Rio Negro reconnaît les trois pouvoirs. L'exécutif est sous l'autorité du Premier magistrat de la République élu pour deux ans, mais son autorité est plutôt nominale que réelle, car il ne peut agir que sous le contrôle ou sous tutelle du pouvoir législatif du Congrès. Le Congrès est composé de deux chambres : La Chambre du Sénat, et la Chambre des Représentants. La Chambre du Sénat comprend 27 membres, envoyés par les neuf Etats de l'Union, chacun élisant trois sénateurs. Ceux-ci exercent leur juridiction sur le Président, sur les ministres et sur les magistrats de la Cour Suprême. Les membres de la Chambre des Représentants sont élus par le peuple qui nomme un représentant pour 50 000 habitants. Les membres des deux Chambres sont renouvelés tous les deux ans et ils se réunissent le 1er février de chaque année en session ordinaire. ¹

Le Congrès concentre en réalité toute l'autorité. C'est cette assemblée qui fait les lois, décide de la paix ou de la guerre, vote le budget, ratifie ou rejette les projets de traités, fixe le contingent des forces militaires, suspend ou met en accusation, s'il y a lieu, le Président ou ses ministres, approuve la nomination des employés et officiers supérieurs. A côté du Congrès se trouve le pouvoir judiciaire qui dispose d'une assez grande autorité. Ce pouvoir est composé de la Cour Suprême Fédérale, des Tribunaux et des Juges des différents Etats de l'Union. La Cour Suprême comprend cinq membres, élus par le Congrès sur la proposition des Etats pour une période de quatre ans.

La Cour Suprême juge les différends qui peuvent s'élever entre les Etats et le gouvernement central, règle la compétence des tribunaux, décide des affaires contentieuses concernant les biens nationaux, interprète en cas de difficultés les conventions ou contrats souscrits par l'Etat, constitue les tribunaux formés de juges ou corregidores élus dans chaque Etat conformément aux lois ou règles en usage dans

¹ D'après le chancelier français à Bogotà : Güepp, « La Mémoire sur les Etats Unis de Colombie » C D A Nantes, Bogotà Ambassade-Série A- Cote 17, Bogotà, le 3 août 1870.

chacun des Etats. Cette Cour Suprême est obligée d'appliquer la législation en vigueur, une législation nouvelle différente de l'ancienne législation espagnole. Ainsi cette nouvelle législation proclame les lois suivantes: liberté de conscience, liberté des associations, liberté complète et absolue de la presse, liberté de la parole, liberté de l'enseignement, liberté de l'industrie et finalement suppression des congrégations religieuses. Néanmoins, ces lois n'ont aucune application, puisque la législation varie dans chaque Etat Souverain des Etats Unis De Colombie.

En accord avec la Constitution, chaque Etat de l'Union porte la dénomination d'Etat Souverain, souveraineté qu'on peut bien expliquer par l'indépendance de chaque Etat en face du gouvernement central de l'Union à Bogotá, par la présence d'un Président dans chaque Etat, un Président élu par le peuple. On se souvient d'autre part que chaque Etat mandate trois députés à la Chambre de Représentants et dispose d'un budget particulier. D'autre part, et bien que le chapitre II de la constitution de Rio Negro 1863, s'oppose à la souveraineté des Etats de l'Union, les ordres du gouvernement central ne sont guère respectés dans les diverses provinces des Etats-Unis de Colombie sans que le gouvernement central puisse l'empêcher, car il n'a ni influence morale, ni force matérielle. ¹

Egalement, les différentes institutions démocratiques telles qu'elles existent sont loin d'être favorables, parce que la Constitution de 1863 est arrangée de manière à laisser le plus grand nombre possible de citoyens participer successivement au pouvoir et à donner la plus grande indépendance aux Etats de l'Union et même aux individus. En résumé, la structure juridique du système fédéral contient le germe de la dissolution des Etats colombiens et favorise les tendances au séparatisme.

La Constitution de Rio Negro de 1863 est une structure juridico-politique qui en théorie peut séduire certains esprits, mais elle amène dans la pratique les plus sombres résultats, car les dépositaires de l'autorité: Le Président, les Sénateurs, les Représentants peuvent être réélus tous les deux ans, et quelquefois même plus souvent, ce qui entraîne des rivalités politiques pour le pouvoir et contribue

¹ D'après le chancelier français à Bogotá : Güepp, « La Mémoire sur les Etats Unis de Colombie » C D A Nantes, Bogotá Ambassade-Série A- Cote 17, Bogotá, le 3 août 1870.

grandement à maintenir le pays dans une agitation incessante. Faute de sens civique, faute du souci de l'intérêt général, l'accès au pouvoir se réduit à garantir les intérêts particuliers des dirigeants, et de plus celui-ci est l'objet de luttes acharnées qui détournent les élites d'activités plus productives.

La population est obligée de prendre parti dans les affaires politiques, mise à contribution pour former l'armée fédérale ou la Garde colombienne, l'armée des états de l'Union. Celles-ci ont un rôle important. Elles sont les garantes de l'ordre, bien que limitées au strict minimum, car elles sont considérées comme un péril pour la liberté. Le gouvernement central s'est toujours efforcé de les restreindre autant que possible. Les effectifs de l'armée fédérale ou la Garde colombienne sont fixés chaque année par le Congrès et elle se compose de volontaires, mais surtout d'hommes recrutés dans tous les Etats de l'Union sur réquisition du pouvoir central de Bogotá. Cette Garde est à la disposition du pouvoir exécutif et sous le commandement du président, qui dirige les opérations et répartit les forces de la manière qu'il juge la plus utile au service.

L'armée de chaque Etat de l'Union est composée d'hommes formant un contingent théoriquement proportionnel au nombre des citoyens de chaque Etat. Cette armée est composée selon les lois particulières des différentes localités, cependant il est rare que dans la pratique les choses se passent ainsi. Le recrutement se fait le plus souvent par la presse. On s'empare à un moment fixé d'avance de tous les hommes qui se trouvent sous la main, surtout des indiens et des indigents, lesquels sont incorporés de gré ou de force pour un temps de six ans, terme fixé pour le service militaire. L'excès des particularismes autorisés par la Constitution entraîne des abus déplorables, lesquels engendrent la guerre civile et l'anarchie, laissant le pouvoir désarmé pour réprimer les désordres. Aussi ne faut-il pas s'étonner si l'armée joue un rôle important.¹

En 1875, la guerre entre les Libéraux et les Conservateurs éclate. Les conservateurs cherchent à s'en sortir en établissant un ordre politique oligarchique compatible avec les activités économiques, mais les « caudillos » ne permettent pas l'ébauche d'un quelconque ordre libéral et démocratique avant la fin du XIX^e siècle, car ces

¹ D'après le chancelier français à Bogotá : Güepf, « La Mémoire sur les Etats Unis de Colombie » C D A Nantes, Bogotá Ambassade-Série A- Cote 17, Bogotá, le 3 août 1870.

« caudillos », motivés par le désir d'accaparer les sources de richesse locales s'approprient de grands domaines de terre à l'intérieur du pays.

La possession de latifundios permet à quelques « caudillos » d'entretenir de véritables armées privées, et de passer de la gestion d'une propriété à la domination d'une région. Pendant le régime fédéral, la grande propriété -latifundio ou hacienda-, est à la fois le moteur de la vie économique du pays et un modèle d'organisation sociale. Il est donc normal que la grande propriété devienne aussi un modèle politique de gouvernement et que soient reproduits à l'échelle d'un pays les types traditionnels de relations sociales qui la caractérisent. En résumé, le système fédéral favorise l'apparition d'une société rurale profondément inégalitaire, en proie à l'anarchie et dont les critères de valeur et de puissance reposent sur la possession de terres.

L'adoption du fédéralisme, loin de pacifier la vie politique du pays, voit plusieurs gouvernements renversés par les armées, et le besoin d'ordre commence à inspirer l'action de nombreux dirigeants du parti conservateur. Ceux-ci cherchent à établir l'ordre, et se réclament de l'autoritarisme éclairé, une idéologie basée sur l'ordre et le progrès, l'idéologie du positivisme d'Auguste Comte. Les conservateurs retirent du positivisme la certitude que la politique doit être considérée comme une science expérimentale, apte à mettre fin à la guerre, à imposer l'ordre et le progrès; ils ne cachent pas leur attirance pour un régime à la fois technocratique et autoritaire. Ils croient que pour mettre fin aux désordres, il est nécessaire d'adopter des réformes constitutionnelles visant à renforcer les prérogatives et à prolonger le mandat du président afin de rapprocher le régime d'une dictature avec un despote éclairé.

En Colombie, les pratiques politiques du régime oligarchique conservateur sont donc teintées d'autoritarisme et cet autoritarisme est ouvertement contesté par les Libéraux. Ceux-ci utilisent les armées pour combattre les Conservateurs, et la guerre éclate à nouveau en 1877. Hélas, le régime fédéral ne sort pas de l'état de guerre le pays, qui a profité et continue encore de profiter d'une position géographique et stratégique favorable au développement, comme au bien-être de son peuple. La Colombie demeure pendant le XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, incapable de s'extraire de sa condition de pays en guerre et de pays économiquement dépendant.

Selon la chancellerie à Bogotá, la Colombie malgré un sol riche contenant des trésors de tout genre, des ressources naturelles inépuisables, est un pays arriéré car tous ces avantages sont paralysés surtout par des guerres civiles continuelles. Malheureusement, la révolution d'indépendance et les premières décennies de la construction de la république ne suffisent pas à la construction définitive de l'état national en Colombie. A cause des guerres, la Colombie manque d'un état- nation fort et consolidé, c'est pourquoi elle a besoin de reprendre l'exemple des acquis européens, afin de parvenir à la construction définitive de son propre modèle d'état- nation. Ainsi, au milieu du dix-neuvième siècle, le besoin de construire un état- nation défini en Colombie s'accompagne d'une référence à l'Europe.¹

Plusieurs dirigeants du parti libéral et du parti conservateur incarnent les phases du débat sur la construction définitive de l'état- nation en Colombie, et dans ce débat les nations européennes apparaissent comme la source d'inspiration de modèles politiques utiles.² Contradictoirement, plusieurs dirigeants et politiciens colombiens diffuseurs de l'europhisme ou des idées politiques et nationalistes européennes du XIX^e siècle, veulent construire : un « modèle politique nationaliste colombien », mais inspiré des modèles politiques déjà existants en Europe.

¹ D'après le chancelier français à Bogotá : Güepp, « La Mémoire sur les Etats Unis de Colombie » C D A Nantes, Bogotá Ambassade-Série A- Cote 17, Bogotá, le 3 août 1870.

² F. Martinez, *Los origenes del nacionalismo colombiano/ europeismo*, op. cit., p.1.

Chapitre 6

Le regard des élites colombiennes sur la France (1870-1886)

En Colombie comme dans la plupart des pays de l'Amérique latine, les rapports avec l'Europe sont un élément révélateur de ce que Denis Rolland appelle l'apogée du regard des élites latino-américaines vers la France. Selon cet auteur, les élites latino-américaines regardent les régimes politiques, la législation, la façon de vivre, la religion, l'art, la mode, les manières de la France.¹ Les élites Libérales et les Conservateurs en Colombie s'intéressent à l'Europe et à la France en particulier: « *La France est souvent perçue en Amérique latine comme un être idéal identifié à un système de valeurs jugé nouveau, et ce nouveau système de valeurs, c'est de Paris qu'il rayonne* ». ²

La vie quotidienne en Colombie est ainsi profondément modifiée et s'imprègne de la pensée et des habitudes européennes, françaises. Cette tendance ne fait que s'accroître au cours du XIX^e et XX^e siècles avec les progrès des communications, des moyens de transport, des voyages. Les habitudes de consommation, le goût du luxe parisien, les bonnes manières, l'ameublement, le goût en un mot, sont français, et cela se manifeste encore en musique, en sculpture. Le théâtre et l'activité littéraire colombienne, encore embryonnaires et sans identité, trouvent une source d'inspiration dans la littérature française dont l'influence est telle, particulièrement dans la poésie, qu'elle suscite un énorme intérêt. Enfin, on retrouve l'influence française dans la création des écoles professionnelles de la police et de l'aviation.

En suivant Pierre Milza, on peut affirmer que les Français ont largement exporté hors d'Europe: « *leurs modèles linguistiques et culturels, vecteurs d'une idéologie libérale démocratique, qui sous couvert d'universalisme, est en fait un puissant instrument de clientélisation des élites, et par-là de domination indirecte* ». ³ La langue et la culture françaises, comme véhicules de communication dans l'enseignement

¹ Après D. Rolland, *La crise du modèle français. Marianne, op. cit.*, p 11.

² François-Xavier Guerra, « La lumière et ses reflets: Paris et la politique latino-américaine », cité par D. Rolland, *Ibid.*, p. 48.

³ P. Milza, *Culture et relations internationales, op. cit.*, p. 362

supérieur entraînent une influence intellectuelle sur les classes dirigeantes ; également cette langue et culture françaises offrent pour la France la possibilité d'étendre son domaine d'influence dans le champ de la politique et de l'économie de la Colombie, puisque les élites colombiennes acceptent ce processus de clientélisation qui flatte leur désir d'imitation de la culture et de la langue françaises.

Il existe en Colombie un désir d'imitation, qui dérive de l'influence de la culture française sur les élites colombiennes; et ce désir se manifeste par la tentative d'importer la langue, les habitudes, la pensée, mais surtout la science, la technique et même la population européenne, car ces facteurs se révèlent nécessaires à la création de l'état- nation. Dans la pensée des élites colombiennes, la modernisation définie comme le progrès matériel et le bien-être du peuple colombien, est aussi conçue comme la condition essentielle à la création du nouvel Etat- Nation, et cela explique l'intérêt des Libéraux radicaux et des Conservateurs pour faire de la modernisation l'objectif prioritaire.

Ces régimes donnent un rôle très important à l'immigration européenne et à l'enseignement des sciences et de la technique, devenus les leviers essentiels de leur projet de modernisation, pour arriver à la création de l'Etat-Nation en Colombie. Les Libéraux radicaux envisagent l'immigration européenne comme figure idéale, favorable à la diffusion des idées libérales et démocratiques dans le pays, pendant que les Conservateurs voient l'immigration comme renforcement de l'ordre national catholique. Néanmoins l'immigration certes importante, mais trop soumise aux aléas de la vie politique, ne donne pas les résultats escomptés. ¹

A propos des sciences et de la technique, les Radicaux pensent que l'enseignement est la première démarche à faire pour y parvenir, c'est pourquoi, les Radicaux considèrent l'enseignement comme l'ouvrage le plus important à développer. Cependant la question de l'enseignement est tributaire du soutien des pays étrangers, car la Colombie se révèle incapable d'assumer cette responsabilité. En vérité, le soutien scientifique et technique français est un impératif pour le pays, mais cette

¹ F. Martinez, *Apogeo y Decadencia, op. cit.*, p 4-5.

demande est le résultat d'une offensive culturelle généralisée de la France,¹ laquelle s'était manifestée depuis l'époque de l'indépendance, quand l'exportation des idées était devenue l'un des moyens prioritaires lui permettant d'offrir une référence obligée dans le processus de construction des Etats- Nations en Amérique latine.

C'est ainsi que les classes dirigeantes colombiennes acceptent de mieux en mieux l'image dominante de la France qui, à partir du milieu du dix-neuvième siècle, répand dans toute l'Amérique latine le concept de Latinité. Ce concept théorique est adopté par les élites latino américaines, il donne à toute l'Amérique non anglo-saxonne la conscience d'une identité linguistique, historique et constitutive de l'état nation. Egalement, ce concept combat l'influence prédominante de l'Angleterre, maîtresse commerciale et financière de l'Amérique Latine.

En conclusion, toutes les conditions semblent remplies pour un échange fructueux entre la France et la Colombie. La Colombie en dépit de ses propres contradictions sollicite l'aide de la France. L'histoire de la Colombie du milieu du dix-neuvième siècle commence à être écrite par des élites colombiennes au regard tourné vers la France. Une France à cette époque là, fière d'exporter ses idées. Les élites sont liées à la France par des relations commerciales et financières, lesquelles entraînent à partir du domaine économique l'extension de l'influence et de l'action culturelles françaises en Colombie.

¹ Ce concept d'offensive culturelle d' après Guy Martinière, «*Aux origines de la coopération Universitaire, op. cit.*,p. 45.

Chapitre 7

La construction de l'état -nation en Colombie (1870-1886)

Dans les Etats Unis de Colombie, il existe une influence culturelle française sur les élites colombiennes, qui explique leur effort pour importer la langue, les habitudes, la pensée, mais surtout la science et la technique françaises. Le développement des sciences et de la technique est effectivement nécessaire à la création de l'Etat- Nation en Colombie pendant cette époque là. Les Libéraux Radicaux qui avaient pour but la « modernisation » de l'Union des Etats Unis de la Colombie, donnent un rôle très important aux sciences et à la technique, devenues les leviers essentiels de leur projet de création de l'état- nation en Colombie. Ils pensent que l'enseignement est la première démarche à faire dans la recherche de la science et de la technique, et pour cela ils considèrent l'enseignement laïc comme l'ouvrage le plus important à développer.

Parmi les Libéraux Radicaux il y a de nombreux partisans de l'enseignement non confessionnel. Ceux-ci partagent l'idée que les gouvernements des Etats de l'Union doivent prendre l'éducation sous leur contrôle, car dans l'Union des Etats Unis de la Colombie, les congrégations religieuses catholiques ont eu jusqu'alors le monopole de l'enseignement. Le régime radical-fédéral admet et proclame que tout individu a le droit d'exercer une profession quelconque sans avoir besoin de posséder un titre universitaire. Ce régime désire combattre le monopole privé de l'enseignement des congrégations religieuses, auxquelles on fait reproche de l'obscurantisme culturel et du manque de progrès économique du pays.

La création de nouveaux établissements publics pour l'enseignement supérieur:

Les Libéraux Radicaux sont rapidement contraints d'utiliser le soutien scientifique et technologique des Allemands, pour la création des nouveaux établissements publics d'enseignement supérieur : les Ecoles Normales, qui sont placées sous la direction d'instituteurs allemands. C'est ainsi que M Santamaria, ex-consul général de l'Union à Berlin, fait venir plusieurs instituteurs allemands dans le but de créer des Ecoles Normales dans le chef-lieu de chaque Etat, afin de former des maîtres. Avec le soutien

d'une dame allemande, Santamaria a créé une Ecole Normale pour la formation des maîtres à Bogotá, car Bogotá était la seule ville où l'on pouvait jusqu'alors poursuivre des études supérieures.¹

Ainsi, à Bogotá se trouve le collège privé de Nuestra Señora del Rosario, les collèges publics de Monsieur José Vicente Concha et le Séminaire, et finalement l'Université Publique Nationale. Evidemment il est indispensable de créer partout des collèges et de former de nouveaux étudiants en sciences et technique, si on se propose le développement industriel du pays. L'Université Publique Nationale de Colombie, fondée par l'administration du général Acosta en 1868, comprend cinq facultés : celle de littérature et de philosophie, celle de mathématiques et ingénierie, l'école des sciences naturelles, l'école de médecine et l'école de droit. A ces diverses branches d'enseignement, on peut ajouter une Ecole des Arts et Métiers.

Les études dans ces facultés sont réglementées par un décret du président de l'Union et les étudiants qui en suivent les cours obtiennent des diplômes professionnels. En 1870, 4 étudiants reçoivent le grade d'ingénieur, 4 autres celui de professeur en sciences naturelles, 7 en médecine et chirurgie, et 4 étudiants sont admis comme docteurs en droit. En 1871, la plupart des élèves qui étudient à l'Université ont suivi le cours de littérature et de philosophie, tandis qu'une minorité des étudiants a fréquenté la faculté de Mathématiques, des Sciences Naturelles, de Médecine et la faculté de Droit. L'état de Cundinamarca où se trouve situé le siège de l'Université, fournit la plupart des étudiants, alors que les étudiants en provenance des huit autres Etats de l'Union restent en minorité. Cette grande disproportion dans le nombre des étudiants doit être attribuée aux difficultés de communication et aux grandes distances qui séparent certaines provinces de la capitale.²

A l'Université, le régime radical-fédéral veut instruire les nouveaux citoyens dans les domaines des sciences et de la pensée moderne, afin de promouvoir le développement industriel du pays, car l'industrie est perçue comme la condition indispensable à la modernisation du pays.

¹ D'après le chancelier français à Bogotá : Güepp, « La Mémoire sur les Etats Unis de Colombie » C D A Nantes, Bogotá Ambassade-Série A- Cote 17, Bogotá, le 3 août 1870.

² *Ibid.*

La création du Décret Organique ou Code sur l'enseignement public primaire :

Les Libéraux Radicaux, conscients de l'ignorance profonde dans laquelle sont plongées les populations de l'Union des Etats Unis de Colombie, désirent organiser l'enseignement public primaire. Selon le recensement de 1864, il y aurait en Colombie 531 092 enfants ou jeunes gens en âge de fréquenter les écoles et environ 800 établissements publics ou privés pour diffuser l'enseignement à la jeunesse. Le nombre des élèves fréquentant chacun de ces établissements est en moyenne de 440, ce qui fait en tout 352 000 élèves, de sorte que près de 179 092 ne reçoivent aucune instruction dans une école.¹

Afin de résoudre cette question de la scolarisation, le Congrès composé en majorité de libéraux radicaux vote à l'unanimité la loi du 2 juillet 1870: Le Décret Organique ou Code sur l'enseignement public primaire, qui confie au gouvernement central de Bogotá le soin d'organiser celui-ci. Le nouveau Décret Organique veut établir le contrôle de l'éducation à travers un système uniforme d'éducation publique primaire pour les neuf états et placer l'enseignement public primaire sous l'impulsion d'une direction centrale établie à Bogotá, en attendant que les membres du corps enseignant soient indépendants du clergé et des autorités politiques. Le but de ce Code est d'abord de former des travailleurs et de bons citoyens, de s'abstenir de recruter pour les sectes religieuses ou les partis politiques.²

A partir de la publication du Décret Organique, le gouvernement fédéral organise, dirige et contrôle l'enseignement public primaire dans les Etats de Cundinamarca, Bolívar, Tolima, Boyaca, Magdalena, Cauca et Panama. Dans les états d'Antioquia et de Santander, le Président Fédéral intervient uniquement pour ce qui concerne les Ecoles Normales. Les frais d'instruction dans ces deux Etats sont entièrement à la charge de leurs gouvernements respectifs. Dans les sept autres Etats, les dépenses relatives à l'enseignement primaire sont partagées de la manière suivante : sont à la charge de la nation, l'entretien des Ecoles Normales et des établissements qui en

¹ Ces chiffres d'après le chancelier français à Bogotá : Güepp, « La Mémoire sur les Etats Unis de Colombie » C D A Nantes, Bogotá Ambassade-Série A- Cote 17, Bogotá, le 3 août 1870.

² *Ibid.*

dépendent, l'acquisition des livres, cartes géographiques, appareils scientifiques, et tous autres objets nécessaires à l'enseignement, les établissements de bibliothèques populaires, les dépenses des Directions de l'Instruction Publique et de l'Inspection Générale. Le gouvernement des Etats finance les écoles rurales établies dans les hameaux qui se trouvent situés à de trop de grandes distances des chefs lieux de district et qui sont trop pauvres pour payer tous les frais d'entretien de leurs écoles.¹

En résumé, l'enseignement est le point essentiel du projet de modernisation de l'Union des Etats Unis de la Colombie; mais la création des Ecoles Normales, de l'Université, et le Décret Organique ne suffisent pas à satisfaire les besoins de modernisation formulés par les Radicaux dans leur projet de création de l'état- nation en Colombie. Pour obtenir la modernisation du pays, les Radicaux ont recours à des administrateurs et des scientifiques européens. Le soutien allemand en faveur de la création des Ecoles normales s'avère insuffisant face aux nécessités de la scolarisation et de l'enseignement scientifique et technique, surtout en Colombie où la plupart des citoyens sont illettrés ; et finalement, le soutien des congrégations religieuses catholiques s'impose.

L'idée d'y substituer soudain l'enseignement non confessionnel se révèle une chimère compte tenu de l'urgence de la scolarisation. Le grand nombre des enfants qui ne bénéficient d'aucune instruction et la contribution allemande qui ne suffit pas, impliquera le recours aux congrégations catholiques françaises. Le concours des congrégations religieuses s'impose, et la France est le seul pays capable de répondre aux besoins du projet radical. La présence culturelle française est une nécessité pour l'Union, c'est ainsi que les Libéraux, bien qu'anticléricaux et nationalistes, admettent les congrégations françaises en Colombie.

Après le renversement du régime radical et l'installation du régime conservateur, la France est placée au premier rang des rapports culturels avec la Colombie, grâce à la présence des congrégations religieuses françaises, lesquelles arrivent nombreuses après la prise du pouvoir politique des Conservateurs. Les Conservateurs, liés à l'église catholique, sont favorables à la présence des congrégations pour aider à

¹ D'après le chancelier français à Bogotá : Güepp, « La Mémoire sur les Etats Unis de Colombie » C D A Nantes, Bogotá Ambassade-Série A- Cote 17, Bogotá, le 3 août 1870.

conduire le progrès du pays. Pour eux, l'état de guerre provoqué par les Radicaux et dans lequel se débat la Colombie est indiscutablement la principale cause du retard économique et du sous développement de l'Union.

Chapitre 8

L'action culturelle française en Colombie : 1870-1886

L'influence culturelle de la France demeure une constante historique en Colombie, car cette influence, acquise grâce aux liens culturels tissés entre les deux pays, ne faiblit guère après l'Indépendance. Dans un un contexte de forte dépendance économique à l'égard de l'Angleterre et de la France, les Etats Unis de Colombie en quête d'affirmation politique et culturelle, posent leur identité culturelle sur le concept de Latinité. Certes, la Latinité non seulement éveille l'intérêt des Etats-Unis de Colombie vers la France, mais elle permet à la France aussi d'influencer les Etats-Unis de la Colombie dans l'édification de leur nouvelle identité politique et culturelle.

Dans les Etats-Unis de Colombie, la France de la III^e République réhabilite la Latinité, en l'imprégnant d'une certaine catholicité. Grâce à cette Latinité mélangée de catholicité, la France impose la greffe Latine dans les Etats-Unis de Colombie, où la France parvient à imposer une action culturelle. L'action culturelle française en tant que : « *une opération menée consciemment par des acteurs très divers qui ont le but de faire connaître, de diffuser les diverses expressions de la pensée, de la création et de la langue et civilisation françaises* », ¹est fortement imprégnée de la Latinité.

Cette action culturelle de la France dans les Etats-Unis de Colombie, mélangée de latinité, est motivée par un messianisme qui veut que la France incarne la chrétienté et l'humanisme comme espérances de l'humanité partout dans le monde. Et, au fur et à mesure que la III^e République Française se consolide, la demande culturelle Latine des élites colombiennes est en constante augmentation. Ainsi, la France transforme le concept de Latinité. Ce concept est mêlé de libéralisme philosophique français. Certainement, la France des années 1870 à 1880, plus urbaine, plus industrialisée, et largement alphabétisée, est imprégnée d'une philosophie libérale qui lie le progrès social de ce pays au progrès de l'éducation de toutes les couches sociales françaises.

Avec l'instruction, une véritable révolution s'est produite en France: l'accès à la lecture des classes inférieures françaises, grâce à laquelle la société française est peu à

¹ M. Gilles, *Une Ambition Sud-Américaine, op. cit.*, p. 11.

peu confrontée à l'essor des produits culturels, parmi lesquels des genres littéraires, des spectacles (de théâtre, de musique, de cafés-concerts), des expositions universelles, des bibliothèques populaires, mais surtout des offres d'imprimés: feuilletons, ouvrages, journaux, romans, manuels scolaires.

L'essor de tous ces produits culturels modifie profondément les formes traditionnelles de la culture populaire, puisqu'ils inaugurent le règne de l'opinion publique, du fait que ces nouveaux produits culturels ont pour vocation de toucher par leur prix, leur style et leur diffusion le plus large public. En ce sens, la culture est perçue comme un élément d'opinion, et la société française obtient une dignité culturelle, une certaine « autorité », ce qui permet aux Français leur insertion dans un espace de liberté et de pensée.

Dès lors, l'essor culturel de la France continue à consolider le prestige de cette nation comme le pays de la culture et de la civilisation universelles. La France continue à obtenir l'admiration permanente des élites conservatrices comme des élites libérales des Etats-Unis de la Colombie. Dans ce contexte historique d'essor culturel, la principale caractéristique est l'action culturelle de la France dans le Monde, et évidemment dans les Etats-Unis de Colombie.

Pendant la III^e République, l'action culturelle de la France dans les Etats-Unis de Colombie cherche à influencer la pensée et les habitudes des élites libérales et conservatrices qui ont un rôle central dans la construction de l'Etat colombien. Ces élites amies de la Latinité se révèlent favorables à l'action culturelle française qui irrigue le champ culturel et contribue à leur « *afrancesamiento* ». Quant aux couches inférieures des Etats Unis de la Colombie, elles sont également concernées par certaines actions socio-culturelles de la France.

Néanmoins, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'Allemagne s'attache à remettre en cause la prépondérance de la France dans le Monde. Dès lors, l'influence culturelle de la France se déroule dans une ambiance d'affrontement et de rivalité, marquée par des événements comme l'invasion du Mexique, la Guerre Franco Prussienne et la Colonisation française. Désormais, entre les puissances européennes, les antagonismes du sentiment national et des impérialismes coloniaux forment la toile

de fond sur laquelle se dessinent les difficultés politiques de l'Europe.

Ces difficultés politiques des puissances européennes en Amérique latine sont évidentes lorsque la France intervient militairement au Mexique, en 1863. Mais la greffe Latine, qui lie culturellement la France à l'Amérique latine, empêche le déchirement des rapports entre elles, et la France conserve son hégémonie culturelle dans le Monde. Ainsi, la Latinité, face à la calamiteuse intervention de la France, permet à ce pays d'obtenir la compréhension des pays de l'Amérique latine.

Mais si l'expédition française au Mexique ne stoppe pas l'action culturelle de la France par toute l'Amérique latine, la Guerre Franco Prussienne menace gravement l'hégémonie politique, économique et culturelle de la France dans le Monde. Par ses éclatantes victoires, le peuple allemand acquiert un grand rayonnement: *«il a le sentiment de sa supériorité et la conviction que le génie germanique doit étendre son domaine d'action aux dépens du romanisme et du slavisme»*.¹

Après la guerre Franco Prussienne, ce qui domine en France, c'est le désir de sécurité, de stabilité, le souci de la défense du territoire et la crainte d'une nouvelle attaque allemande. Et pourtant, cette ambiance de crainte est loin de provoquer un sentiment de résignation, car l'attachement aux provinces de l'Alsace-Lorraine perdues après la Guerre Franco Prussienne, ainsi que le sentiment conquérant et impérialiste de la France, développent un esprit de patriotisme et de nationalisme qui éveillent un désir de revanche.

Sans doute, l'extension et l'approfondissement des rivalités, des nationalismes et des impérialismes entre les puissances européennes, se répercutent dans la projection de l'action culturelle française de la III^e République. En conséquence, les élites conservatrices françaises mettent en cause le messianisme français qui motive l'action culturelle. Certes, depuis la Guerre Franco Prussienne, les élites françaises opposent au messianisme français le principe du nationalisme en tant que mythe mobilisateur autour duquel se développe l'action culturelle de la France dans le Monde.

Grâce à la réflexion que les élites conservatrices françaises réalisent sur la nature et

¹ P. Renouvin, *Histoire des Relations Internationales, Tome III de, op. cit.*, p. 19.

le bien fondé du messianisme français, celui-ci est mis en question; mais en face ou par rapport à la culture et à la civilisation du vainqueur allemand. Comme résultat de ce questionnement, la France reste convaincue que les hommes sont différents par leur éducation plutôt que par leur culture ou leur civilisation. Ainsi, l'éducation apparaît comme une priorité nationale pour les élites conservatrices françaises.

L'éducation devient la nouvelle mission pour la France dans le monde. La création d'écoles en France et dans le monde reste la principale préoccupation pour certains gouvernements de la III^e République. En France durant cette époque, l'école est perçue comme un espace de conversion capable de supprimer les causes d'infériorité entre les diverses races humaines, car à travers l'éducation dans les écoles, toutes les races humaines sont sur un pied d'égalité.

Selon l'historien français Pierre Renouvin¹, l'école publique est conçue comme un nouvel espace de culture, où l'exaltation de la gloire militaire de la France d'autrefois a une place importante. Certains gouvernements de la III^e République voient l'école comme un agent de restauration de la conscience française pour cimenter l'unité nationale de la France, et retrouver le prestige perdu. En effet, la France est décidée à poursuivre sa mission civilisatrice: l'éducation, grâce à la création des écoles. Ainsi, le messianisme français n'est pas détruit, car en France, il existe un consensus général sur l'universalisme de cette nouvelle mission civilisatrice française dans le monde : l'éducation, en tant qu'action civilisatrice, humanitaire et universaliste.

La conscience qu'ont les élites françaises de la perte de leur rang de première puissance militaire et économique dans l'Europe, la montée de la rivalité allemande, entraînent en France une relativisation de « l'universalisme » français; mais la remise en cause de cet « universalisme » n'est pas puissante, puisque la France désire surmonter sa défaite. Ainsi, le coup de fouet de la défaite française de 1870-1871 et le besoin de compenser celle-ci, joint au nationalisme et au messianisme français, donnent à l'action culturelle française un exceptionnel dynamisme.

Ce dynamisme de l'action culturelle française est marqué par le développement

¹ P. Renouvin, *Histoire des Relations Internationales, Tome III de, op. cit.*.

considérable du rôle de l'Etat français, lequel s'exprime dans une action culturelle orientée vers la diffusion et l'expansion de l'éducation comme action universaliste, civilisatrice, et humanitaire qui doit être imposée grâce à la langue et à la civilisation. La France repliée sur son passé de grandeur et de gloire développe un nationalisme fondé sur l'idée de revanche et de récupération des provinces perdues; et dans ce contexte l'universalisme français a la volonté d'élever la France au rang de puissance grâce à l'hégémonie culturelle, afin de mener à bien son expansion impérialiste, laquelle est revêtue des aspects humanistes et universalistes propres au messianisme français de cette époque.

Certes, comme l'explique Pierre Renouvin¹ l'universalisme français s'accompagne nécessairement, quelle que soit sa force et sa primauté dans la projection culturelle française sur le monde, d'intentions et de motivations moins pures. La France n'échappe pas à la course colonialiste de l'Europe, elle n'échappe pas aux préoccupations mercantiles et de puissance partagées par les états et toutes les nations, quel que soit d'ailleurs leur niveau de développement dans l'Europe. Et dans ce contexte, il est certain que l'action culturelle de la France met en jeu de considérables intérêts économiques.

Les liens privilégiés que la France entretient avec les Etats-Unis de Colombie donnent lieu à de substantiels courants d'échanges économiques et commerciaux. Egalement, la France a des motivations politiques, car elle veut le percement du canal de Panama, afin de parvenir au contrôle du commerce international. Mais il faut reconnaître que l'action culturelle française dans le monde, et particulièrement dans les Etats-Unis de Colombie, reste largement autonome par rapport à son action économique et commerciale.

Car les buts économiques et politiques que la France vise dans les Etats-Unis de Colombie comme partout ne comptent pas plus, et peut être moins, que la quête d'une puissance proprement culturelle, d'une suprématie intellectuelle, morale, spirituelle; et cette quête recueille le consensus le plus large dans l'opinion publique française. Le désir d'expansion coloniale de la France ne répond pas seulement à la sollicitation des

¹ P. Renouvin, *Histoire des Relations Internationales, Tome III de, op. cit.*,

intérêts économiques. Il procède aussi d'un état d'esprit : désir d'accroître le prestige de l'Etat français, et la conviction qu'un grand peuple a une mission à accomplir dans le Monde.

Il faut reconnaître que l'action culturelle de la France aux Etats Unis de Colombie est menée par des acteurs de plus en plus nombreux, autonomes et diversifiés. Parmi ceux-ci, les congrégations religieuses qui trouvent un énorme essor et sont placées au premier rang des acteurs privés. Egalement, il semble qu'un courant assez nourri de professeurs, de précepteurs se soit maintenu, surtout à destination des Etats-Unis de Colombie.

Les gouvernements de la III^e République jouent un rôle considérable dans la mise en œuvre d'une action culturelle propre dans les Etats-Unis de Colombie, car ils sont portés par l'esprit du temps, par le nationalisme et la rivalité avec les autres puissances européennes, par l'essor économique et commercial, par l'expansionnisme colonial et culturel d'une civilisation encore sûre de sa force et de l'universalité de ses valeurs. Pour autant nous ne pouvons parler d'une politique culturelle vraiment élaborée et définie tant dans les grandes lignes que dans les détails.

La III^e République Française, malgré ses querelles politiques, met en œuvre progressivement une action culturelle propre en s'appuyant souvent sur les congrégations religieuses, car cette République en poursuivant la politique des régimes qui l'ont précédée : la protection des chrétiens, donne son appui politique, son soutien et ses subventions aux œuvres sanitaires, sociales, scolaires de ces congrégations, afin de résister à la concurrence des autres puissances européennes ou de les écarter.

Ainsi, dans les Etats-Unis de Colombie, les différents gouvernements français de la III^e République, renforcent par leur action propre, celle des acteurs privés en matière de diffusion de la langue et de la culture française à travers l'enseignement en français. Dans l'esprit plutôt assimilateur et civilisateur de l'époque, ces gouvernements sont chargés de la diffusion de la langue et de la culture française par l'enseignement en français dans les écoles et les établissements secondaires destinés aux élites colombiennes.

Ces élites accueillent favorablement les offres en provenance de France, surtout dans le domaine de la santé et de la culture française. C'est ainsi que dans le champ culturel les élites colombiennes sont favorables aux cours de langue française dans leur pays. Celles-ci jugent utile le français pour commercer avec la France, et plus encore pour communiquer en français, car elles considèrent la langue française comme une voie d'accès au prestige social, comme une marque de qualité et de distinction, comme un critère d'appartenance à un milieu social élevé, cultivé, raffiné voire à la catégorie supérieure en revenus.

Certainement, dans les Etats-Unis de Colombie le français ou le snobisme en faveur du français comme langue universelle trouve ses origines non seulement dans la puissance intrinsèque de rayonnement que la langue et la culture françaises ont depuis des siècles, mais dans le fait que le français comme langue universelle apporte la civilisation. Ainsi, l'adoption de la langue française par les élites colombiennes comme un moyen d'accéder à la civilisation française, est une base remarquable de l'action culturelle de la France, grâce à laquelle la France étend dans les Etats-Unis de Colombie son hégémonie culturelle aux champs politique et financier de ce pays.

Chapitre 9

Les acteurs de l'action culturelle française en Colombie (1870-1886)

Les congrégations religieuses françaises et leurs missions :

Des acteurs français arrivent dans les Etats-Unis de Colombie. Parmi ces acteurs culturels, certaines institutions confessionnelles et catholiques comme les congrégations chrétiennes. Pendant cette époque, les congrégations connaissent un grand élan, grâce aux œuvres de leurs missionnaires.

Certes, jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, l'identification entre la civilisation française et la religion catholique s'est faite quasi naturellement. Plusieurs gouvernements français exaltent la mission évangélisatrice de la France et le génie du christianisme incarnés par des acteurs culturels qui ont la mission de répandre le message chrétien. C'est pourquoi, les gouvernements de la III^e République, en ce qui concerne la protection des chrétiens, poursuivent la politique des régimes précédents. De fait, les gouvernements de la III^e République sont marqués par un interventionnisme remarquable dans le domaine de la protection des chrétiens, car ces gouvernements donnent l'appui politique et diplomatique aux congrégations et soutiennent avec des subventions leurs œuvres sanitaires, sociales et scolaires, malgré toutes les contestations et les attaques suscités par cet interventionnisme.¹

Ces gouvernements résistent à la concurrence culturelle des autres puissances mondiales, en se montrant les défenseurs du christianisme. Mais pour cela, les gouvernements la III^e République ont besoin des congrégations. Celles-ci sont soutenues par l'Etat, en échange de leurs services. Ainsi, les congrégations soumises au service de l'Etat français, sont obligées de taire leur hostilité au régime républicain et laïque, et leurs missions sont contrôlées au niveau de l'enseignement pour diffuser la langue et la culture française, et au niveau des œuvres d'assistance sociale.

Au milieu du XIX^e siècle, il n'est guère d'ordre religieux français ancien ou récent qui n'ait détaché quelques uns de ses membres pour enseigner, soigner, évangéliser

¹ A. Salon, *L'Action Culturelle*, op. cit., p. 678-680.

hors de France. Parmi les congrégations les plus actives nous trouvons : les Sœurs de la Charité, les Frères des Ecoles Chrétiennes, les Frères Maristes, les Eudistes, les Lazaristes, les Sœurs du Sacré Cœur ou de la Présentation, la Congrégation de Saint Vincent de Paul et autres.

Jusqu' à l'arrivée du régime républicain et laïque, la France fournit à elle seule les deux tiers des missionnaires catholiques dans le monde.¹ Mais à partir de l'adoption des lois de laïcisation par certains des régimes républicains, une crise de vocation se manifeste au sein des congrégations, et cela entraîne le remplacement des membres des congrégations françaises par des religieux étrangers. En bien des endroits les congrégations n'ont plus de français que l'origine, l'esprit du fondateur, et le nom souvent traduit et déformé depuis 1933.

Quant à l'enseignement donné en français, et conforme aux programmes assignés par la plupart des gouvernements de la III^e République, il disparaît ou n'est enseigné qu'au titre de langue étrangère d'une façon plus ou moins satisfaisante. Quoi qu'il en soit, à l'étranger, on constate que les congrégations instruisent un plus grand nombre d'élèves que les autres institutions locales chargées aussi de l'enseignement. Ajoutons que l'accès à la culture et à la civilisation française ne se fait pas exclusivement par la langue française. Là où les missionnaires français éduquent, ils forment d'autres missionnaires et soignent dans une autre langue. Ainsi, les congrégations rayonnent culturellement en faveur de la France. Celles-ci, soucieuses d'évangéliser par le sacrifice, les soins, l'éducation et le dévouement attirent dans certains pays leurs catéchumènes au sacerdoce, en s'attelant à toutes les tâches du développement économique, social, et culturel de ces pays.

D'autre part, les congrégations participent à la colonisation française, parce que le gouvernement français les charge de l'évangélisation dans les nouveaux territoires. Cependant, les congrégations en introduisant la foi catholique, n'opposent pas par la force des arguments pour convaincre les peuples colonisés de changer leurs rites, leurs coutumes et leurs mœurs. Ainsi les congrégations cherchent à ne pas heurter les rites

¹ A. Salon, *L'Action Culturelle*, op. cit., p. 680.

ni les usages d'aucun peuple colonisé, afin d'éviter leur rejet. ¹

En réalité, dans leurs rapports avec les gouvernements français du XIX^e siècle, les congrégations catholiques apparaissent comme l'interprète unique du gouvernement français, puisque les intérêts de la France sont puissamment représentés par ces congrégations dans les territoires où elles se trouvent. Ces congrégations, par l'intermédiaire de leurs missions dans les domaines culturel et social, se mobilisent pour la défense des intérêts politiques et économiques de la France.

Les congrégations répondent à l'appel des gouvernements de la III^e République; elles sont étroitement liées aux autorités françaises. D'une manière efficace, les régimes de la III^e République en utilisant les congrégations, rassemblent toutes les formes modernes du messianisme français et font de l'action culturelle des congrégations un mythe mobilisateur des forces autour de la colonisation et de l'hégémonie culturelle française dans le monde entier.

Pendant la colonisation française, les congrégations transformées en acteurs culturels sont responsables de l'enseignement et des œuvres charitables au-delà de la France; car l'époque de la colonisation est aussi un milieu porteur d'action culturelle, grâce à l'action des congrégations. En bref, la colonisation développe le profit et la richesse pour certains entrepreneurs mais aussi le grandeur et l'hégémonie culturelle de la France par l'intermédiaire de son action culturelle, caractérisée par le respect des traditions, des aspirations et de l'identité des pays colonisés, où les congrégations ont la mission de l'enseignement, et les œuvres sociales.

¹A. Salon, *L'Action Culturelle*, op. cit., .p .683-684.

Chapitre 10

Les congrégations religieuses françaises en Colombie:

Quant à l'action culturelle développée par les gouvernements de la III^e République en Colombie, cette action se réalise dans un territoire qui ne fait partie de l'empire colonial français. La France initie son action culturelle avec des invitations adressées à la Colombie à l'occasion de la Conférence Générale convoquée à Paris pour répandre l'usage des Mesures Métriques. Pour cela la France invite le gouvernement colombien à déléguer des savants chargés de s'informer auprès de la commission des poids et mesures constituée à cet effet. ¹

Egalement, la France adresse une autre invitation à la Colombie, à l'occasion du Congrès des sciences géographiques à Paris en 1875.² Et même si le gouvernement des Etats-Unis de Colombie ne donne pas suite à ces invitations, il manifeste son adhésion à la proposition concernant les mesures métriques, et finalement, le gouvernement colombien adopte le système métrique proposé par la France.³ En ce qui concerne la présence des congrégations françaises dans les Etats-Unis de la Colombie, celles-ci arrivent par l'initiative des habitants de ce pays. A l'origine de la présence des congrégations religieuses françaises nous trouvons la guerre civile aussi paradoxal que cela puisse paraître.

Comme nous l'avons expliqué, le fléau de la guerre civile qui accompagne la plupart des régimes des Radicaux provoque en Colombie la maladie, la pauvreté, la misère, la famine, la destruction, et l'ignorance du peuple. C'est pourquoi, les Etats-Unis de Colombie, afin de faire face à cette situation calamiteuse, demandent à la France son aide et service dans les domaines de la médecine et de l'enseignement.

¹ C A D Nantes - Bogotá Ambassade -Série A- Cote 17, p.11, le ministre de France à Bogotá à son excellence, le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 19 septembre 1869.

² C A D Nantes - Bogotá Ambassade -Série A- Cote 17, p.153, le ministre de France à Bogotá à son excellence, le ministre des affaires étrangères à Paris. Versailles, le 27 mai 1874.

³ C A D Nantes - Bogotá Ambassade -Série A- Cote 17, p.217, le ministre de France à Bogotá à son excellence, le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 22 janvier 1870.

La lèpre et l'école: la porte d'entrée des missionnaires français :

La lèpre, une maladie infectieuse contagieuse, saccage les pays d'Amérique tels que la Colombie, dès le début du XVII^e siècle. C'est ainsi qu'à Cartagena apparaît le premier hôpital destiné à recevoir tous les lépreux du Nouveau Royaume de la Nouvelle Grenade. En 1791, la léproserie est transférée dans l'île de Cano de Loro,¹ où elle se trouve pendant de longues années, mais cette mesure est insuffisante.

Beaucoup de lépreux continuent à vivre au milieu des habitants indemnes. Ainsi, la maladie ne tarde pas à s'étendre. De la côte atlantique colombienne où elle sévit d'abord, elle se propage vers l'intérieur du pays. En outre, comme l'internement des lépreux n'est pas obligatoire, puisqu'il n'existe qu'une seule léproserie, la plupart des malades demeurent dans leur famille en vaquant à leurs affaires. Ainsi, les malades mènent une vie normale et seuls les indigents sont hospitalisés.

D'autre part, le traitement de cette maladie incombe à la charité publique, et grève les budgets des provinces et des villes, lesquelles manquent des ressources financières suffisantes pour organiser la lutte contre la lèpre. C'est pourquoi, depuis l'Indépendance, en 1826, les différents gouvernements colombiens décrètent que toute personne débarquant dans un de ses ports est assujettie à une taxe de 12 à 16 pesos destinée à l'organisation des léproseries. Evidemment, cette mesure ne suffit pas à faire face aux ravages provoqués par la maladie.

Quelques années plus tard, sous le gouvernement de Santander, les décrets du 21 Février et du 21 Décembre 1835 ordonnent l'internement des lépreux, et règlent jusqu'en leurs moindres détails l'organisation des léproseries. L'article 21 stipule que les lépreux quels que soient leur sexe, état ou condition, sans exception aucune, doivent être conduits au lazaret, où ils sont obligés de résider et où ils doivent rester jusqu'à leur guérison complète et dûment constatée.

Le gouvernement de Santander et ceux qui lui succèdent, ne parviennent pas à construire les lazarets nécessaires; pourtant des changements inespérés dans le

¹ Henri, Roger. *Voyage en Colombie. De Paris à Bogotá*, Paris, Extrait de « La Presse Médicale » N° 14, 22, 27, 26, février- mars- avril –mai, 1931, p.39

traitement des lépreux se produisent à partir des décrets promulgués par Santander. A partir de ce moment là, les chefs de police et les maires de tous les villages colombiens commencent à chercher les lépreux; et les médecins, pour des raisons humanitaires et citoyennes doivent dénoncer les lépreux aux autorités gouvernementales.¹

En Colombie, durant des siècles, les lépreux sont l'objet d'un féroce opprobre et d'une affreuse malédiction, pendant que d'autres lazarets apparaissent comme celui de la « Contratación ». Lorsque, les Radicaux prennent le pouvoir, ils autorisent la création du lazaret de « Aguas de Dios », en 1864. Ce lazaret commencé en 1870 est le plus vaste et le mieux installé du pays, et pourtant il manque d'un personnel habilité aux soins médicaux que requièrent les malades.

Entre temps, comme les lazarets construits ne suffisent pas à l'hébergement du nombre assez croissant des lépreux, les régimes Radicaux sont obligés d'atténuer les mesures rigoureuses prises par Santander. Ainsi, les lépreux aisés sont autorisés à rester dans leur demeure à la condition d'y vivre dans l'isolement. Certes, cette mesure comme toutes les autres déjà prises ne font qu'accentuer l'intensité de la lèpre qui ravage la Colombie.

Jusqu'au début du XX^e siècle, les divers gouvernements tant radicaux que conservateurs, promulguèrent des lois contradictoires par rapport à la lèpre. A plusieurs reprises, ces lois limitent ou interdisent la circulation des lépreux, et elles incitent les habitants et médecins à dénoncer les individus atteints ou suspects de lèpre. En plus, certaines de ces lois ajoutent que quiconque ose se soustraire à l'obligation de se dénoncer est passible d'une forte amende ou d'un emprisonnement de deux à six mois.

Dans la Colombie, toujours soumise au chaos et à l'anarchie créés par l'état continuuel de guerre civile, le fléau de la lèpre et les mesures prises pour le combattre, contribuent à faire de cette affreuse malédiction un prétexte ou une excuse pour harceler les opposants politiques des gouvernements en place. Ainsi, la lèpre

¹ H. Roger, *Voyage en Colombie. De Paris à*, op. cit., p.40

bouleverse le contexte politique colombien qui devient chaotique surtout après la prise du pouvoir des Radicaux.

Le régime des Radicaux, dépassé par les ravages causés par la lèpre, désire demander à la France l'envoi d'un groupe de missionnaires françaises, afin de mettre en service la léproserie de « Aguas de Dios », car l'établissement manque autant de personnel administratif que de personnel médical adapté aux soins que requièrent les lépreux. Les Radicaux dépassés par les événements font un pas en arrière dans leur politique anticléricale en demandant la présence des congrégations religieuses françaises.

Chapitre 11

Les premiers missionnaires français en Colombie

Les Sœurs de la Présentation :

Dès la fin des années soixante, certaines autorités du régime radical entreprennent les premiers pourparlers avec la France afin d'accueillir en Colombie les missionnaires françaises. Ces autorités pensent d'abord aux Filles de la Charité, religieuses de Saint-Vincent de Paul. C'est par l'intermédiaire d'un jeune élève du Lycée Michelet à Vanves, où les Sœurs de la Présentation sont chargées des services de l'infirmerie et de la lingerie, que cette congrégation est connue en Colombie. Cet élève, chargé par son père, chef de clinique à l'hôpital Colonial de Bogotá, de procurer des religieuses françaises pour cet hôpital, propose celles dont il connaît le dévouement et la charité.

Les six premières religieuses arrivent à Bogotá le 21 juin 1873.¹ Ces Sœurs de la Présentation sont mises au service de l'hôpital Colonial, dont la situation est chaotique par le manque de personnel hospitalier. La question de la lèpre continue à s'aggraver. Les gouvernements des Radicaux n'envisagent pas des solutions possibles au fléau de la lèpre. Il semble que les Radicaux soient satisfaits des services rendus par les Sœurs de la Présentation dans l'hôpital Colonial, tandis que la lèpre fait des ravages parmi la population.

Dans l'hôpital Colonial, tout est à organiser; les malades ne reçoivent que des soins fort incomplets, les prescriptions des médecins ne sont pas suivies, le désordre est partout. Les Sœurs se mettent à l'œuvre. Par rapport aux services prêtés par les Sœurs dans cet hôpital, nous trouvons le premier compte rendu du syndic de l'hôpital, dans lequel il reconnaît que : « *Dès leur installation, les Sœurs ont donné à tous les services une impulsion aussi prompte qu'admirable. L'ordre, la propreté, la discipline ont bientôt régné dans toutes les dépendances de l'établissement, le soin des malades*

¹ C A D Nantes - Bogotá, Service des Œuvres Français-Série A l'Etranger – N° 447, le ministre de France à Bogotá à son excellence, le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 31 décembre 1934, p.2.

ne laisse rien à désirer »¹

L'œuvre entreprise par les Sœurs de la Présentation obtient une grande notoriété au-delà de Bogotá. Leurs services sont demandés partout, et chaque année à partir de 1873 de renforts de religieuses de la Présentation partent de Tours, arrivent aux Etats-Unis de la Colombie. En 1875 à Bogotá, les Sœurs créent leur premier centre de bienfaisance, appelé la « Maison du Refuge ».² Dans cet asile, les Sœurs prennent soin des vieillards. En 1876, lorsque les affrontements militaires entre les Radicaux et les Conservateurs éclatent et s'étendent jusqu'au Venezuela, les Sœurs de la Présentation sont confrontées à la dure réalité de la guerre civile. Pendant cette guerre, les Sœurs soignent les blessés et les malades dans les diverses ambulances, passant d'un camp à l'autre des deux partis ennemis qui réclament leurs services.³

Entre temps, l'état continuel de guerre civile et la désorganisation du service hospitalier dans lesquels se trouvent les Etats-Unis de la Colombie, entravent les services des Sœurs de la Présentation en faveur des lépreux. C'est pourquoi leur action est retardée jusqu'à la chute du régime des Radicaux. En 1892 seulement, le soin des lépreux est confié aux Sœurs de la Présentation dans la léproserie de:« Aguas de Dios ». Dans cette léproserie de trois immenses pavillons, situé dans les environs de Bogotá, les Sœurs de la Présentation reçoivent 1500⁴ malades plus ou moins atteints. A « Aguas de Dios », nommée « la Cité des Lépreux », les malheureux malades sont condamnés à l'incarcération éternelle. Ces Sœurs françaises appelées Sœurs de la Charité soignent et protègent durant quarante années les lépreux colombiens avec dévouement.

¹ C A D Nantes - Bogotá, Service des Œuvres Français-Série A l'Etranger – N° 447, p.2, le ministre de France à Bogotá à son excellence, le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 31 décembre 1934.

² C A D Nantes - Bogotá Correspondance-Série B- Cote 2, le ministre de France à Bogotá à son excellence, le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 23 juillet 1875.

³ C A D Nantes - Bogotá, Service des Œuvres Français-Série A l'Etranger – N° 447, p. 2, le ministre de France à Bogotá à son excellence, le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 31 décembre 1934.

⁴*Ibid.*, 31 décembre 1934.

Les Frères des Ecoles Chrétiennes :

Cette congrégation, fondée par Jean Baptiste de la Salle dit « le précurseur de l'enseignement primaire en France », se charge de l'organisation des écoles françaises à l'étranger en 1792 sous la direction de Mathieu Bransiet appelé frère Philippe. Cette congrégation des Frères des Ecoles Chrétiennes, représente pour la France la plus puissante force d'expansion intellectuelle et parfois de développement économique durant le XIX^e siècle, lorsqu'elle répand l'enseignement en dehors de la France.¹

Une phrase de Jean Baptiste de la Salle par rapport à l'enseignement : « *le bon maître est celui qui fait de l'enseignement une joie sans relâche, sans distinction et sans aucune différenciation de personne* »,² illustre la mission éducative accomplie par les Frères des Ecoles Chrétiennes, dans les lieux lointains où ils arrivent. Ainsi, en 1838 cette congrégation gère quarante deux écoles chrétiennes disséminées dans le lointain et proche Orient, l'Afrique, le Canada et Amérique du Nord.

A l'étranger, où les Frères des Ecoles Chrétiennes ont la mission de l'éducation, ils enseignent aux enfants et jeunes la langue française, et ils utilisent la pédagogie, la méthode et la discipline de l'enseignement français. Ainsi, dans le rang des congrégations qui enseignent la langue française, et qui ont le contrôle de l'enseignement primaire technique, commercial, agricole, secondaire et supérieur, cette congrégation occupe la première place à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle en Colombie.

En Colombie, la présence de cette congrégation supplée le vide intellectuel laissé par l'ancienne congrégation des Jésuites espagnols. Comme je l'ai expliqué auparavant, les Jésuites espagnols avaient le contrôle des sciences et de la culture à travers l'enseignement pendant l'époque coloniale dans le Royaume de la Nouvelle Grenade. Bien que les Jésuites espagnols ne diffusaient pas la langue française, ils diffusaient volontiers la foi catholique et même la pensée des Lumières françaises, comme le faisait par exemple le jésuite espagnol José Celestino Mutis à l'époque où la

¹ Maurice, Barres. « *Faut-il Autoriser les Congrégations ?* », Paris, 8 édition, 1922, p.5.

² . M. Barres, *Ibid.*, p. 21

Nouvelle Grenade commençait à secouer le joug espagnol.

A partir de ce moment-là, en Colombie l'activité éducative est à la dérive, puisque les Jésuites espagnols sont contraints de quitter le pays. Des savants de réel mérite tels que Mutis, Caldas sont morts, et en conséquence les efforts éducatifs entrepris par les gouvernements révolutionnaires de l'époque échouent. La guerre entre les créoles invalide toutes les tentatives en faveur de la science et de l'éducation. En outre, l'isolement du pays rend le progrès scientifique difficile, car les immensités à parcourir par les voies de communication précaires n'offrent guère d'attrait aux acteurs culturels étrangers.

Et pourtant, les Colombiens descendants des Espagnols partagent les racines de la culture latine, et les Lumières françaises. Les élites colombiennes sont tributaires de la culture et de la pensée française. Lors, il est facile de comprendre l'importance que la Colombie donne à la langue française, qui après 1870 est à la première place, grâce à la présence des congrégations qui ont des établissements éducatifs, où l'enseignement de la langue française attire beaucoup des leurs élèves.

Dans les Etats-Unis de Colombie, parmi les établissements éducatifs français qui suscitent l'intérêt des gouvernements et de la communauté, nous trouvons les établissements gérés par la congrégation des Frères des Ecoles Chrétiennes. A cause des guerres, des villes éloignées de l'Etat du Cauca sont marquées par l'isolement et l'indifférence gouvernementale vis-à-vis de l'anéantissement des établissements scolaires. C'est pourquoi, dans ces villes du sud de la Colombie, des habitants désirent prendre en main l'éducation de leurs enfants et demandent au gouvernement radical la présence des Frères des Ecoles Chrétiennes.

C'est ainsi que le gouvernement radical de l'Etat du Cauca adresse une invitation à cette congrégation dans le but de créer une école primaire dans la ville de Popayan, en 1867.¹ Les Frères qui depuis de longues années sont en Equateur, acceptent l'invitation des Radicaux du Cauca et créent la première école appelée : « Escuela

¹ Gerardo, Guerrero ; Margot, Andrade ; Carlos Castro. *Educación y Política en el Régimen del Liberalismo Radical. Sur del Estado Soberano del Cauca 1863-1880*, Colombia, Ceilat-Udenar, 1999, p. 154.

Cristiana de Niños de Popayan ». Le 22 juillet 1872 dans la Ville de Pasto, la communauté crée une « Association de Pères de Famille », sous la direction du prêtre José María Chicaiza. Cette association est formée de partisans des partis radicaux et conservateurs parmi lesquels : Antonio Zarama, Santos Rojas, Lucas Ortiz, Pedro María Astorquiza, Miguel Santacruz et Felipe Rosero. L'association cherche des ressources financières afin de créer une école primaire sous la direction des Frères des Ecoles Chrétiennes. En 1874, la société parvient à obtenir \$9600 pesos et une maison louée par le conservateur Fernando Zarama pour la création d'une école d'enfants.¹

En 1874, l'association par l'intermédiaire de l'évêque de la ville de Pasto, Canuto Restrepo, contacte le prêtre français Théotime Marie de la congrégation des Frères des Ecoles chrétiennes, qui se trouve à la Ville de Guayaquil dans le pays voisin, l'Equateur. Le 12 décembre de cette même année, le prêtre Théotime crée « l'Ecole Chrétienne des Enfants de Pasto », avec le soutien populaire et le soutien politique du régime Radical. L'enseignement des Frères dans l'école de Pasto s'inscrit dans un curriculum scolastique à forte connotation catholique, qui n'entraîne pas l'adhésion des Radicaux et des Libéraux de la ville, lesquels y voient un obstacle aux idées de modernisation et d'industrialisation qu'ils proclament.

Contrairement aux Radicaux, les jeunes gens de la ville et les conservateurs de Pasto n'envisagent pas une éducation en dehors de l'enseignement chrétien de la congrégation française. Désormais, la présence de la congrégation des Frères se révélera conflictuelle pour les partis politiques de la région. Le 2 juillet 1877, à cause des affrontements entre les partis politiques de la région, l'Ecole Chrétienne de Pasto est pillée et endommagée par l'armée libérale. Dans un rapport présenté par la Chancellerie de France à Bogotá, se trouve une demande pour réparation des biens adressée au gouvernement colombien de la part des Frères. On lit dans cette demande : « *des hommes armés au nom du gouverneur se rendent à l'Ecole afin de s'emparer des meubles, des manuels classiques, et des fonds qui servent à l'achat des objets d'enseignement de l'Ecole dirigée par le Frère Théotime Marie et qui sont*

¹Gerardo, Guerrero ; Margot, Andrade ; Carlos Castro. *Educación y Política en el Régimen del Liberalismo Radical. Sur del Estado Soberano del Cauca 1863-1880*, Colombia, Ceilat-Udenar, 1999, p. 154.

fournis par l'Association de parents de Pasto ». ¹

Le prêtre Théotime Marie, tient à réclamer l'intervention du chancelier français à Bogotá, en faveur de sa demande remise aux autorités du gouvernement des Etats-Unis de Colombie, car le gouverneur de la ville de Pasto, depuis des réclamations du prêtre, a rendu seulement une partie des fonds financiers de l'école, en ignorant les préjudices et dommages provoqués par son armée envers les biens des Frères. Le gouvernement français qui connaît les événements de l'école de Pasto par l'intermédiaire de son chancelier à Bogotá, se refuse à intervenir en faveur de la demande de réclamation du prêtre Théotime Marie auprès des autorités du gouvernement de l'Union des Etats-Unis de Colombie. ²Car la chancellerie française reconnaît le droit du gouvernement colombien à administrer l'enseignement primaire dans son territoire.

De cette façon, la chancellerie française admet que les autorités locales du gouvernement du Cauca ont le droit de ne pas tolérer les congrégations et de fermer l'école de la ville de Pasto. En conséquence, ce gouvernement conseille au prêtre Théotime Marie de porter réclamation auprès de l'Association de Pères de famille de la ville de Pasto, afin que cette Association l'indemnise pour les préjudices subis.

D'autre part, la chancellerie de France à Bogotá fait savoir au prêtre Théotime Marie qu'une nouvelle loi édictée par le Congrès, empêche le gouvernement colombien d'accueillir les réclamations des étrangers qui lui sont présentées par la voie diplomatique. De même, le chancelier confirme que l'indemnisation en faveur de la congrégation doit être payée par l'Association de Parents. ³Finalement le chancelier recommande au prêtre de s'immatriculer à la chancellerie, afin d'obtenir la protection de celle-ci, auprès des autorités colombiennes.

La chancellerie française ignore l'injustice commise par les autorités colombiennes envers la congrégation des Frères des Ecoles Chrétiennes, car la France donne une

¹ C A D Nantes - Bogotá Contentieux-Série B- Cote 243, le ministre de France à Bogotá à son excellence, le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 27 janvier 1878.

² *Ibid.*, le 27 janvier 1878.

³ *Ibid.*, le 27 janvier 1878.

grande importance aux rapports avec la Colombie. Comme nous le disions auparavant, le fléau de la guerre civile en Colombie met à l'épreuve les relations de la France avec la Colombie, et pourtant la France continue imperturbable dans ses relations avec la Colombie. Si bien que, parfois, la France est obligée d'accepter des injustices commises par certaines autorités colombiennes envers des nationaux français.

À partir de l'indépendance, les relations entre la France et la Colombie se renforcent et la France commence aussitôt une course effrénée dans le domaine commercial. En conséquence, des incidents comme la réclamation de la congrégation de Frères, ne parviennent pas à altérer les rapports entre les deux pays. De plus, le gouvernement français semble vouloir contrôler l'action culturelle française en Colombie. Le besoin de contrôler l'action culturelle française en Colombie explique le refus du gouvernement français de représenter les intérêts de la congrégation auprès du gouvernement colombien. Car la présence de la congrégation des Frères des Ecoles Chrétiennes en Colombie obéit initialement à l'initiative de la Congrégation et non au désir du gouvernement français.

Ainsi, l'époque où les acteurs culturels indépendants français arrivent volontiers pour rayonner en Colombie, semble dépassée. Certains gouvernements français de la III^e République savent qu'il leur faut prendre en main l'activité culturelle de ces acteurs. Car ils sont conscients de l'importance que lui ont conférée ces acteurs français privés comme les congrégations. Nécessairement, la présence de la congrégation des Frères des Ecoles Chrétiennes en Colombie commence en 1883. Mais, au début, ces pourparlers sont longs et laborieux.

En France, les supérieurs de la congrégation informent qu'ils disposent à peine du personnel nécessaire pour soutenir les établissements d'Europe et du Levant, de telle sorte que les premiers membres de la congrégation arrivent en Colombie après six années de continuelles instances. En 1883, avec l'accord du gouvernement colombien, l'archevêque de Medellín, Mrg. Montoya prend contact avec le supérieur de la congrégation des Frères à Paris, pour lui demander l'envoi de quelques Frères dans la région d'Antioquia, afin de leur confier l'enseignement primaire. Mais, d'après des informations de la chancellerie française à Bogotá, le Frère supérieur Irlide ne peut donner suite à la proposition de l'archevêque.

De ce fait, le Frère Irlide manifeste son regret, d'autant plus dit-il que : « *Medellín n'est pas pour nous un pays inconnu, plusieurs jeunes gens de cette ville ont fait leur éducation dans un de nos établissements de Paris et y ont laissé le meilleur souvenir* ». ¹ En 1884 est refusée une nouvelle instance du dit prélat colombien demandant dix Frères pour ouvrir un établissement éducatif, car la congrégation de Frères manque de personnel disponible. En 1885, le nouvel archevêque de Medellín, Mrg. Bernardo Herrera, ancien élève des Frères dans le séminaire de St Sulpice à Paris, prend les négociations en mains, avec beaucoup de persévérance, car il connaît bien les œuvres des Frères depuis son séjour en France.

Ainsi, il parvient à obtenir le soutien de Joaquin Velez, l'ambassadeur colombien à Rome. Ensemble, ils s'adressent au Cardinal Jacobini Secrétaire d'Etat du Pape Léon XIII, afin de d'obtenir la présence des Frères en Colombie. De plus, Mrg. Bernardo Herrera envoie des fonds à l'ambassadeur colombien à Rome pour financer le voyage des Frères en Colombie, et lui donne en même temps pleins pouvoirs pour faire en son nom un contrat avec la congrégation. Entre temps, à Médellin l'archevêque organise une Société de Parents dans le but de trouver les moyens financiers nécessaires à la fondation d'un établissement éducatif privé.

Sur le conseil du Secrétaire d'Etat du pape Léon XIII, le nonce de Paris Mrg. Netelli intervient auprès du supérieur général de la congrégation, afin de lui demander la présence de sa congrégation en Colombie. En 1887, le frère Bernon Marie visiteur des Frères des Ecoles Chrétiennes de l'Equateur, reçoit l'ordre de se rendre à Medellín pour y étudier sur place les conditions d'établissement.

Le 20 décembre 1887, l'Archevêque de Medellín Bernardo Herrera signe un contrat avec le Frère Bernon Marie. Le contrat établit que la Société de Parents créée à Médellin se responsabilise des frais de la création de l'établissement éducatif et des frais du voyage des Frères. Néanmoins, il faut attendre deux ans pour que les premiers Frères de la congrégation partent de Paris pour aller d'abord à la ville de Quito en

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance -Série B- Cote 8, le ministre de France à Bogotá à son excellence, le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 24 février 1915.

Equateur, où le Frères doivent perfectionner la pratique de la langue castillane.

Le 19 mars 1890, six membres de la congrégation sous la direction du frère Largion Jules arrivent à Medellín, et fondent l'Ecole Chrétienne de la ville de Medellín qui s'ouvre sans retard aux enfants de la classe aisée de la ville. Le 10 septembre 1892, un nouveau contrat est signé entre le frère Largion Jules et l'ancien archevêque de Medellín, Mgr. Bernardo Herrera promu archevêque à Bogotá. Dans cette ville, le 10 mars 1893, le Frère Largion Jules avec l'aide de la Société de Parents fonde un établissement d'éducation supérieur : le Collège de Saint Bernard. Cet établissement est ouvert en faveur de la jeunesse riche de la classe dirigeante de la capitale de la Colombie.¹

Néanmoins, l'œuvre des Frères n'est pas restée circonscrite à l'enseignement des enfants et de la jeunesse appartenant aux classes riches colombiennes. Dès son arrivée à Medellín ou à Bogotá, la congrégation des Frères prend la direction d'établissements où se donne l'enseignement secondaire, et elle ne tarde pas à accepter la direction des écoles primaires gratuites. C'est ainsi que dès 1890, cette congrégation ouvre à Medellín une école gratuite sous le nom de Ecole de St Jean Baptiste de la Salle.²

Ainsi, de la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années 20 du XX^e siècle, les Frères prennent le contrôle de l'enseignement des jeunes et des enfants en Colombie. Ici, ils font plus que remplir la mission éducative initiée par les Jésuites espagnols; les Frères parviennent à établir un modèle nouveau pour l'enseignement. Car ils imposent un modèle catholique mais ouvert à l'enseignement des classes populaires, tandis que le modèle établi par les Jésuites était un modèle catholique élitiste.

Comme nous l'avons souligné un peu plus haut, dès l'Indépendance colombienne, les classes dirigeantes libérales et conservatrices ont conscience que l'enseignement est la seule voie qui peut amener le pays au progrès et à la modernisation, car ces classes savent que la Colombie est un pays taillé à force de guerres, où l'ignorance et la misère sont un handicap sur la voie du progrès. Mais pendant des années, ces élites

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance -Série B- Cote 8, le ministre de France à Bogotá à son excellence, le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 24 février 1915.

² *Ibid.*, 24 février 1915.

se disputent pour imposer chacune son modèle.

Ainsi, les Libéraux proposent un modèle d'enseignement anticlérical et public, pendant que les élites conservatrices veulent imposer un modèle d'enseignement catholique et privé. Et pourtant à la fin du XIX^e siècle, ces élites sont persuadées de la nécessité d'implanter un modèle autant public que privé au niveau de l'enseignement. C'est pourquoi elles finissent par accepter le modèle d'enseignement proposé par les Frères, bien que les Radicaux se soient exprimés contre le caractère catholique du modèle des Frères.

Or, l'application de ce modèle des Frères commence dans les villes les plus catholiques et conservatrices de la Colombie, où la présence des Frères est bien accueillie par la société. De plus, nous dirons que cette présence profitera du pouvoir politique acquis par les élites conservatrices liées à l'église catholique dans ces régions; surtout dans la région d'Antioquia dont la classe dominante fait partie des sphères du pouvoir politique local et centrale du pays, car le régime des Radicaux est en échec et les conservateurs en alliance avec l'église parviennent à obtenir le pouvoir politique de l'Etat.

En bref, malgré, les réticences et le comportement parfois très ambigu des Radicaux pendant leur domination et après leur échec, la présence de la congrégation des Frères des Ecoles Chrétiennes joue un rôle hégémonique au niveau de l'enseignement et de la culture. Car cette congrégation parvient à obtenir le contrôle de l'enseignement primaire et de l'enseignement supérieur en Colombie pendant plus de trente ans, grâce à quoi les Frères, en tant que maîtres et leaders de l'enseignement deviennent la principale force intellectuelle de l'action culturelle française en Colombie.

Chapitre 12

Le Service des Missions Scientifiques en France:

Avant le XIX^e siècle, le gouvernement français organise et finance diverses explorations de par le monde. Et bien que les résultats scientifiques de ces explorations restent quelquefois incomplets, les initiatives personnelles et les demandes d'explorations de la part des voyageurs et des scientifiques français se multiplient, surtout à l'époque de la Restauration. Avec la Restauration, la politique maritime du régime se transforme en un mélange d'expansion et de découverte scientifique qui encourage des expéditions ou des voyages de caractère scientifique.¹

En 1832, lorsque le Ministère de l'Instruction Publique est créé, cette institution est chargée de trier, de superviser et de financer la réalisation de voyages d'études en France et à l'étranger, lesquels s'appellent missions scientifiques. Malheureusement, les fonds que possède le ministère sont insuffisants pour la réalisation de grandes missions scientifiques, et pour envisager à travers ces missions une politique de recherche scientifique, cohérente et continue. En conséquence, un véritable « Service des Missions Scientifiques et Littéraires » est créé pour résoudre cette situation, en 1843.

La création de ce Service des Missions constitue une source d'enrichissement pour l'Académie des Sciences, et surtout pour le Musée de Sciences Naturelles de Paris. Ce Muséum est conçu comme un lieu de conservation et de recherche scientifique. En effet, une collaboration étroite s'instaure entre le Service des Missions et le Muséum. Et bien que les professeurs du Muséum n'aient aucun pouvoir de décision officiel, leur avis est pris en considération par le Service des Missions. L'avis des professeurs est aussi important pour proposer et choisir des sujets de recherche, que pour approuver ou refuser un projet de mission.²

Quand l'Europe impose son hégémonie sur le monde entier, le mouvement d'exploration s'intensifie, et les scientifiques du Muséum envisagent la possibilité

¹ P. Riviale, *Un Siècle D'Archéologie Française, op. cit.*, p 86-87.

² *Ibid.*

d'étendre leur action sur des régions jusqu' alors peu visitées. Pour cela, ces scientifiques participent très consciencieusement à l'organisation des voyages d'explorations réalisés sous les auspices du Service des Missions. De plus, ils obtiennent du Ministère le droit de créer une « Commission des Missions », en 1874.

Cette Commission, composée par une vingtaine de membres qui appartiennent pour la plupart au Muséum, a plusieurs tâches : déterminer les grands axes de recherches, trier les demandes de missions scientifiques chaque jour plus nombreuses, rédiger des instructions aux voyageurs, naturalistes ou scientifiques, prendre contact avec les congrégations afin de leurs demander des informations scientifiques; et finalement cette Commission doit solliciter au Ministère de Affaires Etrangères des recommandations pour les voyageurs et les naturalistes qui voyagent sous sa protection.

Ainsi, à côté de l'Académie de Sciences Naturelles, le Muséum d'Histoire Naturelle devient une des principales institutions scientifiques de l'époque, grâce à la création de la Commission des Missions. De ce fait, le Muséum fait face à la concurrence des Sociétés de Savants et à la Marine Nationale Française, lesquelles pendant plusieurs années, jouent un rôle important en ce qui concerne l'institutionnalisation et la professionnalisation de la recherche scientifique, et à l'élaboration d'un système muséographique en France.¹

La Marine Nationale Française organise plusieurs expéditions autour du monde, et les marins rapportent une quantité assez importante d'observations scientifiques dans les domaines de l'astronomie, la géographie, l'histoire naturelle, et l'ethnographie. De plus, les navigateurs et les explorateurs sont invités à partir en mission scientifique par les compagnies maritimes nationales, lesquelles accordent une réduction de 30% aux chargés de ces missions scientifiques.

Pour un long moment, les navigateurs, les explorateurs et la Marine monopolisent l'attention du Service des Missions, et les candidatures des missions proposées par d'autres institutions ou sociétés de savants ne sont pas retenues. Et pourtant, ces

¹ P. Riviale, *Un Siècle D'Archéologie Française, op. cit.*, p 86-87.

institutions et les Sociétés Scientifiques sont présentes et continuent à exister partout en France. De plus, elles ont un rôle très important en faveur de la science. Ainsi, par rapport aux Sociétés de Savants nous trouvons : la Société de Géographie créée en 1821, la Société Ethnologique en 1839, la Société d'Anthropologie et la Société d'Ethnographie en 1859.

Aussi, ces Sociétés de Savants qui représentent certaines disciplines comme l'histoire et l'archéologie occasionnent un nombre considérable de missions, pendant que les Sociétés Scientifiques qui représentent les domaines de la physique, la météorologie, la géographie et l'ethnographie, organisent leurs premières missions au dernier quart du XIX^e siècle quand commence l'expansion coloniale française et quand la géographie parvient à provoquer un grand mouvement scientifique. Car la géographie trouve un véritable élan avec l'expansion coloniale, pendant laquelle l'ethnographie, l'anthropologie, et l'histoire naturelle deviennent une annexe complémentaire de la géographie.

Face à l'éclatement de ces diverses disciplines, en 1881 à l'intérieur de la Commission de Services se créent les sous-commissions suivantes: la sous-commission d'archéologie et d'histoire, la sous-commission de géographie, et la sous-commission des sciences naturelles qui comprennent l'anthropologie, la médecine et l'histoire naturelle. Ces sous-commissions sont créées afin de rationaliser l'étude des candidatures aux missions pour simplifier les tâches de la Commission de Services des Missions.¹

Au fur et à mesure que l'Europe consolide son hégémonie dans le monde, des changements se produisent à l'intérieur du Service des Missions. En France, au dernier quart du XIX^e siècle, l'évolution progressive des enjeux politiques et économiques impose au Service des Missions de répondre aux exigences de nouvelles disciplines scientifiques que certaines institutions représentent. Le Service des Missions avec les sous-commissions, cherche à améliorer l'efficacité des missions entreprises. Cette amélioration porte sur la recherche de «l'utilité nationale française». Ainsi, de 1880 à 1890, le Service des Missions popularise les explorations

¹ P. Riviale, *Un Siècle D'Archéologie Française, op. cit.*, p 86-87.

géographiques, car ces explorations cherchent à étendre l'empire colonial français dans certaines parties du monde, notamment en Afrique, où le schéma colonisateur le plus fréquemment observé est l'exploration géographique suivie de la pacification pour imposer la colonisation.

Cependant, toutes les missions et les explorations géographiques soutenues par le Service des Missions ne cherchent pas « l'utilité nationale », car le Service des Missions n'impose pas de façon explicite la finalité des missions scientifiques. De ce fait, l'amélioration des connaissances scientifiques fait partie de « l'utilité nationale ». Aussi, plusieurs missions envisagées par le Service des Missions privilégient les connaissances scientifiques plutôt que les intérêts coloniaux de la France. De plus, il faut reconnaître que la colonisation en tant qu'expansion territoriale est presque achevée au début du XX^e siècle. A cette époque là, les explorations géographiques perdent en grande partie le caractère « d'utilité nationale » qu'on leur prête jusqu'alors, et cela explique la baisse d'intensité de ce genre de missions. En outre, avec la guerre de 1914, le budget destiné aux missions est évidemment ramené à sa plus simple expression, et une fois la paix revenue, le gouvernement français est plutôt intéressé à la reconstruction de son pays qu'à l'envoi de missions scientifiques par le monde.

Malgré cela, durant la période de 1843 à 1939, la France soutient 2300 missions¹ par l'intermédiaire du Service des Missions Scientifiques et Littéraires. Ces missions scientifiques ont divers objectifs, et elles sont programmées dans les différents domaines de connaissances. Elles permettent à la France de parcourir le monde, car le Service des Missions recommande aux voyageurs et naturalistes d'entreprendre des expéditions lointaines pour multiplier les études et collecter des renseignements les plus divers, afin de pallier les lacunes immenses qui émaillent la connaissance du monde, et afin de faire face à la course colonialiste des puissances mondiales dans la fin du XIX^e siècle.

¹ Ce chiffre des Missions Scientifiques et Littéraires d'après Pascal. Riviale, *Un Siècle D'Archéologie Française*, op. cit., p 87.

Chapitre 13

Les Missions Scientifiques Françaises en Amérique Latine :

Tandis que l'Amérique du Nord,
Devenait la terre de l'utilitaire et du négociant,
Le sud restait en retrait,
Il n'a pas cessé d'être en grande partie,
Le domaine du poète et du naturaliste.¹

Francis De Castelnau, « L'araguail, scènes de voyage dans l'Amérique du Sud », *Revue des Deux Mondes*. Cité par Mona Huerta, « Le voyage aux Amériques et les revues savantes françaises au XIX^e Siècle », *A la redécouverte des Amériques*, 2002.

Les Missions Scientifiques vers l'Amérique Latine, la plupart de ces missions intègrent de vastes programmes qui comprennent la géographie, l'histoire naturelle, l'ethnographie, l'ethnologie et l'étude des mœurs et habitudes des latino-américains. De 1875 à 1894, s'organisent 19 missions correspondant au domaine de la géographie. On peut en outre remarquer 9 missions à la fois géographiques et ethnographiques effectuées dans la zone comprenant le Venezuela, la Colombie et la Guyane entre 1887 et 1901.²

De 1875 à 1909, en Amérique Latine s'organisent 60 missions dans le domaine des sciences naturelles; 298 missions se préparent dans le domaine de l'ethnologie, malgré l'entrée tardive de cette dernière discipline dans la scène des missions scientifiques. Par rapport aux missions ethnographiques, les pays les plus visités sont le Mexique avec 9 missions de 1892 à 1906, le Pérou avec 8 missions entre 1843 à 1912, la Guyane avec 8 missions entre 1878 à 1912, et le Brésil avec 8 missions entre 1843 à 1938.

¹ Petit extrait de Francis De Castelnau, « L'araguail, scènes de voyage dans l'Amérique du Sud », *Revue des Deux Mondes*, 1848. Cité par Mona Huerta, En : « **A la redécouverte des Amériques. Les voyageurs européens au siècle des indépendances** », Michel Bertrand, Lauret Vidal, *op. cit.*, p. 81

² Ce chiffre des Missions Scientifiques et Littéraires d'après Pascal. Riviale, *Un Siècle D'Archéologie Française*, *op. cit.*, p. 88.

Au XIX^e siècle, le Mexique et le Pérou correspondent aux deux principaux pôles d'attraction de l'archéologie précolombienne et nous avons vu que la recherche des vestiges antiques se transforme en une des ressources majeures pour l'étude des peuples américains. Et pourtant, avec 32 missions, l'Amérique Latine se place très loin derrière l'Europe, l'Afrique du Nord, et l'Asie, où se trouvent les grands pôles d'attraction pour l'archéologie française: L'Égypte, la Grèce et l'Italie.

Néanmoins, tous ces pôles d'attraction y compris les pôles latino-américains, constituent ensemble les références essentielles sur lesquelles repose l'univers intellectuel des générations successives des scientifiques, des écrivains et des philosophes de la France du XIX^e siècle. En France, sur le plan strictement scientifique l'Orient offre une certaine fascination qui s'accroît avec le déchiffrement des hiéroglyphes. Et cette découverte, au premier rang de la recherche scientifique archéologique en France, relance l'intérêt pour l'Égypte Ancienne, en fournissant enfin une clef susceptible d'approcher de plus près cette civilisation jusqu' alors aussi prestigieuse qu'énigmatique.

Les civilisations précolombiennes de l'Amérique Latine sont l'objet d'interrogations intellectuelles plus tardives, lorsqu'un cercle restreint de naturalistes français est attiré par l'étude de l' « homme américain », grâce aux récits de voyages. Ainsi seulement dans le premier quart du XIX^e siècle, commence un long débat sur « l'homme américain », sa nature, sa diversité, ses origines. Dans ce débat scientifique les naturalistes français recourent à l'étude des spécimens osseux et des vestiges de l'industrie antique. Ils s'emploient aussi à mesurer et dessiner les monuments des peuples américains, à observer les mœurs, à comparer les dialectes de ces peuples. Mais surtout ces naturalistes et scientifiques français recourent à la collecte de matériaux d'étude sur le terrain pour les amener vers les musées nationaux.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, bien que très éloignées de la France, les civilisations précolombiennes suscitent aussi l'intérêt scientifique de ce pays. Car, à partir de ce moment là, la France qui a déjà fortifié ses liens diplomatiques et ses intérêts financiers en Amérique Latine, veut concrétiser sa présence sur le plan économique mais aussi intellectuel et culturel. Et pour cela, la France utilise des moyens plus discrets que ceux qu'elle utilise en Orient et dans le Maghreb pour

s'imposer dans ces régions.

D'autre part, il faut reconnaître que l'éveil intellectuel tardif de la France envers les civilisations précolombiennes, obéit à l'instabilité politique de certaines Républiques Latino-américaines qui décourage l'envoi de missions françaises. Certains événements politiques de ces Républiques nuisent au maintien de bonnes relations entre le gouvernement français et les pouvoirs locaux. Ainsi, dans ces Républiques en continuelle situation de conflit, l'absence d'interlocuteurs officiels de la part du gouvernement français est fréquent, et cela empêche le Service des Missions Françaises de garantir quelque sécurité aux chargés de missions.

En outre, l'éloignement géographique des civilisations précolombiennes gêne la réalisation des missions, car l'éloignement entraîne des coûts et une durée de transports tels qu'il est impossible pour le Service des Missions d'envisager l'envoi de fréquentes missions de l'autre côté de l'Atlantique. Ces conditions sont d'autant plus rédhibitoires que les frais de transport restent en grande partie à la charge du voyageur bien que le Service de Missions offre aux chargés de missions une réduction du 30% des frais de transports grâce à un accord obtenu avec certaines compagnies maritimes.

Notons que cette situation s'améliore progressivement au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle avec le développement des lignes de bateaux à vapeur, et l'établissement par la Compagnie Générale Transatlantique d'une ligne reliant la France à la côte du Pacifique avec une correspondance à Panama dans le milieu des années 1870. A partir de là, les missions françaises se répandent partout en Amérique Latine.

Le Mexique et le Pérou ne sont plus les seules destinations pour les missions scientifiques françaises. D'autres pays comme le Brésil, le Paraguay, la Colombie, le Venezuela sont l'objet d'une attention particulière de la part du Service des Missions françaises. Ce Service conçoit les missions vers ces pays latino-américains comme de véritables explorations scientifiques qui se développent autour des diverses disciplines comme l'histoire naturelle, la géographie, l'astronomie et le commerce.

Ainsi, le plupart des missions scientifiques programmées par le Service des

Missions de la France qui ont comme destination l'Amérique Latine, ont un vrai caractère scientifique, et obéissent à des motivations scientifiques, plutôt qu'aux intérêts économiques au profit de la France. Car l'Amérique latine plutôt qu'un territoire de colonisation pour la France, est une terre d'aventure et de rêves, où la réalité mélangée avec la fantaisie éveille le génie des érudits et scientifiques français.

Chapitre 14

Les missions scientifiques françaises en Colombie

Comme nous l'avons expliqué plus haut, la présence séculaire européenne en Amérique réveille la pensée et l'imagination des savants et voyageurs européens. Des hommes de science attirés par l'extraordinaire richesse des connaissances sur la nature, et « l'homme américain », partent vers les terres de l'Amérique Equatoriale et Intertropicale, où les siècles de conquêtes et colonisations européennes ne parviennent pas à combler la curiosité scientifique de l'inconnu, de l'inexploré, qui règne dans l'esprit des naturalistes français.

A partir de 1870, la mise en pratique d'une recherche scientifique sur l'Amérique Equatoriale, est sérieusement envisagée par ces naturalistes, lesquels cherchent à explorer les grands fleuves, les plus hauts sommets, la flore et la faune de l'Amérique Equatoriale, où se trouvent les sociétés dites « primitives ». De ce fait, dès l'Indépendance et même quelques années avant celle-ci, nous constatons l'arrivée d'abord des nombreux voyageurs et ensuite de naturalistes sous les cieux andins colombiens. De plus, très tôt, les informations recueillies par ces voyageurs circulent dans les Sociétés, les Académies et les Musées scientifiques de France.

Certainement, les recherches scientifiques des plus grands naturalistes européens comme Charles Marie de la Condamine, Bonpland et Alexandre Humboldt diffusent une image exubérante et indomptable des hommes et des Andes colombiennes. Cette région apparaît comme une nouvelle terre à conquérir scientifiquement pour des hommes avides de connaissances arrivant en Colombie. Dans ce territoire, ces scientifiques entreprennent l'aventure de la science en parcourant des endroits lointains et encore inconnus pour la science.

En effet, après la mission de la Condamine, d'autres scientifiques partent en mission vers l'Amérique Equatoriale et Tropicale, et plusieurs d'entre eux arrivent en Colombie. Parmi les plus importants, nous trouvons Bonpland qui accompagne Humboldt en 1799, ensuite Jean Baptiste Boussingault, Claude Gay qui part en mission en 1839, et finalement Castelnau en 1843. Selon l'historien colombien Eduardo Acevedo Latorre plus de cent Européens, entre voyageurs et naturalistes,

viennent en Colombie durant le XIX^e siècle.¹ Dans ce groupe nous trouvons environ 24 Français, certains de ceux-ci déjà cités.

Ces Français qui partagent leur intérêt pour la science, appartiennent à deux catégories différentes : celle des voyageurs, et celle des naturalistes. Les voyageurs arrivent pendant le début du XIX^e siècle, ils voyagent en dehors de toutes les Institutions Scientifiques françaises, tandis que les naturalistes arrivent en Colombie à partir du milieu du XIX^e siècle, ils ont le soutien financier et scientifique du Service de Missions, et ils sont chargés par le Muséum de Histoire Naturelle de Paris de recueillir des échantillons d'espèces naturelles.

Quelles que soient les différences entre les voyageurs et les naturalistes, ils font la description historique de la Colombie, ils construisent la géographie descriptive de cette région, et finalement, ils ouvrent les portes à la recherche et aux nouvelles découvertes scientifiques dans leurs récits de voyages. Dans un compte rendu sur la présence de ces voyageurs et naturalistes français présents en Colombie durant le XIX^e siècle, il faut remarquer des voyageurs déjà cités, et certains naturalistes, qui apparaissent dans cette liste, où se trouvent leurs noms, leurs ouvrages respectifs avec leur date de publication:

MOLLIEN, Gaspar Théodore *Voyage dans la République de Colombie*, Paris, 1824.

ETIENNE, C. P *La Nouvelle Grenade. Aperçu Général sur la Colombie et Récits de Voyages en Amérique*, Paris, 1828.

TERNAUX, Henry *Essai sur l'Ancienne Cundinamarca*, Paris, 1842.

RECLUS, Elisée *Voyage à la Sierre Nevada de Sainte Marthe. Paysage de la Nature Tropicale*, Paris, 1861.

GABRIEC, Comte de *Promenades à travers l'Amérique du Sud : Nouvelle Grenade, Equateur, Pérou, Brésil*, Paris, 1868.

SAFFRAY, Charles « Voyage à la Nouvelle Grenade 1869 », en revue : *Le Tour du Monde*, Paris, 1873.

ANDRE, Edouard « L'Amérique Equinoxiale » en revue: *Le Tour du Monde*, Paris, 1877 -1878 -1879.

¹ E. A. Latorre, *Geografía pintoresca de Colombia*, op. cit.,p., sp.

- LE MOYNE, A « *Voyages et Séjours dans l'Amérique du Sud* », Paris, 1880.
- CREVAUX, Jules « Voyage d' Exploration à travers la Nouvelle Grenade et le Venezuela » en revue: *Le Tour du Monde*, Paris, 1882.
- WIENER, Charles « Amazone et Cordillères », en revue: *le Tour du Monde*, paris, 1883.
- DAUX, F. G « *Quelques Semaines en Colombie* », Le Havre, 1885.
- BOUSSINGAULT, Jean Baptiste « *Mémoires* », Paris, 1892.
- CANDELIER, H « *Rio Hacha et les Indiens Goajires* », Paris, 1893.
- BRETTES, Comte Joseph de « Chez les Indiens du Nord de la Colombie. Six ans d'Explorations », en revue: *Le Tour du Monde*, Paris, 1898.
- KANDENOLE, M « *L'Odyssée de Jean Languille. Voyage d'exploration à travers la Colombie et le Venezuela* », Abbeville, 1898.
- D'ESPAGNAT, Pierre « *Souvenirs de la Nouvelle Grenade* », Paris, 1901.

Dans cette liste figurent aussi les principaux naturalistes français qui arrivent en Colombie après le milieu du XIX^e siècle. Ces naturalistes partent grâce au soutien du Muséum d'Histoire Naturelle de Paris. Ce Muséum encourage l'envoi de naturalistes vers la Colombie afin de faire collection d'espèces naturelles, car le Muséum est conçu comme un lieu essentiel pour la conservation de ces collections d'espèces.

Certes, en recourant à ce système d'encouragements et de co-financements, le Muséum parvient à motiver et à superviser un grande nombre de voyages à travers le monde, et notamment à destination de la Colombie. Ainsi, d'après l'historien Pascal Riviale, on peut estimer qu'au cours du XIX^e siècle, plus d'une cinquantaine de naturalistes français parcourent l'Amérique centrale et l'Amérique Equatoriale en touchant une subvention des fonds du Muséum.¹

Toutefois, ces naturalistes se dirigent majoritairement vers les Antilles, les Guyanes, ou le Brésil. Exceptionnels sont les naturalistes qui s'orientent vers les Andes colombiennes, car ici il n'existe pas de ports d'attache faciles, comme en Guyane ou aux Antilles où l'administration coloniale française facilite les explorations des voyageurs vers des pays comme le Brésil. Il est en outre probable

¹ P. Riviale, *Un Siècle D'Archéologie Française*, op. cit.,p.36-37.

que la longueur et le coût excessif d'un voyage jusqu'en Colombie découragent les naturalistes, puisque le Muséum est incapable de supporter seul les frais.

On constate dans la plupart de cas que les allocations versées aux naturalistes qui se dirigent vers la Colombie, visent plus à indemniser l'explorateur de ses envois de collections, qu'à l'aider concrètement dans son voyage. Et pourtant nous trouvons d'après les documents d'archives relatifs aux fonds de missions, au moins deux naturalistes français qui partent en mission scientifique vers les Andes colombiennes : la mission du Botaniste André Edouard et celle du naturaliste Geay François.

L'appui scientifique que le Muséum donne à ces deux naturalistes consiste en conseils techniques, instructions particulières, contacts étroits avec les professeurs du Muséum et avec les Sociétés Scientifiques, et finalement par l'octroi d'un titre de « correspondant » que le Muséum donne aux naturalistes. Ce titre est alors ressenti par une partie d'entre eux, comme une sorte de reconnaissance officielle. En outre, ces naturalistes ont la possibilité d'accéder aux prix que certains Sociétés comme la Société de Géographie créent pour inciter à la recherche scientifique.¹

Mais, au fur et à mesure que d'autres pays européens assurent leur suprématie politique et commerciale en Colombie, ce territoire n'est pas visité seulement par les naturalistes français. Des voyageurs et naturalistes d'autres nationalités, surtout des Anglais, des Luxembourgeois et des Allemands arrivent en Colombie. Ainsi, le Muséum d'Histoire Naturelle de Paris est obligé d'encourager non seulement les naturalistes qui veulent partir en mission vers les Andes colombiennes, mais aussi un nombre croissant de voyageurs.

Pour le Muséum d'Histoire Naturelle de Paris, ces voyageurs représentent un potentiel estimable en vue de réaliser ce que le Muséum ne peut pas faire par le biais de naturalistes dûment rétribués. Le Muséum par l'intermédiaire des voyageurs s'assure le concours de personnes qui voyagent en dehors de tout cadre scientifique officiel, mais qui ont de l'expérience et ont besoin uniquement de l'appui scientifique du Muséum. C'est ainsi que le Muséum et le Service des Missions donnent un avis

¹ P. Riviale, *Un Siècle D'Archéologie Française, op. cit.*, p36- 40.

favorable aux divers voyages d'explorations des voyageurs qui se dirigent vers les Andes colombiennes.

Grâce à l'implication du Muséum d'Histoire Naturelle de Paris, le Service des Missions Scientifiques donne son approbation en premier aux explorations scientifiques des voyageurs, et ensuite aux naturalistes qui partent en mission vers les Andes colombiennes. Nonobstant, il faut reconnaître l'ambiguïté du Service des Missions dans sa politique de traitement des voyageurs et des naturalistes, car il semble que dans les deux cas, le Service des Missions se borne uniquement à l'achat des collections rapportées ou envoyées par les voyageurs ou par les naturalistes.

Chapitre 15

L'exploration scientifique de Charles Saffray :

En France comme ailleurs, l'étude des plantes tropicales est en plein essor à partir du moment où les informations scientifiques de Bonpland et de Boussingault sur la flore et la faune tropicales de l'Amérique Equatoriale, circulent à Paris. Ces découvertes réveillent l'intérêt scientifique de certains botanistes allemands comme le professeur Edouard Karsten, et des voyageurs belges Jean Jules Linde, Schlim et Fuck. Ceux-ci partent vers la Colombie dans le but d'explorer et d'étudier les plantes de la région des Andes Colombiennes.

Les missions scientifiques de ces botanistes et voyageurs européens deviennent particulièrement importantes, car leur arrivée en Colombie coïncide avec le déploiement de la première mission scientifique colombienne dénommée : « La Commission Chorographique Colombienne d'Agustin Codazi ». Car la rencontre entre ces Européens et certains membres de la Commission Chorographique est à l'origine d'une coopération fructueuse.

En effet, en 1850, le gouvernement colombien des Libéraux crée la Commission Chorographique dans le but d'esquisser une carte géographique signalant les ressources et les richesses naturelles du territoire colombien, afin de promouvoir le développement économique et le progrès du pays. Sur l'ordre du directeur de la Commission, le géographe italo-vénézuélien Agustin Codazzi, le médecin colombien José Triana qui est très attiré pour l'étude des plantes tropicales, sont chargés de répertorier la flore colombienne afin d'élaborer un rapport scientifique sur ces plantes à destination du gouvernement colombien.

En 1857, lorsque José Triana a l'opportunité de correspondre avec le professeur Hermann Karsten, et avec les scientifiques belges Schlim et Fuck, les successeurs et les assistants de Jean Jules Linde, le médecin colombien remarque l'intérêt scientifique des botanistes européens pour les plantes tropicales colombiennes, et désire voyager à Montpellier dans le but d'établir des liens scientifiques avec les botanistes français.

José Triana prend contact avec le botaniste français Jules Emile Planchon, professeur de la Faculté de Sciences de l'Université de Montpellier, et le professeur Geoffrey également, dont le soutien scientifique se révèle fondamental pour Triana. Car il veut répertorier les plantes tropicales colombiennes dans les herbiers des plantes existantes dans le Muséum d'Histoire Naturelle de Paris, et dans les Jardins Botaniques de Montpellier et de Paris.

En France, José Triana avec le soutien académique du professeur Jules Emile Planchon réalise les premières publications du rapport de plantes tropicales élaboré pour le gouvernement colombien, « Le Prodromus » de cet ouvrage général sur la flore tropicale colombienne est publié dans la revue des *Annales de Sciences Naturelles* qui circule à Paris. Ensuite, Triana appuyé par le professeur Planchon accède aux archives de « l'Expédition Botanique de José Celestino Mutis » qui se trouvent en Espagne, afin d'approfondir ses connaissances sur la flore colombienne.

A Paris, en 1862, José Triana et le Professeur français Jules Emile Planchon, publient ensemble le premier et un des plus importants ouvrages sur la flore colombienne intitulé : « Mémoires sur la Famille des Guttifères ». Ensuite, ils publient un autre ouvrage intitulé « *Fanerogamas* ». Sans doute les recherches de Triana et Planchon sont importantes, puisque en somme, ces recherches apparaissent comme la première synthèse scientifique sur la flore tropicale latino américaine.

En outre, ces recherches font connaître dans les milieux scientifiques français, et au delà de la France, certaines plantes curatives utilisées par les indiens dans les traitements médicaux ainsi que les plantes commerciales comme la quinine, les feuilles de l'iraca ou *Carludovica palmata*, pour la fabrication des chapeaux de paille, et d'autres plantes très exotiques, surtout la feuille de coca dont l'utilisation est courante parmi certaines communautés d'indiens latino-américains.

C'est dans ce cadre scientifique des nouvelles découvertes sur la flore latino américaine et en particulier de la flore colombienne, que se déroule la première exploration scientifique du voyageur français Charles Saffray. Car ce médecin français est grandement influencé par les recherches scientifiques de Triana et Planchon, de même que par les observations scientifiques accomplies pour le savant

colombien Francisco José de Caldas pendant l'époque de « l'Expédition Botanique de Mutis ». ¹C'est ainsi que Saffray désire mener une exploration scientifique en Colombie.

La présence de ce naturaliste en Colombie n'est pourtant pas due à une décision expresse du Service des Missions, mais elle a le soutien du Muséum d'Histoire Naturelle de Paris. Car Saffray part en Colombie d'abord dans le but d'étudier les plantes que les indiens colombiens utilisent dans leurs traitements curatifs, et ensuite dans le but de recueillir des échantillons des espèces végétales, de minéraux et de matériaux qui seront rapportés en France, afin d'augmenter les collections déjà existantes dans le Muséum d'Histoire Naturelle de Paris.

En 1860, Charles Saffray arrive à la ville de Santa Marta, où il constate que la Colombie est en guerre civile. Les troupes du général Radical Tomas Cipriano de Mosquera affrontent les troupes conservatrices du général Arboleda qui veut soutenir au pouvoir le Président conservateur, Ospina Rodríguez. Malgré la guerre, Saffray ne quitte pas le pays, y reste pendant trois ans, pendant lesquels il commence un long périple d'aventures à pied ou en mule par des sentiers encore inexplorés.

¹ E. Acevado Latorre, *Geografía pintoresca de op. cit.*, p. sp.

Portrait: Charles Saffray dans son voyage en Colombie en 1860

Source d'Après : Eduardo Acevado Latorre, *Geografía pintoresca de Colombia, la Nueva Granada vista por dos viajeros franceses del siglo XIX*, Bogotá, Litografía Arco, 1968, p., sp.

Après son arrivée à Santa Marta, il continue vers la ville de Cartagena, d'où il traverse le fleuve de la Magdalena pour arriver vers la région d'Antioquia. De là, il continue vers la région du Cauca jusqu'à Bogotá la capitale du pays, d'où il part vers la région du Choco, et ensuite vers la ville de Panama. Depuis son arrivée en Colombie, il cherche à se rapprocher des certains groupes d'indiens parmi lesquels: les Tayrones, les Cunas et les Quayquer, afin de connaître et expérimenter les plantes curatives de ces groupes.

A Santa Marta, Saffray remarque que les indiens Tayronas utilisent les feuilles d'un arbuste nommé coca, dont le mélange avec la chaux est utilisé par les indiens afin d'apaiser leur faim et leur fatigue. Alors, Saffray expérimente les feuilles de coca en préparant un extrait dont il obtient l'alcaloïde de la coca, qui une fois mélangé avec la chaux donne la cocaïne, substance que Saffray administre aux chiens afin d'observer les effets que provoque l'ingestion de cette substance.

Après ses expérimentations, et dans son récit de voyage en Colombie, Saffray raconte que: « *la cocaïne excite la sensibilité et provoque un profond accablement administrée en grandes quantités sur les animaux* ». ¹ De plus, il exprime ses regrets, car il aimerait bien pouvoir expérimenter cette substance sur les humains. De ce fait, c'est Saffray qui fait la découverte de la cocaïne en tant que substance hallucinogène et psychotrope, telle que nous le connaissons aujourd'hui.

Saffray, qui parvient à avoir de bons rapports avec les indiens Cunas et les Cuaiqueres, constate l'existence de certaines maladies parmi lesquelles le carathéo et le goitre, cette dernière maladie caractérisée par un grosseur siégeant à la face antérieure de la base du cou. Selon Saffray cette maladie résulte de la carence de sel iodé dans la nutrition habituelle des indiens, car les villages de ces indiens se trouvent dans les régions montagneuses éloignées de la mer. Donc Saffray en remarquant la carence du sel dans le régime alimentaire des indiens, devient un des premiers médecins à découvrir non seulement les causes du goitre, mais aussi la façon de le prévenir.

¹ C. Saffray, *Journey to Nueva*, op. cit., p. s p.

Cependant, en Colombie les découvertes de Saffray par rapport à cette maladie sont ignorées pendant plusieurs années. Au début du XX^e siècle, le gouvernement exprime sa réelle volonté d'achever avec ce fléau, car le goitre s'est répandu dans tout le pays. Lors, sur l'ordre du gouvernement, plusieurs médecins colombiens chargés de guérir cette maladie, formulent les mêmes causes et recommandations que Saffray avait déjà formulées pour la guérison du goitre, mais soixante ans après son séjour en Colombie.

Saffray expérimente également une autre plante indigène : le « cedron » ou l'alexipharmaque, qu'on utilise pour guérir les piqûres de serpents. Saffray aussi tente de guérir le « carathéo », une maladie infectieuse contagieuse de la peau, très répandue parmi les indiens, et que Saffray veut guérir en utilisant le mercure. De plus, il expérimente la quinine, un des produits les plus importants pour l'économie du pays, car la quinine constitue un produit d'exportation vers l'Europe. Ainsi, Saffray fait la découverte d'autres variétés de quinine qu'il nomme comme : la quinine de « Pitayo » et la quinine « d'Almaguer », dont les nominations correspondent aux lieux où celles-ci se trouvent.

Saffray prend le soin de recueillir de petits échantillons de toutes les espèces végétales, de même que des antiquités indiennes, accompagnées de leur dessin avec une description explicative bien détaillée puisqu'il pense emporter tous ses échantillons au Muséum d'Histoire Naturelle de Paris. Le voyage entrepris par Saffray s'avère très intéressant mais long et pénible. Il parcourt avec ses échantillons de longues distances depuis les petits villages des indiens jusqu'aux principales villes du pays. Il profite de son séjour à Médellin et à Bogotá pour continuer son rapport d'exploration qu'il accompagne des descriptions et des dessins des principaux lieux de ces villes.

Grâce à ces activités, il entretient de bons rapports avec des élites conservatrices de Médellín intéressés par ses recherches. En outre, Saffray commence à ressentir la situation tendue dans laquelle se débat le pays, et en 1862, dans sa traversée du Valle du Cauca, il participe aux combats entre les troupes libérales et les troupes conservatrices qui se disputent le pouvoir. En effet, Saffray s'engage dans la troupe conservatrice du Général Julio Arboleda qui lui demande de rendre service en tant que

médecin, ¹car l'ancien médecin colombien de la troupe conservatrice était décédé pendant les combats.

¹ E. Acevado Latorre, *Geografía pintoresca op. cit.*, p. sp.

Gravures de Charles Saffray dans son voyage par la Colombie en 1860



Source d'Après : Eduardo Acevado Latorre, *Geografía pintoresca de Colombia, la Nueva Granada vista por dos viajeros franceses del siglo XIX*, Bogotá, Litografía Arco, 1968, p., sp.

Saffray reste plusieurs mois à côté des troupes d'Arboleda qui s'affrontent aux troupes radicales commandées par le Général Mosquera. Mais quand Saffray s'aperçoit que la défaite d'Arboleda est définitive, il s'enfuit jusqu'à Cali, où se trouvent les collections scientifiques que lui-même avait rapportées pour les protéger. Mais il tombe prisonnier du gouverneur de cette ville, car il est accusé de rébellion pour avoir combattu aux côtés d'Arboleda.

Emprisonné et complètement isolé, la seule solution qui lui reste pour échapper à son sort, est de payer une somme importante en échange de sa libération. C'est ainsi que Saffray paie une amende d'acquittement d'une valeur de 600 pesos colombiens.¹ Une fois en liberté, il tente de récupérer ses collections scientifiques, mais il les retrouve entièrement saccagées et abîmées. Dépouillé de ses collections, il désire quitter la Colombie avec ce qu'il en reste: plus de soixante gravures qui représentent la flore, la faune, le paysage, et certaines scènes de la vie quotidienne en Colombie.

Il continue son parcours par la forêt du Choco dans la région du Pacifique Colombien afin de se rendre jusqu'au Panama. Emporté par sa curiosité, il continue le trajet en recueillant des échantillons d'espèces végétales, et des informations sur les différents lieux qu'il a parcourus, en les accompagnant de dessins et descriptions scientifiques. Grâce à ces derniers dessins et descriptions il est des premiers à décrire le lieu, où plus tard commencèrent les travaux pour le percement du canal de Panama.²

Les résultats de ses explorations sont considérables en dépit des graves pertes subies par les échantillons tout au long du voyage. Sur le plan de la collecte de données, le voyage de Saffray s'avère très riche en ce qui concerne l'étude des ethnies colombiennes, en particulier les peuples indiens Cunas et les Quaiqueres, et la géographie de la Colombie. Saffray jette quelques lumières sur de zones de l'intérieur de la Colombie jusqu'alors ignorées des savants européens. De retour en France, Saffray se borne à peindre les dessins rapportés de la Colombie avec le concours de l'artiste peintre français Alphonse de Neuville, en vue de publier un récit illustré sur

¹ E. Acevado Latorre, *Geografía pintoresca op. cit.*, p. sp.

² E. Acevado Latorre, *Ibid.*, p. sp.

son voyage d'exploration.

Le récit de voyage intitulé : « Voyage à la Nouvelle Grenade par le Docteur Saffray. 1869 », est publié dans la revue française de voyages *Le Tour Du Monde* pendant les années de 1872 à 1873. Finalement, ce récit est traduit en langue espagnole, et publié en Espagne dans la ville de Barcelone, où le récit apparaît dans la collection *El Mundo en Mano*, en 1876.

Néanmoins, en Colombie cet ouvrage est ignoré jusqu'en 1948, quand certains chapitres traduits en espagnol sont publiés dans le volume numéro 110 de la collection de la « Biblioteca de la Cultura Colombiana », avec le titre: *Viaje à la Nueva Granada par el Doctor Saffray*. Mais, cette publication est inachevée, car les gravures (plus de soixante) qui accompagnent cet ouvrage ne sont pas publiées. Il faut attendre jusqu'en 1968 pour accéder à la publication totale de son récit.

A partir de ce moment, les apports scientifiques des recherches de Saffray ont été inexplorés par les hommes de science et les intellectuels colombiens. Ils se sont bornés à l'analyse du style de narration utilisé par Saffray, qualifiant ce style de pittoresque. Par ce mot : « pittoresque », ils ont discrédité cet ouvrage comme un ouvrage imprégné d'exotisme, d'idées reçues et d'eurocentrisme. Selon ces intellectuels l'intérêt majeur de Saffray fut de montrer la Colombie comme un espace producteur de plantes utiles aux ambitions économiques des Européens. En outre, ils pensent que Saffray publie ces travaux dans un but lucratif, ce qui expliquerait d'après eux, ses concessions à l'exotisme. Néanmoins, la valeur scientifique et historique des recherches entreprises par Saffray, ses apports à la géographie du pays ne peuvent être ignorés.

Chapitre 16

La mission scientifique du botaniste français André Edouard :

Le 20 août 1875, le botaniste André Edouard écrit au Ministère de l'Instruction Publique une lettre demandant son soutien officiel pour accomplir un voyage d'exploration scientifique en Amérique du Sud,¹ qu'il compte réaliser en compagnie de Jean Noetzli. Il s'agit d'étudier l'histoire naturelle de quelques versants de la cordillère des Andes, et de combler ainsi quelques lacunes de la science sur ces régions. D'autre part, André se propose de recueillir en grand nombre d'échantillons de plantes, animaux, minéraux et des ossements humains.

Afin d'assurer la réussite de ce projet, André Edouard cherche le soutien du Service des Missions pour donner à son voyage un caractère officiel. Etant donné l'imminence du départ du botaniste et le fait que cela n'entraîne aucune dépense pour son administration, le ministre signe le 3 novembre un arrêté chargeant André Edouard d'une mission gratuite en Amérique du Sud à l'effet de : « *recueillir des échantillons de plantes, de minéraux et des animaux de la Colombie, de l'Equateur, du Pérou et du Brésil, afin de contribuer à combler les lacunes présentées dans la science en ce qui concerne ces régions* ». ²

Grâce à sa formation comme botaniste, et en tant que rédacteur en chef de la Revue *L'Illustration Horticole*, une publication scientifique sur les plantes, André Edouard parvient à obtenir les connaissances le plus modernes et les plus avancées sur la flore latino-américaine. En effet, André Edouard est influencé par les recherches du voyageur français Boussingault, et du botaniste allemand Hermann Karsten. Ce dernier voyage en Colombie en 1853, et d'après André Edouard on lui doit : « *un grand travail illustré de superbes planches sur la Flore Colombienne* ». ³

¹ Archives Nationales de France Paris-Caran. Section Moderne et Contemporaine. Serie F. versements des ministères et des administrations qui en dépendent. Sous Série F1. Instruction Publique F.17. 2933.2., le 31 Janvier 1876. p. 40.

² *Ibid.*, 31 Janvier 1876

³ A N Paris-Caran. Section Moderne et Contemporaine. Serie F. versements des ministères et des administrations qui en dépendent. Sous Série F1. Instruction Publique F.17. 2933.2. Pasto, le 13 mai 1876.

Portrait : André Edouard dans son voyage en Colombie en 1875.



Source d'Après : Eduardo Acevado Latorre, *Geografía pintoresca de Colombia, la Nueva Granada vista por dos viajeros franceses del siglo XIX*, Bogotá, Litografía Arco, 1968, p., sp.

André Edouard connaît aussi le célèbre voyageur belge Jules Linde, directeur de la Serre de Plantes Tropicales de Bruxelles, qui avait été en Colombie, et l'encourage. André Edouard, connaît également les recherches du savant colombien José Triana. Ce dernier est nommé Consul de Colombie à Paris par le gouvernement en 1874. Pendant son séjour à Paris, Triana continue à publier ses recherches sur la flore colombienne dans les Expositions Universelles de Paris des années 1867 et 1878. Cela lui permet d'accéder à une certaine notoriété, laquelle facilite ses rapports avec les botanistes européens parmi lesquels André Edouard.

Sans doute, toutes les connaissances d'André Edouard sur la flore tropicale latino-américaine le qualifient pour un voyage d'exploration en Amérique du Sud, car il prend conscience du retard de la France par rapport à la planification des missions scientifiques vers les pays d'Amérique du Sud. André sait que le dernier et le plus important voyage de recherche scientifique sur certaines plantes tropicales remonte à Boussingault. André Edouard sait que les Belges et les Allemands sont en avance par rapport à la recherche scientifique sur la flore tropicale colombienne.

André Edouard part en mission scientifique vers l'Amérique du Sud, mais en privilégiant la Colombie, puis qu'il a conscience de l'énorme richesse et de la variété de la flore colombienne. Il est bien renseigné sur ce pays grâce à son contact avec Triana et Linden, lesquels en plus de le renseigner sur la situation de la Colombie, lui facilitent certaines relations avec certains représentants des élites colombiennes. André Edouard arrive d'abord en Colombie, où il reste au moins sept des douze mois que dure sa mission en Amérique du Sud.

Ceci explique le succès de la mission scientifique d'André Edouard, bien que le pays soit en guerre lorsque ce naturaliste arrive. André Edouard fait un parcours différent de celui réalisé par Bonpland, Humboldt et Boussingault. Pour cela, André Edouard s'empare des cartes géographiques de la Colombie dessinées par Agustin Codazzi, afin de planifier un parcours qui lui permet d'accéder aux échantillons des plantes, parmi lesquelles les espèces répertoriées par Triana et Planchon.

Le 7 novembre 1875, André part de Saint Nazaire sur le vapeur de la compagnie transatlantique « la ville de Saint Nazaire », vers la Colombie. Après une traversée

difficile, il arrive à Savanilla, rade de débarquement qui dessert le port de Barranquilla, à l'embouchure du fleuve Magdalena. Il embarque ensuite sur le bateau à vapeur le « Simón Bolívar », pour remonter la Magdalena jusqu'à Honda. A partir de la vallée du Magdalena jusqu'à la ville de Honda, il collecte de nombreux échantillons aux arrêts quotidiens du bateau pour prendre du bois de chauffage. A Honda Edouard André prend un chemin de muletier qui le conduit à Bogotá.

Il y trouve le meilleur accueil de la part de Troplong, chargé d'affaires de France, et de la part des autorités locales colombiennes, à commencer par le Président des Etats-Unis de Colombie Santiago Perez. André Edouard noue des relations extrêmement utiles pour la suite de son voyage dans la région des Llanos Orientales, où il part en expédition en compagnie de Nicolas Suarez, président du Congrès de Colombie. Grâce à cette expédition qui dure à peu près trois semaines, il étudie une des régions les moins connues de Colombie, la région dite des Llanos Orientales, une région de plaines qui s'étendent jusqu'à l'Orénoque et qui contient des richesses naturelles incommensurables.

André Edouard fait aussi des observations barométriques pour déterminer les hauteurs des localités traversées, grâce à un excellent instrument confié par le naturaliste français Weddell, qui avait utilisé déjà les mêmes instruments pendant son expédition en Amérique avec le Comte de Castelnau en 1843-1845. Enfin, André s'intéresse à la réalisation d'un plan, où il dessine les affluents du fleuve Orénoque et du bassin du Meta, car il sait qu'en France un groupe de savants envisage l'élaboration d'une carte des affluents de l'Orénoque dans la région des Llanos Orientales de la Colombie.

A son retour à Bogotá, il rend au Président Pérez un rapport de ses observations dans la région des Llanos. C'est ainsi que le Président des Etats-Unis de la Colombie prescrit la publication du rapport dans le journal le plus important de l'époque, *Le Diario Oficial*.¹ Avec l'aide du chargé d'affaires à Bogotá, André Edouard expédie en France les collections qu'il a recueillies. Ces collections sont envoyées à

¹ A N Paris-Caran. Section Moderne et Contemporaine. Serie F. versements des ministères et des administrations qui en dépendent. Sous Série F1. Instruction Publique F.17. 2933.2. Guataqui, le 24 février 1876.

l'architecte attaché du Ministère de l'Instruction Publique de France à Paris, où Déchar est chargé d'obtenir l'avis favorable du Ministre de l'Instruction Publique pour imprimer le rapport d'observations d'André Edouard en France.

En quittant Bogotá, André Edouard continue sa route à pied et à dos de mulet vers le sud-ouest dans l'Etat de Cundinamarca jusqu'à la limite qui le sépare de l'état de Tolima, explorant sur son passage les cultures des descendants des anciens Chibchas dans les environs de Soacha. Il explore aussi la célèbre chute de la Rivière Bogotá à Tequendama, les forêts de Fusagasuga, les hauts Paramos de Pasca, le fameux pont naturel et les roches à hiéroglyphes de Pandi, les grottes à ossements des indiens Panches, les montagnes de Viota et les environs de Tocaime et de Guataqui sur les bords de la Magdalena.

Pendant cette seconde partie de son voyage, il enrichit ses collections d'un nombre considérable de plantes vivantes et sèches, de produits végétaux, d'oiseaux, papillons, graines, serpents, coquillages, ossements humains des grottes des Panches, et des échantillons de minéraux. Il envoie la plus grande partie de ces récoltes en France par Bogotá et par la Magdalena. Il repart ensuite pour les montagnes du Quindio et poursuit par la Vallée du Cauca, jusqu'à Popayan et Pasto, avant d'atteindre la République de l'Equateur.

Cette dernière partie de son voyage n'est pas moins fructueuse que les précédentes. André Edouard explore certains lieux célèbres grâce aux explorations anciennes de Boussingault. Il traverse l'état du Cauca, où les armées des partis conservateur et libéral sont en plein affrontement pour le pouvoir, et pourtant, André parvient à surmonter tous les obstacles grâce à l'appui du gouverneur de cet état. Ainsi, André continue son parcours en retrouvant divers peuples d'indiens, parmi lesquels les Mocoas, nommés Ingas et les Kansas.

André veut compléter son travail d'herborisation avec les descriptions des peuples indiens. André Edouard envoie ses collections vers la France depuis le port de Buenaventura vers la ville de Cali, et par le port de Tumaco vers la ville de Pasto, en utilisant pour cela le concours des consuls français qui sont dans ces villes. Ces consuls assument cette tâche très soigneusement. André chercha ainsi à garantir le

succès de sa mission en envoyant immédiatement les échantillons vers la France.

Il catalogue et envoie un grand nombre d'espèces et objets, parmi lesquels nous trouvons 3175 espèces de plantes, 97 espèces de graines, 29 caisses de plantes vivantes, 252 dessins et aquarelles de plantes, dessins analytiques, vues, paysages, 106 mammifères, poissons, reptiles préparés avec soin pour être empaillés, 348 oiseaux, 488 papillons, 16 coquilles, 2000 insectes, et 60 produits divers, végétaux et animaux, dans des boîtes et flacons d'alcool.

André Edouard se montre très méticuleux dans l'envoi de ces collections pour la France, car comme nous le disions auparavant, il a conscience de l'importance que représentent ces échantillons pour l'étude des sciences naturelles qui se développe en ce pays. Il a conscience aussi de la concurrence des autres pays européens. En Colombie, il trouve une maison anglaise qui expédie ses collections vers certains musées d'histoire naturelle d'Europe comme le Musée de Berlin et le Musée de Londres.

A Bogotá, André Edouard trouve le professeur allemand Bastiens qui est en train de rapporter des spécimens de plantes, objets et documents sur l'ethnologie et les antiquités colombiennes pour le Musée de Berlin. André Edouard rencontre aussi le Baron Nolken en provenance de Russie, en quête de certains lépidoptères pour la Russie.¹ Il rencontre également le voyageur anglais Carder qui recueille des échantillons de plantes pour les musées d'Angleterre.

En conséquence, André Edouard cherche à garantir l'envoi de ses collections en France pour augmenter les collections du Musée d'Histoire Naturelle de Paris. Depuis Bogotá, André Edouard s'adresse au Ministre de l'Instruction Publique à Paris par des lettres dans lesquelles il exprime son inquiétude pour le retard de la France par rapport à certains pays comme l'Allemagne, l'Angleterre et la Belgique dans la recherche et l'étude des plantes tropicales latino-américains. Il suggère au ministère d'approuver et d'encourager les missions scientifiques françaises vers la Colombie, afin d'étudier la

¹ A N Paris-Caran. Section Moderne et Contemporaine. Serie F. versements des ministères et des administrations qui en dépendent. Sous Série F1. Instruction Publique F.17. 2933.2. Pasto, le 13 mai 1876.

flore tropicale dans ce pays.

Dans une de ses lettres adressée au Ministre de l'Instruction Publique à Paris, André Edouard écrit : « *si notre gouvernement, si désireux de relever de toutes façons le drapeau du pays, pensait que dans cette course aux découvertes scientifiques lointaines, nous devons reprendre le rang que nous occupions autrefois, je serais bien heureux d'avoir aidé à provoquer un bon mouvement dans ce sens. Cette suggestion m'est d'autant plus facile qu'elle ne peut être suspecte d'autre intérêt personnel, puisque j'accomplis le voyage en toute liberté d'action. Mais ce que je vois autour de moi dans cette exploration m'induit, Monsieur le Ministre, à vous exprimer le désir que m'inspire l'amour de mon pays et de la science à la quelle je consacre mes modestes efforts* ». ¹

Sur le plan de la collecte de données et de spécimens, le voyage d'André Edouard s'avère rempli de promesses, pour l'histoire naturelle bien entendu, science dans laquelle André Edouard a déjà fait ses preuves, mais également en ce qui concerne l'étude des indigènes colombiens, parmi lesquels les peuples indiens Inga et Kansa. Sans doute, ce thème comme les collections des plantes offre à notre voyageur explorateur des informatoins qu'il va partager avec les savants et les associations scientifiques français.

En effet, en arrivant en France, André destine tous ses échantillons au Muséum d'Histoire Naturelle de Paris, et bien que les collections restent dans les magasins du Ministère de l'Instruction Publique durant une année, celles-ci sont enfin transférées au Palais de l'Industrie des Champs-Élysées. Là, les collections sont présentées dans une exposition provisoire de la section américaine des missions scientifiques, le 3 novembre 1877.² Finalement, une partie de ces collections restent au Muséum Provisoire des Missions Scientifiques, inauguré le 23 novembre 1878, et qui deviendra le Musée d'ethnographie du Trocadéro, en 1882. Ce musée est destiné à abriter l'ensemble des collections recueillies au cours des missions scientifiques, surtout les

¹ A N Paris-Caran. Section Moderne et Contemporaine. Serie F. versements des ministères et des administrations qui en dépendent. Sous Série F1. Instruction Publique F.17. 2933.2. Pasto, le 13 mai 1876.

² P. Riviale, *Un Siècle D'Archéologie Française, op. cit.* , p. 222.

objets relatifs à l'ethnographie, provenant de missions, de dons, d'échanges ou d'acquisitions.

De 1877 à 1879, André publie des articles sur son voyage d'exploration scientifique en Colombie, dans la revue française *Le Tour Du Monde*. Ensuite, le récit sur son voyage en Colombie est traduit en espagnol et publié à Barcelone dans la collection *América Pintoresca*, où le récit apparaît sous le titre: « El Viaje de Edouard André : La América Equinocial », en 1884. Et pourtant cet ouvrage est ignoré en Colombie.

Longtemps ignorées, les contributions scientifiques de cette exploration sont considérables, car elles jettent quelques lumières sur la géographie de certaines zones de l'intérieur de la Colombie jusqu'alors mal connues des savants européens. En outre, ces contributions apportent des données ethnologiques et un répertoire des nouvelles plantes cataloguées scientifiquement pour la première fois. En Colombie, cet ouvrage est publié seulement en 1968 sous le titre de: « Geografía Pintoresca de Colombia. La Nueva Granada vista por los Viajeros Franceses del siglo XIX^e : Charles Saffray, Edouard André ».

Bien tardivement, plusieurs intellectuels colombiens considèrent le voyage d'André Edouard en Colombie comme une exploration indubitablement scientifique, dont les descriptions apparaissent comme une référence obligatoire dans l'étude de la flore naturelle, des ethnies et de la géographie du pays. En France, le travail scientifique d'André a une grande réputation scientifique. Après ses voyages d'exploration en Amérique du Sud, André consacre sa vie à l'étude du paysage et le jardinage.

En France, des parcs des Plantes ont été dessinés par André Edouard. Parmi ceux-ci nous trouvons le Jardin de Plantes de la ville de Bourges, où André Edouard est né. D'autres jardins français portent sa marque, puisque il y apporte de nombreuses variétés de fleurs colombiennes. Parmi ces fleurs colombiennes plantées en France, nous trouvons les anturies et les broméliacées colombiennes. En outre, nous n'ignorons pas les contributions scientifiques d'André Edouard dans l'étude du palmier à cire spécifique du Quindio (ceroxyflon audicola), la plante représentative de cette ville.

Mais surtout, pour l'époque qui nous occupe, il faut reconnaître que le voyage d'exploration d'Edouard André en Colombie réveille dans l'esprit scientifique français l'intérêt pour l'étude de la flore latino-américaine, perçue comme une partie essentielle de l'histoire naturelle, et grâce à laquelle la Colombie apparaît comme un terrain scientifique destiné pour les missions qui privilégient l'étude de la flore latino-américaine.

Nous verrons qu'après la mission scientifique d'André Edouard en Colombie, le ministère de l'Instruction Publique à Paris autorise d'autres missions scientifiques vers ce territoire, puisque la Colombie ainsi que d'autres pays latino-américains comme le Mexique et le Pérou sont considérés comme objectifs scientifiques privilégiés pour la recherche française en Amérique du Sud.

Si dans l'étude de l'histoire des missions scientifiques françaises, le Mexique et le Pérou sont perçus comme objectif scientifique obligatoire pour les naturalistes attirés par l'étude de l'homme américain, la Colombie apparaît comme l'objectif scientifique par les naturalistes attirés par l'étude de la flore.

Bien que dans l'étude des rapports culturels entre le France et la Colombie, les missions scientifiques françaises restent encore méconnues, nous ne pouvons pas ignorer la mission du célèbre voyageur français Jules Crevaux, laquelle se réalise en grande partie grâce aux apports scientifiques de la mission d'André Edouard.

Chapitre 17

La mission scientifique de Jules Crevaux :

En 1876, Jules Crevaux est le premier voyageur naturaliste en Amérique du Sud à profiter d'un soutien financier, du fait que le ministère de l' Instruction Publique désire donner de réels moyens d'action aux voyageurs chargés de mission scientifique par le Service des Missions. Ce voyageur naturaliste présenta au Service des Missions quatre projets d'exploration scientifique vers l'Amérique du Sud, lesquels sont tous approuvés, puisqu' ils sont parvenus au ministère au bon moment, et contiennent un bon nombre d'arguments favorables.

Jules Crevaux, issu d'une vieille famille aristocratique, s'est formé comme médecin, travaille pour le Service de la Marine Française, et participe à la guerre franco prussienne. Il semble que son travail ne lui plait guère, car il a l'âme d'un voyageur géographe. Ainsi, il saisit la première occasion pour s'embarquer en 1876 pour un grand voyage en Amérique du Sud, et afin d'assurer la réussite de ce projet et des autres, il sollicite l'appui du ministère en demandant des missions qui donnent à ses voyages d'exploration scientifique un caractère officiel.

Pendant sa troisième mission scientifique vers l'Amérique du Sud, Crevaux part en Colombie dans le but de traverser de part en part le bassin de l'Orénoque, à partir des cols des Andes jusqu'aux bouches du fleuve, afin d'enrichir les collections du futur Musée de l'Homme ou Musée du Trocadéro.¹ Le fleuve en question traverse sur plus de deux mille kilomètres l'une des forêts les plus impénétrables du globe, et est le quatrième fleuve du monde par le débit.

Crevaux et ses collaborateurs veulent traverser l'Orénoque en utilisant pour cela les informations rapportées par André Edouard ²et la carte géographique dessinée par Agustin Codazzi sur le fleuve.³ Crevaux part de Saint Nazaire le 6 août 1881 sur le paquebot La Fayette de la Compagnie Générale Transatlantique ; il est escorté par son

¹ J. Crevaux, *En Radeau sur l'Orénoque*. Des, op. cit., p. 14.

² J. Crevaux, *Ibid.*, p. 36.

³J. Crevaux, *Ibid.* , p. 105.

ami l'officier de la Marine Française E. Lejanne qui est chargé de l'élaboration des dessins correspondant à la traversée. Crevaux est aussi accompagné du matelot François Burban, chargé d'assurer la cuisine, et finalement par Apato, originaire de Guyane. Celui-ci apparaît comme le fidèle guide de Crevaux.

Après douze jours de voyage ils arrivent en Martinique. En quittant cette île ils arrivent à la Guaira, port de Caracas au Venezuela, d'où ils poursuivent leur route jusqu'au port colombien de Savanilla le 26 août 1881. Ils continuent ensuite vers la ville de Barranquilla, où grâce au soutien officiel du Ministère de l'Instruction, ils sont reçus chaleureusement par le consul français de Barranquilla. Dans cette ville Crevaux remarque la présence de Français propriétaires de salons de coiffure au style parisien.

Le 29 août de cette même année, ils remontent le cours du Magdalena jusqu'à Honda, et sur ce trajet ils retrouvent le Président colombien Rafael Nuñez dans la ville de Caracoli, où le Président doit s'embarquer à destination de Panama. Crevaux, profitant du passage du président Nuñez, lui remet une lettre de recommandation du Comte Ferdinand Lesseps. Grâce à cette lettre où Lesseps demande le soutien du gouvernement colombien à la mission de Crevaux, Nuñez accueille diligemment le groupe de voyageurs français, et leur promet des lettres de recommandation adressées aux divers fonctionnaires particuliers et amis de son gouvernement, afin de garantir le succès de la mission de Crevaux.

Après cette rencontre, Crevaux arrive à la ville de Honda, d'où il suit la route suivie par André afin d'arriver à la région des Llanos Orientales. Crevaux parcourt tous les villages du haut Magdalena, d'où il descend sur près de deux mille kilomètres jusqu'au légendaire fleuve Guaviare, affluent de l'Orénoque. Crevaux donne le nom de « rivière Lesseps » au Guaviare en honneur à Ferdinand Lesseps, car d'après Crevaux, en Colombie « *Lesseps est aussi connu que le libérateur Bolívar* ». ¹En changeant le nom de la rivière Guaviare, Crevaux remercie aussi Lesseps pour sa lettre de recommandation qui lui ouvre les portes.

Après avoir parcouru le Guaviare, il descend jusqu'à l'embouchure de l'Orénoque.

¹ J. Crevaux, *En Radeau sur l'Orénoque*, op. cit. , p. 41.

Tant que ses compagnons et lui ne rencontrent pas un cours d'eau assez large pour lancer une embarcation, ils marchent à pied, afin d'explorer la direction que suit le fleuve Orénoque. Ils explorent la jungle qui longe le fleuve, infestée de fièvre jaune, laquelle plusieurs fois attaque les compagnons de voyage de Crevaux.

Les premiers mois de navigation sont particulièrement éprouvants. Crevaux et ses amis s'embarquent en radeaux de fortune ou pirogues taillées dans des troncs d'arbres, parce que les eaux de l'Orénoque sont barrées de place en place par des rapides, ce qui implique de pénibles transbordements et l'usage d'embarcations légères qui sont emportées par le courant de ce fleuve.

Après une année de traversée par l'Orénoque, le bilan de la mission scientifique de Crevaux est intéressant : près de deux mille kilomètres de relevés hydrographiques sur la rivière Guaviare (Goyabero), dont la moitié en territoire totalement inconnu dans la géographie physique de Colombie. Font également partie du bilan scientifique de la mission Crevaux, cinquante-deux crânes recueillis dans sept gisements différents, trois cents gravures ou dessins décrivant la vie des indiens de la région de la Orinoquia Colombienne, une riche collection d'objets domestiques, et plusieurs pages de notes.¹ Des résultats qui à l'époque s'exposent dans le Palais de l'Industrie des Champs-Élysées, où s'organise une exposition provisoire dans laquelle se présentent exclusivement les collections rapportées d'Amérique du Sud, par André Edouard et Crevaux entre autres.²

Un autre aspect intéressant de la mission de Crevaux est la médiatisation de son récit sur l'exploration du fleuve Orénoque. Ce récit semble un véritable roman d'aventure lorsqu'il apparaît publié dans les colonnes de *La Revue Tour du Monde*. Crevaux à la différence des voyageurs naturalistes qui le précèdent en Colombie, privilégie dans son récit l'aventure, l'imagination et la fantaisie au contraire des descriptions scientifiques sur la flore, la faune, ou l'histoire de la Colombie qui jusqu'à alors caractérisaient les récits de voyages écrits en France par des voyageurs naturalistes.

¹ J. Crevaux, *En Radeau sur l'Orénoque*, *op. cit.*, p. 15.

² P. Riviale, *Un Siècle D'Archéologie Française*, *op. cit.*, p. 279.

Submergé dans l’imaginaire littéraire de l’époque, dans lequel le rêve et la réalité ont tendance à confondre leurs rôles afin de nourrir l’imagination des narrateurs et écrivains du moment, Crevaux fait de sa descente de l’Orénoque une source de légende façonnée en roman d’aventure. Dans ce roman, le fleuve de l’Orénoque apparaît décrit comme un labyrinthe monstrueux, infesté de caïmans, et de raies, entouré d’une jungle impénétrable habitée par des indiens sauvages et superstitieux, où la mort surprend un de ses compagnons de voyage.

Ce récit nous révèle un Crevaux admirable comme explorateur, comme aventurier mais surtout comme conteur de ses propres exploits. Singulier paradoxe de cet aventurier de la science qui parle plus par le truchement de ses angoisses, de ses souffrances, de ses rêves brisés, qu’au travers de ses brillantes découvertes géographiques. Néanmoins, le succès du récit de Crevaux est dans sa médiatisation, car celui-ci est publié l’année-même de la disparition de Crevaux, et de l’exposition des collections rapportées de Colombie au Palais de l’Industrie des Champs-Élysées, en 1882.

C’est surtout sa disparition qui favorise largement la médiatisation de son récit. Parti pour sa quatrième mission dans l’Amérique du Sud, Crevaux meurt au Paraguay, où l’explorateur voyage afin de gagner les Andes pour descendre depuis sa source un cours d’eau ignoré : la rivière du Pilcomayo, affluent majeur du Paraguay qui traverse le territoire du Chaco. Dans ce territoire se produit la mort de Crevaux et de ses dix-huit compagnons par des indiens sud-américains sur lesquels planent de peu rassurantes légendes.

Le gouvernement français envoie sur place une véritable expédition pour tenter d’éclaircir les circonstances de l’effrayante disparition de Crevaux. Cette expédition sous la direction d’André Thouar ne parvient pas à éclaircir la disparition de Crevaux, mais les aventures de Thouar suivant les traces de Crevaux se lisent comme un autre roman inédit qui fascine à son tour tous les lecteurs du *Tour du monde*. L’aventure de Crevaux captive le public français, mais surtout elle est capable de fasciner et même d’inspirer le génie créateur du romancier scientifique d’anticipation : Jules Verne.

Jules Verne est sensible à la richesse des découvertes scientifiques dont il s'informe avec un soin constant et scrupuleux. Il est inspiré « *directement entre autres par les aventures de Jules Crevaux* ». ¹ En 1898, il écrit : « *Le Superbe Orénoque* », basé sur le roman d'aventure de Crevaux intitulé *Jules Crevaux. En Radeau sur L'Orénoque*, publié à Paris en 1882. Il y a en effet dans cet ouvrage et dans le destin final de Crevaux un monde ouvert sur l'imaginaire, lequel contient une puissante ressemblance avec le réel ; et ce monde est exploré avec une rigueur inlassable par Jules Verne dans un de ses voyages extraordinaires.

Comme nous le constatons, la personnalité, le destin de Crevaux s'opposent à d'autres chargés de missions. Néanmoins les résultats de la mission scientifique de Crevaux sont très importants. Car les apports scientifiques de la mission de Crevaux à la géographie et à l'ethnologie sur des régions encore inexplorées de la Colombie ne sont pas négligeables, autant que la contribution de Crevaux au domaine de la littérature en France.

La mission scientifique de Crevaux en Colombie, bien qu'encore méconnue ou plongée dans l'oubli en France et en Colombie, dépasse le cadre de la géographie et accède à la sphère des liens culturels par l'intermédiaire de la littérature. C'est pourquoi, cette mission se révèle très importante dans l'étude de l'histoire des relations culturelles entre la France et la Colombie. Dans cette histoire, les missions scientifiques font partie de l'étude des enjeux scientifiques et culturels de l'action culturelle française en Colombie, ce pays qui partage une histoire commune avec la France dans le domaine des relations culturelles.

¹ J. Crevaux, *En Radeau sur l'Orénoque*, *op. cit.*, p. 11.

Chapitre 18

La mission scientifique de François Geay :

Les voyages effectués successivement par André Edouard et Jules Crevaux au cours de ces précédentes années (1875-1881), et les considérables collections par eux rapportées au Musée d'Histoire Naturelle de Paris et au Musée d'Ethnographie du Trocadéro, aiguissent singulièrement l'intérêt d'autres naturalistes français sur l'histoire naturelle et l'ethnographie. Parmi ces voyageurs nous trouvons : François Geay, dont la demande de mission parvient au Ministère à une période idéale. Geay, est un homme déterminé à utiliser ses connaissances dans la collecte des échantillons d'histoire naturelle des pays lointains, et qui dispose d'une énorme expérience.

Il a étudié à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes à Paris, et à «l'Ecole des Jeunes Naturalistes». Dans cette dernière école, Geay reçoit l'instruction nécessaire à la recollection des espèces, car cette Ecole créée au sein du Muséum d'Histoire Naturelle de Paris depuis 1793, a l'objectif d'améliorer l'efficacité des missions accordées par le Ministère, et pour cela offre aux voyageurs une instruction et le « Manuel du Voyageur », lequel est destiné uniquement aux voyageurs comme Geay. Dans ce manuel les voyageurs trouvent les consignes et toutes les instructions concernant la collecte d'espèces et objets pour le Musée.

En Colombie l'aventure de François Geay commence le 27 mars 1888, lorsque le Service de Missions du Ministère de l'Instruction Publique lui accorde une mission pour : « *explorer au point de vue de l'histoire naturelle des régions encore peu connues : la Colombie et le Venezuela afin de rapporter de nombreux spécimens pour le Musée d'Histoire Naturelle de Paris* ». ¹ Lorsque Geay est en Colombie, il concentre ses recherches dans la région des prairies et forêts des « Llanos Orientales » localisée entre la Colombie et le Venezuela, d'où à l'aide du consul général de France dans l'Isthme de Panama, François Geay parvient à envoyer des animaux vivants.

Le 4 juin 1889, un an environ après son départ, il charge à bord du paquebot

¹ A N Paris-Caran. Section Moderne et Contemporaine. Serie F. versements des ministères et des administrations qui en dépendent. Sous Série F1. Instruction Publique F.17. 12970. Paris, le 7 septembre 1896.

« France » de la Compagnie Transatlantique en partance pour Saint Nazaire, un envoi composé de neufs caisses et d'un ballot de feuilles pour les paresseux, plusieurs colis parmi lesquels l'un renferme 146 échantillons de roches et de minéraux, et huit autres colis composés des animaux vivants: une grande tortue terrestre, un unau jeune, un unau adulte, un aï, un agouti etc.¹ Durant les sept années de la permanence de Geay en Colombie, des envois comme celui-ci se multiplient vers le Musée d'Histoire Naturelle de Paris.

L'envoi des espèces est marqué par l'improvisation et la désorganisation, faute de précautions et d'un catalogage de précision dans la destination des animaux, des échantillons, des plantes, des minéraux et des bois. Ainsi par exemple l'envoi des animaux vivants est un échec, car la plupart de ceux-ci meurent ou sont lancés à la mer, et les animaux qui survivent au trajet sont emportés jusqu'au Jardin d'Acclimatation ou des Plantes de Paris, et non vers le Musée d'Histoire Naturelle comme Geay l'avait convenu avant son départ. D'autre part, certains des échantillons restent stockés jusqu'à l'arrivée de François Geay en France, en 1895.

Après sept années de séjour en Colombie, François Geay, malade, décide de rentrer en France dans le but d'améliorer sa santé. Il met en ordre ses collections et ses notes sur les différentes recherches poursuivies en Colombie. Un an après son retour, il s'adresse au Ministre de l'Instruction Publique pour solliciter une audience afin de lui rendre compte de la mission scientifique. Dans ce rapport, Geay exprime son opinion sur les régions visitées, lesquelles d'après lui : « *touchent de près aux plus puissants intérêts français* ». ²C'est pourquoi il souhaite que le ministère lui facilite les moyens pour retourner là bas.

Il souhaite continuer sa mission afin d'entreprendre l'étude des régions contestées limitrophes de la Guyane, et compléter les recherches commencées pendant huit années dans la région limitrophe des Llanos Orientales entre Colombie et Venezuela.

¹ A N Paris-Caran. Section Moderne et Contemporaine. Serie F. versements des ministères et des administrations qui en dépendent. Sous Série F1. Instruction Publique F.17. 12970. Paris, le 29 octobre 1895.

² A N Paris-Caran. Section Moderne et Contemporaine. Serie F. versements des ministères et des administrations qui en dépendent. Sous Série F1. Instruction Publique F.17. 12970. Paris, le 7 septembre 1896.

Aguerri par les difficultés vaincues, bien acclimaté et parfait connaisseur des mœurs, des coutumes, des idiomes de ces régions, François Geay considère que l'approbation de cette deuxième mission scientifique est indispensable afin que la France s'engage dans une entreprise coloniale dans les régions de l'Amérique du Sud.

En 1899, le Ministère de l'Instruction Publique donne son avis favorable à une nouvelle mission proposée par Geay.¹ Cette mission qui a un caractère ethnographique reste circonscrite uniquement au territoire des Guyanes, et elle a une durée d'une année. En 1901, grâce au soutien du ministère qui approuve sa troisième mission scientifique, François Geay retourne en Guyane, territoire colonial français d'où se préparent et se ravitaillent la plupart des missions scientifiques françaises vers l'Amérique du Sud.

En ce qui concerne les résultats de sa mission scientifique en Colombie, Geay part vers ce territoire dans le but de rapporter une grande quantité d'espèces au Musée d'Histoire Naturelle de Paris. Son ambition est de prouver par là l'intérêt qu'aurait la France à faire de la Colombie une colonie à l'instar de la Guyane.² Le ministère manifeste son désaccord avec cette proposition. Au cours des missions scientifiques françaises en Colombie, la France ne manifeste ambition économique ou financière dans l'agencement des missions scientifiques en Colombie. La France ne considéra jamais ce pays comme territoire colonial, il est clair que la France n'eut jamais des prétentions coloniales en Colombie.

Et pourtant les résultats de l'expédition de François Geay sont considérables en dépit de certaines pertes d'espèces animales et d'échantillons d'histoire naturelle récoltés tout au long de son séjour en Colombie. Geay rapporte au Muséum de remarquables collections des spécimens des trois règnes, mal connus voire totalement nouveaux. Par contre, la part accordée aux descriptions historiques et géographiques du pays visité, contenant normalement tous les conclusions des missions est très décevante.

¹ P. Riviale, *Un Siècle D'Archéologie Française, op. cit.*,p. (Annexe3).

² A N Paris-Caran. Section Moderne et Contemporaine. Serie F. versements des ministères et des administrations qui en dépendent. Sous Série F1. Instruction Publique F.17. 12970. Paris, le 7 septembre 1896.

Malgré sa bonne volonté, et en dépit de sa formation de naturaliste et d'homme de science, François Geay fait partie de ces nombreux voyageurs malheureux qui passèrent par la Colombie sans même soupçonner son existence. Nous ne trouvons aucune réflexion sur la Colombie, à cause de l'excès d'informations et de documentation qu'il disait posséder sur ce pays,¹ où il reste plus de sept ans. Soucieux d'enrichir les collections du Muséum, cet apôtre de la science se contente de piller la nature. Et pourtant, il est clair que Geay porte un intérêt indiscutable à la science.

¹ A N Paris-Caran. Section Moderne et Contemporaine. Serie F. versements des ministères et des administrations qui en dépendent. Sous Série F1. Instruction Publique F.17. 12970. Paris, le 7 septembre 1896

Chapitre 19

Le rôle des missions scientifiques françaises en Colombie :

Nous constatons que les missions organisées au cours de la deuxième phase du XIX^e siècle, ne sont pas toutes de brillantes réussites, loin de là. Malgré le désir du Ministère de privilégier l'efficacité des missions, il faut compter avec les défaillances humaines, et les difficultés inhérentes à certaines explorations : amateurisme (Saffray), décès (Crevaux), changements de programme (Geay), lesquelles compromettent les espérances d'une belle réussite. Mais nous pouvons cependant considérer que le Service des Missions Scientifiques et Littéraires joua un rôle phare dans l'élan de la recherche en sciences naturelles et sociales durant le dernier quart du XIX^e siècle.

Comme nous l'avons expliqué plus haut, le Service des Missions a mis l'accent sur la nécessité pour les voyageurs de réunir des collections pour les établissements de l'Etat, puisque ces collections étaient destinées à servir de base aux études ultérieures. Ainsi les missions sont conçues comme voyages d'exploration scientifique, effectués par des voyageurs naturalistes chargés de rapporter des espèces naturelles des lieux visités. Cette nouvelle manière de concevoir les missions scientifiques entraîne des conséquences marquantes, tant sur le plan muséographique que sur la recherche: collections stockées, recherches qui ne parviennent jamais à se concrétiser.

Néanmoins ces missions, dans l'espace de quelques années, contribuèrent certainement à propulser sur le devant de la scène scientifique un monde jusque-là relativement obscur et marginalisé. Sans doute la médiatisation des récits des voyageurs par le biais des revues de vulgarisation et les expositions des collections faites dans le cadre des Expositions Universelles et de l'inauguration des musées, facilitent la révélation de ce monde marginalisé. Ainsi par exemple, les collections dans les musées, associées à des indications un peu plus précises de localisation et de contexte, constituèrent pour les hommes de science: botanistes, anthropologues, géographes, et médecins, un objet d'étude qui faisait jusqu'ici singulièrement défaut.

On peut toutefois regretter que les missions ne soient pas parvenues à prodiguer les résultats scientifiques de leurs explorations dans les pays étudiés. On peut aussi

regretter le manque de continuité des prospections françaises. Mais en fin de compte, il pouvait difficilement en être autrement, dans la mesure où l'éloignement géographique des ces territoires devenait aussi un éloignement scientifique. Et pourtant, il faut reconnaître que les missions autant que les récits du voyage sont surtout des échanges culturels qui, à première vue à sens unique, sont en réalité profitables aux deux pays.

D'autre part, il faut reconnaître que si la Colombie n'attire pas autant de missions ethnographiques ou anthropologiques que le Mexique ou le Pérou, la Colombie est l'épicentre d'un espace scientifique dédié à la recherche de la flore tropicale latino-américaine, notamment grâce aux contributions de Triana et Planchon.

Le déploiement de plusieurs missions scientifiques françaises vers la Colombie est remarquable, et dément l'idée que la Colombie est l'objet uniquement d'une seule mission, à savoir la mission scientifique allemande de Humboldt et Bonpland. Sans doute, cette idée très répandue dans les sphères intellectuelles colombiennes, résulte uniquement de l'absence d'une recherche historique approfondie au sujet des missions scientifiques en Colombie, de la présence révélatrice et des apports des naturalistes français en Colombie.

Notons que si dans certaines régions du monde les missions scientifiques françaises s'organisent dans le but d'explorer de nouveaux territoires destinés à la colonisation française, en Colombie elles obéissent à des fins clairement scientifiques. Pour les voyageurs et naturalistes français, la Colombie devient un espace ouvert à la recherche sur la flore, plutôt qu'un espace économique ou financier ouvert à la colonisation française. On peut d'ailleurs signaler que la démarche de ces voyageurs-naturalistes en Colombie s'inscrit dans un mouvement du XIX^e siècle européen qui privilégie l'observation directe comme la méthode scientifique la plus aboutie.

A partir de ce moment là, l'étude de la flore, de la faune, l'ethnographie, la géographie font partie des disciplines scientifiques de l'Europe du XIX^e siècle. En conséquence, les voyageurs-naturalistes français en Colombie, sont les représentants d'une science très en vogue, et symbolique dans une large mesure de la supériorité culturelle de la France sur le reste du monde. Ainsi, la Colombie accueille ces

voyageurs-naturalistes sur son sol, avec l'espoir d'accéder à la science, puisque la France est perçue comme un pays civilisé et le plus avancé culturellement.

Les voyageurs grâce à leur formation scientifique, rendent compte des ressources naturelles du pays; ils montrent que la Colombie est un pays riche en ressources naturelles. C'est pourquoi les voyageurs-naturalistes sont considérés en Colombie comme un moyen d'accéder au progrès. Car les élites colombiennes considèrent que la richesse naturelle est essentielle pour parvenir au progrès et à la modernité de l'état nation en construction.

En accueillant ces voyageurs-naturalistes français, la Colombie s'expose également à leurs observations et à leurs jugements de valeur. Malheureusement, leurs récits de voyages et articles de revues sont à l'origine de l'image d'une « Colombie en retard ou arriérée », frustrante pour ce pays qui espère accéder à la construction d'une économie fondée sur les ressources inexploitées de son territoire.

Certes, la seule idée d'obtenir à travers les récits des ces voyageurs-naturalistes des commentaires sur le potentiel économique colombien, encouragent les espoirs de la classe dirigeante du pays pour accéder au progrès et au développement; c'est pourquoi cette classe est prête à donner son soutien aux missions de Crevaux et André. La connaissance de son propre territoire apparaît donc pour la Colombie comme une nécessité d'abord économique, et comme le moyen de se construire une identité correspondant aux modèles politiques ou économiques européens de la modernité et du progrès, que ces élites veulent importer de l'Europe.

Néanmoins, pour les voyageurs-naturalistes cités auparavant, la Colombie est avant tout un terrain scientifique sur lequel ils peuvent faire progresser leurs connaissances. Il s'agit donc pour eux d'aller à la rencontre de l'exotisme, de la différence, de l'altérité. Ils décrivent des éléments de la Colombie qui n'appartiennent pas à la civilisation, et c'est pourquoi les récits des voyageurs-naturalistes sont accompagnés de jugements de valeur. En conséquence, les récits et les articles qu'écrivent ceux-ci donnent de la Colombie l'image de « pays en retard » ou de « pays arriéré ».

Or, les rapports entre les voyageurs-naturalistes français et les élites colombiennes sont marqués par le paradoxe; parce que les élites colombiennes donnant leur soutien

aux voyageurs-naturalistes, elles attendent un avis favorable à travers leurs récits, qui permette à la Colombie d'adopter les modèles politiques et économiques européens. Et pourtant, ces voyageurs-naturalistes dans leurs récits excluent la Colombie dans la cours pour accéder aux modèles européens.

Mais comme nous venons de le dire plus haut, rappelons que malgré tout, les voyageurs-naturalistes français contribuent à populariser la Colombie, car ceux-ci trouvèrent dans des titres comme *La Revue des Deux Mondes* et *La Revue Tour du Monde*, les moyens pour enregistrer des connaissances qui nourrissaient l'imaginaire et les rêves de leurs contemporains. Dans ces revues, sans doute l'une des premières entreprises de vulgarisation scientifique, les voyageurs-naturalistes ont nourri à travers leurs missions et leurs récit de voyage une production qui inspire la recherche scientifique et rend compte des connaissances, des aspirations et des mentalités d'une époque autant pour la Colombie que pour la France.

Sans doute, les missions scientifiques françaises en Colombie sont un autre exemple des échanges maintenus dans les rapports culturels entre la France et la Colombie tout au long du XIX^e siècle. Car les voyageurs-naturalistes en tant que vecteurs ou agents culturels, contribuent à façonner le champ scientifique et culturel des deux pays, grâce aux transferts scientifiques entre eux.

En conséquence, ces transferts scientifiques au niveau de la connaissance, tant en France qu'en Colombie, permettent de renforcer les rapports culturels entre le deux pays au dix-neuvième siècle. Car les échanges culturels, bien qu'on les regarde parfois dans un sens unique comportent un retour non négligeable, retour qui se transmet à travers des transferts culturels. Ainsi, nous avons abordé l'étude des missions scientifiques françaises en Colombie à partir de la perspective des échanges et des transferts culturels entre les deux pays.

Pour conclure ce chapitre sur les missions scientifiques françaises en Colombie, il est à noter par ailleurs que si la Mission de François Geay apparaît comme la dernière mission scientifique française programmée en Colombie, lorsque les missions scientifiques touchent à leur fin, les voyages d'exploration géographique continuent jusqu'au début du XX^e siècle vers ce pays.

Plusieurs voyageurs français viennent explorer la Colombie. Parmi ceux-ci : l'officier de marine Armand Reclus, frère d'Elisée Reclus, et Lucien Napoléon Bonaparte Wyse.¹ Ceux-ci partent de France dans le but de relever un tracé du canal de Panama qui ne sera pas retenu par de Lesseps, mais que les Américains suivront. Cette Société, la première dans ce genre, est fondée en 1821 par de hautes personnalités politiques, scientifiques, juristes, banquiers, négociants, industriels, et des hommes de lettres, dans le but d'accroître les connaissances sur le globe par l'intermédiaire des explorations géographiques accomplies par des voyageurs que la Société veut soutenir financièrement.

Cette Société qui inscrit son existence dans un contexte marqué par la relance d'une politique maritime ambitieuse et expansionniste, et par un fort regain d'intérêt du public pour la littérature géographique et de voyage, veut encourager les explorations géographiques et joue un rôle essentiel en Colombie. C'est donc grâce à son soutien qu'Armand Reclus et Lucien Napoléon Bonaparte Wyse viennent dans ce pays avec le but de reconnaître le terrain où la France érige le plus ambitieux ouvrage du génie technique français: le Canal de Panama; une route destinée à lier les deux océans afin de garantir à la France le contrôle et l'hégémonie sur le commerce international.

Ainsi, les explorations d'Armand Reclus et Lucien Napoléon Bonaparte Wyse sont très vite médiatisées, et l'on voit apparaître un foisonnement de publications périodiques concernant leurs expéditions géographiques. La parution de leurs ouvrages de synthèse et la compilation de leurs voyages illustrent le souci des érudits de faire le point sur les connaissances géographiques, qui obtiennent une grande reconnaissance de la Société de Géographie de Paris.

C'est ainsi que la Société accorde au voyage de Wyse en Panama le prix annuel de géographie en 1880.² Ce prix qui devient l'un des symboles marquants de la Société de Géographie, permet à Wyse d'accéder à une renommée internationale pour le

¹ P. Riviale, *Un Siècle D'Archéologie Française, op. cit.*, p. 200.

² P. Riviale, *Un Siècle D'Archéologie Française, op. cit.*, p. 200.

projet du canal de Panama. Pour leur part les Américains rendent hommage à Armand Reclus en édifiant son buste à l'entrée du Canal de Panama, une façon cordiale de le remercier de leur hégémonie sur le Canal.

Troisième Partie

**L'ESSOR DE L'INFLUENCE CULTURELLE FRANÇAISE DANS LA
REPUBLIQUE DE COLOMBIE 1886-1914**

Chapitre 1

L'échec du régime radical: 1870-1886

Nous avons constaté qu'un demi-siècle d'indépendance ne suffit pas à l'instauration d'un ordre politique stable en Colombie, en raison des bouleversements provoqués par la rupture des liens avec l'Espagne, et du vide politique laissé par les gouvernants espagnols. Ce vide est rempli par une nouvelle classe dirigeante: les créoles, dont l'appétit pour le pouvoir provoque des rivalités qui les opposent militairement. Ces rivalités enracinent un système fédéral marqué par la prépondérance des généraux ou « caudillos » Libéraux-Radicaux, gouvernants locaux dans chacun des états de l'Union des Etats-Unis de la Colombie.

Dans ce régime des Libéraux-Radicaux, les grandes querelles: l'abolition ou la protection des privilèges de l'église catholique, les disputes pour l'adoption du fédéralisme ou du centralisme comme système politique, donnèrent lieu à de violents affrontements entre les Radicaux et les Conservateurs, ce qui explique l'instabilité et la situation de guerre qui caractérisent la Colombie pendant de longues années. Ainsi, le 9 février 1877, en suite à l'élection du libéral radical Aquileo Parra comme nouveau président de l'Union des Etats-Unis de Colombie, un groupe des conservateurs armés de cinq mille hommes des états de Cundinamarca, Boyaca, et Santander, affrontent le gouvernement.¹

En ripostant, les forces fédérales réunies des généraux ou caudillos radicaux: Alejo Morales, Salomon Wilches et Sergio Camargo remportent un important succès sur les troupes conservatrices dans l'état de Santander. Néanmoins, de nouveaux soulèvements armés s'étendent sur tout le territoire des Etats-Unis de Colombie. Dans le sud de l'état du Cauca, la ville de Pasto, et peu de temps après la ville de Valledupar dans l'état de Magdalena, se trouvent en pleine conflagration. En même temps, l'armée fédérale du général libéral Julian Trujillo tente de soumettre les rebelles conservateurs de la ville de Manizales et l'état rebelle d'Antioquia.

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 2-Page 215, le chargé d'affaires et consul général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 16 février 1877.

Malgré les efforts du général libéral Julian Trujillo, dans cette situation de guerre civile généralisée, le gouvernement de l'Union est obligé de capituler devant les troupes conservatrices de l'état d'Antioquia tandis que ce gouvernement tente de se débarrasser des forces conservatrices rebelles de la ville de Pasto et de Valledupar. Autrement dit, ce gouvernement prend certaines mesures pour créer des ressources et financer la guerre. C'est ainsi que le 23 février 1877, il signe un décret qui augmente les droits d'importation à prélever sur les marchandises étrangères, et de plus il crée la loi du 19 mars, qui établit la radiation du grand livre de la dette nationale de toutes les rentes nominales dues à l'église catholique.

Cependant, le clergé colombien et ses alliés conservateurs se refusent à accepter cette loi, et demandent son abrogation immédiate. Mais le président de l'Union, Aquileo Parra s'abstient d'appuyer cette demande, car il considère que la loi du 19 mars est une mesure de guerre, puisque d'après lui: « *Cette loi est simplement une mesure d'hostilité contre le clergé catholique à cause de la part active qu'il a prise à la révolution actuelle, mesure pleinement autorisée par le droit de la guerre* ». ¹ Certes, il existe des traces évidentes de la participation directe de certains évêques des principales villes de l'Union dans les conflits des Conservateurs contre le régime radical-fédéral. Ainsi, il est prouvé que dans le sud de l'état du Cauca, l'évêque Canuto Restrepo de la ville de Pasto, encourage dans ses sermons de la messe du dimanche les croyants catholiques à faire la guerre aux Radicaux-Libéraux.

Dans un de ses sermons, hostiles aux Radicaux, Canuto dit : « *¿No los Conocéis? Tienen al cinto provisión de veneno y puñal; llevan en una mano el martillo demolidor y en la otra la tea incendiaria, y van gritando libertad, progreso, igualdad y fraternidad. En la frente llevan escrito, como la bestia del Apocalipsis, nombres de odio y blasfemia, y todas sus obras son obras de iniquidad. Esta especie de monstruos no habita sino entre las ruinas a las que llama progreso, y no calman su sed devoradora sino con el sudor y las lágrimas de los pueblos, y no se alimentan con*

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 2-Page 220, le chargé d'affaires et consul général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 16 avril 1877.

*otra substancia que no sea la sangre humana. Conocedlos bien.»*¹

La participation du clergé à l'activité politique du pays devient un fait courant, et à plusieurs reprises le gouvernement radical accuse le clergé d'utiliser la chaire et les écoles pour inciter la population à prendre les armes contre les Libéraux-Radicaux. En conséquence, par le décret du 4 février 1877, les gouverneurs des états comme celui du Cauca expatrient les évêques des villes de Pasto et de Popayan. D'autre part, le gouvernement de l'Union crée un projet de loi rapproché de la loi du 19 mars avec l'objet de soumettre les cultes religieux à l'inspection du pouvoir civil, et d'expulser d'autres évêques comme celui de l'état d'Antioquia.

Nonobstant, le gouvernement à fort à faire pour soumettre ou réduire des évêques comme Canuto Restrepo, et les Conservateurs qui parcourent armés une grande partie des territoires rebelles incitent les gens à faire la guerre. Ainsi, des actes de sauvagerie sont commis par les troupes armées de l'état d'Antioquia qui cherchent à réprimer par la force les petits villages de conservateurs rebelles. Pareillement, des assassinats politiques sont commis sur la personne de plusieurs conservateurs respectables dans les villes de Cartagena et Cali. En outre, des citoyens étrangers parmi lesquels des Français sont plongés dans cet état de guerre civile généralisée. Inévitablement, certains des citoyens français résidents en Colombie apparaissent comme conspirateurs et rebelles, car ils sont accusés de soutenir le parti des conservateurs qui se battent contre l'ordre public constitutionnel établi par les radicaux, tandis que d'autres Français sont soumis à des emprunts forcés de guerre ou sont spoliés de leurs biens.

¹ Petit extrait de : Diego María Gómez « Los desterrados ilustres », Diócesis de Pasto, Pasto, 1978, Page 172. Cité par G. Guerrero; M. Andrade; C. Castro, *Educación y Política en el Régimen*, op. cit., p. 81 : « Vous ne les connaissez pas ? Ils portent à la ceinture poignard et provision de poison; Ils tiennent dans une main le marteau destructeur et dans l'autre la torche incendiaire-Ils avancent en criant liberté, progrès, égalité et fraternité-Ils portent écrits sur le front, tels la bête de l'Apocalypse, des noms de haine et de blasphème et tous leurs actes sont des actes d'iniquité-Cette sorte de monstres ne vit que dans les ruines qu'ils nomment progrès. Ils n'apaisent leur soif dévorante qui avec la sueur et les larmes des peuples et ne se nourrissent d'autre substance que du sang humain. Connaissiez-les bien ».

Chapitre 2

Le rôle des conspirateurs français (1870-1886)

On sait que depuis le début de l'indépendance, quand l'arrivée de Français s'est affirmée en Colombie, la participation de ceux-ci dans les querelles politiques internes du pays devient un fait récurrent. De même nous savons que pendant les époques continuelles de troubles que vit la Colombie, les gouvernements ont la pratique coutumière de recourir aux emprunts forcés, et à la spoliation des biens des citoyens français résidant dans ce territoire. Ainsi, après l'indépendance, pendant la révolution du 17 avril en 1854, et pendant la guerre de 1860-1862 des Français sont soumis à la spoliation de leurs biens et aux emprunts forcés de guerre.

Lorsque la guerre de 1860-1862 se produit et que les Radicaux renversent le gouvernement conservateur de la Confédération Grenadine, on remarque qu'à la suite de ces événements, les Radicaux accusent certains Français de soutenir le gouvernement de la Confédération Grenadina. D'après les Radicaux, les Français en tant que catholiques et sympathisants du clergé, sont liés aussi aux Conservateurs qui se battent avec le clergé contre le régime fédéraliste et anticlérical des Radicaux-Libéraux. Ainsi, à partir de ces années, le bruit court que les Français sont plutôt partisans des Conservateurs que des Radicaux. En outre, les guerres civiles de 1861 à 1862 et les guerres de 1875, 1877 et 1885, confirment cette rumeur. Pendant ces guerres, nous trouvons certains Français suspects de sympathiser ou de participer aux côtés des rebelles conservateurs aux troubles du pays. C'est pourquoi le gouvernement de l'Union des Etats-Unis de Colombie accuse et réprime certains Français considérés comme conspirateurs, sympathisants ou simplement rebelles

La situation devient d'autant plus difficile pour le gouvernement français que des vice-consuls français établis dans certaines villes de la Colombie, sont accusés de rébellion et de conspiration. Ces imputations d'hommes d'affaires liés volontairement au réseau diplomatique français, gênent le gouvernement de la France représenté en Colombie par la Chancellerie à Bogotá. Or, la chancellerie qui a conscience du conflit politique dans le territoire colombien, envisage les mesures nécessaires afin de ne pas entraver la marche des bons rapports entre les deux pays. Ainsi, nous remarquons que la chancellerie s'en sort bien face aux accusations qui impliquent les vice-consuls des

villes d'Antioquia, de Colon, mais surtout celui de la ville de Rio Hacha.

En effet, Joseph Laborde, vice-consul de France à la ville de Rio Hacha après dix années de travail gratuit au service du réseau diplomatique, est accusé d'avoir pris une part directe aux troubles politiques du pays pendant la guerre civile de 1877. Selon les informations du chancelier français à Bogotá, dans un article du 31 mars du journal de la ville Barranquilla intitulé: « El Promotor », il apparaît que Joseph Laborde et le consul de Saint Domingue : *«ont pris passage à bord de la Goélette Hollandaise Marguerite à destination de la Jamaïque, dans le but d'acheter des éléments de guerre pour la révolution »*.¹ En représailles, le gouvernement de l'Union ordonne le retrait des lettres de naturalisation et de l'exequatur aux consuls cités, le 12 août.

Le pouvoir exécutif du gouvernement des Etats-Unis de Colombie justifie l'adoption de cette mesure à cause des accusations du gouverneur de l'Etat du Magdalena, qui confirme la participation directe de Joseph Laborde aux troubles; car Laborde, partisan des rebelles conservateurs et sous les ordres du général Felipe Farias, acquiert des armes pour combattre les troupes fédérales de l'état du Magdalena. Le chancelier à Bogotá, C. Troplong se disant choqué du comportement du vice-consul de Rio Hacha, appuie l'adoption de cette mesure, avec le souci de garder des bons rapports avec le gouvernement colombien.

Le 19 octobre, dans une correspondance adressée à Joseph Laborde, Troplong regrette que celui-ci n'ait pas démissionné de ses fonctions de vice-consul, avant la prise de mesures du gouvernement colombien, car d'après Troplong seule la démission opportune du vice consul, aurait épargné au gouvernement de la France et à son représentant à Bogotá l'humiliation de voir retirer par le gouvernement colombien l'exequatur en vertu duquel le vice-consul à Rio Hacha exerçait ses fonctions. En même temps, Troplong fait un rappel à Laborde, en lui disant : *«Vous n'ignoriez pas, en effet, que vous manquiez à tous vos devoirs, comme vice-consul de France, en prenant parti pour un chef militaire de l'Union, et vous ne pouviez supposer que la Légation consentirait, lorsque votre conduite lui serait connue, à vous conserver dans*

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 2-Page 243, le chargé d'affaires et consul général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 25 mai 1877.

la poste honorable que vous teniez de sa confiance ». ¹

Malgré cela, et quelles que soient les démarches accomplies par le chargé d'affaires à Bogotá pour épargner au gouvernement français des épisodes fâcheux qui embarrassent ses rapports avec la Colombie, la guerre civile compromet le vice-consul français de la ville de Medellín. Car ce vice-consul, Eugène Lutz, est victime de mauvais traitements et violences sur l'ordre du gouverneur de l'Etat d'Antioquia. D'après ce gouverneur certains des employés de la fonderie «Sitio Viejo», une des propriétés du vice-consul, sont signalés comme partisans de la révolution et sont en possession d'armes. C'est pourquoi, le gouverneur ordonne au lieutenant Davila d'effectuer une perquisition dans la fonderie, pendant laquelle le vice-consul est blessé. ²

Le lieutenant Davila, avec la collaboration du commandant Estrada qui entre sur ces entrefaites dans la fonderie afin d'apaiser la situation, amènent Eugène Lutz, fait prisonnier, sous la protection du Préfet de la ville de Titiribi dans l'Etat du Cauca. Là bas, le préfet met en liberté immédiate le prisonnier, car selon le préfet, Eugène Lutz dans sa condition d'étranger et de vice-consul jouit de prérogatives juridictionnelles spéciales qui lui permettent d'obtenir sa libération. Aussitôt, la chancellerie française à Bogotá renseignée des faits, ne semble pas intéressée par les véritables causes de l'affaire qui compromet son consul. A l'inverse de cela, elle fait une réclamation en faveur du consul auprès des autorités colombiennes, en exigeant réparation pour les outrages et mauvais traitements soufferts par son vice consul, du fait de la violence et de la brutalité manifestées par les membres de l'armée de l'Etat d'Antioquia.

En premier lieu, le gouvernement colombien refuse cette réclamation; mais les voies de fait exercées par l'armée colombienne à l'encontre d'un représentant de la diplomatie française restent un contentieux pour ce gouvernement, et cela oblige les autorités colombiennes à s'engager vis-à-vis de la chancellerie à Bogotá, avec publication dans le «Journal Officiel de la Nation » d'une lettre de blâme motivée par

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance le chargé d'affaires et consul général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 19 octobre 1877.

² C A D Nantes- Bogotá Contentieux 242, le ministre des affaires de Paris à son chancelier à Bogotá, le 26 août 1880.

la violation du domicile et les mauvais traitements dont le vice consul à été victime. Ainsi, dans une correspondance adressée par le chancelier français au ministre des affaires étrangères à Paris, le chancelier se félicite de cette démarche et ajoute que: *«la publicité donnée à la lettre de blâme a produit un excellent effet, non seulement dans la colonie étrangère mais dans toute la population de cet état, si longtemps le théâtre de la guerre civile»*¹

Malheureusement, les attaques envers les vices consuls français se répètent, commises cette fois par des autorités de l'Etat de Panama envers le vice-consul de la ville de Colon, Leignadier. Il semble que ce dernier, excédé par l'injustice du jugement prononcé par le juge du tribunal de Colon, à l'encontre des intérêts économiques de sa maison commerciale «Hoffman-Leignadier», exprime son mécontentement, raison pour laquelle il est aussitôt emprisonné par l'ordre du juge Domingo de Leon.² Entre temps, le gouverneur de Panama qui considère l'action du juge comme un attentat à la liberté des citoyens étrangers, s'est empressé de donner par télégraphe l'ordre de mettre en liberté le vice-consul. Cependant, cette décision n'est pas appliquée par le juge, qui prolonge la détention de Leignadier jusqu' à l'arrivée du gouverneur.

Le gouvernement de la France mis au courant des faits de Colon, charge le ministre des affaires étrangères de Paris d'enquêter sur la vérité des faits. Le ministre demande au consul de Panama des informations confidentielles par rapport au comportement de Leignadier. Ensuite, le ministre demande à son chancelier à Bogotá d'exiger seulement des excuses formelles auprès du gouvernement colombien pour les violences subies par Leignadier. Car d'après ce ministre, réclamer une indemnisation financière en faveur du vice-consul irait contre les intérêts français en Colombie, puisque selon les informations disponibles du ministère, le vice consul à Colon : *«est peu soucieux de remplir les devoirs de sa charge, et il est disposé à profiter de cet incident pour en grossir l'importance et réclamer une indemnité.»*³ Ainsi, dans cette

¹ C A D Nantes- Bogotá Contentieux 242, le ministre des affaires de Paris à son chancelier à Bogotá, le 30 novembre 1881.

² C A D Nantes- Bogotá Contentieux 242, le ministre des affaires de Paris à son chancelier à Bogotá le 3 juin 1879.

³ *Ibid.*, 3 juin 1879.

affaire comme dans celle du consul de Medellín, le gouvernement français prend les mêmes mesures.

Chapitre 3

L'action des rebelles français (1870-1886)

Si dans les affaires déjà citées, le gouvernement français s'est décidé à représenter juridiquement ses intérêts, et ceux de ses vice-consuls auprès du gouvernement colombien, il ne fait pas de même concernant des affaires similaires impliquant les résidents français en Colombie. Ainsi, son chancelier à Bogotá, s'est borné à recevoir les réclamations des résidents, mais en se refusant à les représenter auprès des autorités colombiennes. Il semble que la France, soucieuse de maintenir des bons rapports avec la Colombie, ne s'attache à représenter les intérêts de ses citoyens que s'ils ne compromettent pas ses rapports avec la Colombie. En conséquence, certains résidents français, en tant que victimes de préjudice, spoliation et emprisonnement de la part de ces autorités, ne parviennent pas à obtenir de la chancellerie la représentation juridique comme cela se passe normalement dans des situations similaires.

Parmi ces résidents qui n'obtiennent pas le soutien juridique français, nous trouvons d'abord A. Lemale Aîne, propriétaire du journal «El Tradicionista», dépouillé de ses biens depuis que le gouverneur de l'Etat de Cundinamarca le soumet à un emprunt forcé de 6000 piastres, c'est-à-dire à un emprunt à peu près égal à la valeur du capital de son journal, impossible à réaliser par Lemale. Le gouverneur en profite pour confisquer l'établissement, l'imprimerie, et les outils nécessaires à la publication du journal afin de les mettre en vente, comme l'y autorise le Président des Etats Unis de Colombie par le décret du 30 août 1876, dans lequel il donne l'ordre d'obtenir un emprunt forcé d'un million de piastres auprès des personnes qui ont contribué à créer l'état de guerre.¹

En septembre 1871 à Bogotá, A. Lemale Aîne constitue avec le colombien Francisco Caro une Société anonyme appelée « la Imprenta de El Tradicionista », dont le but principal est la publication d'un journal spécialement consacré à la défense des intérêts du catholicisme. La société est créée avec un capital de \$ 8000 (F. 40,000), lequel est intégralement versé par les deux actionnaires, Lemale et Caro, afin

¹ C A D Nantes- Bogotá Contentieux 242, le ministre des affaires de Paris à son chancelier à Bogotá le 13 décembre 1877.

d'acheter une imprimerie pour la publication du journal. ¹ Cependant, suite aux opinions qu'en matière religieuse expriment les actionnaires transformés en rédacteurs du journal, le parti des Radicaux qui depuis quinze ans est à la tête du pouvoir, les accuse en 1876 de soutenir les Conservateurs pendant la guerre civile.

Cette accusation dont ils font l'objet montre la prévention qui anime les autorités colombiennes envers le Journal « El Tradicionista », que le gouverneur cherche à punir pour la publication d'articles déjà très anciens, et parus en temps de paix. Car immédiatement après la déclaration du président du gouvernement de trouble de l'ordre public, les propriétaires du journal arrêtent sa publication. Ainsi, A. Lemale Aîne considère que la décision de l'emprunt imposé par le gouverneur à sa société est un acte de vengeance du gouverneur qui, guidé par un aveugle esprit de parti, cherche uniquement des ressources. Ce comportement non seulement renforce l'opinion contre la révolution, mais provoque de graves conflits à Cundinamarca, où le gouverneur s'approprie un grand nombre d'immeubles et de biens meubles, sous prétexte du non-paiement des emprunts forcés. ²

Le 12 septembre 1876 par ordre du gouverneur de l'Etat de Cundinamarca, le chef de la police notifie verbalement au directeur du journal, Francisco Caro, puis par écrit le 9 octobre l'emprunt forcé qui frappe l'imprimerie. Caro est obligé de livrer les clefs de l'établissement et de nommer un expert-priseur. Il s'y refuse étant donné que le nom de la Société du « Tradicionista » ne figure pas dans la liste sanctionnée par le président et publiée dans le Registre de l'Etat. Dans cette liste se trouvent les individus entre lesquels est réparti l'emprunt à Bogotá et dans la région d'Orient. Dans cette liste, à une seule exception près, aucune des personnes taxées ne l'est pour une aussi forte somme que le « Tradicionista », car on exige de lui 6000 piastres, tandis qu'on ne demande que 500 à 3000 piastres à des personnes classées parmi les plus riches de l'Etat.

Sur le refus de Caro d'obtempérer aux ordres qui lui sont donnés, le chef de la police : « *force les serrures d'une caisse et d'une armoire dans lesquelles étaient*

¹ C A D Nantes- Bogotá Contentieux 242, le ministre des affaires de Paris à son chancelier à Bogotá le 13 décembre 1877.

² *Ibid.*, 13 décembre 1877.

conservés une copie de l'acte d'association, les souches des actions, les livres de comptabilité de la Société et d'autres documents importants, lesquels ne sont pas restitués ». ¹ Ensuite, le chef de la police nomme deux commissaires-évaluateurs qui dressent l'inventaire de tout ce que renferme l'établissement. Cet inventaire s'élève à 6152 piastres, c'est-à-dire à une somme égale au montant de l'emprunt dont l'établissement est frappé. De plus, parmi les objets dont on constate la présence dans le local occupé par le «Tradicionista», se trouvent treize à quinze rames de papier d'impression fourni par Gregorio Obregon, négociant à Bogotá. Bien que Caro prévienne les commissaires que la valeur de ce papier n'est pas encore payée, les commissaires prennent en compte ces rames de papiers dans l'inventaire.

Enfin, quelques jours après, tout ce que renferme l'établissement est mis en vente publique et adjugé au dernier enchérisseur pour une somme de \$3076 pesos. Mais, sans motif connu une partie du matériel est envoyée à la ville de Zipaquirá, l'autre partie à la ville de La Mera, et ce qui en reste à une imprimerie particulière de Bogotá, cela sur ordre du gouverneur de l'Etat de Cundinamarca. ² Suite aux agissements du gouvernement colombien, A. Lemale Aîne se trouve au Havre. De là, en date du 22 septembre 1877, il sollicite en sa faveur l'intervention bienveillante du ministre des affaires étrangères à Paris dans cette affaire, auprès du gouvernement Colombien. Il n'est pas dans la possibilité d'exercer un recours direct contre les autorités colombiennes pour le recouvrement de ce qui lui est dû pour le «Tradicionista»; l'établissement, le matériel qui constitue le gage de sa créance mais qui a disparu, ses débiteurs n'existent plus. C'est pourquoi A. Lemale Aîne considère qu'il n'a aucune réclamation à adresser aux anciens actionnaires du journal, puisqu'il s'agit d'une Société par actions dont les souscripteurs se sont définitivement libérés par le versement du montant de leurs actions. ³

Malgré la demande interposée par A. Lemale Aîne, la chancellerie de France à Bogotá prend la décision de ne pas intervenir dans cette affaire dès le début des

¹ C A D Nantes- Bogotá Contentieux 242, le ministre des affaires de Paris à son chancelier à Bogotá le 13 décembre 1877.

² *Ibid.*, 13 décembre 1877.

³ *Ibid.*, 13 décembre 1877.

événements. Pourtant, elle est prévenue au moment même des événements par Gregorio Obregon qui lui demande d'empêcher la saisie et vente du matériel de l'imprimerie du «Tradicioniste» afin de préserver les intérêts d'A. Lemale Aîne. Néanmoins, la chancellerie en alléguant une manque de preuves non seulement permet la confiscation mais n'exige aucune restitution ou indemnisation du gouvernement colombien en faveur de Lemale Aîne.¹

Il est clair qu'en de telles situations, qui d'une certaine façon peuvent gêner les rapports avec les Etats-Unis de Colombie, la chancellerie française à Bogotá se refuse à représenter les intérêts des résidents français. On le constate à l'occasion de plusieurs réclamations qui encourent le même sort. Parmi celles-ci nous trouvons celle du résident français Meumir Devoitine. Il arrive à la ville de Popayan avant 1858, où il afferme une propriété agricole et minière dénommée «Zelima » pendant dix ans. Cependant, peu de temps après avoir commencé les travaux et l'exploitation des riches mines d'or dans sa propriété, il est poursuivi par les autorités de l'Etat du Cauca.²

De l'examen de la requête présentée par Devoitine au ministre des relations extérieures en Colombie, il résulte que celui-ci est emprisonné à plusieurs reprises en raison de la situation politique particulière de l'Etat du Cauca pendant les années de 1860 à 1876. Le Cauca est le premier état à se séparer du gouvernement du pays sous les ordres du général radical Tomas Cipriano de Mosquera, qui établit un gouvernement en rébellion contre le gouvernement général du pays, provoquant la guerre civile en Colombie. Pendant cette guerre Devoitine est accusé par les radicaux du Cauca d'être partisan centraliste et agent du gouvernement de la Confédération Grenadine à Bogotá.

Le 4 décembre 1860, il est emprisonné pendant plusieurs jours à Cali sur ordre du gouverneur de la province, puis libéré sous caution. Le 8 août 1861, il est emprisonné à nouveau dans cette ville pendant onze jours par ordre du colonel Cesareo Sanchez

¹ C A D Nantes- Bogotá Contentieux 242, le ministre des affaires de Paris à son chancelier à Bogotá le 13 décembre 1877.

² C A D Nantes- Bogotá Contentieux 243, Meumir Devoitine au ministre des Relations Extérieures de Colombie, le 27 août 1887.

qui lui fait appliquer les fers aux pieds. En 1865 il est emprisonné une fois de plus, et il n'est remis en liberté sous caution que plusieurs mois après. Finalement, le 29 juin 1876, il est arrêté par précaution sur l'ordre du gouverneur de Cundinamarca jusqu'au 29 septembre, jour où il est mis en liberté sous caution. D'après les autorités colombiennes, Devoitine est considéré comme : « *l'agent principal du parti contraire qui répand toujours des bruits faux, alarmants et séditeux, et par conséquent homme dangereux, portant préjudice à la tranquillité publique.* ».¹ Selon ces autorités, il voyage dans toute la région avec l'objet de servir de courrier et d'apporter des communications et des instructions verbales aux Conservateurs.

Les premières accusations résultent de l'interception d'une lettre que Devoitine adresse à son confrère français Augustin Ledoux, laquelle contient des nouvelles sur la guerre. Cela oblige le juge de Cali à faire des poursuites contre Devoitine pour violation de l'article 259 du code pénal qui interdit la divulgation ou publication de nouvelles sur la guerre dans le but de susciter un soulèvement. Ainsi, ce tribunal considère que l'accusé a des opinions opposées au gouvernement, qu'il suit une conduite contraire à la stricte neutralité que doivent observer les étrangers, et s'est exposé à perdre la protection juridique que la législation accorde aux étrangers. Mais malgré cet incident qui doit servir de leçon profitable à Devoitine, il continue à donner de nouveaux motifs aux autorités du Cauca qui agissent contre lui.

Il en résulte qu'encore une fois par ordre du colonel Cesareo Sanchez, Devoitine est incarcéré pour motifs identiques à ceux qui causèrent le premier emprisonnement. Car à l'époque où le gouvernement centraliste de la Confédération Grenadine succombe à Bogotá pendant la guerre civile de 1860 à 1862, Devoitine en tant qu'ingénieur donne son appui aux forces conservatrices du général Julio Arboleda qui assiège l'Etat du Cauca. Selon les autorités radicales du Cauca, Devoitine ayant reçu la nouvelle de l'invasion de cet état par le général Arboleda, provoque un soulèvement en faveur du gouvernement centraliste. De même, le général Arboleda donne mission à Devoitine de construire un pont permettant une marche rapide avec son armée, car il lui faut traverser la rivière «Aganche», et de lui procurer des embarcations au passage

¹ C A D Nantes- Bogotá Contentieux 243, Meumir Devoitine au ministre des Relations Extérieures de Colombie, le 27 août 1887.

de la Balsa.

Devoitine se rend à « Aganche » et construit un pont si solide que 24 heures après le général Arboleda le passe avec toute son armée. Devoitine se rend en même temps à la Balsa, où il réunit les embarcations. Ses services rendus sont très importants, parce qu'ils facilitent le mouvement rapide d'Arboleda sur Cali et cela lui permet de battre et de faire prisonnier le général radical Payan. D'après les autorités radicales du Cauca, l'enthousiasme et l'activité avec lesquelles Devoitine remplit les missions que lui confie le général conservateur Julio Arboleda, qui a en lui la confiance la plus absolue et bien méritée, lui gagnent les sympathies du gouvernement conservateur battu.¹

En 1876, pendant la guerre civile entre les Conservateurs et les Radicaux les autorités de l'état de Cundinamarca reçoivent des dénonciations sur des projets de conspiration dans lesquels Devoitine prend une part active. D'après le gouverneur de l'Etat, Devoitine est accusé de participer aux pourparlers secrets et fréquents avec les chefs du parti conservateur. C'est pourquoi le gouverneur donne l'ordre de le surveiller. Il résulte qu'après de nouvelles accusations portées par ce même gouverneur, Devoitine reconnaît disposer de 22 fusils remington et de 500 cartouches métalliques destinées au parti conservateur, dont 2 fusils saisis par la police, lesquels d'après le propriétaire étaient destinés au général conservateur Santos Acosta.²

Le gouverneur radical de l'Etat de Cundinamarca observe que ce sont des preuves suffisantes pour établir que Devoitine, sans prendre les armes durant les guerres, s'est beaucoup impliqué et remplit des missions en faveur des partisans conservateurs et centralistes, en se prévalant de la qualité d'étranger, afin de mieux s'en acquitter. Face aux accusations, le gouvernement colombien ordonne la détention préventive de Devoitine puisque ce dernier a bafoué son devoir de « neutralité ». Il apparaît comme suspect et s'expose aux conséquences qu'entraînent les procédures judiciaires. Le gouvernement considère que Devoitine a perdu tout droit à la protection de la

¹ C A D Nantes- Bogotá Contentieux 243, Meumir Devoitine au ministre des Relations Extérieures de Colombie, Bogotá, le 27 août 1887.

² *Ibid.*, 27 août 1887.

chancellerie de France à Bogotá, qu'il a renoncé à sa nationalité au moment même où il a décidé de se mêler aux luttes intestines de Colombie.

Pourtant en 1878 Devoitine fait les premières démarches auprès de la chancellerie de France à Bogotá, afin d'obtenir sa représentation juridique au sujet d'une réclamation présentée au gouvernement colombien. Dans cette réclamation Devoitine demande une indemnisation financière au gouvernement radical pour la perte, le vol et le pillage de ses avoirs, résultant de la persécution, des menaces de mort, prisons, fers et tortures à l'égal des supplices par lui soufferts.¹ Néanmoins, la chancellerie refuse d'entreprendre une démarche officielle auprès du gouvernement colombien, sans l'autorisation anticipée du gouvernement de la France à Paris. C'est ainsi que Devoitine s'adresse au ministère des affaires étrangères à Paris en alléguant en faveur de sa défense sa condition de persécuté politique.

Selon Devoitine, depuis 1860 à 1862 il est poursuivi cruellement, outragé, ruiné et menacé de mort par les révolutionnaires radicaux qui l'ont mis en situation de véritable danger. C'est pourquoi en pleine guerre à cause de la persécution radicale, il fut amené à demander secours et protection à l'armée du général Arboleda, qui pendant cette époque se battait en faveur de l'ordre légal du gouvernement établi constitutionnellement. Devoitine allègue que dans les guerres intestines de la Colombie, les étrangers sont obligés de prendre parti et que leur conduite est justifiée, surtout quand les étrangers qui ont pris parti dans les conflits politiques de la Colombie, l'ont fait en faveur d'un gouvernement légitime, comme lui-même pour le gouvernement de la Confédération Grenadine, conservateur et centraliste, pour lequel il s'est battu pendant de longues années.²

Malgré le soutien du ministère de Paris en faveur de sa démarche, la chancellerie française à Bogotá avec l'acquiescement du même ministère, considère que comme l'a jugé déjà le gouvernement colombien, Devoitine a perdu tout droit à la protection juridique de la part de la chancellerie, car à partir du moment où il a décidé de se

¹ C A D Nantes- Bogotá Contentieux 243, Meumir Devoitine au ministre des affaires de Paris, Bogotá, le 12 juin 1890.

² C A D Nantes- Bogotá Contentieux 243, Meumir Devoitine au ministre des relations extérieures de Colombie, Bogotá, le 22 octobre 1888.

mêler aux luttes intestines de Colombie, il a renoncé à sa nationalité. Certainement, la chancellerie toujours soucieuse de garder de bons rapports avec la Colombie, reste fort attachée au principe d'ouverture et fermeté qui marquent ses relations avec ce pays. Ainsi, elle semble parfois plus soucieuse d'appliquer le principe de la fermeté avec ses citoyens qu'avec le gouvernement colombien envers lequel elle se montre plus ouverte. Cela explique la riposte de Devoitine envers le chancelier Mancini à Bogotá, accusé de bloquer sa plainte.

Dans une des lettres adressées au ministre des affaires étrangères à Paris, il écrit : *« Notre chargé d'affaires dis-je, qui est en voie de mieux mériter la reconnaissance de notre colonie Française à Bogotá, tient à ne pas trop mécontenter les gens du pouvoir parmi lesquels il compte plus d'amis habiles et insinuants que d'approbateurs des négociations pendantes. Ce n'est pas monsieur le ministre, une délation que je viens faire à l'endroit de monsieur Mancini, car tout autre à sa place subirait les mêmes influences, si des liens de cœur et d'intérêt le rivaient à des alliances locales pour y représenter diplomatiquement une autorité quelconque, dignement et sans faiblesses et en affirmant les droits, la politique et la nationalité. Mais, notre France bien aimée ne peut faire antichambre, chez des affranchis, nés d'hier dans l'harmonie des mondes civilisés. »*¹

La France ne veut pas gêner ses rapports avec la Colombie à cause de la participation politique de ses résidents aux guerres civiles. Ainsi, le gouvernement français se montre complaisant avec les jugements portés par les autorités colombiennes à l'encontre des résidents français. Cela explique par exemple pourquoi la chancellerie française à Bogotá accepte la décision du gouvernement colombien de retirer la nationalité à Devoitine, et la confiscation des biens d'A. Lemale Aîne.

¹ C A D Nantes- Bogotá Contentieux 243, Meumir Devoitine au ministre des affaires étrangères de France, Bogotá, le 12 décembre 1890.

Chapitre 4

Les principes des relations internationales entre la France et la Colombie pendant le régime radical-fédéral

Il est regrettable de constater qu'en ce qui concerne la confiscation de biens des résidents français suspects d'être ennemis du régime radical, la chancellerie française à Bogotá accepte l'application de l'article 35 de la constitution colombienne que stipule dans sa loi 51 de 1866 les conditions juridiques établies pour les étrangers en Colombie. Elle considère que : « *les Français domiciliés en Colombie jouissent des mêmes garanties et droits civils que les Colombiens et sont soumis aux mêmes obligations que ceux-ci dans leurs personnes et propriétés. Les Colombiens en vertu du paragraphe 5 peuvent être privés de leurs propriétés en temps de guerre sans être indemnisés et sans qu'il soit nécessaire que l'expropriation soit ordonnée par des autorités de l'ordre judiciaire; il est donc évident que les étrangers qui établissent leur domicile dans ce pays restent soumis à cette même condition* ». ¹

Or, quand les confiscations des biens atteignent certains Français pour la plupart des hommes d'affaires ou commerçants établis en Colombie, la chancellerie française à Bogotá refuse immédiatement l'application de la loi 51 de 1866, en recourant pour cela à l'application du traité du 19 mai 1856 signé entre le deux pays. Il en résulte qu'à partir de l'application de ce traité, nul citoyen français résidant en Colombie ne peut être considéré comme un national colombien. Il est évident que quand il s'agit de défendre les intérêts économiques de ses ressortissants, la France est disposée à montrer sa condition de grande puissance et sa détermination à déjouer les vrais desseins qu'autorise cette loi.

Le gouvernement colombien prétend que l'application de la loi obéit au fait qu'il veut garantir aux étrangers les mêmes droits et les mêmes devoirs dont profitent ses nationaux. Cependant la chancellerie française sait que le gouvernement colombien a conscience que les étrangers fixés en Colombie jouent un rôle très important dans l'économie du pays, et c'est pour cela que ce gouvernement considère que les

¹ C A D Nantes- Bogotá Contentieux 239, le chargé d'affaires et consul général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá le 12 mars 1880.

étrangers, et surtout les Français constituent une classe privilégiée de condition bien meilleure que celle de ses nationaux. Sans doute, pour la chancellerie celà explique le véritable intérêt du gouvernement colombien pour l'application de la loi 51 de 1866, qui devient désastreuse pour les intérêts économiques des résidents étrangers.¹

Pour la chancellerie, l'application de cette loi sert uniquement à justifier les expropriations et les persécutions des résidents étrangers dans un pays touché en permanence par les guerres civiles continues. Les résidents français établis en Colombie ont dans la pratique le statut des nationaux colombiens en ce qui concerne leurs devoirs; mais en ce qui concerne leurs droits, ils ont besoin d'être représentés juridiquement par la chancellerie de leur propre pays.² Cependant la chancellerie française à Bogotá refuse de représenter les intérêts de certains de ses citoyens, pourtant convaincus d'avoir agi en faveur du progrès et de la civilisation.

Dans une lettre adressée au ministère des affaires étrangères à Paris qui sollicite le soutien de la chancellerie française afin d'obtenir sa représentation juridique face au gouvernement colombien, Devoitine dit: « *Veillez, donc être Monsieur le ministre, pour un vieillard français d'outre mer, et bientôt d'outre tombe, l'espoir, le protecteur et la providence de ses derniers jours, pour revendiquer et affirmer son droit près du gouvernement de Colombie. Et Dieu rendra prospère et triomphant le patriotisme qui vous honore, sur tous les lieux de nos possessions françaises, pour affirmer ses principes et ses progrès civilisateurs* ».³

Il est intéressant d'observer la situation particulière de Devoitine après l'échec du régime radical. Il ne parvient pas à obtenir la compréhension de la chancellerie, tandis que le Sénat colombien se montre plus indulgent face aux réclamations de Devoitine, qui lui demande une indemnité proportionnelle aux dommages et préjudices soufferts en raison de la persécution politique de la part des autorités radicales, dont il a été la victime durant plus de 25 années de troubles politiques en Colombie. Le Sénat

¹ C A D Nantes- Bogotá Contentieux 239, le chargé d'affaires et consul général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá le 12 mars 1880.

² *Ibid.*, 12 mars 1880.

³ C A D- Nantes -Bogotá Contentieux 243, Meumir Devoitine au ministre des affaires étrangères de France, Bogotá le 12 décembre 1890.

colombien lui-même admet que Devoitine a perdu sa neutralité comme étranger à cause ses actes politiques, mais que ceux-ci étaient conformes aux nobles convictions de Devoitine.

Le Sénat conseille à Devoitine de présenter une nouvelle demande sollicitant une concession gracieuse pour services rendus à la patrie colombienne. Ainsi la requête de Devoitine est reçue par le Sénat.¹ Malgré cela Devoitine n'obtient rien de la chancellerie ou du ministère en faveur de la concession gracieuse que le Sénat lui donne, ni en faveur de sa demande pour maintenir et conserver sa nationalité française.

Pendant l'époque de crise du régime radical, la chancellerie de France à Bogotá s'engage surtout à défendre les intérêts politiques de ses représentants pour la plupart hommes d'affaires (vice-consuls), et les intérêts économiques de certains commerçants français résidents en Colombie. Parmi ces derniers on peut citer comme exemple la réclamation faite par l'épouse de l'agent consulaire français à Rio Hacha. Elle a une maison commerciale dont les marchandises sont confisquées durant les guerres par le préfet de la ville de Padilla, où se trouve la dite maison. Elle parvient à obtenir auprès du gouvernement colombien une indemnisation financière pour un montant de 358,75 piastres grâce au soutien de la chancellerie.²

Au début, le gouvernement colombien refuse cette réclamation à cause de la nationalité colombienne que possède la propriétaire de la maison commerciale; mais la pression juridique exercée par la chancellerie sur les autorités colombiennes suffit à obtenir la dite indemnisation en faveur de Mme. Reyes Geneco de Dugand. D'après la chancellerie française à Bogotá, le mariage entre la propriétaire de la maison commerciale et un des ressortissants français résidant en Colombie, Victor Dugand, non seulement permet à Mme. Reyes Geneco de Dugand d'accéder à la nationalité française, mais encore lui permet d'accéder à la protection juridique du gouvernement français en faveur de ses intérêts économiques.

¹ C A D Nantes- Bogotá Contentieux 243, Rapport du Sénateur Julio Perez sur la requête adressée par Meumir Devoitine au Sénat, Bogotá, le 30 août 1888.

² C A D Nantes- Bogotá Contentieux 242, le chargé d'affaires et consul général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá le 10 juin 1896.

En effet, à plusieurs reprises, la pression politique et économique qu'exercent les gouvernements des puissances européennes comme la France sur le gouvernement colombien, obligent ce dernier à faire droit à toute une série de réclamations pour restitution de biens, présentées par les pays qui ont comme la France une forte tendance à défendre surtout les intérêts économiques de leurs résidents, pour la plupart des hommes d'affaires. Ainsi, depuis 1878 le gouvernement de l'Union des Etats Unis de Colombie s'engage administrativement par la loi 57 de 1878 pour un montant de \$ 911.451, 85 pesos colombiens, à satisfaire les réclamations pour restitution de biens, présentées par les chancelleries étrangères en faveur de leurs citoyens victimes d'expropriations durant la guerre civile de 1876.¹ Entre temps, nous constatons que la promulgation de cette loi de compensation ou de réparation entraîne pour le gouvernement colombien une application courante à la fin de tous les conflits et guerres soufferts en Colombie pendant l'histoire du régime radical.

Pour conclure la question sur le rôle des Français durant l'époque de l'échec du régime radical, nous dirons d'abord que les guerres civiles entraînent certains Français, du fait qu'ils représentent le groupe le plus important des étrangers, mais aussi qu'ils jouent le rôle économique et politique le plus important parmi les étrangers. Cela explique l'empressement des autorités radicales à dépouiller les Français par la confiscation de biens ou par des prêts forcés, afin de financer l'état continu des guerres civiles qui submergent la Colombie. En outre, certaines autorités radicales considèrent les Français comme partisans des Conservateurs en raison de leurs idées catholiques. Cela entraîne des persécutions, d'autant que ces mêmes autorités radicales ont aussi conscience du niveau supérieur d'instruction que possèdent certains Français, qui profitent aussi de leur condition financière pour exercer une influence culturelle et politique sur les couches populaires colombiennes.

Il est clair que le gouvernement français représenté par sa chancellerie à Bogotá maintient de bons rapports avec le régime radical pendant les vingt années que dure ce régime. La France toujours soucieuse de conserver des bons rapports ne se laisse pas

¹ C A D Nantes- Bogotá Contentieux 239, le chargé d'affaires et consul général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá le 12 mars 1880.

emporter par les vicissitudes du régime radical. Au contraire, elle est capable de s'adapter aux conditions de guerre civile et de crise financière qui caractérisent la Colombie. Ses représentants aussi attentifs et toujours loyaux aux principes de fermé et d'ouverture qui marquent les relations entre les deux pays, contrôlent les événements qui menacent ces rapports. Ainsi, quand la France a besoin de défendre ce qu'elle considère ses vrais intérêts, forte de sa puissance, elle transforme des hommes d'affaires en victimes de la guerre. Mais, dans les affaires qui compromettent ses rapports à cause de l'ingérence politique de certains de ses ressortissants, elle pactise avec les autorités colombiennes en dépouillant des patriotes et agents culturels français de leur nationalité française.

Chapitre 5

La consolidation du régime centraliste conservateur (1886-1914)

Entre temps, les dommages entraînés par les guerres civiles imposent au gouvernement de l'Union des Etats-Unis de Colombie des négociations politiques, qui aboutissent à un accord avec les troupes rebelles conservatrices et à un armistice. Ces troupes, renforcées militairement, trouvent l'appui politique d'un groupe de libéraux indépendants modérés, choqués eux aussi par l'autoritarisme et l'intransigeance politique des radicaux. En 1879, Aquileo Parra démissionne de la présidence, acculé par l'alliance politique entre les conservateurs et les libéraux indépendants qui exigent sa démission. A sa place, un autre radical, le général Sergio Camargo tente d'apaiser ses opposants.¹ Mais malgré ses efforts, il est aussi contraint de démissionner en faveur du principal organisateur et chef du mouvement politique des libéraux indépendants, Rafael Nuñez, qui avec le consensus des conservateurs s'engage à convoquer de nouvelles élections à la fin du mandat présidentiel.

Le 4 septembre 1881, durant les élections pour le période constitutionnelle de 1882 à 1884, le besoin de tranquillité, d'ordre et de sécurité se fait sentir davantage dans toutes les classes de la population. Toutes les couches sociales sont forcément fatiguées de l'anarchie et des guerres civiles, dont la conséquence est le marasme qui consume la Colombie et a rendu inutiles tous les efforts pour trouver le progrès et la modernité promis par les radicaux après plus de vingt années au pouvoir. Dans ces élections, la victoire est remportée par le candidat des libéraux indépendants, Francisco José Zaldua qui, soutenu par Nuñez, obtient la quasi-unanimité des suffrages dans les neuf Etats du territoire.

Francisco José Zaldua s'est engagé à suivre la politique de conciliation et de modération pratiquée avec habileté par Nuñez, et se disant sentinelle de la paix et de la légalité, il envisage la création d'une nouvelle république. C'est alors que Zaldua guidé par Nuñez veut fonder une république démocratique et libérale basée sur les

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 2-Page 249, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 3 mai 1879.

principes de l'ordre et du respect, afin de lancer la Colombie vers la voie du progrès. De son côté, la chancellerie de France à Bogotá voit d'un bon œil le changement politique qui s'opère en Colombie, puisque celui-ci apparaît à la chancellerie comme un pays épuisé par les guerres intestines.

D'après la chancellerie, les guerres sont le principal obstacle au développement de la Colombie, car celles-ci l'empêchent d'aller vers le progrès, c'est-à-dire vers l'exploitation de ses richesses et de ses ressources. Bien entendu, pour la chancellerie seule la paix peut conduire la Colombie vers la voie du progrès et de la modernité. C'est pourquoi elle exprime sa confiance dans le nouveau président Zaldua, membre du parti libéral indépendant créé par Nuñez et continuateur de la politique de conciliation et de modération de ce dernier. Dans une des lettres adressées au ministère des affaires étrangères à Paris, le chargé d'affaire à Bogotá, Antoine Forest, écrit : « *je me complais à ajouter que Zaldua a sur toutes les questions de politique extérieure, les mêmes idées que Nuñez et qu'il a toujours professé une vive sympathie pour la France, et surtout la France républicaine. Zaldua appartient au parti libéral indépendant dirigé par Nuñez* »¹

Aussitôt la chancellerie s'aperçoit des changements politiques en Colombie; elle se rend compte aussi de l'importance du rôle de Nuñez pour l'avenir politique du pays. Cette confiance que la chancellerie exprime envers la présidence de Zaldua obéit surtout au fait que Zaldua apparaît comme le représentant politique de Nuñez au pouvoir. Ajoutons que la chancellerie apprécie les qualités politiques et les sentiments francophiles de Zaldua. La lettre adressée par Antoine Forest au ministère souligne ces assertions quand celui-ci écrit: « *Zaldua est un jurisconsulte éminent et un des meilleurs avocats de Bogotá; il est doué d'un caractère ferme et indépendant et d'un esprit solide et droit ayant rempli dans diverses administrations libérales les plus hautes fonctions de la république, il connaît à fond les affaires et son pays. Il jouit d'une réputation méritée de probité et de désintéressement et inspire autant de vénération que de confiance à tous les partis. Malheureusement sa santé est mauvaise et pour l'arracher à la retraite, dans la quelle il vivait depuis plusieurs années, il a*

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page 79, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 17 septembre 1881.

*fallu réellement faire appel à son patriotisme.*¹

Même si Zaldua est acclamé comme le président des majorités de tous les partis, dans la pratique il se comporte comme représentant de la volonté du parti des indépendants, dont il apparaît comme le dépositaire de leur confiance et de leur doctrine libérale pour protéger leurs intérêts. En réalité, ce parti qu'on appelle aussi les «Nuñistas» était composé des modérés de l'ancien parti des libéraux radicaux et des conservateurs cléricaux modérés, qui après la guerre civile de 1876 à 1877 s'annoncent comme un mouvement politique indépendant des radicaux et des ultra conservateurs. Ainsi ces indépendants en se transformant en un nouveau parti politique proclament la conciliation comme moyen d'apaisement et comme but de leur politique.²

Dès lors l'opposition ultra conservatrice et radicale ne se fait pas attendre. Dès le début de l'administration Zaldua, le parti radical qui comprend la plupart des libéraux exaltés et mécontents, se refuse à gouverner avec les conservateurs et les libéraux indépendants. En outre, ce parti a déjà des arrières pensées en raison de l'âge avancé et de la mauvaise santé de Zaldua, et surtout de la nomination de Rafael Nuñez comme successeur au poste de vice-président. Ainsi, dès le moment où Zaldua arrive au pouvoir, son gouvernement entre en conflit avec un Sénat formé de nombreux radicaux qui à plusieurs reprises refusent les nominations de certaines personnes que Zaldua désigne pour composer son cabinet.

La crise est dépassée très rapidement, puisque comme les radicaux le font entendre, la présidence de Zaldua sera très courte étant donné son âge avancé et sa mauvaise santé. En effet, une année après avoir initié son mandat présidentiel, il décède dans l'exercice de ses fonctions.³ Aussi, comme l'opposition l'avait deviné, Nuñez est

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page 79, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 17 septembre 1881.

² C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page 112, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 6 avril 1882.

³ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page 146, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 3 décembre 1882.

chargé de la présidence après la mort de Zaldua, même si pour y parvenir il est obligé d'attendre jusqu'en 1884. Etant donné les intimidations des radicaux à son encontre, Nuñez est forcé de désigner un nouveau successeur présidentiel, Otorala, qui sous la figure juridique de « designado », apparaît comme nouveau président pendant que Nuñez part vers Cartagena d'où il va se permettre de guider son nouveau « designado ».

Il est évident que les présidences de Zaldua puis d'Otorala sont simplement un intermède politique nécessaire dans la course que Nuñez entreprend pour le pouvoir politique en Colombie. Dans ce pays, Nuñez a besoin de temps pour arrêter l'opposition et les intimidations des radicaux, qui même renversés du pouvoir exécutif, constituent une importante force politique au Sénat d'où ils s'opposent aux tentatives de Nuñez de mener la Colombie vers la voie de l'ordre et de la régénération politique. Néanmoins, le moment est venu durant les élections de 1884, quand une fois de plus Nuñez est élu nouveau président. Dés lors, le pays est finalement soulagé des administrations fantômes de Zaldua et Otorala, et Nuñez a la chance d'exercer directement le pouvoir.

Une fois installé au pouvoir et avec le soutien des libéraux indépendants et les conservateurs modérés, Nuñez a la volonté d'asseoir l'autorité de l'Etat comme une dynamique centrale dans la vie politique du pays, parce qu'il a conscience de la faiblesse qui caractérise le pouvoir central, à cause de la dérive fédéraliste qui laissait présager la désagrégation totale du territoire colombien, déjà amorcée. Soucieux de limiter une désagrégation fédérale qui semble inévitable et de contenir une menace sociale qu'il perçoit comme grandissante, Nuñez avec l'appui politique de certains groupes de la classe dirigeante colombienne trouve alors un regain d'intérêt pour la centralisation étatique. Ainsi, Nuñez en s'intéressant à l'organisation politique du pays, déclare son gouvernement officiellement déterminé à construire un Etat centraliste.

Dans ce contexte, succédant à plusieurs décennies de pouvoir libéral radical exacerbé, le régime de Nuñez d'inspiration libérale modérée et conservatrice, devient surtout « le régime de la Régénération ». Alors qu'au cours des décennies antérieures, les libéraux radicaux au pouvoir évoquaient l'implantation de la démocratie sociale,

du laïcisme et des libertés publiques, Nuñez explique que sa politique en faveur de la modernisation et du progrès du pays consistera désormais en l'imposition d'un ordre régénérateur public et social solide, qui reposera principalement sur ces principes : la centralisation politique, la restriction du suffrage et des libertés publiques, et la rechristianisation du pays par une Eglise catholique renforcée dans ses bases.

Pour Nuñez ces principes se transforment dans la priorité immédiate de sa politique gouvernementale, ce qui explique entre autre sa politique de concertation et d'alliances avec le clergé catholique, sans lequel il est impossible d'établir la régénération et l'ordre dans le pays. Nuñez, bien qu'anticléric et libéral, traite avec le clergé catholique colombien. Nuñez a besoin de ces alliances afin de se placer à la tête d'un gouvernement qui manque de l'argent nécessaire pour subvenir aux dépenses les plus urgentes d'une série de gouvernements qui s'écroulent dans : « *une banqueroute désespérante, une décadence de l'instruction publique, une suspension des travaux publics commencés, et le relâchement de la discipline militaire et la démoralisation des services publics* »¹

L'administration de Nuñez trouve le trésor public dans un état déplorable avec un déficit de deux millions de piastres, c'est-à-dire un déficit de cent soixante mille piastres qui se produit chaque mois.² Cette situation est aggravée encore par la crise commerciale et monétaire, la plus forte que la Colombie ait éprouvée pendant les dernières années, à cause d'une forte diminution dans les recettes des douanes, et enfin par un commencement de guerre civile dans l'Etat de Santander qui exige l'intervention immédiate du gouvernement national. En dépit des efforts déployés par Nuñez, une fois de plus des troubles provoqués par les radicaux s'étendent par toutes les régions du pays afin de déstabiliser le gouvernement de Nuñez. Cependant Nuñez soumet les insurgés qui de la côte se sont réfugiés dans l'Etat de Santander. Ceux-ci déposent les armes pendant que l'Etat du Magdalena est privé de deux navires utilisés par les radicaux dans leurs affrontements avec le gouvernement.

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page 311, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 5 avril 1884.

² C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page 351, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 4 septembre 1884.

Une fois la rébellion finie, Nuñez décide de convoquer non le congrès fédéral, mais un conseil national qui est chargé de réviser la constitution. Ainsi, en vertu du décret du 10 septembre 1884, chacun des gouverneurs des neuf Etats de l'Union des Etats-Unis de Colombie doit envoyer deux délégués par Etat pour ce conseil. Il faut savoir que dans sept des dix Etats les gouverneurs furent choisis par le même Nuñez pendant l'époque des troubles. Ce qui ne laisse pas d'être étonnant pour le chargé français d'affaires à Bogotá, qui dans une lettre écrit au ministère: « *Je m'étonne que le décret qualifie de national un conseil organisé dans ces conditions. Il me semble que l'épithète officiel eut été plus juste* ». ¹ En effet, Nuñez utilise la nomination des gouverneurs pour être certain que la constitution sera modifiée dans le sens qu'il désire.

Le 11 septembre 1885, les dix-huit membres du conseil national chargé de réviser la constitution sont réunis par Rafael Nuñez qui leur adresse un message remarquable pour leur indiquer que ce n'est pas en réalité d'une révision qu'il s'agit, mais bien d'une constitution nouvelle rétablissant le principe d'autorité. Selon Nuñez, après un examen sévère des constitutions antérieures il résulte que : « *les essais successifs d'amélioration par l'affaiblissement progressif du pouvoir public ont été tellement malheureux, qu'ils justifient hautement le système opposé. Il faudrait-il ajouter d'intelligence, de patriotisme et même de charité pour ne pas se décider à rompre résolument avec le passé* ». ² Dans le but d'établir une nouvelle constitution, le conseil national nomme à l'unanimité le délégué de l'Etat du Cauca, M Ulloa comme président du conseil, en hommage à l'Etat qui a souffert les plus grands sacrifices dans les guerres civiles et qui a le plus contribué au triomphe du gouvernement de Nuñez.

A partir du mois de décembre, le journal officiel de Bogotá publie sous le titre de résolution relative à la Réforme Constitutionnelle, une série d'articles rédigés à

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page 475, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 15 septembre 1885.

² C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page 6, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 5 novembre 1885.

l'unanimité par les dix-huit membres du conseil national, servant de bases à la future Constitution Colombienne de 1886. Parmi ces principaux articles ou dispositions nous trouvons les suivants:

La souveraineté du pays réside uniquement et exclusivement dans la Nation qui s'appellera désormais République de Colombie. Le Président de la République sera élu pour six années au lieu de deux; un Vice-Président sera élu pour le même période que le président; les Etats de Cundinamarca et de Panama seront transformés en territoires fédéraux et administrés par les agents du gouvernement national; la Nation seule aura une armée et le pouvoir législatif; l'instruction publique officielle sera réglementée par le gouvernement national, elle sera gratuite mais non obligatoire; la Nation reconnaît que la religion catholique est celle de presque tous les Colombiens, mais l'exercice de tous les cultes qui ne sont pas contraires à la morale chrétienne et aux lois sera permis; la presse sera libre en temps de paix, mais elle sera soumise à certaines responsabilités quand elle attentera à l'honneur des personnes ou à l'ordre social ou à la tranquillité publique; la peine de mort sera rétablie en Colombie.¹

Une fois promulguée la nouvelle constitution désormais appelée « la Constitution de 1886», le Conseil National procède à l'élection du Président et du Vice-Président de la République de Colombie pour la première période constitutionnelle des six années 1886 à 1892. Rafael Nuñez et Eliseo Payan sont à l'unanimité élus respectivement Président et Vice Président de la République. Déjà installé dans l'exercice du pouvoir, Nuñez manque d'un appareil juridique à l'image de la Constitution du 1886 qui lui permette d'imposer l'ordre pour mener le pays vers un système centraliste, le seul capable d'après lui-même de conduire le pays dans la course au progrès et à la modernité. Nuñez croit que la Colombie depuis l'époque du régime radical et jusqu'à son arrivée au pouvoir, ressemble à un pays à l'histoire fragmentée, chaotique et faite de multiples rébellions. Ces rébellions ont ruiné la liberté et empêchent la modernité et le progrès du pays. Un progrès que Nuñez considère possible pour le pays, et qu'il considère essentiel, car pour Nuñez le progrès est synonyme de réussite économique, de maîtrise des techniques et de capacité

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page 17, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 5 décembre 1885.

d'innovation, dont l'adoption est un signe d'appartenance à la civilisation.

Ainsi, Rafael Nuñez pense à se servir de la constitution comme d'un moyen pour trouver la paix en Colombie, afin de la faire avancer dans la course du progrès, le chemin de la civilisation, ce qui fait partie de l'imaginaire de l'époque. Certes, dans le lexique colombien de la fin du dix-neuvième siècle, l'emploi de l'expression nation civilisée renvoie à l'idée de progrès. Donc, ce que Nuñez veut proposer à partir de l'adoption de la constitution est la construction d'un vrai Etat pour le Pays, d'un Etat fort et centraliste, et pour cela Nuñez regarde vers l'Europe, où il trouve les exemples des pays qui ont un Etat fort dont la base ou ciment est la constitution. De ce fait, Nuñez dans sa recherche d'une constitution pour la construction d'un nouvel Etat, s'inspire du positivisme.

Ce mouvement d'inflexion de la philosophie libérale du français Auguste Comte, qui récuse les a priori et voit dans l'observation et l'expérience l'unique fondement de la connaissance, est aussi assimilé par la pensée de Nuñez. Il s'inspire de cette doctrine pour élaborer une nouvelle constitution, taillée sur une série de normes juridiques, opposées aux normes du droit naturel qui inspirait les anciennes constitutions. Mais le positivisme en Colombie ne sert pas uniquement à inspirer la constitution; il devient la doctrine philosophique qui engendre le nouvel Etat en Colombie. Le succès du positivisme en Colombie résulte à la fois du prestige de la pensée européenne et des nécessités internes au pays. Ainsi, la valeur que le positivisme confère au pragmatisme pour préserver la cohésion sociale en faveur du progrès, et la valeur que le positivisme confère à l'efficacité de la science pour transformer la société, correspondent en Colombie aux besoins nouveaux exprimés par le gouvernement Nuñez : poursuivre la modernisation tout en apaisant les tensions engendrées par la mise en pratique des principes libéraux radicaux.

Conformément à la pensée positiviste en Colombie à ce moment là, il existe un consensus entre Nuñez comme représentant du parti des libéraux indépendants, l'Eglise catholique, les conservateurs et la majorité des couches populaires, pour attribuer aux guerres civiles provoquées par les radicaux la responsabilité primordiale du déchirement et du retard du pays. Autrement dit, il existe en Colombie un consensus en faveur de la régénération du pays, c'est à dire en faveur de la paix pour

atteindre le progrès et la modernité. Et pour cela le positivisme apparaît comme la doctrine philosophique utile à la création d'un nouvel Etat par l'intermédiaire non seulement de l'élaboration d'une nouvelle constitution, mais aussi par l'intermédiaire d'une série de changements dans la politique économique, l'instruction et même dans les croyances religieuses.

Les élites colombiennes partagent l'idée que le positivisme est la seule doctrine utile à la description et à la compréhension d'une société hiérarchisée comme la colombienne, qui veut se transformer en un Etat-Nation basé sur le modèle des nations libérales modernes de l'Europe, après des décennies d'incertitudes. Autrement dit, ces élites imprégnées de positivisme veulent créer un Etat- Nation pour se consacrer à son développement matériel, et finalement trouver place au milieu du concert des pays civilisés. Nuñez est la figure primordiale du changement politique que le pays requiert dans sa construction de l'Etat- Nation afin de trouver place dans le monde civilisé de la fin du dix-neuvième siècle.

Néanmoins, Nuñez dans la pratique ou à l'ombre du pouvoir, ne ménage pas ses efforts et les moyens pour amener la Colombie plutôt vers la régénération et l'ordre, que vers la voie du progrès et la modernité. Certes, l'orientation du pays vers la régénération et l'ordre semble difficile, car elle a besoin tout d'abord du soutien des forces conservatrices et cléricales ce qui réveille la forte opposition des radicaux.¹ Malgré cette opposition, Nuñez est attiré chaque fois davantage par les tendances conservatrices et cléricales. Cela paraît évident lorsqu'il décide de partager le pouvoir avec les candidats du parti conservateur à la vice-présidence, quand il signe le Concordat pour rapprocher l'église colombienne de l'Etat et parvenir à la rechristianisation du pays à partir du culte et de l'instruction catholique.² D'après Aline Helg ce concordat réaffirme les positions sur les relations entre l'Etat et l'Eglise, déjà exprimées dans la Constitution; il permet à l'Eglise catholique, en tant que religion nationale, d'agir librement et indépendamment à l'intérieur du territoire,

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page 84, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 13 septembre 1887.

² C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page 105, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 8 mars 1888.

sous la protection -mais non le contrôle- de l'Etat. Le concordat lui reconnaissait par ailleurs d'importantes prérogatives dans la vie civile des Colombiens.¹

Dorénavant le concordat précise le rôle de l'Eglise dans l'éducation. En fait, ce contrôle des autorités ecclésiastiques sur l'éducation comprend la faculté de choisir les livres de religion et de morale pour tous les niveaux d'enseignement. Le clergé peut aussi dénoncer devant l'administration civile les maîtres et les professeurs qui ne respectent pas la doctrine catholique dans leurs cours et obtenir leur suspension. Un pouvoir sur les enseignants et sur le contenu de l'enseignement est donc conféré à l'Eglise, et renforce l'engagement du gouvernement à interdire tout type d'enseignement, littéraire ou scientifique, que divulguerait des idées contraires au dogme catholique, au respect et à la vénération dus à l'Eglise. Finalement, le concordat ouvre le pays aux congrégations religieuses et leur permet, tout comme à l'Eglise, de s'administrer librement et sous le seul contrôle de leur supérieur ecclésiastique. De ce fait : *« la Colombie apparaît ainsi, avec plusieurs pays de l'Amérique Latine, de l'Afrique et de l'Asie, comme une solution pour les différents ordres religieux européens menacés par le mouvement de séparation entre l'Eglise et l'Etat. Chassées de l'Europe, les communautés religieuses du vieux continent contribuent largement à la mise en place de systèmes scolaires dans ces territoires »*.²

En outre, l'orientation du pays vers la régénération et l'ordre demande des moyens financiers, pour lesquels Nuñez renforce les rapports économiques de la Colombie avec la France qui ne manquera pas ce rendez-vous avec la Colombie. En bref, à ce moment là, la France s'apprête à jouer un rôle essentiel au cours de la consolidation du régime centraliste conservateur en Colombie, parce que c'est de la France que parvient en Colombie toute une série d'emprunts, adaptations et rejets des modèles politiques et culturels français, que Nuñez ainsi que ses successeurs veulent implanter en Colombie. C'est de la France qu'arrivent en Colombie les emprunts financiers au motif de la construction du canal de Panama; c'est de la France qu'arrivent les congrégations religieuses chargées de la christianisation et de l'instruction catholique. C'est de la France qu'arrivent les experts chargés d'organiser la police pour

¹ Aline Helg. *Civiliser le peuple et former les élites, op. cit.*, p.25.

² A. Helg. *Ibid.*, p. 26.

administrer l'ordre public. Autrement dit, c'est de la France que la Colombie veut importer des modèles politiques et culturels, en utilisant pour cela une série de moyens que la France souhaite lui apporter. Et nous verrons que la France ne manquera pas ce rendez vous avec la Colombie.

Chapitre 6

Les relations économiques franco-colombiens (1886-1914)

Comme nous l'avons dit auparavant, dès le début de la III^e République les rivalités américaines et anglaises sont dépassées ou au moins contrôlées par la France dans le domaine des relations internationales en Colombie. À ce moment là, les rapports économiques entre la France et la Colombie sont fortement consolidés et se trouvent marqués par des intérêts communs autour du commerce et de la construction du canal de Panama. Grâce à la signature des traités et conventions d'amitié et commerce, et en se rapprochant des gouvernements libéraux et conservateurs colombiens, la France sur le plan commercial et financier reçoit de la Colombie le traitement de « nation favorisée », et obtient la concession de la construction du canal.

La course pour l'expansion impérialiste devient pour la France un moyen de se réserver non seulement des marchés, mais de réunir aussi des capitaux prêts à être investis dans des pays neufs qui n'ont pas encore de voies de communication. La France projette le canal de Panama, dont la construction peut assurer le contrôle d'une grande partie du commerce international. Déjà rentrée dans la course de l'expansion impérialiste, la France qui continue à garder une place importante dans les échanges commerciaux avec la Colombie, et qui en outre a besoin du percement du canal de Panama, ne peut se dispenser de raffermir ses rapports avec la Colombie. Ce dernier pays partage les mêmes intérêts que la France par rapport à la construction du canal, et considère celle-ci comme un de ses partenaires les plus importants dans le domaine des rapports économiques mais aussi culturels.

En ce qui concerne les rapports économiques entre les deux pays, ceux-ci se maintiennent sans changements majeurs, puisque le commerce général de la Colombie reste pour ainsi dire stationnaire depuis 1870, à cause des dissensions intestines qui le lèsent. Nonobstant, nous devons remarquer l'arrivée des Etats-Unis d'Amérique sur le plan commercial, qui apparaissent comme un des principaux concurrents de la France dans les échanges commerciaux avec la Colombie. Le tableau suivant sur la valeur des importations et des exportations réunies pendant les années de 1870 à 1880, donne une idée de l'évolution des transactions commerciales pendant dix années entre la Colombie et ses principaux partenaires, parmi lesquels nous trouvons la France,

l'Angleterre, l'Allemagne et les Etats-Unis d' Amérique.

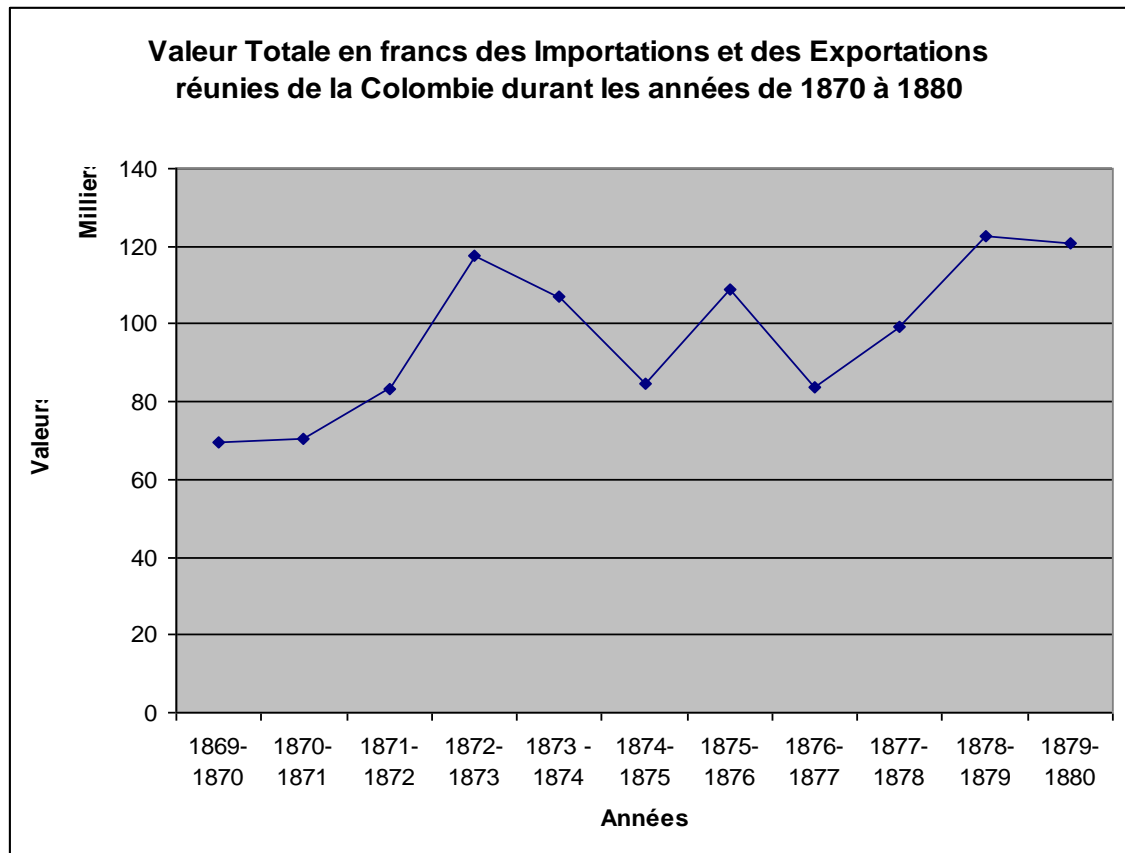
Tableau n° 11

**Valeur totale en francs des importations et des exportations réunies de la
Colombie durant les années de 1870 à 1880**

Années 1870 à 1880	Valeur des Importations et des Exportations
1869 à 1870	69.605,00
1870 à 1871	70.552,00
1871 à 1872	83.404,00
1872 à 1873	117.381,00
1873 à 1874	107.043,00
1874 à 1875	84.666,00
1875 à 1876	109.033,00
1876 à 1877	83.790,00
1877 à 1878	99.095,00
1878 à 1879	122.495,00
1879 à 1880	120.959,00

Source: d'après le chargé d'affaires à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page 440, Bogotá, le 10 septembre 1881.

Graphique 6



Il faut ajouter que la moyenne annuelle en francs des importations et des exportations réunies de la Colombie durant les années 1870 à 1880 équivalait à 97.093,00 francs. Ainsi par exemple, en ce qui concerne uniquement l'année 1879 à 1880 nous trouvons que la valeur moyenne des marchandises étrangères importées est de 51.935,00 francs.¹ De ces importations en particulier, on remarque que la Colombie non seulement importe les produits fabriqués que son industrie à peine naissante ne peut lui fournir, mais encore que, malgré la fertilité des nombreuses plaines à céréales éparses dans le territoire, ce pays est réduit à demander à l'étranger une partie des denrées de première nécessité dont il à besoin, faute de routes carrossables, réduit qu'il est aux transports à dos de mules.

¹ D'après le chargé d'affaires à Bogotà à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, C A D Nantes- Bogotà Correspondance-Série B- Cote 3-Page 440, Bogotà, le 10 septembre 1881.

La plupart des marchandises importées par la Colombie arrivent des certains pays, parmi lesquels l'Angleterre, dont la valeur des importations avec la Colombie est de 20.750 francs. Ensuite nous trouvons la France dont la valeur des transactions est de 12.492 francs; nous découvrons ensuite les Etats-Unis d'Amérique dont les transactions sont de 9.241 francs, et finalement l'Allemagne avec 2.910 francs de transactions.¹ Les exportations de la Colombie durant ces mêmes années de 1879 à 1880, représentent 69.024 francs, et les produits des exportations en suivant l'ordre d'importance sont essentiellement les barres et lingots d'or et d'argent, minerais d'or et d'argent concentrés, monnaies d'or et d'argent, la quina, le tabac en feuilles, cuirs et peaux, le caoutchouc, le bois, le coton, les chapeaux de paille l'indigo, le dividivi entre autres.

Ce commerce de produits pour l'exportation vers des pays comme la France, l'Angleterre, l'Allemagne et les Etats-Unis d'Amérique, inclut l'or et l'argent. Ensuite nous trouvons le commerce de certaines espèces végétales parmi lesquelles la quina, une des plus importantes espèces exportées vers la France, et dont l'étude scientifique entreprise par les naturalistes français entraîne l'exploitation durant plusieurs années. Néanmoins, cette quina d'exportation vers la France, qui provient des forêts immenses sur les deux versants de la cordillère orientale, contenant de 1% à 3% de quinine, est en nette diminution. Depuis 1876, la Colombie continue à exporter vers la France la quina nommé tuprea dont la teneur en quinine est de 1¼ à 2 ½ % et elle abonde dans les montagnes des Etats de Santander, d'Antioquia, de Tolima, de Cundinamarca et Boyaca. Mais le coût excessif de transport entraîne une baisse de production vers le marché consommateur français.

Nous trouvons une diminution d'exportations d'autres espèces vers la France, comme l'indigo dont la culture est presque abandonnée depuis la baisse de son prix. Les exportations des gousses de dividivi sont aussi en diminutions, de même que l'exportation de bois qui diminue considérablement à cause de la contrebande de ce produit provenant des Etats de Santander et du Cauca, vendu dans le pays voisin, l'Equateur. De plus, l'exportation du tabac, qui avait atteint de grosses sommes et

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page 440, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 10 septembre 1881.

dont la production est monopole du commerce allemand, est en nette diminution. Face à cette baisse dans la production des espèces qui menace directement les exportations de la Colombie, certains gouvernements soucieux d'éviter une crise commerciale envisagent la culture du café. Ce produit désormais semble être appelé à un grand développement, grâce à des terres propres à la culture d'un café de bonne qualité.

Par rapport à la commercialisation des produits colombiens, presque la totalité des produits exportés vers l'Europe sort du port de Savanilla placé à Barranquilla, qui assure avec l'Europe un trafic régulier avec les compagnies anglaises, allemandes, nord-américaines et surtout les compagnies françaises, comme la Compagnie Générale Transatlantique qui tous les mois y envoie trois steamers partant l'un de Saint Nazaire, un autre de Marseille et le troisième de Bordeaux et touchant à Savanilla.

Quant au commerce des autres pays étrangers avec la Colombie, la plupart des produits arrive aux ports de Buenaventura et de Tumaco, situés sur le Pacifique. Ils sont visités une fois par mois par les steamers de la compagnie anglaise «Pacif Steamer Navigation». De leur côté, Les Etats-Unis ont la compagnie «Atlas Steamer Ship Compagny de NewYork», et la «Harrison Line». L'Allemagne possède la compagnie «Hamburg American Steam Packet». La présence économique des Etats-Unis en Colombie ne passe pas inaperçue aux yeux de la chancellerie française à Bogotá. Ainsi, dans un rapport présenté au ministère des affaires étrangères de Paris sur l'activité commerciale colombienne pendant le début des années quatre-vingt, le chancelier remarque le rôle grandissant des Etats-Unis. Il écrit : « *Le progrès commercial des Etats-Unis en 1880 comparé avec 1870 est très remarquable et mérite de fixer l'attention des nations d'Europe* ».¹

Certes, même si les années quatre-vingt correspondent à un moment d'essor et de consolidation dans les rapports entre la France et la Colombie, l'importance du rôle commercial de la France dans ce dernier pays est en diminution. La France réduit le volume de ses importations avec la Colombie, à cause de la croissante baisse de

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page 440, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 10 septembre 1881.

production des espèces végétales colombiennes, et de la concurrence croissante des Etats-Unis face à la commercialisation de ces mêmes espèces autrefois exportées vers la France: la quina, le bois et le dividivi, qui malgré leur épuisement progressif s'exportent de plus en plus vers les Etats-Unis.

Ainsi, la France au niveau des transactions commerciales avec la Colombie, en est réduite à acheter uniquement l'or et l'argent de la Colombie. Or la France garde sa deuxième place dans le rang des exportations vers la Colombie. Le tableau suivant sur la valeur des importations et des exportations de la Colombie avec les Etats-Unis et certains pays de l'Europe pendant 1883, confirme la réduction du rôle commercial français et la progression de présence américaine.

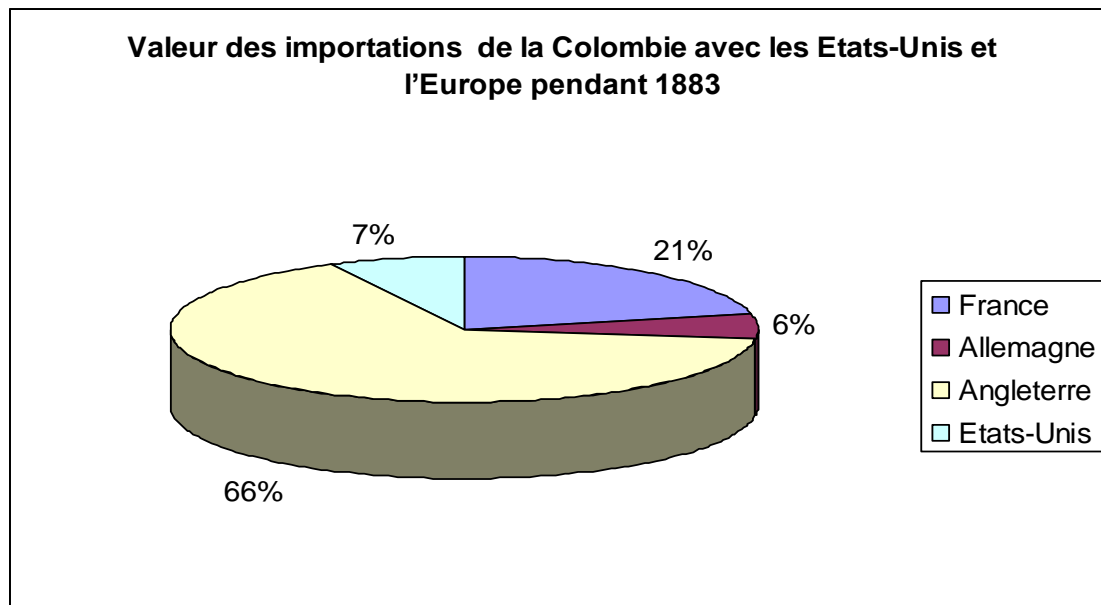
Tableau n° 12

Valeur des importations et des exportations de la Colombie avec les Etats-Unis et l'Europe pendant 1883

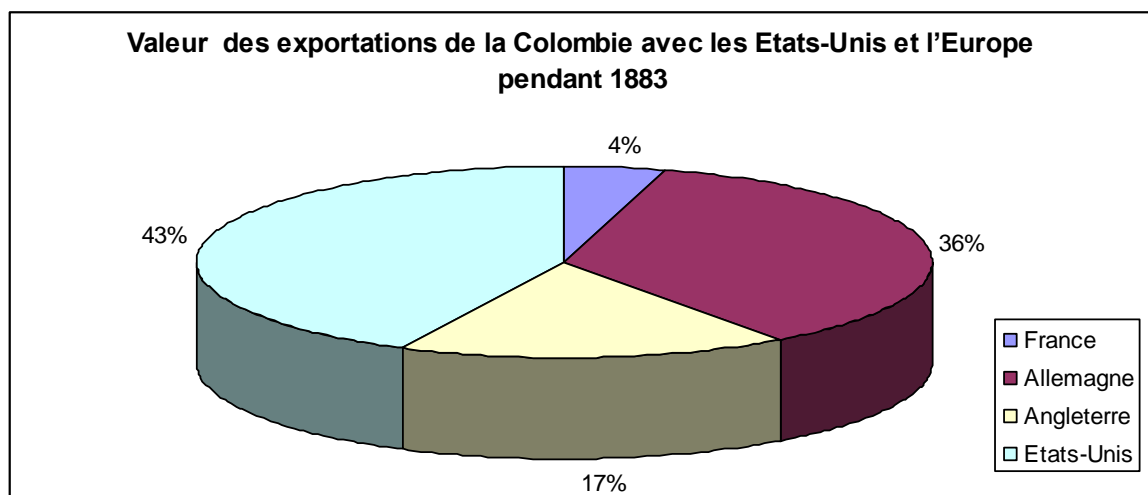
Valeur des importations			Valeur des exportations		
Pays	Valeur frc*	%	Pays	Valeur frc	%
France	598.617	21,37	France	20.020	4,35
Allemagne	165.732	5,92	Allemagne	164.220	35,67
Angleterre	1.827.148	65,23	Angleterre	79.244	17,21
Etats-Unis	209.464	7,48	Etats-Unis	196.864	42,76
Total	2.800.348	100		460.348	100

Source: D'après le chargé d'affaires de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page 337, Bogotá, le 12 juillet 1887. frc*= franc

Graphique 7



Graphique 8



La tendance de la concurrence commerciale américaine par rapport à la France, dans le champ de l'activité économique colombienne, se confirme depuis 1888, en dépit de certains efforts du gouvernement français qui tente de remplacer l'achat de dividivi, bois et quina par l'achat de bétail, d'ivoire végétale et du café. Certainement, l'ouverture des travaux pour le percement du canal avantage la France pour augmenter la valeur des importations, par l'achat de nouveaux produits sur le marché colombien. Etant donné le percement du canal, la Compagnie Française du Canal importe de la Colombie:

- des animaux comme le bétail sur pied, chevaux et mulets, moutons, volaille.
- des produits manufacturés comme amidon, sucre, confitures, écailles, sucre non raffiné (panela), chapeaux de paille, cigares, rhum, vermicelle.
- des produits végétaux comme le maïs, riz, cacao café, et caoutchouc.

Néanmoins, d'après nos renseignements sur le commerce général colombien, la concurrence commerciale américaine persiste. La France arrête l'importation des animaux suite à la suspension des travaux dans l'isthme de Panama. D'après un rapport sur le commerce général de la Colombie pendant les années de 1888 à 1889, il résulte que le commerce extérieur est de 27. 310, 813 francs, dont la valeur de 16. 668,183 francs correspond aux importations, et la valeur de 10. 642, 630 francs aux exportations.

Depuis 1890 la France achète en Colombie surtout du café, du coton, de l'ivoire végétal et le caoutchouc, remplaçant définitivement la quina et le tabac. La France achète surtout du café, quand les plantations de ce produit sont assez nombreuses dans les environs de Cundinamarca et Santander.

Néanmoins, par rapport aux exportations, la France se maintient à la deuxième place dans ses échanges commerciaux avec la Colombie, puisque ce dernier pays continue à importer de la France des produits alimentaires, surtout sardines et conserves, produits d'éclairage comme des allumettes, verres et cristaux, médicaments, parfums, tissus de coton, robes de soie, chapeaux pour dames, chaussures fines fabriquées à Paris, des jouets, bibeloterie, etc. Mais à cette époque, le plus remarquable de l'activité commerciale française en Colombie est la présence

des maisons commerciales françaises et des compagnies agricoles dont le commerce de café, de banane et de bétail sont importants.

Chapitre 7

Le percement du canal de Panama

Toutefois, la diminution des exportations colombiennes vers la France n'obéit pas uniquement à la baisse de la production des espèces comme la quina ou le tabac, ou à la concurrence américaine qui au début se montre assez intéressée par le marché des espèces végétales auparavant exportées vers la France. En fait, cette diminution obéit aussi à l'intérêt porté par la France au percement du canal de Panama. Incontestablement, la construction du canal apparaît comme la seule priorité française dans les rapports économiques de la France avec la Colombie.

Plusieurs études présentent Panama comme un endroit central et isthmique, où le continent laisse la moindre distance entre les deux océans. Sa position a fait très tôt du Panama une voie de passage privilégiée, un carrefour du monde caraïbéen. Cela depuis le XVI^e siècle, quand l'isthme est considéré comme une barrière entre les deux océans qui doit être franchie.¹ Comme nous le disions auparavant, dans sa traversée du Panama, le naturaliste français Charles De la Condamine est le premier à percevoir la position centrale et isthmique de Panama et la possibilité que cela offre comme voie de passage.

Mais ce n'est qu'au début du XIX^e siècle que ce passage paraît possible, depuis qu'Anglais, Français et Nord-américains commencent à s'y intéresser. Au début de mai 1834, la Nouvelle Grenade songe à émettre deux décrets, un du pouvoir exécutif, l'autre du pouvoir législatif, pour l'ouverture d'un chemin de fer dans l'isthme. C'est le Baron Charles de Thierry, qui le 29 mai 1835 reçoit la concession pendant cinquante années. Ce baron anglais dont les parents d'origine française se sont réfugiés à Londres lors de la Révolution française, voyage jusqu'à la Guadeloupe dans le but de trouver les moyens pour initier les travaux du nouveau chemin de fer. C'est ainsi que Charles de Thierry s'associe avec les français Silvan Joly de Sablé, commerçant, et avec le capitaine Augustin Salomon. Mais rebuté par les obstacles, le baron anglais remet la concession à ses partenaires qui fondent la Société Auguste Salomon et Cie, qui ne parviendra pas non plus à la construction de la route. C'est

¹ C. Carydis, *La politique américaine au Panama, op. cit.*, p.5.

pourquoi en 1836, la Nouvelle Grenade donne une autre concession à l'américain Briddle, qui obtient à son tour une concession de quarante cinq ans pour créer une entreprise ferro-fluviale à travers l'isthme, mais la société se dissout en 1840. Entre temps Briddle meurt.¹

En 1843, le gouvernement grenadin décide de supprimer toutes les concessions accordées antérieurement. Puis il demande aux grandes puissances de garantir la neutralité du canal et la souveraineté grenadine sur celui-ci. En octobre 1843, le chargé d'affaires de France à Bogotá apprend que le gouvernement grenadin propose aux nations maritimes étrangères intéressées à l'ouverture de l'isthme de conclure un traité relatif à la réalisation de cette entreprise. Ce même mois, deux ingénieurs français, Garella et Courtine, partent de Brest pour se rendre à Panama, chargés d'une mission d'exploration pour indiquer de façon définitive la meilleure ligne à adopter pour ouvrir le canal maritime. Garella réalise une autre exploration à Panama, mais finalement le projet est abandonné.

En 1845, la Nouvelle Grenade cherche l'aide des puissances pour réaliser le projet du canal. Ainsi, Tomas Cipriano de Mosquera, chargé d'affaires colombien à Paris, accepte les propositions françaises pour assurer la neutralité d'une voie de communication qu'on ouvrira dans l'isthme, et garantir la propriété de ce territoire. En 1846, Mateo Klein obtient la nouvelle concession pour la construction d'un chemin de fer. Le contrat est signé le 8 juin 1847. Toutefois, il exige une concession de quatre vingt dix neuf ans. Il offre de déposer à la Banque d'Angleterre une caution de cinquante mille livres pour la construction d'un chemin de fer. Il évalue ses besoins à vingt millions de francs, qu'il pense obtenir pour moitié en Angleterre, et pour moitié en France. Malgré tous ses efforts, son entreprise fait faillite et le gouvernement grenadin annule la concession.²

La découverte d'or en Californie bouleverse toutes les données établies en 1848. Lors de la ruée vers l'or et aussi vers l'ouest qui s'ensuit, nombre d'aventuriers venus de Nouvelle-Angleterre choisissent de passer par le Panama. Il faut dire que les autres

¹ C. Carydis. *La politique américaine au Panama*, op cit., p.5.

² *Ibid.*

alternatives sont peu séduisantes : un voyage hasardeux et très long à travers le continent nord-américain, ou une route maritime tout aussi éprouvante et périlleuse, qui doit contourner le Cap Horn, un passage redouté. C'est ainsi que Panama offre une solution de compromis et une économie de temps non négligeable. Nous pouvons aisément comprendre, l'intérêt porté par la France, mais aussi par les Américains du Nord envers cette région pour se rendre à leur nouvelle frontière occidentale, la terre promise Californie.

Deux années après la signature du premier traité de commerce et d'amitié entre la Colombie et les Etats-Unis, une compagnie fondée à New York dès 1849, obtient la concession d'une voie ferrée pour faciliter le transit par l'isthme. Entre temps, la croissance du commerce international et le développement de la navigation à vapeur donnent au Panama une nouvelle dimension. La vieille idée de percer l'isthme pour éviter aux navires de contourner l'Amérique du Sud revient. Il est vrai qu'un canal navigable permettrait également de supprimer le transbordement pour le transit des voyageurs par Panama.

Une telle route, un canal interocéanique d'un caractère stratégique certain, intéresse logiquement les Français comme les Américains. Certes, cette route est primordiale dans le champ des relations internationales, et elle est vitale pour le développement des échanges économiques. C'est pourquoi le problème de la liberté de passage ne manque pas de se poser ou d'être soulevé entre les puissances de l'époque. Ainsi, les Etats-Unis se proposent de l'assurer eux-mêmes. La Colombie, souveraine au Panama, y est a priori très favorable; mais elle cherche avant tout à se prémunir des visées anglaises et françaises. Par le traité Bidlack-Mallarino, les Etats-Unis consentent à garantir la souveraineté de la Colombie et à assurer, pour le bien universel, la neutralité du Panama.¹

Néanmoins, à cette époque les Etats-Unis ne sont guère enclins à intervenir au sud. Ils y sont quelque peu contraints, même si effectivement, ils s'accordent en 1850 avec l'Angleterre pour ne pas mener en Amérique Centrale une politique concurrente des Anglais. Par le traité Clayton-Bulwer, les Etats-Unis et l'Angleterre s'engagent à

¹ C. Carydis. *La politique américaine au Panama*, op cit., p.6.

respecter l'indépendance de l'Amérique Centrale, mais aussi à ne pas rechercher le contrôle exclusif d'une voie interocéanique éventuelle. Mais cette attitude désintéressée des Nord-américains ne peut être durable. En 1865, La guerre de sécession se termine et les Etats-Unis résolvent leurs problèmes intérieurs. Au fur et à mesure qu'ils prennent conscience de leur puissance, leur horizon politique s'ouvre vers le sud : c'est l'application d'une nouvelle thèse: la théorie du "Destin Manifeste" qui sustente les rapports entre les Américains du Nord et les Américains du Sud.

Le Général Grant, l'auteur de cette théorie entre 1869 et 1871, déclara que le canal interocéanique devait être un canal américain, construit avec de l'argent américain, sur un sol américain.¹ Les perspectives politiques américaines sont alors évidemment très réduites, limitées qu'elles sont par le traité Clayton-Bulwer. Ce traité devient en ces circonstances une erreur de stratégie majeure et le premier obstacle à lever, pour la politique étrangère américaine. La France bénéficie de la faute américaine. Les Etats-Unis étant gênés par leurs engagements internationaux, ce sont les Français qui vont semble-t-il, construire le canal. Ainsi, les Français devancent tous les autres prétendants et inquiètent vivement Washington. Les Américains ne cachent pas leurs réticences à l'encontre de l'entreprise française.

¹ C. Carydes, *La politique américaine au Panama op. cit.*, p. 7.

Chapitre 8

Le canal de Panama, nouvelle priorité de la France

Le Congrès de Paris de 1879 adopte le projet du canal à niveau présenté par la Société Civile du Canal Interocéanique de Darien. Il faut préciser que ce projet est soutenu par Lucien Bonaparte Wyse et Ferdinand De Lesseps, tous deux auréolés du succès du Canal de Suez. Dès octobre 1880, la Compagnie Universelle est créée. En janvier 1881, les travaux de cette œuvre titanesque débutent avec le soutien du gouvernement colombien de Rafael Nuñez. Ainsi, en attestation de son engagement en faveur de l'entreprise française, Nuñez choisit comme ministre des affaires étrangères de la Colombie Marciano Tanco, beau-père de l'ancien chancelier de France à Bogotá, Alexandre Mancini, qui se montre toujours intéressé et bien renseigné sur l'affaire de Panama.

Avec la nomination de Tanco, ce respectable négociant et politicien colombien, Nuñez souhaite reprendre en main l'affaire de Panama qui se trouve bloquée à cause de l'interférence américaine. Ainsi, sous les ordres de Nuñez, Tanco demande à la Cour Suprême Fédérale de la Colombie d'annuler la convention de 1867 signée entre le gouvernement des Etats-Unis et la Colombie, en considérant que le gouvernement américain a transgressé la dite convention du moment que la Compagnie du Chemin de Fer de Panama stoppe la construction du chemin de fer et envisage la construction du canal de Panama. En conséquence, il réclame du gouvernement américain une indemnisation financière.¹ Tanco au nom du gouvernement, entend mettre fin à l'interférence américaine pour sortir la Colombie de la crise financière et politique où elle se trouve.

Le gouvernement Nuñez voit dans le percement du canal, non seulement un moyen d'accéder aux ressources financières nécessaires pour sortir la Colombie de la crise, mais aussi un principe ou élément utile à la régénération du pays. D'un point de vue économique, le percement du canal par les Français en Colombie représente le plus court chemin vers les emprunts français. Ce que nous pouvons réaffirmer en lisant la

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page 346, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 14 août 1884.

correspondance d'un des chargés d'affaires français à Bogotá, qui écrit au ministère de Paris que selon certaines rumeurs : *«Nuñez se trouve à Cartagena, d'où il est parti pour Colon afin de correspondre par le câble avec De Lesseps et obtenir quelques millions de plus de la Compagnie du Canal, cette vache à lait de la Colombie, comme on l'appelle ici »*.¹ Vers 1883, le gouvernement par l'intermédiaire de son Ministre Plénipotentiaire à Paris veut emprunter cinq cent mille piastres à la Compagnie du canal de Panama, avec un intérêt de six pour cent, remboursable en deux ans.

Dans la perspective politique, le percement du canal signifie en Colombie un moyen d'accès au progrès qui, pour Nuñez, est synonyme de maîtrise de la technologie, et dont l'adoption par le pays est un signe d'appartenance à la civilisation. Pour Nuñez et la plupart des Colombiens, le canal représente avant tout le symbole de la modernité, en dépit du chaos et l'anarchie régnant en Colombie jusqu'à l'arrivée de Nuñez au pouvoir. Cette arrivée signifie entre autres choses la voie vers la régénération du pays. Le percement du canal est perçu comme un élément capital de cette régénération à laquelle Nuñez veut amener la Colombie.

En réalité, le canal pour Nuñez est l'exemple essentiel de toute une série des travaux d'ingénierie très sophistiqués qu'il veut effectuer en Colombie, après l'échec des radicaux. Nuñez croit que l'échec des radicaux découle du manque des travaux tant de fois promis, mais toujours inaboutis. C'est ainsi que Nuñez s'est engagé à réaliser plusieurs œuvres d'ingénierie déjà projetées par les radicaux, mais que désormais Nuñez imagine mettre en chantier grâce aux emprunts en provenance de la Compagnie Française du Canal. Dans un rapport rédigé par la chancellerie française à Bogotá, où le chancelier tente d'expliquer le retard de l'industrie et l'agriculture colombiennes, dû à l'absence de routes suite aux guerres, nous lisons sur les travaux d'infrastructure et d'aménagement programmés par Nuñez : *« le gouvernement et la partie intelligente de la nation n'a qu'une aspiration, celle de construire des chemins de fer. Puissent-ils y persister et faire ainsi succéder l'ère des travaux utiles à celle*

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page 311, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 5 avril 1884.

des guerres civiles. ». ¹

L'ère du gouvernement de Nuñez qui se présente avant tout comme une ère de paix, est aussi une ère de travaux utiles, l'ère des lignes ferroviaires. D'après les informations données par la chancellerie dans le rapport déjà cité. En 1880, au début du gouvernement Nuñez, le Congrès vote la construction de plusieurs voies ferrées, en accordant au pouvoir exécutif les plus amples pouvoirs pour leur réalisation.²Voici:

-l'achèvement du chemin de fer du Nord pour relier la capitale du pays au fleuve de la Magdalena, le plus important mais resté à l'état de projet.

-la finalisation parmi d'autres des chemins de fer du Cauca, du chemin de fer Bolívar, du chemin de fer d'Antioquia et du chemin de fer de Cucuta, afin de relier entre elles les villes les plus importantes, ou de relier ces mêmes villes avec les ports commerciaux et les fleuves navigables.

Désormais, la Colombie n'est pas isolée dans sa démarche pour passer de l'ère des guerres à celle de la paix et des travaux utiles. Elle a son côté la France autant intéressée qu'elle à coopérer. En fait, les deux pays se montrent très intéressés pour protéger, garder et renforcer leurs relations. C'est ainsi que pendant le régime conservateur, les rapports entre les deux pays atteignent leur apogée. Cela explique que dorénavant nous préférons parler plutôt d'essor que de renforcement dans les relations entre les deux pays. Il n'est pas surprenant que la France ait pris à cet effet des mesures concrètes en Colombie où Nuñez, principal responsable gouvernemental a aussi intérêt à l'application d'une politique française claire.

Pour conclure, ces deux pays partagent ensemble les mêmes intérêts pour le percement du canal, mais aussi pour les échanges commerciaux, car la France est le deuxième fournisseur de marchandises pour le marché colombien. D'autre part, il ne faut pas oublier que la colonie la plus importante de résidents étrangers établis en

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page 440, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 10 septembre 1881.

² *Ibid.*, 10 septembre 1881.

Colombie est la colonie française. Tous ces éléments invoqués sont de fait très importants à retenir dans l'analyse des relations de la Colombie et de la France. Pour réaffirmer l'importance de ces rapports, nous ajoutons que c'est par exemple durant le régime conservateur et régénérateur de Núñez que la France décide de développer son réseau diplomatique en Colombie comme jamais auparavant ou à l'avenir. C'est en partie grâce à ce réseau diplomatique que la France parvient à y étendre le champ de son influence, de domaine économique au champ politique et culturel.

Chapitre 9

L'affermissement du réseau diplomatique français en Colombie (1886 à 1914):

Comme nous l'avons déjà expliqué, en 1825 lors du rapprochement économique et culturel entre les deux pays, la France met en place son réseau diplomatique en Colombie. Ce réseau est constitué d'un consulat et d'agences consulaires représentées par des hommes d'affaires, dont les agences sont rattachées à l'autorité du consulat général à Bogotá. Ce dernier se trouve ainsi rapidement à la tête d'un réseau d'agences consulaires ou d'antennes du commerce français sur les côtes Atlantique et Pacifique de la Colombie. Jusqu'en 1870, ces agences se bornent surtout à assurer un minimum de suivi administratif des courants commerciaux importants qui ont alors cours entre la France et la Colombie. La correspondance commerciale du consulat de Bogotá évoque tout d'abord la concentration de ces agences consulaires tout le long des côtes colombiennes.

Ces agences se trouvent placées dans les villes de Barranquilla, dont le vice-consul est Apollinaire Leroux, la ville de Panama avec le vice-consul L. Chibaudier, la ville de Honda dont le vice-consul est William Crane. A Santa Marta le vice-consul est De Mier, à Rio Hacha le vice-consul est V. Dugand, et le vice-consulat de la ville de Tumaco se voit représenté par M. Pouchard. En 1888, la chancellerie générale à Bogotá propose au ministère des affaires étrangères de Paris le premier projet de renforcement de ce qui deviendra le nouveau réseau diplomatique français en Colombie. La chancellerie avec ce projet veut créer de nouvelles agences consulaires pour les placer dans les capitales des régions et dans certaines des principales villes de Colombie, afin de résoudre le problème de la concentration de ses agences sur les côtes Atlantique et Pacifique de la Colombie.

La chancellerie, en créant des nouvelles agences et en les plaçant dans différentes régions du pays, croit s'adapter aux nouvelles conditions économiques et politiques que vit la Colombie. Ces nouvelles conditions entraînent des changements importants dans les échanges commerciaux entre les deux pays, désormais basés sur l'importation par la France des minéraux comme l'or et d'autres produits nouveaux comme le café et l'ivoire végétal. C'est ainsi que le 19 juin 1888, le chancelier français à Bogotá justifie le projet de renforcement du nouveau réseau, en expliquant au ministère des

affaires étrangères de Paris: « *Il est de toute nécessité de créer des agences consulaires dans les capitales et dans quelques unes des principales villes des anciens états de l'Union, appelés aujourd'hui départements. Le consulat général se trouve dans l'impossibilité matérielle, vu la variété des services d'information, de pouvoir renseigner exactement le commerce sur le mouvement d'importations et d'exportations du pays.* »¹

En effet, ce qui inquiète vraiment la chancellerie est le manque de données exactes sur le mouvement et le rendement des mines d'or en Colombie, face à la concurrence des pays étrangers. D'après la chancellerie: « *La Colombie traverse une période économique désastreuse; le gouvernement et les particuliers cherchent autant que possible à remédier à cet état de choses. On fait appel aux capitaux étrangers et de nombreuses compagnies se sont dernièrement formées notamment aux Etats-Unis et en Angleterre en vue de mettre en exploitation le riche district minier, en ferme au sein des cordillères. Des données exactes sur le mouvement et le rendement des mines, nous font défaut à Bogotá.* »²

Aussi, la chancellerie explique la nécessité de représenter les besoins et les intérêts de la colonie française. Ainsi, la chancellerie exprime cette nécessité: « *Nos concitoyens réclament à grand cris des agents consulaires dans l'intérieur du territoire de la République. Le recouvrement des successions des Français décédés en Colombie donne lieu à toutes sortes de difficultés. Les intermédiaires que nous sommes obligés d'employer, en cette circonstance, n'offrent aucune garantie* »³

De plus avec ce projet, la chancellerie veut répondre au mouvement entraîné par le percement du canal de Panama, dont la construction exige le déplacement de capitaux, de la technologie, des machines, mais surtout le déplacement de travailleurs étrangers qualifiés: ingénieurs, hommes d'affaires, avocats etc., ouvriers de différentes nationalités. Pour cela, la chancellerie propose la création de nouvelles agences

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page119, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 19 juin 1888.

² *Ibid.*, 19 juin 1888.

³ *Ibid.*, 19 juin 1888

relevant du consulat de Panama. En bref la chancellerie se base sur ce type de motifs pour planifier le raffermissent du réseau, dans lequel elle délimite deux circonscriptions, Bogotá et Panama, où sont placés le Consulat général français à Bogotá, et le Consulat général de France à Panama. Dans le projet figurent les nouvelles agences rattachées aux consulats généraux, établies dans les différents départements et régions de la Colombie, en raison de leur importance commerciale. Ce projet mentionne également les noms des titulaires ou vice-consuls des nouvelles agences.¹

Des agences relevant du consulat général de France à Bogotá, à la seule exception de l'agence d'Honda, nous notons que la plupart sont placées à l'intérieur du pays dans les départements de Cundinamarca, de Santander, d'Antioquia et dans la région des Llanos Orientales. Egalement, nous voyons que les nouveaux endroits choisis comme épices des agences consulaires sont les districts miniers les plus riches en exploitation d'or, d'émeraude et d'argent; de même que les capitales, les villes productrices de café, où sont les maisons commerciales des citoyens français. Voici la liste de ces agences :

L'agence de Honda, placée dans un district minier riche en or et argent, le département de Tolima. De Honda part une ligne de navigation vers la haute et la basse Magdalena, où se trouvent d'importantes maisons françaises qui s'occupent principalement du transit des exportations ou des importations des marchandises. Pour cette agence la chancellerie propose comme titulaire le citoyen Richoux, honorable négociant français.

L'agence de Medellín, important centre d'importation, la ville la plus riche de Colombie, est située dans le département d'Antioquia, où plusieurs sociétés françaises se sont installées en vue de l'exploitation des mines d'or et d'argent, ce qui entraîne la présence d'un grand nombre d'ingénieurs et d'employés français. Pour cette agence, la chancellerie veut nommer comme titulaire le négociant colombien Julio Uribe. L'agence de Bucaramanga dont le titulaire est Victor Saille, honorable

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page119, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 19 juin 1888.

négociant français. Cette ville placée dans le département de Santander, est un grand centre d'importation et d'exportation de café, d'émeraudes, et de quinquina. D'après la chancellerie de Bogotá, Bucaramanga est appelée à prendre dans un avenir prochain une très grande extension du fait de la construction d'une ligne ferroviaire reliant Bogotá à la Magdalena en passant par Bucaramanga.

Dans ce même département de Santander, la chancellerie générale veut installer une autre agence dans la ville de San José de Cucuta, ville frontière avec le Venezuela. Cucuta constitue un important centre d'importation des marchandises introduites par le golfe de Maracaibo. De Cucuta s'exporte une grande variété de produits des terres tropicales, et plusieurs maisons françaises y sont établies. Le titulaire est le citoyen colombien Estrada. Enfin, la chancellerie envisage une autre agence à Orocué, dans la région des Llanos sur le fleuve Meta. Selon la chancellerie, Orocué est appelée à avoir une grande importance dans l'avenir, et la compagnie française établie à Ciudad Bolívar (Venezuela) a sa succursale à Orocué dans le but d'établir prochainement un service de vapeurs sur le fleuve Meta. Le titulaire nommé est Joseph Bonnet, citoyen français, propriétaire de maisons de commerce à Bogotá et dans les villes de Villavicencio et Orocué.

En ce qui concerne les agences relevant du consul de France à Panama, à l'exception de l'agence de Barranquilla, la plupart de celles-ci comme celles de Tumaco, de Cartagena, de Santa Marta et de Rio Hacha, existent depuis la création du réseau diplomatique français en Colombie. Mais désormais, ce qui change, c'est le rattachement de ces agences au consulat de Panama. Anciennement dépendantes du consulat de Bogotá, ces agences étaient à l'origine chargées surtout d'assurer le suivi administratif des courants commerciaux importants entre la France et la Colombie. Cependant, en suite au projet de Panama, la France veut le contrôle du mouvement qu'entraîne le percement du canal dans les villes les plus proches de la zone du canal, afin de garantir la construction de celui-ci. Pour cela, le consulat de Panama apparaît comme un autre type de consulat général, consulat majeur ou consulat principal à la tête de plusieurs agences, parmi lesquelles deux nouvelles agences à Cali et à Buenaventura.

L'agence de Cali est placée dans la ville la plus florissante de la région du Cauca,

où se découvrent nouvelles ressources d'or d'alluvion. De nombreux Français s'y consacrent à différents commerces et industries. En outre, Cali est une ville d'avenir: on y construit une ligne de chemin de fer. Le pharmacien français Alfred Warnier est nommé titulaire de ce consulat. L'agence de Buenaventura située sur l'océan Pacifique, est le port commercial de la ville de Cali, servant de débouché vers la France. En ce qui concerne les titulaires des autres consulats déjà cités, la plupart de ceux-ci sont dans leur poste depuis 1881: De Mier consul à Santa Marta, A. Dugand consul à Rio Hacha, et Pouchard consul à Tumaco.

Sans aucun doute, la nomination de titulaires rattachés au consulat principal de Panama est un élément important à retenir dans l'analyse de ce qui constitue le nouveau réseau français en Colombie, étant donné que les titulaires appelés forment un groupe d'hommes d'affaires expérimentés et résidents en Colombie. Un groupe pleinement impliqué dans ce que la France considère sa plus grande affaire: le canal de Panama. Cette affaire constitue avant tout pour la France un enjeu économique politique et stratégique. Et pour cela la France établit un réseau particulier à Panama, composé essentiellement de négociants français résidents en Colombie, mais surtout intéressés au percement du canal, de sorte que l'échec du canal signifierait pour eux leur propre échec et leur faillite.

C'est une différence importante avec les titulaires choisis pour les nouvelles agences rattachées au consulat général de Bogotá, parmi lesquels nous trouvons également des négociants, mais certains ne sont même pas des Français, comme Julio Uribe, citoyen colombien. Il est nommé titulaire de l'agence de Medellín, une des villes les plus importantes de la Colombie, district minier d'or et centre d'importations. Dans l'agence de Cucuta, ville qui produit du café, le titulaire est un autre Colombien. De même, avec l'agence de Buenaventura; le chancelier à Bogotá ne peut même pas indiquer le nom de son titulaire.¹ Il est évident que la France cherche à garantir d'abord les intérêts qu'elle a sur le canal, et ensuite sur les importations de l'or et du café par l'intermédiaire de son nouveau réseau diplomatique, renforcé et soigneusement organisé.

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page119, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 19 juin 1888.

Or, le percement du canal, priorité économique de la France en Colombie, n'est pas devenu uniquement un enjeu d'intérêts économiques politiques et stratégiques. Le canal représente encore pour la France un symbole de sa puissance économique, politique et culturelle en Colombie comme ailleurs. Ajoutons que certains négociants français devenus diplomates, sont honorés de représenter la France; ce qui fait qu'ils ont le courage non seulement de représenter la France, mais de s'identifier avec une série d'intérêts plus louables que leurs intérêts explicitement économiques. Ils en tirent une fierté et un regain de dévouement qui dépasse largement leur intérêt personnel.

Il ne faut pas oublier que la Colombie reste encore un pays tropical, malsain, éloigné, arriéré et souvent en état de guerre. On aurait tort de considérer les agents diplomatiques comme des simples négociants. Ils sont aussi des Français résidant en Colombie, où ils s'attachent à représenter une France puissante, dont les valeurs proclamées sont la civilisation, le progrès et la modernité. Autrement dit, ces agents diplomatiques sont des « Français fiers de l'être », qui veulent être considérés comme agents de la civilisation et du progrès. Nous ne trouvons pas un seul exemple d'agents consulaires ou de diplomates français liés directement à des actions culturelles en faveur de la France, mais on peut néanmoins les considérer comme des agents culturels. Dans leur vie ordinaire, ils se sont déjà intégrés à la société colombienne, où ils sont perçus comme des acteurs culturels, car leur comportement, leurs actions, leurs idées influencent notablement la vie de la société colombienne.

Il faut encore ajouter que parmi ce groupe d'agents diplomatiques ou vice-consuls, nous ne trouvons pas des hommes reconnus pour leur richesse. La plupart d'entre eux sont des « négociants respectables », comme les appelle usuellement la chancellerie de Bogotá. Des hommes dont l'activité principale est le commerce, mais qui bénéficient également d'une reconnaissance et d'un prestige social dû à leur attitude et à leur comportement dans la société colombienne. S'ils occupent ces postes pour satisfaire des intérêts économiques, ils sont nommés en raison de la sympathie qu'ils professent en faveur de la France. Cela est vrai tant pour les agents de nationalité française que pour les agents de nationalité colombienne.

Parmi ces sympathisants ou partisans de la France, nous citerons l'exemple d'Apollinaire Leroux, pendant plusieurs années au service de la France au vice-consulat de Barranquilla. Il y a habité jusqu'en 1881, date où il meurt atteint par la fièvre jaune. La fièvre jaune, est un péril courant que de nombreux Français doivent défier à cette époque là. Ce que nous voulons remarquer, c'est la précarité dans laquelle se trouve Leroux, et la dignité avec laquelle il assume sa mort. Une lettre adressée à la chancellerie par Albert Luxe, ami de Leroux, nous permet d'affirmer que tous les diplomates français ne sont pas de riches négociants, même s'ils bénéficient de prestige et de reconnaissance sociale en Colombie.

A. Luxe dans sa lettre raconte : *« La veille de sa mort prévoyant sa fin prochaine Leroux m'a recommandé d'écrire à ses amis : Maurice Rouvier député de Marseille, Eugène Etienne inspecteur général des chemins de fer de l'état à Paris. Il me disait également d'écrire à un certain Dupland, un de ses cousins, paraît-il-, employé à l'Agence Havas, qui arrangerait toutes ses petites affaires en France. Il me remit de payer ses petits comptes ici et n'oubliait même pas, les serviteurs, et les gens qui le soignaient. Je ferai selon ses dernières volontés. Maintenant, le pauvre défunt n'avait pas grand argent, il me remit son portefeuille qui contenait 171 piastres. J'ai en mon pouvoir les papiers particuliers de monsieur Leroux, sa montre et sa bague »*.¹

Ensuite, A. Luxe rend compte du respect, du prestige et de la reconnaissance sociale dont bénéficie Leroux parmi les résidents français, les diplomates, et même parmi les autorités plus importantes de cette ville. En témoignent les funérailles de Leroux que Luxe raconte de la façon suivante: *« Les funérailles ont lieu le même jour à huit heures du matin, cette maladie ne permettant pas attendre plus longtemps. Tous les consuls, beaucoup d'amis, tous les Français résidents l'ont accompagné jusqu'à sa dernière demeure. Le Général Commandant la Division était du cortège et a eu l'amabilité d'envoyer un corps de troupes qui a suivi jusqu'au cimetière; je me permets aujourd'hui de le remercier.»*²

¹ C A D Nantes- Service des œuvres français à l'étranger - Cote 17, Albert Luxe au chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá, Barranquilla, le 29 juin 1881.

² C A D Nantes- Service des œuvres français à l'étranger - Cote 17, Albert Luxe au chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá, Barranquilla, le 29 juin 1881.

Pour conclure au sujet des diplomates français, s'il est vrai que ces vice-consuls font partie du réseau diplomatique pour leur sympathie en faveur de la France, ou pour défendre les intérêts économiques de ce pays -les leurs compris-, ils sont aussi dans le réseau pour représenter les intérêts divers de leurs concitoyens français résidents en territoire colombien. Il est évident que ce réseau est renforcé dans le but de défendre les intérêts de la France mais aussi les intérêts divers des Français résidents dans ce territoire. A plusieurs reprises nous avons insisté sur le rôle joué par ces Français et leur importance numérique dans le pays. En effet, pendant l'hégémonie du régime centraliste conservateur, ces Français constituent la plus active colonie des étrangers en Colombie.

Chapitre 10

La colonie française (1886-1914)

Même si la Colombie est perçue comme un des pays latino-américains les moins touchés par le métissage avec les anciens conquérants, et le moins touché par la présence des immigrants européens, l'immigration française, bien que faible, constitue un phénomène central, car localement elle est la plus importante de toutes les immigrations étrangères. Dès l'indépendance, l'immigration française est au premier rang de l'immigration européenne. Les Français forment le premier réseau d'étrangers formellement établis dans ce territoire depuis 1870, suite au développement d'un projet d'immigration contrôlé par des compagnies de recrutement d'immigrants, ou individuellement.

De ce fait, en Colombie dès le milieu du XIX^e et le début du XX^e siècle, nous trouvons à côté des petits commerçants, artisans, coiffeurs, un autre groupe de résidents français bénéficiant d'une position sociale confortable. Ces derniers sont en général des grands négociants, ingénieurs, enseignants, propriétaires d'haciendas ou de mines. Leur poids économique est très important, car en Colombie tous les métiers sont ouverts aux Français. Cependant, si tous les métiers sont ouverts aux Français, en pratique les Colombiens tendent à se réserver la fonction publique et les professions libérales, en laissant le commerce, l'artisanat et l'industrie aux Français et aux immigrants étrangers en général. C'est ainsi que les Français comme tous les étrangers résidents participent à la vie économique de la Colombie. Ils s'installent à Cartagena, à Barranquilla, Rio Hacha, Medellín, Cali, Popayan : centres d'économie, d'exportation, et centres d'artisanat et d'industries. Ces Français s'établissent également dans la capitale politique et administrative de la Colombie : Bogotá.

D'après un recensement réalisé en 1884, les Français forment le deuxième groupe le plus important parmi les étrangers établis à Bogotá, comme le montre le graphique suivant :

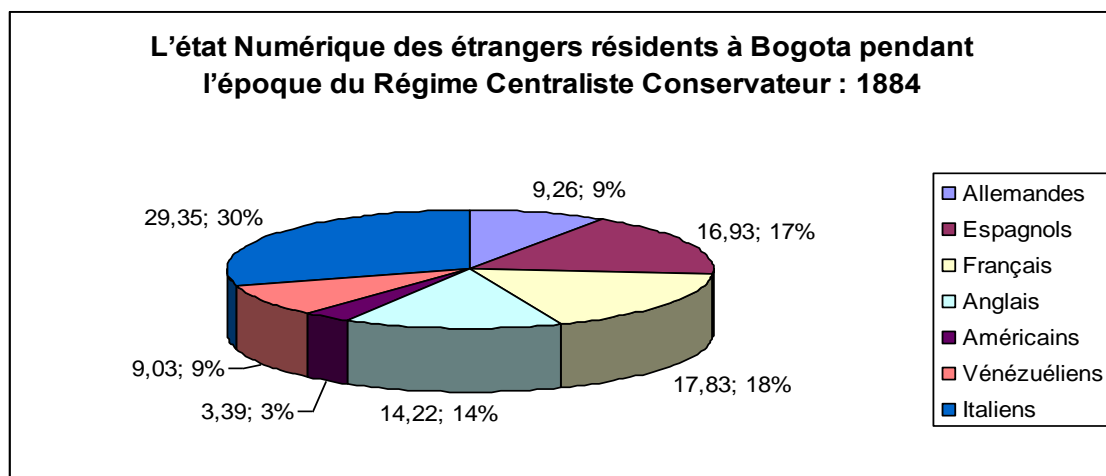
Tableau n° 13

**Etat numérique des étrangers résidents à Bogotá pendant l'époque du Régime
Centraliste Conservateur : 1884**

Pays	Total Résidents	%
Allemands	41	9,26
Américains	15	3,39
Anglais	63	14,22
Espagnols	75	16,93
Français	79	17,83
Italiens	130	29,35
Vénézuéliens	40	9,03
Total	443	100

D'après le chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 3-Page329, Bogotá, le 21 mai 1884.

Graphique 9



En général, ce groupe de Français est formé de notables qui sont mis à contribution pour créer des entreprises, des banques, mais aussi des associations, puisque si les Français participent activement à la vie économique de la Colombie, ils éprouvent également la nécessité de se regrouper pour répondre à certains de leurs besoins, pas nécessairement économiques ou financiers. Les Français résidents en Colombie ont une carence en liens affectifs, car ils n'ont aucun attachement parental avec la société locale. Pour satisfaire leurs besoins relationnels, ils tissent un réseau associatif pour remplacer les liens qu'ils avaient dans leurs pays d'origine et ainsi recréer des liens communautaires dans la terre d'accueil. Ce réseau associatif engendre des échanges importants avec la société d'accueil.

D'une certaine façon, nous pouvons dire que les Français établis en Colombie ont tendance à conserver leur personnalité française, et c'est pour cela qu'il existe entre eux la volonté de se regrouper. Ils ont besoin d'assurer une transition entre deux mondes : celui de la France leur pays d'origine, et celui de la Colombie leur pays d'accueil. Dès lors, ils veulent assurer la transition entre ces deux mondes pour atténuer le choc de la transplantation. C'est pourquoi ils s'associent par le truchement d'associations, institutions ou « colonies » comme la « Colonie Française ». Cette dernière aide beaucoup au maintien de l'originalité culturelle et linguistique des Français résidents en Colombie. Les membres de la colonie ont un rôle capital en faveur du patriotisme français, puisque ils sont toujours à la tête d'une série d'activités de rassemblement entre les Français en faveur de l'identité et de la culture françaises.

En Colombie à son apparition, elle représente le groupe d'étrangers originaires de France résidant uniquement à Bogotá, qui se donnent pour but la solidarité en vue de résoudre les problèmes précis, individuels ou collectifs des immigrants français dans cette ville. Elle est créée en 1869 par le Chancelier de France à Bogotá, Alexandre Mancini, sous le nom de « Société de Recours Mutuels ».¹ Si l'on préfère, nous dirons que celle-ci est née comme une société de bienfaisance, reconnue d'utilité publique par le gouvernement colombien, mais avec le temps cette société devient le premier et le plus important comité culturel organisé par les étrangers résidant en Colombie.

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 7-Page 238, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 29 novembre 1913.

Dès le début cette société rend de grands services, notamment en cas de maladie aux Français résidant à Bogotá, ou lorsqu'il faut rapatrier quelques travailleurs incapables de payer le trajet de Bogotá à la côte Atlantique, long et coûteux. Cette société paie aussi les frais de funérailles des Français décédés, et accorde du secours à leur veuve; elle prend en charge les orphelins. Ces frais que l'on réduit autant que possible représentent 1500 francs par an alors que les cotisations s'élèvent à 100 francs. Pourtant la société peut réunir un capital de 6000 francs en 1869.¹ Elle se maintient avec les cotisations de ses membres, Français qui jouissent de prestige et de la reconnaissance sociale des Colombiens. En règle générale, elle rassemble les fonds pour aider les immigrants français, grâce aux cotisations de ses adhérents.

Progressivement, la Colonie Française s'est transformée en un centre d'influence et d'action culturelle de la France en Colombie. Cette forme d'association facilite les rapports des Français avec la société colombienne locale. Même si en apparence ce modèle associatif place les Français en dehors du cadre de la société colombienne, c'est en dehors des formes traditionnelles de vie collective que les relations entre les Français et les nationaux colombiens peuvent s'engager. Certes, les nationaux colombiens ne font pas partie de la Colonie Française, Mais la Colonie développe un modèle associatif qui suppose le partage des codes et valeurs relationnelles des Français avec la société colombienne.

Autrement dit, grâce à la « Colonie Française », les échanges entre les Français et les Colombiens se multiplient dans l'espace public et culturel, ce qui implique l'ingérence culturelle des membres de la Colonie en tant qu'acteurs ou agents culturels. La « Colonie française » introduit des changements sociaux et culturels dans la vie traditionnelle de la société colombienne. La Colonie est avant tout un modèle particulier d'association à imiter par les élites colombiennes qui sont à la recherche de nouvelles formes associatives.

En 1913 selon le chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá cette

¹C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 7-Page 238, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 28 novembre 1913.

colonie témoigne des sentiments de fidélité des Français envers leurs pays d'origine. Ainsi, la «Colonie Française» organise des pratiques commémoratives pour assurer un peu plus l'identité française. Elle prend part aux manifestations patriotiques. Elle est chargée par exemple de la fête la plus importante pour la Nation française, « Le 14 Juillet ou Fête Nationale», afin de maintenir le sentiment patriotique français, qui rassemble mêmes les plus hautes autorités colombiennes. Cette colonie connaît un très vif succès chez les Français. ¹

Pour conclure, nous dirons que si la Colonie introduit des formes associatives intéressantes, elle rayonne avec sa langue, la pensée, les arts et les mœurs français en Colombie. Les colonies françaises dans toute l'Amérique Latine, sont composées de personnalités prédisposées à jouer un rôle culturel important. ²

En bref, en Colombie d'importants membres de la « Colonie Française », professeurs, médecins, ingénieurs et savants, occupèrent des emplois à l'effet multiplicateur considérable pour la diffusion de leur culture et de leur civilisation. Ce sont des acteurs privés considérables dans le champ d'action culturel français. Finalement, cette Colonie, même si elle apparaît au début avant tout comme une société de bienfaisance, un élément indispensable au maintien de l'identité et du patriotisme français, se transforme peu à peu en une des plus importantes sources d'influence culturelle française en Colombie, comme nous le verrons.

¹ C A D Nantes- Bogotá Correspondance-Série B- Cote 7-Page 238, chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 29 novembre 1913.

² Julien Perron. *La Colonie française de Buenos Aires. Fin XIX^e siècle-Milieu XX^e siècle*, Maîtrise d'Histoire, Nantes, Centre de Recherche en Histoire Internationale et Atlantique, Faculté de Lettres-Université de Nantes, 2007, p. 8-23.

Chapitre 11

Le contexte international des débuts de la politique culturelle française en Colombie: (1886-1914)

Au milieu du XIX^e siècle, l'Amérique latine est confirmée comme le champ privilégié de l'expansion financière, politique et culturelle européenne, grâce au mouvement expansionniste observable chez les puissances du continent. En France, c'est Jules Ferry qui donnera l'impulsion impérialiste, après la politique extérieure de repli de la France qui se limitait au continent. Ferry cherche une détente dans les relations franco-allemandes, ce qui le pousse à jeter en Afrique les premiers jalons de l'empire colonial français. Cet empire forgé à partir d'une doctrine d'expansion coloniale, base sa justification sur des arguments d'ordre économique. Ce pays estime qu'il ne peut pas accroître son industrie et même sa production s'il ne trouve pas des marchés nouveaux, des matières premières, et des placements rémunérateurs pour ses capitaux disponibles.

En effet à l'époque, la politique coloniale apparaît comme la seule soupape de sûreté, faute de quoi la France serait acculée à un cataclysme économique et social.¹ L'expansion impérialiste incite à la conquête coloniale, toile de fond sur laquelle se dessinent les rivalités politiques entre les puissances européennes. Plusieurs années après la défaite de la France et jusqu'en 1886, les relations avec l'Allemagne sans devenir ni cordiales ni confiantes restent stables. Mais cette détente ne dure pas. Après la chute de Ferry et le temps d'arrêt de l'expansion coloniale qui en découle, les préoccupations continentales reprennent le dessus en France. Le sentiment anti-allemand, et la présence du général Boulanger au ministère de la guerre, favorisent dans l'armée et dans certains groupes de l'opinion publique, le réveil de l'idée de revanche.

L'époque du Boulangisme prend alors un caractère nouveau, une fièvre patriotique alimentée par la propagande des ligues ou factions des patriotes français. Les tensions franco-allemandes atteignent leur point culminant avec l'affaire Schoebelé, en 1887. Le refus des certains Français de s'incliner devant l'annexion de l'Alsace et de la

¹ P. Renouvin, *Histoire des Relations Internationales, Tome III de, op. cit.*, p35.

Lorraine par les Allemands, et l'affirmation du droit que conserve la France sur ces terres françaises sont à cette époque les traits dominants du sentiment national. Dans les milieux militaires faire une guerre de revanche est le désir de ces groupes actifs. La question des relations avec l'Allemagne est au centre des préoccupations, même si la tension entre les deux pays s'apaise sous le gouvernement de Jules Grévy. Les intérêts économiques ont un rôle actif, parfois décisif, dans les chocs où se heurtent les intérêts impérialistes français et allemands.

C'est pourquoi la France cherche des alliances politiques avec d'autres pays européens. En mars 1890, la chute du chancelier allemand Bismarck précipite une crise politique en Allemagne. La France cherche à tirer profit de cette situation en se rapprochant de la Russie, rapprochement si souvent envisagé par Thiers et Gambetta depuis la défaite. Ainsi une alliance politique entre la France et la Russie semble possible, et grâce à cette alliance la France paraît enfin sortir de l'isolement politique auquel La Triple Alliance ou l'alliance entre l'Allemagne l'Italie et l'Autriche-Hongrie l'avait condamnée. Une autre Entente se construit sur l'initiative de la France dont la puissance se consolide grâce à son alliance avec la Russie. Certaines autorités françaises comme Ribot se félicitent du premier accord signé entre la France et la Russie en août 1891. Rien ne paraît menacer cette alliance, même le scandale de Panama qui survient en 1892.

En Europe, le grand fait nouveau est le rétablissement d'un équilibre entre les états continentaux, puisque l'alliance franco-russe fait contrepoids à La Triple Alliance, et enfin la France peut avoir désormais une autonomie plus grande. L'alliance franco-russe entraîne un sentiment de sécurité qui contribue à lever les obstacles à la politique d'expansion coloniale française, et semble garantir la revanche. Les relations de la France avec certains pays évoluent sous un double signe: celui de l'expansion européenne qui continue à se développer, même si elle rencontre des résistances, et d'autre part celui de divergences avec la puissance allemande pendant la période de 1893 à 1913. L'expansion coloniale européenne suscite des rivalités économiques parmi les pays européens, où les sentiments nationalistes sont en croissance. Et ces divergences s'affirment à un tel point que les menaces d'un conflit amènent la France à renforcer l'Alliance franco-russe.

Tandis que l'Entente se consolide, l'expansion coloniale de la France stimule la production et les échanges économiques et financiers avec différents pays. Ces échanges favorisent aussi les progrès techniques, l'organisation du crédit, et la production industrielle en progrès considérable, grâce à l'utilisation de nouvelles sources d'énergie et aux méthodes de fabrication en grande série. En témoignent les capitaux français placés, les investissements dans le secteur minier et le percement du canal de Panama. Ces investissements français contribuent à faire de l'Amérique latine la plus importante zone extra-européenne d'investissements français. La Colombie est la preuve de la croissance économique française, grâce au percement du canal et à la présence des maisons commerciales françaises propriétaires des mines d'or.

Mais cette croissance de la France accroît les rivalités anciennes avec l'Allemagne et ensuite avec les Etats-Unis d'Amérique, qui sont en train de devenir les concurrents de la France dans toute l'Amérique latine et en Colombie en particulier, après 1893. Il faut ajouter que jusqu'à cette date, les Etats-Unis n'ont pas besoin de pratiquer une expansion hors de leur territoire malgré la rapidité de leur croissance. Leur production agricole trouve aisément en Europe le débouché dont elle a besoin, et leur industrie ne travaille que pour le marché intérieur. Les Américains ont sur leur propre sol un champ d'action assez vaste pour se dispenser de desseins impérialistes. Ni en Amérique Centrale ni du Sud, ils ne se présentent en concurrents des Européens. Dans leurs relations avec l'Europe, ils se bornent donc à maintenir la Doctrine Monroe, c'est-à-dire à mettre le continent américain à l'abri d'éventuelles initiatives de la colonisation étrangère. Ils n'ont aucun effort à faire pour y parvenir, car l'expansion européenne regarde vers d'autres domaines.

Néanmoins, ce repli des Etats-Unis provoque des critiques dans les milieux intellectuels américains, car certains considèrent que le peuple américain après avoir colonisé l'Amérique du Nord, est appelé à répandre l'influence de son commerce et ses conceptions politiques dans toutes les régions du monde, où les Américains ne pensent guère à se heurter à la vieille civilisation européenne. Peu à peu l'Amérique latine apparaît comme l'endroit privilégié à conquérir pour les Américains, face à l'indifférence des Anglais et des Français, pas encore conscients des circonstances favorables à une expansion américaine que rien ne semble présager. Au contraire,

certains gouvernements européens dont celui de la France, donnent leur soutien aux Etats Unis grâce aux intérêts économiques et démographiques réciproques existants entre le continent européen et ce pays.

La jeune puissance américaine reçoit en effet l'aide efficace de l'Europe qui apporte son concours au développement économique américain. Elle fournit des hommes et des capitaux aux Américains. L'apport des capitaux européens est particulièrement important pendant la période de reconstruction après la guerre de Sécession, car les conséquences de cette guerre pèsent lourdement sur la situation financière des Etats Unis. En outre, un courant d'émigration entre l'Europe et les Etats-Unis s'élargit rapidement.

Dans ce flot de nouveaux arrivants, l'agriculture américaine trouve des exploitants pour les territoires du centre nord et du middle ouest. La plupart de la population agricole américaine est formée d'immigrés nés à l'étranger. L'industrie américaine bénéficie plus encore de l'apport européen, qui lui assure à la fois une main d'œuvre abondante et des cadres techniciens. Ce sont les ressources financières de l'Europe qui provoquent l'essor de la production, des échanges, et une impulsion rapide de l'économie américaine. L'Europe et la France en particulier dominent encore le monde, et ils favorisent la croissance des forces nouvelles, qui deviendront bientôt leurs concurrentes en Amérique latine et en Colombie.

Mais les profits réalisés par les Etats-Unis grâce à leur développement économique les obligent à chercher des marchés extérieurs pour écouler une part de leur production. De plus les Américains, détenteurs des grands capitaux, désirent les placer à l'étranger. Aussi, même si l'Europe y compris la France l'ignore, Les Etats-Unis deviennent son concurrent. Les Etats-Unis isolés géographiquement, restent à l'abri de la course expansionniste européenne, grâce à l'absence de tout voisinage dangereux et à la protection des deux océans. Dès lors, les Américains éprouvent à l'égard des Européens un sentiment de sécurité absolue. Ils deviennent les tenants d'une supériorité morale que l'Europe est en train de perdre à cause de nationalismes et de querelles qui la discréditent.

Malgré tout, la menace de la rivalité américaine et allemande n'inquiète ni l'Europe

ni la France en particulier, à ce moment là. L'Europe apparaît encore comme maîtresse et propriétaire du monde entier. Et la France reste l'épicentre du monde européen, son rayonnement culturel en est la preuve. Paris est la capitale culturelle du monde, sa vie intellectuelle est très active. Car l'expansion économique et financière, la colonisation, renforcent en France le sentiment d'une mission intellectuelle à accomplir dans le monde.

Depuis 1885, Jules Ferry invoque ce sentiment, quand il affirme que pour la France, renoncer à tout rayonnement hors d'Europe est abdiquer le rang de grande puissance. En avril 1892, Eugène Etienne développe le même thème en disant : «*quand un pays comme le nôtre a reconquis sa force militaire, quand il a rétabli d'une façon définitive sa situation financière, il peut faire valoir, s'il le veut, tous ses droits aussi bien en Europe que dans le Monde* ». ¹ Ainsi, le sentiment d'une mission à remplir n'est pas toujours en France une simple formule destinée à couvrir des intérêts matériels

Au contraire, ce sentiment répond aussi à la conviction que le peuple français est destiné à éveiller dans les populations des autres continents, non seulement des formes nouvelles de la vie matérielle, mais aussi des conceptions de la vie sociale et politique. Depuis 1890, la France apparaît comme le nouveau pôle du progrès de l'humanité qui fascine le monde. Paris reste le foyer le plus actif de la diversité, de la nouveauté et de la richesse des courants de pensée humaniste et scientifique en Europe et dans le monde. L'ampleur de ces courants scientifiques et philosophiques entraîne un grand mouvement intellectuel et scientifique, réveillent la conviction que le succès de la technique et l'idéologie politique du libéralisme sont la base de la démocratie, et assurent à l'humanité une vie bien meilleure. La technique et le libéralisme apparaissent comme les signes même de la civilisation française. ² De plus la France rentre de plain-pied dans un nouveau type de consommation culturelle adapté aux besoins d'une France industrielle et urbaine, prête à accomplir une mission culturelle dans le monde.

¹ D'après P. Renouvin, *Histoire des Relations Internationales, Tome III de, op. cit.*, p. 36

² D'après P. Renouvin, *Ibid.*, p.36-37.

Chapitre 12

La France prête à accomplir une mission culturelle :

Après les débuts incertains de la III^e République, la France entre avec la période des républicains convaincus dans une ère des réformes et des libertés constitutives de la démocratie. Ainsi, lorsque l'on évoque les réformes, on pense d'emblée aux lois Ferry des années 1880 qui fondent l'école républicaine; une école laïque, gratuite et obligatoire, dont la création commence avant même les réformes de Ferry. Néanmoins, le rôle de ces réformes est décisif, car il accentue au XIX^e siècle l'exigence de l'alphabétisation universelle, imprégnée d'une philosophie libérale soucieuse de lier l'idée de progrès et de civilisation à l'instruction. Ainsi, l'œuvre des lois scolaires demeure essentielle, grâce à son caractère systématique qui permet d'achever et d'homogénéiser l'instruction en France, où les catégories sociales les plus déshéritées sont désormais entraînées dans l'univers de la lecture, car l'analphabétisme a presque disparu dans les premières décennies du XX^e siècle.

Peu à peu cette école républicaine transmet les valeurs de l'encyclopédisme et institue une culture scolaire. Elle donne une place importante à l'enseignement du français afin d'impulser l'unification linguistique du pays. Même si tout au long du siècle la morale y est prééminente, cette école est essentiellement conçue comme une ouverture sur le monde et elle cherche d'une manière efficace l'intégration des Français dans un cadre collectif, où l'écrit joue un rôle croissant. L'école républicaine assure l'entrée des Français dans l'ère de l'écrit, et l'écrit devient un vecteur ou un moyen de l'influence culturelle. Car l'écrit, par l'intermédiaire de la presse et de la littérature cible les couches sociales moins favorisées, et presse et littérature jouent un grand rôle dans la propagation d'idées anticléricales dans une époque où prédomine une foi optimiste en la science.

Cet esprit, dirigé contre l'obscurantisme des siècles passés, est diffusé dans de larges milieux de la société française entre autres par de nouvelles expressions littéraires comme le symbolisme, le réalisme, le naturalisme, et des expressions artistiques comme l'impressionnisme. Dès lors, on voit coexister des œuvres qui font circuler non seulement cet esprit scientifique, mais aussi un système de valeurs et une morale consensuelle fondée sur l'amour de la patrie et le culte du progrès. Ces

ouvrages et œuvres diffusent jour après jour dans la même langue et souvent avec les mêmes termes, des idées, des références et valeurs communes, dans un contexte certes républicain et patriotique, mais qui reste avant tout chargé d'une foi scientifique et positiviste. Cela explique l'importance donnée aux ouvrages de caractère scientifique, parmi lesquels les manuels et les textes scolaires à destination des milieux populaires.

Or, si la France rentre de plain-pied dans l'âge de l'écrit, elle donne une place importante à d'autres activités de caractère artistique et culturel issues de l'industrie des spectacles populaires. Dans une France devenue plus industrielle et urbaine, l'accroissement progressif du temps libre et des revenus développe l'industrie des spectacles offerts au peuple et à la bourgeoisie; une industrie des spectacles capable de rassembler par-delà des distinctions sociales. Divertissements urbains, spectacles de rue, fêtes foraines, cirques, carnivals, théâtre, cafés concerts, festivals de la chanson, cabarets, expositions universelles, deviennent le cœur d'une culture de loisir, qui fait de Paris la capitale mondiale au XIX^e siècle, et donne naissance au mythe du « Gai Paris ». Paris accueille des artistes, écrivains, savants, chanteurs, et des spectateurs du monde entier.¹

Les expositions universelles témoignent en ce sens du pouvoir croissant de la participation massive, devenue l'enjeu principal de ces expositions. En fait, les expositions sont destinées à rassembler des spectateurs pour leur montrer les principales innovations techniques comme l'automobile, le métro et le cinéma exhibés en 1900, les innovations architecturales qui mettent en œuvre les matériaux du futur comme le métal et le verre. Elles soulignent la valeur sociale et culturelle du travail. La Tour Eiffel en 1889, le Palais de l'Electricité, le Grand et le Petit Palais en 1900 en sont un bon exemple. Les expositions universelles ainsi que tous les divertissements produits par l'industrie des spectacles de masse, cherchent à attirer l'attention des classes populaires françaises par l'intermédiaire de tout ce qui rend visible et audible. L'industrie du spectacle c'est d'abord une industrie visuelle, de l'image et du son. Elle s'étend vite à la photographie, au cinéma et à la radio.

Les industries de l'image permettent à l'homme de reproduire le monde. L'image

¹ Dominique Kalifa, *La Culture de Masse en France*, Paris, Editions la découverte, 2001, p 42-43.

s'interpose entre l'homme et le monde devenu motif, objet d'activité artistique. Les nouvelles techniques de reproduction par l'image mettent celle-ci à la portée du plus grand nombre. Chacun devient consommateur potentiel, voire réalisateur d'art et de culture. La photographie figure comme le triomphe de l'image, elle apparaît comme l'invention majeure du XIX^e siècle. Au début du XX^e siècle, la photographie en plein âge adulte, entraîne l'apparition des studios de photos permettant désormais aux classes populaires françaises de se faire régulièrement tirer le portrait, tandis que se diffusent dans la clientèle aisée les premiers appareils personnels.

En extraordinaire essor, la carte postale donne à l'usage de la photographie un immense développement, l'inscrivant notamment au cœur des pratiques ordinaires de la correspondance. Désormais, la photographie est consommée dans l'ensemble de la société, et en pénétrant peu à peu les colonnes des journaux et des magazines, elle s'impose comme un des supports les plus importants de la culture. Car elle bouleverse en profondeur les représentations de soi et des autres, et elle donne à voir des terres lointaines, des images tout à coup devenues familières. En outre, l'affiche traduit assez bien le pouvoir de l'image, et devient essentielle pour le monde de l'édition et du spectacle de divertissement. L'affichage devient le lien privilégié entre publicité et culture. Par ailleurs, c'est par la voie de l'affichage que progresse le processus de politisation et donc de démocratisation des Français. Avec l'affichage les hommes commencent à crier leurs opinions sur les murs pendant la fin du XIX^e siècle.¹

Tout comme la photographie, le cinéma devient une autre forme artistique directement engendrée par la machine. En combinant art, technique et industrie, le cinéma se transforme en un spectacle inédit très coûteux financièrement. Il incarne une nouvelle forme de l'industrie de la culture dans le sens plein du terme. Car le cinéma n'est pas une image parmi d'autres. Avant tout il propose à la société française une représentation d'elle-même imposant d'emblée de nouvelles valeurs, de nouvelles formes d'éducation et des nouveaux rapports avec le monde. Il apparaît comme la synthèse des émotions, des idées, des techniques et des représentations, et comme le symbole de la nouveauté, du progrès et des valeurs du temps. Autrement dit, le cinéma

¹ D. Kalifa, *La Culture de Masse*, op. cit., p 63-64.

incarne la modernité et ses caractéristiques : vitesse et mouvement incarnées par l'automobile et la lumière. Le cinéma engendré par la machine constitue un bon exemple de ces technologies investies peu à peu par des usages culturels.

Le cinéma en tant qu'activité industrielle fut pensé d'emblée comme tel en France par les frères Lumière, qui ne virent longtemps en lui qu'un moyen de diffuser projecteurs, plaques et papiers photographiques. La société qu'ils fondent en 1892 se révèle d'ailleurs très rentable, avant qu'ils n'abandonnent le strict domaine du cinéma pour se recentrer sur la photographie. Cependant d'autres Français prirent le relais avec des ambitions différentes. Ces nouveaux cinéastes: Pathé et Gaumont, viennent du monde de la technique. Le premier d'entre eux commence dans le marché des phonographes avant de se lancer en 1895 dans la construction des kinéscopes. Gaumont commence avec des jumelles et des appareils photographiques, avant de se lancer en 1896 dans la construction d'un projecteur. Ils deviennent ensemble les principaux acteurs de l'industrie cinématographique en même temps qu'ils assurent à la France une place de premier plan jusqu'en 1916.

Pathé est le premier à imaginer une véritable stratégie économique pour le cinéma et à en faire une grande industrie. Il fabrique des caméras, des projecteurs, des pellicules, des disques et phonographes. Il réalise, produit et diffuse des films. Il se lance à la conquête des marchés étrangers, ouvre des succursales en Angleterre, Allemagne, Italie, Russie, Espagne. Il fait passer le cinéma français du stade de l'artisanat à celui de l'industrie florissante en 1913. Aussi, il doit compter avec la concurrence de Léon Gaumont qui partage la même volonté de faire fortune grâce à de grandes industries comparables à celles de Pathé. La concurrence entre les deux est assez forte, l'ouverture de succursales dans les mêmes villes importantes d'Europe déjà choisies par Pathé en est la preuve. Néanmoins l'ouverture triomphale du théâtre Gaumont Palace à Paris en 1911 marque un succès pour Gaumont.

La France est passée à de nouvelles formes de communication grâce au cinéma, élément essentiel de la culture. Cependant le cinéma n'est pas la seule forme de communication. La radio l'accompagne, car elle aussi a une place dans la vie quotidienne des Français, puisqu'elle introduit le flux médiatique dans la vie domestique des Français. En même temps que le cinéma et le journal à grand tirage, la

radio joue un rôle important pour continuer à souder et à homogénéiser le pays. Elle trouve peu à peu son style, un langage neuf et intimiste et s'installe dans les foyers français. La famille réunie autour du poste de radio devient ainsi le symbole d'une nouvelle relation établie entre la société française et les nouvelles technologies de communication. En outre, la radio en tant que nouvelle invention technologique de communication contribue à donner une image sonore de la France durant les années de 1890 à 1910.

C'est essentiellement par la radio que transite la culture française vers d'autres continents. Ainsi, la radio comme le cinéma et la photographie ne se limitent pas à jouer le rôle d'agents de diffusion interne culturelle. Ils empruntent aux arts, à la poésie, à la peinture, à l'architecture et à la musique, qui connaissent à cette époque-là un grand succès, l'inspiration nécessaire à une création artistique qui attire l'attention du monde sur le rôle culturel de la France. Cela explique la présence des artistes les plus renommés qui considèrent Paris comme le meilleur atelier du monde. Partout, les artistes accordent de l'importance à un long séjour dans les ateliers parisiens. Paris représente pour eux le séjour obligatoire et indispensable pour le prestige des meilleurs artistes du monde.

En bref, la France de la III^e République du XIX^e siècle, héritière de l'esprit républicain, hors du catholicisme et à l'âge du positivisme, est très tôt marquée d'abord par l'apparition des productions culturelles: expositions universelles, cafés concerts, le cabaret, le cirque, le théâtre, l'opéra, etc. Ensuite, elle voit l'apparition de nouveaux produits culturels : journaux, romans, manuels scolaires, encyclopédies etc. Enfin y naissent et prospèrent des biens culturels comme la radio, la photographie et le cinéma. Toute une série des productions, objets et biens culturels, qui ont pour vocation de toucher le plus large public français grâce à leur diffusion, leur style et le prix. Autrement dit, toute une industrie culturelle qui diffuse la culture partout en France, et même en dehors. Pour conclure, nous sommes en présence d'une France hautement instruite, lettrée, cultivée, mais surtout une France préparée à prendre en main son destin, à accomplir une mission culturelle à laquelle elle s'était préparée de longue date.

Chapitre 13

Préludes de l'action culturelle française en Colombie (1886-1914)

Comme nous le disions auparavant, dès l'époque de l'indépendance nous apercevons l'affermissement des liens culturels entre les deux pays, d'abord grâce au rayonnement français, et ensuite grâce à l'action culturelle menée par des acteurs privés français, dont l'action ne trouve pas toujours le soutien du gouvernement français. L'action culturelle qu'exerce la France sur la Colombie passe généralement non par le biais d'une action concertée et programmée par le gouvernement français, mais par le rayonnement de la grandeur culturelle de la France sur les divers aspects de la vie sociale des Colombiens, et surtout grâce aux actions culturelles des acteurs privés français qui font connaître les différentes expressions de la pensée, de la création et de la langue françaises. L'action culturelle française correspond essentiellement aux préoccupations non politiques des agents culturels français, et seulement après de longues années, aux préoccupations du gouvernement français intéressé à maintenir sa grandeur culturelle en tant que grande puissance.

A partir de 1880, nous remarquons que la France prend conscience des possibilités que la culture offre aux puissances désireuses d'étendre leurs zones d'influence et leurs investissements en Amérique latine. En effet, le gouvernement français sans parvenir à dessiner une politique culturelle, commence à mettre en place certains éléments caractéristiques de ce qui deviendra la politique culturelle française durant les années précédant la première guerre mondiale. A partir de cette époque, le gouvernement consacre un budget à certaines initiatives humanitaires des congrégations religieuses afin de conquérir des aires d'influence culturelle, même si jusqu'en 1914 la majeure partie de l'action culturelle française demeure dominée par les initiatives des acteurs privés. Jusqu'au prélude de la guerre, ce gouvernement commence seulement à apercevoir le besoin d'une politique culturelle pour la France.

A ce moment là, le gouvernement français commence à concevoir la culture comme un vecteur d'influence et un agent modificateur des comportements humains, voire comme une composante importante des rapports internationaux. C'est ainsi que la France afin de créer sa politique culturelle, saisit la culture dans un sens plus large: la culture en tant qu'enjeu ou si l'on préfère en tant que champ d'affrontements des

influences culturelles des divers impérialismes mondiaux. Un champ d'affrontements sur lequel interviennent des forces antagoniques, dont l'action culturelle s'opère de façon explicite ou de façon détournée. En conséquence, le gouvernement français commence à prendre conscience que la culture comprise dans son sens le plus large, à savoir la production, la diffusion et la consommation des objets symboliques créés par une société, constitue un vecteur d'influence qui agit directement sur les rapports entre les pays par les biais de l'opinion ou du sentiment collectif d'un peuple.¹

Enfin, conscient de l'importance politique d'une action culturelle, le gouvernement français en prend la direction. La France s'intéresse à l'élaboration d'une politique culturelle, dans laquelle la culture apparaît comme un véhicule d'influence aux mains de sa politique étrangère, visant à conforter ou à modifier le sentiment public.² Dès lors le gouvernement français cherche à mettre en place les premières bases de ce qui deviendra sa politique culturelle dans le monde et en Colombie en particulier. Par ailleurs, il est symptomatique que la politique culturelle française apparaît lorsque les tensions entre la France et l'Allemagne s'accroissent, par suite de l'alliance Franco-Russe, et quand l'Allemagne remet en cause la prépondérance économique franco-anglaise en Amérique latine.

Après la course d'expansion coloniale entamée par les puissances impérialistes pour le partage du monde, les divergences entre les puissances s'affirment avec une vigueur accrue. L'Allemagne regarde avec inquiétude l'action colonialiste de la France en Afrique, et en Amérique centrale où elle entreprend le percement du canal, élément capital des préoccupations en la sphère des relations internationales. Ainsi, la politique culturelle française a bien pour but de concurrencer l'Allemagne, sa rivale traditionnelle. La France et d'autres pays européens élaborent une politique culturelle comme un vecteur d'influence sur l'opinion, voire de propagande en faveur de leur grandeur nationale. Ainsi la politique culturelle française se dessine contre l'Allemagne, bien que la rivalité américaine soit bien présente.

Les projets français se heurtent à l'expansion allemande, mais aussi à l'expansion

¹ P. Milza, *Culture et relations internationales*, op. cit., p.362.

² G. Matthieu, *Une Ambition Sud-Américaine* op. cit., p 65.

américaine qui vise à éliminer les intérêts français sur le canal de Panama, et en général les intérêts des gouvernements européens en Amérique latine. Pour la France, la rivale à combattre est toujours l'Allemagne. La France considère que les Etats-Unis n'ont pas la prétention de jouer un rôle dans le partage du monde alors que dès 1898, les Américains sans rentrer dans la course colonialiste européenne, veulent imposer leur hégémonie sur les peuples latino-américains, en utilisant pour cela une autre sorte d'impérialisme très original par ses méthodes : la « Diplomatie du Dollar ». Affranchis eux-mêmes du joug colonial anglais, ils ne visent pas les conquêtes territoriales mais bien les profits générés par leur présence commerciale.

La « Diplomatie du Dollar » devient le corollaire de la Doctrine Monroe. Cette stratégie consiste à placer des concessions et des capitaux dans les pays voisins, et à réaffirmer le rôle de gendarme des Nord-américains sur toute l'Amérique latine. Désormais ces Nord-américains sont appelés à exercer à l'égard des pays latino-américains un pouvoir de police internationale, afin de protéger leurs intérêts dans ces territoires. Ils réussissent ainsi à établir en Amérique centrale un quasi-protectorat, un statut colonial, sous le regard indifférent des Européens, et surtout des Français.¹ Devant le progrès de la domination nord-américaine en Amérique centrale, ni l'Angleterre ni la France n'esquissent une réaction adaptée. La politique culturelle française est destinée à contrer l'hégémonie allemande mais reste passive face à la rivalité américaine.

Au début, certains gouvernements américains, comme celui de Théodore Roosevelt, manifestent leur volonté de s'opposer à toute puissance européenne en Amérique, et la France se montre assez indifférente. L'Europe plus préoccupée par la montée des mouvements nationalistes qui menacent la paix continentale, permet le progrès de l'impérialisme américain. La France a beaucoup à faire à l'intérieur de son propre territoire, où les circonstances politiques ne sont pas favorables à l'élaboration d'une politique culturelle claire. Affaiblie par l'affaire Dreyfus, par la question de l'anticléricalisme, et par la montée progressive des idées socialistes et du syndicalisme, la France n'est pas en condition d'appliquer une politique culturelle efficace. Nous constatons que l'élaboration de la politique culturelle française obéit

¹ P. Renouvin. *Histoire des Relations Internationales, Tome III op. cit.*p.150.

jusqu'au début du XX^e siècle au besoin de contrer l'hégémonie économique et culturelle de l'Allemagne, sans évaluer la menace nord-américaine.

Néanmoins, si nous ne pouvons parler d'une stratégie ni d'une politique culturelle vraiment définies tant dans les grandes lignes que dans les détails, nous dirons que l'action culturelle française, des acteurs privés et du gouvernement, est marquée par un grand essor en dépit de la montée des nationalismes et du choc des impérialismes durant la période 1886 à 1914. Cela s'explique par la continuité dans le monde latino-américain du rayonnement culturel français, lié à l'idée d'une mission civilisatrice ou messianique largement partagée par toutes les couches sociales françaises. La France Républicaine, incarnation politique de l'héritage culturel des Lumières, apparaît comme le modèle le moins conflictuel et le plus fédérateur chez toutes les élites latino-américaines, convaincues de ne pouvoir participer sans lui à la grande marche de la civilisation, du progrès et de la modernité.

Après 1880, les signes d'une mimétique ou imitation du modèle français transparaissent dans presque tous les domaines politiques et culturels en Colombie. Ici, la France est perçue comme le lieu où éclosent les idées, les innovations, les modes à transmettre, imiter, adapter ou refuser. Cela est vrai à partir de 1885, quand le besoin d'imitation du modèle français facilite l'action culturelle française en ce pays, où la France met en place tout un appareil tendant à favoriser la structuration d'un Etat-Nation embryonnaire qui cherche à affirmer son identité nationale. Les élites veulent l'organisation de l'Etat colombien, donc de l'administration publique. Ainsi dans ce domaine, le positivisme sert d'inspiration à la rédaction de la Constitution de 1886, et contribue à une réforme du système éducatif et militaire. De cette manière, l'enseignement devient la pierre angulaire de l'action culturelle française en Colombie et par son intermédiaire la langue française, et toutes les expressions artistiques et littéraires manifestement françaises arrivent à leur âge d'or. Cela explique l'arrivée continue de nombreux étudiants colombiens à Paris, où ils veulent perfectionner leur instruction

Par rapport à la politique culturelle française, nous dirons que celle-ci se détache de l'action culturelle dans un moment où les rivalités économiques et politiques entre les puissances mondiales deviennent évidentes durant la période 1907 à 1914. Désormais,

la politique culturelle demeure clairement une stratégie pensée et réfléchie dans le but de diffuser une propagande en faveur de la France, obtenir une opinion convaincue de la grandeur et de l'hégémonie de la France face à la menace croissante de la germanophilie en cas de guerre.

Cette politique culturelle se développe par l'intermédiaire de la création des institutions culturelles, parmi lesquelles le Bureau des Ecoles et des Œuvres Françaises à l'Étranger, la Maison de la Presse, les Comités d'Action France-Amérique, le Groupement des Universités Françaises, l'Alliance Française. Celles-ci s'engagent dans la coordination des diverses formes de coopération, des activités et des échanges scientifiques et culturels qui cherchent à resserrer les liens intellectuels qui unissent la France et les républiques latino-américaines. Il faut pourtant reconnaître qu'en Colombie la présence de ces institutions et de leurs activités ne se concrétise qu'après la fin de la guerre.

Chapitre 14

Emprunts, adaptations, et rejets de la République française dans la Construction de l'Etat-Nation en Colombie: 1886-1914

En Colombie comme ailleurs en Amérique latine, il existe une présence européenne dominante française décelable sur une longue durée, et dont les signes transparaissent dans tous les domaines : politiques, économiques ou culturels dès l'époque de l'indépendance, lorsque la France républicaine, incarnation politique de l'héritage des Lumières, apparaît durablement comme le modèle à suivre par les élites latino-américaines.¹ Cela ne laisse pas d'être paradoxal puisque à cette époque la présence économique et diplomatique de la France est bien moindre que celle de l'Angleterre. Néanmoins, les raisons de la prépondérance du modèle français obéissent essentiellement au rôle des élites colombiennes, qui perçoivent la France comme un faisceau des images dominantes contribuant à définir le cadre politique propice à leur fonctionnement. Autrement dit, l'admiration que sentent les élites colombiennes envers l'Europe, qualifiée à la fin du XIX^e siècle de "cosmopolitisme" ou de "afrancesamiento" pour la France,² est le fondement qui sert d'inspiration aux élites colombiennes dans le long processus de construction de l'Etat-Nation en Colombie.

Nous dirions que l'existence du modèle français en Colombie pendant la période de 1886 à 1914, s'explique grâce à l' "afrancesamiento" des élites colombiennes. Dans ce pays cet "afrancesamiento" provoque l'imitation du modèle français par une partie des élites. Dans ce sens là, nous reprenons ici la définition de modèle de Denis Rolland, qui définit le concept de modèle comme: faisceau des images extérieures de la France, empruntées, copiées, adoptées, et même rejetées par les élites.³ Enfin, nous dirons que pendant le XIX^e siècle et une partie du XX^e, les élites imitent le modèle français en Colombie, et celui-ci fait partie de l'histoire du pays; donc que le de concept modèle émerge dans le domaine politique, et surtout culturel de l'histoire colombienne.

¹ D. Rolland, *La crise du modèle français*. Marianne, *op. cit.*, p. 30.

² Nous reprenons ici la définition de cosmopolitisme et afrancesamiento d'après François-Xavier GUERRE en : Annick Lempérière, Georges Lomné, Frédéric Martinez et Denis Rolland, *L'Amérique latine et les Modèles Européens*, L'Harmattant, Paris, 1998, p.13.

³ D. Rolland. *Ibid.*, p. 12.

Bien entendu, le concept de modèle possède un contenu polémique, car l'existence du modèle français en Colombie s'appuie sur les valeurs et les principes français qui apparaissent aux élites colombiennes comme universels et éternels, objet d'imitation. Le modèle français en Colombie fonctionne comme une source d'inspiration, une source de principes et de valeurs d'appartenance à la civilisation française, c'est-à-dire comme un modèle d'identification. Mais cette identification suppose une mimétique qui n'est pas une simple imitation,¹ puisque ce que nous constatons par l'intermédiaire de cette mimétique est l'existence d'un modèle en Colombie, à l'image du modèle français mais au stade de l'adoption, ce qui suppose le plus souvent emprunts, adaptations et rejets de certaines images du modèle français. En ce sens, constater l'imitation du modèle français en Colombie, c'est aussi percevoir les modifications apportées aux images empruntées, adoptées ou rejetées, afin d'identifier d'abord les individus, les groupes qui les transmettent, les adoptent, les rejettent, et ensuite expliquer à quel moment, et pourquoi ils le font.

La France ne cesse pas de représenter en Colombie un modèle conflictuel ou paradigmatique,² c'est-à-dire un modèle parfois bien perçu, ce qui entraîne adoption, copie ou emprunts de certaines images de la France par les élites; mais parfois un modèle mal perçu par les mêmes élites colombiennes, ce qui entraîne le rejet ou la négation de certaines images en provenance de la France. Cela en correspondance avec les circonstances historiques qui traversent chacun des deux pays. En Colombie, l'imitation du modèle français demeure conflictuelle ou paradigmatique car les images de l'identification, de l'adoption ou du rejet que font les élites colombiennes du modèle français, sont sujettes non seulement à l'intensité des rapports entre les deux pays, mais aussi aux difficultés qui les opposent dans un moment particulier de leur histoire.

Beaucoup moins économiquement présente, la France républicaine apparaît comme le modèle incontestable de la modernité à imiter en Colombie comme ailleurs en Amérique latine.³ Or bien, parmi les images ou manifestations de ce modèle de la modernité française à imiter en Colombie, nous trouvons d'abord le positivisme,

¹ Ce concept de mimétique d'après Denis Rolland, *La crise du modèle français. Marianne, op. cit.*, p. 11.

² Ce concept de modèle conflictuel ou paradigmatique d'après Denis Rolland, *Ibid.*, p.26.

³ D. Rolland, *Ibid.*, p. 94

lequel joue un rôle essentiel dans l'accomplissement de l'Etat-Nation en Colombie. Quoique ce terme recouvre en Colombie des idées diverses, parfois fort différentes de celles d'Auguste Comte, le positivisme, doctrine du progrès et de la science liée au modèle français, parvient à dominer la pensée de l'élite colombienne dans les dernières décennies du XIX^e siècle.¹ Incontestablement, ces élites saisissent le positivisme comme un instrument politique qui guide la construction de l'Etat-Nation en Colombie, où les différents gouvernements du régime centraliste conservateur ressentent l'urgence de ramener l'ordre et le progrès dans un pays déchiré par les guerres.

A cette époque, les élites libérales indépendantes et les élites conservatrices considèrent que le régime fédéral des radicaux a détruit les fondements du lien social en Colombie. Dès lors, ces élites font appel au positivisme pour légitimer leur pouvoir politique et assurer l'ordre dans la société. Pour ces élites, il s'agit donc d'accéder au positivisme en tant que vision naturaliste et scientifique du monde autour de laquelle, se greffent par la suite des considérations d'ordre moral, religieux, politique, social ou économique.² Ces préoccupations multiples vont du développement économique du pays, à la diffusion de l'instruction publique, au respect de la liberté individuelle etc. Ces élites, par l'intermédiaire du positivisme, cherchent à fonder une connaissance de la réalité du pays par des faits concrets. Ainsi, la conception positiviste des élites colombiennes dont la foi fondamentale est celle du progrès, se présente comme une philosophie des sciences, une politique et une religion.

Ces élites ont du positivisme comme philosophie des sciences une vision assez déformée de celle d'Auguste Comte, car elles reprennent l'idéal du progrès grâce à la science, mais en revanche elles refusent l'idée que le positivisme doit déboucher sur une réorganisation de la société faisant abstraction de Dieu. Contrairement à cela, ces élites avant tout catholiques donnent une dimension religieuse à la doctrine de Comte. Dans leur esprit, l'idée de Dieu a pour fonction de maintenir les liens et l'unité de la société, et elle enseigne l'amour, l'ordre et le progrès. Ainsi ces élites prennent le

¹ D. Rolland, *La crise du modèle français. Marianne, op. cit.*, p 33-34.

² Jean Marie. Lemogodeuc et autres, *L'Amérique Hispanique au XX^e siècle: Identités, cultures et sociétés*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997. p.14

progrès, la religion catholique, et l'ordre comme les uniques principes valides du positivisme comme philosophie des sciences. Car elles font de l'ordre, de la religion, et du progrès les éléments essentiels de la construction de l'Etat Nation en Colombie, tout en évitant les aventures révolutionnaires menant au chaos.

Les élites colombiennes saisissent le positivisme de Comte plutôt comme une politique ou une religion qu'une philosophie des sciences. L'ordre, la religion et le progrès deviennent les objectifs essentiels de l'activité politique de ces élites colombiennes, aspirant à un pouvoir capable de les développer et d'écarter le chaos. Dès lors, le positivisme ainsi conçu devient la référence obligée de nombreux régimes autoritaires en Colombie pendant toute l'époque de la: « Régénération ». Le régime de Rafael Nuñez est le plus célèbre de ces régimes.

Cette époque de la « Régénération » est profondément marquée non seulement par l'essor des relations économiques et politiques entre la France et la Colombie, mais aussi par l'essor de l'influence et de l'action culturelle françaises qui parviennent à leur âge d'or. Cela grâce à la mimétique du modèle paradigmatique français que les élites colombiennes veulent établir en Colombie, afin de parvenir à la création de l'Etat-Nation. Cela devient une évidence à partir du régime centraliste-conservateur des présidents colombiens Rafael Nuñez et Carlos Holguín qui, à côté de l'avocat et politicien José María Samper deviennent les idéologues de l'Etat-Nation basé en le modèle paradigmatique français durant l'époque de la régénération. Nous essaierons de le montrer au chapitre suivant.

Chapitre 15

Le modèle politique français et les idéologues de l'Etat-Nation en Colombie (1886-1914)

Dans la Colombie de la deuxième moitié du XIX^e siècle, la construction graduelle de l'Etat-Nation s'accompagne d'une référence à la France, qui apparaît comme la source essentielle d'inspiration de ce processus historique de construction, rêvé par les élites colombiennes depuis l'indépendance et les premières décennies de la république. Des politiciens colombiens comme José María Samper, Rafael Nuñez, Carlos Holguín mettent en place ce qui deviendra le modèle politique de l'Etat-Nation en Colombie. Ces trois personnages, profondément cosmopolites et "afrancesados", apparaissent comme les idéologues de la nation.¹ Leur trajectoire politique témoigne de leur attachement aux idées cosmopolites utiles à l'élaboration du modèle politique de la nation colombienne à la fin du XIX^e siècle.

Ces idéologues de la nation naissent à la fin de la Grande Colombie, et appartiennent à une génération politique qui s'affirme pendant l'époque du libéralisme et disparaît après la régénération. Ils ont une longue expérience en France. José María Samper, juriste et journaliste, voyage trois fois en Europe entre 1858 et 1862; il réside cinq années en France et en Angleterre. Rafael Nuñez, nommé consul en France et en Angleterre, vit environ dix années en Europe de 1864 à 1874, et Carlos Holguín est appelé comme consul en France, Espagne et Angleterre durant les années 1879 à 1887. Ces trois personnages sont les figures clés de la régénération; Nuñez idéologue et principal artisan de la régénération; Samper l'idéologue et rédacteur de la Constitution de 1886, en tant que président du Conseil National créé pour l'élaboration de cette constitution; enfin Holguín qui devient le vice-président, et finalement le successeur de Nuñez à la présidence durant l'époque de la régénération.²

Ces idéologues qu'on pourrait considérer comme des libéraux, sont avant tout des positivistes convaincus. Samper est le représentant du libéralisme des années cinquante même si à la fin de sa carrière, ses conceptions politiques et religieuses

¹ F. Martínez, *Los orígenes del nacionalismo colombiano/ europeísmo e ideología*, op. cit., p.1.

² F. Martínez, *Ibid...*, p. 2-3.

évoluent et l'amènent à se convertir au catholicisme et aux idées politiques conservatrices. Nuñez est le principal artisan du mouvement libéral indépendant qui aboutit à la régénération, mais il obtient l'appui du parti conservateur et du clergé catholique. Et Holguín, plutôt conservateur et catholique, apparaît dans le cours des années quatre-vingt comme la figure principale de la tendance nationaliste du parti conservateur. Ainsi, chacun d'entre eux symbolise des idées positivistes différentes qui correspondent à différentes phases de l' "afrancesamiento" en Colombie, à la base de la construction du modèle politique de la nation colombienne durant l'époque de la régénération.

Samper devient le représentant de la phase dite du discours de la médiation culturelle, grâce à ses idées libérales et à sa dérive vers le catholicisme durant les années 1860. Nuñez est le propagateur principal de la phase du discours de la maturité politique de l'Europe par ses idées régénératrices durant l'époque 1880, et Carlos Holguín développe la phase du modèle de l'authenticité nationale grâce à ses idées nationalistes en 1890. Par rapport à la première phase, nous dirons que par divers aspects le discours de Samper est le discours de médiation culturelle, car Samper a un regard critique sur l'époque du Second Empire français, mais il se déclare admirateur de la III^e République française.

Samper a une vision double de la France, ce qui explique sa tendance à la critiquer, mais aussi à s'y référer constamment. Cela lui permet de se présenter comme le principal idéologue du libéralisme et le meilleur exemple de l'idéologie du voyage civilisateur en Colombie. Ainsi, dans son discours Samper a toujours tendance à se servir des acquis politiques français comme d'un outil pédagogique indispensable pour orienter la création de l'Etat-Nation en Colombie. Pour cela, il présente la France comme le théâtre de la civilisation et de la culture, c'est-à-dire l'exemple à suivre pour les élites colombiennes. En outre, il est en somme agréé par la société colombienne pour aller en France étudier la civilisation, la rapporter et la répandre en Colombie. Il se sert de la culture et de la civilisation française pour justifier son voyage civilisateur et s'y montrer habilement comme le représentant des élites civilisatrices de la société colombienne. Il impose aux élites un rôle civilisateur en reprenant la culture et la civilisation française.

A partir de ce moment là, d'autres membres des élites colombiennes en accord avec la pensée de Samper, désirent continuer la démarche du voyage civilisateur. Parmi ses premiers partisans Rafael Nuñez, le porte-parole du discours de la maturité politique. Dans ce discours construit au début de la régénération, Nuñez propose aux élites de prendre du recul par rapport aux acquis politiques français, afin de réfléchir sur les succès et les échecs de la République Française et de parvenir à la création d'un modèle politique propre à la Colombie. Il met en question l'imitation par les élites colombiennes de ce qu'il appelle les utopies importées de France par les radicaux colombiens pendant l'époque du régime fédéraliste. Parmi ces utopies, l'excès des libertés, l'anarchie par le manque d'autorité de certains gouvernements radicaux français, dont l'imitation en Colombie provoque l'échec du régime fédéraliste radical.

Mais malgré le refus de Nuñez contre les utopies importées, il est le meilleur représentant de la légitimité cosmopolite et de l'"afrancesamiento". Car pour justifier sa maturité politique, valider sa capacité de critique et de réflexion sur les acquis politiques français, il est obligé d'abord de mettre en valeur ses propres connaissances sur le modèle politique français. C'est en définitive sa connaissance de la civilisation française qui est garante de sa maturité politique. Autrement dit, d'après Nuñez en la connaissance des acquis politiques français se trouve la source de la maturité politique, laquelle confère la légitimité aux élites colombiennes fondatrices du modèle de l'Etat-Nation en Colombie. En réalité, le discours de la maturité politique de Nuñez est simplement un mélange d'"afrancesamiento" et de patriotisme, c'est-à-dire un "afrancesamiento" recouvert de patriotisme, accueilli par les élites colombiennes, jusqu'à l'éclosion des premières idées anticléricales, anarchistes, syndicalistes et socialistes en France.

A partir de ce moment, certains admirateurs ou apologistes de la personne et de l'œuvre politique de Nuñez tentent de rayer la référence à la France dans le thème de la maturité politique cher à Nuñez. Ils considèrent le modèle français comme une influence subversive, négative, une menace contre le régime conservateur centraliste établi par le même Nuñez durant l'époque de la régénération. Ces anciens apologistes désirent désavouer plutôt que mentionner l'influence politique française dans le discours de Nuñez, et dans ce qui deviendra le modèle politique de l'Etat-Nation en

Colombie. Ces ex-apologistes d'une manière délibérée tentent d'ignorer le voyage civilisateur de Nuñez en France, où il est resté cinq années, et paradoxalement insistent sur le séjour de Nuñez en Angleterre, seule source respectable d'inspiration des idées politiques de Nuñez.

Dans l'optique des apologistes de Nuñez, il apparaît comme un libéral conservateur, admirateur du modèle politique anglais que Nuñez veut reproduire en Colombie durant l'époque de la régénération. Néanmoins, cette version des apologistes est contestée par les contradicteurs de l'époque de la régénération qui, mettent en question le rôle prépondérant de Nuñez. Pour les contradicteurs, Nuñez est un afrancesado, et un admirateur de la République Française, défenseur de Thiers, Gambetta, Jules Ferry pendant plusieurs années, et surtout ami de Jules Grevy. Aux yeux de ces contradicteurs Nuñez est trop indulgent envers l'opportunisme des républicains français, donc un libéral opportuniste. Parmi ces contradicteurs nous remarquons la présence du politicien libéral Miguel Samper, le frère de José María Samper, porté candidat à la présidence de Colombie en 1897 par le parti libéral.

Il critique l' "afrancesamiento" idéologique de Nuñez et son inspiration politique dans ce qu'il appelle le modèle despotique de Napoléon III. Il considère que la régénération est simplement l'aboutissement créole de l'autoritarisme français. A plusieurs reprises Miguel Samper répète que des modèles politiques que Nuñez a pu regarder en Europe, le modèle du parlementarisme anglais et le modèle de l'autoritarisme français, Nuñez choisit ce dernier. En quelque sorte, nous commençons à déceler le rejet par une partie des élites de l' "afrancesamiento". Cela explique leur refus de le reconnaître, même si dans la pratique, elles continuent à s'en servir. Malgré l'intention des élites de nier toute influence culturelle et politique française en Colombie, l' "afrancesamiento" reste la source d'inspiration des élites à partir de l'indépendance et pendant tout le processus de construction du modèle politique de l'Etat-Nation en Colombie. Les exemples de José María Samper, Rafael Nuñez et les successeurs de ce dernier réaffirment l'importance de l'"afrancesamiento" en Colombie.

Parmi ses successeurs, nous voudrions citer Carlos Holguín, ancien vice-président d'un des gouvernements Nuñez puis Président de la République durant les années de

1888-1892, il est partisan du voyage civilisateur et du rôle civilisateur des élites. Mais, il est avant tout le disciple des thèses de José María Samper et de Rafael Nuñez, même s'il introduit certains changements dans son nouveau discours. Il change la vision positiviste de Samper et Nuñez en une vision plutôt conservatrice et catholique, base de son discours sur l'authenticité nationale. Dans ce discours, il rejette aussi les utopies importées de France, et se manifeste un admirateur du parlementarisme anglais, à ses yeux plus crédible que le républicanisme français. Le discours de Holguín est un mélange d' "afrancesamiento" et des idées nationalistes si en vogue à ce moment là en Europe. Des idées nationalistes qui font la différence principale de son discours avec celui de Nuñez et de José M. Samper.

Holguín autant que Nuñez et Samper reprend l'idée de civilisation comme stratégie pour accéder au pouvoir; mais Holguín l'identifie à « l'ordre », tandis que les deux autres l'identifiaient à «la modernité» représentée par la France, symbole de la culture et de civilisation universelle. En fait, Holguín dans son discours synthétise les idées de la maturité politique de Nuñez et celles de la médiation culturelle de Samper, en prenant « l'ordre» comme la seule manifestation importante de la civilisation, sans nécessité de changement dans la réalité du pays. A la différence de Samper et Nuñez, Holguín ne veut pas changer le retard de la Colombie pour la modernité des pays européens qu'il a déjà visités. Pour Holguín le secret du bonheur de la Colombie est de vivre en conformité avec ce qu'elle est et avec ce qu'elle représente : « *un pays en retard mais un pays modéré en ambitions, un pays agriculteur, mais très heureux de sa bonne chance, et avant tout un pays catholique et pieusement résigné* ». ¹

En effet, Holguín veut maintenir la Colombie dans l'état dans où elle se trouve, sans que rien ne change, afin de justifier ses idées nationalistes. Car comme il ne veut rien changer de la réalité du pays, il n'a pas besoin de recourir à l'imitation, aux emprunts ou aux adaptations des modèles étrangers. Pourtant dans la pratique, pour imposer son modèle politique de l'ordre, il a besoin de copier, d'emprunter, d'officialiser et d'institutionnaliser « l'ordre public français », qui devient le modèle pour l'Etat- Nation en Colombie. Bien entendu, Holguín reste en théorie un ami du conservatisme anglais, mais dans sa pratique il est un "afrancesado", parce que le

¹ F. Martinez, *Los orígenes del nacionalismo colombiano/ europeísmo e ideología*, op. cit.p., 21

modèle politique de l'Etat- Nation qu'il impose en Colombie est l'ordre public français. Ce modèle résulte des trois phases de construction théorisées par Nuñez et Samper durant l'époque de la régénération. Il sera encore appliqué par Miguel Antonio Caro, Président de la République entre les années 1892 et 1896.

Miguel Antonio Caro partisan du positivisme et de l'imitation française en Colombie. Successeur de Holguín à la présidence, Caro refuse l'image anticléricale, socialiste voire anarchiste de la France républicaine. Il ne se réclame donc jamais du modèle français, nie son "afrancesamiento". Pourtant Miguel Antonio Caro et Carlos Holguín, sont les agents décisifs de l'importation de certaines images du modèle français, que les élites colombiennes veulent imiter. Même s'il est vrai que Miguel Antonio Caro et Carlos Holguín n'empruntent au modèle français que ce qu'ils jugent nécessaire à la consolidation de son pouvoir dans la construction de l'Etat-Nation en Colombie.

Parmi ces images importées du modèle français par Miguel Antonio Caro et Carlos Holguín nous trouvons les suivantes : d'abord l'image politique de l'ordre public importé, ensuite celles de la pensée, la science, la technologie, les beaux-arts, les lettres, la philosophie, et finalement celle de l'enseignement et l'instruction éducative. Cette dernière s'impose grâce à la présence des congrégations religieuses françaises et à la présence des premiers intellectuels et professionnels français arrivés en Colombie en mission culturelle, parmi lesquels médecins, professeurs, ingénieurs, administratifs etc. Toute une présence culturelle française que les gouvernements cités veulent compléter avec l'envoi des premiers étudiants et fonctionnaires de la Colombie en France, afin d'apprendre les normes de la comptabilité, de l'administration, de la législation militaire, les systèmes de santé et des hôpitaux etc. Des emprunts et adaptations de la France, qui parviendront à se concrétiser grâce à l'action culturelle française qui atteint son âge d'or pendant l'époque de la régénération.

En bref, il existe un modèle politique imité, adopté, emprunté de la civilisation française : celui de l'ordre, qui est réalisé pendant les gouvernements de Carlos Holguín et José María Caro. L'imitation de ce modèle apparaît comme l'entrée officielle de l'action culturelle française en Colombie. Ce modèle est la synthèse de la

médiation culturelle de José María Samper et de la maturité politique de Rafael Nuñez, dont la base, l' "afrancesamiento", est rejeté et niée par les élites colombiennes. Depuis la fin du XIX^e siècle, l' "afrancesamiento" devient un handicap; il cesse d'être recommandable dans la lutte pour accéder au pouvoir, mais les gouvernements continuent d'y puiser leur légitimité.

Le rejet de l' "afrancesamiento" par les élites obéit au fait qu'elles considèrent la France républicaine de cette époque là, comme un mauvais exemple pour la république cléricale, catholique et conservatrice de la Colombie, qui cherche à maintenir son fragile équilibre politique après des années de guerre. Dans un moment historique où la France républicaine anticléricale et révolutionnaire engendre des idées socialistes, anarchistes et syndicalistes, les élites colombiennes ont peur de la contamination de ces idées pour la fragile stabilité politique de la Colombie.

Dans ce contexte, les réticences des élites vis-à-vis de l'"afrancesamiento", trouvent leur expression chez certains historiens traditionalistes, lesquels veulent démontrer avant tout l'admiration des idéologues de l'Etat-Nation en Colombie pour le modèle du parlementarisme anglais. Ensuite, ces historiens se sont appliqués à prouver le manque de concordance historique et chronologique entre la France républicaine, anticléricale, révolutionnaire face à une Colombie, catholique, cléricale et conservatrice pour amoindrir l'influence culturelle de la France en Colombie. Cela fait que jusqu'à présent, l'influence française dans la construction de l'Etat-Nation en Colombie reste encore un fait historique lacunaire et presque négligeable pour les historiens colombiens. Pourtant dans l'histoire de la Colombie, il est évident que l'Angleterre a joué un rôle plutôt financier que culturel, puisque l'importance de son rôle culturel reste encore à prouver. Ainsi, il est évident que dans l'incompréhension ou la manque d'analyse sérieuse du rejet de l' "afrancesamiento" par les élites se trouvent les causes principales de l'oubli de l'influence culturelle et politique française dans l'Histoire de la Colombie.

Cela explique peut être la réticence manifeste des intellectuels à reconnaître encore aujourd'hui l'influence politique française en Colombie dans la construction de l'Etat-Nation. Ils s'obstinent à nier cette influence, laissant entendre que ce n'est pas l'Angleterre mais l'Espagne qui depuis 1870 sert d'inspiration et de modèle aux

gouvernants de la régénération: Rafael Nuñez et Miguel Antonio Caro. Ainsi pour ces intellectuels, la Colombie se rapproche culturellement de l'Espagne après 1870 grâce à la création de l'Académie de la Langue espagnole en Colombie par Miguel Antonio Caro qui, attiré par l'Espagne, rédige la version finale de la Constitution de 1886, créée par Nuñez à l'image de la Constitution espagnole de 1876 durant le régime monarchique espagnol. Cela ne laisse pas d'être étonnant, car jusqu'à au début du XX^e siècle, les rapports entre la Colombie et l'Espagne sont presque inexistantes. En outre, la contribution à la création d'un modèle d'Etat-Nation en Colombie ne peut être réduite uniquement à la sympathie de Caro envers la langue espagnole, ni à l'élaboration d'une Constitution comme celle de 1886, déjà engagée par Nuñez.

Si on peut accepter en termes généraux que certains pays européens ont réveillé l'attention des idéologues de la nation, il est évident que c'est la France qui inspire et sert de référence à la création d'un modèle étatique, dont l'accomplissement va au-delà de l'élaboration de la Constitution, et requiert d'autres éléments pour sa concrétisation. En ce sens, une étude en profondeur de la France en tant que modèle paradigmatique s'impose, puisque comme nous le disions au début de ce chapitre en reprenant les explications de l'historien français Denis Rolland, La France en Colombie comme ailleurs en Amérique latine, représente avant tout un modèle paradigmatique. Elle est un faisceau de représentations ou d'images empruntées, adoptées, imitées, et même rejetées par les élites colombiennes afin de construire leur propre modèle de l'Etat-Nation : celui de l'ordre importé, qui se concrétise malgré les difficultés, grâce à l'aide française durant l'époque de la régénération. C'est ce que nous voulons développer ensuite.

Chapitre 16

Le modèle politique de l'ordre public importé : 1886 à 1914

Comme nous l'avons remarqué plus haut, sous le gouvernement Holguín, le label de la civilisation réside dans l'ordre, lequel apparaît comme la base essentielle dans la construction du modèle politique de l'Etat-Nation durant la régénération. Dans l'édification de ce modèle, ce gouvernement regarde avec intérêt la centralisation politique et territoriale et l'ordre public établis depuis déjà longtemps dans la République française, exemplaire à ses yeux. Dès 1888, Holguín veut imposer en Colombie le modèle politique de l'ordre public soutenu juridiquement par la Constitution, mais basé sur deux piliers institutionnels ou appareils d'état : la police, et l'éducation privée et catholique. Cela afin d'empêcher la fragmentation territoriale provoquée par le régime fédéraliste, et contenir la menace des radicaux anticléricaux, au moment où Holguín craint l'arrivée des idées socialistes, anarchistes et syndicalistes de la France.

De ce fait, le gouvernement de Carlos Holguín fait de l'ordre public et de l'enseignement catholique ses priorités. En ce qui concerne à l'ordre public, il veut la création de la police, ainsi il se charge d'en organiser la police colombienne à l'instar de la police française, avec l'aide d'un commissaire de première classe à Lille, Jean Marie Marcellin Gilibert, chargé de constituer le premier corps de police en Colombie en 1889. En accord avec l'historien français Frédéric Martinez, spécialiste du sujet, Gilibert divisa la capitale Bogotá en six circonscriptions policières et recruta 400 policiers. Mais, depuis le départ le recrutement entraîne des insuffisances notoires, faute d'efficacité et d'honnêteté des policiers. De plus, les gouvernements de la régénération se livrent à la répression des radicaux anticléricaux, surtout durant le gouvernement de Miguel Antonio Caro. Cette répression discréditera cet instrument de l'autorité et rendra plus difficile encore la consolidation du nouvel ordre public rêvé par Holguín, et ensuite par son successeur Caro. ¹

Selon Frédéric Martinez, en 1898, Gilibert découragé démissionne après sept

¹ D'après Frederic Martinez, en: Annick Lempérière, Georges Lomné, Frédéric Martinez et Denis Rolland, *L'Amérique latine et les Modèles Européens*, op. cit., p. 365-367

années à la direction de la police en Colombie. Plusieurs raisons rendaient insoutenable la position de Gilibert : l'inefficacité, l'alcoolisme et les abus commis par les policiers, le cercle vicieux des mises à pied des policiers pour raisons disciplinaires, la réticence du gouvernement à augmenter les effectifs de la police. Le 5 février 1897, le chef de la police de Colombie Marcellin Gilibert demande à la légation de France à Bogotá que le contrat le liant au gouvernement ne soit plus renouvelé. Dans sa lettre adressée au consul, Gilibert écrit : *« connaissant le caractère et l'esprit de la majeure partie des gens de ce pays vous comprendrez facilement le mal que j'ai dû avoir pour arriver à former à Bogotá un corps de police comme celui qui existe actuellement, lequel malgré le peu de dispositions de son personnel pour le service policier, a prêté et prête journellement d'importants services au gouvernement et à la société. Mais dans ce qui me concerne je puis dire que je vis depuis bientôt six ans une vraie vie de martyr, au point qu'il m'est absolument impossible de la continuer »*.¹

Incontestablement, la faible présence d'un ordre étatique en Colombie avant la régénération, et l'apparition dans les années 1890 d'une police qui privilégie la surveillance politique et la répression, ont sans doute contribué à rendre plus difficile la mission de Gilibert et en conséquence la réalisation du rêve autoritaire de Holgin et Caro. Les problèmes rencontrés au cours de ces premières années d'existence de la police nationale en Colombie révèlent la grande difficulté des représentants de l'ordre à imposer une autorité respectée. Ainsi, la création d'un modèle étatique basé sur l'imitation de l'ordre public français pendant la régénération, apparaît plus compliquée qu'on ne le pensait, même en dépit de la bonne volonté du gouvernement français, toujours disposé à offrir sa collaboration aux gouvernements colombiens de la régénération. Depuis sa création, la police montre les difficultés de la construction d'un modèle étatique, quand l'idéologie de l'ordre passe de la rhétorique civilisatrice à la création institutionnelle.

La création de la police en Colombie révèle la grande difficulté d'importer les

¹ Archives du Ministère français des Affaires étrangères, Paris-Nouvelle série correspondance politique. Volume 15 Armée Marine. Autorisations colombiennes en France en Colombie. Renseignements et publications 1896-1918. Bogotá 5 février 1897 monsieur Marcellin Gilibert à m H Frandin, Consul national de France à Bogotá.

outils institutionnels européens. La référence discursive aux images empruntées en France est plus aisée que l'implantation des mesures politiques. Holguín et Caro, aveuglés par leur propre rhétorique sur l'ordre public dans les nations avancées, et plus concrètement en France, ne sont pas moins ingénus que leurs prédécesseurs radicaux, dont ils avaient stigmatisé sans cesse le penchant pour les utopies importées. Ils sous-estiment aussi les effets de leur propre tendance à utiliser l'Etat comme un instrument essentiellement politique, en utilisant pour cela l'image d'une France républicaine, libérale et démocratique, qui à tous égards contredit l'autoritarisme dictatorial des représentants de l'ordre en Colombie pendant l'époque de la régénération. Les gouvernements Holguín et Caro, loin d'être des exemples de neutralité politique et sociale, conçoivent délibérément le dispositif répressif de l'Etat comme un outil direct du pouvoir politique, sans bien mesurer à quel point la politisation de l'appareil d'Etat allait constituer un obstacle à la consolidation de son autorité.

D'autre part, l'espoir illusoire de Holguín et Caro vis-à-vis de l'ordre public est un autre des défauts de l'importation institutionnelle. Très inquiets de la répercussion en Colombie des idées anarchistes, socialistes et syndicalistes en France, ils décident de recourir à la création d'une police afin d'imposer l'autorité de l'Etat; mais dans une société où les idées socialistes françaises ne sont pas réellement enracinées. Cette optique privilégiant l'importation de l'outil institutionnel étranger, fait peu de cas des différences existant entre les deux pays. Holguín et Caro en mettant en œuvre cette optique découvrent peu à peu les difficultés d'imposer la domination de l'Etat sur la société, et découvrent les limites de leur œuvre politique. En cela, l'expérience des premières années de la police nationale semble annoncer cette coexistence singulière d'une volonté autoritaire et d'un faible pouvoir coercitif de l'Etat, qui caractérisera une bonne partie du XX^e siècle colombien.

Sous bien des aspects, le modèle politique étatique de l'ordre public importé que la régénération chercha à imposer, paraît avoir contribué à éloigner, et pour longtemps, le rêve d'un ordre accepté par le peuple. Pour construire le modèle de l'Etat-Nation en Colombie à l'image de la France républicaine et démocratique, il fallait aller au-delà de l'ordre public, au-delà d'un cadre juridique institutionnel ou de l'élaboration d'une Constitution, comme celle de 1886 inspirée par le positivisme de Comte, même au-

delà de la création de la police établie en collaboration avec le gouvernement français, et même plus loin que l'adoption d'un hymne national à l'image de la Marseillaise, éléments auxquels reste malheureusement réduit le modèle politique l'Etat–Nation en Colombie. Même s'il faut convenir qu'en ce qui concerne les autres emprunts français, comme celui de l'enseignement, la tâche se révèle plus encourageante.

L'adoption de certains images du modèle de la France ouvre la porte à l'action culturelle française, laquelle pendant la régénération prend un grand essor. C'est ce qui résulte de l'analyse des autres outils institutionnels importés, tels l'enseignement construit grâce à l'aide du gouvernement français. Pendant la régénération, l'enseignement est conçu en tant qu'outil institutionnel. Les gouvernements de cette période, très soucieux de civiliser la société colombienne pour imposer l'ordre, cherchent accomplir cette mission grâce à l'imposition d'un système d'enseignement catholique avec l'aide de la France. Cela devient possible d'abord grâce à l'image de la France comme le berceau de la culture et la civilisation moderne, et grâce à l'action des acteurs culturels français comme les congrégations religieuses qui, finalement, deviennent la pierre angulaire de l'action culturelle française en Colombie et ailleurs en Amérique latine.

Cette action culturelle se déroule dans un moment où la France est la première partenaire de la Colombie, et occupe une place principale dans le monde entier par son action culturelle. Grâce à son influence dans la construction du modèle étatique pendant la régénération, la France et ses acteurs culturels privés et publics trouvent les portes ouvertes en Colombie. Cela explique pourquoi l'action culturelle française en Colombie devient un fait constant, marquant et irréfutable dans l'histoire du pays. L'action culturelle française s'étaie, s'étend, et se consolide dans tous les domaines : scientifique, technologique, dans la philosophie, la pensée, le droit, l'administration publique, la santé et enfin toutes les différentes manifestations artistiques et littéraires. Dans ce contexte, la régénération apparaît comme l'âge d'or de l'action culturelle française en Colombie. Ce que nous voulons montrer à continuation.

Quatrième partie**L'ÂGE D'OR DE L'ACTION CULTURELLE FRANÇAISE.
EMPRUNTS ET ADAPTATIONS EN COLOMBIE (1886-1914)**

Chapitre 1

Le rôle éducatif des congrégations étrangères en Colombie de l'Indépendance à la Régénération.

Comme nous l'avons souligné, depuis l'époque coloniale l'enseignement en Colombie était assuré, bien que d'une manière irrégulière, par des congrégations religieuses espagnoles, qui développaient leur activité éducative dans une ambiance de conflit permanent, étant données les conditions historiques vécues par ce pays. Depuis le XVII^e siècle, des religieux espagnols Jésuites, Dominicains et Franciscains, arrivent en Colombie. Ils viennent après la conquête à l'appel de la couronne espagnole dans le double but d'évangéliser les indiens, de leur apprendre la langue espagnole, et d'instruire les élites créoles. C'est ainsi que les premiers séminaires fondés par ces congrégations deviennent les collèges où se forment les créoles. Parmi ces établissements éducatifs certains existent encore: le Collège De Nuestra Señora del Rosario, et le Collège de Santo Tomas de Aquino, où se formaient les futurs juristes dont avait besoin l'administration du Nouveau Royaume de Grenade, et les prêtres chargés de l'évangélisation des indiens.

Après l'indépendance, même si les nouveaux gouvernements républicains de la Nouvelle Grenade sont attachés à développer l'enseignement en désarticulant le monopole éducatif exercé par les congrégations, celles-ci continuent à se consacrer à l'enseignement jusqu'à l'exécution de la loi d'éducation faite par le libérateur Simón Bolívar, en 1822. Cette loi, sous le nom de : "Le Plan d'études National de Santander", est appliquée par le successeur de Bolívar, son vice-président et ensuite président de la république, Francisco de Paula Santander, en 1826. C'est alors, grâce à l'application de ce Plan d'études National, qu'une direction de l'enseignement public est créée, et l'enseignement en tant que cause nationale devient public, obligatoire et laïque. Néanmoins, la pénurie de ressources financières, le manque de maîtres empêchent le succès du Plan. Dès lors, une fois de plus le gouvernement républicain est forcé de faire appel aux congrégations qui demeurent chargées de l'enseignement.

Le Plan d'études National de Santander arrête le recrutement des maîtres, car il ne détient pas de ressources financières propres, et préconise le recrutement de personnel bénévole pour ne pas alourdir le budget de l'éducation par de nombreux salaires. Ce

plan cherche à assurer l'enseignement par des personnes qui ont d'autres sources de revenus, dans un pays où il est rare de trouver des gens aptes à se consacrer à l'enseignement. De ce fait, la présence des congrégations est indispensable au moins jusqu'en 1826. Santander finit son mandat présidentiel en 1837, et José Marquez assure la présidence jusqu'à 1842. Ce libéral modéré suit les lignes générales du Plan Santander, mais la guerre civile déclenchée par la suppression des couvents religieux des congrégations, désormais convertis en collèges, provoque une forte baisse du niveau de l'enseignement en Colombie. A la suite de cette guerre civile de 1839 à 1841, deux tendances idéologiques sur l'orientation de l'enseignement s'affrontent.

Une tendance conservatrice, qui sous la revendication de la liberté veut confier l'enseignement à l'Eglise et à ses prélats, et d'autre part une tendance libérale qui cherche à instaurer l'enseignement public et laïque. A la fin de la guerre civile des Supremos, les conservateurs prennent le pouvoir, et la tendance conservatrice s'impose par la promulgation de la Réforme Educative de Mariano Ospina Rodríguez en 1844. Cette Réforme a pour but de contrôler l'enseignement, et d'en restituer le monopole à la congrégation espagnole des Jésuites. Mais les libéraux refusent cette réforme. Les tendances idéologiques sur l'orientation de l'enseignement s'accroissent à chaque alternance des deux partis qui accèdent au pouvoir. Il devient courant que les élites affiliées aux partis politiques utilisent les défauts de l'enseignement comme la seule cause de tous les problèmes sociaux existants: l'anarchie, l'ignorance, le sous-développement et la misère régnant dans le pays.

Chaque changement de gouvernement s'accompagne d'une guerre civile; le parti politique vainqueur réorganise de manière fantaisiste les plans et les contenus de l'enseignement. En matière d'enseignement les politiques libérales et conservatrices sont en constante contradiction, et réalisent des réformes à chaque changement de gouvernement. Tandis que le souci des libéraux est la mise en place d'un système d'enseignement national et séculier, les conservateurs préfèrent déléguer la direction de celui-ci à l'Eglise catholique. Après 1850, les libéraux essaient de créer les bases d'une société libérale, fédérale et laïque, brisant la domination idéologique et économique exercée par l'Eglise. Pour cela, ils exproprient les biens de l'Eglise, ils suppriment les couvents pour les transformer en écoles et collèges publics, ils chassent les derniers jésuites espagnols du territoire colombien.

Depuis l'indépendance, le développement de l'enseignement en Colombie est marqué par les guerres civiles qui éclatent entre 1839 et 1841, 1859 à 1862, 1876 à 1877, autrement dit par une période d'instabilité politique qui voit le pays en proie aux conséquences de trois guerres civiles et d'un coup d'état. Dans ce contexte, l'enseignement est plongé dans une crise profonde, malgré la bonne volonté et les initiatives prises par les différents gouvernements libéraux ou conservateurs de l'époque. Notons à ce titre certaines initiatives et mesures prises en faveur de l'enseignement par José Marquez, qui en 1842 crée les Universités de Bogotá, Popayan et Cartagena, avec les premières facultés de philosophie et littérature, sciences physiques et mathématiques, médecine, jurisprudence et sciences ecclésiastiques. Notons également, les efforts réalisés par le président conservateur Mariano Ospina Rodríguez en 1844.

Ce président conservateur fait la Réforme Educative de 1844 dans le but de restituer le monopole et le contrôle de l'enseignement à l'Eglise par l'intermédiaire de la congrégation espagnole des Jésuites. A plusieurs reprises, en justifiant cette réforme il souligne: « *Nosotros queremos las doctrinas de los Jesuitas, que son las doctrinas del catolicismo, y queremos que ellos enseñen a nuestros hijos, justamente con las letras y las ciencias, las doctrinas religiosas y sociales que nosotros estimamos buenas, su conducta moral nos satisface, sus métodos nos parecen excelentes* ». ¹ Néanmoins, cette réforme éducative n'est pas appliquée. En 1850, le nouveau gouvernement libéral poursuit l'abolition des biens de main morte, c'est à dire la suppression des biens de l'Eglise, décrète la liberté de l'enseignement, et convertit les universités en collèges nationaux. Ensuite, les nouveaux gouvernements des radicaux-libéraux, engagent la plus ambitieuse entreprise éducative tentée au XIX^e siècle : le Décret Organique, cela dans le but d'établir l'enseignement primaire obligatoire et la neutralité religieuse dans l'enseignement.

Ils fondent l'Université Nationale, et les Ecoles Normales en faisant appel pour

¹ G. Guerrero et autres, *Educación y política en el régimen*, op. cit., p. 38 « *Nous voulons les doctrines des Jésuites, qui sont les doctrines du catholicisme, et nous voulons qu'ils enseignent à nos enfants, en même temps que les lettres et les sciences, les doctrines religieuses et sociales que nous estimions bonnes. Leur conduite morale nous satisfait et leurs méthodes nous paraissent excellentes* ».

cela à des administrateurs et des scientifiques allemands. Il s'agit donc pour les radicaux de former une élite capable d'assurer sa relève par l'intermédiaire de nouveaux établissements éducatifs avec le concours des Allemands. Or, comme nous l'avons déjà expliqué, ces établissements de même que le Décret Organique, rencontrent l'hostilité unanime de l'opinion conservatrice, et doivent faire face au manque de ressources, insuffisantes pour la scolarisation et l'enseignement scientifique et technique en Colombie, où la plupart des gens sont illettrés. Le grand nombre des enfants qui ne bénéficient d'aucune instruction, et la contribution allemande qui ne suffit pas, impliquent le recours aux congrégations catholiques françaises : la congrégation de Soeurs de la Charité, et des Frères des Ecoles Chrétiennes.

Les Frères des Ecoles Chrétiennes se sont d'abord installés en Equateur, où ils ont créé plusieurs établissements dans les principales villes jusqu'en 1877. A cette époque, ils viennent pour la première fois au sud de Colombie, mais leur premier passage dans ce pays est bref, car leurs établissements disparaissent dans la guerre civile de 1876. Par rapport à la congrégation des Sœurs de la Présentation, un traité est signé en 1873. Les six premières religieuses arrivent à Bogotá, où elles sont mises au service de l'hôpital San Juan de Dios, et ensuite au service de la léproserie d'Agua de Dios.

Il faut attendre l'échec du régime radical et l'installation du régime conservateur pour assister à l'établissement définitif des congrégations religieuses françaises en Colombie. Dans un pays constamment marqué par les guerres fratricides, l'inégalité, la fragmentation géographique, et l'isolement des régions, l'Eglise catholique reste le seul lien de cohésion de la société, malgré l'anticléricalisme exercé contre le clergé durant le début de l'indépendance et le régime fédéral. L'Eglise continue d'affermir son rôle, surtout durant la Régénération, et après la signature du Concordat. Celui-ci transforme l'Eglise en élément essentiel de l'ordre politique imposé par les gouvernements régénérateurs. A la suite de la signature du Concordat, l'Eglise catholique reprend le contrôle et le monopole de l'enseignement, en conformité avec le dogme et la morale de la religion catholique. C'est à dire que l'enseignement reprend juridiquement et institutionnellement un caractère religieux, catholique et moral. Désormais cela entraîne la présence croissante des congrégations françaises à

la tête de la réorganisation d'un système éducatif théoriquement officiel et institutionnel, mais embryonnaire et en crise permanente.

Chapitre 2

La mission des congrégations religieuses françaises en Colombie : La rechristianisation et l'enseignement (1886-1914)

L'époque de la Régénération voit l'affermissement du rôle éducatif des congrégations, qui deviennent la principale force intellectuelle par l'officialisation de la religion catholique et le retour au confessionnalisme, malgré les réticences d'une partie des élites radicales à leur encontre. Tandis que les radicaux essaient d'établir les fondements d'une société libérale, fédéraliste et laïque toujours en échec, les gouvernements régénérateurs sous l'autorité de Nuñez instaurent une contre-réforme dont l'un des buts est de redonner à l'Eglise son pouvoir économique et idéologique, par l'intermédiaire du Concordat.

En 1887, la signature du Concordat permet à l'Eglise catholique de s'affranchir de la loi d'abolition des biens de main morte. Il lui reconnaît par ailleurs des privilèges tributaires, une juridiction ecclésiastique parallèle, et la direction de l'enseignement primaire et secondaire. Les gouvernements régénérateurs redonnent à l'Eglise le monopole de l'éducation grâce à son rôle de guide de l'instruction. Ainsi de nombreuses congrégations religieuses françaises sont incitées à s'installer en Colombie, en bénéficiant d'importantes prérogatives concernant la fondation des écoles, des collèges, et la formulation de plans ou programmes d'études. De plus, la pénurie d'établissements éducatifs et d'enseignants à laquelle les gouvernements ne sont pas en mesure de faire face, permet aux congrégations françaises de devenir pendant presque un demi-siècle, les principales formatrices des élites colombiennes, dans un moment où paradoxalement en France, débute une période des réformes visant à laïciser l'enseignement.

Ces réformes commencent dès le début du XIX^e siècle avec la montée du radicalisme en France, et elles prescrivent d'exclure progressivement les maîtres congréganistes des établissements éducatifs. Dès lors, les congrégations qui avaient échappé à l'exclusion au titre d'associations caritatives sont frappées par les nouvelles lois de 1901 et 1904 sur la laïcisation de l'éducation. Dans ce contexte de laïcisation de l'éducation en France, il faut s'attendre à l'exode général des congrégations hors de ce pays, provoqué par ces lois, exode qui ne cesse d'augmenter avec la loi du 7 juillet

1904. Ainsi, plusieurs de ces congrégations religieuses obligées de prendre la route de l'exil s'installent en Amérique Latine et ailleurs. De cette façon, tandis qu'en France l'enseignement congréganiste est interdit, de nombreux pays parmi lesquels le Brésil, le Venezuela, le Mexique accueillent les congrégations chassées du territoire français. La Colombie leur réserve aussi un accueil très favorable.¹

En Colombie à partir des années 1890, le nombre de congrégations de Sœurs et de Frères catholiques français augmente du fait de leur expulsion de France; et la Colombie favorise leur établissement définitif avec la fondation de nombreux collèges, écoles, séminaires, noviciats, hôpitaux, maison de retraites et foyers. Parmi ces congrégations, nous trouvons les congrégations enseignantes masculines et féminines, les congrégations charitables, et les congrégations missionnaires. Parmi les congrégations enseignantes masculines notons les Frères des Ecoles Chrétiennes, les Frères Maristes, et les Frères Lazaristes ; chez les congrégations enseignantes féminines, les Sœurs de La Présentation de Tours, les Sœurs de la Société du Sacré Cœur; et parmi les congrégations missionnaires celle des Pères Eudistes. Toutes ces congrégations jouent un rôle défini dans le processus d'accomplissement de l'Etat-Nation en Colombie durant la période de la Régénération.

Ainsi les congrégations enseignantes sont chargées de la direction et de l'orientation de l'enseignement. Les congrégations missionnaires sont vouées en particulier à la formation du clergé, et les congrégations charitables sont destinées au domaine de la santé et des œuvres sociales. Elles contribuent en même temps à la diffusion de la langue et de certains modèles de la civilisation française, comme ceux de l'enseignement et de la santé. Ces modèles sont adoptés par des élites qui se veulent héritières de l'humanisme éclairé français, et s'accordent à trouver dans la culture française le complément de leur culture nationale, un enrichissement qui s'ajoute à leur identité sans l'altérer. Il est évident qu'en Colombie la culture française jouit d'un prestige et possède un attrait qui fait qu'elle est attendue, recherchée, demandée et réclamée, par des élites ouvertement admiratrices de la pensée, des arts, et de la science française.

¹ G. Matthieu, *Une ambition sud-américaine*, op. cit., p. 75.

En conséquence, la présence des congrégations françaises en Colombie obéit à la volonté des autorités gouvernementales qui ont l'appui des élites amies de la culture française. Les gouvernements français se limitent à assurer leur collaboration avec ce pays qui cherche l'aide des acteurs culturels français. Grâce au rayonnement de congrégations, la civilisation française est perçue comme un modèle à imiter par les élites colombiennes qui considèrent aux congrégations comme un instrument ou un agent principal et nécessaire à la vraie civilisation de la société colombienne. En ce sens, ce sont les élites colombiennes qui choisissent les religieux français comme leurs véritables éducateurs, en leur permettent d'accéder au prestige, d'autant plus qu'une grande partie de ces congrégations sont chargés de l'instruction des classes aisées appartenant au gouvernement, à l'armée et au clergé.

Dès la première présidence de Rafael Nuñez, débutent les démarches pour faire revenir les congrégations françaises en Colombie. Pour cela Nuñez nomme Vicente Restrepo, et ensuite à l'archevêque de Bogotá Bernardo Herrera, qui signe les premiers contrats avec les congrégations françaises. Au Vatican, le pape Léon XIII se montre très intéressé à soutenir la rechristianisation que la Colombie est en train de vivre. Très à l'écoute de l'ancien évêque de Cartagena Eminence Mieczyslaw Ledóchowski, désormais nommé cardinal au Vatican, il nomme Eugène Biffi nouvel évêque de Cartagena. A la suite de cette nomination, Biffi a la mission de rechristianiser Cartagena sous les ordres du cardinal Ledóchowski qui se manifeste très inquiet sur le sort de cette ville, car d'après le cardinal Cartagena : « *Risque de tomber dans l'incrédulité et la corruption par le manque de prêtres* ». ¹

Autrefois évêque de Cartagena, ce cardinal avec le missionnaire Biffi sont expulsés par les radicaux durant l'époque du régime fédéral en 1862. Mais, en 1883 le contexte est plus favorable à ces religieux; ainsi grâce à l'aide du cardinal, Biffi arrive à Cartagena en tant qu'évêque de la ville, afin de mettre en place une structure institutionnelle qui permette la rechristianisation de la société colombienne. Aussitôt que Biffi est à Cartagena, il sollicite du supérieur général de la congrégation de Jésus et Marie un groupe des pères Eudistes afin de former les premiers prêtres du clergé colombien. Biffi écrit au supérieur de la congrégation le père Le Doré : « *Mon cœur*

¹ François Chevrollier, *Histoire des Eudistes en Colombie, première partie 1883-1894*, Paris, 1968 p 9

*me dit que les Eudistes sont destinés à régénérer mon troupeau en lui redonnant de bons pasteurs ».*¹ Après une courte période d'incertitude étant donné les conditions de précarité et la faiblesse numérique dans laquelle se trouve cette congrégation, le père Le Doré répond à Biffi: « *Le désir de Léon XIII est l'expression de la volonté de Dieu*», et il accepte d'envoyer des religieux eudistes vers Cartagena.

En 1884, les Eudistes rouvrent l'ancien séminaire de Cartagena: San Pedro Claver, fondé par les jésuites espagnols, désormais converti en le plus important centre ecclésiastique pour la formation du clergé en Colombie. Dans ce séminaire, le clergé colombien est formé suivant les orientations du Vatican, lesquelles sont partagées par les élites colombiennes qui souhaitent des prêtres savants plutôt que des prêtres zélés,² c'est à dire des agents culturels chargés de civiliser la société colombienne. De plus, les autorités gouvernementales afin d'empêcher des obstacles dans l'exercice de congrégations séparent la question religieuse de la question politique. Autrefois en Colombie, l'alliance entre l'Eglise et les partis politiques avait provoqué l'expulsion du clergé. Sur ces orientations, le gouvernement colombien aide financièrement à l'ouverture de séminaires dans tout le pays. En 1888, avec l'aide de l'état colombien l'évêque d'Antioquia confie aux Révérends Pères Eudistes la direction du séminaire de cette ville, un des plus importants du pays

A cette occasion très importante, le président Rafael Nuñez, concède un entretien au directeur du séminaire à Cartagena, le père Théodore Hamon qui, accompagné d'un groupe d'Eudistes, part vers Medellín dans le but d'ouvrir le nouveau séminaire et contribuer ainsi à la formation du clergé dans cette ville. A la suite de cette entrevue un des Eudistes participants, le Père De Martini, raconte : «*Nous fûmes admis aussitôt, et le chef d'état, homme d'un certain âge déjà, mais à la figure énergique, nous entretint pendant quelques instants avec bienveillance et fit des vœux pour la réussite de nos œuvres. Il paraît très bien disposé, et, tant qu'il sera au pouvoir, jusqu'en 1892, il n'y aura pas à craindre pour la religion. C'est lui qui a signé le Concordat avec Léon XIII* ».³ Après, le Père De Martini révèle que lui et le groupe des religieux

¹ F.Chevrollier, *Histoire des Eudistes en Colombie, op. cit.*, p. 11

² F.Chevrollier, *Ibid.*, p. 11

³ F.Chevrollier, *Histoire des Eudistes en Colombie, op. cit.*, p. 65

Eudistes sont très bien accueillis par le gouverneur du département, le général Velez.

L'explication de la bienvenue des Eudistes par le président Nuñez et les principales autorités de Cartagena, se trouve dans les intentions du gouvernement pour rechristianiser le pays, afin de l'amener à l'ordre et au progrès; elle est à la base de la cohésion sociale dont le pays a besoin pour sortir du retard et du sous développement. Bien entendu, Nuñez n'est pas le seul à avoir ces intentions; il n'est pas non plus seul dans cette tâche pour la rechristianisation du pays. A côté de lui, d'autres autorités parmi lesquelles l'ex-président conservateur Mariano Ospina Rodríguez, le général conservateur Joaquin Velez chargé d'affaires au Saint Siège, l'archevêque de Bogotá Bernardo Herrera, le cardinal italien Jacobini, le cardinal Emince Miecislav Ledóchowski, et l'évêque de Cartagena Eugène Biffi. Avec la bénédiction du pape Léon XIII, ils tentent d'accomplir leur tâche en utilisant le concours des congrégations enseignantes, missionnaires et charitables des religieux français.

Pendant la Régénération ces congrégations sont chargées de continuer l'instruction des élites. Instruction depuis longtemps entreprise par les Jésuites espagnols, mais toujours contrariée, vu le retard du pays, l'ambiguïté des réformes et des plans d'études, et surtout à cause des confrontations politiques qui submergent la Colombie. Désormais les gouvernements de la Régénération programment en avance l'arrivée des congrégations, en dessinant un schéma où se trouve clairement spécifiées la structure organisatrice, la distribution géographique et la mission assignée à chacune des congrégations à venir. L'arrivée de ces congrégations obéit ainsi à l'existence d'une pensée réfléchie parmi les gouvernants et les élites colombiennes, en faveur de la rechristianisation.

S'il est vrai que l'implantation des congrégations enseignantes françaises en Amérique Latine obéit en partie au besoin de scolarisation des enfants des colonies françaises au sein du pays d'accueil, en Colombie, l'implantation de congrégations s'inscrit dans un mouvement de rechristianisation du pays qui requiert l'instruction des élites ne disposant que d'un système éducatif embryonnaire depuis 1886. La surabondance des effectifs religieux d'une France laïcisée permet de répondre largement à l'appel des gouvernements colombiens qui favorisent la création de nombreuses écoles congréganistes primaires et secondaires, scolarisant non seulement

les enfants des ressortissants français, mais surtout une grande fraction des enfants des classes dirigeantes.

Toutefois, le gouvernement français s'est borné à donner son consentement en faveur de la présence des congrégations en territoire colombien, en échange de la subordination et de l'engagement des congrégations à servir l'Etat français républicain et à se soumettre au contrôle des diplomates en poste dans ce pays. Les moyens financiers nécessaires au déplacement et à l'installation des congrégations françaises en ce pays sont à la charge et à l'initiative du gouvernement colombien soutenu par les élites conservatrices et l'Eglise catholique sur l'avis du Vatican. C'est seulement dans la mesure où les congrégations agissent de façon efficace en faveur de la langue et de la culture française qu'elles pourront réclamer un soutien effectif du gouvernement français. Cela devient une évidence au lendemain de la première guerre mondiale.¹

Après cette guerre, alors que le puissant courant d'anticléricalisme a quelque peu perdu de sa superbe dans les grandes villes de France, et que la concurrence allemande sur le continent latino américain commence à inquiéter le gouvernement français, celui-ci assure son appui financier et son soutien moral aux écoles religieuses et secondaires créées par les congrégations. Avant la première guerre, les congrégations ont surtout le soutien de la population, du gouvernement et de ses alliés politiques sur tout le territoire national où elles se sont déployées depuis 1886. Ces congrégations arrivent d'abord dans les villes les plus importantes du pays comme Medellín, la ville la plus catholique et conservatrice du pays. Ensuite, elles essaiment par tout le pays, dans la capitale Bogotá, et la ville de Cartagena où la présence des congrégations est bien accueillie par la société. Enfin, elles s'établissent dans les régions de l'Amazonie, de l'Orénoque, les petits villages des Andes et même sur la côte Pacifique.

Les congrégations ont déjà leur propre mission définie avant de venir en Colombie, et les gouvernements de la Régénération leur assignent essentiellement le contrôle et le monopole de l'instruction religieuse pour rechristianiser le pays. Mais comme nous le disions auparavant, parmi ces congrégations arrivées en Colombie nous ne trouvons pas seulement les congrégations enseignantes, mais aussi des

¹ F. Chevrollier, *Histoire des Eudistes en Colombie, op. cit.*, p. 65

missionnaires et des ordres charitables, lesquels sont mis au service de l'instruction. Ainsi les congrégations enseignantes comme celles des Frères Chrétiens, les Maristes et les Lazaristes, sont chargées plus concrètement de l'enseignement primaire et supérieur des jeunes dans les principales villes du pays. La congrégation des Eudistes est chargée seulement de l'instruction du clergé catholique sur la côte et au centre du pays, tandis que les congrégations charitables comme celles des Sœurs de la Présentation sont chargées de l'instruction des filles dans les principales villes du pays.

L'arrivée des congrégations françaises répond au projet éducatif des gouvernements de la Régénération, basé sur une solide éducation morale et chrétienne. De ce point de vue, le rôle éducatif des congrégations coïncide avec le projet éducatif des gouvernements de la Régénération qui visent la rechristianisation du pays par l'intermédiaire de l'enseignement religieux. Le but essentiel de l'enseignement proposé par les congrégations religieuses est la formation chrétienne des élèves en leur apprenant les principes du respect, l'amour de la religion, de la patrie et de la famille, et ces principes sont la base sur laquelle les gouvernements dits de la Régénération désirent orienter l'enseignement des élites.

En outre, le contrôle que les congrégations exercent sur l'enseignement comprend la faculté de choisir les livres de religion et de morale pour tous les niveaux d'enseignement, de quoi rassurer les autorités gouvernementales. Les gouvernements de la Régénération confèrent aux congrégations un pouvoir sur les enseignants et sur le contenu de l'enseignement, ce qui renforce l'engagement de ces mêmes gouvernements à interdire tout type d'enseignement, littéraire ou scientifique, qui divulguerait des idées contraires au dogme catholique, au respect et à la vénération dus à l'Eglise. A vrai dire, les gouvernements de cette époque ont grand intérêt à préserver la cohésion sociale, en utilisant l'instruction en tant qu'élément idéologique d'unification sociale, afin d'apaiser les tensions politiques qui marquent le pays.

Cela explique certaines mesures prises par ces gouvernements (comme celle de mettre sous la direction des congrégations les établissements éducatifs créés par l'état colombien), mesures proclamées autrefois dans les plans d'études, comme celui d'Ospina Rodríguez, par les élites conservatrices avant l'époque de la régénération, en

1844. A plusieurs reprises l'inspirateur de ce plan éducatif, l'ex président Mariano Ospina Rodríguez, en justifiant l'importance de mettre sous la direction des congrégations les établissements éducatifs créés par l'état colombien disait: «*el poder de la educación es tan grande, que puede hacer de un niño un héroe, un santo o un bandido miserable*». ¹ En accord avec Ospina, le devoir des gouvernements est de former de bons chrétiens, voire des citoyens de bien et de bons patriotes, ce que proposent les congrégations dans leur rôle de maîtres de la société colombienne. Avant la Régénération, les élites conservatrices se montraient déjà intéressées à la formation chrétienne donnée par les congrégations, mais pour réaliser leurs aspirations, il leur a fallu attendre l'époque de la Régénération.

Dans le domaine de l'enseignement, plusieurs mesures prises durant l'époque de la Régénération sont basées sur les lois ou plans d'études proposés par l'ancien gouvernement conservateur de Marino Ospina Rodríguez. A ce sujet, l'image de cet ancien président est très révélatrice du consensus existant parmi les élites conservatrices autour de l'idéal éducatif avant l'époque de la Régénération. Les élites de l'époque de la Régénération comme les élites conservatrices d'autrefois sont convaincues de l'importance de la formation chrétienne, mais en la complétant avec une instruction scientifique et technique. Cela devient évident pour ces gouvernements qui ont fait du progrès et de la civilisation le but final de leur politique en utilisant l'ordre.

Dans l'optique de ces gouvernements, l'adoption du progrès est un signe d'appartenance à la civilisation, voire un synonyme de réussite économique, de maîtrise des techniques et de capacité d'innovation. Tout cela, explique l'intérêt de ces gouvernements conservateurs pour une instruction « moderne », c'est à dire orientée vers la science et la technique, afin de parvenir au progrès, et à la civilisation du pays. Depuis 1844, les conservateurs expriment déjà leur besoin d'un enseignement « moderne », car la Colombie de cette époque manque de professionnels formés dans les domaines de la science et de la technique. Mariano Ospina Rodríguez est le premier à manifester cette inquiétude en tentant de justifier

¹ G. Guerrero et autres, *Educación y Política en el régimen*, op. cit., p. 182, « *Le pouvoir de l'éducation est si grand qu'il peut faire d'un enfant un héros, un saint ou un bandit miserable* »

son plan des études.

A cette époque là, il regrette déjà le manque d'ingénieurs, d'agronomes, de commerçants et de techniciens dans le pays. Ainsi il critique les plans d'études proposés par les libéraux, incapables à son avis de remédier au manque de ces catégories professionnelles: « *Después de cuarenta años, el país carece de una escuela de minas, bien establecida, pero en cambio tiene un numeroso personal de tinterillos, políticos, pensionados, generales, copleros, literatos ramplones y aun literatos clásicos, suficientes para satisfacer la demanda de la Gran Bretaña y de los Estados Unidos* ». ¹ Les gouvernements conservateurs ont toujours été attirés par une éducation orientée vers la « modernité », c'est à dire vers l'utilité, le pragmatisme et la rentabilité, qu'ils assimilent au progrès.

Mariano Ospina insiste déjà sur sa préférence pour ce type d'éducation dans son plan d'études, quand il dit: « *las ciencias y profesiones practicas, posibilitan la formación de ciudadanos capacitados para el fomento de varias industrias, el desarrollo del país, la consolidación y crecimiento de las riquezas nacionales* ». ² Les gouvernements conservateurs d'autrefois comme la plupart de ceux de l'époque de la Régénération ont toujours préféré un enseignement autant pratique que catholique. Cela permet de comprendre le besoin qu'ont ces gouvernements des congrégations comme véritables maîtres ou agents de civilisation. Ces gouvernements expriment leur besoin de religieux savants plutôt que de religieux zélés, véritables maîtres, partisans d'un enseignement religieux mais surtout pratique.

En bref, les gouvernements conservateurs pendant la Régénération ont besoin de rechristianiser le pays avec le concours des congrégations religieuses françaises, qui ont le contrôle et le monopole d'une instruction à la fois catholique et « moderne ». D'une certaine façon, ces gouvernements ont besoin d'une instruction confessionnelle afin de rechristianiser la société colombienne, mais d'autre part, ils ont besoin d'une

¹ G. Guerrero et autres, *Educación y Política en el régimen*, op. cit., p. 185, « *Desde 40 años, el país carece de una escuela de minas bien establecida, pero en cambio tiene un numeroso personal de tinterillos, políticos, pensionados, generales, copleros, literatos ramplones y aun literatos clásicos, suficientes para satisfacer la demanda de la Gran Bretaña y de los Estados Unidos*. »

² G. Guerrero et autres, *Ibid.*, « *las ciencias y profesiones practicas forman a los ciudadanos aptos para crear diversas industrias, desarrollar el país, consolidar y acrecentar las riquezas nacionales*. »

instruction pratique basée dans la science et la technique afin de mener le pays à la civilisation, la modernité et le progrès. Cela explique l'exigence pour ces gouvernements de religieux savants. C'est alors que les religieux deviennent désormais la principale force intellectuelle et la pierre angulaire de l'action culturelle française en ce pays, et dans ce rôle ils favorisent l'implantation d'un système éducatif à l'image des modèles déjà existants ou appliqués en France. Car la structure, les conceptions pédagogiques, méthodologiques, et les nouveaux domaines de la science et de la technique du modèle éducatif de l'enseignement colombien de la fin du XIX^e siècle construit par les congrégations, sont des emprunts au modèle éducatif français.

Chapitre 3

Les emprunts du modèle éducatif colombien au modèle français

A la fin du XIX^e siècle, l'accomplissement de ce qui deviendra le modèle éducatif colombien est très lié au système embryonnaire d'éducation public et non confessionnel construit depuis l'indépendance. Ce système qui demeure la synthèse très ambiguë et conflictuelle de l'application des divers plans ou lois d'études, s'est trouvé dans une crise permanente. D'après des informations contenues dans certains rapports de la chancellerie française à Bogotá de 1885 à 1892, ce système éducatif apparaît comme une simple structure organique-administrative composée des écoles primaires, et des collèges comme le collège de l'Indépendance, le collège du Rosario, le collège de San Bartolome, le collège de Colon, le collège de la Merced, le collège Américano, le collège Araujo, le collège Rueda, le collège National. Ils sont situés pour la plupart à Bogotá, et dans certaines villes principales des régions du pays.¹

Ce système éducatif comporte aussi des établissements de l'enseignement supérieur, parmi lesquels l'Ecole Normale Supérieure consacrée à la formation d'instituteurs et institutrices pour tout le territoire national, l'Ecole de Beaux-Arts en projet de création depuis 1882, l'Ecole des Mines placée à Medellín, l'Université Nationale et l'Université Républicaine. Bogotá est la seule ville qui bénéficie de ces centres éducatifs fréquentés généralement par des étudiants des classes aisées en provenance du département d'Antioquia et de la capitale. Les étudiants arrivés à l'Université Nationale poursuivent leurs études supérieures dans les facultés de mathématiques, de droit, de médecine et de sciences naturelles. L'Université Républicaine qui dispose uniquement d'une faculté de droit est fréquentée seulement par des élites du parti libéral. Elle est sous la direction de Santiago Perez, ex-président libéral de la République et littérateur éminent.

D'autre part, comme l'exercice des professions du droit et de la médecine est libre, les titres ou diplômes attribués dans ces universités et dans les écoles supérieures de l'Etat, n'ont pas plus de valeur d'un point de vue légal, que ceux donnés dans les

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 2-P. 303, le chargé d'affaires à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 26 septembre 1892.

établissements privés.¹ Dans ce contexte, l'action éducative des congrégations françaises s'avère capitale pour les gouvernements colombiens qui ont l'ambition de scolariser la société et font de l'éducation un enjeu essentiel pour l'affirmation d'un véritable Etat-Nation en Colombie. À partir de 1890, ces congrégations deviennent les meilleurs agents ou acteurs privés de l'action culturelle française par leur influence remarquable dans le champ éducatif, où elles sont à la tête des établissements privés et publics pour l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.

Les Frères des Ecoles Chrétiennes deviennent la plus importante congrégation dans le champ de l'enseignement en Colombie. Pourtant, dès la fin du XIX^e, de nombreuses autres congrégations masculines, parmi lesquelles l'ordre des Frères Maristes, s'adonnent à l'éducation des jeunes garçons dans les écoles et collèges privés principalement. Les Maristes sont d'abord chargés de l'enseignement primaire à Popayan en 1889. Mais très rapidement, ils abandonnent ce secteur éducatif pour diriger l'école normale du département du Cauca et fonder un collège privé destiné aux jeunes gens, afin de se consacrer à la formation des élites, plus prestigieuse et plus rentable. De Popayan, les Maristes essaient dans la région; ils fondent des collèges dans toutes les villes des départements du Nariño, Cauca, Tolima et Caldas. Toutefois, leur influence reste régionale et ne s'étend pas jusqu'à Bogotá.²

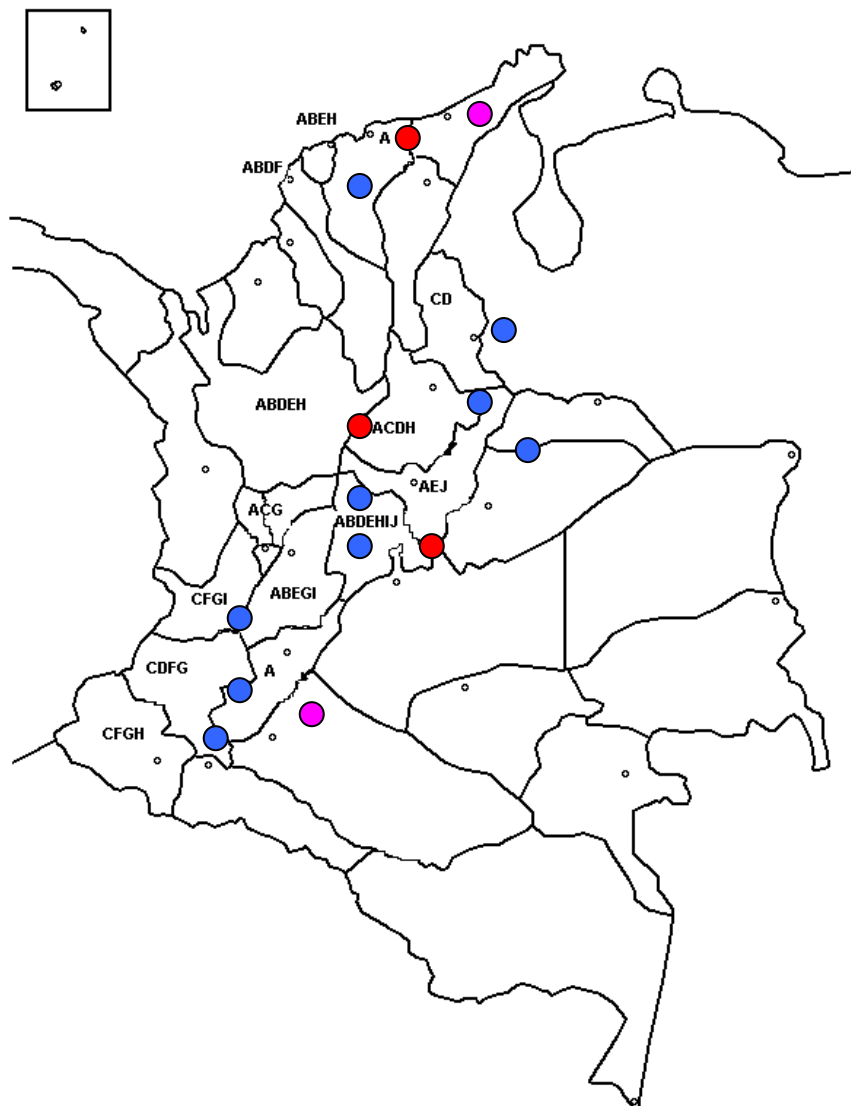
Une autre congrégation masculine importante dans l'enseignement est la congrégation Saint-François de Sales, qui fonde sa première école en 1890, et ensuite le Collège Léon XIII, établissement privé. Au début du XX^e siècle, les frères salésiens ouvrent une section de baccalauréat classique à l'intention des garçons les plus riches. Il en est de même dans les écoles « Saint-Jean Bosco » de Barranquilla et de Tunja. Mais en dehors de ces exceptions, les frères salésiens restent fidèles à leur mission principale: l'éducation chrétienne de la jeunesse pauvre et nécessiteuse dans des écoles de formation industrielle et agricole. A cette époque, les Maristes, mais aussi la congrégation des Frères des Ecoles Chrétiennes, ont la place la plus importante dans

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B- Cote 2-Page 264, le chargé d'affaires à Bogotá à M. Alfred Laberbis, précepteur à Paris, Bogotá, le 18 juillet 1895.

² C A D Nantes- Bogotá, Service des œuvres français-Série A l'Etranger N° 449, le charge de la Légation de France en Colombie à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 1 juillet 1938.

le domaine de l'enseignement, étant donné leurs apports au système éducatif colombien, empruntés au modèle éducatif français comme nous voulons le montrer à la suite, à l'aide de cette carte et des tableaux, ceux de la répartition géographique des congrégations, l'importance numérique des élèves inscrits dans les établissements des Frères des Ecoles Chrétiennes et des Maristes.

Carte n°2
Implantation des principales Congrégations religieuses dans l'enseignement
secondaire colombien avant 1930.



Implantation :

- Forte
- Moyenne
- Faible
- Nulle

CONGREGATIONS:

- A : Sœurs de la Présentation.
- B : Frères Ecoles chrétiennes
- C : Sœurs Bélemnites.
- D : Jésuites.
- E : Pères Salésiens.
- F : Sœurs Franciscaines.
- G : Frères Maristes.
- H : Filles de Marie Auxiliatrice.
- I : Filles de la charité de Saint-Vincent de Paul.
- J : Dominicains et religieuses tertiaires dominicaines.

Source : D'après Aline Helg, *Implantation des principales Congrégations religieuses dans l'enseignement secondaire colombien avant 1930*, *Civiliser le peuple*, op.cit., p.63. Tableau n° 13

Tableau n° 14
**Etablissements scolaires et nombre des élèves de la congrégation des Frères des
 Ecoles Chrétiennes en Colombie pendant l'année 1900**

Sièges des établissements	Désignation des établissements	Nombre et nationalité des Frères			Nombre des élèves
		Français	Colombiens	Total	
Bogotá	Collège Saint-Bernard	5	4	9	325
Bogotá	Pensionnat La Salle	11	4	15	128
Bogotá	Orphelinat	3	3	6	135
Chapinero	Noviciat	2	1	3	12
Medellín	Collège Saint-Joseph	7	3	10	330
Medellín	Ecole Gratuite	7	3	10	358
Marinilla	Collège Saint-Joseph	3	3	6	82
Marinilla	Ecole gratuite	3	3	6	165
Barranquilla	Ecole gratuite	3	3	6	142
Honda	Ecole gratuite	2	3	5	319
Totaux	10 Etablissements	36	24	60	1996

Source : D'après le chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. AMAE-Paris-Serie affaires diverses commerciales. Enseignement du français en Amérique Latine. 1895-1901; Carton 120. Bogotá, 18 janvier 1990.

Tableau n° 15

Etablissements scolaires et nombre des élèves de la congrégation des Frères Maristes en Colombie 1900

Sièges des établissements	Nombre et nationalité des Frères Maristes				Nombre d'élèves
	Français	Colombiens	Espagnols	Total	
Popayan	7	3	1	11	643
Buga	4	4		8	350
Cali	14	7	1	22	810
Cartago	3	2	1	6	325
Palmira	6	4		10	420
Pasto	5	4		9	680
Quilichao	2	3		5	282
Tulua	2	1		3	205
Tuquerres	3	2		5	330
Quibdo	2	2		4	150
Ibague	4	1	2	7	280
Neiva	3	1	1	5	240
Timaná	1	2	1	4	140
13 établissements	56	36	7	99	4855

Source : D'après le chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. AMAE-Paris-Serie affaires diverses commerciales. Enseignement du français en Amérique Latine. 1895-1901; Carton 120. Bogotá, 18 janvier 1990.

Les apports des Frères des Ecoles Chrétiennes : l'enseignement secondaire moderne et l'accès des couches sociales populaires à l'enseignement supérieur :

L'enseignement secondaire moderne:

Depuis leur arrivée, les Frères des Ecoles Chrétiennes sont chargés de l'administration des établissements éducatifs, afin de mettre en marche l'instruction primaire, secondaire et supérieure, contrariée pendant de longues années à cause des guerres civiles. Ils sont chargés de la création des écoles gratuites. Les représentants diplomatiques français dans leurs rapports ne manquent pas de rappeler l'importance du rôle éducatif exercé par cette congrégation surtout en Colombie, même si elle joue un rôle vraiment important dans les autres pays latino-américains déjà mentionnés. En Colombie, les Frères, affiliés à la mission Saint Jean Baptiste ont la réputation de grands pédagogues, car ils font de l'enseignement le but principal de leur mission dans les villes de Medellín, Baranquilla et Bogotá, où ils prennent la direction d'établissements de l'enseignement secondaire, et créent des écoles primaires gratuites pour les enfants des classes moins favorisées, avec le soutien de l'Etat colombien.

La création des écoles gratuites commence à Medellín où ils ouvrent d'abord le premier établissement d'instruction primaire en faveur des enfants des classes aisés, le collège Saint Joseph, avec plus de 500 élèves, et ils créent un orphelinat. Ensuite, ils créent la première école gratuite avec l'aide du gouvernement d'Antioquia, qui accède à la demande des Frères de mettre à leur disposition des instituteurs au service de cette école, au nom de Jean Baptiste de la Salle, qui compte en peu de temps 8 classes et 650 élèves après 1890.¹ Au début du XX^e siècle, les Frères continuent de fonder des écoles gratuites dans les faubourgs de Medellín, comme celle de San Benito, et dans les petits villages reculés du département d'Antioquia parmi lesquels Sonson, Jérico, la Ceja et Yarumal, dont les écoles comptent chacune un peu plus de 300 élèves. Cela grâce au soutien du gouverneur du département qui rétribue financièrement les instituteurs des écoles gratuites des Frères.²

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B- Cote 8, le chargé d'affaires à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 24 février 1915.

² *Ibid.*, le 24 février 1915.

A partir de 1892, les Frères étendent leur œuvre vers la capitale, en calquant le même processus qu'à Medellín. C'est ainsi qu'ils fondent le collège Saint Bernard avec un personnel de cinq enseignants et trois classes. Il compte 300 élèves deux années après sa fondation. En 1896, ils fondent le collège La Salle avec un pensionnat. La Salle devient le collège le plus réputé de Colombie, avec 350 élèves. Cet établissement, toujours actif, demeure le principal foyer des sciences naturelles du pays. Ici est inauguré le premier musée d'histoire naturelle, sous la direction du père Apollinaire Marie. Il crée, avec l'aide de ses confrères et certains missionnaires qui parcourent le territoire national, la collection d'espèces de flore et de faune la plus importante de l'époque. Cette collection compte plus de 54853 spécimens en provenance de tous les coins du territoire national. Parmi celles-ci: 614 spécimens préhistoriques, 403 mammifères, 3477 oiseaux, 300 reptiles, 10000 coléoptères, 10553 lépidoptères, 510 orthoptères, 280 neuroptères, 927 hyménoptères, 377 diptères, 1187 hémiptères, 4153 coquillages, 170 objets marins, 300 nids et œufs, 6800 plantes, 7217 minéraux et roches, 7550 fossiles et 40 fruits curieux.¹

Cette collection bénéficie d'une reconnaissance internationale si importante qu'à plusieurs reprises, certains chargés de musées d'histoire naturelle à Paris veulent compléter leurs collections en utilisant pour cela la collaboration du père Apollinaire qui accède à leurs demandes, et leur envoie certaines espèces. Or, le musée d'histoire naturelle de La Salle n'attire pas seulement l'attention des musées de Paris. A Bogotá certains intellectuels attirés par l'étude des sciences naturelles, très admirateurs du musée de La Salle, font partie de la première Société des Sciences Naturelles créé sur l'initiative du père Apollinaire, en 1912. Cette société compte parmi ses membres honoraires certains scientifiques comme M.A.N. Fasel, naturaliste du musée de Vienne, qui étudie les lépidoptères du globe entier et en particulier ceux de Colombie, et le naturaliste français Paul Dognin qui étudie les hétérocéides sud-américains.²

Egalement, cette société gagne très vite les sympathies de Vicente Concha, Président de la République, un des associés bienfaiteurs de cette société, ainsi que de

¹. C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B- Cote 8, le chargé d'affaires à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 24 février 1915.

² *Ibid.*, le 24 février 1915.

Miguel Abadia Mendez, le ministre de l'intérieur, le général Carlos Cuervo Marquez, Liborio Zerda, ces deux derniers anciens ministres de l'instruction publique et naturalistes distingués. De plus, durant les années de 1912 à 1913, la Chambre des députés de la Colombie vote un subside financier annuel destiné à financer deux projets scientifiques : la création et la publication d'une revue qui est l'organe officiel de la société, ainsi que la création d'une bibliothèque scientifique spécialisée en sciences naturelles. Enfin, l'idée du père Apollinaire de créer des musées d'histoire naturelle est reprise par d'autres établissements éducatifs comme le collège Saint Joseph à Médellin où les Frères fondent un autre musée de sciences naturelles.¹

En outre, le début l'instruction secondaire donnée par les Frères dans les collèges de jeunes gens, met l'accent sur l'enseignement des sciences naturelles et des mathématiques, dans le but d'instruire les élèves par un enseignement technique et moderne, rompant avec l'enseignement essentiellement littéraire prédominant avant leur arrivée. Cela séduit les autorités colombiennes qui s'efforcent de prendre certaines mesures législatives afin d'intensifier l'enseignement technique. Mais à ce moment là, les maîtres secondaires manquent de formation scientifique, et les parents d'élèves ont une attitude conservatrice dans le choix des études de leurs enfants. Ils préfèrent donc les orienter vers le baccalauréat classique et littéraire, menant aux carrières traditionnelles du droit et de la médecine qui conduisent avec certitude à une bonne situation, plutôt que de tenter de nouvelles voies plus aléatoires. Pour les collèges privés et officiels, il est d'ailleurs plus avantageux d'offrir un programme d'études classiques, moins coûteux qu'un programme scientifique.

Le baccalauréat technique et moderne est la création des Frères des écoles chrétiennes. A ce sujet, Aline Helg affirme: « *ce sont les Frères des Ecoles chrétiennes, par l'importance qu'ils donnent aux mathématiques dans leurs horaires scolaires et par l'influence qu'ils exercent sur les autres collèges, qui contribuèrent le plus à faire admettre la nécessité d'un tel enseignement* ».² Selon Aline Helg, les jeunes Colombiens font souvent une bonne partie de leurs études dans la langue de

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B- Cote 8, le chargé d'affaires à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 24 février 1915.

² A. Helg, *Civiliser le peuple, op. cit.*, p.67.

Molière. Les mathématiques et les sciences sont enseignées par des religieux français et à l'aide de manuels français. La langue française fait partie du programme et dans les grands établissements des Frères, il est courant de parler français même durant les récréations, dès la troisième année secondaire.

Dans ces collèges, l'éducation secondaire destinée surtout à la future élite de la Colombie, va se poursuivre durant tout le XX^e siècle et contribuer à élargir le fossé entre la classe dirigeante et le reste du pays. Au cours du XIX^e siècle, en suite aux voyages en France de l'élite et à la venue en Colombie des religieux français, une partie des Colombiens rejette l'héritage espagnol commun pour adopter une culture française, dont les couches moins favorisées sont presque exclues. Désormais cette minorité de Colombiens s'identifie à l'élite culturelle des capitales européennes, s'isolant des couches populaires du pays, malgré certains efforts très louables des Frères pour développer les écoles gratuites, un enseignement populaire conforme au cadre déjà utilisé en France, de coopération avec l'Etat en matière éducative.

La congrégation oriente certains collégiens vers les trois noviciats qu'elle ouvre à Bogotá, Medellín et Barranquilla. Elle assure ainsi le remplacement progressif de ses membres français par des Colombiens, devenant ainsi la principale communauté religieuse masculine du pays qui a des écoles gratuites. L'œuvre des Frères ne se borne pas seulement au rayonnement des élites de la capitale ou à l'instruction secondaire des fils des familles riches dans le Collège la Salle à Bogotá. En 1901, ils fondent les premières écoles gratuites dans les petits villages éloignés de la capitale comme celui de Chiquinquirá, où de plus ils prennent en charge le collège « Jésus María et José » sur demande des autorités de cette province ¹ Dans les écoles et collèges créés à Medellín, à Bogotá et Barranquilla comme par exemple au collège Biffi, nommé ainsi en honneur de l'évêque de Cartagena, Eugène Biffi, les Frères adoptent les mêmes programmes, les mêmes cours, les mêmes textes, voire les mêmes stratégies pédagogiques, et méthodologiques que dans leurs établissements de France.

De plus, ils enseignent la langue française dans tous leurs établissements

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B- Cote 8, le chargé d'affaires à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 24 février 1915.

d’instruction secondaire, et l’apprentissage du français attire beaucoup d’élèves, car la connaissance de cette langue leur donne du prestige social dans les milieux distingués du pays. Dans ces mêmes collèges se forment les premiers diplômés, et le gouvernement national accorde aux Frères la faculté de décerner le baccalauréat moderne dans leurs établissements, puisque ces Frères, bien que chargés de l’instruction catholique basée sur les principes et valeurs de la morale chrétienne, enseignent la philosophie, la langue française, la littérature, et ajoutent à leurs programmes d’études une culture scientifique basée sur l’étude des mathématiques, du dessin, des sciences naturelles, et de certaines notions de commerce et la gymnastique. Ces Frères engagés à mener le pays vers la civilisation, le progrès et la modernisation, imposent aux élites qui se forment dans leurs établissements une instruction notamment scientifique très avancée par rapport aux idées des partis politiques de l’époque.

Dans les collèges comme celui de la Salle, de Saint Bernard et de Saint Joseph se forment les futurs ingénieurs, commerçants, médecins, juristes, militaires, philosophes, et le haut clergé; toute cette classe dirigeante qui plus tard aura la mission de sortir le pays de l’anarchie, du retard et du sous-développement dans lesquels il se trouve. Cela explique la préférence que les Frères accordent au baccalauréat moderne, et à l’aspect scientifique qu’ont leurs programmes basés sur les mathématiques, les sciences naturelles, et le commerce. Ce baccalauréat moderne facilite l’accès des élèves des collèges de Frères à certaines facultés de l’Université Nationale, comme celle de Droit et de Mathématiques, dont les doyens certifient la bonne réputation des élèves en langues et en mathématiques.

Ainsi le recteur de la faculté de droit de l’Université Nationale, Ignacio Piñeros dit textuellement : *« Je certifie que les 4 élèves de l’Institut de la Salle étudiants à la faculté de droit sont des élèves distingués très assidus aux cours et possédant de bonnes bases pour leurs études professionnelles; j’affirme surtout qu’ils se font remarquer par la connaissance qu’ils ont du français. »*. Le doyen de la faculté de mathématiques Alberto Borda confirme: *« 1. Que les élèves provenant des collèges dirigés par les Frères sont mieux préparés quant aux langues. 2. Qu’ils ont une bonne base en dessin et en mathématiques. 3. En un mot, ceux qui méritent le baccalauréat moderne des Frères ont triomphé plus facilement que les autres qui ont des difficultés*

dès la première année de faculté, ce qui est prouvé par les résultats obtenus aux examens qui ont été très satisfaisants pour les anciens élèves de l'Institut de la Salle ».¹

Ce témoignage n'est pas seulement le fait de certains intellectuels du pays. Dans les rapports de la chancellerie de France à Bogotá, nous trouvons d'autres témoignages à ce sujet. Parmi ceux-ci, celui de Carlos E. Restrepo, Président de la République pour le parti libéral en 1911, qui place ses trois fils au pensionnat du collège de La Salle. Ainsi deux des fils de ce président sont restés pendant les 4 ans de la période présidentielle, et le plus âgé s'est retiré après l'obtention de son baccalauréat. Ce président s'adresse ainsi aux Frères : « *Que Dieu vous récompense des soins que vous donnez à mes fils; j'espère que je pourrai en jouir longtemps encore. Comme je vous l'ai sincèrement manifesté déjà, je suis satisfait de l'enseignement que l'on donne en ce collège qui est à mon avis ce qu'il y a de plus moderne et satisfaisant dans la République ; Je le répète, que Dieu vous protège et vous fasse prospérer toujours* ».²

Par ailleurs, il faut remarquer le caractère impartial de l'instruction secondaire offerte aux élèves appartenant aux élites du pays. Cette impartialité est pleinement reconnue dans tous les milieux politiques du pays comme le montre le témoignage suivant publié dans un journal de tendance libérale qui s'exprime ainsi à ce sujet: « *L'Institut de la Salle dirigé par les Frères est sans contredit un des premiers établissements d'éducation de la république de Colombie. Le grand crédit dont il jouit est justement mérité et fait honneur à notre pays. En notre caractère d'écrivains radicaux nous le reconnaissons ainsi par esprit d'impartialité; quoiqu'on y donne une éducation chrétienne on ne fait pas de politique il n'y a pas de différences dans le traitement des élèves à quelque parti qu'ils appartiennent* ».³

Nous trouvons un autre témoignage aussi intéressant que les antérieurs, de la part des autorités françaises. L'œuvre des Frères ne passe pas inaperçue des diplomates

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B- Cote 8, le chargé d'affaires à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 24 février 1915.

² *Ibid.*, le 24 février 1915.

³ *Ibid.*, le 24 février 1915.

français à Bogotá. Depuis le début ces diplomates français présents à Bogotá manifestent leur admiration et leur respect pour la mission des Frères, en faveur de la création des écoles publiques gratuites. A ce sujet, voici le témoignage du chargé des affaires étrangères de France en Colombie, Alexandre Mancini, dans une lettre adressée au prêtre Bernon Marie visiteur des Frères : *«J'ai reçu la lettre que vous avez bien voulu m'adresser, en date du 26 avril dernier, pour m'informer que votre congrégation vient d'établir une maison d'instruction primaire à Medellín, et que l'école à été ouverte le 9 du même mois. Je vous remercie, monsieur le visiteur, de cette communication. Je connais assez l'esprit et les sentiments de patriotisme qui ont toujours animé les Frères des Ecoles Chrétiennes pour ne pas douter qu'en Antioquia, comme partout on ils sont établis, ils feront aimer le nom français. »*.¹

L'accès populaire à l'enseignement supérieur et les emprunts au modèle éducatif français: l'Ecole Normale Centrale de Bogotá et l'Ecole Centrale d'Arts et Métiers en Colombie :

L'Ecole Normale Centrale de Bogotá :

En 1902, vu le prestige et la reconnaissance dont bénéficie l'œuvre des Frères dans le champ de l'enseignement secondaire, l'ancien président de la république José María Marroquin les sollicite pour prendre en charge la direction de l'Ecole Normale Centrale de Bogotá. Cette Ecole créée depuis 1870 par les radicaux dans le but de former les premiers instructeurs professionnels des écoles primaires, n'arrive pas à démarrer étant donnée l'opposition des conservateurs et de l'Eglise catholique contre le caractère protestant de la mission éducative allemande chargée de la création de ces écoles normales. Au début du XX^e siècle, les Frères parviennent à mettre en marche l'Ecole Normale Centrale de Bogotá, sur le modèle de l'Ecole Normale de Paris, et selon les principes de la pédagogie de la Salle enrichis de certains traits de la pédagogie de Pestalozzi, déjà introduite par la mission allemande.

A l'Ecole Normale Centrale de Bogotá, les Frères forment le premier groupe d'inspecteurs provinciaux pour l'enseignement primaire, un autre groupe des

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B- Cote 2-Page 21, le chargé d'affaires à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 26 mai 1890.

directeurs chargés de mettre en place le système des écoles normales départementales toujours en panne, et poursuivent l'instruction des instituteurs professionnels des écoles primaires destinés au service de l'enseignement scolaire primaire dans tout le pays. Ces étudiants se forment dans les laboratoires de physique, de chimie les plus modernes, et dans une école annexe construite à l'intérieur de l'Ecole Normale de Bogotá consacrée à améliorer la pratique académique et pédagogique des futurs maîtres élémentaires. Le 3 février 1905, l'Ecole Normale de Bogotá ouvre ses portes avec 30 étudiants, tous boursiers du gouvernement colombien. En 1910, les Frères graduent le premier groupe de cinq diplômés, en provenance d'Antioquia et Cundinamarca. Après 1914 cette école compte plus de 120 étudiants en provenance de tous les coins du territoire national.¹

Sous la direction des Frères dans ces écoles normales dont le modèle s'inspire de leurs homologues françaises, les études ont une durée de quatre ans, à la suite desquels les candidats peuvent prétendre au diplôme de maître élémentaire. Une cinquième année leur permet d'accéder au titre de maître supérieur. Ainsi, le programme se divise en seize matières, dont naturellement celles qui figurent dans l'enseignement primaire. La formation idéologique comprend la religion et la morale, enseignées par un prêtre, et l'instruction civique. L'histoire, la géographie, les sciences naturelles font partie de la culture générale des futurs enseignants. De plus, des notions d'hygiène leur inculquent le sens d'une mission d'ordre sanitaire auprès des populations. La comptabilité les prépare à la gestion d'une école. Le dessin, le chant et la gymnastique complètent avec la pédagogie, le programme d'études, commun aux normaliens et aux normaliennes.

La pédagogie théorique et pratique tient une place importante dans les emplois du temps des élèves. Les deux premières années d'étude sont consacrées à l'histoire de la pédagogie et aux principales théories. L'influence allemande et française prédomine dans ce domaine, à la fois à cause du choix des manuels utilisés et du fait que les écoles sont confiées à des congrégations françaises comme les Frères, et les Maristes, chargés de l'Ecole Normale de jeunes gens du Tolima. Cela ne signifie nullement une

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B- Cote 8, le chargé d'affaires à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 24 février 1915.

obstruction aux innovations pédagogiques. Au contraire, « *la congrégation des Frères s'est distinguée, dès le XIX^e siècle par sa perméabilité aux nouvelles méthodes d'enseignement, puisque si elle reste très attachée au principe du besoin d'une éducation catholique pour les élèves, elle organise chaque année des séminaires de pédagogie, qui l'ont conduite à adopter, au début du XX^e siècle la méthode cyclique-concentrique, empruntée aux pédagogues allemands vers la fin du XIX^e et aux théories de l'école active.* ».¹

Après l'assimilation de la pédagogie théorique, les normaliens sont en principe initiés à la pratique dans une école primaire annexe, qui offre des conditions idéales que le maître ne trouvera plus, avec une trentaine d'élèves par classe dans les écoles annexes divisées en six classes correspondant aux six années d'enseignement primaire. Ici les enseignants présentent d'abord des leçons-modèle aux étudiants, puis ceux-ci préparent le texte de leur enseignement, le soumettent à l'approbation du professeur et donnent leur leçon sous son contrôle. En fin d'études, les étudiants avant leur graduation présentent les fameux examens terminaux, particulièrement chez les jeunes gens, qui sont évalués sur leurs connaissances à l'occasion d'une cérémonie publique à laquelle assistent les autorités gouvernementales et ecclésiastiques du département. Pour donner de la grandeur à l'événement, la coutume est que les candidats louent une salle communale, la décorent et invitent des musiciens.

Dans ces salles les étudiants subissent l'examen qui consiste à donner des leçons publiques sur des sujets de cours tirés au sort. On exige des étudiants une belle écriture au tableau noir, et une excellente mémoire puisque les leçons sont apprises par cœur. Finalement, la remise des diplômes est le moment le plus solennel de la cérémonie qui se termine par un bal au son de l'orchestre. Pour les filles, l'école normale représente la formation secondaire la plus complète possible, permettant d'exercer un des métiers socialement admis pour les femmes. Mais pour les garçons, la longueur et la difficulté des études normales sont disproportionnées avec le statut de maître primaire. Seule une minorité est poussée dans son choix par une vocation pédagogique.

¹ A. Helg, *Civiliser le peuple, op. cit.*, p.67.

De nombreux jeunes gens des classes moyennes et des élites villageoises, auxquels leur famille ne parvient pas à payer des études dans un collège, s'inscrivent dans une école normale parce qu'elle est, avec le séminaire, la seule possibilité de promotion sociale par l'éducation. L'école normale n'a pas la rigidité de la vie religieuse, tout en présentant des conditions d'études similaires à celles du collège. La formation y est presque équivalente, seules les langues étrangères sont laissées de côté dans les écoles normales qui ne sont pas dirigées par une congrégation religieuse. Moyennant l'acquisition du diplôme de maître et quelques années de pratique, le jeune homme peut devenir maître dans un collège ou professeur dans l'enseignement supérieur. D'autres s'inscrivent à l'université et s'orientent par la suite vers la politique, le commerce ou l'industrie.

L'Ecole Centrale d'Arts et Métiers de la Colombie :

En 1900, étant donné le besoin d'industrialisation et commercialisation du pays, les Frères parviennent à mettre en marche l'Ecole Centrale d'Arts et Métiers de la Colombie, dont la création est déjà prévue par le gouvernement colombien depuis 1881. A ce sujet, le chancelier français à Bogotà exprime au ministre des affaires étrangères à Paris: *« le secrétaire de l'instruction publique, Ricardo Becerra m'a entretenu plusieurs fois et avec beaucoup d'insistance, du projet qu'a le gouvernement de fonder une école pratique professionnelle. Or, le secrétaire désigné, Simón Muñoz, envoyé il y a quelque temps à Paris, aux frais de l'état, a visité nos écoles des arts et métiers et nos manufactures nationales, dont l'entrée n'est pas publique, dans le double but d'acquérir les notions d'organisation et d'administration, dont il a besoin, et de se perfectionner dans la pratique des différentes branches de l'enseignement que l'on y donne. Nous pensons qu'il serait heureux pour notre influence qu'une institution appelée à former des ingénieurs, des mécaniciens, des instituteurs et des artisans de toutes professions, eût en quelque sorte une origine française et que son fondateur eût respiré l'air et les idées de nos établissements. J'ai encouragé monsieur Becerra à donner suite à son idée, l'assurant que notre gouvernement pour complaire à la Colombie, facilitera, autant qu'il dépendra de lui, la mission de monsieur Muñoz dès qu'il en connaîtra l'objet et le*

but». ¹

Malgré l'encouragement de la chancellerie française et les efforts accomplis par la Colombie, la fondation de cette école ne se concrétise que vingt ans plus tard, lorsque les Frères sont arrivés dans le pays, et bénéficient de l'avis favorable et des moyens financiers du gouvernement national. Il semble qu'à ce moment là, le gouvernement est confronté à l'échec de l'instruction supérieure dans l'université, dont les programmes d'étude focalisés uniquement sur les sciences humaines restent toujours les mêmes, et surtout dont l'accès des étudiants est vraiment élitiste. Plus de quarante ans après la création officielle et institutionnelle de l'université publique par l'Etat colombien, ce pays ne compte qu'un très petit groupe de professionnels, appartenant aux élites, et parmi lesquels figurent seulement des juristes, médecins, littérateurs et écrivains.

La pénurie des professionnels formés en ce que le gouvernement considère les sciences naturelles utiles et modernes, si nécessaires au développement du pays, est flagrante, d'autant plus flagrante que la guerre civile de mille jours de 1899 a déchiré le pays, et excite chez les élites le désir d'en finir avec les guerres et de se remettre en route vers le progrès. Il paraît urgent de créer une école d'arts et métiers, dans le but d'instruire une main d'œuvre qualifiée pour l'industrialisation que le pays requiert. En 1900, les Frères toujours adeptes de la paix, de l'ordre et du progrès, prennent en main la création de cette école. Dans le plaidoyer en faveur de celle-ci, ils expriment l'urgence de: « *former une légion de jeunes gens aptes à faire profiter la nation des immenses richesses naturelles qu'elle possède, et assurer la paix et la puissance de la nation en employant au développement de la prospérité matérielle du pays des énergies trop souvent mises par le passé au service des luttes internes. Et finalement répandre en Colombie le bon renom de la science et l'industrie de France, et par ce moyen procurer au commerce de notre patrie un débouché précieux et dont l'importance ne peut qu'aller croissant de jour en jour* ». ²

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B- Cote 3-p. 176, le consul général à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 19 août 1881.

² C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B- Cote 8, le chargé d'affaires à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 24 février 1915.

Cette école placée sous la direction des Frères, débute avec un groupe de plus de vingt étudiants, tous boursiers du gouvernement et en provenance des classes populaires, dans les installations d'un orphelinat créé par les Frères, à côté du collège de la Salle. Ainsi cette Ecole d'Arts et Métiers est divisée en plusieurs sections parmi lesquelles celle de mécanique et électricité, dont les laboratoires de physique, de chimie et les machines sont fournies par certaines maisons commerciales de Paris, comme celle d'Emile Chounard et la maison Poulenc. Dans cette école bien dotée, les Frères visent une instruction hautement qualifiée en faveur des classes populaires, afin de contribuer au processus d'industrialisation initié en Colombie. Dans cette perspective, le but essentiel de l'école est : « *former des chefs d'ateliers, des jeunes gens bons mathématiciens, bons dessinateurs et en même temps excellents mécaniciens. Les élèves sortant de l'école doivent connaître aussi la physique, la chimie, la fonderie, l'électricité...En un mot ils sont destinés à être les aides, les bras droits des ingénieurs dans la direction des travaux les plus divers et en même temps des maîtres ouvriers capables de mettre la main à l'œuvre et d'enseigner au besoin aux ouvriers dont ils ont la surveillance* ». ¹

Le premier groupe des élèves sortant de l'école est engagé dans la première usine créée en Colombie au début du XX^e siècle, l'aciérie Paz del Rio. D'autres continuent leur formation d'ingénieurs, et certains d'entre eux ont le privilège de travailler auprès des ingénieurs français René Rigal, Savy Bartissol et Perugia, chargés alors de la construction du chemin de fer d'Antioquia et de la canalisation des eaux de Medellín. L'œuvre des Frères, à la tête de l'organisation de cette école, atteint un prestige si grand que les candidatures des élèves affluent de tous les coins du territoire national. D'après des renseignements de la chancellerie à Bogotá, depuis 1914 plus de 3000 candidatures des élèves en provenance de tout le pays sont présentées au ministère de l'instruction publique de Colombie, dans l'espoir d'obtenir une bourse d'études. ²

Entre temps, à l'instigation des Frères, le gouvernement national autorise la création de nouvelles écoles à l'image de celle de Bogotá sur tout le territoire national.

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B- Cote 8, le chargé d'affaires à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 24 février 1915.

² *Ibid.*, le 24 février 1915.

Ces nouvelles écoles plus connues sous le nom d'instituts techniques industriels apparaissent d'abord dans la ville de Boavita et de Borichara dans le département de Cundinamarca, et ensuite dans la ville de Bucaramanga où les Frères fondent l'Institut Technique Industriel Damaso Zapata. Tous ces instituts apparaissent grâce à la création de l'École d'Arts et Métiers de Bogotá, car sa création entraîne l'institutionnalisation de l'enseignement industriel en Colombie selon la loi 39 de 1903, promulguée par le Président de la République José Manuel Marroquin. Cette loi facilite et légalise la création de ces instituts. L'apparition de ceux-ci non seulement montre le succès de l'École d'Arts et Métiers de Bogotá, elle symbolise aussi l'accès à l'instruction publique supérieure des couches populaires du pays, jusqu'alors exclues de ce type d'instruction.

Par ailleurs, la création de ces instituts techniques industriels dans tout le pays est à l'origine de la formation du premier groupe d'ingénieurs professionnels formés dans les Ecoles d'Ingénieurs en France. De 1894 à 1906 certains étudiants parmi lesquels Antonio Triana, Miguel Roldan et Hernado Sans de Santamaria veulent continuer leurs études d'ingénierie à l'École Nationale des Ponts et Chaussées de Paris.¹ Lors de leur retour en Colombie, dotés des connaissances les plus avancées de l'ingénierie moderne française, et déjà ingénieurs, ils sont à la tête des plus importantes initiatives et des projets tendant à l'institutionnalisation et à la professionnalisation de ce qui deviendra vraiment l'ingénierie en Colombie. En réalité, l'arrivée des Frères en Colombie demeure un des plus importants apports à la professionnalisation des différentes disciplines scientifiques comme l'ingénierie et la médecine, dont les modèles d'enseignement sont importés de France par ces étudiants colombiens instruits dans les principaux établissements d'éducation supérieure et moderne de France.

En résumé, s'il est vrai que l'action culturelle des Frères en Colombie s'est inscrite dans le contexte de la Régénération orientée vers la rechristianisation du pays, il est nécessaire de souligner que les Frères font de l'enseignement technique et moderne leur principal champ d'action culturelle. La mise en place de l'enseignement

¹ AMAE-Paris-Nouvelle Série: Correspondance politique, Volume 15. Armée Marine. Autorisations : Colombiens en France-Français en Colombie. Renseignements et Publications 1896-1918. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, 15 juillet 1897.

primaire, secondaire et supérieur, toujours retardée par les guerres, et l'accès des couches sociales populaires à l'enseignement supérieur demeurent leurs principaux apports. Certains des apports principaux des Frères au système éducatif colombien, parmi lesquels les Ecoles d'Arts et Métiers, les Ecoles Normales, les instituts technologiques avec leurs stratégies pédagogiques, méthodologiques, sont empruntés au modèle éducatif français. Il faut ajouter enfin que le système d'enseignement appliqué par les Frères en Colombie est complété par l'enseignement de la langue française, la création des premiers musées d'histoire naturelle, et une des plus importantes sociétés scientifiques créées dans le pays.

Chapitre 4

Les apports éducatifs des congrégations féminines françaises

S'il est vrai qu'en Colombie, comme partout en Amérique Hispanique, l'éducation pour les femmes débute avec l'époque coloniale, il faut savoir que ce type d'instruction reste un privilège réservé aux filles des classes riches du Royaume de la Nouvelle Grenade. Par ailleurs, cette instruction basée sur les principes et les valeurs de la morale chrétienne se borne uniquement à l'apprentissage des quatre opérations mathématiques, de certaines notions de lecture par l'intermédiaire des prières, et surtout à l'apprentissage des travaux manuels comme broder, tisser, et tricoter. Il faut ajouter que pour arriver à ce type d'instruction, il faut attendre jusqu'à l'époque des Lumières françaises, lorsque la pensée française répand en Amérique Hispanique l'idée de l'importance de la femme dans la société, étant donnée sa condition de mère et de responsable de la formation de ses enfants. A partir de ce moment là, les autorités coloniales très inquiètes pour l'instruction morale et chrétienne de leurs enfants, prennent conscience du besoin de créer des établissements destinés exclusivement à l'instruction des futures mères et épouses.

Malheureusement, la création de ces établissements éducatifs subit les conséquences de la guerre d'indépendance, et leur création est reportée jusqu'en 1832, quand la nouvelle classe dirigeante s'engage à officialiser l'instruction féminine, et crée le premier collège officiel féminin dans la capitale de la république sous le nom de Colegio de la Merced. Cependant cet établissement reste la seule réussite de l'application des lois d'éducation promulguées en 1822 et 1826. Celles-ci privilégient encore l'instruction masculine, même si certains des gouvernements de l'époque insistent sur l'importance de l'instruction des femmes pour la société. Cette société voit dans les femmes « le beau sexe », un bastion de la morale et des bonnes habitudes indispensables pour la formation des enfants. Ainsi, l'instruction offerte aux femmes continue à mettre l'accent sur l'apprentissage des travaux manuels comme durant l'époque coloniale.

Toutefois, les radicaux très imbus de l'idée que le pays doit valoriser ses propres richesses pour parvenir à son industrialisation, cherchent à insérer les femmes dans ce nouveau processus d'industrialisation, par l'intermédiaire de l'instruction. Ils

souhaitent que les femmes ainsi instruites apprennent à gagner leur vie et à gérer leurs foyers, en tant que mères et responsables de leurs familles. C'est ainsi que l'arrivée des radicaux au pouvoir entraîne une série de mesures plus favorables à l'instruction féminine, rédigées dans le décret organique de 1870, qui envisage entre autres mesures, la création des premières écoles commerciales, des arts et métiers, et la création d'écoles normales destinées à la formation des premières institutrices. Malheureusement, certaines de ces mesures, comme la création des écoles de commerce et d'arts et métiers restent sans application, à cause des affrontements permanents qui affectent la Colombie. En ce qui concerne les écoles normales, la presque totalité des élèves demeurent des hommes.

L'instruction féminine ne commence qu'après la venue des congrégations d'enseignantes françaises pendant l'époque du régime radical, lorsque les radicaux libéraux bien qu'anticléricaux, lancent un appel à la congrégation de Sœurs de la Charité, appartenant à l'ordre de la Maison Mère à Saint-Symphorien à Tours, dont le but principal est les œuvres hospitalières : hôpitaux civils et militaires, cliniques privées, prisons et l'enseignement. Aussitôt arrivées, ces religieuses se sont mises, sur l'initiative du gouvernement radical, au service de l'hôpital San Juan de Dios de Bogotá, et de la léproserie d'Agua de Dios, à partir 1873.¹ Entre temps, cette congrégation dont l'affluence des religieuses ne cesse d'augmenter, sous la direction d'une Mère provinciale, prend en charge et crée des nouveaux établissements éducatifs destinés essentiellement à l'instruction secondaire pendant l'époque de la Régénération.

Fortes de l'appui du gouvernement, ces religieuses françaises ouvrent en 1875 un noviciat, et en 1880, créent les collèges du Centre et celui de Sans Façon à Bogotá, grâce au soutien des autorités colombiennes qui pendant plusieurs années avaient condamné l'instruction féminine à l'oubli et à l'indifférence. D'autre part, cette congrégation reçoit ensuite le renfort de nombreuses sœurs qui émigrent en Colombie à la suite de la laïcisation de l'enseignement en France, et des premières religieuses colombiennes qui sortent du noviciat de Bogotá. Alors, cette congrégation parvient

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série A- Cote 18, le charge d'affaires à Bogotá à madame Sœur du Calvaine Supérieure Générale de la Congrégation hospitalière et enseignante des Sœurs de la Charité Présentation, de la Sainte Vierge de Tours, le 16 juin 1873.

ainsi à former 33 collèges de jeunes filles entre 1880 et 1889 et autant entre 1900 et 1930. Ainsi, l'enseignement des sœurs de la Présentation est diffusé dans toutes les villes et les bourgades des départements centraux de Cundinamarca, Antioquia, Caldas, Sud du Santander, Boyaca et Tolima, et dans les villes de la côte Atlantique; il assure la perpétuation des valeurs catholiques chez les filles des élites locales.

Les sœurs de la Présentation deviennent la plus importante congrégation de femmes en Colombie, non seulement par leur nombre, mais encore par leur implantation géographique et leur influence sur l'instruction secondaire féminine. Néanmoins, depuis la fin du XIX^e siècle de nombreuses autres congrégations féminines s'adonnent à l'éducation des jeunes filles, dans des collèges privés principalement. Parmi celles-ci nous trouvons les Sœurs de Saint Joseph de Tarbes, placées à Popayan, où elles dirigent un collège féminin. Les Dames du Sacré-Coeur placées à Manizales, Medellín et Bogotá dirigent les premiers collèges féminins de ces villes. Les filles de la Sagesse, ordre français fondé à Poitiers en 1703, rattaché à l'ordre masculin des Montfortains, dont la Maison Mère se trouve à Saint-Laurent sur Sèvres en Vendée, a pour mission l'enseignement et le service hospitalier. Au service des autorités colombiennes, cette dernière congrégation fonde les premières écoles publiques gratuites pour les filles des classes pauvres dans la région la plus éloignée de la Colombie, la région des Llanos Orientales.

Cette même congrégation crée le premier Institut pour sourdes et muettes sous le nom d'Institut de Nuestra Señora de la Sabiduria à Bogotá.¹ A côté de ces congrégations déjà citées, nous trouvons les Bethléemites qui s'installent dans les départements du sud : Nariño, Cauca et Valle. Elles fondent également des collèges dans les principales villes de Caldas et les deux départements du Santander. Deuxième congrégation enseignante féminine du pays, la congrégation des Bethléemites complète l'action des sœurs de la Présentation, et elles offrent une éducation secondaire catholique peu rigoureuse aux jeunes filles de toutes les élites locales du pays. Après les Bethléemites nous trouvons les Franciscaines, originaires de France, plus sévères. Elles sont divisées en deux branches : les missionnaires de Marie

¹ C A D Nantes-Bogotá, Service des œuvres français A l'Etranger-N° 449, le chargé de la Légation de France en Colombie à son excellence le ministère des affaires étrangères de Paris. Bogotá, le 1 juillet 1938.

Auxiliatrice et les Tertiaires de Marie Immaculée. Elles concentrent leur œuvre éducatrice dans les départements du sud et à Cartagena.

Enfin, nous trouvons les filles de Marie Auxiliatrice, rattachées à la société de Saint-François de Sales. Elles sont plus présentes dans l'enseignement secondaire des filles des classes moyennes et supérieures. Elles dirigent plusieurs collèges, à Medellín et dans les bourgades d'Antioquia, à Bogotá et dans quelques gros villages du Cundinamarca, dans le sud du Santander, Barranquilla et à Popayan où les sœurs de la Présentation ne sont pas encore installées. Autre congrégation importante, les Filles de la Charité de Saint-Vincent de Paul, également d'origine française. Elles possèdent deux collèges à Bogotá et un autre dans le Tolima, et s'installent dans les villes du département du Valle. Pour finir nous remarquerons la présence des Sœurs Tertiaires Dominicaines de Sainte-Catherine de Sienne qui fondent des établissements secondaires privés dans les départements de Cundinamarca et Boyaca, où elles prospèrent à la fin du XIX^e siècle.

Dans ce contexte éducatif, Aline Helg mentionne que les jeunes filles colombiennes n'ont pas d'autre alternative que l'enseignement catholique jusqu'à la fin des années 1920, puisque leur formation reste essentiellement religieuse. Ces jeunes filles sont soumises quotidiennement aux leçons de doctrine catholique et d'histoire de la religion, où les pratiques renforcent la théorie, et les prières que l'on récite avant le début des classes sont complétées par une petite instruction morale sur le mauvais caractère, le mensonge ou la désobéissance. Les enseignantes religieuses veillent à ce que toutes les filles se confessent une fois par mois à leur aumônier. En plus de la messe dominicale, les jeunes filles participent activement à la préparation et à la réalisation des fêtes catholiques, de même qu'aux œuvres de la charité locale; elles donnent des leçons de catéchisme aux enfants pauvres le dimanche, assistent les malades, et elles organisent des collectes, des ventes ou des banquets en faveur des missionnaires et des plus démunis.

L'influence culturelle française dans les collèges féminins est donc aussi forte que dans les collèges masculins, même si la discipline est un peu plus sévère, puisque la formation des filles commence dans le semi-internat, et se termine par trois ans d'internat obligatoire qui cisèlent définitivement la formation des filles et les prépare à

s'engager dans la vie à dix huit ans. Cela grâce à la présence des religieuses, maîtresses de la langue, qui assimilent très bien les diverses composantes du caractère des jeunes étudiantes colombiennes. Dans le livre d'Aline Helg déjà cité, on peut lire un témoignage d'une jeune fille formée dans un collège féminin: « *Ainsi, peu à peu, grâce à l'aide de la Mère Supérieure, le pensionnat se transforma: le brouhaha se convertit en silence, l'indiscipline en ordre, les bonnes manières gagnèrent le cachet du style français le plus raffiné* ». ¹

L'acquisition des bonnes manières de style français est au programme des collèges féminins, de même que certaines activités manuelles nobles d'autrefois : les élèves apprennent à couper, à coudre et à broder, particulièrement les vêtements des nouveaux-nés et des enfants dans le cours de puériculture. Les travaux ménagers que ces filles de l'élite, destinées à avoir des servantes, sont censées apprendre, se bornent souvent à ces notions. Quelques collèges font venir le médecin local pour qu'il donne une conférence sur l'hygiène. Parfois des maîtresses spécialisées enseignent des rudiments de décoration ou montrent aux élèves comment confectionner de beaux gâteaux pour les réceptions. Outre ces matières, les établissements secondaires continuent l'instruction de base donnée à l'école primaire : langue maternelle, mathématiques, histoire, géographie, disciplines sur lesquelles se greffe la pédagogie qui constitue l'orientation principale de l'enseignement féminin, puisque le métier de maîtresse primaire est avec le mariage, la couture et l'entrée dans les ordres, le débouché principal des filles qui sortent du collège.

D'autre part, conformément à la législation, dès 1910 tous les départements de la Colombie sont dotés de deux écoles normales, pour les jeunes gens et les jeunes filles. Dans ces établissements le programme d'études est commun aux normaliens et aux normaliennes. Certains enseignements sont pourtant réservés exclusivement aux hommes : l'algèbre et la géométrie, les travaux manuels et les rudiments d'agriculture, tandis que l'économie domestique et la couture sont réservées aux jeunes filles.

En bref, un des principaux apports des congrégations féminines françaises en Colombie est la mise en place de l'enseignement féminin, presque inexistant jusqu'à

¹ A. Helg, *Civiliser le peuple, op. cit.*, p. 70.

leur arrivée. Dans ce pays, l'enseignement féminin débute pendant l'époque des Lumières, lors de son officialisation. Par ailleurs, il est toujours basé sur les principes et les valeurs de la morale chrétienne, et reste un privilège destiné aux filles des classes riches de Bogotá qui étudient dans le Collège de la Merced. Celui-ci est la seule réussite dans ce domaine, jusqu'à l'époque de la Régénération. Malheureusement jusqu'alors, pour les femmes colombiennes, l'instruction féminine reste toujours défavorisée et soumise à l'avis des classes dirigeantes qui privilégient l'enseignement masculin. Pour ces classes, l'instruction des femmes, « le beau sexe » et les reines du foyer, se borne à l'apprentissage des connaissances nécessaires à leur rôle de mères et épouses.

Néanmoins, l'influence culturelle française dans l'enseignement en Colombie est très importante, d'abord parce qu'elle représente une petite ouverture à l'instruction féminine des jeunes filles des classes pauvres dans les écoles gratuites construites par les sœurs françaises avec l'aide du gouvernement, ensuite parce que les « bonnes manières » adoptent le style français le plus raffiné dans l'instruction secondaire des filles des classes riches. L'acquisition des bonnes manières de style français est au programme des collèges féminins sous la direction des congrégations françaises, de même que l'apprentissage de la langue française. Il faut reconnaître que l'instruction féminine après l'arrivée de ces congrégations demeure encore catholique, basée sur les principes et les valeurs de la morale chrétienne, concentrée sur l'apprentissage des activités manuelles nobles d'autrefois. Les diplômés des maîtresses d'enseignement primaire, avec le mariage, la couture et l'entrée dans les ordres, restent les seuls débouchés pour ces filles qui sortent des collèges féminins sous l'influence française.

Chapitre 5

Le modèle de l'école vétérinaire en Colombie et le maître français Claude Vericel

L'action culturelle de la France en Colombie de 1870 à 1914 est principalement menée par les congrégations religieuses mais aussi par les ressortissants français en général, et particulièrement les professeurs, les ingénieurs, les scientifiques ou les artistes résidant en Colombie et y déployant une activité féconde. A travers tout le territoire national, ils jouent un rôle déterminant dans la représentation de la culture française, au sens de plus large. D'après Albert Salon, en groupe ou individuellement, ces acteurs sont réunis dans la catégorie des acteurs privés, par distinction avec l'action directe de l'Etat.¹ L'importance des représentants de la culture française sur le sol colombien n'échappe pas aux Colombiens eux-mêmes. Parmi ces acteurs nous mentionnerons le rôle de Claude Véricel, né à Lyon en 1856, ancien élève du lycée de Lyon et médecin vétérinaire de l'Ecole Impériale de Vétérinaires dans cette même ville.

Cet ancien disciple du savant français Louis Pasteur, demeure en Colombie le pionnier de la médecine vétérinaire et de la médecine humaine, car sa réputation dans l'étude des microbes est très connue. Il arrive en mission dans ce pays, grâce à l'intervention du savant José Geronimo Triana. Ce dernier, nommé consul colombien à Paris, convainc Vericel de signer un contrat avec le gouvernement de la Colombie, afin de soigner une grave maladie qui affecte le bétail. Cette maladie, probablement la tuberculose bovine, provoque des graves déformations dans les intestins des vaches, ce qui nuit gravement à l'économie du pays, puisque la viande de bœuf constitue un des premiers produits d'exportation vers le Venezuela, et Panama où beaucoup de travailleurs s'apprêtent au percement du canal. Face à cette situation, le gouvernement de la Colombie très inquiet demande à son consul en France de trouver un spécialiste en maladies infectieuses des animaux.

Triana, qui a des relations scientifiques et académiques à l'Université de Lyon grâce à ses recherches, se renseigne sur les travaux en bactériologie de Claude Vericel, qu'il convainc de partir en Colombie. Vericel, bien apprécié comme médecin

¹ A Salon, *l'action culturelle de la France, op. cit.*, p. 103-126.

vétérinaire dans son pays, prend le risque de partir vers un endroit tropical, lointain et inconnu comme la Colombie, où l'attire la recherche sur les maladies infectieuses des animaux des régions tropicales. En 1884, Vericel arrive dans ce territoire et note immédiatement l'état pitoyable de la salubrité publique et le manque d'hygiène des principales villes de la côte et de l'intérieur du pays qu'il doit parcourir jusqu'à la capitale où il résidera. Aussitôt, Vericel entreprend ses recherches sur les malformations du bétail. Il découvre que la maladie qui attaque le bétail n'est pas la tuberculose, comme on peut le penser mais un parasite appelé *oesophayostomun colombianum*.

D'après Vericel, cette maladie contagieuse n'est pas grave, et il croit qu'en prenant simplement certaines mesures d'hygiène dans le traitement du bétail, et avec l'introduction de nouvelles races de bovins en provenance de France, comme la race normande et la race charolaise, on arrivera à stopper la maladie. Néanmoins, la maladie persiste car sa cause reste à combattre. C'est le manque d'hygiène qui reste d'après Vericel la cause principale de la maladie des animaux, et plus grave encore, elle met en péril la santé des gens. Selon Vericel les gens restent aussi exposés à des maladies graves à cause de l'ignorance des plus élémentaires règles d'hygiène dans la manipulation des produits alimentaires comme les viandes. A plusieurs reprises, la population est décimée par le typhus et le choléra.

C'est ainsi que Vericel qui, avant son voyage prétend revenir en France, désire rester en Colombie. Il est persuadé que dans les circonstances où la Colombie se trouve, le pays a besoin de lui, qu'il est le seul à pouvoir faire face à cette terrible réalité, et il pense que c'est à lui de résoudre le problème du manque de salubrité et d'hygiène en Colombie. Vericel en parlant de la Colombie affirme: « *en estas latitudes se muere con la misma despreocupación con que se vive.*»¹ A notre avis c'est une façon pour Vericel d'affirmer que nul autre que lui ne peut remédier à cette situation.

Dès lors, Vericel veut se charger personnellement de la formation du premier

¹ C. Roman, *Claude Vericel el amigo*, op. cit., p. 45. « *Sous ces latitudes on meurt avec la même insouciance qu'on vit* ».

groupe de médecins vétérinaires en Colombie. Pour cela, il conçoit l'idée de créer la première faculté de médecine vétérinaire annexe à l'Université Nationale de Colombie, avec le soutien du ministre de l'instruction publique de l'époque, Juan de Dios Carraquilla, lequel considère cette idée non seulement viable mais nécessaire et urgente. Claude Vericel tient compte du concours que peut lui apporter la faculté de médecine et sciences naturelles de l'Université Nationale au niveau des installations, professeurs, laboratoires et ouvrages, et propose de créer l'école vétérinaire sur le modèle de l'Ecole Impériale de Médecine Vétérinaire de Lyon. Si cela reste un rêve presque impossible à réaliser, au moins Vericel parvient non seulement à enseigner les programmes de l'école de Lyon, mais il obtient du gouvernement national un terrain pour la construction de la faculté, des laboratoires avec leurs équipements et instruments, la plupart en provenance de Paris, pour la dissection, l'abattage et le gavage des animaux.

Deux années après l'arrivée de Vericel, la première faculté de médecine vétérinaire ouvre ses portes avec onze étudiants pour la plupart résidant à Bogotá, et certains d'entre eux issus des principales familles de la capitale. Dans cette faculté ouverte en 1898, les étudiants sous la direction de Vericel apprennent les disciplines scientifiques relatives aux études vétérinaires, même si le programme donne une place très importante à l'étude de la bactériologie, ce qui signifie une grande avancée à l'époque. Grâce à l'introduction de cette discipline nouvelle, les futurs vétérinaires autant que les médecins bénéficient dans leur apprentissage des nouvelles théories de Louis Pasteur, ce qui représente une grande chance pour la modernisation de la médecine encore rudimentaire et traditionnelle.¹ En outre, le programme d'études de Vericel comporte une formation humaniste, car Vericel cherche à instruire des hommes au service de la science et des besoins des autres. Il cherche à former des étudiants capables de comprendre le monde et de se mettre au service des besoins de ce monde. Pour Vericel, la science vétérinaire est essentiellement une science en tout temps et en tout lieu au service des hommes.

De plus, le programme d'études de Vericel comporte outre le français, l'apprentissage du latin, du grec, du dessin, de la littérature, et de la gymnastique.

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B- Cote 13-p. 4, le charge d'affaires de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 9 mars 1923.

D'après Vericel le but du programme d'études vétérinaires se focalise dans la formation : « *de un grupo de veterinarios que deben comportarse como un grupo de hombres de su tiempo, conocedores de los caminos del arte y de la literatura, para apreciar la hermosura del mundo y los frutos de la mente.* ».¹ Vericel cherche donc à instruire des jeunes gens en prise avec la réalité du pays et capables de changer cette réalité grâce à leurs connaissances, ce qui finalement est bien accueilli non seulement par les autorités et la société colombienne, mais par les autorités françaises présentes à Bogotá.

En 1892, Vericel forme le premier groupe de onze vétérinaires du pays. Parmi ces étudiants diplômés, nous relevons les noms d'Ismael Gómez Herran qui sous la direction de Vericel prépare une thèse sur l'importance de l'hygiène des aliments, une étude vraiment importante qui sert à formuler la première réglementation sur les normes d'hygiène dans le soin et la manipulation des aliments. Cette réglementation commence à être appliquée dans les principales villes du pays. Nous relevons encore le nom de Federico Lleras Acosta qui prépare une thèse sur la bactériologie, une recherche pionnière dans un champ de connaissances encore inconnu, mais qui contribue à l'étude de la médecine humaine. Vericel est incontestablement le pionnier de la bactériologie en Colombie.

En 1897, Vericel accompagné de ses anciens élèves parvient à contrôler un foyer de variole qui menace le pays, en utilisant pour la première fois la vaccination. De cette façon, Vericel évite une épidémie qui autrefois (pendant les années 1566 et 1815) avait ravagé le pays. Les efforts de Vericel ne passent pas inaperçus. En 1897, la chancellerie de France à Bogotá rend hommage à l'œuvre de Vericel. Dans une lettre adressée à Vericel, le consul de France lui communiquant que le gouvernement français veut lui accorder la croix de chevalier du mérite agricole, il écrit : « *J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'aux termes d'un arrêté en date du 1 août dernier rendu sur ma proposition, S. E. le président du conseil, ministre de l'agriculture, vous a conféré la croix de chevalier du mérite agricole. J'ai été heureux en proposant votre nomination de signaler au gouvernement de la république la part que vous avez prise*

¹ C. Roman, *Claude Vericel el amigo*, op. cit., p. 64. « *d'un groupe de vétérinaires qui doivent comporter comme des hommes de leur temps, connaissant les voies de l'art et de la littérature, pour apprécier la beauté du monde et les fruits de l'esprit* ».

au développement de l'influence française en Colombie et de connaître en même temps les services que vous avez prêtés tant comme membre du Bureau que comme président de la Société de Secours Mutuels à la colonie française à Bogotá. Vous trouverez ci joint, la lettre d'avis de votre nomination pour obtenir le diplôme.»¹

Pourtant en 1899, une nouvelle guerre civile vient d'éclater en Colombie. Cette fois, les libéraux mécontents prennent les armes contre le régime conservateur. Pendant cette guerre qui dure trois ans, et qu'on appelle la guerre des mille jours, l'école vétérinaire est fermée faute de ressources financières et surtout d'étudiants, mobilisés. En outre, la plupart du premier groupe des élèves formés dans l'école vétérinaire meurent dans la guerre. Désormais Vericel doit faire face à la guerre; c'est alors qu'il décide d'acheter le terrain où fonctionne l'école vétérinaire dans une tentative pour protéger cette école. Dans ces installations il ouvre un petit cabinet avec un laboratoire sous le nom de Maison de l'espoir. Malgré cela, en 1902 Véricel est atteint par la guerre. En Cundinamarca, un des leaders de cette guerre, Juan Guerrero Macallister, prend en otage un groupe de militaires libéraux que le président conservateur José Manuel Marroquin donne l'ordre d'exécuter. Parmi ceux-ci le commandant de la guerrilla libéral Celso Roman parvient à s'échapper, et à se réfugier à l'école vétérinaire où il pense se cacher momentanément.

Lorsque Claude Vericel l'y trouve, il décide de l'aider en le cachant dans sa propre maison. L'illustre commandant se souvenant de cette histoire, raconte que lorsque Vericel le retrouve, il s'attend à retourner en prison pour être exécuté, car à ce moment là, il est impensable d'aider un condamné à mort sans prendre le risque de courir le même sort. Néanmoins Vericel, complètement éloigné de la politique, mais qui reste bien informé de ce fait, prend le risque. Dès l'instant qu'il trouve le commandant guerrillero, dans un geste très humain Vericel lui exprime: *«señor no es el gobierno quien va a matarlo a usted, son los virus y los microbios que carga en ese estado lamentable de suciedad y mugre en el que usted se encuentra. Vamos a casa*

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B- Cote 2-p. 50, le charge d'affaires de France à Bogotá à Claude Vericel professeur de vétérinaire à Bogotá à l'université Nacional. Bogotá, le 18 octobre 1897.

señor, usted necesita bañarse antes que sea demasiado tarde.»¹

S'il est vrai qu'à ce moment là, le geste de Vericel en faveur de Celso Roman est gardé dans le plus grand secret, peu à peu on s'aperçoit que la plupart du petit groupe des clients qui requièrent les services du médecin vétérinaire de la Maison de l'espoir, sont des sympathisants du parti libéral. Cela est vu d'un mauvais œil par des conservateurs qui s'imposent finalement comme les vainqueurs de la guerre des mille jours. Une première fois, Vericel est confronté à des obstacles très sérieux : d'abord l'échec de son cabinet dont la clientèle pas très nombreuse, est réduite à des sympathisants libéraux, ce qui lui vaut la réputation d'ami des libéraux, et en outre l'échec de l'école vétérinaire qui reste fermée même après la fin de la guerre. C'est le plus dur à supporter pour Vericel, qui malgré ses énormes efforts ne parvient pas à ouvrir l'école. Dans une dernière tentative pour se maintenir en Colombie, Vericel avec son disciple Federico Lleras Acosta entreprend une recherche sur les maladies tropicales du bétail dans les laboratoires de la faculté de médecine et sciences naturelles ouvertes après la guerre. C'est ainsi que ces deux chercheurs font la découverte de la maladie du charbon, et de sa guérison.

Entre temps, Federico Lleras, déjà reconnu comme spécialiste de la bactériologie grâce à l'enseignement théorique du maître français, et très motivé par le résultat de ses dernières recherches à côté de Vericel à la faculté de médecine, décide de poursuivre la recherche, mais cette fois sur les maladies humaines. Parmi celles-ci, il veut étudier la lèpre qui continue à affecter une grande partie de la population colombienne depuis déjà longtemps, dans l'indifférence d'une classe dirigeante qui commence pourtant elle-même à se sentir menacée par la maladie. Pendant longtemps, la seule solution à cette maladie a été la création d'hôpitaux et maisons de lépreux dans les lieux les plus éloignés des principales villes du pays. Mais l'état continuel des guerres aggrave la situation des lépreux, chaque fois plus nombreux, au point que la Colombie gagne la réputation de « pays de lépreux ». Cette image ajoutée à la réputation de pays en guerre indispose une classe gouvernante, qui après la guerre des

¹ C.Roman, *Claude Vericel el amigo*, op. cit., p. 78. « Monsieur, ce n'est pas le gouvernement qui va vous tuer, ce sont les virus et les microbes que vous portez, dans l'état lamentable de saleté et de crasse où vous vous trouvez. Allons chez moi, vous devez prendre un bain avant qu'il ne soit trop tard ».

mille jours ne veut plus de guerres, et veut redonner à la Colombie l'image d'un pays moderne et civilisé.

C'est alors que l'idée de Lleras de s'attaquer à la lèpre gagne peu à peu le soutien de certains membres des élites et de la classe dirigeante, désireux d'en finir avec la lèpre. Pour cela, ils vont donner tout leur soutien à la recherche de Lleras, et s'engagent à obtenir divers moyens pour vaincre cette maladie. Comme nous le disions, après la guerre des mille jours, dans tous les coins du pays on souhaite en finir avec la barbarie et ses séquelles comme la lèpre. Le président Rafael Reyes met en œuvre une grande quantité de moyens financiers en faveur de la lutte contre la lèpre, ce qui réveille l'intérêt pour l'étude de la médecine à partir de 1907. L'étude de la médecine en Colombie suscite un intérêt qu'elle n'a jamais connu auparavant, ainsi que nous le verrons dans le prochain chapitre.

Evidemment, nous ne prétendons pas lier l'essor de la médecine au seul problème de la lèpre; beaucoup d'autres raisons peuvent l'expliquer. La médecine en Colombie a déjà sa propre histoire, et cela ne fait pas partie de notre recherche. Mais nous pensons qu'il existe une relation importante entre ces deux sujets. Federico Lleras Acosta, disciple du maître français Véricel est à la fois à la pointe du combat contre la lèpre et le pionnier de la bactériologie. Hélas le réveil de la médecine en Colombie monopolise l'attention de plusieurs gouvernements colombiens qui laissent l'étude vétérinaire dans un état d'indifférence et d'abandon qui déçoit Vericel. En 1912, le maître français confronté à la fermeture définitive de l'école vétérinaire, décide de retourner à Lyon, fatigué de se battre dans un pays où il se considère toujours très utile, mais où on s'acharne contre son œuvre. De retour à Lyon, il ne trouve rien qui peut l'attacher en France, car son éloignement l'a condamné à l'isolement et à l'oubli. Nous avons trouvé une lettre, dans laquelle le chancelier français à Bogotá confirme aux familiers de Vericel sa notoriété en Colombie, après plusieurs années d'absence. Dans ce contexte, Vericel peut difficilement se sentir retenu en France, et prend une nouvelle fois la route de la Colombie, sans grands espoirs.

De retour dans ce pays, Véricel poursuit son travail dans son cabinet de la Maison de l'espoir, et participe aux premiers congrès de médecine où il trouve l'occasion de parler des maladies microbiennes des animaux dans le pays. Aussi après 1912, le

ministre de l'agriculture, très intéressé par l'avenir de la science vétérinaire, autorise Arturo Herrera Vinagre à visiter l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort et à suivre quelques cours et leçons pratiques, en vue de l'ouverture d'une nouvelle faculté vétérinaire sur le modèle de cette école française.¹ En 1920, pendant le gouvernement du président libéral Marco Fidel Zuaires, un autre de ses disciples, étudiant de l'ancienne école vétérinaire, Ismael Gomez Hérran, parvient grâce à son influence politique à rouvrir la faculté vétérinaire dans le cadre de l'Université Nationale de Colombie.

A partir de ce moment là, cette faculté est officialisée par loi 44 de 1920, et Vericel y est nommé professeur émérite. Le gouvernement français profite du centenaire de Pasteur pour lui rendre hommage en lui accordant la Croix de Chevalier de la Légion d'honneur en mars 1923: « *un des principaux propagateurs des méthodes scientifiques françaises et de celles du savant Pasteur et l'un des spécialistes dont s'enorgueillit le plus le monde scientifique colombien* ».² En ce qui concerne le gouvernement colombien, il décide de lui rendre hommage en lui accordant la Croix de Boyaca et le grade de Chevalier de Bogotá. L'Académie de Médecine et celle de Vétérinaire de la Colombie le nomment membre honoraire. A Bogotá le 15 août 1938 à l'âge de plus de quatre vingt-dix ans, Vericel meurt.

Après sa mort, poursuivi par le fantôme de la guerre des mille jours qui le condamne comme l'ami des libéraux, Vericel est victime du plus grand oubli dans l'histoire officielle où son nom se trouve seulement associé à celui de l'allemand Oton F. Brown, comme un des pionniers de la science vétérinaire en Colombie. En ce qui concerne ce dernier, nous savons qu'Oton Brown est arrivé à l'époque de l'indépendance, sans autres informations. En outre, seul le nom d'Ismael Gomez Hérran est associé à la création de la faculté vétérinaire. En 1997 est paru le livre de Celso Roman, le petit-fils du commandant guérillero libéral à qui Vericel sauva la vie. Dans ce livre, Roman rend hommage à la mémoire de Vericel, le maître français.

¹ AMAE-Paris-Nouvelle Série : Correspondance politique, Volume 15. Armée Marine. Autorisations : Colombiens en France-Français en Colombie. Renseignements et Publications 1896-1918. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, 20 janvier 1912.

² C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B- Cote 13-p. 4, le charge d'affaires de France à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 9 mars 1923.

Roman considère Vericel comme le seul véritable père de la science vétérinaire, un des premiers après les Espagnols à introduire les races bovines européennes, parmi lesquelles la race normande et la race charolaise, et un des principaux pionniers de la médecine en Colombie grâce à l'introduction de l'étude de la bactériologie.

Enfin, en ce qui concerne particulièrement la médecine, s'il est vrai que l'introduction de la bactériologie par Vericel apparaît comme un des principaux apports de la France, ce n'est pas le seul. La médecine colombienne bénéficie des connaissances et méthodes propres à la tradition de la médecine française, comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

Chapitre 6

La médecine colombienne, autre emprunt au modèle français

Dans le champ de la médecine, nous trouvons les premiers efforts remarquables dès l'époque coloniale. Parmi ceux-ci, la création des centres de médecine hospitalière comme l'hôpital San Juan de Dios en 1739, dont la création obéit à la situation sanitaire calamiteuse dans laquelle se trouve le pays à cause des épidémies, de l'éloignement et de l'isolement géographique, qui empêchent une véritable assistance médicale et sanitaire de la part des autorités espagnoles. Un autre jalon notable est la création du premier programme d'études médicales au Collège du Rosario par le savant espagnol José Celestino Mutis. Le célèbre savant espagnol instruit le premier groupe de médecins colombiens, parmi lesquels Miguel Isla, José Felix Mérialde et Benito Osorio, en 1803. Mais les efforts de ce savant sont brusquement interrompus par la guerre de l'indépendance, et l'enseignement de la médecine cesse.

Après la guerre de l'indépendance, le rayonnement politique et culturel français fait de la France la principale source d'imitation dans la recherche des modèles d'organisation économique-politique, de projets culturels-scientifiques, et des archétypes pour la création artistique en Colombie. En particulier la médecine en Colombie bénéficie des apports de la médecine française. Dès l'époque de l'indépendance, des médecins et les principales avancées de la médecine française participent à l'apparition de la médecine colombienne. Parmi ce groupe de médecins nous trouvons les noms de Pierre Paul Broc, Bernard Dasté, Désiré Roulin, Eugène Rampon, Hippolyte Villaret et Antoine de Laloubie, disciples des théories de la médecine physiologique du médecin français François Joseph Broussais. Ils illustrent la médecine colombienne dont ils deviennent les pionniers dès leur arrivée en 1810.¹

Plus tard en 1826, le plan d'études rédigé par le gouvernement de l'époque comporte la création de l'Université Centrale de Colombie avec l'ouverture d'une faculté de médecine, laquelle en dépit des efforts entrepris par le gouvernement, ne parvient à se mettre en marche qu'avec beaucoup de difficultés. Il faut attendre les années 1850 lorsque les gouvernements libéraux décrètent la liberté de

¹ Nestor Miranda Canal, «La Medicina en Colombia, de l'influencia Francesa a la Norte americana », dans: *Revista Credencial Historia*, N° 29, mayo de 1992, p. sp.

l'enseignement, c'est à dire le libre exercice des professions sans l'exigence du diplôme universitaire, pour assister au vrai décollage de la médecine en Colombie. A partir de ce moment, certains étudiants colombiens décident de faire leurs études de médecine à Paris, ville considérée comme « le cerveau du monde », afin d'obtenir un diplôme qui les accrédite comme vrais médecins. A leur retour en Colombie, ces étudiants instruits des théories de la médecine hospitalière anatomoclinique, divulguées par les scientifiques français Jean Nicolas Coruisant et Rene Theophyle, donnent un véritable essor à l'étude de la médecine en Colombie.

Parmi ces étudiants, mentionnons Antonio Vargas Reyes, ancien étudiant de l'université Centrale de Colombie, qui va parfaire ses études à l'Ecole de Médecine de Paris en 1847. En 1864, lors de son retour en Colombie, il crée le principal magazine scientifique médical appelé la *Gaceta Médical* où sont publiées les principales avancées de la médecine française. En 1867 il parvient à réouvrir l'ancienne faculté de médecine de l'Université Nationale de Colombie dont il est nommé doyen. Egalement, il conçoit le plan d'études de cette faculté en s'inspirant des modèles de la médecine française; fait considérable, car ce même modèle est adopté par les nouvelles facultés de médecine créées dans les principales villes du pays. Entre-temps, en 1873 il crée la Société de Médecine en Colombie qui devient en 1891 l'Académie Nationale de Médecine, dont la principale publication, la *Revue Médicale de Bogotá*, divulgue les théories de la physiopathologie du médecin français Claude Bernard, et les théories de l'étiopathologie du savant Louis Pasteur.

Le rôle des étudiants colombiens ayant fait leurs études de médecine en France est très important, car ces étudiants sont à l'origine de la professionnalisation de la médecine en Colombie. Ensuite, nous constatons la contribution d'autres étudiants de formation française, laquelle devient la voie royale. Ainsi dans un rapport présenté par le consulat de France à Bogotá sur l'état de l'enseignement de la médecine en Colombie, le chancelier français dit: « *l'enseignement de la médecine qui est donné à la faculté est aussi complet que possible. Plusieurs élèves de cette faculté ont pu être reçus docteurs à la faculté de Paris, après un stage de deux ans. Presque tous les professeurs de la faculté à Bogotá ont suivi les cours de notre faculté de Paris et y ont*

*été reçus docteurs. ».*¹

Parmi ces étudiants, Nicanor Gonzales diplômé de l'Ecole de Médecine de Paris en 1879, Carlos Clopatofsky ancien étudiant de l'Université Nationale de Colombie qui veut compléter ses études d'obstétrique à Paris en 1883, Pompilio Martinez qui arrive à Paris en 1897, Eusebio de la Hoz en 1899, et finalement le groupe de Miguel Rueda, Luis Felipe Calderon, Juan Evangelista Manrique, et Roberto Franco qui jouent un rôle particulièrement important dans le développement de la médecine en Colombie dans le période de 1896 à 1914. Cette période voit la plus grande affluence d'étudiants colombiens de médecine en France, et leurs contributions en faveur du développement de la médecine dans le pays. Ainsi, pendant la guerre des mille jours certains de ces médecins comme Miguel Rueda, membre de l'Académie de Médecine de Bogotá tentent d'enrayer l'épidémie du typhus et les fièvres typhoïdes, grâce aux conseils du médecin français Chantenesse de l'Institut Pasteur de Paris, qui fait la découverte du « servire » ou « serucu », médicament utilisé dans la guérison de cette maladie contagieuse qui ravage le pays²

Par ailleurs, Luis Felipe Calderon, docteur de l'Ecole de Médecine de Paris où il s'est formé sous l'influence des spécialistes français les plus réputés de l'époque comme De Boue, Poirier, Faraboeuf, Potin, Tillaux, est nommé recteur de l'Université Nationale, lorsqu'il rentre en Colombie en 1896. Il consacre définitivement la faculté de médecine comme la plus importante du pays. Pour cela il continue d'adopter le modèle français de l'enseignement de la médecine. Il dote la faculté de médecine de cette université d'une infrastructure vraiment moderne, comprenant des laboratoires et une bibliothèque très actualisée, composée par la plupart des ouvrages en français contenant les connaissances les plus avancées et les méthodes les plus modernes de la médecine appliquée en France depuis 1910. ³Sous la tutelle de Luis Felipe Calderon,

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance-Série B-Cote 3-p. 303, le chargé d'affaires de France à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 26 septembre 1892.

² AMAE-Paris-Nouvelle Série-Colombie, Volume 14, 1897- 1914. Le chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, 13 février 1902.

³ AMAE-Paris-Nouvelle Série-Colombie, Volume 14, 1897- 1914. Le chargé d'affaires du consulat général de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, 15 juillet 1910.

et des autres étudiants déjà cités, la médecine en Colombie se place sous l'influence française, qui est finalement à l'origine de la professionnalisation de ce champ de connaissances indispensable au développement et au progrès du pays.

A plusieurs reprises, la chancellerie française à Bogotá ne manque pas de remarquer le rôle joué par Luis Felipe Calderon en faveur de l'influence française dans le domaine de la médecine. Dans un rapport adressé à Paris, le consul français écrit que grâce à l'engagement de Calderon il peut vérifier par lui-même que : « *la bibliothèque de la faculté de médecine n'est exclusivement composée que des ouvrages de nos maîtres français, et comme conséquence, tous les élèves en médecine en Colombie doivent apprendre notre langue. Bien plus, notre codex étant le seul légalement reconnu en Colombie, tous les pharmaciens des villes se fournissent chez nous pour les remèdes et leurs instruments. Les spécialités françaises sont celles qui sont les plus appréciées et les plus consommées en Colombie, grâce au corps médical instruit ici, d'après toutes nos traditions.* »¹

La contribution de la médecine française ne s'arrête pas ici, puisque le gouvernement colombien n'hésitera pas à profiter des avances de la médecine française pour promouvoir les premiers essais de la recherche scientifique sur les maladies infectieuses chroniques comme la lèpre. A ce sujet nous trouvons une communication datée d'août 1907, adressée par le vice-consul, gérant de la légation de France à Bogotá au ministre des affaires étrangères à Paris, dans laquelle le vice-consul raconte: « *les journaux annoncent aujourd'hui la nomination comme ministre de Colombie à Paris du docteur Juan Evangelista Manrique. Le secrétaire qui l'accompagnera est également un médecin, Eduardo Zuleta. Le nuevo tiempo rend compte des raisons qui auraient déterminé le gouvernement à envoyer à Paris deux médecins; ils auraient, outre leur mission politique, celle de se mettre au courant des méthodes nouvelles d'hygiène et d'éducation et aussi d'étudier les moyens propres à enrayer la lèpre qui fait des ravages en Colombie.* »² Les autorités colombiennes voient dans la médecine française une des possibles solutions à cette maladie que

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 6-p. 18, le charge d'affaires de France à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 15 octobre 1910.

² AMAE-Paris-Nouvelle Série : Colombie, Volume 14. Le vice-consul, gérant la Légation de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, 7 août 1907.

devient une véritable calamité pour le pays.

Il est évident que le président du moment, le libéral Rafael Reyes choisit Juan Evangelista Manrique comme chargé d'affaires à Paris dans le but de s'informer sur les mesures et méthodes nécessaires à adopter pour combattre la lèpre. Ce médecin colombien est un des personnages les plus distingués de la société de Bogotá. Il appartient au parti libéral, il est chef de cette collectivité. Mais, surtout c'est un médecin qui a reçu presque toute son éducation en France et il est un des lauréats de l'École de Médecine de Paris. Malheureusement, pendant longtemps la lèpre demeure un vrai problème pour la santé en Colombie comme le dévoile la correspondance entretenue par la chancellerie française à Bogotá. En 1908 dans un rapport élaboré par cette chancellerie pour le ministre des affaires étrangères à Paris, le chancelier français recense le nombre des lépreux qui révèle la gravité de cette maladie: « *Ainsi que votre excellence le sait, la Colombie est peut-être l'un des pays de l'Amérique du sud où la lèpre existe le plus. Depuis quelques années cette maladie s'est étendue beaucoup, et l'on compte près de 8000 lépreux recueillis dans trois ou quatre établissements créés par le gouvernement, mais à ce chiffre on devrait ajouter tous ceux qui se trouvent encore dans les campagnes et même souvent dans les villes, au grand détriment de la santé publique, mais sans que les autorités y prennent garde.* ».¹

Sans vouloir rentrer dans la polémique de l'exagération ou non du nombre des lépreux en Colombie, puisque elle concentre depuis longtemps l'attention des spécialistes, nous voulons éclaircir simplement le rôle essentiel joué par la France dans le développement de la médecine en Colombie, et par conséquent en faveur de l'éradication des maladies contagieuses. Les efforts des médecins colombiens dans ce sens, et en général en faveur de la médecine en Colombie, comptent avec le soutien et le conseil scientifique de la France, représentée par ses savants et ses institutions médicales comme les universités et l'Institut Pasteur. Incontestablement, dans les universités françaises se forment traditionnellement les médecins colombiens les plus réputés et qui ont le plus contribué dans ce champ. En ce qui concerne l'Institut

¹ AMAE-Paris- Nouvelle Série : Correspondance politique, Volume 15. Armée Marine. Autorisations: Colombiens en France-Français en Colombie. Renseignements et Publications 1896-1918. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, 23 octobre 1908.

Pasteur son rôle est vraiment essentiel, non seulement par les services rendus pendant la guerre des mille jours comme on a déjà vu, mais aussi par la lutte contre certaines maladies contagieuses du bétail. Cela devient vraiment une question importante pour les autorités colombiennes, puisque le bétail représente un des principaux atouts de l'économie du pays.

Dans ce sens, voici une demande dans laquelle le ministre de l'agriculture de Colombie s'adresse à la chancellerie de France à Bogotá, afin d'obtenir les services de l'Institut Pasteur de Paris : *« le ministre de Colombie vous a exprimé le désir que le docteur Robert Beck, délégué de la Société des Agriculteurs et Eleveurs de Colombie, soit autorisé à demander à l'Institut Pasteur de Paris des renseignements sur les nouveaux vaccins qui ont été découverts en France pour combattre les maladies contagieuses du bétail comme la peste bovine, la péripneumonie contagieuse, le morve, le farcin, la fièvre aphteuse, et les maladies provenant des bactériidies charbonneuses »*.¹ En vérité, l'Institut Pasteur devient une référence scientifique d'autant plus importante que les autorités colombiennes sur les conseils de certains médecins influencés par la médecine française, désirent adopter le modèle de l'Institut Pasteur pour le pays. C'est ainsi qu'ils créent le « Laboratoire National d'Hygiène à Bogotá », un centre similaire à l'Institut Pasteur de Paris, sous la direction du médecin Pablo Garcia Médina, en 1919.

La création de ce laboratoire sur l'initiative du grand savant Federico Lleras, admirateur de Pasteur, est un exemple tangible de l'intérêt des certains médecins ainsi que des autorités colombiennes pour adopter, non seulement les modèles de l'enseignement de la médecine française, mais aussi les modèles institutionnels pour la recherche. Dans un rapport du chancelier français à Bogotá, celui-ci écrit : *« le nouveau laboratoire d'hygiène à Bogotá est fort bien conçu selon les dernières données de la science et de l'expérience, comportant une section de bactériologie, de vaccins, de statistiques. Tout le centre d'études et de prophylaxie est placé sous l'égide de notre grand Pasteur dont le buste a été érigé à la place d'honneur dans la*

¹ AMAE-Paris- Nouvelle Série : Correspondance politique, Volume 15. Armée Marine. Autorisations: Colombiens en France-Français en Colombie. Renseignements et Publications 1896-1918. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, 11 juillet 1911.

*partie principale. Ceci m'a donné l'idée de faire don à la bibliothèque du laboratoire des œuvres du père de la bactériologie. En conséquence j'ai fait venir de Paris les tomes actuellement publiés de l'édition du docteur Vallery-Radot et les ai envoyés au directeur du Laboratoire National d'Hygiène à Bogotá.».*¹

En réalité, le désir d'introduire les modèles de l'enseignement et des institutions médicales françaises en Colombie n'est pas nouveau et ne se borne pas uniquement à la création de l'Institut Pasteur. Depuis l'époque de la Régénération lorsque Rafael Nuñez assume le pouvoir, les gouvernements colombiens voient la France comme la principale source d'inspiration dans l'ouverture des nouvelles institutions sociales et éducatives. Le gouvernement national commence à organiser différentes missions vers la France dans le but de se renseigner sur les modèles français des hôpitaux et d'enseignement dans les écoles de médecine françaises. Ainsi parmi les premières missions organisées par le gouvernement, relevons celle du médecin colombien Aristides Gutierrez qui arrive à Paris en 1881, chargé par le gouvernement d'étudier l'organisation des écoles de médecine, des hôpitaux et des hospices de France.² En outre, rappelons que les autorités colombiennes chargent les congrégations religieuses françaises de l'administration et de l'organisation de l'Hôpital San Juan de Dios, et de la léproserie d'Aguas de Dios depuis 1870.

Dans un rapport adressé au ministère des affaires étrangères à Paris pour la chancellerie à Bogotá, le chargé d'affaires rend compte de l'importance grandissante de l'influence française dans le domaine de la médecine en Colombie : « *nous avons dans le corps médical en Colombie, un champion de nos idées, de notre science et de notre civilisation* ».³ En bref, la médecine en Colombie demeure le produit de l'action culturelle française exercée par des agents culturels et par le gouvernement. Parmi ces agents nous remarquons le rôle des premiers médecins français arrivés en Colombie après l'indépendance, et de Vericel. En ce qui concerne le gouvernement français, il

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B–Cote15 –Page123, le charge d'affaires de France à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 17 décembre 1926.

² C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B–Cote 3–p. 13, le charge d'affaires de France à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 1 mars 1881.

³ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B–Cote 6–p. 18, le charge d'affaires de France à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 15 octobre 1910.

est représenté par des savants, des religieux et surtout par des institutions comme les écoles de médecine, les hôpitaux, et l'Institut Pasteur, où des étudiants colombiens s'instruisent et adoptent les modèles de la médecine moderne française avec le soutien du gouvernement colombien.

En conclusion, la médecine colombienne se professionnalise et devient une discipline féconde grâce aux apports du modèle de la médecine française. Une discipline qui à l'avenir ne cessera de bénéficier de la contribution scientifique française, d'abord pour stopper la lèpre et autres épidémies apparues pendant l'époque de la guerre des mille jours, et ensuite grâce à la création du « Laboratoire National d'Hygiène à Bogotá », copie de l'Institut Pasteur de Paris.

Chapitre 7

Les expressions artistiques et littéraires en Colombie et la culture française: 1880 à 1914

Renaissance des expressions artistiques et littéraires en Colombie:

Comme nous l'avons dit, depuis l'époque de l'indépendance les élites colombiennes montrent une volonté de rapprochement avec la France qui se traduit par un intérêt pour la culture de ce pays. Dès lors, l'influence culturelle française est toujours présente en Colombie. La France est considérée comme une rivale potentielle par les autres puissances mondiales, telle l'Angleterre, soucieuse de conserver son hégémonie commerciale en Colombie. Malgré cette rivalité, l'influence culturelle française se développe en ce pays pendant le XIX^e siècle et les débuts du XX^e siècle, et elle favorise les échanges avec la France, grâce à une élite très liée au pouvoir politique, tournée de plus en plus vers la culture française, et déçue dans ses attentes par l'Espagne et l'Angleterre.

De nombreux facteurs font alors de la France la première partenaire culturelle de la Colombie : d'abord la langue française considérée comme un vecteur d'érudition et de modernité par les élites colombiennes; ensuite les « Lumières » et l'idéologie révolutionnaire inhérente à la culture française, qui séduisent les élites colombiennes engagées dans la construction d'un Etat-Nation; enfin le poids de l'hégémonie commerciale anglaise en Colombie détourne le regard des élites vers la France. Or, par les biais des comptoirs et grâce à de nouvelles routes maritimes, la Colombie et la France peuvent entretenir un contact constant. C'est ainsi que le rapprochement des élites colombiennes de la France comporte divers aspects qui influencent l'affermissement des rapports culturels entre ces pays.

En conséquence, dans l'analyse des rapports culturels qui se développent par l'action des acteurs culturels, la définition de culture ouvre un vaste champ sémantique. C'est pourquoi dans ce chapitre, nous abordons les expressions artistiques et littéraires de la culture colombienne, assimilées par la terminologie diplomatique dans l'expression des relations culturelles. De cette manière à notre avis, la définition de culture comporte des volets artistiques, littéraires, créés grâce aux rapports

culturels entre la France et la Colombie.

La diffusion de la culture française en Colombie repose donc sur l'action des acteurs culturels français, et sur le dynamisme des élites vivant à Bogotá, Medellín, Cartagena et Baranquilla. Dans ces villes, les élites demeurent les premiers piliers de la culture française et de sa propagation, car pour elles la connaissance de la culture française et du français reste un signe distinctif particulièrement valorisant, contrastant avec l'attitude parfois indifférente du gouvernement français. La diffusion de la culture française en Colombie s'inscrit dans une tradition de culture érudite et dans une démarche progressiste des élites, désireuses de l'associer à la construction de leur Etat Nation. Dès lors, la culture française devient déterminante dans la formation des élites colombiennes, très curieuses de ce que la France peut leur offrir, et soucieuses de se démarquer de la tradition.

Dès le début du XIX^e siècle, le goût français, le sens de l'innovation, l'érudition de la culture française attirent les élites colombiennes, de sorte qu'on peut en trouver les différentes expressions dans les nombreuses manifestations artistiques et culturelles apparues en Colombie. On peut dire que la littérature, la peinture, la musique, la sculpture et plus tard la photographie, la science, la philosophie, la politique, enfin les Beaux-Arts, et bien sûr, l'art de vivre français, sont les bases sur lesquelles les élites colombiennes construisent l'essor de leur culture. Cet « afrancesamiento » se prolongera pendant des décennies, d'autant plus aisément que le prestige de la culture française dans le monde ne souffre alors guère de concurrence.

La capacité des élites colombiennes à assimiler la culture française est telle qu'elles peuvent contribuer à partir du XIX^e siècle à sa diffusion dans toute l'Amérique Latine. La traduction des « Droits de l'Homme » par Antonio Nariño, la publication des anthologies de poésie française et des œuvres traduites du français de Molière, Racine, Balzac, Victor Hugo, Rousseau, Montesquieu et Condorcet, étendent leur influence sur la pensée politique et littéraire du Mexique au cap Horn. Inspirés par les arts, la pensée, la musique, la photographie et la littérature française, les artistes colombiens contribuent à l'essor de nouveaux mouvements intellectuels, artistiques et littéraires, comme nous le verrons dans les chapitres suivants.

Les arts, la musique et la littérature colombiennes sous l'influence culturelle française :

Comme nous l'avons remarqué, depuis 1880 les gouvernements conservateurs colombiens de l'époque de la Régénération se sont fort appliqués à l'institutionnalisation des sciences et des arts en Colombie. Le rôle joué par Rafael Nuñez est très important, car il s'efforce de diffuser les arts, les lettres et la musique en Colombie en tant que président et amoureux de la poésie. Soutenu par ses partisans, il instaure définitivement une Académie Nationale de Beaux-Arts à Bogotá et une Académie Nationale à l'imitation des écoles françaises. Dès lors, plusieurs commissions des spécialistes partent pour la France dans le but d'emprunter ses modèles avec l'accord officiel du gouvernement français.

En 1892, un rapport présenté par la chancellerie française à Bogotá rend compte: « *l'Ecole des Beaux Arts établie depuis six ans sous la direction d'un sculpteur italien, Lighinolfi, a donné de bons résultats. Les nouvelles productions en peinture et en sculpture sont assez senties. Il existe aussi à Bogotá une Académie de Musique où l'on donne des leçons de chant, de piano et de solfège. On y a formé un bon orchestre d'instruments à cordes, et à vent, et qui est nombreux. Cette école est dirigée par G. Panci et par Azzhali. A Medellín, il existe aussi une autre Ecole de Beaux-arts.*».¹

Ces écoles restent sous la tutelle française, car elles sont sous la direction des étudiants colombiens instruits dans les Ecoles de Beaux-Arts et de Musique de Paris, où ils se forment sous l'influence des maîtres, artistes, et des principales tendances artistiques, littéraires et musicales françaises. En outre certains acteurs culturels français parmi lesquels la colonie française, les chargés d'affaires, et les congrégations religieuses, jouent un rôle essentiel dans le renouvellement et l'affermissement des expressions artistiques et littéraires en Colombie, comme nous voulons le montrer maintenant.

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 3-Page 303, le charge d'affaires de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 26 septembre 1892.

Le renouvellement de la peinture et de la sculpture en Colombie sous l'influence culturelle française :

Le renouvellement de la peinture :

En 1903, c'est le peintre colombien Andres Eusebio Santamaria qui prend la direction de l'Ecole de Beaux-Arts à Bogotá. A côté de cette grande école, il décide de créer une école annexe d'arts décoratifs et industriels, destinée aux jeunes gens des couches populaires, où l'on apprend certains rudiments de céramique, orfèvrerie, fonte des métaux, et taille en bois et pierre. Il y parvient grâce au soutien politique et financier des présidents José Manuel Marroquin et du général Rafael Reyes. Santamaria est rentré en Colombie jouissant d'une grande réputation, car il à vécu en France et s'est formé à l'Ecole des Beaux-Arts de Paris sous l'influence des peintres français Jacques Ferdinand Humbert, Alfred Roll et Henri Gervex. Il réalise aussi plusieurs expositions dans le Salon de la Société Nationale des Beaux-Arts de Paris après 1887.¹

Son prestige indiscutable lui permet de créer l'école annexe d'arts décoratifs et industriels, et d'accéder très vite à la direction de l'école à Bogotá où il s'applique à faire connaître l'impressionnisme, la dernière tendance de la peinture moderne française du moment. Après 1904, lorsque la guerre des mille jours arrive à sa fin, Andres Santamaria, très attiré par l'impressionnisme dans la réalisation de son œuvre, veut initier les élèves de l'Ecole Nationale à cette nouvelle tendance artistique dans la chaire de paysage. Andres Santamaria dans son œuvre artistique se révèle un réaliste, mais il choisit comme sujet artistique des paysages et un quotidien librement interprétés selon sa vision personnelle, imitant certains impressionnistes français.

De la sorte, il lance en Colombie l'œuvre des grands peintres impressionnistes français comme Claude Monet, le représentant le plus typique de cette école picturale française. Peu à peu l'œuvre de Santamaria gagne une place important en Colombie, surtout lorsque certains de ses tableaux sont exposés dans les expositions d'art moderne organisées à Bogotá où ils méritent plusieurs prix. Parmi les plus célèbres de

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 6-Page 18, le charge d'affaires de France à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 15 octobre 1910.

ces tableaux, nous trouvons «Las lavanderas del Sena », « La arenera», «Las segadores», « Les fusileros », « El baño del bebe », «El té », « Dos paisajes del mar», « La niña a caballo ». Les trois sont premiers directement inspirés par les œuvres des impressionnistes français Jean François Millet et Gustave Coubert.

Un rapport rédigé par la chancellerie française à Bogotá rend compte de l'influence de Santamaria en faveur de la diffusion de l'art français. Le chancelier français écrit : *«Depuis son retour en Colombie et sa nomination à la tête de l'Ecole des Beaux-Arts à Bogotá, il s'est efforcé sans cesse de faire triompher les principes de l'école française et de propager les doctrines de l'art français.»*¹ Santamaria incite ainsi ses élèves à imiter les impressionnistes français, et impose finalement l'impressionnisme dans la peinture colombienne. Il participe grandement à la formation des premières générations de peintres colombiens impressionnistes. Parmi ce groupe des élèves nous trouvons les noms de Jésus María Zamora, Ricardo Borrero, Eugenio Zerda, Miguel Diaz Vargas et Gomez Campuzano, dont certains connaissent la célébrité depuis les années 1920.

L'impressionnisme imposé par Santamaria marque une rupture avec l'académisme, une tendance artistique très conventionnelle qui depuis l'époque coloniale s'est bornée à l'imitation sans laisser place à l'originalité, à la création et à l'imagination. Avant l'arrivée de l'impressionnisme, la plupart des peintres colombiens formés sous l'académisme s'étaient bornés à représenter des héros, des batailles de la guerre de l'indépendance, et surtout les portraits des présidents, en exaltant l'esprit patriotique en parfait accord avec l'idéologie de la Régénération qui cherchait par la représentation artistique à justifier et institutionnaliser un état nouveau basé sur l'ordre. La peinture historique et religieuse recouvrait tous les espaces ouverts à la peinture.

L'œuvre artistique de Santamaria, caractérisée par un regard ingénu sur la nature, cherche à exprimer les sensations et les émotions qu'elle lui produit, et une attitude nouvelle et rénovatrice, dans un moment difficile pour un pays qui sort de la guerre des mille jours. Dans ce contexte, l'impressionnisme importé par Santamaria

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 6-Page 18, le charge d'affaires de France à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 15 octobre 1910.

renouvelle l'art colombien, entre en opposition avec l'académisme, et choque avec les courants de la peinture traditionaliste tendant à l'exaltation du patriotisme ou du sentiment religieux. Ensuite, pendant les années vingt, le style « costumbriste » entre en pleine contradiction avec les idées nationalistes de cette époque, ce qui entraîne finalement l'oubli relatif des contributions de Santamaria dans la peinture en Colombie. Mais le rôle de Santamaria dépasse le domaine de la peinture et illustre le domaine de la sculpture comme nous voulons le montrer ensuite.

Le renouvellement de la sculpture :

La contribution de Santamaria ne se borne pas au rajeunissement de la peinture; il contribue largement à la professionnalisation de la sculpture qui débute après l'arrivée du sculpteur italien Lighinolfi. Mais c'est Andres Santamaria qui parviendra à consolider cette discipline artistique. Dès son origine, la sculpture en Colombie s'est trouvée très liée à la professionnalisation de la peinture, car elles débutent ensemble après la création de l'Ecole des Beaux-Arts de Bogotá. Andres Santamaria prend la direction de l'Ecole et encourage la professionnalisation de ces disciplines artistiques relativement nouvelles. A ce moment là, Santamaria apparaît donc aussi comme pionnier de la sculpture en Colombie.

En ce qui concerne la sculpture, Santamaria contribue grandement à sa diffusion, car à plusieurs reprises, dans sa position d'artiste le plus reconnu, il intercède directement auprès des autorités colombiennes en faveur de la réalisation par des sculpteurs français de monuments, statues et bustes destinés à la commémoration des fêtes patriotiques. Les autorités colombiennes ont en effet l'habitude de commémorer l'anniversaire de la fête nationale le jour de l'indépendance, avec l'inauguration des statues des héros de l'indépendance, réalisées par des sculpteurs italiens ou français. A ce sujet, voici le rapport qui rend compte des festivités patriotiques du 20 juillet 1910: *« il paraît déjà comme probable que la cérémonie qui aura le plus de solennité sera l'innovation, sur la plus grande place de la ville, de la statue équestre de Bolívar, œuvre de notre compatriote le sculpteur Fremiet, professeur à l'Ecole des Beaux-Arts*

de Paris ». ¹ Andres Santamaria cherche à réserver les commandes des statues et des bustes aux sculpteurs français, face à la concurrence des sculpteurs italiens et espagnols.

Un autre rapport rédigé par la chancellerie française à Bogotá remarque aussi l'influence de Santamaria en faveur de la diffusion de la sculpture française: « *Après une lutte très chaude, il a obtenu que toutes les commandes artistiques qui se faisaient auparavant en Italie se fassent dorénavant en France et c'est ainsi, notamment que l'on peut dire que c'est à lui que nous sommes redevables de la totalité des commandes en bustes et statues qui ont été faites à l'occasion des fêtes du centenaire de l'indépendance colombienne notamment : une statue équestre de Bolívar, due au ciseau de Fremiet, deux grandes statues en pied demandées à Verlet, un monument avec buste de Antonio Ricaurte, par Grebert, enfin un monument avec buste de Camilo Torres par Verlet* ». ²

Dans un autre rapport nous lisons : « *Andres Santamaria a pour la France une vive sympathie et la plus grande admiration pour le talent de ses artistes. Il l'a prouvé d'ailleurs en décidant le gouvernement colombien, qui s'était d'abord adressé à l'Italie et à l'Espagne pour la commande des statues dont il s'agit, à abandonner ce projet pour confier à nos deux artistes parisiens la sculpture des marbres de la Colombie contribuant à augmenter encore dans cette république sud-américaine la haute renommée du génie français* ». ³ Avant la professionnalisation de la peinture, la sculpture en Colombie s'est bornée à la présence de certaines statues, bustes ou monuments réalisés par des sculpteurs étrangers dont les œuvres sont inaugurées pendant l'organisation des fêtes patriotiques.

Nous trouvons des rapports où les chanceliers français à Bogotá remarquent la liaison entre les fêtes patriotiques et l'inauguration de sculptures réalisées par des

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 5-p. 484, le charge d'affaires de France à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 1 mars 1910.

² C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 6 –p. 18, le charge d'affaires de France à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 15 octobre 1910.

³ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 5 –p. 484, le charge d'affaires de France à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 1 mars 1910.

sculpteurs français. Dans un de ces rapports sur la fête du centenaire en Colombie 1910, nous lisons : « *tous les bustes et toutes les statues inaugurées pendant ces fêtes avaient été commandées à des artistes français* ». ¹ Les fêtes patriotiques ont le caractère de fêtes des arts, car en tant qu'espaces culturels ouverts à l'expression des Beaux-Arts, elles sont l'occasion des premières expressions de la sculpture en Colombie. Dès lors, Andres Santamaria joue un rôle déterminant dans l'élan de la sculpture dans ce pays. Mais il faut aussi remarquer le rôle des autres acteurs culturels en faveur de la sculpture, en particulier le rôle joué par la colonie française dans la diffusion de la sculpture française en Colombie, où la plupart des fêtes patriotiques demandent la participation des citoyens étrangers. La colonie française en profite pour commander aux sculpteurs français la réalisation des statues, bustes ou monuments historiques.

Une correspondance de la chancellerie française à Bogotá en 1910 illustre très bien cela. Le chancelier écrit au ministre des affaires étrangères à Paris : « *Votre excellence connaît mieux que moi l'extrême susceptibilité du patriotisme parmi les nations sud-américaines et comme notre colonie est sans conteste possible la plus nombreuse, la plus florissante et la plus riche à Bogotá, l'on se demandait à tous les degrés de la société ce que nous ferions pour nous associer aux réjouissances publiques. Les Espagnols décidèrent de faire ériger une plaque commémorative en souvenir de « l'Adelantado Quesada », le premier conquistador de la Colombie et le fondateur de Bogotá. C'était pour eux se tirer assez habilement de l'affaire : ils ne fêtaient, en réalité qu'un héros espagnol, mais comme Bogotá lui doit son existence, ils réussirent à faire participer le gouvernement à cette cérémonie. Quant aux Anglais ce fût le comité des fêtes de l'indépendance qui prit l'initiative de commémorer par une plaque de marbre également, la vaillance de la légion britannique qui combattit héroïquement contre la tyrannie espagnole. A l'unanimité des Français et avec un véritable enthousiasme, il fut décidé d'offrir une couronne en fer forgé qui serait déposée par la colonie en corps sur le socle de la statue de Bolívar, due au ciseau de Fremiet et qui devait être inaugurée solennellement ».* ²

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B -Cote 6- p. 1, le charge d'affaires de France à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 31 août 1910.

² *Ibid.*, 31 août 1910.

Les fêtes du centenaire de l'indépendance colombienne sont en quelque sorte une véritable manifestation en faveur de l'art français. La colonie française à Bogotá y joue un rôle essentiel, et son dynamisme en faveur de la diffusion de la sculpture française facilite la reconnaissance de la sculpture comme discipline artistique. Après 1870, la colonie française apparaît comme la principale protagoniste culturelle de ces festivités patriotiques où elle trouve l'espace culturel ouvert aux manifestations artistiques propres à sa culture. Incontestablement, cette colonie est un acteur décisif pour l'avenir des arts en Colombie.

Le renouvellement de la Musique :

Le renouvellement de la musique en Colombie sous l'influence culturelle française se déroule dans le même contexte historique que pour la peinture et la sculpture. Le gouvernement conservateur du président José Manuel Marroquín décide en même temps que celle des Beaux-Arts l'ouverture d'une Ecole de Musique à Bogotá. Outre les difficultés financières consécutives à la guerre de mille jours, cette Ecole bute sur l'impossibilité de recruter un directeur. Il faut attendre le début du XX^e siècle pour que la musique devienne une discipline artistique reconnue. En effet, l'Ecole de Musique à Bogotá n'arrive à démarrer vraiment qu'à partir de l'arrivée d'un étudiant colombien formé à Paris, Guillermo Uribe Holguín, en 1910, lorsque celui rentre au pays après trois années d'études musicales dans la Schola Cantorum de Paris, sous la direction du musicien français Vincent d'Indy. Grâce à sa formation, il assure immédiatement la direction de l'Ecole de Musique à Bogotá, qu'il veut transformer en Conservatoire National identique à celui de Paris, afin d'instruire les premiers musiciens professionnels. Uribe Holguín, éduqué à Paris, apprend la musique française si admirée à l'étranger, où Paris apparaît comme la capitale musicale du monde, et exerce un attrait irrésistible sur les compositeurs et interprètes grisés par l'effervescence intellectuelle et artistique de cette ville.¹

Pendant le XIX^e siècle et les débuts du XX^e siècle, la France a sur de nombreuses autres nations européennes l'avantage d'une identité forte. En musique, cela se traduit pour une longue tradition musicale représentée par des personnalités aussi différentes

¹ C A D Nantes-Service des œuvres français A l'Etranger -Cote 46 -Page 12, le chargé d'affaires de France à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 25 mars 1931.

que Claude Debussy, Gabriel Fauré, Maurice Ravel, et de nombreux autres compositeurs impressionnistes qui par l'intermédiaire de la musique, décriront les impressions produites sur eux par ce qu'ils voient et entendent. Uribe Holguín, très admiratif de ces compositeurs français, impose cet impressionnisme musical dans la musique colombienne, encore embourbée dans les rythmes musicaux populaires de l'époque coloniale, le Bambuco, el Pasillo et la Guavina, rythmes musicaux ancestraux, mélange de la musique des indiens avec l'héritage de la musique espagnole.¹

Ce nouveau compositeur colombien attiré par la musique symphonique, veut renouveler la musique colombienne en utilisant pour cela les rythmes musicaux classiques des créateurs modernes français. On lui doit des partitions lyriques, suites, concerts pour piano, sonates pour violon, œuvre musicale si prolifique qu'à présent on compte à peu près trois cents compositions encore disponibles à la Fondation Musicale qui porte son nom. Il faut cependant reconnaître que la plupart de son œuvre est un peu tombée dans l'oubli, éclipsée par son rôle capital comme directeur du premier Conservatoire National de Musique fondé à Bogotá, et comme fondateur du premier Orchestre Symphonique du pays. Uribe Holguín passe vingt cinq années à la direction du Conservatoire où il se consacre à l'enseignement du violon, à la composition et à la direction orchestrale. Ici, se forment la plupart des musiciens professionnels de la génération des années vingt; parmi eux Pedro Morales Pino et le célèbre pianiste Luis A. Calvo condamné ensuite à l'oubli dans la léproserie d'Aguas de Dios après avoir attrapé la lèpre.²

Le renouvellement artistique entrepris par Uribe Holguín provoque des répercussions incontestables dans le champ de la musique colombienne, musique populaire sclérosée dans des rythmes musicaux traditionnels, ou musique européenne restée un privilège des élites colombiennes amatrices d'opéra italien. Mais les idées nationalistes des années vingt s'opposent à la musique européenne, de sorte que l'œuvre d'Uribe Holguín se résume finalement à la formation des élèves au conservatoire. La diffusion de la musique symphonique est assurée surtout par la

¹ Ellie Anne Duque, « Guillermo Uribe Holguín Creador del Conservatorio y de la Sinfonía Nacional » ; dans *Revista Credencial Historia*, N° 120, diciembre 1999, p. sp.

² *Ibid.*

colonie française, qui profite de son prestige et de sa position économique pour l'imposer dans les cercles politiques et économiques des élites colombiennes.

L'arrivée de la photographie en Colombie sous l'influence culturelle française :

En ce qui concerne cette nouvelle technique employée comme moyen d'expression artistique, elle arrive très tôt en Colombie, en provenance de France, grâce au diplomate français Jean Baptiste Louis, baron de Gros, chargé d'affaires à Bogotá, qui rentre d'un des ses voyages avec le premier daguerréotype, en 1842. C'est à lui que revient le privilège de prendre la première photo de la Colombie «La Calle del Observatorio». Ce baron français, amateur de Beaux-Arts, et peintre de plusieurs des plus beaux paysages colombiens (« El Salto del Tequendama », « Le Rio Bogotá », et « El Puente Iconozo en Pandi »), organise un cercle d'hommes cultivés que le diplomate initie à la photographie, la plus moderne des techniques artistiques françaises. Désormais, le baron de Gros est plutôt cité dans ce pays comme le pionnier de la photographie que comme diplomate ou peintre consacré par ses qualités artistiques.¹

Entre temps, plusieurs voyageurs et aventuriers étrangers qui parcourent le pays, arrivent munis des premiers appareils de photo dans le but d'explorer la Colombie. Parmi ceux-ci, l'américain John Amstong et l'allemand Emilio Herbruger. Peu à peu la capitale du pays Santa Fè de Bogotá, et la ville de Medellín capitale du département d'Antioquia deviennent les épicentres principaux de cette nouvelle invention artistique. Dans ces villes se concentre une grande partie des élites riches et surtout la colonie française, fières d'immortaliser leurs images et celles de leurs familiers. Or, si nous trouvons à Santa Fè de Bogotá les premiers photographes et les premiers laboratoires de photo d'anciens voyageurs étrangers, et postérieurement les premiers et les plus importants photographes du pays comme le peintre Luis Garcia Hevia, c'est à Medellín que nous trouvons le premier laboratoire professionnel de photographie créée par des Colombiens amateurs de cet art qu'ils ont appris directement à Paris.

¹ Santiago Londoño Velez, « Pioneros de la fotografía en Antioquia »; dans *Revista Credencial Historia*, marzo 1996, p. sp.

En 1851, Vicente Restrepo étudiant à l'École des Mines de Paris, très attiré par la photographie, décide d'apprendre cette technique et suit un stage au laboratoire de photographie du savant Poulez à Paris. En rentrant à Medellín, à côté de son activité d'exploration de mines d'or, il crée avec l'aide de son frère Pastor Restrepo le premier laboratoire de photos à Medellín : « Laboratorio de Fotografía de los Hermanos Restrepo » où en 1866 se produisent les premières « cartes de visite » de style parisien. Ainsi des petits portraits de membres des classes riches et parmi eux des portraits de Français résidant dans la ville commencent à circuler en forme de souvenirs. Ensuite, plus motivé que son frère Vicente, qui passe son temps entre la photographie et la traduction de livres en français, c'est Pastor Restrepo qui voyage à Paris, afin d'importer les techniques photographiques modernes. Pour cela, il s'intègre au laboratoire d'un des plus importants photographes français, Léon Lambert, où Pastor apprend la technique de lambertypie qu'il introduit pour la première fois en Colombie.

En 1881, Pastor Restrepo découragé par l'état continu des guerres civiles, renonce à son laboratoire de photographie et s'associe avec le jeune artiste Gonzalo Gaviria, étudiant la peinture à Paris, séduit par l'art de la photographie. Gonzalo Gaviria devient le propriétaire de l'ancien laboratoire des frères Restrepo et introduit la technique de la photographie instantanée sur tout le territoire national. C'est une des plus sérieuses contributions au développement de la photographie, qui dès son apparition révolutionne le monde des images dans un pays jusque là habitué à l'iconographie des images religieuses, et aux portraits des pères illustres constructeurs de la patrie. Avec l'apparition de la photographie, la Colombie accède pour la première fois à la possibilité de construire son propre patrimoine historique et culturel des images qui relatent les faits marquants de la vie du pays.

En bref, pour terminer ce chapitre concernant le renouvellement et la professionnalisation de la peinture, de la sculpture, de la musique et de la photographie en Colombie, nous constatons qu'ils sont surtout l'aboutissement de l'influence culturelle française. Cela grâce à l'action des acteurs culturels comme le peintre Santamaria, le musicien Uribe Holguín, les photographes Restrepo, et Gonzalo Gaviria, tous formés dans les grandes écoles des arts, les conservatoires et les laboratoires photographiques de Paris. Ce renouvellement artistique est possible grâce

au rôle joué par la colonie française, un des principaux protagonistes de la diffusion de ces disciplines artistiques. Par ailleurs, il faut ajouter que dès le début, ces arts ainsi renouvelés, cet esprit moderne et rénovateur importé de Paris, ont secoué le pays traditionnel, endormi dans un passé ténébreux, condamné à l'iconographie religieuse, au spectre des guerres civiles représentées dans les portraits de pères illustres de la patrie, et aux rythmes désuets des guavinas, pasillos et bambucos.

Chapitre 8

Le renouveau littéraire en Colombie sous l'influence française

Les débuts de l'influence française sur la littérature colombienne sont fortement liés au développement de l'imprimerie, et à la diffusion des premiers journaux du pays à la fin des années 1840, lorsqu'à Bogotá certains propriétaires des imprimeries comme Manuel Ancizar, éditent dans leur journal, le *Neogranadino*, les premiers fascicules contenant les romans les plus célèbres de la littérature française. Parmi ceux-ci, les romans de l'écrivain Eugène Sue, auteur de romans feuilletons qui évoquent les bas-fonds parisiens comme *Matilda ou Mémoires d'une Fille*, le premier roman-feuilleton publié en Colombie dans le journal *Neogranadino*, en 1849. Postérieurement, ce journal continue à publier l'œuvre des Dumas, d'abord d'Alexandre, dit Dumas fils, tels *Pauline*, *Les Deux Dianas*, et *Ascanio*, publiés en 1850.¹

En suite au bon accueil de tous ces romans-feuilletons, Manuel Ancizar, conscient que le seul nom des Dumas est déjà la garantie du succès, s'engage à la publication de certaines œuvres complètes d'Alexandre Dumas père, auteur de plus de trois cents ouvrages, et le plus populaire des écrivains français de l'époque romantique grâce à ses drames. C'est ainsi qu'Ancizar publie le livre *La Reine Margot*, traduit en langue hispanique par l'espagnol Eduardo Gonzales Pedroso. Entre temps en 1852 à Bogotá, au fur et à mesure que la publication des romans, feuilletons, et drames s'avère un succès, les nouveaux propriétaires des autres imprimeries veulent, eux-aussi, s'aventurer dans l'édition de nouveaux journaux comme *El Pasatiempo* et *La Ilustración* où se publient les romans-feuilletons autrefois publiés par Ancizar. C'est alors le propriétaire de *La Ilustración*, qui publie le livre complet de Dumas fils intitulé *Trois Hommes Forts*, dans la version espagnole du vénézuélien Juan Vicente Camacho.

La publication des ouvrages des écrivains les plus renommés de la littérature française devient alors un fait courant en Colombie. Les élites cultivées à qui s'adressent uniquement ces publications, se forment sous l'influence du roman-

¹ Raul Jiménez Arango, « Literatura de folletín del siglo XIX », dans *Revista Credencial Historia*, N° 17, mayo 1991, p. sp

feuilleton où elles apprennent le romantisme français de Victor Hugo. Dès lors, ces élites continueront à se familiariser avec d'autres tendances littéraires parmi lesquelles le naturalisme et le réalisme, le romantisme, grâce à la publication des ouvrages de Chateaubriand et d'Emile Zola. Finalement, cette influence littéraire française contribuera à l'apparition de la première génération des écrivains colombiens, après 1880. Cette génération éveillée à la littérature française, loin de la scène politique ou liée à celle-ci, veut accompagner la structuration de l'Etat Nation en Colombie d'une nouvelle réflexion littéraire, de sorte que ce groupe d'écrivains apparaît comme le nouveaux héros de la patrie renaissante.

Ces nouveaux héros de la littérature instruits des principaux courants littéraires français en adoptent et imitent les sujets et les images. Le romantisme, le naturalisme, le réalisme, seront à la source d'une pensée renouvelée, voire d'une pensée moderniste dont les traits marquent les premiers ouvrages de ceux qui deviendront poètes et romanciers. Parmi ceux-ci Jorge Isaacs, Tomas Carrasquilla, José Asuncion Silva, José María Vargas Vila, Guillermo Valencia, et José Eustacio Rivera, héritiers des lettres françaises, dont les ouvrages se signalent par une sensibilité romantique profonde, par une critique réaliste mordante ou par un modernisme libérateur, bouleversent et scandalisent la société patriarcale, hiérarchisée, conservatrice et cléricale de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle.

Cette génération qui ajuste avec imagination et créativité la littérature française à sa pensée tropicale et andine, est la première éclosion de la littérature latino-américaine, même si certains noms demeurent oubliés de la littérature colombienne d'aujourd'hui. Cependant, l'apport de ces écrivains romantiques, costumbristes et modernistes est incontestable. En réalité, personne ne peut nier par exemple la contribution d'écrivains comme Isaacs qui demeure le plus grand représentant du genre littéraire romantique. Ce politicien et commerçant, né dans la région du Cauca en 1837, s'inspire du roman *Atala* de François René Chateaubriand, pour écrire *María*, l'ouvrage insigne du romantisme colombien du XIX^e siècle. Dans ce roman, Isaac en utilisant l'idéalisation de l'amour et la beauté du paysage déjà exprimé par Chateaubriand, décrit l'amour éternel d'Efrain et María, les deux personnages centraux de son roman, lesquels dans l'immensité et la solitude de la vallée du Cauca symbolisent la pureté de l'amour. Ce sentiment était jusqu'alors occulté dans la

société hypocrite, conservatrice, patriarcale et catholique du Cauca, choquée par la tendresse et les caresses de ces personnages. L'amour analysé par Isaac dans un langage esthétique et lyrique, inspire désormais les futurs romanciers colombiens.¹

Mentionnons encore Tomas Carrasquilla né le 17 janvier 1858 dans la région d'Antioquia. En 1876, ce futur romancier entreprend à l'Université de sa région ses études de droit, qu'il ne parviendra pas à finir, car l'université ferme à cause de la guerre civile. Il devient un employé public dans son petit village de Santa María, activité qu'il partage avec sa passion pour la lecture des romans français de l'époque, surtout ceux d'Honoré Balzac, de Gustave Flaubert où Carrasquilla apprend le réalisme.² Ce courant littéraire français de la seconde moitié du XIX^e siècle privilégie la représentation exacte, non idéalisée de la nature et des hommes. Désormais, Carrasquilla trouve dans le réalisme l'originalité littéraire pour écrire ses romans. Dans ces romans, parmi lesquels les plus célèbres sont *Frutos de mi Tierra*, et *La Marquesa de Yolombo*, Carrasquilla décrit les habitudes, les croyances et les comportements des gens de la région d'Antioquia.

Ces romans marquent la littérature colombienne, et Carrasquilla apparaît finalement comme le pionnier du costumbrisme, son meilleur représentant, lorsqu'il utilise le réalisme pour ses descriptions régionales. Il faut ajouter que Carrasquilla prend le contre-pied des écrivains que s'autoproclament romantiques ou modernistes, et qu'il considère simples copieurs de la littérature française. Carrasquilla défend dans le domaine de la littérature colombienne, le souci d'originalité, le devoir de se consacrer d'une façon naturaliste à la description de la réalité locale. Autrement dit, pour Carrasquilla l'originalité en littérature se trouve dans le costumbrisme, c'est à dire dans la description de la réalité locale, et c'est aussi la richesse littéraire de son œuvre.

Outre Carrasquilla, et dans ce même groupe des écrivains et poètes influencés par la littérature française, il est aussi important de distinguer l'apport de José Asuncion

¹ Enrique Anderson Imbert, *Historia de la literatura hispanoamericana. La Colonia Cien Años*, Mexico, 4^e edición, Brevarios Del Fondo De Cultura Economica, 1962, p. 288-291.

² E. A. Imbert, *Ibid.*, p.346-350.

Silva, le pionnier de la poésie moderniste en Colombie. Ce riche commerçant né à Bogotá en 1865, déclare d s dix huit ans son admiration envers Victor Hugo. Il s'initie à la traduction de certains ouvrages de cet écrivain français, grâce à ses connaissances de la langue française, car Silva a été éduqué dans les meilleurs établissements de la capitale. Dès lors, il rêve d'aller à Paris, en a l'occasion, lorsque son père l'y envoie nouer des relations avec les principales maisons commerciales de Paris. Asuncion Silva plus attiré par la littérature française que par les affaires, profite de son séjour d'une année à Paris pour se rapprocher plus encore de l'œuvre de Victor Hugo. Il découvre de nouveaux poètes et écrivains, parmi lesquels Charles Baudelaire et l'anglais Edgar Alan Poe. Enfin, Silva fait la découverte des idées modernistes du poète nicaraguayen Ruben Dario.¹

Lorsque Silva rentre en Colombie, il veut révolutionner le petit monde des lettres colombiennes. Il se présente comme un poète moderne, en reprenant le romantisme de Baudelaire et le modernisme du poète nicaraguayen Ruben Dario. C'est ainsi que Silva inspiré par Baudelaire, reprend l'idée de la tragédie du destin humain et l'idée du mysticisme, tandis que de Ruben Dario, il garde l'ambition de renouveler les sujets et le style de la poésie. Silva utilise la tragédie, le désespoir et la douleur humaine dans l'écriture lyrique de ses vers qui deviendront les plus célébrés poèmes de la littérature colombienne. Dans : « Gotas Amargas », « Nocturno », « Libro de Versos », et « Cuentos Negros ». Les poèmes de Silva, écrits dans un langage d'une esthétique très pure, expriment avec une sensibilité extrême le sentiment tragique de la mort dans l'esprit des hommes. Mais cela provoque l'hostilité de la société rigide et aristocratique de Bogotá qui se montre plus scandalisée qu'émue par la poésie moderne de Silva.

Cette société n'est pas encore habituée à entendre l'évocation poétique de la mort, et elle n'est pas encore disposée à lire ce poète sensible qui la rend esthétique. La poésie de Silva dérange les élites, car sa poésie appartient à un genre littéraire diff rent du costumbrisme qui profite d'une grande popularité parmi ces élites. Silva ridiculise les courtisans du costumbrisme qui se disent créatifs et veulent se montrer authentiques, originaux. Silva les accuse de se borner de façon grossière à adapter les

¹ E. A. Imbert, *Historia de la literatura hispanoamericana*, op. cit., p.336-338.

sujets, le contexte et les situations spécifiques qui caractérisent les romans populaires français, lorsqu'ils s'aventurent à écrire des romans. Les courtisans du costumbrisme apparaissent aux yeux de Silva comme des gens ordinaires, ridicules, vulgaires et parfois maniérés. C'est pourquoi, Silva écrit poèmes et romans où il ridiculise le manque d'originalité et de créativité des élites et leurs habitudes simples ou maniérées. Parmi ces poèmes retenons celui intitulé «SinfoníaColor de Fresas con Leche », et le roman *De Sobremesa*, à cause desquels les classes riches de Bogotá le condamnent à l'oubli pendant de longues années.

Mais Silva n'est pas le seul oublié, il n'est pas tout seul à renouveler les lettres en Colombie. A son côté nous trouvons un des romanciers les plus remarquables de la littérature moderne colombienne et latino-américaine, l'écrivain José María Vargas Vila, dont l'œuvre dénote une forte influence française. Vargas Vila est né à Bogotá en 1860; il s'y forme comme maître d'école primaire, profession compatible avec son goût pour la littérature française. Ainsi, il est à la tête de la création de certains magazines spécialisés en littérature française parmi lesquels *La Revista Eco Andino*. Néanmoins, lorsque la guerre civile de 1885 éclate contre le régime conservateur de Rafael Nuñez, Vargas Vila est obligé de cesser ses activités pour s'engager dans l'armée libérale-radical qui combat Nuñez. A la fin des affrontements militaires, dont Rafael Nuñez sort vainqueur, Vila fuit se réfugier au Venezuela, où il devient journaliste et crée le revue *Los Refractarios*.

Ensuite, Vila initie une longue série d'allers et retours en Colombie où il continue son travail de journaliste, et fait connaissance d'Asuncion Silva. Dès lors Vila devient son ami et admirateur, tandis que la situation politique du pays ne cesse de se dégrader surtout pendant la guerre civile de mille jours de 1899-1903. A ce moment là, Vargas Vila fuit en Equateur où selon certains biographes, il devient ami du président libéral radical Eloy Alfaro. Alors, il semble qu'Eloy Alfaro l'accueille comme un de ses meilleurs collaborateurs, et le nomme chargé d'affaires d'Equateur à Rome, puis à Paris. C'est ainsi grâce à sa condition de diplomate que Vargas Vila se familiarise avec le monde de la politique et la culture européenne.¹ C'est à Paris par exemple que

¹ Otto Morales Benitez, *San Clemente, Marroquín, El liberalismo en Panamá*, Bogotá, San Antonio Editores, 1998, p. sp.

Vargas Vila s'entretient personnellement avec le poète Ruben Dario, à qui l'écrivain colombien porte une grande admiration, car il a envie d'apparaître comme un écrivain moderne.

C'est à Paris aussi qu'il fait la découverte d'Emile Zola, mais surtout de l'œuvre d'Honoré de Balzac, dont Vargas Vila emprunte l'art de raconter les contradictions sociales qui submergent la société. Dans certains ouvrages de Balzac, cette société apparaît comme hantée par le pouvoir de l'argent, et livrée à des passions dévorantes, éléments qui désormais marquent en profondeur les romans de Vargas Vila où la passion et la cupidité ont une place importante. En 1903, Vargas Vila écrit son premier roman intitulé *Rosas de la Tarde*. Par la suite, il continue à délecter ses lecteurs avec les romans : *Aurora o las violetas*, *Flor de Fango*, *Ibis*, les plus célèbres romans de cet écrivain, pourtant censurés par l'Etat colombien, depuis que Vargas Vila avec un langage acerbe et irrévérencieux aborde des sujets comme l'avidité des classes riches et surtout l'érotisme, sujet encore jugé tabou et atteinte à la morale catholique de l'hypocrite société de Bogotá.

En conséquence, Vargas Vila est excommunié par les représentants de l'Eglise catholique, et il est aussi condamné à l'exil en Europe par les autorités conservatrices. En 1933, il meurt à Barcelone. On compte plus de vingt romans parmi ses ouvrages. Ils jouissent d'une grande notoriété dans toute l'Amérique Latine où il devient une célébrité, malgré les efforts de l'Eglise catholique et de certaines autorités rétrogrades de Colombie qui cherchent à exclure son legs artistique de l'histoire de la littérature colombienne. Le parcours littéraire de Vargas Vila et d'autres écrivains et poètes colombiens déjà cités demeure un exemple à suivre pour une nouvelle génération de romanciers et poètes colombiens.

Parmi ce groupe des continuateurs il faut noter les noms du poète Guillermo Valencia et du romancier José Eustacio Rivera, dont les ouvrages font partie du premier essor de la littérature latino-américaine. Ceux-ci en s'inspirant de l'œuvre des pionniers de la littérature colombienne contribuent à arracher à l'oubli leurs noms et leurs ouvrages. Ainsi Valencia qui se réclame admirateur de la poésie de Silva, écrit son magnifique livre *Ritos*, inspiré des vers « Nocturno » de Silva, en 1898; tandis que Rivera écrit *la Vorágine* en s'inspirant de l'œuvre de Carrasquilla, en 1922. En

conséquence, Valencia demeure l'héritier du modernisme poétique de Silva et Rivera l'héritier du costumbrisme de Carrasquilla. Entre temps, la liste des héritiers des pionniers de la littérature colombienne ne cesse de grandir, de telle manière que l'influence des pionniers, et avec celle-ci l'influence de la littérature française restent évidentes. Des écrivains et poètes parmi lesquels Julio Flores, Leon de Greif, Porfirio Barbajacobf, Caballero Calderon, s'autoproclament les successeurs des pionniers et les amants de la littérature française.

Après cette première éclosion de la littérature en Colombie, apparaît parmi les élites cultivées du pays, une clientèle intellectuelle et le premier groupe de critiques artistiques et littéraires. Ceux-ci, très attirés par le monde des lettres, débute dans l'art de la réflexion littéraire, en utilisent les journaux et magazines où ils publient leur opinion et débattent sur les principales expressions de la littérature colombienne. Ils contribuent énormément à la diffusion de la littérature colombienne dans toutes les couches sociales du pays. En réalité, avec l'apparition des critiques littéraires le nombre des journaux et revues spécialisées en littérature se multiplie, et popularisent la littérature ainsi que l'influence culturelle française qui en est toujours la référence.

De fait, l'influence de la littérature française devient si évidente qu'à plusieurs reprises nous trouvons dans la correspondance de la chancellerie française à Bogotá, de nombreuses informations sur la présence de ces critiques littéraires et leur rôle dans la diffusion de la pensée française. Parmi ce groupe de critiques notons les noms d'Antonio Gomez Restrepo, Manuel A Bonilla, Eduardo Castillo, Laureano Garcia Ortiz, Ismael Lopez, Baldomero Sanin Cano, Gustavo Santos, Ramon Vinyes, Fernando de la Vega dont les critiques apparaissent dans le *Nuevo Tiempo*, *La Nación*, le journal *El Grafico*, *El Día* ou en magazines comme *Cromos*, *Voces*, et *La Revista Contemporanea*. La plupart de ceux-ci circulent abondamment dans les principales villes de pays, Bogotá, Barranquilla et Cartagena.¹

En bref, la littérature colombienne est une preuve de plus de l'influence culturelle

¹ C A D- Nantes, Service des œuvres français A l'Etrangère, N°74, le chargé d'affaires de France en Colombie à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 1 juillet 1921.

française en ce pays. Elle résulte des tendances et des principaux ouvrages des plus célèbres écrivains de la littérature française de la fin du XIX^e siècle. Aux pionniers de la poésie et du roman colombien succède le premier essor de lettres colombiennes, suivi d'une nouvelle génération d'écrivains et poètes. Il faut ajouter que les pionniers et les héritiers du monde des lettres, par leur discours irrévérencieux jettent un regard différent et critique sur la réalité du pays, ce qui choque et perturbe la société colombienne. Il ne faut donc pas s'étonner si l'Eglise et les gouvernements réactionnaires s'efforcent d'occulter et d'enfouir dans l'oubli les œuvres et les auteurs peu conformes aux préceptes d'une société avant tout catholique, postulant la vertu de sa classe dirigeante. Cela explique aussi pourquoi l'influence culturelle française, particulièrement en littérature, reste relativement minimisée en Colombie.

En réalité, l'influence culturelle française est présente partout en Colombie, on peut si l'on veut continuer à parler de cette influence dans d'autres champs et domaines de la vie de ce pays. Pour ainsi le dire, l'influence de la culture française dans l'architecture, le journalisme nous semble très intéressante. Pourtant, nous préférons laisser cette tâche aux spécialistes de ces sujets, d'abord parce que malheureusement certains traits historiques sur l'âge doré de l'influence culturelle française en Colombie contenus dans les documents des archives ont souffert de graves dégâts à cause de la guerre des mille jours. En outre, le besoin des élites colombiennes de cacher, discréditer, fausser et dénaturer l'influence de la culture française en Colombie est évident, car elle contredit et débat le rôle des élites.

Chapitre 9

La suprématie de la langue française en Colombie (1880-1914)

Depuis la guerre d'indépendance, la langue française perçue par les élites colombiennes comme la langue de la liberté et des droits humains, devient non seulement un moyen de communication, mais aussi la langue de la culture parmi les élites colombiennes. Elle garantit l'accès à l'information, à l'éducation, à la science, et demeure le moyen préféré des élites pour s'exprimer, réfléchir, penser, inventer et créer la réalité sociale et politique dans laquelle elles se trouvent. A la fin du XIX^e siècle, le français connaît son apogée, se répand dans tous les espaces disponibles de la vie publique et privée du pays sur une période de presque cinquante ans, et enfin elle demeure la première langue étrangère du pays. La suprématie de la langue française est incontestée et bénéficie de la collaboration de l'élite qui lie son avenir à la civilisation française.

En 1898, différents rapports rédigés par les chanceliers français à Bogotá rendent compte du succès du français ainsi : « *On n'y lit surtout du français, relativement peu d'anglais encore, presque pas d'allemand. La partie littéraire ou scientifique des journaux ou revues à Bogotá se compose le plus souvent d'articles traduits du français* ». ¹ Les élites colombiennes très attirées par la civilisation française ne ménagent pas leurs efforts pour parvenir à maîtriser la langue française, elles renforcent donc l'enseignement du français. Dans un rapport nous lisons : « *La Colombie est certainement parmi les nations de l'Amérique du sud l'une de celles où l'enseignement du français est le plus répandu. Ce résultat est dû à plusieurs causes : tout d'abord leur tournure d'esprit, leur tempérament, leur goût naturel attirent de préférence les Colombiens vers notre science et notre littérature; et, en second lieu c'est à la France que, par tradition la plupart d'entre eux vont demander le complément de leurs études et les diplômes de ses grandes Ecoles : c'est ainsi que la majorité des ingénieurs colombiens sont munis du diplôme de notre Ecole Centrale et que la presque totalité des médecins peuvent se parer du titre de docteur de la Faculté de Paris. Pour ces motifs, l'étude du français figure au premier rang des programmes*

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B Cote 18 p. 1, le chargé d'affaires de France à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 30 avril 1898.

*de tous les établissements d'instruction secondaire. Il occupe même, dans certains d'entre eux, une place importante par l'adjonction, à côté des cours de langue française, d'une chaire d'histoire et des littératures françaises ».*¹

L'apprentissage de la langue française est assuré et développé par les nombreux enseignants que les congrégations françaises envoient chaque année en Colombie. Dans ce pays comme par toute l'Amérique Latine, les Frères des Ecoles Chrétiennes et les Frères Maristes sont les agents les plus actifs de la propagation, de l'enseignement et de la diffusion du français. En 1890, ces deux congrégations possèdent en Colombie vingt trois établissements éducatifs placés dans les départements de Cundinamarca, du Tolima, d'Antioquia et du Cauca. Le personnel enseignement compte cent cinquante neuf professeurs dont quatre vingt douze Français, qui donnent l'instruction à près de sept mille élèves.² Par ailleurs, avec l'arrivée de ces congrégations et la multiplication de leurs collèges on assiste à un renouvellement méthodologique dans l'enseignement du français, caractérisé jusqu'alors par la prépondérance de la méthode grammaire-traduction. Lors de son arrivée, la congrégation des Frères des Ecoles Chrétiennes applique la méthode directe, et pour cela elle utilise les *Leçons de langue française* et *Método intuitivo de la lengua francesa hablada*, de la collection Bruño.

Cette nouvelle méthode, la *Méthode intuitive de la langue française parlée* propose à la fois d'instruire et d'inculquer la morale chrétienne. Dans l'avertissement du cours supérieur, les Frères des Ecoles Chrétiennes signalent que leur objectif est éducatif, dans la mesure où leur enseignement est imprégné des idées chrétiennes et des maximes de la saine morale, mais que leur objectif est aussi d'instruire, car leurs étudiants trouveront dans les lectures, les thèmes, diverses notions scientifiques, des références historiques et des sentences d'hommes célèbres. En outre, l'objectif de leur éducation est utilitaire par son caractère commercial, car il contient un grand nombre d'expressions commerciales, des modèles de lettres et de documents concernant le commerce. En ce qui concerne les méthodes employées par les Frères Maristes, à leur

¹ AMAE-Paris- Série Affaires Diverses Commerciales, l'enseignement du français en Amérique Latine, carton 220, 18 juin 1900.

² *Ibid.*, le 18 juin 1900.

arrivée ils utilisent leurs propres manuels, tout comme les Frères des Ecoles Chrétiennes. Parmi ces manuels utilisés par les Maristes, *Lengua francesca, curso preparatorio*.

En 1900, nous trouvons différents témoignages des chanceliers français à Bogotá, dont les rapports rendent compte du dévouement des congrégations à l'enseignement du français dans leurs différents établissements éducatifs. Un des chanceliers raconte : *«J'ai eu l'occasion de visiter en détail la majeure partie de ces maisons, lors de mon voyage en Antioquia, il y a cinq ans et, plus récemment pendant l'excursion que j'ai faite au début de l'année dernière dans le Cauca et dans le Tolima. J'ai pu constater non seulement que l'enseignement du français tenait dans les programmes de tous ces établissements une place importante, mais encore que le zèle de nos compatriotes s'appliquait sans relâche à orienter les jeunes esprits dont la direction leur était confiée vers l'amour et l'admiration de la France »*.¹ L'enseignement du français fait également partie du programme des écoles et collèges des filles, dirigées par les religieuses françaises comme les Filles de la Charité et les Sœurs de Notre Dame de la Présentation de Tours, et des séminaires sous la direction des Lazaristes, qui comptent plus de trois cents élèves.

Il faut ajouter que l'enseignement du français non seulement s'adresse aux enfants issus des élites, mais aussi aux jeunes gens des autres couches sociales, depuis que ces derniers ont accès à l'instruction supérieure dans les établissements éducatifs dirigés par les congrégations et subventionnés soit par l'état, soit par les départements, soit par les diocèses. De cette manière, les congrégations contribuent grandement à la diffusion et à la popularisation de la langue française. A ce moment, l'enseignement florissant du français n'a aucune concurrence à redouter de l'influence des autres langues étrangères. Dans certaines villes de la côte et de l'Isthme de Panama, l'anglais, il est vrai, est enseigné conjointement avec le français, mais il n'existe point d'école où cette langue soit professée à l'exclusion du français. L'allemand n'est enseigné nulle part. Quelques rares institutions comprennent un cours facultatif d'italien.

¹ AMAE-Paris- Série Affaires Diverses Commerciales, l'enseignement du français en Amérique Latine, carton 220, 18 juin 1900.

L'hégémonie de la langue française en Colombie est aussi une preuve de la prépondérance intellectuelle et culturelle que la France exerce sur ce pays, où les riches familles colombiennes qui veulent donner à leurs enfants une bonne instruction, et surtout celles qui veulent leur donner un enseignement scientifique au niveau professionnel, sont forcées de confier leur éducation aux congrégations. Cela garantit la poursuite en France des études supérieures de leurs enfants. L'admiration des élites colombiennes pour la culture et la science française correspond aux besoins du pays en professionnels hautement qualifiés, surtout médecins et ingénieurs. A la fin du XIX^e siècle, aucun pays étranger ne peut concurrencer la France pour attirer les étudiants colombiens qui rêvent de réaliser leurs études supérieures à l'étranger.

Pour les élites colombiennes, Paris reste encore le plus important pôle scientifique et culturel. D'autres pays comme les Etats Unis d'Amérique, l'Allemagne ou l'Espagne, ne parviennent pas à concurrencer l'attraction des étudiants colombiens vers la France, en dépit de leurs efforts attestés dans ce rapport : *« la prospérité des Etats Unis commence déjà à exercer une fascination très grande sur l'esprit des Colombiens. Particulièrement le luxe de ses récentes universités et de ses établissements scolaires de tous les degrés leur donne une haute idée des études et surtout de la pédagogie du pays des yankees. Même opinion favorable de l'enseignement supérieur de l'Angleterre. Mais c'est l'Allemagne qui tient tout le record dans la cote pédagogique de Bogotá. Les Colombiens sont entièrement entichés de pédagogie et très enclins partout à donner en matière d'enseignement la palme à l'Allemagne. Notre enseignement en France passe pour être un peu inférieur »*.¹

En ce qui concerne la concurrence espagnole, le rapport signale *« Depuis quelques temps l'Espagne fait des avances aux républiques hispano-américaines. Un décret du 16 mars 1897 donne accès aux jeunes gens de ces contrées dans tous les établissements d'instruction publique. Un décret du 8 juillet de la même année leur rend l'accès à l'Ecole Navale du Ferrol. Ces décrets sont communiqués aux ministres des affaires étrangères des républiques visées. L'enseignement public de l'Espagne ne jouit pas encore d'une assez grande estime pour attirer beaucoup, il est vrai,*

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 18-p. 1, le charge d'affaires de France à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 30 avril 1898.

*cependant il va, paraît-il, se relevant. La Revue de l'Instruction Publique de Bogotá publie dans deux numéros consécutifs (août et septembre 1897) la traduction d'un article dans ce sens et très éloigné de la Revue Internationale de l'Enseignement qui se publie à Paris. Dans quelques années d'ici, le discrédit qui pèse encore sur l'enseignement de l'Espagne tombera, et alors la communauté du sang et des croyances pourra exercer plus librement son influence toute naturelle ».*¹

Dans ce contexte de concurrence on s'interroge sur les causes qui retiennent les étudiants colombiens d'aller achever leurs études aux Etats Unis, en Angleterre ou en Allemagne. L'on y trouve plusieurs raisons: d'abord la philosophie des universités anglo-saxonnes ou allemandes, qui effraye l'esprit chrétien de ces étudiants, mais surtout l'idée que jusqu'à 1898 la Colombie est pour ainsi dire inféodée intellectuellement à la France. Cela est dû en grand partie à la maîtrise de la langue française par les étudiants colombiens, qui apprennent le français non seulement comme un moyen de communication mais avant tout comme la langue de la culture. Incontestablement, dans ce rapport, les reproches adressés à l'enseignement français par le chancelier Bourgarel obéissent à son initiative de créer à Paris un collège hispano-américain catholique destiné aux étudiants colombiens croyants, afin de concilier l'attrait de la France sur ces étudiants. Nous ajoutons cette dernière information plus dans le but d'illustrer l'importance de la langue française en Colombie que pour nier la concurrence des autres pays pour attirer les étudiants colombiens vers l'étranger.

A partir des années quatre vingt dix, débute cette concurrence; mais jusqu'à cette date c'est la France qui avait le monopole absolu de la formation des étudiants colombiens. Cela grâce à l'hégémonie de la langue française, cause qui oblige à réagir les autorités françaises à Bogotá. A ce sujet nous trouvons d'autres témoignages du chancelier Bourgarel, qui face à l'essor de la langue française en Colombie, ressent le devoir de réagir. Il raconte: «*Dès mon arrivée ici, il y a six ans, j'ai pensé que j'avais le devoir d'encourager cette hégémonie : j'ai fondé à cet effet, de mes deniers un prix de français dans les quatre principaux établissements de cette capitale : le Collège du Rosario, le Collège de Saint Bartolomé dirigé par les Jésuites espagnols, le Collège*

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 18-p. 1, le charge d'affaires de France à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 30 avril 1898.

*Saint Bernard dirigé par les Frères des Ecoles Chrétiennes, le pensionnat des sœurs de la Présentation. Plus tard, j'ai pu, conjointement avec notre compatriote M. Champeau, recteur de la Faculté de Droit de Bogotá et avocat-conseil de cette Légation, établir ici une section de L'Alliance française, et grâce aux livres de prix envoyés chaque année par cette association, il m'a été possible d'étendre mes libéralités à un grand nombre d'écoles tant à Bogotá qu'en province. Ces largesses si minimes qu'elles soient, ne laissent pas que d'être fort goûtées à la fois par les établissements qui en sont l'objet et par les élèves qui en profitent. Ils y voient avec raison, de la part du gouvernement français, une marque d'intérêt et de sollicitude qu'ils apprécient à sa valeur. La conclusion de cette courte étude, c'est que nous exerçons sur ce pays une sorte de patronat intellectuel et nous ne saurions redouter pour le moment de nous en voir déposséder ».*¹

La langue française est à son apogée et rien ne la menace, même la guerre des mille jours qui vient d'éclater ne compromet pas le développement de cette langue. S'il est vrai que pendant cette guerre la vie intellectuelle et culturelle est en péril, étant donné l'instabilité politique du pays qui provoque la fermeture de certains établissements éducatifs, et surtout le manque de ressources pour financer l'enseignement, il faut reconnaître que la plupart des institutions qui sont sous le contrôle des congrégations demeurent ouvertes. En réalité, cette guerre a eu pour effet de stopper l'initiative des certaines congrégations comme celle des Frères des Ecoles Chrétiennes qui ambitionnent alors la création de nouveaux centres scolaires. A ce sujet nous aimerions citer le rapport du chancelier Bourgarel: « *La guerre civile que sévit actuellement sur la Colombie a ajourné l'installation de six nouveaux collèges que les Frères des Ecoles Chrétiennes, en vertu de contrats passés l'année dernière avec diverses municipalités, se proposaient de créer dans les départements de Santander. Le Frère Visiteur a, en outre, dans ses cartons 21 demandes de fondations d'établissements auxquelles le manque de personnel ne lui permet malheureusement pas de donner suite pour le moment.* »²

On peut également supposer que la congrégation des Pères Maristes souffre de la

¹ AMAE-Paris-Série Affaires Diverses Commerciales, l'enseignement du français en Amérique Latine, carton 220, 18 juin 1900.

² *Ibid.*, 18 juin 1900.

guerre, puisque quatre années seulement avant celle-ci, elle est en pleine expansion, et elle envisage la création des nouveaux centres d'éducation supérieure, dont les programmes donnent une place importante à l'enseignement du français. Néanmoins, cette congrégation avait déjà gagné une place très importante dans l'instruction des jeunes colombiens, et après 1900, 400 élèves suivent encore leur enseignement. C'est vraiment important, puisque d'après le rapport du chancelier Bourgarel dans les collèges de cette congrégation : « *leur programme comprend un cours complet et pratique du français et le niveau de leurs études est assez élevé. Tous ses élèves jouissent des prérogatives attachées aux Facultés de Lettres et de Philosophie et leurs professeurs possèdent, de ce chef, le privilège de conférer le baccalauréat en ces deux matières* ». ¹

L'hégémonie du français s'explique par les efforts des congrégations, par l'intérêt des élites. Mais, elle résulte aussi du stock sans cesse renouvelé de livres français dont regorgent les librairies, du renouvelé extraits, et du renouvelé des traductions d'ouvrages français qui remplissent constamment les colonnes des journaux locaux. Dans ces journaux apparaissent quotidiennement au moins un article de « variété » en français, des feuilletons d'Alexis Bouvier, ainsi que des traductions des grands écrivains contemporains les plus goûtés comme Maupassant, Paul Arène, Alphonse Daudet, Richepin. Les élites portent à la littérature française un goût très vif et incontestablement elles se montrent bien disposées en faveur de la langue française enseignée par les nombreux maîtres que les congrégations françaises vouées à l'enseignement envoient chaque année.

En bref, il faut reconnaître que les congrégations religieuses ont bien rempli leur tâche : la diffusion du français, dont elles avaient le monopole. Mais l'hégémonie du français est au-delà du rôle des congrégations. Cette prédominance obéit à plusieurs causes, la plus importante étant la conception de la langue française qu'ont les élites et les classes populaires, qui conçoivent le français plutôt comme la langue de la culture que comme un moyen de communication. A la fin du XIX^e siècle en Colombie, « parler français » signifie être cultivé et être distingué. Ensuite, il faut remarquer les rôles joués par la littérature française, par les étudiants colombiens instruits à Paris, et

¹ AMAE-Paris- Série Affaires Diverses Commerciales, l'enseignement du français en Amérique Latine, carton 220, 18 juin 1900.

surtout le rôle joué par la colonie française résidant en Colombie. Ces deux derniers demeurent les acteurs culturels essentiels de la diffusion du français, depuis qu'ils ont imposé le français comme synonyme de culture et de classe sociale distinguée.

Cinquième partie**L'OFFENSIVE CULTURELLE FRANCAISE EN COLOMBIE A LA
SUITE DES GUERRES DES MILLE JOURS ET LA PREMIERE GUERRE
MONDIALE**

Chapitre 1

Le régime conservateur en crise (1894)

Le 22 septembre 1894, le consul français de Panama informe le ministère des Affaires étrangères à Paris du décès de l'idéologue et maître principal du mouvement de la Régénération, Rafael Nuñez. Cet événement se produit dans une ambiance conflictuelle et marquée par les soupçons d'un possible assassinat ou suicide de Nuñez, mais elle contribue ainsi à la mise en question de son œuvre politique. Les circonstances qui accompagnent la mort de Nuñez affaibli et les soupçons de son empoisonnement, volontaire ou provoqué, ne sont que l'expression de l'échec du style fantomatique de Nuñez qui continue à gouverner par vice-président interposé depuis Cartagena où il place le siège de sa présidence depuis presque quinze ans. Son style contesté soulève l'opposition non seulement des libéraux radicaux, mais aussi celle des membres de son propre parti, divisés entre conservateurs nationalistes et conservateurs historiques.

Ces derniers, alliés des radicaux, accusent les premiers de monopoliser le pouvoir politique en faveur de leurs propres intérêts financiers, en excluant et réprimant les opposants. Le mécontentement contre le vice-président, représentant visible de Nuñez, est si profond que celui-ci est invité à occuper la présidence, d'autant plus que les menaces d'insurrection armée se multiplient. Mais la mort soudaine de Nuñez augmente la contestation et aggrave la situation politique du pays. Les adversaires de la Régénération se voient condamnés au maintien au pouvoir des conservateurs nationalistes alliés aux libéraux indépendants, représentés par le vice-président Caro qui veut garder le pouvoir jusqu'à la fin de la période présidentielle en 1898.

Dans un rapport du consulat à Panama, un des représentants français écrit à ce sujet : *« un télégramme publié par un journal de New-York et reproduit dans la presse européenne annonçait, il y a quelques jours, que d'après certains bruits répandus ici le président Nuñez aurait été empoisonné. Cette nouvelle n'était pas tout à fait exacte, mais dès le 19 septembre dans la soirée, quand les autorités cherchaient encore à tenir secrète la mort de Nuñez, mystère bien inutile et pouvant aujourd'hui paraître significatif, on disait à Panama qu'il s'était empoisonné à cause des révélations déjà faites ou en perspective dans l'affaire des scandales financiers et politiques connus*

*sous le nom de « Petit Panama ». Je n'avais tenu aucun compte de ces rumeurs, néanmoins il faut reconnaître qu'une publication faite aujourd'hui dans la partie espagnole du Star and Herald (Estrella de Panama) leur prête un assez haut degré de vraisemblance ».*¹

Nous n'avons pas l'intention d'examiner la véracité des commentaires entourant la mort de Nuñez ; en revanche il faut souligner les conséquences de son décès et le scandale provoqué par les profits financiers et politiques liés au percement du canal de Panama. D'après le consul français à Panama : *« l'honorabilité personnelle de Nuñez était certaine, à l'appui, on citait la simplicité de ses goûts, mais on le savait assez mal entouré. Vainement il avait renoncé à toucher son traitement présidentiel ; vainement, d'après son testament dont les extraits ont été publiés à Bogotá, il n'a pas laissé une grosse fortune; malgré cela Cartagena sa résidence, passait par un endroit où rien ne s'obtenait sans pots- de- vin. Mr Wyse a même fait allusion dans un de ses ouvrages aux trafics de madame Nuñez, qui administrait ses affaires indépendamment de celles de son mari. Si c'est là une calomnie, elle est assez accréditée, car Mr Mac Kinney, ministre des Etats en Colombie, affirmait récemment, à Colon, que cette dame possède vingt-cinq millions déposés à la banque d'Angleterre et qu'elle sera probablement obligée de quitter bientôt le pays. On s'expliquerait dès lors qu'elle ait pu refuser une modeste pension de veuve offerte par le Congrès colombien. Quoi qu'il en soit, l'ancien suppléant du docteur Nuñez dans les fonctions du chef du pouvoir exécutif, Mr Carlos Holguín, a été obligé de se défendre contre de graves accusations, et il est mort brusquement à Bogotá quelques jours après le président titulaire ».*²

Dès lors la mort inattendue d'Holguín, pour une cause inconnue, et la mémoire de Nuñez indirectement compromise dans l'affaire de Panama affaiblissent encore plus le régime de Caro qui, depuis le début de son mandat, doit faire face à l'opposition farouche des radicaux et des conservateurs historiques. En 1893, le chancelier français à Bogotá adresse un rapport à Paris sur les aspects répressifs du gouvernement de Caro, dans lequel il note que les principaux meneurs de l'opposition, dont Modesto

¹ AMAE-Paris-Nouvelle Série : Colombie Volume I 1894-1896 Questions panaméennes. Le consul de France à Panama à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 29 octobre 1894.

² *Ibid.*, 29 octobre 1894.

Garces et Santiago Perez (ce dernier recteur de l'Université Républicaine et écrivain) ont été emprisonnés puis exilés en Europe et au Venezuela, sous l'accusation de conspiration après l'achat d'armes à New-York ; il relate également que le journal le *Relator* fondé par les libéraux a été supprimé¹. On relève dans d'autres rapports des allusions à diverses accusations formulées par les libéraux et le groupe des conservateurs historiques, qui confirment l'habitude de Caro de recourir à la force par l'intermédiaire de ses ministres de la Guerre, parmi lesquels Rafael Reyes et Casabianco, pour réprimer les rebelles.

A la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, le bilan du mouvement de la Régénération s'avère mauvais : aux accusations de répression et aux scandales de corruption, comme le « Petit Panama », s'ajoute la crise financière qui secoue le pays. Dans un rapport semblable aux autres déjà cités, dans lequel le chancelier français à Bogotá analyse ces événements, nous lisons : *« il est hors de doute, en effet, qu'un malaise général qui s'accroît de jour en jour règne en Colombie. Lorsque la révolution de 1885 ramène au pouvoir le parti conservateur qui, depuis de longues années, était éloigné des affaires, le pays tout entier salue dans cet événement le début d'une ère de Régénération et de paix. Le nouveau régime eut, il faut le dire, les débuts heureux : il assura au pays plusieurs années de calme et de prospérité ; mais l'exercice d'un pouvoir, et d'un pouvoir que la Constitution laisse libre de tout contrôle, ne tarde malheureusement à se corrompre et à démoraliser ceux qui le détenaient. Aujourd'hui le désarroi moral du personnel gouvernemental est arrivé à son comble et le désordre qui règne dans l'administration, les malversations notoires que s'y produisent, les gros scandales financiers dans lesquels se sont trouvés compromis divers membres du cabinet et de hauts fonctionnaires de l'état, enfin certaines mesures fiscales impolitiques et impopulaires éloignent de jour en jour le gouvernement de ceux qui l'avaient le plus acclamé au début »*².

Dans ce contexte critique que traverse la Colombie, le maintien de Caro au pouvoir rencontre de sérieux obstacles, dont le plus grave est l'insurrection annoncée

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 3-P. 231 le chargé d'affaires à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 19 août 1893.

² C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 3-P. 190, le chargé d'affaires à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 24 mars 1894.

des libéraux radicaux. Cette rébellion armée éclate le 23 janvier 1895 et, dans un autre rapport, le consul français à Panama souligne la gravité de ce mouvement insurrectionnel, officiellement reconnu par les autorités colombiennes dans un décret interdisant la propagation de nouvelles alarmantes mais constatant que l'ordre est troublé dans les départements du Cauca, Tolima, Santander, Cundinamarca, Bolívar et Magdalena. La plupart de ces départements sont déjà connus comme foyers insurrectionnels depuis la révolte de 1885, la première des révoltes des radicaux contre les régimes régénérateurs.

Depuis 1895, on trouve à la tête des rebelles d'anciens généraux radicaux autrefois au service du régime fédéraliste, Sarmiento, Urdaneta, Benjamin Ruiz. Dans l'espoir de s'emparer du pouvoir, ces généraux attendent avec impatience le soutien militaire des conservateurs historiques du général Marcelino Velez, ancien candidat malheureux aux élections présidentielles remportées par Caro et Nuñez ; en outre, les rebelles radicaux disposent du soutien du gouvernement libéral du Venezuela. D'après le consul français à Panama, *« on commence à voir que l'ennemi (libéraux radicaux) a un plan, une organisation, des ressources. La principale base d'opérations est au Venezuela. Ici on vient d'arrêter le consul du Venezuela à Panama, un nommé Arciniegas, comme agent de l'insurrection »*¹.

Selon le consul, les autorités colombiennes accusent le gouvernement de Costa Rica de fournir des armes aux radicaux dans le territoire panaméen de Bocas del Toro, ce qui menace l'ordre à Panama. Il écrit notamment : *« il a fallu mettre garnison à Bocas del Toro, où l'on craignait une attaque par la frontière de Costa Rica ; ces appréhensions n'ont pas disparu et l'on raconte que 4000 fusils ont été introduits de ce côté dans l'isthme par le parti hostile »*.² Dans ce contexte de révolte, le gouvernement de Caro s'empresse de mobiliser une armée de six à sept mille hommes commandés par le général libéral indépendant Rafael Reyes. En outre, les autorités colombiennes interdisent la publication de nouvelles alarmantes, car d'après le consul,

¹ AMAE-Paris-Nouvelle Série : Colombie Volume I 1894-1896 Questions panaméennes. Le consul de France à Panama à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 23 février 1895.

² AMAE-Paris-Nouvelle Série : Colombie Volume I 1894-1896 Questions panaméennes. Le consul de France à Panama à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 20 février 1895.

« l'autorité ne tolère aucune publication en dehors des siennes, confisque les journaux étrangers qui pourraient nous renseigner, ouvre et saisit à sa guise la correspondance des particuliers »¹.

Suivant ce même consul, Reyes se hâte d'emprisonner les personnes suspectes de rébellion. A Panama par exemple, *« les arrestations opérées par ordre du gouverneur dépassent déjà le nombre d'une douzaine et l'on continue à emprisonner les personnes suspectes à tort ou à raison, mais c'est par pure précaution. Parmi ces détenus figure le général Rafael Dizpuru, qui avait joué un rôle important dans la révolution de 1885. On commence également à ouvrir toutes les lettres des particuliers »².* Le déroulement de l'insurrection armée reste assez obscur, à cause de la censure mais aussi de l'interruption des communications télégraphiques provoquée à plusieurs reprises par les insurgés. De plus les autorités colombiennes aussi bien que les insurgés publient différents communiqués contradictoires.

Rafael Reyes parvient néanmoins à vaincre les troupes rebelles avec l'aide d'autres généraux comme le général Casabianca. Ils soumettent l'armée des radicaux éparpillée dans le pays, tandis que Caro parvient à convaincre le général conservateur Marcelino Velez de contribuer à la capitulation des rebelles pour éviter une guerre civile qui menace de déchirer le pays. Convaincu des conséquences néfastes que peut entraîner une guerre, Velez demande aux conservateurs historiques de s'abstenir de participer à l'insurrection. Les rebelles radicaux, qui pensaient obtenir le soutien des historiques, finissent par capituler devant Caro, suivant le bon conseil de Marcelino Velez qui demande à Caro sa démission avant la capitulation. Toutefois, la fin de la rébellion n'est que le début d'un phénomène qui bouleverse l'histoire du pays à la fin du XIX^e et au XX^e siècle : l'interventionnisme des Etats-Unis d'Amérique.

Le gouvernement des Etats-Unis, informé de l'insurrection radicale de 1895, décide aussitôt d'intervenir militairement dans un conflit intérieur qui ne menace ni la

¹ AMAE-Paris- Nouvelle Série : Colombie Volume I 1894-1896 Questions panaméennes. Le consul de France à Panama à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 20 février 1895.

² AMAE-Paris-Nouvelle Série : Colombie Volume I 1894-1896 Questions panaméennes. Le consul de France à Panama à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 29 janvier 1895.

sécurité ni les intérêts économiques d'aucun pays de la région. D'après les Américains, l'insurrection de 1895 menace leurs intérêts financiers à Bocas du Toro, où ils ont des plantations de bananes, et à Colon où la Compagnie américaine Panama Rail Road est en train de construire le chemin de fer qui relie la côte du pays à Panama. En outre, ils affirment que le « Traité du 12 décembre 1846 » signé avec la Colombie les oblige à maintenir la liberté et la sécurité du transit interocéanique à Panama. C'est ainsi qu'ils envoient les premiers bateaux chargés des troupes dans la région de l'isthme.

Malheureusement, les accrochages entre le gouvernement colombien et les radicaux s'étendent jusqu'à l'isthme, ce qui sert de prétexte à l'intervention américaine, même s'il est vrai que le gouvernement colombien contrôle militairement Panama où il soumet très vite les insurgés, comme le montre la communication suivante adressée à Paris par le consul français à Panama : *« l'attaque de Bocas del Toro, que mes dépêches 8 et 9 faisaient prévoir, a eu lieu le 8 de ce mois à quatre heures et demie du matin ; je l'ai annoncée à votre excellence par mon câblogramme numéro 9. Dans cette affaire le nombre des assaillants ne dépassait pas une cinquantaine, commandés par deux individus se disant généraux, et la défense pouvait compter en tout une centaine d'hommes, tant de la ligne que de la police armée. Celle-ci a été surprise dans ses baraquements et réduite à l'impuissance; la troupe, sous les ordres d'un capitaine, a bravement tenu tête à l'ennemi, qu'elle a fini par mettre en fuite après avoir perdu un lieutenant et quatre hommes. L'un des généraux insurgés est mort en se battant ; on assure que ce serait le flibustier Catalino Garza »*¹.

A ces accrochages s'ajoute la crainte des incendies : *« assurément les craintes d'incendie sont permanentes à Colon et la malveillance s'y exerce fréquemment ; néanmoins les dernières tentatives, sans être en connexion ni de loin ni de près avec le mouvement insurrectionnel, pouvaient s'expliquer par le mécontentement qu'a causé le récent arrêt des travaux du canal et se renouveler en atteignant précisément*

¹AMAE-Paris- Nouvelle Série : Colombie Volume I 1894-1896 Questions panaméennes. Le consul de France à Panama à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 14 mars 1895.

les immeubles de la Compagnie »¹. Ces incendies, qui menacent le quartier de la Compagnie nouvelle du canal, augmentent les prétextes des Américains en faveur de leur présence militaire depuis qu'ils considèrent que les intérêts de la compagnie française sont liés à la construction du chemin de fer devant traverser le dit quartier. En conséquence, les autorités américaines assurent une présence militaire, même si celle-ci obéit à d'autres raisons.

En vérité les Américains ont du mal à cacher les vrais motifs de leur présence dans l'isthme. Celle-ci obéit à l'intention américaine de contrôler dans l'immédiat le percement du canal afin de parvenir ultérieurement à s'emparer de celui-ci. A ce sujet, nous trouvons un rapport du vice-consul Bégurier à Colon, dans lequel il expose quelques-unes des véritables raisons de la présence américaine en Colombie : *« on ne doit pas attribuer la présence de l'escadre américaine dans les eaux colombiennes, exclusivement aux événements politiques du pays ; les Américains se croient les maîtres dans l'Isthme et veulent s'imposer à cette petite République ; de là, les fréquentes visites de leurs bâtiments de guerre, dont ils ont soin de produire les plus beaux navires, pour arriver au but qu'ils poursuivent, c'est à dire dominer par l'intimidation et la terreur »*². Entretemps, les autorités américaines continuent d'insister sur leur rôle de police dans la région, comme l'autorise d'après eux le « Traité du 12 décembre 1846 ».

Selon une dépêche du Département d'Etat à Washington qui définit l'attitude du gouvernement américain quant aux droits et obligations de l'article 35 du traité de 1846, le maintien de la liberté et de la sécurité interocéanique de l'Isthme de Panama incombe en premier lieu à la Colombie ; mais comme ce pays, selon les Américains, n'est pas en mesure de l'assurer, le gouvernement américain doit suppléer par ses propres moyens à l'impuissance des autorités locales³. En conséquence, dès que le

¹ AMAE-Paris- Nouvelle Série : Colombie Volume I 1894-1896 Questions panaméennes. Le consul de France à Panama à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 27 février 1895.

² AMAE-Paris- Nouvelle Série : Colombie Volume I 1894-1896 Questions panaméennes. Le consul de France à Colon à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 25 mars 1895.

³ AMAE-Paris- Nouvelle Série : Colombie Volume I 1894-1896 Questions panaméennes. Le consul de France à Panama à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 18 mars 1895.

gouvernement colombien déclare officiellement troublé l'ordre du pays, les autorités américaines s'estiment autorisées à protéger militairement la ligne et les deux extrémités du Panama Rail Road. De plus, elles affirment que l'article 13 du traité de 1846 justifie leur présence pour protéger les intérêts de leurs résidents en territoire colombien. Après le 23 avril 1895, le vice-consul rend compte de la présence des premiers bateaux de guerre à Colon : dans une communication adressée au ministère des Affaires étrangères à Paris, il écrit : « *J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le 14 de ce mois une escadre américaine, composée de quatre navires de guerre, est entrée dans le port de Colon où se trouvaient déjà « L'Atlanta » et « Le Raleigh » de la même nation* ». ¹ Ces quatre bâtiments sont les suivants : *le New York, le Columbia, le Minneapolis et le Cincinnati*. Ceux-ci passent pour les plus rapides navires de la Marine des Etats-Unis, puisqu'ils ont une vitesse de plus de 20 nœuds. Ils sont aussi munis de canons à tir rapide, de tubes lance-torpille, et leur équipage est composé de troupes d'environ cinq cents hommes pour les trois premiers navires et trois cents hommes pour le dernier.

A la différence des autorités américaines, les autres pays étrangers s'abstiennent d'envoyer des troupes en Colombie pour protéger leurs intérêts économiques ou leurs résidents. La France par exemple, qui possède la colonie la plus nombreuse et d'énormes intérêts économiques vu l'importance des échanges commerciaux et le percement du canal, ne se montre pas intéressée par une présence armée en Colombie. Les autorités françaises se bornent à l'envoi d'un navire de guerre sans troupes, *le Roland*, dans le but de protéger leurs intérêts dans le percement du canal et ceux des résidents français à Panama. Cette présence répond à la demande du consul de Colon, Bégurier, qui a de soupçons sur le vrai rôle des Américains en Colombie et qui, contrairement au consul à Panama (qui croit la situation politique du pays sous le contrôle des autorités colombiennes), préfère demander la protection des Américains pour les intérêts des résidents français et ceux de la compagnie française du canal, au cas où la situation politique de la Colombie se dégraderait. Après l'arrivée du *Roland*, ce même consul français à Panama se félicite tout de même de la présence du navire français.

¹ AMAE-Paris- Nouvelle Série : Colombie Volume I 1894-1896 Questions panaméennes. Le consul de France à Colon à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Colon, le 23 avril 1895.

La communication suivante du consul à Panama confirme les affirmations précédentes: « *D'après une lettre que je reçois de Mr Berguerie, le bruit court à Colon que j'ai télégraphié au Commandant en chef de la Division navale du Pacifique pour le prier d'envoyer un bâtiment de guerre ; Notre vice-consul me demande si je compte agir de même pour Colon. Je lui réponds que j'ai informé votre excellence des événements survenus et de la présence de forces navales étrangères, mais que je ne vois nullement la nécessité de provoquer des mesures du genre de celles qu'on suppose avoir été sollicitées par mon consulat. Le gouvernement de la république saura ce qu'il lui convient de faire ; pour ma part je n'ai aucun motif d'inquiétude, l'Isthme est calme ; les Français qui y résident ne sont menacés ni dans leurs biens, ni dans leur sécurité personnelle. Je pense d'ailleurs qu'au premier symptôme alarmant les Américains débarqueraient; suivant l'expression de Mr Mautard, directeur des travaux de la Compagnie Nouvelle du Canal Interocéanique, ils nous protégeraient tous* »¹.

Les autorités françaises en Colombie semblent parfois minimiser l'utilité de navires français pendant l'insurrection de 1895. Il est évident que la France n'envisage pas d'envoyer des troupes au Panama, contrairement aux autorités américaines qui profitent de la précarité de l'ordre politique en Colombie pour affirmer une présence armée et contrôler les richesses de ce pays. En vérité, les autorités américaines n'ont rien à protéger en Colombie, puisque les travaux du chemin de fer sont paralysés, leurs échanges commerciaux avec la Colombie sont minimes et la colonie des résidents américains est presque inexistante. La véritable question qui se pose après l'insurrection de 1895 est l'ingérence américaine dans les affaires intérieures de Colombie. A cause de cette insurrection, la Colombie assiste aux débuts de l'interférence américaine, malgré les efforts des fractions politiques qui cherchent à ramener le calme dans le pays.

La menace de l'interventionnisme américain explique certainement l'armistice conclu entre les troupes du gouvernement et les libéraux radicaux. Après la capitulation, Caro accepte de démissionner de la présidence de la République pendant

¹ AMAE-Paris- Nouvelle Série : Colombie Volume I 1894-1896 Questions panaméennes. Le consul de France à Panama à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 29 janvier 1895.

les premiers jours de mars 1896 et nomme le général Quintero Calderon premier « designado », comme la Constitution le prescrit. Mais après cent heures d'exercice du pouvoir, Quintero Calderon, favorable à une réconciliation nationale, est démis de ses fonctions et Caro, revenant sur sa démission, reprend le pouvoir. Autrement dit, il profite de la capitulation des troupes rebelles pour adopter le même style autoritaire de gouverner que Nuñez dont il fut le vice-président. Voici les affirmations d'un consul français qui corroborent ce fait : « *Nous avons assisté la semaine dernière à l'une de ces comédies de la politique dont l'Amérique du sud est susceptible de fournir le scénario. Inquiet des conséquences fâcheuses que la défection du général Quintero Calderon pouvait entraîner pour le parti qu'il dirige, irrité surtout de voir à la tête du gouvernement des hommes qui lui sont politiquement et personnellement hostiles, Mr. Caro après cinq jours de retraite s'est brusquement résolu à réassumer l'exercice du pouvoir exécutif. Il est hors de doute que le vice-président (Caro) en remettant temporairement la magistrature suprême aux mains du général Quintero, espérait trouver dans le « designado » un instrument docile de ses volontés, un abri derrière lequel il eût mis à couvert ses responsabilités à l'heure des luttes électorales et pendant les orages du Congrès. C'est là un jeu que le docteur Nuñez a pratiqué pendant seize ans et auquel excellait l'ancien président. Il eût fallu pour le tenter avec succès après lui exercer sur le pays une autorité, un prestige auxquels ne peut prétendre Mr. Caro : il eût fallu surtout avoir affaire à un homme plus souple et plus maniable que le général Quintero. Le « designado », en effet, a entendu rester le maître et ne pas se contenter comme plusieurs de ses prédécesseurs avaient consenti à le faire, de l'ombre du pouvoir »¹.*

Une fois réinstallé au pouvoir, Caro fait appel à ses plus proches collaborateurs, les généraux Rafael Reyes et Casabianca. Reyes est nommé nouveau « designado » même s'il préfère rester chancelier de la Colombie à Paris jusqu'à la fin du mandat présidentiel de Caro, tandis que Casabianca reste au ministère de la Guerre et obtient aussi celui de l'Intérieur. Ces deux généraux secondent Caro qui remonte au fauteuil présidentiel affaibli et amoindri jusqu'à la fin de son mandat en 1898. Désormais, les libéraux radicaux se préparent à une guerre civile de longue durée, car ils se sentent

¹ AMAE-Paris- Nouvelle Série : Colombie Volume I 1894-1896 Questions panaméennes. Le consul de France à Bogotà à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotà, le 19 mars 1896.

trahis par Caro, incapable de tenir les engagements qui leur auraient permis d'accéder au pouvoir. De leur côté, les conservateurs historiques attendent la fin du gouvernement de Caro dans l'espoir de participer au prochain débat électoral. Ils croient obtenir la présidence en raison du discrédit pesant sur Caro et ses partisans, les conservateurs nationalistes.

En 1898, les électeurs sont convoqués pour les nouvelles élections présidentielles. Malgré l'intention de Caro de se représenter, sa candidature n'est pas retenue. En revanche il parvient à imposer celle de Manuel Antonio Sanclemente, conservateur nationaliste et l'un de ses anciens partisans, grâce à un accord conclu avec les conservateurs historiques qui proposent José Manuel Marroquin comme vice-président. En face, les libéraux radicaux se sentent exclus du débat électoral et s'empressent d'exiger une loi garantissant les droits de l'opposition. Aux élections, après l'incroyable alliance politique entre Caro et les conservateurs historiques, Sanclemente accède à la présidence et Marroquin à la vice-présidence. Ils prennent le pouvoir dans des conditions difficiles et rencontrent de sérieux obstacles : d'abord le souci de la guerre civile qui menace de ruiner le pays, ensuite la précarité de leur alliance.

Peu à peu, la fragilité de l'alliance l'emporte sur la crainte de la guerre civile. Profitant de la mauvaise santé et du grand âge du président, le vice-président Marroquin accapare les fonctions présidentielles et son comportement réveille naturellement la méfiance des conservateurs nationalistes qui craignent que les conservateurs historiques, dont le chef est Marroquin, veuillent s'emparer du pouvoir présidentiel en les excluant définitivement. Le 31 juillet 1900, ils accusent le vice-président et ses partisans d'évincer Sanclemente et de le maintenir prisonnier à Villeta ; Marroquin dément ses accusations en affirmant que la mauvaise santé de Sanclemente l'empêche d'assumer ses fonctions au moment où la guerre civile vient d'éclater en Colombie.

Cette guerre menace de se prolonger indéfiniment et le gouvernement de Marroquin cherche les moyens d'y mettre un terme à tout prix, dans un contexte d'intrigues politiques et de soupçons. Il entame des pourparlers avec les insurgés, puis, après leur échec, prend une série des mesures autoritaires pour clore les

hostilités. Dans un rapport de la chancellerie française à Bogotá, on lit : « *Marroquin est entré d'abord en pourparlers avec Mr. Aquileo Parra, chef du Comité libéral, à Bogotá, en vue d'arriver à des arrangements qui auraient mis fin à la guerre. Les démarches effectuées dans ce but n'ayant abouti à aucun résultat, le gouvernement s'est alors décidé à employer des mesures de rigueur. Le 19 août dernier, Mr Marroquin a publié un décret d'après lequel il accordait aux révolutionnaires un délai de quinze jours pour déposer les armes, leur offrant, en échange toutes garanties de sécurité et de liberté ; à l'expiration de ce délai, on appliquerait dans toute leur rigueur les lois qui punissent le délit de rébellion aux libéraux qui ne se seraient pas conformés aux dispositions du décret précité ; en même temps, une contribution de guerre serait imposée à ceux qui auraient encouragé ou aidé la révolution, en cas qu'il ne verseraient pas la somme imposée ils y seraient contraints par l'emprisonnement* »¹.

En effet, le 3 septembre 1900, le gouvernement rend effectives les premières contributions de guerre à Bogotá, où un impôt de 20.000 pesos par semaine est imposé à certains commerçants libéraux de la ville ; ceux qui n'ont pu ou voulu en effectuer le versement sont emprisonnés. Même si le gouvernement libère immédiatement ces commerçants, ces mesures continuent à être appliquées malgré les protestations des libéraux et de certains conservateurs historiques. Eloignés du pouvoir, ces derniers nient la légitimité du gouvernement de Marroquin et l'accusent d'usurper le pouvoir de Sanclemente. S'accrochant au pouvoir, obligé de prouver la légitimité juridique de son gouvernement, Marroquin néglige la révolution libérale qui prend peu à peu l'ampleur d'une guerre civile ; il obtient enfin que la Cour suprême déclare légitime sa prise de possession du pouvoir exécutif par une résolution du 25 septembre de cette même année.

Cette résolution déclare en substance que: le vice-président peut assumer *proprio motu* l'exercice du pouvoir exécutif, puisque le président continue à l'exercer d'une façon indéfinie en dehors de la capitale et sans autorisation du Sénat, contrairement

¹ AMAE-Paris- Nouvelle Série : Colombie Volume I 1894-1896 Questions panaméennes. Le consul de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 18 septembre 1900.

aux prescriptions constitutionnelles¹. C'est ainsi que la Cour valide un décret de caractère législatif du nouveau gouvernement, rétablissant dans une large mesure le fonctionnement des tribunaux dont l'action était suspendue presque entièrement par le gouvernement de l'ancien président Caro. D'après le consul de France à Bogotá, cette résolution de la Corte peut « *donner lieu à une longue discussion juridique dans les détails de laquelle je crois ne pas devoir entrer. Mais la thèse de la Cour Suprême est certainement critique et on peut remarquer qu'elle n'a été adoptée qu'à la majorité de quatre voix contre trois, la majorité est formée précisément des quatre membres conservateurs historiques et la minorité des nationalistes, d'où l'on peut conclure que chacun a voté d'après ses convictions politiques* »².

Malgré les efforts de Marroquin pour conserver son image, les accusations de coup d'Etat et celles d'avoir fait emprisonner Sanclemente à Villeta se répandent dans tout le pays. Divers rapports de la chancellerie de France à Bogotá rendent compte de ces accusations : « *le général Pinzón, à qui le général Casabianca avait remis le commandement de l'armée du nord, est arrivé à Bogotá le 4 de ce mois et le gouvernement avait réservé une grande réception en son honneur. Mr Marroquin lui avait offert le portefeuille de l'Intérieur, mais il a refusé cette offre. Quelques jours après son arrivée, il s'est rendu à Villeta pour avoir une entrevue avec Mr Sanclemente qui y est toujours prisonnier, dans le but d'amener ce dernier à renoncer à ses droits à la présidence ; mais le général Pinzón s'est heurté à la volonté inébranlable du président qui ne cesse de protester hautement contre le coup d'Etat du 31 juillet* »³.

Quoique bien connu et respecté parmi les conservateurs historiques, Marroquin n'a aucune expérience politique, même s'il a quelque réputation comme littérateur, ce qui ne suffit pas pour faire la guerre. Il veut s'entourer d'hommes d'action capables de défendre les institutions nationales, parmi lesquels Carlos Marinez Silva, Pedro A

¹AMAE-Paris-Nouvelle Série : Colombie Volume I 1894-1896 Questions panaméennes. Le consul de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 9 novembre 1900.

² *Ibid.*, 9 novembre 1900.

³ AMAE-Paris- Nouvelle Série : Colombie Volume I 1894-1896 Questions panaméennes. Le consul de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 18 septembre 1900.

Molina, le général Ospina Camacho, l'ancien « designado », le général Quintero Calderon désormais ministre de l'Intérieur et certains des futurs présidents de la République, comme Abadia Mendes et Pedro Nel Ospina. Certaines de ces nominations servent à distraire l'opinion hostile au gouvernement, dont les tentatives pour stopper la crise économique et la guerre s'avèrent un échec. Dès lors, certaines de ces personnalités gouvernementales penchent en faveur d'un accord avec les libéraux dont les chefs se refusent à accepter la parole du gouvernement.

L'idée d'un coup d'Etat contre Marroquin naît chez ses propres collaborateurs. Dans un article publié dans le journal *le Matin d'Anvers* en France, le général Pedro Nel Ospina révèle : « *le plan était de ramener à Bogotá Mr. Sanclemente, qui était en réalité le président effectif de la République, pour qu'il assumât les charges du pouvoir. Comme tous les droits étaient en sa faveur, droits indiscutés par la majorité de l'opinion publique et de l'armée, convaincue des maux que causait chaque jour l'administration de Mr Marroquin, il ne pouvait y avoir aucun doute qu'en présence de cette résolution Mr. Marroquin ne se refuse à abandonner le pouvoir qu'il avait pris d'assaut à l'aide de promesses que le succès lui avait vite fait oublier. Quand certains me demandèrent si, comme ministre de la Guerre, je m'opposerais à leurs projets d'un coup d'Etat, je leur répondis simplement que le serment que j'avais fait de défendre la Constitution et les lois du pays m'obligeait de respecter celui qui d'après cette même Constitution et ces mêmes lois, était le président de la République, et que, par conséquent, Mr. Sanclemente pouvait prendre en main les rênes du gouvernement dès sa rentrée dans la Capitale. J'appris alors que Mr. Sanclemente, ayant profité des leçons du passé, reviendrait au pouvoir avec le projet fermement arrêté d'établir une paix féconde par une politique large et généreuse, éloignée de cet exclusivisme sectaire qui est la cause principale de toutes nos révolutions. J'assurai à ces Messieurs que l'armée serait fidèle à son serment et en aucune façon ne violerait la Constitution ni les lois en empêchant le président effectif de prendre possession du pouvoir* »¹.

¹ AMAE-Paris- Nouvelle Série : Colombie Volume I 1894-1896 Questions panaméennes. Le consul de France à Anvers à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Anvers, le 24 octobre 1902.

Tandis que les élites conservatrices se battent par le contrôle du pouvoir, à force de coups d'Etat manqués, l'insurrection libérale prend l'ampleur d'une guerre civile catastrophique pour le pays. Il devient évident que le régime centraliste conservateur se débat dans une profonde crise qui va l'emporter jusqu'à sa destruction. La division de l'élite conservatrice est l'expression de la crise que traverse le régime conservateur et clérical. En somme, on assiste à l'agonie de la Régénération et une époque prend fin après seize ans au pouvoir de l'élite régénératrice, ultra-conservatrice et ultra-cléricale, dont Marroquin et Sanclemente sont les derniers représentants.

Après l'échec des radicaux, cette élite en accord avec son image avait cherché à reconstruire un Etat nouveau, c'est-à-dire centralisateur, conservateur et clérical, fondé sur l'ordre et encadré par la Constitution. Elle se proposait d'amener le pays vers la modernité, voire la paix et le progrès. Or elle a échoué dans son projet, puisqu'elle a adopté les mêmes méthodes et les mêmes stratégies politiques que les radicaux, caractérisées par le sectarisme et le dogmatisme dans l'exercice du pouvoir. Comme par le passé, le comportement des élites conservatrices conduit le pays à la guerre civile, et celle-ci sera la plus horrible et la plus sanglante de l'histoire de la Colombie.

Chapitre 2

Mille jours de guerre en Colombie (1899-1903)

On peut dire, en ce qui concerne le déroulement de ces mille jours de guerre, désormais nommés la guerre des mille jours, que si elle n'a pas les mêmes traits que l'insurrection de 1895, elle présente des aspects bien similaires à celle-ci. Finalement elle n'est que la continuation de cette insurrection après une pause de trois courtes années. Pendant ce conflit qui s'ouvre le 19 octobre 1899, le pays est condamné une fois de plus à vivre dans l'angoisse d'une guerre qui, comme par le passé, se déroule dans une ambiance de totale confusion et de manque d'informations, comme l'affirme un des consuls français après deux années de conflit : « *il est très difficile de savoir exactement ce que se passe dans le pays, même lorsque des événements ont lieu à courte distance de Panama. Tant les conservateurs que les libéraux ont pris pour habitude de dénaturer les faits, de façon que l'ont reste presque toujours dans l'incertitude* »¹. De fait, il n'est guère possible de décrire clairement les diverses péripéties de cette guerre dans une telle atmosphère de désordre, et cela n'est d'ailleurs pas le but de ce chapitre. Néanmoins, nous sommes en mesure d'apporter diverses précisions qui s'imposent dans l'analyse de cette guerre et surtout des conséquences qu'elle a pour le pays.

La guerre éclate dans le département de Santander où les anciens généraux libéraux au service de l'armée radicale organisent les premiers pronunciamientos dans les villes de Socorro, San Gil, Oiba et Charala, comme lors de l'insurrection de 1895. S'il est vrai que cette guerre est déjà prévisible depuis l'élection présidentielle de 1898 de Marroquin et Sanclemente, ces derniers ne le redoutent pas dans l'immédiat, car, lors de leur arrivée au pouvoir, ils obtiennent l'annonce que « *les libéraux promettent de ne pas troubler la paix et de s'abstenir d'ajouter les désastres d'une guerre civile aux maux qui accablent en ce moment la patrie* »², grâce à la médiation du chef du comité directeur du Parti libéral, Aquileo Parra. En outre, on pouvait supposer que la

¹ AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume III Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le consul de France à Panama Mr. De Loynes à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 5 décembre 1901.

² AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume II Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le consul de France à Bogotà à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotà, le 22 octobre 1899.

crainte des séquelles de l'insurrection de 1895 (la récession économique, la perte de vies humaines, les expropriations et vexations), ainsi que les débuts de l'interventionnisme américain, empêcherait une nouvelle guerre. Nonobstant la guerre éclate une fois de plus.

Comme nous l'avons déjà exposé, cette guerre, à l'instar de l'insurrection de 1895, oppose les élites colombiennes pour la conquête du pouvoir. En 1902, le chef de l'armée libérale rebelle, le général Benjamin Herrera, le dévoile clairement lorsqu'il affirme que les libéraux font la guerre des mille jours pour « *acabar con un gobierno (Marroquín) que surgió de un golpe de cuartel, que no satisface a sus mismos progenitores, mucho menos a quienes ven en él el producto de un sistema de pretorianismo, y no el representante de la voluntad de los gobernados* »¹. En outre, comme l'insurrection précédente, cette nouvelle guerre organisée par les généraux Vargas Santo, Rafael Uribe Uribe, et Benjamin Herrera bénéficie du soutien des gouvernements libéraux des autres pays du sud et du centre de l'Amérique latine, comme le Nicaragua et le Costa Rica, puis le Venezuela et l'Équateur qui fournissent des armes aux libéraux.

Néanmoins et à la différence de l'insurrection de 1895, les conséquences de ce nouveau conflit sont irréparables, puisque les affrontements entre les troupes gouvernementales et celles des libéraux touchent le pays tout entier et ses principales voies de communications, le fleuve de la Magdalena dans les départements de la Côte Atlantique, et le canal en construction à Panama. Les combats à l'arme blanche deviennent plus meurtriers de part et d'autre durant les batailles de Palo Negro et Peralonso (département de Santander) et les hostilités s'étendent vers la Magdalena, les ports de la côte Atlantique et Panama. Dans ces provinces maritimes, l'affrontement terrestre se poursuit sur mer, mené à coups de canons par des navires

¹ « *en finir avec un gouvernement (Marroquín) surgi d'un coup d'état militaire qui ne satisfait pas même ses instigateurs, et bien moins encore ceux qui y voient le produit d'un système prétorien et non la représentation de la volonté des gouvernés* ». Archives du Quai d'affaires-Paris- Volume IV Dirección de la Guerra en el Cauca y en Panama. -Delegación del Director general de la Guerra. - Cuartel Generalísimo en Chama, le général Benjamin Herrera à Chame aux consuls d'Espagne, Estados Unidos, Inglaterra, Francia et Allemagne à Panama, AMAE-Paris- Nouvelle Série, Colombie Volume IV Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Dirección de la Guerra en el Cauca y en Panama. -Delegación del Director general de la Guerra. - Cuartel Generalísimo en Chama, le général Benjamin Herrera à Chame aux consuls d'Espagne, Estados Unidos, Inglaterra, Francia et Allemagne à Panama, le 2 février 1902.

de guerre modernes. Aussi cette guerre meurtrière et dévastatrice entraîne-t-elle la crise financière et économique, des expropriations et vexations et l'interventionnisme américain.

La crise économique et financière

Une fois de plus les Colombiens doivent affronter une situation financière catastrophique. D'après un rapport contemporain, le taux de change du papier monnaie s'établit à plus de 7000 % à Bogotá où l'on échange du papier monnaie au taux de 4 centavos argent colombien contre une piastre papier, ce qui rend tout commerce impossible. En outre ce papier se déprécie encore, puisque chaque département émet des billets au gré de ses besoins sans que leur valeur soit gagée sur quoi que ce soit. A Panama par exemple, selon le même rapport, la monnaie d'argent en titre de 835 pour 1000 est seule admise et, ce métal ayant sa valeur intrinsèque, le change se maintient entre 130 et 140 %. D'autre part, l'agriculture est complètement délaissée et les exportations sont quasi-nulles depuis le début des affrontements, en raison du nombre croissant de propriétés laissées en friche. De plus, certaines compagnies minières renvoient leurs ouvriers et le crédit du pays, déjà peu solide, se trouve entièrement ruiné¹.

Dans un autre rapport, on lit qu'en raison de la hausse du change et de la difficulté de se procurer le seul moyen de transport pour le commerce de marchandises, c'est-à-dire les bêtes de somme réquisitionnées par l'armée, les commerçants de Bogotá et des principales villes du pays restreignent notablement leurs commandes de marchandises à l'étranger. Cela aggrave la diminution des importations et les stocks de certains articles, presque épuisés et d'un prix exorbitant. D'un autre côté, ce même rapport remarque que les exportateurs de café, de caoutchouc et de cacao sont dans l'impossibilité de transporter leurs produits faute de mules, ce qui leur cause de grands préjudices : depuis 1901, « *les négociants, tant importateurs qu'exportateurs, se montrent, à juste titre, fort mécontents de cet état de choses où rien malheureusement*

¹ AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume IV Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le consul de France à Panama à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 18 septembre 1902.

ne fait prévoir la fin de cette crise ou tout au moins une amélioration sensible dans la situation actuelle »¹.

Les expropriations et vexations subies par la population nationale et étrangère

A cette grave crise financière et économique due à la guerre, il faut ajouter la vacance de l'autorité, qui entraîne désordres, vexations et violences sur les habitants des villes devenues les principaux centres des opérations militaires. Par exemple, le consul français à Santa Marta note dans un autre rapport illustrant bien cette situation : *« en prévision d'un combat à La Cienaga, 300 familles s'y étaient réfugiées. Deux bataillons des troupes régulières commandées par Manjarrez ont envahi l'établissement, ont rompu tout ce qu'il y avait dans la maison et volé tout ce qu'ils y rencontraient ; ont dépouillé les hommes et les femmes de tout ce qu'ils avaient sur eux, montres, bagues, boucles d'oreilles, et sont allés jusqu'à déchirer les vêtements des femmes pour les mettre nues. Ces faits, je le tiens de personnes dignes de foi. La situation devient des plus critiques. La population manque de tout et les travaux arrêtés partout. S'il ne survient un changement dans peu de jours nous ne saurons où nous procurer les vivres indispensables. Le gouvernement ne semble pas se préoccuper ni même se douter de la mauvaise situation »².*

Par ailleurs, ces violences s'accompagnent de l'expropriation des biens, une pratique très fréquente surtout contre les étrangers, pour la plupart des commerçants et grands propriétaires de terres et de bétail. A plusieurs reprises, ceux-ci se plaignent des contributions de guerre, emprunts forcés, réquisitions et expropriations auxquels ils sont soumis par certaines autorités gouvernementales durant la guerre civile. A ce propos, à Santa Marta, le même vice-consul révèle : *« Depuis le commencement de cette année le gouvernement semble prendre plaisir à nous vexer par des expropriations illégales toujours accompagnées de violation de domicile, insultes aux*

¹ AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume III Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le consul de France à Panama à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 9 mars 1901.

² AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume IV Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le vice-consul de France à Santa Marta à son excellence, monsieur Emile Gey, Gérant du Consulat de France à Panama. Santa Marta, le 4 octobre 1902.

étrangers et menaces, vols et voies de faits sur les gardiens de nos propriétés. En bien des circonstances nous avons bien voulu ne faire aucun cas de cette conduite et nous nous sommes montrés complaisants, les vexations redoublent. A chaque instant on pénètre par la force dans nos propriétés enlevant nos animaux de travail, nous laissant ainsi dans l'impossibilité de suivre nos travaux d'exploitation agricole. Au bout de quelques jours de démarches et de temps perdu, nous parvenons à obtenir qu'une partie nous soit rendue. Pour peu que cette situation dure encore, on parviendra bientôt à nous enlever toutes nos bêtes de trait et de charge et à nous mettre dans l'impossibilité absolue de travailler ; nos propriétés déjà privées d'ouvriers sont condamnées à se perdre. Le gouvernement prétexte, pour ces expropriations, le besoin urgent dans lequel il se trouve de former des brigades pour le transport de ses troupes et munitions. Ceci est possible mais nos animaux ne sont point, la plupart du temps, employés à cet usage. Les chefs de troupes ou employés du gouvernement dérobant ces animaux, les gardent cachés dans la brousse et vont ensuite les vendre à leur profit dans une autre contrée »¹.

L'interventionnisme américain

Le bilan déjà lourd de la guerre empire lorsqu'elle atteint Panama. Dans cette région, les dommages provoqués prennent une dimension internationale, puisque s'y trouve le chantier d'une route commerciale mondiale, sous la responsabilité de la France mais sous le regard vigilant des Etats-Unis d'Amérique. Dès les premières hostilités dans cette région, les compagnies étrangères se trouvent exposées aux expropriations de la part du gouvernement ou des troupes rebelles ; ainsi le gouvernement, par le décret 161 du 13 novembre 1900, confisque temporairement à Panama le vapeur *Taboga* de la compagnie anglaise « Pacific Steam Navigation Company » pour le transport de ses troupes, même s'il s'engage à payer pour les services rendus².

¹ AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume IV Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le vice-consul de France à Santa Marta à son excellence, le Gérant du Consulat de France à Panama. Santa Marta, le 20 juin 1902.

² AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume II Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le consul de France à Panama à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 23 novembre 1900.

Au cours de la même année, d'autres compagnies anglaises (comme celle de « Timbiqui Mining » pour l'exploitation de mines d'or) doivent faire face au manque de vivres de première nécessité pour leurs employés, ce qui entraîne l'arrêt des exploitations. La compagnie anglaise « Pacific Steam Navigation » est expropriée de ses dépôts de charbon par les troupes rebelles ; sur ordre du gouvernement, la maison commerciale française « Tupin Clubert » est elle aussi expropriée de son bétail, pour une valeur de 5000 livres sterling payées à cette maison par le citoyen colombien Francisco Torres en échange d'une dette. Les troupes libérales s'emparent du vapeur *La Citerne* et des chaloupes appartenant à la Compagnie Nouvelle du Canal, vapeurs dont elles se servent pour combattre le gouvernement. De son côté, celui-ci oblige les compagnies étrangères de transport maritime à interrompre leurs services pour transporter des troupes, des armements et des vivres.

Le gouvernement colombien se permet de réquisitionner aussi le navire *Bixio* de la « Compagnie Transatlantique Française » pour transporter 1200 hommes jusqu'à la ville de Rio Hacha. Or, si cette opération semble licite, les autorités françaises à Panama redoutent que les troupes rebelles attaquent le *Bixio* ou que celui-ci soit accosté par des bateaux de guerre vénézuéliens qui naviguent dans les mêmes eaux, étant donné le soutien du Venezuela aux rebelles libéraux. A Panama, les intérêts économiques anglais et français sont la cible préférée des belligérants, ce qui entraîne d'énormes préjudices, et l'une des compagnies les plus éprouvées par la guerre est la Compagnie Nouvelle du Canal, obligée d'arrêter les travaux à peine repris à la suite du désastre financier de l'ancienne Compagnie Universelle du Canal.

A plusieurs reprises, les biens de cette compagnie sont mis au service des opérations de guerre : sur l'ordre des autorités colombiennes, les chaloupes sont réquisitionnées pour transporter armes, troupes et vivres; les locaux de la compagnie sont transformés en salles d'hôpital et les blessés confiés aux médecins de la compagnie ; pour finir, le gouverneur de Panama exige 25 piastres de chacun des employés de la compagnie pour les dispenser du service armé¹. Cela ne laisse pas d'inquiéter les autorités françaises à Panama qui jugent très regrettable que la

¹ AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume II Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le consul de France à Panama à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 21 novembre 1899.

compagnie accède à toutes ces exigences. Aussi le consul français, critiquant l'attitude complaisante de la compagnie envers le gouvernement colombien, écrit-il le 23 juin 1900 au ministre des Affaires étrangères à Paris : « *le fait que cette compagnie française a prêté, à plusieurs reprises son matériel au gouvernement contre les insurgés est cause que ceux-ci lui sont très hostiles. Ils accusent la Compagnie de s'être complètement départie de la neutralité qu'elle aurait dû observer comme entreprise étrangère, et quoi qu'elle se soit fait délivrer des réquisitions, en dûe forme, chaque fois qu'elle a mis un de ses navires à la disposition du gouvernement, il est fort à craindre qu'elle n'ait à se repentir de son excès de complaisance si les insurgés arrivent à s'emparer de Panama et Colon* »¹.

Mais, indépendamment du regard des autorités françaises à Panama face à ces incidents, il est vrai qu'en Colombie, et particulièrement à Panama, les étrangers et leurs biens sont plongés dans un état de guerre permanent où la neutralité qui s'impose à eux devient très difficile à observer, de même que le gouvernement et les rebelles peinent à respecter leurs bonnes intentions vis-à-vis des étrangers et de leurs biens. Certes, depuis le début de la guerre, les autorités colombiennes manifestent aux pays étrangers leur souci de protéger leurs biens et leurs résidents en Colombie. De leur côté, les rebelles affichent les mêmes intentions, selon le consul français à Panama qui, dans une communication adressée à Paris, écrit : « *le chef suprême des insurgés s'engagea formellement à respecter les biens des étrangers et leurs personnes dans tout l'Isthme. Je dois dire que cette promesse, religieusement observée par les révolutionnaires, a été pour beaucoup dans l'insuccès de leur expédition* »². Néanmoins, les rigueurs de la guerre dépassent autant les bonnes intentions des adversaires que le principe de neutralité que doivent observer les étrangers, et, au fur et à mesure que la guerre s'aggrave, tous les étrangers, y compris leurs représentants officiels, sont obligés de s'en départir.

¹ AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume II Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le consul de France à Panama à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 23 juin 1900.

² AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume II Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le consul de France à Panama à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 30 juillet 1900.

Ces représentants officiels deviennent des acteurs importants durant cette guerre, si importants que les chefs libéraux s'adressent directement à eux. En 1902 par exemple, à Panama, le chef de l'armée libérale s'adresse aux consuls d'Espagne, des Etats-Unis, d'Angleterre, de France et de l'Allemagne pour leur demander de s'entremettre en faveur d'une capitulation, afin d'éviter la destruction de Panama, ou de prendre les mesures nécessaires pour se protéger en cas contraire¹. Cependant, malgré la médiation des consuls en faveur de la capitulation, Panama est complètement saccagé, le quartier de la Compagnie Nouvelle du canal, la gare et les maisons de commerce sont incendiés, et les partisans des libéraux, pour la plupart employés du canal, se voient interdire de sortir dans les rues.

Dans ce contexte, le fantôme de l'intervention étrangère revient à la mémoire des élites colombiennes qui n'en poursuivent pas moins les hostilités, même si elles ont conscience que cette fois, ce fantôme est bien réel. La guerre s'éternisant, les premiers navires de guerre français, anglais et américains font leur apparition à Panama et sur les côtes colombiennes pour protéger leurs ressortissants et leurs biens, face à la résignation méfiante des autorités colombiennes qui, redoutant surtout la présence militaire américaine et son entente avec les libéraux, se bornent à interdire la présence de troupes étrangères. Cela le poussera à conclure un armistice immédiat avec les libéraux, afin d'empêcher que le gouvernement américain n'utilise la guerre comme prétexte pour occuper Panama et s'emparer définitivement du canal. Depuis 1885, la Colombie accuse les Etats-Unis de vouloir contrôler le commerce mondial par la construction d'un nouveau canal au Nicaragua, en cas d'échec de la construction de celui de Panama par les Français.

A vrai dire, il existe de réels intérêts communs entre les autorités américaines et les libéraux et, en 1901, les autorités colombiennes accusent l'un des rebelles libéraux, Antonio José Restrepo, de partir aux Etats-Unis dans le but de consolider cette entente. A ce sujet, le consul français à Quito rapporte qu'Isaza, consul colombien de cette même ville, lui a révélé ces accusations : « *pendant le séjour de Mr Isaza à Washington, où il avait une mission spéciale du cabinet de Bogotá, il a vu Antonio*

¹ AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume IV Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Dirección de la Guerra en el Cauca y en Panama-Delegación del Director general de la Guerra -Cuartel Generalísimo en Chama, le général Benjamin Herrera à Chame aux consuls d'Espagne, Estados Unidos, Inglaterra, Francia et Allemagne à Panama, le 2 février 1902.

José Restrepo, un des chefs du parti révolutionnaire. Celui-ci lui a fait part d'une entrevue qu'il a eue avec le Secrétaire d'Etat Mr Hay. Mr Restrepo demandait au gouvernement américain de soutenir le parti libéral, qui, une fois au pouvoir, s'engageait à proclamer la déchéance de la Compagnie du Canal de Panama et à transmettre tous les droits de la Compagnie au gouvernement américain. Mr Hay aurait répondu : soyez vainqueurs et nous nous arrangerons toujours ensuite. Mr Isaza me pria de télégraphier ces renseignements à Paris. Je n'ai pas jugé opportun de le faire, pensant que votre ambassade de Washington devait, depuis longtemps, être au courant des faits et gestes du parti libéral colombien, qui, par nécessité, avait naturellement à se rapprocher des Etats Unis »¹.

Grâce à cette entente avec les troupes américaines, les chefs libéraux continuent la guerre et s'installent le long de la voie du chemin de fer de Colon et dans les quartiers où se trouvent les chantiers de construction du canal, tandis que le gouvernement américain, profitant de la présence des troupes libérales dans des endroits jugés stratégiques pour ses intérêts, fait occuper définitivement Panama. Le consul français à Colon raconte ainsi l'arrivée des troupes américaines dans sa ville : « *vers la fin du mois de septembre dernier, à un moment où le gouvernement colombien disposait d'environ 1500 hommes sur la ligne du chemin de fer de Colon à Panama, force plus que suffisante pour assurer la liberté du trafic, des marins américains ont été débarqués à Colon et installés le long de la voie et sur les trains, sous prétexte que des troupes libérales ayant été signalées dans le voisinage, le transit se trouve menacé* »².

Invoquant le contrat de concession du chemin de fer de la compagnie du Panama Rail Road signé en 1867, ainsi que l'article 35 du traité du 13 décembre 1846, le gouvernement américain affirme que sa présence militaire est nécessaire pour assurer la liberté de transit dans l'Isthme et la protection des intérêts américains engagés dans le chemin de fer de Colon à Panama, mais ces raisons ne sont qu'un prétexte pour

¹ AMAE-Paris- Nouvelle Série, Colombie Volume III Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le consul de France à Quito à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Quito, le 5 novembre 1901.

² AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume IV Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le consul de France à Colon à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Colon, le 25 novembre 1902.

s'emparer du canal à Panama. Il est évident que derrière la présence militaire américaine, se cache l'intérêt réel de ce gouvernement pour parvenir au contrôle du canal. Comme l'explique le consul français aux Etats-Unis à propos des moyens et raisons dont les autorités américaines se servent pour occuper militairement Panama, c'est « *un jeu d'esprit facile que de leur prêter des projets de débarquement et d'intervention à main armée, et d'y rattacher le désir secret de s'établir dans l'Isthme et de le garder comme gage de la liberté du commerce ; de là à saisir le canal et à réaliser, par une action fondée en apparence sur un traité, le but final du Canal américain aux Américains, il n'y a qu'un pas* »¹.

Malheureusement, pour la Colombie les conséquences de l'entente amicale entre les troupes américaines et les libéraux sont désastreuses. La présence militaire américaine, au de-là d'un armistice plus avantageux pour les libéraux, entraîne le renforcement d'un mouvement séparatiste qui sous le contrôle des sympathisants libéraux en Panama veut profiter de la faiblesse militaire du gouvernement colombien pour proclamer son indépendance. Depuis longtemps à Panama existe l'idée de se séparer de la Colombie. A plusieurs reprises les rapports des autorités françaises à Panama témoignent de l'ambition qu'ont les libéraux de séparer Panama de la Colombie. Dans un de ces rapports par exemple nous lisons : « *l'idée de se séparer de la Colombie existe parmi les Isthmiens depuis longtemps et les articles insultants récemment parus dans certains journaux de la capitale et des départements n'ont fait que la raviver. Il n'a jamais été question, que je sache, de solliciter l'annexion à une puissance quelconque, mais de posséder un gouvernement autonome, même, au besoin, sous la protection de plusieurs puissances européennes, toutefois, il est à supposer que si les Américains deviennent possesseurs du canal, ce qui est à craindre, l'annexion se fera naturellement en leur faveur.* »²

Comme le remarque Christian Carydis, Panama est sous souveraineté colombienne, mais la population panaméenne a toujours eu des velléités séparatistes.

¹ AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume III Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le consul de France à Washington à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Washington, le 18 août 1901.

² AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume II Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le consul de France à Panama à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 22 juin 1899.

A vrai dire, les préoccupations mercantiles des élites commerçantes de l'Isthme s'accommodent mal de l'éloignement et de l'instabilité des autorités à Bogotá. Ces élites considèrent que le gouvernement central néglige leurs intérêts. Aussi l'histoire du Panama au XIX^e siècle est-elle pour ainsi dire émaillée de tentatives de sécession de l'Isthme. Ce nationalisme exacerbé est ravivé en 1899 par les avancées des troupes libérales et la présence des marins américains autour du chantier du canal¹. De plus, la menace de la concurrence d'un nouveau canal construit au Nicaragua par les Américains, et la pénible situation dans laquelle se trouve la Compagnie Nouvelle du Canal augmentent les craintes des gens de l'Isthme qui tournent leur regard vers la sécession comme représentant la seule solution à leurs craintes.

Face à la menace d'un autre mouvement insurrectionnel et séparatiste, le gouvernement colombien doit se résigner à faire la paix avec les libéraux, surtout lorsque se confirment les appréhensions qu'il nourrit depuis le début de la guerre quant à la présence militaire américaine. Et malgré cela, l'armistice arrive trop tard pour la Colombie. Les troupes gouvernementales autant que les chefs des rebelles renoncent à prolonger la guerre, non parce que le résultat de leurs efforts leur paraît douteux, ni parce que, mus par un sentiment de pur patriotisme, ils veulent mettre un terme aux conséquences désastreuses de la guerre pour le pays, comme ils l'affirment ; en réalité, ils doivent céder aux pressions du gouvernement américain qui veut s'emparer du canal et soutient le mouvement séparatiste de Panama. Comme l'explique bien le consul français à Colon, dans cet armistice « *il n'y a pas lieu peut-être ni d'exalter l'élévation de sentiments des uns ni le génie de la diplomatie des autres. La vérité se placerait plutôt dans la présentation des faits comme la manifestation chez les deux fractions rivales à peu près d'égale force qui viennent de se réconcilier, d'un désir commun de s'unir devant le péril de l'ennemi commun (les Américains), qui eût volontiers joué un rôle du troisième larron, en ce qui concerne du moins cette partie de la Colombie* »².

¹ C, Carydis, *La politique américaine au Panama vue par*, op. cit., p. 13

² AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume V Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le consul de France à Colon à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Colon, le 25 novembre 1902.

Dans les premiers jours de novembre 1902, sous la pression des troupes américaines, le gouvernement et les libéraux signent un traité de paix à Panama, à bord du navire de guerre américain *Le Wisconsin*. Comme lors de l'insurrection de 1895, le président Marroquin convainc le général Marcelino Velez et les généraux libéraux Benjamin Herrera et Rafel Uribe de donner la paix au pays. Pourtant, sitôt l'accord de paix signé, le mouvement séparatiste éclate et « la Junta de Gobierno Provisional » proclame au nom des habitants l'indépendance de Panama, grâce au soutien des troupes américaines : les Etats-Unis sont d'ailleurs le premier pays étranger à reconnaître l'indépendance officielle de la naissante République de Panama. Ensuite, les pays les plus lésés par l'intervention américaine pendant le conflit, l'Angleterre et la France, s'empressent de reconnaître à leur tour la nouvelle République indépendante de Panama.

Le 19 novembre 1903, le consul français à Colon exprime la reconnaissance officielle de la France à Panama, dans une allocution adressée au préfet de la ville : *«Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en informer dès que j'ai eu reçu moi-même la nouvelle, la France a décidé hier de reconnaître comme Etat souverain la République de Panama. C'est pour moi-même, Monsieur, le Préfet, un grand honneur et en même temps un vif plaisir d'avoir à vous faire part de ces vœux amicaux de mon gouvernement. Je ferai en ce qui me concerne tous mes efforts pour que ces désirs deviennent bientôt des réalités, pour que toujours soient maintenus les plus cordiales relations entre vous, Mr. le Préfet et les agents distingués de votre administration et le vice-consul de France à Colon à ma charge et aussi pour que Français et Isthméniens continuent à fraterniser comme ils l'ont fait depuis près d'un quart de siècle. Je terminerai, monsieur le Préfet, en vous offrant les vœux les plus affectueux d'une République déjà ancienne pour le bonheur et la prospérité de la jeune République que vient de naître »*¹. Il est évident qu'à ce moment-là, la France est sur le point de céder tous ses droits sur le canal au gouvernement américain.

L'Angleterre, de son côté, depuis la nouvelle convention Hay-Pauncefote avec les Etats-Unis (1901), abandonne définitivement l'Amérique centrale et le canal au

¹ AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume V Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le consul de France à Colon à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Colon, le 19 novembre 1903.

contrôle américain. Dans ces conditions, le gouvernement américain obtient en 1903 la possession de Panama par bail à long terme ou cession définitive de ce territoire, qu'il envisage d'occuper pour l'achèvement de la construction, l'exploitation, l'administration, la jouissance paisible, en un mot pour le contrôle du canal interocéanique, au sujet lequel il veut négocier un nouveau traité de concession avec «la Junta de Gobierno Provisional ». En réponse à la séparation de Panama, les autorités colombiennes constituent une commission composée des principales personnalités politiques des deux partis, dont les généraux Rafael Reyes et Pedro Nel Ospina, principaux représentants du gouvernement et de l'opposition. Cette commission, désormais nommée « Mission Reyes », doit rallier l'Isthme à la Colombie par la voie amicale et en cas d'insuccès par celle des armes¹.

Or, dès le début des pourparlers avec la mission Reyes, le président de « la Junta de Gobierno Provisional », Tomas Arias, affirme qu'il faut admettre le fait accompli de l'indépendance, déjà approuvée par les habitants et surtout sanctionnée par la reconnaissance officielle des plus grandes puissances du monde, Etats-Unis, France et Angleterre. En outre, les autorités américaines, qui participent aussi à ces pourparlers, manifestent leur intention de maintenir des troupes dans l'isthme afin de faire respecter la souveraineté et l'indépendance de Panama. Cette menace d'intervention américaine persuade Bogotá de se borner à des réclamations d'ordre juridique visant une indemnisation financière pour la perte de Panama et surtout de son canal : comme prévu depuis le début de la guerre des mille jours, Panama et son canal sont passés sous le contrôle des Américains.

En vérité, la Colombie n'est plus en situation de défier le gouvernement américain. La fin de la guerre entraîne le retrait de Marroquin, cette fois vraiment pressé d'abandonner le pouvoir à l'échéance de son mandat. Certains des principaux protagonistes des « mille jours », d'anciens généraux libéraux et conservateurs, se mettent d'accord sur les garanties devant entourer les prochaines élections et la composition du nouveau gouvernement. Ensuite, c'est au nouveau président, le général libéral Rafael Reyes, qu'il appartient de sortir le pays de la ruine pour

¹ AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume V Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le consul de France à Colon à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Colon, le 23 novembre 1903.

l'amener vers la voie de la modernité et le progrès, après la défaite du régime de « l'ordre et la régénération ». A Reyes échoit la tâche ingrate de faire oublier l'ingérence américaine et les innombrables victimes d'une guerre inutile et calamiteuse.

Après la guerre, le souvenir des morts est difficile à effacer, même par ceux qui, bien qu'éloignés, ont l'obligation de l'enregistrer, comme le montre cette lettre adressée au ministère des Affaires étrangères à Paris par le consul français à Panama : *« c'est à grande peine qu'on a pu, après huit à dix jours d'hésitation sur les moyens à prendre, faire disparaître les nombreux cadavres restés sans sépulture, en les brûlant imparfaitement sur place, quand leur état de décomposition ne permettait plus de les entasser dans quelques maisons réquisitionnées dans ce but et que l'on incendia dès qu'elles furent remplies »*¹.

En bref, la guerre des mille jours n'est que la continuation de l'insurrection de 1895 après une pause de trois années. Elle naît de la lutte pour le pouvoir entre les élites représentées par les anciens généraux de l'armée libérale et les derniers gouvernants conservateurs de la Régénération. Elle prend une dimension internationale, d'abord lorsqu'elle touche les pays voisins dont les gouvernements soutiennent nettement les troupes libérales. Puis elle transforme le pays en zone de guerre maritime, ce qui compromet les intérêts économiques des puissances étrangères. Le conflit livre le pays à l'interventionnisme américain qui, face à des élites impuissantes, inconséquentes et complaisantes, encourage la sécession de Panama et obtient le contrôle du canal, seul véritable enjeu du conflit. Humiliée, ruinée, pas même capable de dénombrer ses morts, réduite à mendier par la mission Reyes des indemnités aux vainqueurs sous le regard indifférent d'une France affaiblie et d'une Angleterre pragmatique, la Colombie peut méditer la sentence : « Une guerre ne profite jamais à ceux qui la font ».

¹ AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume II Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le consul de France à Panama à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 30 juillet 1900.

Chapitre 3

L'Etat moderne en Colombie (1900-1930)

Le heurt des interventionnismes étrangers

La séparation de Panama du reste de la Colombie et l'établissement d'un protectorat plus ou moins déguisé des Etats-Unis sur la naissante République de Panama sont suivis avec la plus vive attention en Amérique latine. A cette époque, les élites du continent sont unanimes à blâmer l'intervention américaine dans les affaires intérieures colombiennes. Ces élites latino-américaines en colère ne doutent pas que, dans un avenir prochain, l'expansionnisme américain n'entraîne la perte de leur indépendance. A vrai dire, elles commencent à prendre conscience de la mainmise des Etats-Unis sur Panama avec l'adhésion ou tout au moins la résignation de la France et de l'Angleterre qui se déclarent neutres tout au long du conflit. C'est un coup sensible porté à l'influence européenne qui se désintéresse peu à peu des destinées des peuples latino-américains. L'Amérique latine craint que le mouvement commercial se porte dans l'avenir avec plus d'intensité vers les Etats-Unis, ce qui entraînerait finalement sa dépendance économique. Dés lors, le regard de ses élites se tourne vers Washington¹.

Pour elles, il est évident que l'établissement du protectorat américain à Panama transforme la carte politique d'une partie de l'Amérique. Après la sécession et finalement l'installation de leur protectorat sur Panama, les Etats-Unis ne cachent plus leur intention d'effacer l'influence européenne de la carte latino-américaine. Le protectorat américain à Panama n'est que le résultat de la politique extérieure américaine appliquée en Amérique latine. Cette politique, qui a pour base la doctrine de Monroe, stipule que les Etats-Unis ont pour mission de protéger leurs intérêts sans mener une politique colonialiste en Amérique latine et d'y interdire l'ingérence des puissances européennes. Ils s'octroyent ainsi un droit d'intervention pour maintenir la

¹ Ces informations d'après le rapport de Mr Descoutures, Ministre de la République française à Guatemala, adresse à son excellence le Ministre des Affaires Etrangère, Mr Delcasse. AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume V Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903, Guatemala le 30 novembre 1903.

paix et la sécurité au nom de la défense de la civilisation américaine et de l'équilibre entre les nations¹.

Néanmoins, les déclarations fondées sur cette doctrine autorisent toutes sortes d'interventions en Amérique latine et l'installation du protectorat américain à Panama va au-delà de l'application de la simple doctrine de Monroe. Roosevelt complète cette dernière par la diplomatie du dollar, et, après la guerre des mille jours, se propose d'acheter tout simplement l'Isthme à ce pays. Certes, il a conscience que l'action américaine porte préjudice à un Etat souverain et allié. Il justifie donc a posteriori sa politique en affirmant que les Etats-Unis ne se sont jamais engagés envers la Colombie à une protection contre une insurrection dans l'isthme, mais seulement contre un ennemi extérieur. De plus, Roosevelt utilise surtout comme prétexte le scandale de Panama en France, l'échec du canal et l'incapacité des élites colombiennes à gérer leurs problèmes intérieurs : cela doit justifier l'expansionnisme américain en Colombie, et plus généralement dans tous les pays latino-américains, comme nous allons le voir maintenant.

Le scandale de Panama en France

Aux yeux de Roosevelt, ni la Colombie ni la France, disqualifiées par leur manque de fiabilité et leur incompetence, n'ont le droit de s'opposer à la construction du canal que les Américains veulent réaliser au profit de toute l'humanité. En réalité, il se prétend le défenseur de l'humanité lorsqu'il veut mener à bien la construction du canal encore sous contrôle français mais en faillite complète. Le gouvernement des Etats-Unis n'ignore pas le scandale que l'échec du canal représente pour la France et veut en tirer profit. La Compagnie universelle du Canal est créée en octobre 1880 et les travaux commencent en janvier 1881. Toutefois, cette œuvre titanesque se heurte dès le début aux pires difficultés sur le terrain : climat, maladie, gestion financière, choix techniques, hésitations surtout lorsque Lesseps s'obstine en faveur d'un canal à niveau avant d'opter en 1887 pour l'aménagement d'écluses.

¹ C, Carydis, *La politique américaine au Panama vue par, op. cit.*, p. 7

Tout cela complique singulièrement la tâche des constructeurs. Le devis initial est maintes fois dépassé, les emprunts et appels à l'épargne publique ne suffisent plus. La Compagnie universelle est finalement déclarée en faillite et l'affaire devient une affaire d'Etat. Le gouvernement français ne peut empêcher un scandale d'éclater quand des malversations sont découvertes. Elles concernent des fautes commises, des péchés d'optimisme et des détournements opérés sur les nombreux emprunts publics contractés. Pour poursuivre les travaux, une nouvelle société est créée, la Compagnie nouvelle du Canal, mais la confiance est irrémédiablement détruite.

C'est l'échec de la stratégie financière privée française et indirectement celui de la France, car en 1888, la Compagnie nouvelle a déjà dépensé la moitié de son capital et se rend compte qu'elle ne pourra mener à bien la construction du canal. De plus, la situation de guerre civile permanente en Colombie contribue à l'échec définitif du projet sous initiative française. La compagnie offre alors au président Mc Kinley de céder aux Américains la propriété du canal et tous les droits y afférant. Nonobstant, et quoique disqualifiée, elle demande au gouvernement colombien une prorogation de six années pour reprendre les travaux du canal¹.

L'incapacité politique des élites colombiennes

La situation semble encore plus difficile en Colombie, puisque l'interventionnisme américain y a révélé l'incapacité des élites locales à résoudre leurs propres conflits. Le rapport d'un des consuls français en Amérique latine sur le rôle de ces élites montre à quel point leur image est discréditée en dehors du continent après l'échec du canal : *« une bande de politiciens sans scrupules exploite à son profit, dans chacun de ces Etats, les ressources du pays, elle ne songe qu'à se maintenir le plus longtemps possible au pouvoir pour accroître le capital qu'elle amasse à l'étranger et dont elle espère profiter au loin lorsque d'autres affamés auront forcé les premiers à lâcher prise. L'administration n'est ici qu'une burlesque parodie des principes de la démocratie moderne et les petits potentats qui gouvernent semblent ne connaître que les procédés autocratiques, dont ils partagent généralement la terreur de l'invisible*

¹ AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume II Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le consul de France à Panama à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Panama, le 23 décembre 1898.

assassin et, bien souvent aussi le sort funeste. Que les mêmes hommes restent longtemps au pouvoir où qu'ils soient remplacés par d'autres du même parti ou du parti adverse, ils manquent tous à peu près également de sens moral et des connaissances indispensables pour administrer sagement un pays, de sorte que les populations, qui savent par expérience qu'elles n'ont rien à attendre de bon ni des uns ni des autres, se désintéressent des révolutions, qui sont toujours pour elles l'occasion de nouvelles charges et de nouvelles vexations »¹.

Après cet exposé sur les travers des élites latino-américaines, y compris évidemment des élites colombiennes, le consul note que, dans ce contexte, il est aisé d'imaginer que l'interventionnisme américain est béni par certains, au moins par tous ceux qui ont souffert de l'incapacité des élites et considèrent que l'intervention américaine s'est produite pour remédier à leurs maux : en Amérique latine, certains pensent que les Etats-Unis respectent ces pays et leurs habitants en leur imposant non pas le colonialisme européen mais un protectorat qui permet d'obtenir l'indépendance politique, le calme, la sécurité, la stabilité financière, la prospérité par le développement des voies de communications et celui de toutes les entreprises locales, industrielles, agricoles ou minières. Dès lors l'établissement du protectorat américain à Panama fait naître dans cette région beaucoup de vœux en faveur de l'intervention des Etats-Unis².

Si nous avons souligné l'opinion des Latino-américains en ce qui concerne l'interventionnisme américain, c'est pour montrer à quel point elle est devenue courante à ce moment-là. Le scandale en France et le discrédit des élites en Colombie semblent donner la voie libre aux Etats-Unis dans l'Isthme panaméen pour prendre en main le canal, assouvir leur convoitise et assurer leur besoin en matière de transport interocéanique. Pourtant, ce scandale et le discrédit des élites, utilisés par Roosevelt pour justifier l'interventionnisme américain, semble des arguments fallacieux, car s'il est vrai qu'ils caractérisent la situation en Amérique-latine, et particulièrement en

¹ AMAE-Paris-Nouvelle Série, Colombie Volume IV Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903. Le ministre de la république française au Guatemala à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Guatemala, le 30 novembre 1903.

² *Ibid.*, 30 novembre 1903.

Colombie, ils ne sont que des prétextes simplistes, pseudo-philanthropiques et difficilement soutenables. En réalité, la doctrine de Monroe, c'est-à-dire cette vision de la politique extérieure des Etats-Unis tournée vers l'Amérique latine, est pour le moins réductrice, puisqu'elle tend exclusivement à servir les intérêts américains.

Si l'on accepte les arguments américains, on peut croire que l'intervention Nord-américaine en Colombie a pour objet de protéger la liberté du transit, et que favoriser le mouvement de sécession dans l'isthme est seulement un effet induit. Mais ces arguments ne résistent pas à la vérité historique. L'invocation de la doctrine de Monroe permet avant tout d'agir en toute quiétude et avec la conscience de sa force, tout en parant les activités américaines d'un semblant de légalité. Ainsi les Etats-Unis reconnaissent tout de suite le Panama, pour lui donner une existence du point de vue du droit international, et engagent aussitôt les négociations au sujet du canal, car ils veulent profiter de l'état d'impréparation du gouvernement provisoire. Ensuite, ils envisagent une indemnisation financière en faveur de la Colombie.

En 1903, les Etats-Unis, même s'ils font semblant de ne recevoir aucune réclamation des Colombiens à propos de Panama, essaient de normaliser leurs relations avec la Colombie. Ils envisagent des compensations et en 1905 apparaissent prêts à la dédommager financièrement. Pourtant, malgré ces compensations financières, cette vision de la politique extérieure Nord-américaine nommée la doctrine de Monroe soulève d'emblée l'opposition des peuples latino-américains et les points essentiels de ce refus s'expriment dans une doctrine inverse, « L'Américanisme », élaborée par des intellectuels latino-américains choqués par le comportement des Nord-Américains sur leur sol. La politique américaine réveille aussi les craintes de certains pays européens dont l'Allemagne qui se montre plutôt méfiante à l'égard des Nord-Américains. Contrairement à la passivité de la France et de l'Angleterre à Panama, elle adopte une attitude plus combative face à la nouvelle politique des Américains en Amérique-latine et l'intervention américaine en Colombie est perçue par les Allemands comme le début d'un expansionnisme dans toute l'Amérique Latine.

La pénétration économique allemande en Colombie

S'il est vrai que, pour la France, le protectorat Nord-américain à Panama est un revers, il est pour l'Allemagne l'occasion de s'implanter en Amérique latine sous prétexte de combattre l'expansionnisme américain et d'y rétablir un équilibre continental. Lorsque le gouvernement allemand constate l'application de la doctrine de Monroe dans certaines des petites Républiques centre-américaines, la diplomatie allemande veut s'y opposer : elle entre ainsi en contact avec le gouvernement de Porfirio Diaz au Mexique, dans le but de réaffirmer ses liens économiques et politiques. Or le gouvernement mexicain, confiant et sûr de lui, ne cherche pas se rapprocher de l'Allemagne et, d'après les autorités françaises, l'ancien consul allemand Wangenheim au Mexique exprime ainsi ses regrets face à la décision du gouvernement de Porfirio Diaz : « *il était bien regrettable que les Mexicains n'aient pas voulu comprendre que seule l'Allemagne était en mesure de les sauver du danger qui les menace du côté des Etats-Unis. S'ils voulaient s'en rapporter à nous et nous confier la direction de leurs intérêts, nous arrêterions l'expansion Yankee qui va devenir si dangereuse pour le Mexique et si redoutable pour notre nouvelle politique germanique* »¹.

Devant le refus mexicain, l'empereur Guillaume II tourne son regard vers la Colombie, un pays à la dérive depuis l'échec de la Compagnie universelle du Canal en 1888. Il semble qu'après la faillite de cette compagnie et le harcèlement des Etats-Unis, le gouvernement colombien s'adresse à l'Allemagne afin de lui proposer l'achèvement du canal à Panama, dans le but de trouver une alternative à l'intervention des Nord-Américains. Intéressé depuis longtemps au sort des pays latino-américains face à l'avance des Nord-Américains, le gouvernement allemand profite de ce rapprochement avec la Colombie pour régulariser ses rapports avec ce pays, jusque-là régis par des conventions amicales. Ainsi, le 23 juillet 1892, l'Allemagne signe le premier traité de commerce avec la Colombie. Aux termes de ce traité, « *les deux parties contractantes ont convenu de se concéder réciproquement tous les droits et faveurs accordées ou qu'elles accordent à l'avenir en matière*

¹ Ces informations d'après le rapport du Ministre français en Colombie, Vicomtenay, adressé à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 7-p. 54. Paris, le 13 avril 1913.

commerciale ou maritime, relativement à la navigation intérieure ainsi qu'à la protection de leurs nationaux »¹. En outre, le gouvernement colombien, visant les prétentions américaines sur le canal, stipule à l'article 22 que tout privilège accordé à un pays pour creuser le canal à Panama a pour conséquence une concession analogue à l'Empire allemand en vertu des obligations en vigueur nées de la signature du traité.

C'est ainsi que, sans vouloir défier directement les intérêts des Etats-Unis sur le canal à Panama, l'Allemagne menace de construire un autre canal dans la région du Darien sur la côte du Pacifique, afin de marquer et faire respecter sa présence en Amérique du sud. En réalité, jusqu'à la signature de ce traité en 1892, le gouvernement allemand ne veut pas affronter directement les intérêts des Etats-Unis en Colombie mais simplement garantir sa présence commerciale dans les marchés de l'Amérique du sud lors de la construction du canal, voie du commerce international avec les pays sud-américains. D'après certaines autorités françaises à Bogotá, il est évident que jusqu'alors « *les Allemands voient sans plaisir se développer l'influence yankee dont les efforts tendent si visiblement vers les pays de l'Amérique du sud, et qui veut occuper dans ce but toutes les communications possibles entre les deux océans. Les succès des Etats-Unis serait la perte pour l'Allemagne des débouchés qu'elle convoite en Amérique du sud et hautement sur les côtes du Pacifique* »².

Néanmoins, lorsqu'en 1903 se produit la sécession de Panama et que les Américains imposent leur protectorat à cette naissante République, l'Allemagne change d'attitude. Elle veut affronter directement l'expansionnisme américain dans le territoire latino-américain dont la Colombie fait partie. Les autorités allemandes choisissent ce pays comme champ idéal de leur défi aux Américains, étant donné les conditions particulières de la Colombie. Malheureusement, après la guerre des mille jours et la sécession de Panama, la Colombie reste un pays déchiré, complètement affaibli et surtout insolé du continent et du monde, puisque tous les pays excepté l'Equateur reconnaissent immédiatement l'indépendance de Panama. C'est ainsi que, selon certaines informations des autorités françaises en Colombie, le gouvernement de

¹ Ces informations d'après le rapport du Ministre français en Colombie, Vicomtenay, adressé à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 7-p. 54. Paris, le 13 avril 1913.

²*Ibid.*, le 13 avril 1913.

ce pays « *se tourne vers l'Allemagne, et place ses espoirs en elle, s'adresse à son industrie à Berlin qui lui a laissé entrevoir un appui contre les Etats-unis. On leur a parlé de la construction éventuelle du canal de l'Atrato, on leur fournit des preuves constantes et évidentes de l'intérêt porté à leur expansion germanique, et tout ceci est largement suffisant pour donner à ce pays conscient de sa propre faiblesse, entouré d'ennemis, isolé dans ses revendications, l'espoir de trouver dans cette amitié offerte, la force nécessaire pour résister au danger qui du côté des Etats Unis le menace d'une façon si inquiétante* »¹.

Dès lors, profitant de l'isolement dans lequel se trouve la Colombie, l'Allemagne vient à son secours. Pour cela, elle met en œuvre un projet de pénétration économique et financière qui commence dès la sécession de Panama. Ce projet n'a rien à voir avec la présence initiale allemande existant depuis 1850, jusque-là secondaire et sans incidence majeure sur la vie économique et politique de la Colombie si on la compare aux autres présences étrangères. Cette présence allemande commence par un petit mouvement d'émigration volontaire et se limite au département de Santander où se trouve une centaine de familles allemandes venues exploiter la quinine pour l'exporter vers l'Europe.

La plupart de ces cent familles habitent dans les villes de Cucuta, Ocaña, Bucaramanga et le Socorro, avec à leur tête Herderich, propriétaire d'une des premières banques créées en Colombie, la Banque de Santander, et Geo Von Lengerke, principal exportateur de quinine grâce à la concession de 12000 hectares que le gouvernement colombien lui a faite. En 1879, à la suite des émeutes populaires contre les riches commerçants de quinine à Bucaramanga, des Allemands sont massacrés, dont Herderich et Geo Von Lengerke². Mais, malgré ces actes de violence, la présence allemande ne s'interrompt pas. Comme nous le disions ci-dessus, le gouvernement allemand et ses diplomates à Bogotá mettent en œuvre en 1903 un projet bien structuré de pénétration économique en Colombie. C'est ainsi que les autorités allemandes choisissent la ville de Barranquilla sur la côte Atlantique et la région d'Antioquia pour lancer leur projet.

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 7-P. 54, le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 13 avril 1913.

² A. Tirado Mejía, *Colombia en la Repartición, op., cit*, p.127-140.

Evidemment, ces régions sont parmi les plus florissantes du pays et l'on y trouve une partie des élites colombiennes, composées d'hommes entrepreneurs qui se battent pour prendre le pouvoir exécutif à Bogotá depuis le début du XX^e siècle. Comme l'explique bien l'un des consuls français à Bogotá, le gouvernement allemand fait preuve de clairvoyance : *« ils sont dans une région de grand avenir économique car tout y peut être exploité: bois et cultures variés, riches gisements miniers et carbonifères. Facile construction des voies de communications. Parages étendus où le bétail croit avec facilité. Dans cette région le climat est très favorable avec des élites représentatives »*¹. On lit dans un autre rapport : *« il est à remarquer le choix judicieux que les Allemands ont fait de la province d'Antioquia dont les habitants passent pour être les plus travailleurs et les plus entrepreneurs. Le labour est rude dans cette province, la vie n'est pas aussi facile que dans les autres régions de la Colombie. Les hommes y sont entraînés au travail et à la lutte avec la nature. Les familles y sont plus nombreuses que partout ailleurs et leurs membres se répandent dans tout le pays, aussi prévoit-on que la direction de la Colombie reviendra avec le temps aux Antiquéniens. Or c'est parmi eux que les Allemands ont placé le centre de leurs opérations »*².

Dans cette région d'Antioquia, les autorités allemandes à Bogotá étudient la possibilité de construire un canal rival de celui des Américains à Panama, en se servant des cours du fleuve Atrato et du fleuve Mapipi. Leur ambition est d'accaparer l'ensemble des régions qui entourent les deux cours d'eau pour exploiter économiquement tous les marchés situés sur les côtes américaines du pacifique. Entretemps, les Allemands se sont déjà installés à Medellín par l'intermédiaire d'entreprises privées florissantes. Ainsi la Compagnie Hambourg Amérique acquiert des terrains d'exploitation, des bananeraies, notamment dans le golfe d'Uraba, près du fleuve de l'Atrato, où elle s'installe sous le nom de « Consortio Albigia » en 1900. Cette compagnie entreprend également de relier la capitale de cette région, Medellín, à la région bananière de Puerto Cesar par une ligne de chemin de fer. Elle donne ainsi une grande indépendance à la région d'Antioquia, dont la capitale communique

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 7-p. 70, le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 5 mai 1913.

² C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 7-p. 54, le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 13 avril 1913.

directement avec la mer sans utiliser les voies ferrées ou les voies de navigation d'autres provinces colombiennes. En 1906, Ferdinand Focke, venu de Brême, crée à Medellín « la Banque Allemande d'Antioquia », première institution étrangère de ce genre, qui devient la principale base d'opération financière en faveur de l'expansion économique allemande en Colombie¹.

Par ailleurs, dans d'autres villes importantes de Colombie comme Barranquilla, Cartagena et Bogotá, des maisons allemandes de Leipzig et de Brême ouvrent des succursales. A Barranquilla par exemple, on compte à peu près six ou sept établissements de ce genre, parmi lesquels Lindemeyer et Wieck, Hischiff y Cia, Norman y Cia, G. Berne y Cia. Dans cette même ville, des résidents allemands fondent les premières fabriques de savon et de bougies, et la première école pour les enfants des familles allemandes. A Cartagena, on trouve quatre ou cinq maisons commerciales, parmi lesquelles W. Haidmann, Arthur Friedrich et Georges Sperling. En outre la compagnie allemande Telefunken crée la première station de télégraphie sans fil du pays. La présence économique allemande à Bogotá se résume à une cinquantaine d'Allemands, pour la plupart cadres de maisons industrielles ou commerciales. Parmi les plus importantes figurent « la Brasserie Bavaria » et la « Brasserie La Germanian » de Rudolf Kohn ; le propriétaire de la brasserie Bavaria fonde la première verrerie du pays. A Bogotá s'établissent aussi des maisons commerciales allemandes de bijouterie, et quincaillerie, et certains Allemands deviennent propriétaires des plus importants hôtels de la capitale².

De plus le gouvernement colombien confie aux compagnies allemandes, comme celle de Julius Berger Tiefbavak et celle de Tiengesellschaft, des travaux d'études de dragage et canalisation du fleuve de la Magdalena, la voie de communication la plus importante du pays. En outre, l'ancien ministre d'Allemagne à Bogotá, Kracker Von Schwarzerfeld, reçoit du gouvernement colombien une concession de terres vierges dans la province de Chaparral du département de Tolima, dans la perspective d'un nouveau mouvement d'immigration composé d'une trentaine de familles allemandes

¹ D'après informations contenues dans un rapport présenté par le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris le 10 août 1921. C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B –Cote 12 –p 20.

²*Ibid.*, 10 août 1921.

et comprenant des négociants. Le commerce allemand qui en résulte inonde de marchandises toute la Colombie ; des voyageurs de commerce, empressés, aimables, parlant l'espagnol et proposant des prix très avantageux, cherchent à accaparer le marché colombien et deviennent peu à peu des agents importants de germanisation.

Or la présence de ces voyageurs allemands devenus agents de germanisation ne laisse pas d'être mal perçue par les autorités françaises en Colombie. Un de leurs rapports montre à quel point elles sont consternées par ce phénomène : *« j'ai signalé à votre excellence : le progrès considérable que fait en Colombie l'influence germanique. De quelque côté qu'on regarde ou qu'on se tourne, on trouve implanté déjà le germanisme, et un germanisme agissant, remuant, contrastant singulièrement avec la passivité et le désintéressement de peuples latins d'Europe au milieu de ces frères latins de l'Amérique du sud »*¹.

De 1892 à 1920, la diplomatie allemande en Colombie suit un plan de pénétration économique tracé d'avance et qui, il faut bien l'avouer, s'opère au détriment de l'influence économique des autres pays européens, principalement la France et l'Angleterre. Comme nous l'expliquions auparavant, le gouvernement allemand a incontestablement fait preuve de clairvoyance en assignant comme tâche à sa diplomatie en Colombie, et en général dans tous les pays sud-américains, de faire une politique de pénétration économique au vu de l'importance qu'acquièrent ces pays avec l'ouverture du canal de Panama. Véritablement, les Allemands s'affirment dans le champ économique et financier de la Colombie en vrais concurrents pour les Français qui doivent dès lors en tenir compte.

A partir de cette période, la pénétration économique allemande en territoire colombien devient évidente. A plusieurs reprises, les autorités françaises à Bogotá constatent le fait : *« en ce qui concerne la Colombie j'ai pu constater depuis le moment où j'ai débarqué sur la côte Atlantique de ce pays jusqu'à mon arrivée dans la capitale, les résultats surprenants qui couronnent déjà les puissants et persévérants efforts que font les Allemands pour prendre solidement pied dans cette région et y*

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote7-p. 94, le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 3 juin 1913.

établir leur prédominance économique d'abord et politique ensuite »¹. On trouve aussi des rapports dans lesquels les consuls lancent un appel au gouvernement français en signalant que « *si la France ne veut être exclue de ces régions de l'Amérique du Sud et y laisser périliter le peu d'intérêts économiques qu'elle possède encore, nous devons nous hâter d'adapter aux circonstances notre politique et notre manière d'agir à l'égard de ce pays ; sinon, nous continuerons à faire le jeu de nos concurrents* »². Il ne fait plus de doute que les intérêts économiques français sont menacés par l'Allemagne, dont la prépondérance économique en Colombie n'est possible qu'à son détriment.

En bref il est évident que, de 1892 à 1920, le territoire colombien devient un champ de rivalité économique où se heurtent hégémonies et impérialismes étrangers. Comme nous l'avons expliqué, le percement du canal de Panama est à l'origine de toutes les convoitises étrangères, puisqu'une telle route commerciale intéresse logiquement toutes les puissances et que le canal a un caractère stratégique. L'échec de la construction du canal entraîne la dépendance économique des pays latino-américains envers les Etats-Unis, face à la résignation de la France et de l'Angleterre. Les Etats-Unis appliquent la doctrine de Monroe et cherchent à effacer l'influence européenne de l'Amérique latine, mais cela provoque d'une part une réaction des autorités allemandes, qui s'opposent à l'expansionnisme américain en l'Amérique latine, et suscite d'autre part une protestation des pays latino-américains, l'Américanisme, doctrine directement hostile à celle de Monroe.

L'échec du canal et l'établissement du protectorat de Panama sous influence américaine entraînent un scandale financier pour la France, le début de l'interventionnisme américain dans les pays latino-américains, y compris la Colombie, mais aussi l'ouverture à la pénétration économique allemande. Celle-ci, qui débute en Colombie vers 1892, afin de faire face à l'expansionnisme des Etats-Unis ou au moins de trouver un équilibre continental au niveau des rapports internationaux parmi les grandes puissances mondiales, se fait en détriment des intérêts économiques français.

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 7-p. 54, le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 13 avril 1913

² C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 7-p. 94. , le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 3 juin 1913.

Chapitre 4

Les relations entre la France et la Colombie (1914-1930)

En Colombie, le XX^e siècle débute avec le refroidissement des relations entre ce pays et la France. Sortie de la guerre des mille jours, la Colombie est ruinée et son territoire désintégré. La mainmise des Etats-Unis sur Panama entraîne dans ce territoire la pénétration économique nord-américaine et allemande. La Colombie devient ainsi le champ privilégié des rivalités économiques entre les impérialismes américain et allemand, au détriment des intérêts de la France autrefois dominante en Colombie. Lors de l'établissement du protectorat américain sur Panama, les élites colombiennes des différents partis politiques concentrent tous leurs efforts au rétablissement des rapports internationaux avec les Etats-Unis, tandis qu'au niveau de la politique intérieure, ces élites cherchent à reconstruire le pays.

Toujours incapables de sortir le pays de la guerre dévastatrice où il se trouve, ces élites attendent avec impatience le concours des capitaux étrangers. Rafael Reyes, président de la Colombie, l'avoue publiquement : « *la Colombie n'est pas ruinée ni affamée comme on ne cesse de le répéter, mais au contraire c'est l'un des pays le plus riches du globe n'attendant pour se développer que le concours des industries et des capitaux étrangers* »¹. Depuis longtemps toutefois, des pays comme l'Angleterre, par la convention Hay-Pauncefote signée avec les Etats-Unis, abandonnent leurs intérêts économiques et politiques en Amérique latine, tandis que la France, en reconnaissant officiellement l'indépendance de Panama le 19 novembre 1903, est sur le point de céder tous ses droits sur le canal au gouvernement américain et d'accepter sans contreparties la nouvelle domination économique nord-américaine en Amérique latine.

Dans ce contexte international, la Colombie cherche à se rapprocher de l'Allemagne qui, sous prétexte de combattre l'expansionnisme américain et de rétablir l'équilibre continental, pénètre économiquement le territoire colombien. Toutefois, les investissements allemands en Colombie ne suffisent pas à reconstruire ni à développer le pays qui désormais, comme tous les pays latino-américains, doit compter sur les

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance- Série B –Cote 5, p. 20. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 19 janvier 1907.

capitaux américains en provenance de la banque de New-York, et surtout sur la compensation financière offerte par les Américains lors de la sécession de Panama. Certes, les Etats-Unis paraissent prêts en 1903 à dédommager la Colombie par une indemnisation financière fixée dans le traité Herran-Hey signée entre ce pays et la Colombie, mais cet accord ne va recevoir aucune application en raison de l'opposition du peuple colombien, hostile à l'intervention des Etats-Unis à Panama.

La ratification du traité Herran-Hey de 1903, prévoit la reconnaissance officielle de la nouvelle république indépendante de Panama par la Colombie. C'est ce dernier point qui fait obstacle à la ratification du traité et par conséquent aux bons rapports entre les trois pays concernés. La majorité du peuple colombien s'oppose à la reconnaissance officielle de Panama, considéré comme partie du territoire colombien. De fait, quand le gouvernement de Rafael Reyes tente en 1909 de ratifier le traité Herran-Hey pour encourager les rapports commerciaux et le commerce de la banane avec les Etats-Unis, et pour obtenir l'indemnisation financière américaine, cela provoque sa chute.

Durant toute la période de 1903 à 1914, le problème de la reconnaissance officielle de la nouvelle république de Panama empoisonne les relations avec les Etats-Unis et la vie politique en Colombie. Cette reconnaissance demeure l'arme politique absolue, capable d'abattre tout gouvernement qu'il soit libéral ou conservateur. Pour la plupart des Colombiens, il est impensable de ratifier le traité de 1903, puisque cela revient à reconnaître l'indépendance du Panama et à accepter le rôle de médiateurs des Etats-Unis dans le conflit entre Panama et la Colombie ; quant à la fameuse indemnité financière, elle ne représente qu'une partie du paiement de la dette externe contractée pour la construction du Canal.

En s'opposant à la ratification, les Colombiens veulent rejeter l'hypocrisie des Américains qui cherchent à s'imposer comme médiateur du conflit colombo-panaméen et à obtenir de nouveaux avantages, dont le libre accès des bateaux américains à tous les ports colombiens, le contrôle des îles de San Andres et Providence pour construire des dépôts de charbon et recharger les bateaux, et finalement la promesse de la Colombie d'empêcher l'Allemagne de construire un nouveau canal interocéanique dans la région de Uraba pendant cinquante ans au

moins¹. En outre, les Colombiens s'opposent au double jeu du gouvernement de Panama qui veut empêcher l'indemnisation financière de la Colombie tant qu'elle ne reconnaît ni l'indépendance de Panama ni l'intégralité de son territoire dont les frontières s'étendent jusqu'à la région du Choco, encore sous contrôle colombien². Pour l'opinion colombienne, l'exigence du gouvernement panaméen autant que les demandes américaines stipulées dans le traité 1903 sont inacceptables, alors que la classe gouvernante colombienne veut au contraire mettre fin au conflit avec Panama et les Etats-Unis et qu'à partir de 1910, des gouvernements comme ceux de Carlos E Restrepo et de Marco Fidel Suarez font tout pour ratifier le traité.

Les Etats-Unis veulent autant que les élites colombiennes en finir avec le conflit colombien-panaméen, et par conséquent avec toute interférence dans leurs rapports avec la Colombie, et soutiennent les efforts des gouvernements de Carlos E Restrepo et Marco Fidel Suarez pour régler le conflit avec Panama. Ils souhaitent notamment que la Colombie participe comme invitée spéciale à la cérémonie d'ouverture officielle du canal de Panama³. Pour les Américains, cette invitation est l'occasion d'en finir symboliquement avec la rancœur du peuple latino-américain née de l'application de la doctrine de Monroe, doctrine qui a réveillé l'anti-américanisme dans toute l'Amérique latine depuis l'affaire de Panama. La cérémonie d'inauguration est sans doute l'occasion pour les Américains d'effacer leur réputation de puissance interventionniste tout en affirmant leur grandeur et leur génie.

Après 1911, les premiers signes d'entente colombo-américaine se manifestent à Panama et en Colombie. A Panama, les autorités gouvernementales sont prêtes à trouver un accord avec la Colombie et, à la demande des autorités américaines, le gouvernement du président Aramena désigne Mendoza comme envoyé spécial chargé de régler le conflit avec le gouvernement colombien⁴. Bogotá devient l'espace

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B –Cote 6, p.71. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 6 février 1913.

² C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B –Cote 5, p. 72. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 6 novembre 1907.

³ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B –Cote 6, p. 4. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 29 février 1912.

⁴ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B–Cote 6, p.125. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 12 mars 1911.

privilegié des premiers pour parler entre les deux pays, centrés d'abord sur la question des frontières de Panama. De leur côté, les Américains détachent en 1912 à Bogotá l'un de leurs anciens diplomates en Colombie, James Du Bois, chargé d'obtenir la ratification du traité de 1903 en échange d'une indemnisation dont la valeur est augmentée jusqu'à vingt-cinq millions de dollars¹. Mais ces deux missions échouent, étant donné l'ampleur sans cesse croissante que prend le conflit colombo-panaméen tant en Colombie qu'aux Etats-Unis.

En Colombie, les partis revenus au pouvoir continuent à s'opposer à la ratification du traité de 1903, dans l'espoir que les Etats-Unis augmentent le montant de l'indemnité. Les partis de l'opposition refusent également la ratification en attendant leur tour de prendre le pouvoir pour profiter eux-mêmes de l'indemnisation. De même, aux Etats-Unis, les partis républicain et démocrate sont divisés, chacun d'eux voulant s'arroger le mérite de régler à sa façon le conflit avec la Colombie. Il faut donc attendre jusqu'en 1914 pour que la Colombie, isolée dans le territoire latino-américain, accepte de négocier avec Panama et les Etats-Unis.

Certes, lors de l'intervention américaine à Panama, la plupart des pays latino-américains reconnaissent l'Indépendance de Panama malgré leurs réticences envers la doctrine de Monroe. L'Equateur est le seul pays à rester solidaire de la Colombie et refuse de reconnaître l'indépendance de Panama. Le Venezuela rompt ses rapports avec la Colombie dès que la guerre des mille jours éclate, et la Colombie refuse de son côté de rétablir des relations avec ce pays qui a donné son soutien militaire aux révolutionnaires libéraux pendant la guerre. En outre, des pays comme le Pérou et le Brésil sont en conflit avec la Colombie pour des problèmes de frontière ; le Pérou surtout menace de déclencher une guerre si la Colombie ne parvient à un arrangement.

De leur côté les Américains, toujours plus pressés de régler le conflit colombo-panaméen étant donné la proximité de la date d'inauguration du canal, laissent entendre que leurs demandes incluses dans le traité 1903 sont une clause de pure forme, afin de convaincre plus facilement le congrès américain de voter l'indemnisation financière de la Colombie. Dès lors, pour obtenir la ratification, les

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B –Cote 6, p.98. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 21 février 1913.

gouvernements libéraux pro-américains de Carlos E Restrepo et Marco Fidel Suarez osent brandir la puissance des Américains pour intimider le peuple colombien qu'ils menacent d'une nouvelle intervention américaine en territoire colombien, menace inimaginable pour les Américains eux-mêmes, dont la politique extérieure n'envisage pas à l'époque ce type d'intervention en Colombie. Le 6 avril 1914, le traité est ratifié par les trois pays en conflit. Mais, à l'avenir, la répression exercée par les gouvernements colombiens contre les opposants au traité entraîne l'échec des gouvernements colombiens de tendance proaméricaine, comme celui de Marco Fidel Suarez. En réalité, il faut attendre les années vingt pour que la Colombie reçoive l'indemnisation financière américaine. Tandis que la France et l'Allemagne semblent exclus de la scène politique colombienne, car il leur faut attendre la Première Guerre mondiale pour y revenir.

Les rapports entre la France et la Colombie (1914-1930)

Tant que la question de l'indemnisation n'est pas réglée, des pays comme la France et l'Allemagne perdent leur importance dans les relations internationales de la Colombie, restent dans l'ombre des Etats-Unis et ne retrouvent leur place qu'après 1914. Le représentant de la France à Bogotá le signale au ministère des Affaires étrangères à Paris : « *ainsi que je l'ai déjà écrit, j'ai eu le regret de constater que notre influence morale et économique en Colombie subissait une véritable éclipse.* »¹.

Avant la Première Guerre mondiale, la seule question intéressant la France en Colombie est certainement le problème des dommages soufferts par ses nationaux. Comme on l'a vu, les résidents étrangers en Colombie se plaignent à plusieurs reprises des vexations, contributions de guerre, emprunts forcés, réquisitions et expropriations auxquels ils sont soumis durant la guerre de mille jours. Ces pratiques très répandues en Colombie contre les étrangers, pour la plupart commerçants et grands propriétaires de terres et de bétail, entraînent de véritables litiges juridiques entre les représentants officiels des pays d'origine et le gouvernement colombien, ce qui explique l'abondance des informations contenues dans les rapports de la chancellerie française

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B –Cote 5, p. 67. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 20 avril 1907.

à Bogotá au sujet de trois cents Français ayant subi des expropriations durant cette guerre.

Depuis 1908, les litiges de la France avec le gouvernement colombien atteignent un niveau tel qu'elle doit s'associer à l'Allemagne, l'Angleterre et l'Italie pour rappeler au gouvernement colombien qu'on le tient toujours pour responsable des pertes essuyées par les étrangers du fait des rebelles pendant la guerre de mille jours¹. Le gouvernement français se heurte à une vive résistance de la part des autorités colombiennes, car certains Français sont accusés d'avoir pris partie dans la guerre, comme Auguste Gautier suspecté d'avoir pris les armes comme colonel instructeur dans les troupes libérales à Rio Hacha. Les réclamations des citoyens français se prolongent jusqu'en 1911 et ne cessent d'intéresser le gouvernement français qu'à la veille de la guerre, lorsqu'il commence à prendre au sérieux les menaces allemandes contre la navigation française sur les côtes colombiennes de l'océan Atlantique.

La France estime que la Colombie ne tient pas au principe de neutralité décrétée le 6 août 1914, ce qui compromet la navigation française et alliée dans l'Atlantique. En fait, la France craint que la compagnie allemande Telefunken, chargée en Colombie de la construction et administration de la télégraphie sans fil sur les côtes colombiennes de l'Océan Atlantique, communique aux croiseurs allemands des renseignements sur les vapeurs français et alliés qui circulent dans les Antilles et l'Amérique du Sud². C'est à ce moment-là que la France intervient auprès du gouvernement colombien pour exiger la fermeture des stations de télégraphes de Cartagena, Santa Marta et San Andres sous le contrôle des compagnies allemandes.

Les autorités colombiennes, qui veulent maintenir les stations de télégraphes ouvertes, n'accèdent pas à cette demande, mais, sous les pressions françaises, en prennent le contrôle direct en évinçant la compagnie allemande. Les représentants français à Bogotá se montrent aussi très vigilants sur l'application du principe de neutralité pendant toute la durée de la guerre et, loin de cesser, leurs exigences ne

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 5, p. 99. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 23 mai 1908.

² C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 18, p. 67. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 5 septembre 1914.

cessent d'augmenter ; après 1916, ils à Bogotá élaborent très soigneusement des « listes noires » où figurent les noms des représentants colombiens des maisons commerciales ayant des rapports avec l'Allemagne ou professant des sentiments de sympathie à l'égard de ce pays, afin de ne pas les approvisionner en produits français.

Ces « listes noires » nuisent gravement au commerce colombien et aux entreprises commerciales qui importent habituellement des produits de France et d'Angleterre, et en exportent vers l'Allemagne et les Etats-Unis. Ces listes interfèrent très négativement dans l'économie du pays où la plupart des commerçants figurent sur ces listes noires puisque l'Allemagne occupe la deuxième place dans les relations commerciales de la Colombie. Les mesures françaises soulèvent ainsi l'hostilité des commerçants, tant nationaux qu'étrangers résidant en Colombie et figurant sur les listes noires. C'est le cas de Medellín où se déploie une grande partie de l'activité du pays, grâce à la présence des maisons commerciales dont la plupart des propriétaires sont des Allemands ou des commerçants colombiens représentant des maisons allemandes. A Barranquilla, des capitaux allemands financent la Banque Crédit Mercantile, seule banque présente dans cette ville et inscrite sur les listes noires. A Bogotá et Cartagena, la situation ne diffère pas de celle des villes citées¹.

En vérité, la grande guerre entrave peu à peu l'économie mondiale et par conséquent l'économie colombienne, dont l'activité commerciale devient la cible préférée des belligérants, qui élaborent peu à peu des listes noires pour sanctionner les sympathies soit germanophiles soit francophiles des commerçants nationaux ou étrangers résidant en Colombie. Dans ce contexte, les rapports commerciaux de la Colombie avec l'Europe se détériorent, particulièrement entre la France et la Colombie, déjà en crise avant même le début de la guerre. Comme on l'a vu, les Etats-Unis ont pris la place commerciale de la France en Colombie depuis 1896 et la guerre ne fait qu'approfondir la crise entre ces deux pays.

En bref, tant que la question du traité de 1903 n'est pas résolue, la France semble écartée de la scène colombienne. Avant la la guerre de 1914, elle ne s'intéresse qu'au problème des dommages soufferts par ses résidents pendant la guerre de mille jours et

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 9, p. 10. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 8 décembre 1917.

il faut attendre 1916 pour que les rapports entre les deux pays reprennent, mais la guerre ne fait que les détériorer en raison des mesures de retorsion de la France pendant et après la guerre. Dès lors les Etats-Unis sont tentés de supplanter la place commerciale de la France en Colombie, comme on le verra au chapitre suivant.

Chapitre 5

Les rapports commerciaux entre la France et la Colombie et le réseau diplomatique français (1914-1930)

Les rapports commerciaux

En 1908, un rapport de la chancellerie française à Bogotá signale que les ports colombiens de Buenaventura, Cartagena et Barranquilla, principaux débouchés commerciaux sur l'océan Pacifique et l'océan Atlantique, font surtout affaire avec les Etats-Unis, depuis que la plupart des marchandises transitant par ces ports sont d'origine ou à destination des Etats-Unis¹. Les principaux produits achetés par les Etats-Unis en Colombie sont le café, le caoutchouc, l'or et surtout les bananes. De son côté, la France achète à la Colombie des métaux précieux comme l'or en poudre et le platine, et elle exporte vers la Colombie bière, bouchons, conserves, cordages, coutellerie, fusils de chasse, meubles, peintures, tissus de coton, tôle ondulée, produits de droguerie, et fournitures de bureau.

En 1909, lorsque le commerce de bananes devient le principal produit d'exportation du marché colombien, celui-ci est assuré par la compagnie nord-américaine « United-Fruit » qui monopolise le 80% du commerce de bananes vers les Etats-Unis. De plus, les commerçants colombiens s'adressent de préférence aux Etats-Unis pour acheter des marchandises, autrefois en provenance de l'Europe et plus particulièrement de France. On voit que les Etats-Unis sont les principaux fournisseurs et les premiers clients de la Colombie. L'Angleterre occupe la deuxième place, suivie par l'Allemagne, la France puis l'Italie et l'Espagne.

Pendant les trois premières années de la guerre, le commerce et l'industrie des Etats-Unis, restés neutres, peuvent librement se développer et concurrencer le commerce européen, alors qu'avant la guerre les produits américains importés en Colombie se limitaient à peu d'articles : les tissus de coton écrus et imprimés, le cuir et articles pour cordonnière, la chaussure pour hommes, quelques articles de

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 5, p 168, Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 11 août 1908.

ferronnerie et de quincaillerie, certaines machines et des automobiles. Après la guerre, les Etats-Unis occupent la première place pour les importations et exportations en Colombie et accusent la progression la plus forte ; leurs ventes de marchandises doublent de 1914 à 1916, et baissent uniquement après leur entrée en guerre, lorsqu'ils ont besoin d'approvisionner de préférence les pays alliés. Cette augmentation des ventes américaines s'explique par l'arrêt des transactions commerciales allemandes et par la diminution des importations de la France et de l'Italie.

L'augmentation des ventes américaines obéit également au redoublement d'activité déployé par les Etats-Unis sur les marchés sud-américains. Après 1914, le nombre des maisons commerciales de New-York travaillant en Colombie augmente considérablement, et de nombreux agents ou représentants de ces maisons visitent les principales villes de ce pays et fondent des succursales telles la « Mercantile Bank of Amérique », en 1918 à Bogotá, Medellín, Cali, Girardot, et Barranquilla. De plus, grâce aux transports et communications, assez rapides de par la proximité entre les deux pays, de nombreux bateaux assurent un service fréquent entre New-York et le port de Buenaventura. A la fin de la guerre, les Etats-Unis deviennent les plus sérieux concurrents commerciaux de tous les pays européens, et particulièrement de la France.

En 1919, un rapport sur le rôle des Etats-Unis dans le mouvement commercial de la Colombie souligne : *« actuellement les Etats-Unis font une concurrence très sérieuse à notre commerce. Les principaux articles que nous fournissons précédemment et pour lesquels les Etats-Unis essaient de nous supplanter sont : chaussures pour femmes et enfants, étoffes de laine, tapis, papiers en tous genres, conserves et confiserie, gants en coton et en soie, étoffes et rubans de soie. La clientèle colombienne s'est habituée aux articles américains et malgré son clinquant et la demande dont bénéficieront après la guerre les similaires européens, les Etats-Unis sont assurés de leur avance pendant longtemps »*¹. Après la guerre, les ventes françaises sur le marché colombien sont considérablement éprouvées par rapport à celles des pays alliés.

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 10, p. 10. Mr H. Aymé chargé de France en Colombie à monsieur le ministre du commerce de l'industrie et des postes et télégraphes à Paris, le 26 janvier 1919.

Les ventes françaises reculent à cause de l'impossibilité d'exporter de nombreux articles pendant la durée de la guerre, en raison de la dévastation des régions envahies comme le Nord de la France, l'une des plus productives du pays. Par exemple, les fabriques de lainage de Roubaix sont paralysées et la France se trouve privée d'une grande partie de ces exportations. Ce recul s'explique aussi par la suspension du service maritime bimensuel de navires français avec la Colombie depuis 1913 ce qui provoque une chute en un an de trois quarts des ventes françaises en 1917. Durant la guerre, l'interdiction d'exporter, l'immobilisation des navires et l'élaboration des listes noires entravent l'action commerciale française, ce qui pénalise gravement les intérêts français mais développe le commerce américain.

A la fin de la guerre, l'Allemagne, dont les ventes augmentent jusqu'en 1913, doit à partir de cette date arrêter complètement ses transactions commerciales avec la Colombie à cause du blocus étroit auquel elle est soumise pendant la guerre. Auparavant, elle exportait vers la Colombie principalement des textiles, des drogues, des armes et munitions, et des denrées alimentaires ; elle importait tabac, café et cuir. De son côté, l'Espagne malgré le fonctionnement de son service transatlantique et les avantages de sa neutralité, ne bénéficie pas de la diminution forcée des ventes de marchandises françaises et italiennes, ni de l'arrêt des importations de l'Allemagne et de la Belgique.

Seuls les rapports commerciaux entre l'Angleterre et Colombie ne pâtissent pas de la guerre : les ventes des marchandises anglaises augmentent même légèrement, car ce pays continue de vendre en Colombie des tissus et des machines, et achète des émeraudes, du café et du cuir. Pendant toute la guerre, l'Angleterre se maintient à la deuxième place dans le rang des échanges commerciaux de la Colombie, car elle parvient à préserver son activité commerciale des répercussions du conflit. Etant à l'abri de toute invasion, elle maintient son activité commerciale et son service maritime avec les principaux ports de Colombie : elle seule peut faire encore concurrence aux Etats-Unis. Ceux-ci s'affirment définitivement comme le principal partenaire commercial de la Colombie, comme le montre les tableaux suivants sur les échanges commerciaux de la Colombie de 1913 à 1918.

Tableau n° 16

**Mouvement comparatif des importations en Colombie par pays de provenance
(1913-1918)
(en pesos)**

Pays	1913	1914	1915	1916	1917	1918
Etats-Unis	7.629.426	6.486.794	8.661.750	16.150.000	13.715.000	13.500.000
Grande-Bretagne	5.437.341	6.346.385	5.369.668	9.215.000	6.095.000	5.000.000
France	4.406.582	1.249.373	478.479	1.050.000	840.000	215.000
Allemagne	4.012.134	4.012.134	2.570.424	--	--	--
Italie	726.070	625.492	468.411	570.000	445.000	425.000

Source: D'après, le chargé d'affaires de la République Française à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B –Cote 10, p. 17, Bogotá, le 1 mars 1919.

Tableau n° 17

**Mouvement comparatif des exportations en Colombie par pays de destination
(1913-1918)
(en pesos)**

Pays	1913	1914	1915	1916	1917	1918
Etats-Unis	15.856.653	15.272.331	21.945.602	21.700.000	26.225.000	24.320.000
Grande-Bretagne	4.625.596	5.674.512	3.692.206	130.000	120.000	135.000
France	696.926	457.921	253.956	495.000	705.000	850.000
Allemagne	2.441.613	1.779.393	-----	-----	-----	-----
Italie	44.473	21.077	236.269	240.000	245.000	400.000

Source: D'après, le chargé d'affaires de la République Française à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B –Cote 10, p. 17, Bogotá, le 1 mars 1919.

Toutefois, dans l'après-guerre, la balance commerciale est favorable à l'économie colombienne, pour une fois excédentaire. Cette augmentation provient d'un seul article, le café, qui représente plus du 72% de l'exportation totale, dont 92% vers les Etats-Unis. De plus, la compagnie américaine « United Fruit » contrôle la production totale de bananes qui représente 6% des exportations colombiennes, et la compagnie américaine « Tropical Oil » bénéficie d'une concession pour l'exploitation du pétrole¹.

Il résulte de ces chiffres que la prospérité économique de la Colombie, c'est-à-dire ses excédents d'exportations, dépend des Etats-Unis. A vrai dire, les pays européens semblent écartés petit à petit du mouvement commercial de l'économie colombienne et la guerre européenne entraîne définitivement la prépondérance économique américaine. La France semble se désintéresser de plus en plus de ses relations diplomatiques avec la Colombie, alors que celles-ci reposaient principalement sur les liens économiques avant la guerre.

Le réseau diplomatique français en Colombie

A la veille de la guerre, la France réduit sa représentation diplomatique dans toute l'Amérique latine au lieu de le renforcer. Le ministère des Affaires étrangères décide de n'accréditer en Colombie qu'un titulaire jusqu'en 1919. D'ailleurs celui-ci change fréquemment. La France se prive ainsi de son principal moyen d'action pour maintenir et développer son influence économique et politique dans ce pays, dont la population professe un fort sentiment francophile. Certains des représentants français ne cessent de se plaindre du changement fréquent des titulaires, du manque des moyens et de la précarité dans laquelle se trouve l'agence diplomatique française à Bogotá. Le vicomte de Fontenay, s'adressant à Paris, écrit : *« les changements fréquents des titulaires de la légation de Bogotá, justifiés d'ailleurs par l'altitude de la ville (2.600 mètres) ont pour résultat qu'à chaque transmission de service la chancellerie est transférée dans un autre immeuble. C'est ainsi qu'au cours de ces quatre dernières*

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B-Cote 14, p 34. . Le ministre de France en Colombie à son excellence le ministre d'affaires étrangères à Paris, le 28 mars 1925.

années elle occupa sept locaux différents. Or, s'il est peu convenable et peu digne de voir la représentation d'un pays comme le nôtre exposée à une pareille instabilité, il en résulte ainsi un dommage incontestable et de grands inconvénients pour la bonne tenue des archives. Quoi qu'il en soit, la dignité de notre représentation exige qu'on mette fin à ces déménagements périodiques et déjà légendaires de nos archives et des portraits et bustes de nos présidents. Il faut stabiliser les Bureaux de la chancellerie»¹.

Ces considérations susciteront une forte inquiétude dans les sphères diplomatiques à Paris au lendemain de la guerre. Pour la France, les alliés d'hier demeurent des rivaux, des concurrents après la guerre. Les Etats-Unis, l'Angleterre sont prêts à renforcer leur réseau diplomatique en Colombie. En 1919, le chargé d'affaires américain et celui de l'Allemagne, autrefois assistés d'un simple commis, sont remplacés par un ministre plénipotentiaire flanqué d'un secrétaire, d'un attaché militaire et d'un vice-consul. Ce n'est qu'une confirmation de l'expansion de ces pays étrangers en Colombie où ils s'appliquent à défendre leurs intérêts économiques et politiques.

Très attentifs, les diplomates français réagissent aussitôt à ces changements dans les chancelleries des alliés. Le représentant français à Bogotá Aymé-Martin propose de rétablir le réseau diplomatique français en suivant l'exemple des légations anglaise et américaine et note à ce sujet : *« l'expansion d'un pays à l'étranger est liée au renforcement d'une représentation extérieure. Cette observation s'applique à notre poste à Bogotá dont l'équipement défectueux et insuffisant pourrait à la longue compromettre nos intérêts. A ce point de vue la comparaison entre les légations anglaise et américaine et la nôtre est significative.On a besoin de moyens d'action suffisants qui assurent le succès de l'influence économique et politique dans un pays où il existe une sympathie naturelle à l'égard de la France »².*

¹ C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B –Cote 6, p. 65. Le chargé d'affaires de ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 5 février 1913.

² C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B –Cote 10, p. 95. Le chargé d'affaires de ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 8 novembre 1919.

En 1921, en réponse au besoin de réorganisation du réseau diplomatique français, Paris rétablit un consulat à Barranquilla, principal débouché commercial de la Colombie. Les représentants français à Bogotá veulent également nommer des agents auxiliaires adjoints aux légations de Cartagena et Bogotá. Dans cette dernière légation, les autorités françaises proposent également que soit désigné un agent auxiliaire syrien pour assurer la protection officielle que la France doit exercer sur les nombreux ressortissants de ses protectorats syriens et libanais résidant en Colombie et considérés comme citoyens français, dont l'augmentation numérique est supérieure à celle de la colonie française, jadis la plus nombreuse du territoire colombien. Cette protection est à l'origine de la réorganisation du réseau français.

En bref, la guerre de 1914-1918 substitue en Colombie la prépondérance économique américaine à l'influence européenne, particulièrement celle de la France. Celle-ci semble se soucier de moins en moins de ses intérêts économiques, ce qui entraîne l'affaiblissement de son réseau diplomatique, fondé surtout sur les relations économiques avant 1914. Après la guerre cependant, les agents français avec le soutien de Paris s'appliquent à réorganiser le réseau de la France, non seulement pour répondre aux besoins de ses protégés syrio-libanais, mais aussi afin de rétablir son influence économique et politique dans un pays francophile où la majorité de la population reste fort attachée à la culture française.

Chapitre 6

La colonie française en Colombie (1914-1930)

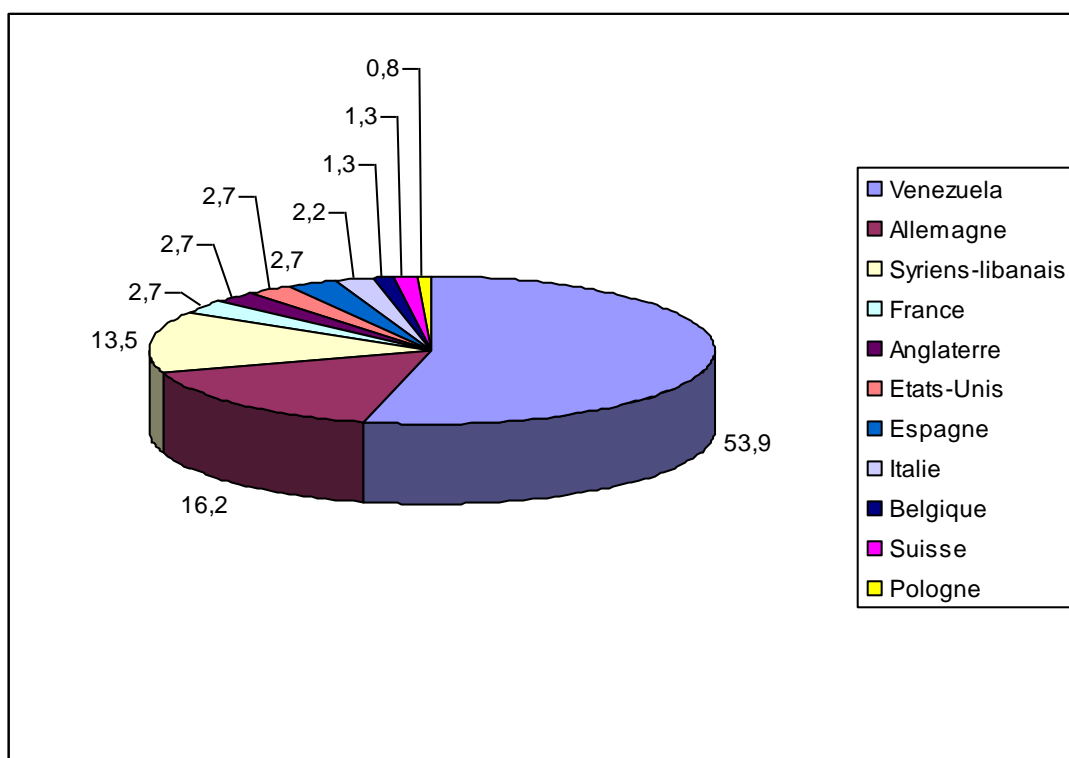
A la fin du XIX^e siècle, l'immigration européenne reste extrêmement réduite du fait de l'état continuel de guerre qui caractérise la Colombie. A cause de la guerre des mille jours, divers commerçants étrangers résidant en Colombie, pour la plupart Français, rentrent dans leur patrie ruinés et, en 1914, la Colombie compte peu de ressortissants de pays européens comme la France, l'Allemagne, l'Angleterre et l'Espagne (environ un millier chacun). Pourtant, après la Première Guerre mondiale, plusieurs facteurs viennent modifier cette répartition des résidents étrangers : citons l'entrée sur la scène des pays exportateurs de capitaux comme les Etats-Unis, la vague d'émigration de l'Europe centrale et des Etats du Levant sous mandat français, et finalement l'expulsion des juifs allemands. En 1937, la population d'allégeance étrangère se répartit ainsi :

Tableau n° 18
Etat numérique des étrangers résidant en Colombie en 1937

Pays	Nombre des résidents	%
Venezuela	20000	53.9%
Allemagne	6000	16.2%
Syriens-libanais	5000	13.5%
France	1000	2.7%
Angleterre	1000	2.7%
Etats-Unis	1000	2.7%
Espagne	1000	2.7%
Italie	800	2.2%
Belgique	500	1.3%
Suisse	500	1.3%
Pologne	300	0.8%
Totale	37.100	100%

D'après Jean Boisberranger, chargé d'affaires de la République Française à Bogotà à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B –Cote 17, p.167 Bogotà, le 20 décembre 1937.

Graphique 10
Etat numérique des étrangers résidents en Colombie en 1937



La colonie française, si elle jouit d'une très bonne réputation, ne joue pas son rôle important d'autrefois. Elle comprend moins de personnalités douées d'une importante position sociale que par le passé. Après la guerre, la France a en effet très peu d'intérêts en Colombie et, au cours des années trente, on ne peut guère citer comme entreprises françaises importantes que la Banque Française et Italienne, quelques ateliers de tissage de soie parmi lesquels la Fillta de Barranquilla, qui tient la première place, une usine franco-belge de tissage de coton, des ateliers de parfums et de produits pharmaceutiques. En plus, l'exploitation des mines a cessé et les intérêts dans les mines d'or et d'émeraudes sont abandonnés par les entrepreneurs français. La plus importante compagnie agricole française, celle de la Vallée du Sinu, est en échec. La plupart de Français établis en Colombie tirent leurs revenus du commerce d'importation et des magasins de nouveautés.

La guerre entraîne aussi de lourdes conséquences pour ces commerçants qui, en raison de leurs affaires avec des maisons allemandes, apparaissent sur les listes noires françaises et sont obligés d'abandonner leurs affaires pour servir loyalement la

France. La guerre accélère également la dénationalisation des descendants Français de la seconde génération qui, pour s'échapper à l'appel sous les drapeaux, se réclament de la nationalité colombienne : nés en Colombie, mariés à des Colombiennes, n'ayant jamais eu l'occasion de se rendre en France, ils ne montrent guère de loyauté envers celle-ci. Dès lors la colonie française en Colombie, autrefois la plus nombreuse et la plus influente du pays, traverse de grandes difficultés.

Cependant des clubs tels que ceux de Cartagena, Barranquilla, Bogotá, des établissements scolaires sous le contrôle des ordres religieux français, le collège français, la chambre de commerce française et la Société de bienfaisance à Bogotá continuent à rassembler tous ces Français qui se battent non seulement par la culture française, mais aussi pour continuer à bénéficier du respect et de la considération des élites colombiennes. Ces Français appuieront toujours les initiatives favorables au rayonnement de la France en Colombie, même s'il est vrai que leur nombre diminue régulièrement.

Après la guerre, la colonie française en voie d'extinction est remplacée par d'autres ressortissants étrangers, dont les Syriens-Libanais, les Allemands et les Nord-Américains. Les Syro-Libanais, protégés par le gouvernement français, s'installent sur la côte atlantique où ils font concurrence au marché local, au nombre d'environ trois mille dans les années vingt et cinq mille dans les années trente, ils ne jouissent pas d'une réputation très favorable en Colombie. On reproche aux *Turcs* (terme générique par lequel les Colombiens désignent tous les étrangers d'origine orientale) de ne pas se fondre par mariage avec le reste de la population colombienne et d'utiliser des méthodes peu orthodoxes comme la contrebande.

Il s'ensuit de sérieuses difficultés pour la légation française à Bogotá, chargée de la protection juridique des Syro-libanais, surtout quand la Colombie instaure diverses formalités administratives destinées à freiner l'immigration syrienne et libanaise à partir de 1935 et exige des « Turcs » une caution de 7.500 francs à leur entrée dans le pays. Dès lors, la plupart de protégés français se font naturaliser colombiens, malgré leurs sentiments francophiles : c'est la seule solution pour ces « protégés » français, protégés juridiquement mais avec réticence par la chancellerie de Bogotá. Quand celle-ci réalise ce qu'est le comportement des Syro-libanais, elle se borne à organiser

ce groupe en nouvelle colonie étrangère, ce qui heurte les sentiments très francophiles de la communauté libanaise.

Ce n'est toutefois pas seulement le groupe Syro-libanais organisé en colonie qui remplace la colonie française : elle se voit aussi supplantée par les Allemands. Dès la fin du XIX^e siècle, la colonie allemande joue un rôle important en Colombie, malgré la guerre des mille jours puis la Première Guerre mondiale qui ne tarissent pas le flux migratoire allemand. Divisés en aryens et juifs (d'importance numérique égale), les Allemands fournissent la plupart des techniciens étrangers engagés par l'Etat colombien, particulièrement pour les établissements d'enseignement. La plupart d'entre eux vivent cependant d'un petit commerce ou du traitement et de l'exportation du café. Ils sont propriétaires de la seule société de transports aériens, « Scadta », de la « Banque allemande d'Antioquia », de la « Brasserie Bavaria » et de diverses succursales de maisons allemandes de produits chimiques et pharmaceutiques.

Cette colonie allemande bénéficie d'un grand prestige dans les milieux politiques. Eloignée des affrontements entre les élites libérales et conservatrices, elle bénéficie depuis longtemps du soutien de l'Etat, ce qui explique la continuité du flux migratoire allemand, notamment de juifs-allemands appelés par le gouvernement pour servir l'administration colombienne à des conditions extrêmement modestes. Les Allemands aryens, mieux placés, bénéficient d'une influence économique considérable, ce qui leur permet de manifester ouvertement leur sentiment en faveur de l'Allemagne pendant la guerre.

De même que les Français, la plupart des Allemands en Colombie, volontairement ou non, se comportent comme des agents de propagande fort actifs pour le commerce et la culture. Grâce à leur nombre et leur situation économique, ils imposent les produits allemands et propagent leur admiration pour la science, la médecine et les méthodes d'éducation allemandes. Le gouvernement allemand les aide dans cette voie en subventionnant un collège allemand à Bogotá et des clubs dans les principales villes du pays. C'est ainsi que, selon un rapport de la chancellerie française à Bogotá, ces Allemands, par leur comportement et leur goût du travail, sont considérés par les Colombiens comme des immigrés de choix.

La colonie Nord-Américaine, bien que réduite, joue depuis la fin de la guerre un rôle de premier plan, ce qui contribue à ébranler l'influence française en Colombie. Depuis les années trente, elle contrôle l'économie du pays et, bien que très instable, est composée en grand partie d'agents que les compagnies transfèrent au gré de leurs intérêts. Elle n'a guère d'autre contact avec la population colombienne que ceux d'employeurs-employés, mais elle est très bien vue des autorités locales. Elle comprend également des techniciens au service du gouvernement, de sorte qu'elle bénéficie aussi d'un prestige économique et politique et renforce les liens déjà très étroits entre la Colombie et les Etats-Unis sur le plan commercial et financier.

Pour résumer, la pénétration allemande, celle des Etats-Unis et la vague d'émigration des Etats du Levant sous mandat français modifient grandement la distribution de la présence étrangère en Colombie. La colonie française en est la principale victime : très réduite en nombre, lourdement touchée par les mesures de guerre et la concurrence commerciale, elle parvient difficilement à resserrer les liens entre la Colombie et la France. Elle qui formait jadis la communauté la plus nombreuse, la plus influente et la plus prestigieuse de toutes les colonies étrangères, se retrouve surclassée et se dirige doucement vers la naturalisation colombienne, donc peu à peu vers l'extinction au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Chapitre 7

La prépondérance française compromise (1914-1930)

La France en guerre (1914-1930)

A la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, Paris reste le foyer le plus actif dans la vie intellectuelle et culturelle mondiale. La diversité, la richesse et la nouveauté des courants de pensée y sont remarquables. Dès lors le mouvement scientifique à Paris éveille dans le monde la conviction que les succès de la recherche peuvent donner à la civilisation des formes nouvelles qui assureront à l'humanité une vie plus heureuse. Mais tandis que la France rayonne universellement, elle participe aussi à l'expansion coloniale. Celle-ci devient possible grâce à la convergence de divers facteurs économiques, parmi lesquels: le mouvement de prix qui stimule la production, les échanges commerciaux qui favorisent les progrès techniques, l'organisation du crédit et finalement la production industrielle en progrès considérable en vue de l'utilisation de nouvelles sources d'énergie et des méthodes de fabrication en grande série. L'expansion coloniale, qui touche non seulement la France mais toute l'Europe, entraîne la rivalité économique, une forte croissance du nationalisme, l'augmentation considérable de la main-d'œuvre ouvrière et par conséquent l'essor du socialisme au sein des puissances européennes.

Depuis 1893, l'Europe évolue sous le signe de l'expansion coloniale que les pays européens développent malgré les résistances, les divergences entre eux et les nouvelles doctrines socialistes qui rejettent le capitalisme. C'est alors qu'apparaissent les menaces d'un conflit mondial et celles-ci amènent les différents pays européens à renforcer leur sécurité par l'intermédiaire de traités ou d'accords diplomatiques et militaires. Toutefois, ces traités ne font qu'augmenter les antagonismes entre les pays européens, dont les rivalités dans la course à l'expansion deviennent la source principale de litige.

Selon Pierre Renouvin¹, les grandes puissances européennes n'ont pas la même conception de l'expansionnisme et de la volonté de puissance. La France par exemple, pays d'équilibre économique, est, dans l'orientation de sa politique extérieure, loin de ressentir la puissance des intérêts matériels au même degré que ses voisins. La production agricole suffit presque à ses besoins, ses industries n'occupent qu'un rang modeste dans la production internationale et le marché mondial ne constitue donc pas la préoccupation dominante ; en outre, la faiblesse de la natalité provoque une quasi-stagnation démographique. Il n'y a donc rien là qui soit de nature à solliciter une vigoureuse expansion. De plus les idées nationalistes de Maurice Barrès et de Charles Maurras sont des doctrines dont le rayonnement ne dépasse guère les milieux intellectuels. Même après 1911, quand se manifeste dans la jeunesse un renouveau de nationalisme, la masse de la population française n'y paraît guère sensible.

Par ailleurs, les aléas de la politique intérieure française ne sont guère favorables aux initiatives extérieures. La grande crise morale de l'affaire Dreyfus, les affrontements liés à la Séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'essor du syndicalisme révolutionnaire et la faiblesse des moyens militaires et navals par rapport aux adversaires potentiels s'opposent à une politique affirmée. Cependant, la France conserve dans les relations internationales un rôle de premier plan qu'elle doit non seulement à sa situation géographique, mais aussi à l'homogénéité de sa population. Des cinq plus grands états européens, elle est le seul où la question des minorités nationales ne se pose pas. Elle reste attachée à la sauvegarde de la sécurité et la masse de la population accepte des charges militaires qui sont lourdes. Les hommes y sont astreints même en temps de paix au service militaire et elle possède des capitaux où viennent puiser les autres pays. Les investissements français s'orientent de préférence vers les emprunts d'Etat et sa politique extérieure peut utiliser cette arme financière.

Après 1890 et la réaction anticolonialiste du boulangisme, le mouvement favorable à l'expansion coloniale reprend son essor dans la voie tracée par Jules Ferry et soutenue par les intérêts des exportateurs, surtout des industriels du textile et des groupes financiers. Ainsi, en 1893, une armée coloniale est créée et recrute des engagés volontaires. Le « Parti Colonial » ou le « Comité de l'Afrique française » est

¹ P. Renouvin, *L'histoire des relations internationales, op., cit*, p. 137-143

fondé par des hommes politiques, des intellectuels, et des officiers de l'armée coloniale. En 1895, l'Union Coloniale, créée pour grouper des hommes d'affaires et des acteurs de la vie économique aux colonies, trouve l'appui des milieux militaires et navals, des missions religieuses et, à la Chambre de Députés, du Parti colonial présidé par Eugène Etienne, homme d'affaires qui s'oppose aux radicaux de gauche menés par Camille Pelletan et hostiles aux expéditions coloniales.

Malgré les oppositions, le gouvernement français développe méthodiquement l'effort d'expansion en Afrique occidentale et centrale, selon un plan d'action coloniale où les considérations de prestige jouent un rôle plus important que les intérêts purement économiques et les menaces de guerre entre la France et l'Allemagne. A partir de ce moment, chacun de ces deux pays cherche à établir un système d'alliances et d'ententes dans l'éventualité d'une confrontation armée, tandis que l'expansionnisme américain progresse en Amérique latine sans que la France ou la Grande-Bretagne esquissent la moindre réaction. Peu à peu, la Grande-Bretagne abandonne ses positions en Amérique centrale et la France n'a pas une politique active sur le continent américain ; seule l'Allemagne se montre disposée à montrer sa force partout dans le monde, mais les Etats-Unis s'opposent à toute action des puissances européennes en Amérique latine et y mettent l'Allemagne en échec.

En 1914, la guerre va déchirer l'Europe et ébranler du même coup sa prépondérance dans le monde. Comme l'explique Pierre Renouvin¹, lorsque les grands Etats européens comme la France sont en guerre, leur déclin commence. Le gouvernement français et son état-major croient à une guerre courte et, du point de vue économique, comptent vivre sur leurs stocks, pendant que l'armée décidera en quelques journées du sort de la lutte. Du point de vue de la cohésion morale, le gouvernement lance le mot d'ordre d' « Union Sacrée » sans être contesté même par les minorités qui ne croient pas à la nécessité de cette guerre. Néanmoins, après la bataille de la Marne, la France se trouve devant la perspective d'une longue lutte, dont l'issue ne dépend plus des seules forces militaires ou navales mais de la cohésion morale, de l'extension des coalitions et des échanges économiques avec les pays neutres comme les Etats Unis.

¹ P. Renouvin, *L'histoire des relations internationales, op., cit*, p.301-321

La participation de la France au conflit mondial paralyse sa force d'expansion économique et culturelle dans les autres continents et ouvre des perspectives économiques nouvelles aux concurrents comme les Etats-Unis. A cause de la guerre, les exportations de produits fabriqués sont pratiquement impossibles pour la France, où l'industrie est tout entière mobilisée pour les besoins de la guerre. Les exportations de capitaux sont suspendues car la France est obligée de consacrer toutes ses ressources au financement de la guerre. De plus, la mobilisation de tous les hommes d'âge actif supprime presque complètement l'émigration. En conséquence, la France doit compter avec la concurrence économique des Américains prêts à remplir le rôle économique financier de la France dans ses colonies et dans les pays latino-américains autrefois sous influence française.

La mise en question de la prépondérance française pendant la guerre de 1914-1918

A fur et à mesure que les effets de la guerre se prolongent, de nouvelles perspectives s'ouvrent dans les rapports entre continents. En Amérique latine, par exemple, la situation acquise de longue date par la France aux points de vue politique, économique et même intellectuel est peu à peu ébranlée par les Etats-Unis. Dans le territoire latino-américain, les répercussions de la guerre sont sensibles surtout dans le domaine économique. Tous les états latino-américains développent leurs exportations grâce aux commandes des acheteurs européens, mais les importations en provenance d'Europe déclinent : en raison de la mobilisation industrielle et de la pénurie de transports maritimes, les pays comme la France ne peuvent plus expédier en quantité suffisante le charbon, les produits textiles et métallurgiques, les machines et les matériaux de construction. La France cesse également d'offrir les capitaux dont l'afflux donnait une impulsion à la vie économique des pays latino-américains.¹

Ce sont les Etats-Unis qui la remplacent, en partie, sur les marchés latino-américains. C'est auprès des banques de New York, comme la National City Bank, que les gouvernements latino-américains lancent leurs emprunts, faute de pouvoir

¹ P. Renouvin, *L'histoire des relations internationales, op., cit*, p. 321-360

s'adresser au marché de Paris. De plus, en 1915 la National City Bank ouvre des agences dans les capitales latino-américaines. Les Etats-Unis ne se contentent pas d'exploiter les occasions favorables à leur influence économique et financière, et profitent des circonstances pour exercer grâce à cette influence une pression politique. La sécession de Panama sous l'influence américaine et, quelques années plus tard, le rôle du gouvernement américain dans la révolution mexicaine illustrent clairement l'ingérence politique américaine, laquelle se heurte seulement à la résistance du sentiment américaniste latino-américain, la France et les autres pays européens restant passifs face à cette ingérence politique.

En Amérique latine, le résultat immédiat de l'entrée en guerre de la France est le développement de la doctrine nord-américaine du Panaméricanisme. Comme nous l'avons déjà souligné, cette doctrine élaborée par les Américains du Nord cherche à promouvoir une solidarité économique et intellectuelle pour préparer les voies à une solidarité politique parmi les pays du continent américain. Selon Pierre Renouvin, dans l'esprit des milieux dirigeants à Washington, la solidarité entre les états du nouveau continent américain s'établit sous l'égide du gouvernement nord-américain et au profit de l'influence politique, économique et financière des Etats-Unis. Cette doctrine éveille la résistance de l'opinion publique latino-américaine qui en la refusant crée l'Américanisme.

L'Américanisme s'oppose au Panaméricanisme et plaide en faveur d'une solidarité politique et économique parmi les pays latino-américains, dont les racines latines deviennent le lien d'une défense unie de leurs intérêts contre l'ingérence nord américaine. Mais malgré ce sentiment américaniste que favorise l'influence européenne en Amérique latine, les états européens dont la France restent affaiblis dans cette région. Engagée dans une guerre qui absorbe toutes ses forces, la France laisse peu à peu le champ économique et politique du territoire latino-américain ouvert aux initiatives des Etats-Unis, qui désormais y remplissent le rôle financier de l'Europe, et surtout de la France et de l'Angleterre.

L'ingérence économique et politique américaine en Amérique latine n'est qu'un aspect, et sans doute pas le plus notable, de la nouvelle concurrence américaine.

Comme l'explique P. Renouvin¹, ce qui importe davantage, c'est l'élan que donne la guerre à toute la vie économique des Etats-Unis à partir de 1914. Les exportations américaines augmentent, l'excédent de la balance commerciale atteint un apogée et l'afflux de commandes entraîne une augmentation considérable de la production industrielle et un accroissement de la surface cultivée en céréales, en même temps qu'une hausse des prix. La production d'acier double, celle du pétrole augmente. C'est alors un boom sans précédent, dont les effets sont sensibles non seulement dans l'industrie métallurgique, mais aussi dans la production de matières premières et les denrées alimentaires.

Dès lors commence le déclin du rôle mondial de l'Europe. La guerre européenne devient un fait dont les milieux économiques et politiques à New-York mesurent l'importance. Après un délai nécessaire à la création d'une armée, les Etats-Unis jouent un rôle décisif à la fin du conflit mondial. Lorsqu'ils abandonnent leur politique extérieure d'isolement et de neutralité dans la guerre européenne afin de favoriser leur prospérité, les Etats-Unis deviennent un acteur déterminant du conflit et son véritable vainqueur. Après avoir été les fournisseurs des pays de l'Entente, ils sont les soldats victorieux d'une guerre qui prend fin grâce à leur intervention armée donnant la victoire aux pays de l'Entente. Après la victoire, les Etats-Unis interviennent directement dans la négociation des traités de paix et assurent ainsi leur rôle de nouvelle puissance mondiale.

La prépondérance américaine face à la France (1914-1920)

Comme l'a montré Pierre Renouvin², la guerre coûte très cher aux pays européens : huit millions et demi de morts dont la plupart appartenaient aux générations actives de la France, de l'Allemagne et de la Russie. Pays le plus touché par les pertes humaines, la France manque de main d'œuvre. Partout les moyens de production sont insuffisants : le rendement agricole diminue, faute d'engrais chimiques, et la remise en culture des sols n'est pas immédiatement possible ; dans l'industrie, l'usure du matériel, l'épuisement des stocks de matières premières et la

¹ P. Renouvin, *L'histoire des relations internationales, op., cit.*, p.360-364

² P. Renouvin, *L'histoire des relations internationales, op., cit.*, p.417.

pénurie de charbon paralysent l'activité ; les transports ferroviaires et la flotte marchande sont désorganisés ; les réserves d'or des banques françaises diminuent tandis que la dette publique augmente considérablement. Les créances que la France et divers pays possédaient avant la guerre sur les autres continents ont en grande partie disparu. La guerre provoque en Europe un vaste transfert de richesses et l'inflation freine ses capacités d'importations.

De plus, le niveau de vie des classes sociales européennes est lourdement atteint, tandis que la protestation ouvrière et syndicale augmente. Dans ces conditions, c'est un pays en crise qui sort de la guerre. Il doute des principes qui régissaient avant 1914 les formes de sa vie politique et sociale. S'il reste au lendemain de la victoire une grande démocratie fondée sur le libéralisme, le suffrage universel et des institutions qui ont montré pendant la guerre leur solidité, tout cela n'est qu'un succès précaire, car le respect des droits de l'individu, l'un des fondements de la démocratie, est ébranlé par les mesures d'exception, la presse est surveillée et la propagande de l'Etat essaye de briser la pensée de tous ceux qui veulent mettre en question la responsabilité du gouvernement dans les terribles souffrances de la guerre.

Par ailleurs, la crise est aggravée par l'influence des idées autoritaires et nationalistes qui, même si elles viennent d'horizons éloignés de la France, sapent les fondements de la démocratie européenne. De toute façon, la France appartient à l'Europe et lorsque l'Europe est mise en question, la France l'est aussi. De fait, l'Europe est secouée après la guerre par des idées nationalistes et patriotiques ; dans l'euphorie de la victoire, certains pays, toujours animés d'une ardeur nationaliste agressive, préparent leurs arguments pour de nouvelles revendications territoriales et continuent à invoquer des principes nationalistes, tandis que les menaces d'un nouveau conflit se font jour.

A l'heure où, dans tous les pays belligérants comme la France, les symptômes de fatigue morale s'aggravent, les conditions générales de l'Europe se sont définitivement transformées de par l'intervention des Etats-Unis pendant et après la guerre. Il est évident que le président Woodrow Wilson est entré en guerre au nom des intérêts économiques et financiers que le conflit européen représente pour son pays. Après l'intervention américaine, les puissances de l'Entente et de la Triple Alliance

sont prêtes à négocier une paix générale mais surtout signée sous le regard vigilant des Etats-Unis qui profitent de leur rôle d'arbitre final de la guerre. Dès lors, ils entendent remplir leur nouveau rôle de médiateurs, mais sans prendre d'engagements écrits envers leurs alliés.

Les Etats-Unis semblent plutôt un pays associé qu'un allié de la France et de la Grande-Bretagne. A la fin de la guerre, l'effondrement de l'Allemagne, la dislocation de l'Autriche-Hongrie et la révolution russe laissent aux vainqueurs comme la France toute liberté pour établir les traités de paix. Mais le règlement de la paix, établi par les traités de Versailles, Saint-Germain, Trianon et Neuilly, ne remet pas en cause le recul des Européens dans le monde, particulièrement de la France, recul qui profite aux Etats-Unis : lors de leur entrée en guerre comme après la signature de la paix, ils conservent leur liberté d'action, car chacun des alliés a sa propre conception de la paix et celle des Etats-Unis n'est pas la même que celle de la France. Celle-ci, qui a joué un rôle prépondérant dans la victoire, est amenée à régler ses questions territoriales, économiques et financières, et même ses rapports avec les pays vaincus comme l'Allemagne, sous le regard vigilant des autorités américaines. Ces dernières entendent créer un organisme mondial capable de gérer les futurs conflits et se montrent prêtes à créer une Société de Nations : par son intermédiaire, les Etats-Unis légitiment leur intervention dans les colonies des pays européens quand la question nationale se pose sous le principe du droit des nationalités et de la libre disposition des peuples, principes très chers au président Wilson.

Les Etats-Unis assurent ainsi leur rôle en Europe où, dès le lendemain de la victoire, la question du nationalisme se pose et fait planer l'idée qu'un nouveau conflit reste possible. A l'inverse, la France doit dès le lendemain de la guerre surveiller de possibles mouvements indépendantistes dans ses colonies, même s'ils manquent encore de force. De plus, elle doit supporter les charges de la reconstruction mais sait qu'elle ne peut compter sur l'assistance des Etats-Unis. En fin de compte, les préoccupations économiques et financières de la reconstruction cèdent le pas à son désir de sauvegarder sa sécurité face à la menace des anciens ennemis. Le souvenir des invasions subies en un siècle, la conviction qu'une « Revanche allemande » est probable et ne peut être que retardée, tout cela constitue les nouvelles préoccupations de la politique française après la guerre.

Dans ce contexte, la France ne fait guère figure de vainqueur. Certes elle obtient au traité de Versailles la rétrocession de l'Alsace et de la Lorraine, et par conséquent le minerai de fer lorrain, la potasse alsacienne, et surtout une satisfaction au sentiment national blessé par l'Allemagne. De plus, son domaine colonial, bien que menacé par le principe de la libre disposition des peuples, reste intact et s'agrandit d'autres territoires comme le Congo et par mandat sur le Cameroun, une partie du Togo et la Syrie. En outre, la France est devenue l'une des grandes puissances militaires et dispose d'une prépondérance incontestable sur le continent. Néanmoins, l'éventualité d'une Revanche allemande et le déséquilibre économique et politique sont évidents.

Le fantasme de la revanche redevient une réalité. Chacun voit clairement que, grâce à l'interférence américaine dans les traités de paix, l'Allemagne a des moyens de production presque intacts et se dispose à reprendre son effort d'expansion économique. La menace d'une nouvelle guerre est là, et la France y sera certainement impliquée. Ce chapitre se conclut malheureusement sur une note menaçante. Tandis que l'Europe s'attend à un nouveau conflit, la France doit aussi faire face à la concurrence américaine ; la guerre a compromis sa prépondérance culturelle et économique dans le monde ; dès le lendemain de la guerre, les Etats-Unis remplissent son rôle, y compris dans les pays latins qui ont les mêmes racines culturelles qu'elle. Derniers arrivés dans la compétition en Amérique latine, les Etats-Unis y ont maintenant le champ libre pour y réduire les idées américanistes, malgré les regrets que la France a laissés. En Amérique latine, la France doit maintenant se battre sur tous les terrains, et notamment celui de la culture.

Chapitre 8

Le besoin d'une politique culturelle pour la France (1914-1930)

A la veille de la guerre, le gouvernement français intensifie ses efforts dans le champ culturel et mène une véritable politique allant plus loin que les initiatives dispersées. Il rompt avec l'idée d'une présence assurée jusque-là par des acteurs s'appliquant bénévolement à diffuser la pensée, la création et la langue française, et montre son intérêt pour une politique de présence culturelle, déjà esquissée au cours des deux dernières décennies du XIX^e siècle.

Les pouvoirs publics développent ainsi, dans le champ culturel et plus particulièrement en matière d'enseignement, des initiatives intéressantes qui constituent les premiers jalons d'une vraie politique culturelle, visant à exporter non seulement les productions intellectuelles mais aussi une certaine image de la France et de sa culture par le truchement de l'apprentissage de sa langue. A la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, l'Etat accorde une importance accrue à l'apprentissage de la langue française comme véhicule privilégié de pénétration culturelle, au nom d'une politique offensive visant à conforter sa position politique et économique dominante contre l'influence de l'Allemagne et des autres puissances dans les espaces anciennement sous influence culturelle française.

Dans les années qui précèdent la guerre, on note un début d'organisation avec la création du Bureau des Ecoles et des Œuvres françaises à l'étranger en 1910. Service spécialisé du ministère des Affaires étrangères, ce Bureau des Ecoles est l'embryon de la future direction des Relations culturelles ; il coordonne et suit avec vigilance toutes les initiatives culturelles, encore peu nombreuses et tardives, qui concernent l'instruction, l'action humanitaire des congrégations religieuses et surtout l'apprentissage du français comme véhicule de pénétration culturelle. En outre, il les soutient financièrement en allouant des budgets variant d'un pays à l'autre et visant à conquérir des aires d'influence.

Dès le début des hostilités, le gouvernement français charge le Bureau des Ecoles de la propagande auprès des pays alliés et des pays neutres. C'est toutefois un fiasco, faute d'hommes et moyens, et surtout faute de savoir s'adapter aux élites étrangères

qui cherchent à préserver leur identité culturelle et se méfient des interventionnismes étrangers. Le Bureau des Ecoles renonce alors à la simple propagande et s'engage dans une politique culturelle en profondeur, pour créer ou renforcer des courants de sympathie et fonder l'influence française sur un sentiment de solidarité et de parenté intellectuelle. Dès lors, le gouvernement peut intervenir directement dans le champ culturel par l'intermédiaire de ce Bureau et par conséquent du Quai d'Orsay et de ses représentants, qui reconnaissent le fait culturel comme un élément essentiel des rapports avec les pays étrangers.

La politique culturelle française : un enjeu politique

Pendant et après la guerre, la France cherche à valoriser davantage son influence culturelle pour maintenir sa place prédominante dans le monde malgré l'affaiblissement sensible des bases démographiques, militaires, politiques et économiques de sa puissance¹. C'est alors que l'aspect culturel devient une priorité pour les gouvernements qui se succèdent à partir de 1914. La guerre et surtout le caractère total qu'elle prend assez tôt amènent le gouvernement français non seulement à ne pas négliger l'influence culturelle comme un luxe inutile, mais encore à s'en servir et à s'efforcer de la relier plus étroitement à l'effort de guerre. Il s'agit désormais d'utiliser la question culturelle pour garantir la loyauté des colonies et protectorats, et gagner la neutralité de nombreuses puissances européennes et américaines, face à l'énorme campagne de propagande culturelle menée par l'Allemagne.

Pour cela, la France continue à créer des institutions nouvelles chargées d'appliquer une politique culturelle fondée sur la propagande en sa faveur. Parmi celles-ci, l'Office des Relations publiques et de Propagande, plus connu sous le nom de *Maison de la Presse*, est fondé en 1915 puis transformé en Commissariat général de l'Information et de la Propagande. Avec la création de cet organisme, la France se propose de contrôler l'action culturelle dans ses anciennes colonies et s'efforce de

¹ A. Salon, *L'action culturelle française, op., cit.*, p 174

resserrer les liens établis auparavant par le Bureau des Ecoles avec les acteurs culturels dans les régions de son influence.

De plus, le gouvernement français décide de conserver le Bureau des Ecoles à côté de la Maison de la Presse et de profiter d'une possible victoire qui ne peut que renforcer son prestige. Est également créé un Comité catholique de Propagande française à l'Etranger en 1916. Puis le décret du 15 janvier 1920 transforme le Bureau des Ecoles en Service des Oeuvres à l'Etranger, rattaché à la direction des Affaires politiques et commerciales et finalement divisé en quatre sections : Universitaire et des Ecoles, Artistique et Littéraire, du Tourisme et des Sports, des Oeuvres diverses. Des organismes comme le Comité catholique de Propagande française à l'Etranger et le Comité protestant de la Propagande française sont nés à ce moment là. L'extension du champ d'action géographique des services culturels du Quai d'Orsay et l'accroissement de leurs activités entraînent donc la transformation du Bureau des Ecoles, ainsi que la création de nouvelles institutions chargées de la propagande culturelle sous le contrôle de l'Etat.

Face à la concurrence allemande, la France cherche à constituer une union des organismes publics et privés, orchestrée par le Service des Oeuvres à l'Etranger mais préservant l'autonomie de chaque participant. Il est clair que l'Etat cherche peu à peu à se doter des moyens administratifs nécessaires à l'application d'une politique culturelle adaptée à la situation nouvelle. Les acteurs culturels privés prennent alors l'habitude de dépendre davantage de l'Etat et de travailler plus directement avec lui, sinon ensemble, du moins pour la même cause. D'autre part, le gouvernement reconnaît l'aspect culturel comme un instrument à part entière de sa politique extérieure, sous l'égide du ministère des Affaires étrangères qui, au nom de sa participation financière, revendique un droit de regard sur toutes les actions culturelles réalisées par la France dans le monde.

Le gouvernement tente pendant la guerre et dans les toutes premières années de l'après-guerre de redresser la situation politique de la France dans le monde et de donner de ce pays et de sa culture une image positive. L'Allemagne vaincue perd sa prépondérance culturelle dans le monde et la France est pressée de prendre sa place ; dès lors l'aspect culturel reste très important pour le ministère des Affaires étrangères

et pour les agents chargés de la propagande en faveur de la France. Dans ces milieux diplomatiques, l'aspect culturel devient un élément inhérent à leurs fonctions, puisque la culture est perçue non seulement comme un moyen de propagande culturelle mais aussi comme un enjeu politique, ou si l'on préfère comme un terrain d'affrontements entre puissances sur lequel interviennent divers groupes et forces antagonistes qui opèrent soit de façon ouverte, soit le plus souvent d'une manière détournée ou occulte¹.

Dès lors, la culture demeure un véhicule d'influence ou un instrument de manipulation visant à conforter ou à modifier l'image de la France dans les opinions publiques. Telle est la conception des diplomates, conception qui fonde la politique culturelle et, malgré les réticences de certains acteurs ou agents culturels, reste dominante, au moins parmi les principaux agents ou institutions culturelles chargées du rayonnement de la France dans le monde pendant la guerre et l'après guerre.

Cette période est notamment dominée par la présence culturelle des congrégations qui, même affaiblies par les pertes en hommes, le vieillissement des effectifs et un certain tarissement du recrutement, n'en poursuivent pas moins leur œuvre en faveur de la France. En outre, avec le soutien du Service des Œuvres à l'Étranger, l'Alliance française et les lycées français demeurent les principaux foyers de rayonnement. Des lycées français sont notamment créés dans les principales capitales étrangères pour donner aux élites locales et aux enfants des Français émigrés une solide formation en français. Il s'agit donc pour le Service des Œuvres d'affirmer la présence de la France et de former dans les milieux dirigeants des interlocuteurs nourris de la langue et la culture française.

L'action universitaire caractérise cette période comme l'avait fait l'action scolaire dans l'époque précédant la guerre. Le Service des Œuvres favorise considérablement la création de chaires et de lectorats à l'étranger, confiés à des agrégés des lycées et des professeurs de l'enseignement supérieur. Les responsables de ce Service entretiennent avec ces intellectuels détachés des relations assez suivies, souvent personnelles, et les encouragent à diffuser la culture française et rayonner

¹ P. Milza, *Culture et relations internationales*, op. cit., p. 362

personnellement par leurs travaux dans leur pays d'accueil. C'est ainsi que cette période voit sinon la naissance du moins le premier véritable développement des Echanges culturels et artistiques, c'est-à-dire des déplacements de conférenciers et d'artistes dans le sens France-étranger et étranger-France.

En bref, à l'aube puis au lendemain de la guerre, la France développe une politique culturelle offensive visant à garantir sa prépondérance affaiblie dans le monde face à la concurrence allemande. A partir de là, le gouvernement tient l'aspect culturel comme un instrument à part entière de sa politique extérieure et le ministère des affaires étrangères, en échange d'une participation financière, revendique un droit de regard sur les initiatives des acteurs et institutions culturelles françaises dans le monde. La France prend conscience que la mise en valeur de son patrimoine culturel sert son rayonnement extérieur, sous la responsabilité du Quai d'Orsay, chargé d'accroître la présence et la propagande culturelle de la France dans le monde par l'intermédiaire des congrégations, bien qu'affaiblies, de l'Alliance française, des lycées français et des échanges artistiques et littéraires.

Chapitre 9

La Politique culturelle française en Colombie (1914-1930)

Les agents colombiens de propagande et l'échec des congrégations françaises

Les agents colombiens de propagande française

A la suite de la guerre, la France réalise que, comme les autres pays latino-américains, la Colombie ne subit plus son influence culturelle exclusive et qu'elle est en train d'y perdre sa prépondérance. De fait, ses rapports avec la Colombie sont compromis par les liens économiques très étroits que celle-ci entretient avec l'Allemagne et les Etats-Unis, ce qui permet à ces pays de concurrencer l'influence culturelle française. Dès lors, la France sait que s'il lui est impossible de reprendre son influence culturelle d'autrefois, elle peut au moins conserver une place importante dans ce domaine et qu'à défaut d'intérêts économiques importants, elle a intérêt à garder sa place culturelle dans le monde, y compris la Colombie. C'est ainsi qu'elle s'engage dans une politique offensive visant à maintenir son influence culturelle.

En Colombie, cette politique commence à la veille de la guerre, lorsque le gouvernement français, ici comme ailleurs, cherche à diffuser la langue française dans sa stratégie de pénétration culturelle, grâce à la collaboration des congrégations françaises enseignantes. Il tente de rallier les élites francophiles colombiennes autour de sa politique culturelle pour les transformer en agents de propagande et, à cette fin, stimule le sentiment de latinité dans les élites colombiennes encore très attachées à la culture française, pour obtenir leur adhésion à la cause de la France en guerre.

Dès lors, ces élites demeurent les principaux agents culturels de la propagande française, sous l'inspiration des chargés d'affaires français à Bogotá. Elle soutiennent de nombreuses initiatives, comme la création des premiers comités France-Amérique, tandis que les autorités françaises subventionnent l'activité éducative des congrégations et la Société française de secours mutuels (créée par la colonie française de Bogotá), et surtout mettent en valeur le patrimoine culturel français représenté par les écrivains et les savants qui sont l'objet de nombreux hommages à l'occasion de leurs cinquantièmes et centénaires.

Les subventions aux congrégations correspondent au rôle qu'elles jouent dans l'enseignement de la langue française en Colombie. Leurs établissements éducatifs sont considérés comme les foyers de la langue française, car ils ont réussi à la faire connaître et aimer, et par conséquent à diffuser la pensée française et faire rayonner l'esprit et le génie français parmi les élites colombiennes, qui non seulement aiment, pratiquent et lisent convenablement le français, mais continuent à aller en France achever leurs études. C'est la preuve de leur intérêt et de leur goût pour la langue de Molière, langue cultivée, indispensable dans les milieux diplomatiques et le monde des affaires colombiens.

En 1922, des aides financières sont allouées aux congrégations à titre de subvention annuelle, pour une valeur de vingt-cinq mille francs. Cette somme est attribuée aux Frères des écoles chrétiennes qui instruisent plus de 8000 élèves dans les principaux établissements primaires, secondaires et surtout supérieurs, comme l'Institut technique central, le Collège de La Salle et l'Ecole normale supérieure de Bogotá. Ces Frères reçoivent 10000 francs et les Frères Maristes, qui comptent entre 5000 à 6000 élèves, en reçoivent 5000¹. De leur côté, les Sœurs de la Présentation de Tours, qui ont plus de 4300 élèves et jouent un rôle prépondérant dans l'instruction féminine, reçoivent un aide financière de 5000 francs, mais seulement après les années trente. De même, d'autres congrégations, comme les Maristes, les Lazaristes, les Pères Eudistes et les Montfortains reçoivent entre 4000 à 2000 francs chacune en 1933.

Les congrégations apparaissent ainsi aux yeux des autorités françaises comme les représentants de l'action culturelle et surtout comme des agents essentiels de la propagande française, et par conséquent comme le seul obstacle aux tentatives forcenées de la propagande des Allemands qui cherchent pour tous les moyens à s'implanter en Colombie, pays plein de ressources et d'avenir². Or, s'il subventionne les congrégations, le gouvernement français subventionne aussi la Société française de

¹ C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Serie B-Cote 448. Mr Langlais chargé d'Affaires Etrangères de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 8 septembre 1922.

²C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 448. Monsieur J. Paganon Sous-secrétaire d'Etat aux Affaires à Paris à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 22 juillet 1932

Secours mutuels et de Bienfaisance de Bogotá, considérée comme le centre d'action morale française par excellence à Bogotá où elle a pour mission d'inspirer le sentiment patriotique chez les jeunes gens nés en Colombie de parents français¹. Cela révèle l'inquiétude des autorités françaises au sujet de l'affaiblissement de la colonie de Bogotá, dont les membres déjà intégrés à la société colombienne ne semblent pas attachés à la langue ni à la cause politique française, faute d'une propagande efficace.

En ce qui concerne les comités France-Amérique-Latine, le chargé d'affaires à Bogotá, L. Langlais, crée en 1922 le premier comité France-Amérique latine en Colombie, en profitant du fort sentiment francophile des élites locales. Ce comité est composé des principales personnalités intellectuelles et politiques du pays, pour la plupart décorés de la Légion d'honneur pour services rendus en faveur de la France. Dans ce groupe de légionnaires, on trouve Luis Cuervo Marquez, ancien ministre et chargé d'affaires à Paris, l'écrivain Ismael Enrique Arciniegas, chargé d'affaires à Paris et directeur du journal *El Nuevo Tiempo*, et l'archevêque de Bogotá, monseigneur Bernardo Herrera Restrepo. Tous ces francophiles convaincus, encouragés par le Comité central de Paris, cherchent à susciter parmi leurs concitoyens des sentiments de sympathie à l'égard de la France.

Le comité France-Amérique latine de Bogotá a pour but essentiel d'établir des liens culturels et scientifiques étroits entre la France et l'élite des artistes, écrivains, hommes politiques et intellectuels locaux². C'est sur ce terrain littéraire et scientifique que le comité veut agir plutôt que sur le terrain des rapports économiques et politiques entre les deux pays. Dès lors, il débute avec l'organisation de réunions publiques et de conférences, notamment d'une manifestation pour le centenaire de Pasteur. Devant le succès du comité de Bogotá, le secrétaire de l'Association France-Amérique-Latine à Paris, Marceau Dupont, se rend en 1924 en Colombie pour créer d'autres comités affiliés au groupe de Paris. Il fonde alors un comité à Barranquilla et a l'intention d'en créer un autre à Santa Marta.

¹ C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 133, p.238, le ministre de France à Bogotá à son excellence monsieur le ministre des affaires étrangères à Paris, le 29 novembre 1913.

² C A D Nantes-Bogotá-Correspondance, Série B, Cote 11. Mr Langlais chargé d'Affaires Etrangères de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 14 mai 1921.

Toutefois, ces nouveaux comités, aux buts semblables à celui de Bogotá, relèvent de personnalités trop diverses qui éparpillent leurs efforts et rendent presque impossible la réalisation de leurs objectifs. A vrai dire, le seul comité qui fonctionne est celui de Bogotá, car lui seul parvient à concentrer ses efforts dans l'organisation des hommages aux principaux savants et écrivains français, tels que Molière, Victor Hugo, Pasteur, Marcellin Berthelot et le chimiste Cuneo à l'occasion de leurs anniversaires. Ces hommages ont lieu grâce à l'aide financière obtenue de la Chambre des députés colombienne par le comité de patronage de ces festivités.

Ces comités de patronage, composés des délégués du président de la République, du ministre de l'Instruction publique et de celui des Affaires étrangères, profitent de ces festivités pour annoncer des mesures favorables au développement de la recherche scientifique et de l'instruction supérieure en Colombie. A l'occasion du centenaire de Pasteur, par exemple, le gouvernement inaugure le premier laboratoire d'hygiène en Colombie, dédié à la recherche scientifique sous le nom d'Institut Pasteur. Pour le centenaire du chimiste Cuneo, il annonce une aide de 30000 francs pour créer une Maison de l'Etudiant colombien à la cité universitaire de Paris, qui malheureusement ne parviendra jamais à se réaliser. Par ailleurs, les fêtes en l'hommage à Molière et surtout le cinquantième de Victor Hugo sont l'occasion de grandes cérémonies officielles.

A ces cérémonies participent les membres les plus distingués de l'Académie de la langue et de l'Académie d'Histoire de Colombie, les artistes, les intellectuels, les députés et les sénateurs du Congrès de la République de Colombie. Réunis au théâtre Colon de Bogotá, qui ne suffit pas à les contenir tous, comme l'explique le journal *Le Temps*, les amis de la France célèbrent le génie français¹. En général, ces festivités parviennent à la création d'un espace culturel destiné à resserrer les liens scientifiques et littéraires entre les élites intellectuelles colombiennes et la France. De plus, elles permettent de renforcer un sentiment de solidarité profond parmi les élites colombiennes en faveur de la cause défendue par la Mère Intellectuelle Française dont le patrimoine culturel est menacé par les attaques allemandes.

¹ C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 483. Le chargé d'Affaires Etrangères de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 2 juillet 1935.

Ces activités entraînent aussi le soutien des légionnaires colombiens à la propagande militaire française en 1920. Après la guerre, la France victorieuse tient à montrer sa grandeur militaire : elle envisage la création de la première école d'aviation à Bogotá, déplace le croiseur *Jeanne d'Arc* jusqu'aux côtes de la Mer Caraïbe de Cartagena, Santa Marta et Barranquilla en 1921, et veut reprendre l'organisation de la police et de l'armée colombienne. Elle veut ainsi donner une preuve de sa supériorité militaire et de son statut de puissance mondiale. Le soutien des légionnaires comme Luis Cuervo Marquez s'avère donc indispensable à ce projet d'école et surtout à la réorganisation de l'armée et de la police colombienne qui se trouvent jusqu'alors sous le contrôle de la mission militaire chilienne, formée par l'armée allemande.

Après 1922, pourtant, la politique culturelle française en Colombie doit évoluer : les congrégations françaises sont en faillite tandis que la propagande allemande, alliée à l'espagnole, et la concurrence américaine s'intensifient. A partir de ce moment, l'enseignement de la langue française est en net recul en Colombie, ce qui menace la pénétration culturelle française.

L'échec des congrégations françaises

Depuis la fin de la guerre, l'échec des congrégations est évidente, étant donné la forte crise que traversent les congrégations françaises, chargées du système éducatif colombien dès l'époque de la Régénération, à la fin du XIX^e siècle. La crise des congrégations obéit à plusieurs raisons : d'abord à la faiblesse du recrutement de religieux français en Colombie, où les congrégations ont l'habitude d'envoyer de petits groupes de religieux exclusivement chargés de la fondation et de l'administration d'établissements éducatifs, pendant des séjours de plus de quarante années ; ensuite à l'habitude qu'ont les congrégations françaises de créer des ordres religieux provinciaux dans les lieux où elles arrivent, afin de recruter des religieux pour suppléer au manque d'enseignants dans leurs établissements éducatifs.

La création de ces ordres provinciaux dans un territoire profondément catholique comme la Colombie entraîne vite la présence de religieux colombiens dans l'enseignement, tandis que les religieux français restent minoritaires et confinés

exclusivement à la direction des établissements éducatifs. En outre, la plupart des religieux français rappelés en France pour la guerre ne sont pas remplacés. La faiblesse du recrutement se fait d'autant plus sentir que le petit groupe de religieux français resté en Colombie se trouve à la fois très minoritaire et complètement intégré à la société colombienne après de longs séjours dans ce pays. Certains de ces religieux n'ont pas la possibilité d'acheter un billet de voyage vers leur pays d'origine, faute de moyens financiers.

Dans ce contexte, la situation des congrégations françaises en Colombie devient très difficile et suscite l'inquiétude des autorités françaises. Dans un rapport de 1938, le chargé d'affaires à Bogotá écrit : *« j'ai vu des religieux français qui ne peuvent même plus s'exprimer couramment en français. Quelle pourra alors être leur action en faveur de notre propagande culturelle ? »*¹. Le même rapport cite des chiffres affolants sur la diminution des effectifs religieux français : par exemple la congrégation des Sœurs de la Présentation de Tours, la plus fournie en religieuses françaises, en compte 399 pour 1793 religieuses colombiennes ; les Frères des Ecoles chrétiennes n'ont que 30 Français pour 225 Colombiens, les Lazaristes 15 pour 64, les Maristes 22 pour 175 et les Montfortains 2 pour 40.

La crise subie par ces congrégations est extrêmement grave et ses effets sur le système éducatif colombien aussi. Dans ce pays en guerre, les gouvernements n'accordent toujours attention à l'enseignement public. L'enseignement colombien traverse dès lors de graves difficultés, comme l'attestent les statistiques : en 1928, le nombre d'illettrés atteint plus de 58% de la population² ; en 1935, la population d'âge scolaire représente 1.506.337 enfants dont 586.702 appartiennent aux couches les plus pauvres et se trouvent dépourvus de toute possibilité d'instruction. Il faut en arriver là pour que l'Etat colombien crée 11.713 écoles publiques afin de scolariser au moins 50 élèves pauvres par école³. Auparavant, la plupart des élèves scolarisés appartenaient

¹ C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 449. Le ministre plénipotentiaire de la république Française à Bogotá, monsieur d'Aumale à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 20 octobre 1938.

² C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 130. Le ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 23 octobre 1930.

³ C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 448. Le ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 12 août 1935.

aux classes supérieures et moyennes et se formaient dans les écoles privées des religieux français.

Les congrégations françaises sont incapables de réagir à cette situation. Le nombre d'élèves formés dans leurs écoles est en continuelle diminution et l'accès des classes pauvres à ces établissements est insignifiant. Un autre rapport de 1938 fournit des statistiques révélatrices à ce sujet : les établissements des Frères des Ecoles chrétiennes reçoivent 7917 élèves, dont 6473 appartiennent aux classes hautes et moyennes du pays, contre 1444 provenant des classes pauvres ; les Maristes instruisent 4328 élèves dont 2955 viennent des classes favorisées et 1373 des classes pauvres ; les Sœurs de la Présentation de Tours instruisent 11850 jeunes filles dont 8220 appartiennent aux classes moyennes et hautes, tandis que seulement 3630 appartiennent aux classes pauvres¹.

Toutefois, au-delà de ces chiffres qui montrent les difficultés des congrégations à répondre aux besoins scolaires de la Colombie, c'est le modèle éducatif colombien qui est remis en question par les élites du pays. Après la guerre des mille jours et la Première Guerre mondiale, les élites colombiennes se replient sur elles-mêmes et rentrent au pays sans achever leurs études. Elles cherchent à comprendre la violence et le retard économique qui accablent leur pays où les couches populaires leur semblent barbares, dangereuses et à mille lieux de ces Européens que les élites citadines et cosmopolites aiment visiter et surtout imiter².

Dès lors, ces élites comprennent que leur pays a besoin d'une modernité qui non seulement exige un essor économique orienté vers le développement de l'industrie pour suppléer aux importations et s'imposer sur les marchés internationaux, mais aussi d'une instruction publique pour les classes populaires. Après 1920 le Parlement commence à débattre de la dégénérescence de la race colombienne et du besoin d'instruction pour le peuple ; une partie des élites colombiennes regardent déjà vers l'Amérique du nord et commencent à se demander pourquoi le mélange des races

¹ C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 449. Le ministre de France à Bogotà, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 1 juillet 1938.

² A. Helg, *Civiliser le peuple et former les élites*, op cit., p.93.

profitable aux Etats-Unis ne l'est pas en Colombie et pourquoi ce pays demeure sous-développé par rapport au pays du nord¹.

L'apaisement des luttes intestines, qui donne à la Colombie plus de vingt années de paix, assure aux élites le calme suffisant pour réfléchir aux besoins en matière d'instruction publique. Elles comprennent qu'un pays touché par l'industrialisation et l'exode rural a besoin sinon de « civiliser », du moins de scolariser ce peuple dégénéré et misérable. Très vite, elles ressentent l'urgence de réformer le modèle éducatif défini par les congrégations françaises à la fin du XIX^e siècle et cherchent à imposer un modèle officiel et national, c'est-à-dire adapté aux nécessités d'industrialisation et scolarisation du pays. Pour cela ces élites s'emploient à créer de nouveaux programmes, de nouvelles méthodes et de nouveaux diplômes.

La question du caractère privé et catholique de l'instruction, de même que la question d'une instruction laïque chère aux libéraux du pays, est à l'ordre du jour dans les débats du Congrès. Les congrégations françaises semblent exclues de ce grand débat, car le Congrès fait appel aux intellectuels allemands et aux congrégations espagnoles pour réformer le modèle éducatif colombien. Restant incapables de transformer en profondeur le modèle éducatif colombien, les élites continuent à imprimer un caractère catholique à l'instruction et acceptent à contre-cœur une ouverture vers un enseignement laïque.

Des lors, les religieux espagnols sont chargés du rôle d'enseignants, tandis que des professeurs allemands s'occupent des réformes du système éducatif. Autrement dit, la crise des congrégations françaises favorise la concurrence culturelle de l'Espagne et de l'Allemagne qui veulent prendre la place des religieux français. L'instruction devient le terrain idéal de la nouvelle concurrence culturelle de l'Espagne, l'Allemagne et ensuite des Etats Unis face à la France. C'est le premier défi lancé à la politique culturelle de la France en Colombie.

En résumé, depuis la veille de la guerre, la France prend conscience de la fin de son hégémonie culturelle en Colombie. Réagissant immédiatement, elle cherche à

¹ C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 449. M d'Aumale, le Ministre Plénipotentiaire de la république de la France à Bogotà, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 20 octobre 1938.

sauvegarder sa grandeur culturelle, symbole de son hégémonie mondiale, plutôt qu'à développer des intérêts économiques que d'ailleurs elle ne possède guère en Colombie. Cette politique se fonde sur la diffusion de la langue française comme stratégie de pénétration culturelle, grâce à la collaboration des congrégations enseignantes françaises et des élites francophiles colombiennes devenues tributaires de cette politique et agents culturels de la propagande française. Néanmoins, l'échec des congrégations, faute de religieux français, et la mise en question du caractère privé du système éducatif des congrégations françaises, entraînent l'apparition d'un modèle officiel d'éducation soutenu par les religieux espagnols et des professeurs allemands. L'instruction en Colombie devient ainsi le champ privilégié de la concurrence culturelle faite par l'Espagne et l'Allemagne à la France.

Chapitre 10

La concurrence culturelle en Colombie (1914-1930)

A la veille de la Première Guerre mondiale, la concurrence espagnole et allemande en Colombie est évidente. Le manque des religieux français oblige les autorités colombiennes des départements du Cauca et de Santander à recruter de professeurs allemands pour donner des cours de pédagogie dans leurs écoles normales d'instituteurs¹. Ensuite, lorsque la guerre éclate et que les religieux français sont appelés sous les drapeaux, l'éducation colombienne est confiée petit à petit aux professeurs allemands en alliance avec les congrégations espagnoles, qui développent à partir de 1916 une action culturelle importante, grâce au soutien des gouvernements colombiens et plus particulièrement des élites germanophiles et cléricales du parti conservateur.

La concurrence culturelle espagnole à l'influence française

Sous prétexte du manque de religieux français pour l'évangélisation des indigènes et la formation du clergé colombien, les élites ultra cléricales demandent au gouvernement colombien l'admission des Capucins et des Jésuites espagnols sur le territoire national. Dès lors, ces religieux espagnols cherchent à prendre la place des congrégations françaises les plus affaiblies comme celle des Lazaristes, qui doit faire face aux Capucins pour le contrôle des missions d'évangélisation dans les régions de la vallée du Sibundoy et celle du Casanare. Dans cette dernière région, les Capucins s'installent avec le soutien des commerçants allemands qui, installés depuis longtemps, cherchent à s'approprier l'élevage du bétail et à construire une nouvelle voie qui relie l'Orénoque à la Mer Caraïbe².

¹ C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Serie B-Cote 7, p. 246. Le ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 6 décembre 1913.

² C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Serie B-Cote 9, p. 17. Le ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 19 février 1917.

En même temps, les Lazaristes de Bogotá font face aux Jésuites espagnols qui, comme eux, veulent construire un séminaire pour former le clergé colombien¹. Or les congrégations françaises restent impuissantes. Peu à peu celles-ci sont remplacées par les congrégations espagnoles disposées à reprendre le contrôle de l'éducation et de l'évangélisation avec l'aide financière de l'Etat colombien. Les Capucins obtiennent le contrôle des missions de la vallée du Sibundoy, tandis que les Jésuites déployés dans les principales villes du pays s'appliquent à l'ouverture et à l'administration des écoles primaires publiques.

A ce moment là, Capucins et Jésuites sont déjà bien installés et jouissent d'un grand crédit dans la société colombienne. Très vite ces religieux espagnols accompagnent toutes leurs activités d'un certain prosélytisme, car ils ont une ligne politique favorable aux élites cléricales conservatrices et à la propagande germanophile, donc hostile aux élites du parti libéral et à la France. En 1917, les libéraux ripostent et sollicitent du Saint-Siège le rappel des Jésuites de Bogotá, dont le supérieur, le P. Bérestein, est accusé de rédiger *La Unidad* et *La Defensa*, journaux de propagande conservatrice et germanophile soutenus financièrement par la chancellerie allemande à Bogotá².

Des pays comme la France ne cessent de dénoncer le prosélytisme de ces religieux en faveur de l'Allemagne et contre la France. Le chargé d'affaires français à Bogotá écrit à ce sujet : *« l'argument le plus spécialement exploité contre nous, est que la France représente l'immoralité et l'irréligion et à ce titre une campagne hostile à notre égard est menée par les ordres religieux espagnols secondés par presque tout le clergé colombien qui dirige facilement les masses ignorantes et crédules de ce pays. L'Allemagne qui n'ignore pas l'appui que lui apportent les ordres religieux espagnols les encourage et leur accorde même souvent, d'après ce qui m'a été rapporté une aide matérielle »*³.

¹ C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Serie B-Cote 9, p. 15. Le ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 25 février 1917.

² C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Serie B-Cote 9, p. 46. Le ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 20 août 1917.

³ C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Serie B-Cote 9, p. 17. Le ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 19 février 1917.

De leur côté, les élites libérales considèrent l'engagement politique des Jésuites comme un interventionnisme particulièrement dangereux pour la stabilité politique et les bons rapports de la Colombie avec les pays alliés. Elles demandent au gouvernement la diminution des allocations et le remplacement des Capucins chargés de l'évangélisation du Sibundoy par le clergé colombien formé depuis vingt années par les congrégations françaises. A ce sujet, il est intéressant de citer les extraits d'un discours fait à la Chambre par l'un des principaux meneurs du parti libéral et rapporté ainsi par le chargé d'affaires : *« il affirme que l'œuvre des missionnaires est néfaste avant tout parce qu'elle est confiée à des étrangers auxquels le sort de la Colombie est indifférent. Il en irait tout autrement, a-t-il ajouté, si les indigènes étaient chargés de ce soin. Nous avons, s'est-il écrié, un clergé colombien, mais nous le méprisons et lui préférons des aventuriers étrangers. Il est nécessaire a-t-il conclu que ceux qui portent le drapeau colombien jusqu'à ces territoires soient des Colombiens aimant leur patrie et non des étrangers indifférents aux destinés de la nation qui les protège si généreusement »*.¹

Mais en dépit de l'hostilité des libéraux, les Capucins et les Jésuites déjà bien placés bénéficient toujours du soutien officiel de l'Etat colombien et surtout de l'appui des autorités de leur propre pays. Après la Première Guerre mondiale, le gouvernement espagnol cherche à se rapprocher de ses anciennes colonies dont la Colombie qui est très convoitée, et infléchit fortement en 1919 sa politique extérieure. Il cherche à créer des liens durables avec la Colombie au nom du roi Alphonse XIII et espère que le resserrement des échanges économiques rendra possibles des liens politiques forts entre les deux pays. Dès lors, il se propose d'investir des capitaux en Colombie, pays riche et encore attaché à l'Espagne par sa langue et la religion catholique².

¹ C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Serie B-Cote 9, p. 65. Mr. H. Aymé-Martin, Chargé d'Affaires de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 10 novembre 1918.

² C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Serie B-Cote 10. Mr. H. Aymé-Martin, Chargé d'Affaires de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 22 octobre 1919.

L'Espagne et la Colombie partagent incontestablement des racines très profondes, notamment avec le catholicisme, lien essentiel entre ces deux pays dont l'entente ne cesse de se consolider quand éclate la guerre mondiale. De fait, l'Espagne veut mener une politique de propagande en Colombie et cherche à récupérer son hégémonie culturelle d'autrefois. Elle tente aussi d'assumer le rôle de paladin de la liberté et de l'indépendance dans ses anciens territoires coloniaux, objets des prétentions interventionnistes des Etats-Unis¹. Il semble alors qu'on assiste en 1920 à l'amorce d'une entente amicale de longue durée entre l'Espagne et la Colombie.

En 1930, la minceur des échanges économiques entre les deux pays et l'hostilité des élites libérales entravent définitivement la présence espagnole en Colombie. Les libéraux au pouvoir affichent un esprit patriotique et nationaliste hostile à l'action culturelle des congrégations espagnoles mais favorable à celle du clergé colombien, chargé des œuvres d'évangélisation et de formation ecclésiastique, et surtout de l'enseignement dans toutes les écoles primaires. Dès lors les religieux colombiens évincent les Espagnols : « *le recrutement local des congrégations étant important, les provinces colombiennes ont tendu très rapidement à l'autonomie complète. Actuellement les religieux colombiens se montrent assez jaloux des étrangers et se déclarent aussi capables qu'eux de diriger des établissements s'occupant d'œuvres.* »².

Les religieux colombiens sont maintenant considérés comme les nouveaux évangélistes des Indiens, les nouveaux formateurs du clergé local et surtout comme les nouveaux maîtres de l'enseignement primaire, ce qui constitue un pas très important dans la consolidation du modèle éducatif national, souci majeur des élites colombiennes et enjeu capital de l'action culturelle de l'Espagne et ensuite de l'Allemagne. Ces pays font de l'éducation colombienne le champ privilégié de leur action culturelle et par conséquent de leur concurrence avec la France, comme on va le voir maintenant dans le cas particulier de l'Allemagne.

¹ C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Serie B-Cote 10. Mr. H. Aymé-Martin, Chargé d'Affaires de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 22 octobre 1919.

² C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 449. M d'Aumale, Le Ministre Plénipotentiaire de la république de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 20 octobre 1938.

La concurrence culturelle allemande face à l'influence française en Colombie

La correspondance du chargé d'affaires à Bogotá adressée en 1930 à Paris illustre très bien la question de la concurrence allemande en Colombie : « *on parle volontiers et depuis longtemps de l'emprise américaine en Colombie, mais il est un pays dont l'action, pourtant puissante, demeure prudemment dans l'ombre et je ne vois pas qu'il y ait été fait allusion dans la récente correspondance du poste : c'est bien entendu l'Allemagne que j'ai en vue, qu'on retrouve travaillant assidûment dans tous les pays avec ce souci du détail si caractéristique de ses méthodes, et qui témoigne partout l'intérêt tant aux petites affaires qu'aux grandes avec des résultats généralement fort avantageux pour elle, assistée d'ailleurs très efficacement dans cette œuvre par des colonies actives, unies entre elles et qui facilitent grandement la tâche de ses représentants officiels* »¹.

A la veille de la guerre, la pénétration économique allemande est déjà forte en Colombie. Pionnière de l'activité industrielle, la colonie allemande, la plus importante et prestigieuse des colonies étrangères à Bogotá, bénéficie d'un courant de sympathie et d'un grand prestige au sein de la société colombienne. Dès lors, la chancellerie allemande à Bogotá, qui en bénéficie, trouve un espace propice au déploiement de son activité intellectuelle qui concerne exclusivement l'enseignement, malgré le caractère catholique du système éducatif colombien, en apparence opposé à l'influence du protestantisme allemand.

A cette époque, l'action culturelle allemande bénéficie du concours des Jésuites espagnols alliés des élites ultra cléricales mais aussi de celui des élites libérales qui veulent émanciper leurs enfants de l'influence du clergé catholique. Elle s'intensifie quand, comme par le passé, des Allemands sont appelés pour créer les écoles normales, phénomène qui commence avec la présence de la première mission universitaire à Bogotá, chargée de renforcer l'enseignement supérieur à l'université nationale de Bogotá, principal centre éducatif du pays. Elle est composée de l'ingénieur agronomique Korldores nommé à la faculté d'agronomie, du professeur

¹C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 130, p. 129. Le Ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 26 novembre 1930.

Wilhem Wickmann, nommé directeur de la faculté de commerce, et du médecin léprologue Martini à la faculté de médecine¹.

D'autres missions allemandes arrivent en Colombie, dont une mission pédagogique. L'idée de cette mission, émise par les libéraux en 1917, n'est reprise qu'en 1924 par le gouvernement qui s'était lancé dans un vaste programme de recrutement de conseillers français et belges. Pourtant, les élites ultra cléricales, qui veillent à que le Concordat soit scrupuleusement respecté dans la réforme éducative, s'opposent au recrutement des professeurs venant de pays en voie de laïcisation. Après plusieurs mois de tergiversations, la mission pédagogique n'arrive que lorsque le gouvernement accepte une proposition de la chancellerie allemande qui présente des candidats catholiques donc acceptables pour les élites ultra cléricales et le clergé.

Cette mission, composée des professeurs Anton Eitel, Karl Decker et Karl Gloetner, a pour tâche de proposer un corps de lois et de règlements réformant le système éducatif public en Colombie, ainsi que la suppression de la faculté de sciences naturelles et de médecine de l'Université nationale². Anton Eitel, directeur de la mission est chargé de la réforme universitaire conjointement avec le conservateur Emilio Ferrero, ancien ministre de l'Instruction publique; Karl Gloeckner se consacre à l'enseignement primaire et normal avec Gerardo Arrubla, professeur d'histoire conservateur à la tête de l'instruction publique du département de Cundinamarca en 1918-1922 ; l'enseignement secondaire revient à Karl Decker, assisté d'un professeur colombien, le libéral Tomas Rueda Vargas. Le gouvernement a le souci d'associer l'opposition à la réforme projetée.

La mission allemande s'installe au ministère de l'Instruction publique et s'attèle à un projet de loi sur l'éducation qu'elle achève en août 1925. Mais, pris entre le Concordat et la Constitution, les experts proposent des formules subtiles pour modifier certains aspects de l'instruction si bien que la réforme est rejetée par les conservateurs proches du clergé au Congrès, alors qu'elle est approuvée par une

¹ C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Serie B-Cote 12. Mr.Langlais, Chargé d'Affaires de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 10 août 1921.

² C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Serie B-Cote 14, p 40. Le ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 26 mai 1924.

minorité des représentants libéraux. Des propositions comme l'éducation obligatoire mais avec une école libre pour remédier au problème de l'analphabétisme sont rejetées, car cette proposition ne respecte pas le caractère non obligatoire de l'éducation contenu dans la Constitution. Le clergé refuse la création des baccalauréats scientifique et commercial, parce qu'elle tend à supprimer le baccalauréat classique, l'ouverture des études supérieures aux jeunes filles, qui menace la famille, base de la société chrétienne, et la fondation de collèges officiels dans les capitales départementales en concurrence avec l'enseignement d'Etat, tenue pour une atteinte au quasi-monopole des congrégations en matière éducative¹.

L'envoi d'étudiants en médecine boursiers à l'Institut polytechnique de Zurich est inacceptable pour les libéraux qui craignent la fermeture de la faculté de médecine, foyer intellectuel du parti libéral depuis longtemps à Bogotá. Très tôt, les experts allemands se voient reprocher leur inaptitude à comprendre la spécificité de la Colombie. De plus, des voix s'élèvent au Congrès pour protester contre le coût financier de la réforme. Dans ce contexte la mission pédagogique allemande est un échec. Pourtant, la chancellerie allemande ne renonce pas à l'espoir de prendre une place importante dans l'éducation en Colombie et prend en charge la première école allemande créée depuis longtemps par la colonie allemande de Bogotá pour scolariser ses enfants et ceux des familles les plus riches des élites libérales.

A initiative de la chancellerie, des professeurs allemands de gymnastique sont soigneusement choisis et détachés pour enseigner à l'école allemande à Bogotá, où les élèves colombiens apprennent l'allemand et se préparent à poursuivre leurs études supérieures en Allemagne. Des cours gratuits de langue allemande y sont offerts le soir, attirant de nombreux sympathisants de la culture allemande². En outre, grâce aux efforts de la chancellerie allemande, le gouvernement colombien Francska Radka directrice de l'Institut pédagogique national³. Puis une mission allemande, précédée par le docteur Andreas Hermes, ancien ministre de l'Agriculture et des Finances du

¹ A. Helg, *Civiliser le peuple et former les élites*, op cit, p.97-100.

² C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 130, p. 129. Le Ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 26 novembre 1930.

³ C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 130, p. 9. Le Ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 26 février 1931.

Reich, arrive en Colombie pour remplir les fonctions de conseiller auprès du ministère de l'Agriculture et du Commerce colombien. 17 professeurs et techniciens allemands sont nommés dans des établissements d'enseignement et d'administration¹.

A la même époque, le gouvernement colombien s'adresse de lui-même à la chancellerie allemande de Bogotá pour solliciter son aide dans l'installation des postes de télégraphie et téléphonie, et pour l'établissement du service d'hydravions entre la côte Atlantique et le Haut-Magdalena. Il signe des contrats avec la compagnie allemande de télégraphie « Telefunken », et avec la Société des aviateurs allemands « Scadta », dont le directeur M. Kuehl bénéficie d'un immense crédit, ce qui ne laisse pas d'inquiéter les représentants français à Bogotá. A leurs yeux, l'Allemagne bénéficie d'une influence grandissante dans toutes les sphères politiques, économiques et culturelles du pays, grâce à la réputation des citoyens allemands comme Kuehl, qui profitent de leur prestige pour combattre la propagande en faveur de la France en Colombie.

A plusieurs reprises, les représentants français à Bogotá dénoncent l'influence allemande sur la presse colombienne où la principale page des journaux est réservée à la propagande allemande. L'un des représentants français écrit à ce sujet : *« tous les arguments allemands se déroulent chaque jour indéfiniment, mais on ne voit jamais les nôtres. Comment les Allemands arrivent-ils à ce remarquable résultat en dépit de l'envahissement de la presse colombienne par les agences américaines ? D'abord par l'intérêt et la persévérance qui sont une condition essentielle, mais aussi, il m'est impossible d'en douter, à une obligeance gratuite des propriétaires des journaux colombiens, au prix de dépenses importantes sans lesquelles je ne crois pas qu'il soit possible d'arriver à un résultat dans la presse étrangère, mais qu'il vaut grandement, à mon avis, la peine d'engager »*².

La propagande allemande dans la presse est évidente, grâce à l'influence économique, politique et culturelle que ce pays exerce en Colombie. L'Allemagne

¹ C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 447, p. 16. Le Ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 31 mars 1936.

² C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 130, p. 129. Le Ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 26 novembre 1930.

occupe le second rang des rapports internationaux de la Colombie et cela se manifeste dans la place importante qu'elle occupe dans l'action culturelle : elle constitue une force avec laquelle il faut désormais compter et que les Etats-Unis et la France s'emploient à concurrencer. Toutefois, la concurrence culturelle américaine commence très tard en Colombie : soucieux des seuls intérêts économiques, les Américains ne vont développer leur action culturelle qu'après 1930, à la différence de l'Allemagne, active dès le début du XX^e siècle, et de la France qui a un avantage énorme, car son action culturelle est une constante historique en Colombie depuis la révolution d'indépendance.

La concurrence culturelle américaine contre l'influence française

La concurrence culturelle des Etats-Unis s'est développée très lentement en Colombie, car ce premier pays doit faire face au sentiment de révolte provoqué par l'interventionisme américain à Panama. La Colombie a besoin de temps pour en finir avec ce conflit. Pourtant, à la fin des années vingt, l'affaire semble close. L'indemnisation financière américaine pour la perte du canal plonge le pays dans une atmosphère de progrès économique et les politiciens colombiens annoncent sans crainte que la Colombie danse au rythme des millions de dollars américains et doit regarder en direction du pays du Nord, afin d'harmoniser leurs intérêts communs, comme les présidents pro-américains le rêvent si souvent.

Dès lors, les Etats-Unis développent lentement leur influence culturelle. S'étant préparés depuis 1914 pour cela, ils organisent une première mission qui, sous la direction de Walter Lichtenstein, directeur de la bibliothèque de l'Université américaine d'Havard, visite les principales bibliothèques de l'Amérique du sud, y compris la Colombie, pour acquérir des collections et des ouvrages sur l'histoire et le développement économique de l'Amérique latine afin de mettre à jour les principales bibliothèques nord-américaines¹. S'intéressant à tout ce qui touche à l'Amérique latine, les Etats-Unis tentent d'accaparer sans retard tout ce qu'ils peuvent avant que

¹ C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Serie B-Cote 7, p 201. Le ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 21 octobre 1913.

l'attention d'autres pays soit éveillée. Ils envoient ainsi d'autres missions comme celle de Lichtenstein, afin de s'assurer leur hégémonie dans tous les domaines.

De 1923 à 1930, des experts du Département d'Etat arrivent en Colombie pour y moderniser les finances et l'administration. La Colombie est l'un des premiers pays andins à recevoir la visite du professeur américain Edwin W Kemmerer, partisan du libéralisme économique, chargé d'adapter le marché colombien aux capitaux étrangers, particulièrement aux investissements et au commerce nord-américains. D'autre part, des étudiants colombiens veulent aussi se rapprocher de leur voisin du Nord : selon la chancellerie française à Bogotá : « *depuis 1934, à la faveur de la hausse des monnaies européennes et du coût de la vie en France, les étudiants se dirigent vers les universités américaines où ils sont accueillis avec des facilités particulières* »¹. En 1938, le gouvernement colombien octroie lui-même les premières bourses aux étudiants colombiens qui partent aux Etats-Unis étudier l'ingénierie du pétrole².

Les Etats-Unis rattrapent ainsi leur retard dans le domaine culturel. Devenus destination privilégiée des étudiants colombiens en ingénierie et en médecine, ils constituent une menace extrêmement sérieuse pour l'influence culturelle française et les diplomates français à Bogotá ne manquent pas de souligner l'urgence de mettre fin à cette situation : « *à mon avis le temps est définitivement passé où nous pouvions trouver ici de la part du gouvernement ou des universités une large assistance financière pour nos cours ou nos missions d'enseignement : non seulement le rétrécissement des moyens, mais le nationalisme croissant s'opposeront désormais à des arrangements de ce genre. Les fonds devront donc venir de nous et il serait temps de s'occuper d'organiser chaque année des envois de professeurs distingués et de conférenciers littéraires soigneusement choisis qui viendraient maintenir ici notre*

¹C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 448, p. 19. Le Ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 26 juin 1934.

² C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 447. Le Ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 16 novembre 1938.

action intellectuelle laquelle pourra de moins en moins s'exercer à Paris, faute d'étudiants en état d'y aller »¹.

Pour la France il est encore temps de réagir à cette nouvelle concurrence américaine dont les liens avec la Colombie deviennent chaque jour plus évidents. Le gouvernement colombien s'engage de plus en plus avec les Etats-Unis par le truchement de missions diverses, dont une mission navale et une mission aérienne, cette dernière autrefois sous contrôle français². Le temps est venu pour la France de lancer une contre-offensive culturelle : ses diplomates à Bogotá le comprennent bien et le font savoir à Paris. Alfred Blanch devient alors le propagandiste du redressement culturel de la France en Colombie et, en 1934, adresse à Paris un rapport fort clair sur ce sujet : *« c'est une revanche fort avantageuse que prennent les Etats-Unis et grâce à laquelle, si des pays comme le nôtre ne modifient pas leur système et ne reconnaissent pas que les temps sont changés pour toujours et qu'il faut y adapter des moyens nouveaux, ils peuvent se rire de leur perte d'hégémonie politique, car elle sera vite remplacée par une hégémonie culturelle et morale qui, s'ajoutant à la financière et à l'économique, leur permettra en peu d'années de dominer l'Amérique latine encore plus puissamment qu'ils ne l'ont fait auparavant. Pour nous il est grand temps de tracer un plan d'action sur ce terrain, de le doter des ressources sans lesquelles il ne pourra aboutir, et de le mettre à exécution sans différer, car bientôt il sera trop tard. Et si nous perdons dans ces pays-ci notre influence intellectuelle, qui y demeure notre véritable force et notre seule source indisputée de prestige, que nous restera-t-il dans ce Continent, jeune, plein de vitalité, appelé à jouer un grand rôle dans le monde et où il vaut donc la peine que la France défende ses positions ? »³.*

En résumé, la France subit dès la veille de la guerre la concurrence culturelle de l'Espagne, de l'Allemagne et des Etats-Unis en Colombie. Conscients de l'importance du système éducatif pour les élites colombiennes, ces pays en font leur champ

¹ C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 448, p. 19. Le Ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 26 juin 1934.

² C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 33. M d'Aumale, Le Ministre Plénipotentiaire de la République de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 28 novembre 1938.

³ C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 448, p. 19. Le Ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 26 juin 1934.

privilegié de concurrence contre la France. Avec l'aide financière du gouvernement colombien, les religieux espagnols, alliés de la propagande allemande et des élites ultra cléricales, remplacent les congrégations françaises dans les œuvres religieuses et la scolarisation des enfants, malgré les élites libérales qui cherchent à y substituer des religieux colombiens. Par ailleurs, les missions des professeurs allemands prennent en charge l'éducation supérieure, la formation des instructeurs et la réforme du système éducatif. Les Etats-Unis adaptent très tardivement le marché colombien à leurs investissements et deviennent la destination privilégiée des étudiants colombiens. Cette concurrence culturelle représente un important défi pour la France, qui paraît disposée à contre-attaquer.

Chapitre 11

La contre-offensive culturelle française en Colombie (1914-1930)

Pionnière de l'action culturelle en Colombie, mais consciente de la fin de son hégémonie en ce domaine, la France réagit rapidement à la concurrence par une contre-offensive qui vise la pénétration culturelle par des moyens autres que les congrégations, en propageant la langue française comme vecteur d'influence. Les protagonistes essentiels de cette contre-offensive sont la création de l'Alliance française, la diffusion du livre et de la radio, tandis que les diplomates s'appliquent à la création du lycée français et encouragent les échanges culturels, la diffusion du cinéma, les conférences, expositions d'art et tournées théâtrales.

La contre offensive culturelle française en Colombie pendant la guerre

Création de l'Alliance française en Colombie

En Colombie, certains de ces moyens de propagande sont mis en œuvre très rapidement. Ainsi, avant que la guerre n'éclate, la chancellerie française à Bogotá tient à la création immédiate d'Alliances françaises dans les principales villes du pays, dans un contexte de rivalité avec l'Allemagne mais au-dehors de la propagande de guerre. La première Alliance est fondée en 1902 à Bogotá par le chancelier français Bourgarel avec la collaboration de son compatriote, le professeur Champeau, doyen de la faculté de droit de l'Université nationale et avocat-conseil de la Légation¹. Imbus de l'esprit messianique qui a caractérisé la France pendant des siècles, ces hommes suivent l'exemple des personnalités parisiennes, notamment des géographes et diplomates, qui fondent des Alliances dans le monde en regroupant en comités locaux les amis de la langue et de la culture française.

Inspirés par l'Alliance de Paris, Bourgarel et Champeau veulent créer à Bogotá un institut culturel similaire de caractère privé, non religieux et voué à la diffusion de la langue française, en regroupant des volontaires dont ils soutiennent les activités par

¹ AMAE-Paris- Série Affaires Diverses Commerciales, l'enseignement du français en Amérique Latine, carton 220, 18 juin 1900.

des donations. Néanmoins, le retour de Bourgarel en France entrave le fonctionnement de l'Alliance qui semble tomber dans l'oubli. Mais une autre Alliance est créée le 27 août 1913 à Medellín, cette fois à l'initiative du citoyen colombien Luis María Gaviria, ancien étudiant à Paris, qui bénéficie du soutien officiel de l'Alliance de Paris et du patronage de la chancellerie française à Bogotá¹. Il regroupe divers amis et défenseurs de la langue française, dont le gouverneur de la ville et le recteur du collège des Frères des écoles chrétiennes à Medellín. Dans son discours d'inauguration, le représentant français à Bogotá souligne que l'Alliance naît avec l'ambition de créer une Association littéraire à Medellín pour défendre et propager la langue, la culture et l'influence morale et intellectuelle de la France dans un territoire où les relations intellectuelles entre les deux pays sont anciennes et où l'on trouve partout des traces incontestables de la culture française². Mais, malgré les intentions de ses fondateurs, cette Alliance sans moyens financiers reste un comité de sympathisants, dont l'activité se borne à de simples déclarations d'attachement à la France. On ne trouve pas trace d'une activité culturelle importante ni de la diffusion de la langue française.

La guerre favorise toutefois la création de nouvelles Alliances dans les villes les plus importantes de Colombie. Le 23 juillet 1914, le chargé d'affaires de la France en Colombie réouvre à Bogotá un comité colombien de « l'Alliance Française et France Amérique ».³ Malheureusement, ce comité tourne au fiasco. A Paris, les Alliances passent aux yeux du Quai d'Orsay pour un instrument indispensable à l'action culturelle française. L'Alliance de Paris et ses comités créés à l'étranger depuis la fin du XIX^e siècle fonctionnent grâce à leurs ressources financières propres et s'emploient à défendre la cause française. Pendant la guerre, le siège parisien collabore avec les pouvoirs publics pour ne pas être totalement paralysé et développe de nouvelles formes de propagande, en éditant par exemple un bulletin périodique et un bulletin de guerre sous le nom d'*Echos de la Guerre*, financé par la Maison de la Presse jusqu'à

¹ C A D Nantes-Service des œuvres françaises à l'étranger, côte 132. Le ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, 17 octobre 1913.

² C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Serie B-Cote 7. Le ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, septembre 1913.

³ C A D Nantes- Service des œuvres françaises à l'étranger, côte 132. Le ministre de France à Bogotá, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, le 23 juillet 1914.

la paix, tandis que d'autres subventions ordinaires et extraordinaires lui sont allouées pour propager le livre français à l'étranger.

Les Alliances deviennent ainsi de vrais instruments de la propagande française pour les diplomates qui favorisent leur création, particulièrement en Amérique latine. Ce le cas de la Colombie où, sous l'impulsion du chargé d'affaires français, Bogotá se dote à nouveau en juin 1915 d'une Alliance pour développer les relations intellectuelles et artistiques entre les deux pays et renforcer les cours de langue française dans les établissements d'enseignement¹. Plus tard des Alliances s'ouvrent à Popayan, sous la direction du délégué Edmond Ferry, alors professeur d'agriculture à l'Université du Cauca, et à Manizales sous la direction du médecin colombien Daniel Gutierrez, ancien étudiant à Paris. Toutefois, ces Alliances sont plus des comités locaux formés par les sympathisants de la culture française que des instituts culturels voués à la diffusion de la langue.

Ces Alliances ont finalement, semble-t-il, le même sort que les premières tentatives de Bogotá et Medellín : avant le début des hostilités, elles n'ont pas le temps de recruter suffisamment, ne disposent pas de ressources financières propres et doivent donc être subventionnées par le gouvernement français qui se borne à verser 300 francs à l'Alliance de Bogotá. En tant qu'instituts culturels destinés à la diffusion de la langue et la culture française, elles ne se développeront qu'après la Seconde Guerre mondiale, dans les années cinquante, malgré les efforts de la chancellerie à Bogotá et des citoyens colombiens, pour la plupart anciens étudiants à Paris.

L'incapacité financière du gouvernement français à prendre en charge ces Alliances sans moyens, en dépit de leurs déclarations d'affection à la France, devient un vrai obstacle à leur fonctionnement. Certes, soucieuse d'exalter son image, la France favorise leur création, ainsi que la distribution de livres et la création d'émissions de radio, mais, faute de ressources, les résultats de ces efforts reste limités pour la propagation de la langue.

¹ C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Serie B-Cote 8. Le chargé d'affaires de la république française en Colombie, à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris. Bogotá, 20 mars 1915.

La diffusion du livre français en Colombie

Depuis 1850, l'Amérique latine s'intéresse au livre français et la Colombie occupe la septième place parmi les clients latino-américains des librairies françaises. Les Colombiens n'ont appris comme langue étrangère que le français et, faute de livres scolaires locaux, étudient dans les livres français et ont une formation française, ce qui donne à la langue française une prépondérance absolue¹. Mais au début du XX^e siècle la diffusion du livre français entre en crise, à cause de la fragilité des circuits de distribution, l'inadaptation des manuels français aux programmes et aux besoins de l'enseignement local, les droits de douane, et surtout à cause de la faiblesse de la publicité face aux concurrents allemands, espagnols et anglais, qui n'hésitent pas à envoyer leurs représentants jusqu'en Colombie. Les commandes des livres français reculent dans une région pourtant pourvue de lecteurs francophones et francophiles.

Face à cette situation, la France est prête à réagir, notamment dès le début de la guerre, et, avec l'aide de la colonie de Bogotá, publie une revue bimensuelle, *Echos de la Guerre*, éditée à Paris par l'Alliance française mais traduite en espagnol par le chancelier belge à Bogotá, Vanderetichels ; en Colombie, le tirage dépasse les 2000 exemplaires, distribués dans tout le pays à partir de 1915². Elle décide également d'octroyer des livres de prix aux écoles des congrégations religieuses et aux principales bibliothèques colombiennes.

A partir de 1922, les principales institutions scientifiques et culturelles de Bogotá (l'Académie d'histoire de Bogotá et Popayan, l'Académie colombienne de la langue de Bogotá, la bibliothèque et la faculté de médecine de l'Université nationale) reçoivent gratuitement diverses revues françaises : *Revue de l'Amérique latine*, *Revue d'histoire et de littérature*, *Revue des deux mondes*, *Revue scientifique*, *Journal des américanistes de Paris*, *Revue de l'Art ancien et moderne*, *Revue médicale française*, ainsi que des hebdomadaires politiques comme *l'Opinion* et des bulletins comme le

¹ C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 46. Relations Commerciales. Le Représentant en Amérique du Sud de la Librairie Masson à Paris à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, le 22 décembre 1930.

² C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Serie B-Cote 9. Le charge d'affaires de France en Colombie à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 3 août 1918.

Bulletin hispanique de Bordeaux et le *Bulletin de la Société botanique de France*¹. La France peut alors concurrencer l'Allemagne dont la seule publication importante en Amérique latine est la *Revista Allemana*, publication bi-mensuelle destinée à développer les relations culturelles et économiques de l'Allemagne avec les pays de langue espagnole².

Par ailleurs le Quai d'Orsay, qui reconnaît pleinement l'importance du livre français comme moyen de propagande, intervient en 1932 auprès du syndicat des industries du livre à Paris pour demander une meilleure distribution des éditions espagnoles d'ouvrages français : demande vaine puisque les éditeurs français cèdent généralement à leurs homologues espagnols les droits de traduction et de distribution sur leur production destinée au marché hispanique. Le livre français a par conséquent un sérieux concurrent qui bénéficie en outre de la convention postale hispano-américaine. La France doit donc éditer elle-même des ouvrages en espagnol pour ne pas livrer la diffusion de ses livres à la concurrence espagnole. Dans ces conditions, le recul de la langue française devient une menace permanente après 1930.

Influence française et balbutiements de la radiodiffusion en Colombie

La naissance de la radiodiffusion en Colombie est liée aux agences étrangères, dont Havas qui désigne en 1914 son premier correspondant à Bogotá. Subventionné par les principaux journaux du pays, le français Vollaire, correspondant de Havas à Bogotá, a pour mission de diffuser l'information sur la guerre en Europe. Or Havas interrompt ce service le 31 mars 1922 et les seules dépêches télégraphiques qui parviennent désormais en Colombie sont transmises par l'agence américaine Associated Press, accusée par la France de diffuser des nouvelles quelquefois contraires à ses intérêts³.

¹ C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Serie B-Cote 14. Le ministre de France en Colombie à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 8 juillet 1925.

² C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 130. Le ministre de France en Colombie à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 29 mars 1932.

³ C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Serie B-Cote 13, p. 53. Mr. Langlais, charge d'affaires de France en Colombie à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 14 septembre 1922.

Aussi la représentation française à Bogotá tente-t-elle de faire rouvrir l'antenne Havas en s'assurant le soutien des propriétaires des journaux les plus importants du pays qui s'engagent à payer pour ce service, mais Havas refuse et c'est l'agence nord-américaine United Press qui, à l'occasion de la visite de James Furay, son vice-président, ouvre en 1927 à Bogotá un service de nouvelles de l'étranger, sous la direction du journaliste colombien Guillermo Perez Restrepo et par l'intermédiaire des journaux *El Nuevo Tiempo* et *El Espectador*¹. Désormais la presse colombienne ne reçoit plus d'informations sur la France que par l'intermédiaire d'United Press.

United Press a le contrôle absolu de la diffusion d'informations aux journaux dans toute l'Amérique latine. Face au caractère tendancieux des nouvelles sur la France, la radio reste le seul moyen de battre en brèche le monopole des agences nord-américaines United Press et Associated Press mais, à partir de 1934, les émissions françaises sont captées avec de sérieuses difficultés outre-Atlantique.

Le Quai d'Orsay intervient alors pour obtenir la réorganisation de la station Radio coloniale qui émet vers l'Afrique, l'Asie et le territoire latino-américain. L'urgence d'une réaction du Quai d'Orsay se fait d'autant plus sentir que, contrairement aux émissions françaises, les programmes de la radio allemande sont reçus, selon les diplomates français, de façon claire, nette et précise dans toute l'Amérique latine. A Bogotá par exemple, les émissions de la radio allemande se signalent par la clarté des informations et la causerie hebdomadaire en espagnol dans la tranche horaire locale de 18 à 21 heures.

Face à l'offensive allemande et à la puissance des postes nord-américains, le Quai d'Orsay doit élaborer une stratégie de reconquête des auditeurs latino-américains. Il demande au ministère des Postes de collaborer étroitement avec le Service des Œuvres à l'Étranger pour préparer les émissions *Paris Mondial* et, fort d'une expérience de 25 ans, indique pour chaque pays un choix pertinent de correspondants dont le crédit est utilisé au mieux des intérêts français. En Colombie, les émissions de *Paris Mondial* réalisent des progrès considérables face à la concurrence allemande et surtout

¹ C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Serie B-Cote 15, p. 16. Le ministre Plénipotentiaire de France en Colombie à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 3 février 1927.

américaine, et des projets nouveaux apparaissent comme celui de l'agence Havas qui envisage de créer un service de radio émettant de New-York en direction de l'Amérique du sud, puis renonce, faute de crédits suffisants.

Le Quai d'Orsay se borne finalement à modifier les longueurs d'ondes afin d'améliorer la réception des émissions, mais après 1940 la mauvaise réception de *Paris Mondial* entraîne l'effacement de la radio française. Les revers de celle-ci, au-delà du fait qu'ils ternissent le prestige national, signalent les difficultés de la France à adapter une politique culturelle pourtant riche de réussites dans les domaines traditionnels, à des innovations techniques désormais indispensables. Pourtant, en Colombie les correspondants français et les émissions de *Paris Mondial* influencent la création des premiers postes de radio après 1940.

En résumé, la France réagit rapidement pendant la guerre à la propagande des pays rivaux et mène une contre-offensive de pénétration culturelle dans les élites colombiennes par divers moyens de propagande différents de ceux des congrégations : l'Alliance française, institution laïque vouée à la diffusion du français, la radiodiffusion, instrument essentiel pour contredire les informations tendancieuses, et enfin la diffusion du livre français, moyen privilégié pour apprendre le français. Ces divers vecteurs sont à l'origine du renforcement des relations culturelles entre les deux pays. Ce phénomène favorise l'implantation d'institutions culturelles étrangères comme l'Alliance, encourage l'adoption des nouveaux moyens de communication comme la radio et actualise les fonds des bibliothèques de Colombie. Autrement dit, la compétition culturelle a favorisé l'usage des nouvelles technologies de communication en Colombie et ouvert celle-ci au reste du Monde.

Chapitre 12

La contre-offensive culturelle française en Colombie dans l'après-guerre

Après la guerre, la contre-offensive culturelle de la France se manifeste par l'organisation d'expositions d'art moderne, de tournées artistiques et de conférences, la création du lycée français et des échanges culturels.

L'éclat artistique français en Colombie : l'exposition d'art moderne français à Bogotá

Le rayonnement artistique français encore hégémonique ne touche qu'un public restreint, celui des élites gouvernementales et intellectuelles de la capitale, composé de riches voyageurs, de critiques bien informés des dernières tendances artistiques et d'étudiants en quête de modèle et ayant la possibilité d'aller à Paris apprendre les techniques et les secrets des arts parisiens. La présence de l'art français en Colombie relève le plus souvent des initiatives d'anciens étudiants formés à Paris et désireux de promouvoir l'art pictural et sculptural français lorsqu'ils retournent à leur pays natal.

Le gouvernement français se charge de la diffusion de l'art français jusqu'en 1940, mais l'art n'obtiendra jamais dans sa politique une place comparable à celle de la langue. La plupart des initiatives se réduisent à l'organisation d'expositions, grâce à la volonté des élites colombiennes très entichées de peinture française. L'une des premières expositions d'art contemporain français est organisée par un ancien étudiant de l'Ecole des arts et manufactures de Paris, député de Barranquilla et employé de la chancellerie à Paris, Roberto Pinto Valderrama : elle présente des tableaux d'artistes français contemporains, apportés de Paris grâce à la collaboration de la Société d'embellissement de Bogotá et du Cercle des Beaux-Arts, et fait connaître les courants futuristes, Dadaïsme et Cubisme¹. Cette exposition circule ensuite dans les principales villes du pays, comme Medellín, Barranquilla et Cartagena, mais elle n'obtient pas le succès qu'espéraient les organisateurs. Malgré les efforts de ces derniers, qui tentent d'expliquer dans leurs conférences les nouveaux courants de la peinture contemporaine, la majorité du public pourtant cultivé ne parvient pas à comprendre le

¹ C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Serie B-Cote 13, Le charge d'affaires en Colombie à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 6 octobre 1922.

sens de cette exposition jugée bizarre et excentrique. Néanmoins, s'il faut encore beaucoup patienter pour que les Colombiens se passionnent pour l'art contemporain, Paris reste à leurs yeux le siège de l'Art d'avant-garde et les artistes colombiens viennent s'y former au moins jusqu'aux années 50.

Des conférenciers français en Colombie

Comme l'explique Gilles Mattieus, l'Amérique latine n'attend pas la création d'instituts et de chaires pour inviter savants, écrivains ou hommes politiques à exposer leurs recherches, leurs savoirs ou leurs convictions. Conférences et conférenciers font alors partie de la stratégie de diffusion de la langue comme moyen de pénétration culturelle et, depuis le début du XX^e siècle, des intellectuels français, assurés de rencontrer un auditoire attentif et parfois séduit d'avance, n'hésitent pas à effectuer un long voyage vers des territoires encore mal connus de l'Europe comme la Colombie.

En juillet 1926, le maire de Dijon, Gaston Gérard, fait une tournée de conférences en français pour exposer la richesse artistique et littéraire de la France, ainsi que la véritable situation politique et économique de son pays après la guerre¹. Il parle à Bogotá, Barranquilla et Cartagena, devant les principales autorités du pays, dont le président de la Colombie. La chancellerie tient toutefois à souligner que c'est le ministère du Commerce qui envoie Gaston Gérard en mission, au titre d'ambassadeur de la Bourgogne, pour promouvoir les grands vins français par des conférences publiques avec projections de films et sous le patronage des autorités locales comme la chambre de commerce, des syndicats et des journaux chargés de la diffusion des conférences dans la presse². Pourtant, si les conférences finissent par la dégustation des vins de Bourgogne, elles commencent par évoquer la grandeur culturelle d'une France victorieuse et son rôle hégémonique en Europe, ce qui constitue la véritable mission de Gaston Gérard en Colombie. Après lui et aux frais de l'Etat colombien, le Dr Cuneo, professeur à l'Université de Paris et spécialiste de chirurgie clinique, vient

¹ C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Série B-côte 15, p. 45. Le chargé d'affaires de France en Colombie à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 8 août 1926.

² C A D Nantes-Service d'œuvres françaises à l'étranger, Cote 45. Le président du Conseil du ministère des Affaires étrangères à monsieur le ministre de la France en Colombie. Paris, le 6 mai 1926.

exposer à la faculté de médecine de l'Université nationale de Bogotá les principales avancées de sa spécialité en 1926¹.

Ces conférences participent de la propagande française qui utilise surtout des professeurs de médecine pour faire concurrence aux conférenciers allemands venus à Bogotá l'année précédente. En 1925 en effet, les autorités allemandes subventionnent des conférenciers, notamment des militaires comme le général Kretzman qui vient à Bogotá exposer le rôle de l'armée et sa liaison avec la police devant la police et l'armée colombiennes². En fait, c'est la concurrence allemande qui explique la présence des conférenciers français qui, de 1926 à 1933, se succèdent en Colombie, notamment pour des conférences en français à la faculté de médecine. Tandis que les conférenciers allemands interviennent surtout pour les questions militaires, les Français privilégient la médecine où ils se montrent imbattables jusqu'en 1940, date après laquelle ils sont remplacés par des médecins américains.

Les tournées théâtrales françaises à Bogotá

Dans ce pays privé de grands spectacles musicaux et des tournées des principaux artistes français, les élites colombiennes se consolent, surtout pour la musique, avec des productions de bonne tenue, organisées par des artistes colombiens formés à Paris. Restreint mais très cultivé, le public montre une prédilection marquée pour les musiciens français et assiste fidèlement aux concerts symphoniques ou aux concerts de musique de chambre exclusivement consacrés à des compositeurs français, mais toujours organisés par les orchestres, les pianistes et les artistes colombiens du conservatoire de Bogotá, dont le directeur, ancien élève de l'Ecole musicale de Vincent d'Indy à Paris, rend hommage aux seuls compositeurs français. Malheureusement, et à la différence d'autres pays latino-américains comme le Brésil ou l'Argentine, la Colombie n'a pas chez les artistes français la réputation d'être une destination privilégiée.

¹ C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Série B-Cote 15, Le chargé d'affaires de France en Colombie à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 12 octobre 1926.

² C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Série B-Cote 14, p.30, Le chargé d'affaires de France en Colombie à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 21 mars 1925.

Elle n'est toutefois pas exclue des tournées des troupes théâtrales françaises, qui constituent une tradition en Amérique latine depuis la venue de Sarah Bernhardt en 1886. Mais la distance qui sépare la Colombie de la France, la difficulté des déplacements, les frais de voyage et même la situation chaotique de la Colombie ont de quoi décourager les artistes. Les élites aisées de Bogotá ont toutefois l'occasion d'assister aux représentations d'une troupe subventionnée plusieurs saisons par l'Etat colombien après 1927, la compagnie argentine Camil Quiroga qui s'est produite à Paris et obtient un énorme succès dans toute l'Amérique latine.

Cette compagnie débute avec une série de représentations dans la principale salle de spectacles de la capitale, le Théâtre Colon. Dans le répertoire des soixante pièces de cette compagnie dominent les œuvres argentines et françaises. Une petite place seulement est faite au théâtre italien et espagnol. En réalité, la caractéristique essentielle de l'art dramatique argentin est le goût français dans la mise en scène et le cadre où se déroule l'action des comédies et des représentations. Au surplus, conformément du reste à ses propres intérêts, cette compagnie fait à Bogotá une part très large aux pièces modernes françaises ; c'est ainsi qu'elle donne en espagnol *Ce que femme veut* d'Etienne Hey et Alfred Scavoit, *Robert et Marianne* de Gerald, *Tendresse* de Henri Bataille et *la Dame aux Camélias*¹.

La diffusion du cinéma français en Colombie

Un rapport sur les marchés cinématographiques à l'étranger, spécialement préparé par la compagnie Transat Film à Paris pour le Service des Œuvres à l'Etranger, souligne l'intérêt qu'a la France à diffuser son cinéma en Amérique latine : « *le pays qui fournit le plus grand nombre des films non seulement retire d'importants bénéfices de leur exploitation, mais encore il s'assure une publicité gratuite et efficace pour son industrie, pour ses modes, pour son tourisme, pour ses idées et pour sa langue* »². Cette conception du cinéma comme instrument de diffusion de la langue française autant que de la pensée et des goûts, imprègne toutes les institutions

¹ C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Série B-Cote 15, p.59. Le chargé d'affaires en Colombie à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 29 avril 1927.

² C A D Nantes-Service d'Œuvres françaises à l'étranger, Cote 462, Rapport Transat Film présentée à Yves Chataigneu, ministre des affaires étrangères à Paris, le 7 juillet 1936.

chargées de la propagande culturelle à l'étranger. Parmi celles-ci, le Service des Œuvres à l'Étranger veut se consacrer à la diffusion du cinéma parlant d'expression française dans l'Amérique latine, afin d'entretenir l'usage du français et de contribuer à répandre l'influence de la culture française.

Dans les pays de culture latine, les États-Unis ont déjà le contrôle du septième art et monopolisent les représentations sur tout le territoire latino-américain. Or la France considère que tout arrêt dans la distribution de ses films à l'étranger est un obstacle à la propagation de sa langue et par conséquent de sa culture, et elle veut concurrencer le cinéma américain. À cette fin, elle charge le ministère de l'Industrie de sélectionner une liste de films à faire diffuser par les chargés d'affaires. À partir de 1926, la chancellerie française à Bogotá propose les premiers films, comme *Troupes françaises en Alsace*, *Délivrance de la Serbie*, *Productions des parfums à Grasse*, qui traitent de la guerre mondiale et de l'industrie française. Ils sont disponibles à la chancellerie pour être projetés dans les séances organisées notamment à Bogotá dans les établissements des Frères des écoles chrétiennes. En outre, les diplomates ne cessent de réclamer des films présentant les paysages de la France et de ses colonies, les principaux hommes politiques et généraux, des images de l'aviation et de l'armée¹.

Le problème est que les films français parlant restent très rares. Alors que tous les importateurs sérieux sont depuis 1931 en relation avec des firmes nord-américaines distribuant en nombre croissant des films en espagnol, les films français sont médiocres et souvent trop anciens ; ils présentent surtout des scènes et des milieux militaires qui sont d'autant moins appréciés que la Colombie reçoit les films américains les plus récents, projetés à Bogotá dès leur sortie. Pourtant, la légation réussit peu à peu à introduire quelques films français à succès : en 1934, grâce à la collaboration de « Ciné Colombie », quelques œuvres comme *Tarakanove*, *Le collier de la reine* et *Amour de minuit*, projetées au « Teatro Real de Bogotá », remportent un important succès. Pour l'encourager, la légation française soutient l'affichage pendant deux semaines, phénomène alors assez rare et qui se révèle pourtant efficace. Bien que distribués par la firme américaine Paramount, des titres comme *Le lieutenant souriant*

¹ C A D Nantes-Bogotá Correspondance, Série B, Cote 15, Le charge d'affaires en Colombie à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 24 juillet 1926.

avec Maurice Chevalier, *Il est charmant*, *Une heure avec toi*, renforcent le succès du film français en Colombie. Cela encourage le président de la Chambre du commerce français à Bogotá, Henri Destes, à prendre la diffusion du cinéma français en mains, en distribuant surtout les films des maisons Gaumont et Pathé¹ et en signant un contrat de distribution avec la compagnie « Ciné Colombie », propriétaire de quatre salles à Bogotá et d'un grand nombre en province.

Des lors, grâce à Henri Destes, un grand nombre des films produits par Gaumont et Pathé d'après les classiques de la littérature française, sont projetés dans les principales salles de « Cine Colombie » à Bogotá et dans les principales villes du pays comme Cartagena, Barranquilla, Santa Marta, et Médellin : *Les trois mousquetaires*, *Les misérables*, *La dame au camélia* avec Yvonne Printemps, *Le bossu*, et autres films populaires comme *La bataille* et *La princesse à vos ordres*. Ces films ouvrent d'heureuses perspectives pour le cinéma français en Colombie : par exemple, une quinzaine d'œuvres françaises sont présentées durant les sept premiers mois de l'année 1935 à plus de 20000 spectateurs, preuve de l'intérêt suscité par le cinéma français qui rencontre une audience importante parmi les élites francophiles, encore attachées à la culture française.

Face à l'écrasante primauté du cinéma nord-américain et la faible place occupée par les films italiens, anglais et allemands depuis 1936, le cinéma français fait figure honorable dans un palmarès où une représentation locale lui fait cependant défaut, ce qui interdit la consolidation définitive de ses positions. En effet, en France ce sont les agences permanentes dirigées par un personnel compétent qui font alors les beaux jours des compagnies françaises et ensuite des compagnies américaines qui profitent du savoir-faire du cinéma français. Le cinéma français ne parviendra pas à s'imposer face à la concurrence américaine en Amérique latine et par conséquent en Colombie, où les compagnies comme « Ciné Colombie » se sont finalement tournées vers le cinéma populaire américain parlant espagnol, qui envahit jusqu'aux petites salles locales de Cali, Manizales et Popayan.

¹ C A D Nantes-Service d'Œuvres françaises à l'étranger, Cote 447. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 26 juin 1933.

La suprématie d'Hollywood confirme l'attraction grandissante des élites colombiennes et des couches moyennes pour le mode de vie américain et, malgré le redressement sensible de sa diffusion depuis 1935, le cinéma français est incapable de la contester. Ne disposant que du seul concours d'Henri Destes, la France ne parvient pas à installer des circuits de distribution aptes à devenir un partenaire solide pour la promotion du cinéma français. De fait, le Quai d'Orsay ne dispose guère de réelles prérogatives en la matière et doit se borner à exprimer des vœux en faveur d'une exportation qu'il espère de haute qualité artistique et capable de contribuer à la diffusion du français.

Si les films français font recette dans les principales villes, ils ne sont pas assez nombreux et ne touchent que les élites francophones, tandis que les classes moyennes et populaires restent hors d'atteinte. En outre le Quai d'Orsay tient l'enseignement de la langue française pour la pierre angulaire de son offensive culturelle, la diffusion du cinéma restant secondaire. Pourtant, les films français figurent encore au palmarès du cinéma colombien à la fin des années soixante, et les efforts français en ce domaine font partie de l'histoire encore récente du cinéma colombien.

Le Collège français en Colombie

C'est au milieu du XIX^e siècle, avec la principale vague d'émigration française vers l'Amérique du Sud, qu'apparaissent les premières écoles, dont le rayonnement reste le plus souvent circonscrit aux enfants des émigrés. Aussi n'est-il pas surprenant de trouver les plus anciennes là où la colonie française est la plus importante et là où les congrégations françaises se sont installées. On peut en déduire que les familles immigrées et les représentants français à l'étranger s'attachent à maintenir la langue et la culture française dans les différents pays latino-américains, avec des résultats positifs.

Après la guerre, malheureusement, les écoles françaises ne peuvent plus désormais s'appuyer que sur des colonies réduites et des congrégations mises à mal par la crise, et leur disparition entraîne l'effacement de la langue et de la culture françaises. C'est alors que la France, pour faire face aux premiers signes de recul de sa langue, commence à créer des collèges français par l'intermédiaire du Service des Œuvres à

l'Étranger. Il s'agit alors pour le gouvernement de créer des lycées laïques à l'étranger, appelés collèges français, où, sous une direction française, les élèves reçoivent l'enseignement français officiel avec des cours supplémentaires de français.

En Colombie, l'idée du premier lycée surgit dans l'esprit du chargé d'affaires français à Bogotá, Alfred Blanche, lorsqu'il constate la réussite d'une institution allemande du même genre. Convaincu de la nécessité d'un lycée français à Bogotá, il plaide en ce sens auprès du Quai d'Orsay : « *Il me paraît donc que dans un pays comme celui-ci où les traditions de culture française sont encore fortes mais doivent être défendues énergiquement et par de méthodes nouvelles, le seul bon moyen de maintenir une élite qui saura bien notre langue est d'avoir un Collège proprement français* »¹. Blanche s'engage donc à attirer les efforts des riches familles colombiennes et de la petite colonie française vers la création du premier collège français laïque. Sa création à Bogotá éveille un grand intérêt parmi ces familles, puisque il n'existe jusqu'alors qu'une seule institution de caractère laïque et étranger, le Gymnase moderne de Bogotá, et que les familles colombiennes envoient leurs enfants à Paris pour y poursuivre leurs études, lorsqu'elles se défient de l'enseignement congréganiste ou s'inquiètent du recul de la langue française, reléguée au second rang après l'espagnol.

Ce privilège n'est toutefois le fait que d'une très petite minorité de familles fortunées jusqu'à la récession de 1929, comme le constate le chancelier : « *les promoteurs du collège français à Bogotá sont des Colombiens appartenant aux meilleures familles de Bogotá dont la plupart habitaient Paris depuis plusieurs années, qui ont dû rentrer à cause de la crise, et qui désirent entretenir leurs enfants dans la connaissance qu'ils ont du français* »². C'est alors qu'apparaît en 1932 l'idée de créer un lycée français à Bogotá pour ces familles désireuses d'assurer le maintien d'une éducation française pour leurs enfants. Ces familles expriment à la chancellerie française le vœu que s'ouvre un lycée où serait dispensé un enseignement plus moderne et plus scientifique que celui offert par des congrégations d'ailleurs en voie

¹ C A D Nantes-Service d'Œuvres françaises à l'étranger, Cote 447. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 21 octobre 1934.

² C A D Nantes-Service d'Œuvres françaises à l'étranger, Cote 448. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 5 septembre 1932.

d'hispanisation faute de religieux français. Dès lors le projet obtient le soutien financier du Service des Œuvres à l'Étranger à Paris, qui s'engage à créer ce collège avec une subvention annuelle de 30000 francs.

De plus la légation française à Bogotá affecte une partie des crédits alloués jusque-là aux écoles religieuses au développement de la langue française dans des établissements laïcs comme le collège français. Un comité composé des familles les plus riches de la colonie et de la société de Bogotá se constitue en organe consultatif, moyennant une importante contribution financière à la fondation du collège. En créant ce comité, la légation attend que les familles soutiennent financièrement le collège et cherche à contrer la montée des idées nationalistes en Colombie, où les élites conservatrices et ultra-cléricales regardent d'un mauvais œil la création d'un collège étranger laïc et mixte, réaction inquiétante dans un pays catholique où le clergé supervise l'éducation en vertu du Concordat¹.

Le 25 août 1932 est fondé le comité provisoire du collège français, composé du chancelier Alfred Blanche, président, Manuel Antonio Rueda Vargas, vice-président, et entre autres de Jorge Holguín, Jose Uribe, Lisandro Leyva Pereira, Ricardo Santamaria et Gustavo Bejarano. En 1933, une année avant son ouverture, le lycée dispose déjà d'une grande maison de location et d'un couple d'instituteurs français envoyé par le Quai d'Orsay pour une durée de cinq années. En 1934, avec 75 élèves inscrits en classes primaires, le Collège français ouvre ses portes à Bogotá sous la direction du couple Bonhomme et en présence du ministre colombien de l'Instruction. Les principaux journaux de Bogotá rendent compte de l'événement et *le Temps* écrit : « Grâce aux efforts du ministre de France va se réaliser le vœu de beaucoup de Colombiens de voir se fonder à Bogotá un Collège français qui sera comme un nouveau lien entre ce pays et la noble France, patrie spirituelle de tous les latins. La nouvelle institution va commencer à fonctionner à la rentrée prochaine et sera dirigée par M. et Mme. Bonhomme, tous deux pédagogues de catégorie supérieure et jouissant d'un grand prestige dans les milieux intéressés à l'éducation »².

¹ C A D Nantes-Service d'Œuvres françaises à l'étranger, Cote 448. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 23 septembre 1934.

² C A D Nantes-Service d'Œuvres françaises à l'étranger, Cote 448, p. 28. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 24 novembre 1933.

En réalité, le collège français de Bogotá est né du besoin de créer un lieu d'enseignement destiné à sauvegarder la langue française comme moyen de pénétration culturelle parmi les élites colombiennes. Dès sa fondation, les professeurs s'appliquent surtout à l'enseignement du français pratique. Ainsi les programmes de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire visent à donner une solide formation aux élèves qui reçoivent en français les bases de la lecture, de l'écriture et du calcul, mais aussi l'enseignement du latin, de la zoologie, de la botanique, de l'histoire et de la géographie.

Au début, les élèves suivent les cours de professeurs recrutés sur place, ce qui risque de déplaire. Puis des professeurs licenciés sont détachés de Paris à Bogotá pour satisfaire les exigences des riches familles. Les enfants remplissant les salles de classe attestent le succès de ce collège qui s'avère une entreprise fort utile au rayonnement français face à la concurrence florissante du collège allemand. En 1935, la demande croissante des familles riches rend le bâtiment primitif trop étroit pour plus de 125 élèves des deux sexes et la direction loue une vaste maison dans les faubourgs de Chapinero, au centre d'un terrain où des cours de récréation, un terrain de basket-ball et un court de tennis sont projetés¹.

Deux professeurs licenciés, dont un en sciences, sont finalement détachés auprès du collège qui regroupe en 1937 170 élèves, encadrés par une douzaine d'enseignants dont cinq ne sont pas de nationalité française. A cette date, la subvention du Service des Œuvres en faveur du lycée s'élève à 149000 francs, tandis que les concours locaux restent fort modestes. L'année suivante, le besoin d'une restructuration se fait sentir pour cet établissement dont l'existence reste précaire : dépourvu de ressources financières propres, il manque aussi d'un statut juridique et d'un règlement clair, ce qui l'expose aux mesures législatives hostiles aux écoles étrangères prises par les autorités colombiennes, ouvertement opposées au modèle éducatif français dont le caractère laïc et mixte dérange l'Église catholique. Cette dernière exige que garçons et

¹ C A D Nantes-Service d'Œuvres françaises à l'étranger, Cote 448. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 4 décembre 1935.

filles soient accueillies dans des salles différentes, ce qui contraint le collège à fermer ses portes¹.

Sans protester contre les mesures nationalistes du gouvernement colombien, la direction décide de fermer le collège pour le restructurer. Le professeur de sciences Lagniel en prend la direction, tandis que le couple Bonhomme rentre en France ; la légation française modifie les statuts du collège et obtient que l'aide financière du Service des œuvres soit portée à plus de 200000 francs. Il est évident que, pour les autorités françaises, ce collège demeure le meilleur et le seul instrument de propagande en faveur de la France en Colombie face à la concurrence allemande. Cela explique l'effort de la légation française pour maintenir ouvert cet établissement qui est non seulement un outil éducatif, mais surtout le principal centre du rayonnement intellectuel en Colombie.

Au début de 1939, le collège compte plus de 237 élèves et la légation française envisage d'y créer des cours du soir pour adultes et un cycle de conférences publiques. Toutefois, pour éviter les anciennes hostilités du gouvernement colombien, la légation française en accord avec le directeur de l'établissement décide de séparer garçons et filles. Cette mesure est favorablement accueillie par l'Eglise qui se prononce sur toutes les mesures éducatives du gouvernement. Dès lors le collège français est enfin « approuvé » par le ministère de l'Instruction en Colombie, et, en vertu de cette approbation, peut organiser les épreuves du baccalauréat colombien en 1939, où sept des neuf candidats sont admis².

En 1941, le collège français devient le collège Louis Pasteur et son succès est incontestable. Il est considéré comme une œuvre d'utilité publique non seulement par l'Etat français, auquel cet établissement profite pour la propagande culturelle, mais surtout par les élèves qui bénéficient de la culture française dans un territoire géographiquement très éloigné de tous les centres de culture du monde en guerre, dans un moment de crise économique. Au total, le collège français s'avère un succès auprès

¹ C A D Nantes-Service d'Œuvres françaises à l'étranger, Cote 449, p. 18. Le ministre de France à Bogotà à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotà, le 28 mars 1938.

² C A D Nantes-Service d'Œuvres françaises à l'étranger, Cote 449, p. 54. Le ministre de France à Bogotà à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotà, le 28 novembre 1939.

des élites libérales, comme le montre la participation du président libéral Eduardo Santos et du ministre de l'Education colombienne Alfonso Arujo au comité de patronage du collège¹.

La création de ce collège symbolise le début d'une éducation française allant à la rencontre des élèves éloignés de la culture française, en leur proposant, de façon officielle et avec l'assurance de la laïcité et de la modernité, une scolarisation scientifique de qualité. Cet incontestable succès ouvre les yeux des autorités françaises à Bogotá qui s'engagent dans une entreprise similaire pour l'université colombienne pour l'imprégner à son tour de culture française. Cette nouvelle entreprise est bien perçue par les autorités colombiennes et marque le début des échanges universitaires, artistiques et littéraires entre les deux pays, qui forment la base de l'influence française dans le champ universitaire colombien.

Les échanges universitaires entre la France et la Colombie

Jusqu'au premier tiers du XX^e siècle, la France dispose d'une grande audience intellectuelle en Amérique latine et particulièrement en Colombie dont traditionnellement de nombreux étudiants vont à Paris étudier dans les plus prestigieuses universités françaises. Mais quand commence la dépression économique des années trente et que la concurrence culturelle allemande menace l'hégémonie française, le gouvernement français riposte en créant par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères le Groupement des Universités, allié de poids et surtout défenseur de la latinité, qui s'attache à mettre en œuvre des foyers de pensée et de culture française sous le nom d'« Instituts de Haute Culture », ainsi que des missions universitaires de longue durée susceptibles de fidéliser ces élites francophiles appelées aux plus hautes fonctions dans leur propre pays.

En février 1930, l'Université de Paris et le ministère de l'Education nationale de Colombie signent un accord de coopération universitaire créant le premier « Institut

¹ C A D Nantes-Service d'Œuvres françaises à l'étranger, Cote 449. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, 1940.

des Hautes Etudes » en Colombie, qui officialise les premiers échanges universitaires entre les deux pays. C'est l'œuvre du professeur Georges Dumas, artisan du rayonnement de la culture française et partisan décidé de la politique de coopération universitaire avec l'Amérique latine. En 1928, Dumas s'était rendu en Colombie et avait plaidé devant les autorités colombiennes et françaises en faveur d'un traité entre les deux pays, réalisé deux années plus tard. Après la signature de cet accord, le premier échange est organisé pour envoyer des professeurs français, par la plupart médecins, à l'Université Nationale¹ : Henry Roger, professeur de physiologie à la faculté de médecine de Paris ; Henry Truchy professeur d'économie politique à la faculté de droit de Paris; le professeur Latarjet de la faculté de médecine de Lyon, chargé de créer l'enseignement de l'anatomie, encore embryonnaire, à l'Université nationale ; le professeur Durand, de l'Institut Pasteur de Tunisie, chargé de former des étudiants colombiens aux travaux pratiques de laboratoire concernant la lèpre dans la grande léproserie d'Agua de Dios ; le professeur Tavernier, chargé de réformer l'enseignement de la médecine et d'organiser l'hôpital San Juan de Dios². Ces universitaires inaugurent la coopération entre la France et la Colombie, malgré les difficultés financières de la Colombie qui ne parvient pas à envoyer des professeurs colombiens à l'Université de Paris.

Le gouvernement colombien entreprend alors de nouvelles démarches pour renforcer les échanges universitaires avec la France et surtout ouvrir « l'Institut des Hautes Etudes » de Bogotá. Pour cela, il obtient du Service des Œuvres à l'Étranger de Paris une subvention de 25000 francs pour y rétribuer la chaire française. L'Institut est inauguré à Bogotá en présence du conférencier français, le Dr Piéran, professeur au Collège de France, qui dispense en outre des cours aux facultés d'éducation et médecine de l'Université nationale de Colombie. Pourtant la présence des universitaires français se fait rare à l'Université nationale, qui abrite officiellement l'Institut, car celle-ci ne dispose pas des ressources financières nécessaires pour prendre en charge les frais de déplacement des professeurs français et moins encore pour envoyer des professeurs colombiens en France.

¹ C A D Nantes-Service d'Œuvres françaises à l'étranger, Cote 130, p. 28. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 26 juin 1931.

²*Ibid*, 26 juin 1931.

Désormais l'accord de coopération universitaire entre les deux pays se borne concrètement à la présence temporaire d'un ou deux Français en Colombie pour participer à l'instruction des étudiants de droit et médecine de l'Université nationale. Bien souvent, ces professeurs répondent à des besoins ponctuels, comme Julliot Morandière, professeur à la faculté de droit de Paris, qui donne des cours de droit de l'Université Nationale et siège à la commission de réforme du code civil à l'invitation du gouvernement colombien¹. En 1938, Paul Rivet veut transformer l'Institut en un centre pour le développement de la recherche archéologique sous le nom d'Institut franco-colombien d'archéologie et d'ethnographie, comparable à celui du Caire, mais il faut attendre 1940 et la fuite de Paul Rivet en Colombie pour assister à la réalisation du projet : accueilli par le président Eduardo Santos et entouré de plusieurs de ses anciens élèves de Paris, il fonde un Institut d'ethnologie et un Musée de l'homme à l'instar de celui de Paris².

Après la signature du premier accord d'échanges universitaires en 1930, la France ne parvient à le renouveler qu'en 1934, en raison de l'opposition du ministre colombien de l'Education publique. Le chargé français à Bogotá signale que le ministre, Jaramillo Arango, répugne à signer en raison de ses sentiments pro-américains : la France, note-t-il, ne doit plus compter sur la même générosité et les mêmes facilités qu'autrefois pour envoyer en Colombie ses professeurs et ses conférenciers, depuis que des ministres comme Jaramillo Arango, formés à Rochester, affichent clairement un nouvel état d'esprit, c'est-à-dire une préférence pour la présence culturelle américaine³. De fait, quand la France parvient à renouveler l'accord, les échanges universitaires entre la Colombie et les Etats-Unis ont pris un élan important.

Les premiers échanges universitaires de la Colombie se sont faits avec la France qui, pour lancer sa contre-offensive culturelle, a été la première à signer des accords

¹ C A D Nantes-Service d'Œuvres françaises à l'étranger, Cote 449, p. 2. M. D'Aumalale, ministre plénipotentiaire de la république française en Colombie à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 4 janvier 1939.

² C A D Nantes-Service d'Œuvres françaises à l'étranger, Cote 449, p. 64. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 8 septembre 1938.

³ C A D Nantes-Service d'Œuvres françaises à l'étranger, Cote 448, p. 27. Le ministre de France à Bogotá à son excellence le ministre des affaires étrangères à Paris, Bogotá, le 4 septembre 1934.

de ce type, mais l'Allemagne puis les Etats-Unis signent à leur tour des accords d'échanges universitaires avec la Colombie en 1936. A partir de là, des médecins allemands et surtout américains sont envoyés en Colombie pour concurrencer l'influence française dans ce domaine qui était jadis son monopole, avec le soutien de certaines autorités colombiennes favorables à la présence culturelle des ces pays, surtout celle des Etats-Unis.

En résumé, la contre-offensive culturelle de la France dans l'après-guerre se caractérise par son retour vers son champ d'action privilégié, l'éducation. Au moment où la crise mondiale prive les élites colombiennes du privilège d'étudier à l'étranger, la légation française crée un collège français, voué à l'instruction en français des élites libérales et anticléricales au pouvoir, et œuvre à la conclusion des premiers accords d'échanges universitaires. Elle continue également à encourager toutes les manifestations artistiques françaises, expositions d'art moderne, tournées théâtrales, promotion du cinéma. Porteuse de formes nouvelles d'action culturelle, la France tient tête à la concurrence de ses rivaux, même si elle semble dans certains domaines dépassée par les Etats-Unis. Au total, cette contre-offensive laisse des sillons profonds dans le champ de l'histoire culturelle de la Colombie.

CONCLUSION GENERALE

Quiconque s'intéresse à la Colombie rencontrera la trace de l'influence culturelle de la France et des Français. Mais cette influence ne laisse pas de surprendre, car elle contraste avec son absence dans l'histoire officielle de la Colombie. Sans prétendre donner une réponse définitive à un problème complexe, cette étude sur l'influence française en Colombie de 1870 à 1939 contribue à en reconstruire les balbutiements, l'essor et l'apogée, ainsi que la résistance qu'elle a rencontrée. Il s'agit donc de retrouver cette influence éparse, ensevelie et parfois niée dans l'histoire officielle. Néanmoins, revenir sur les allers-retours du sujet de cette étude exige de cerner avec précision l'évolution des relations entre la France et la Colombie, dont les contradictions éclairent les traces profondes laissées par la France dans l'histoire culturelle de la Colombie.

Après la guerre d'indépendance, la France porteuse de formes nouvelles d'actions culturelles prend une place importante en Colombie grâce au vide culturel laissé par l'Espagne. A partir de là, son influence culturelle doit affronter la concurrence des puissances rivales. Mais cette influence semble encore inconnue, presque oubliée, car les élites colombiennes, liées à la France par un passé qui les dérange et nuance leur rôle de pères de la patrie, se sont obstinées à la passer sous silence. Paradoxalement, l'influence de la France ne résonne plus dans les cours d'histoire officielle délivrés dans les cloîtres éducatifs colombiens autrefois construits par des Français. Mais ce silence suspect des élites colombiennes, profondément francisées mais paradoxalement nationalistes, suscite la méfiance de plusieurs intellectuels colombiens, dont le regard s'intéresse à un passé où la France a une place culturelle consacrée depuis longtemps.

Tel est le contexte où s'inscrit la présente étude, qui veut retrouver les traces de l'influence culturelle française depuis la colonisation espagnole jusqu'à l'aube de la Seconde Guerre mondiale. Depuis le début du XVIII^e siècle, la France et la Colombie sont en contact par la voie des échanges commerciaux ou des relations économiques, lorsque Louis XIV obtient en 1712 la possibilité d'étendre le commerce et la navigation à l'Amérique espagnole. A partir de là, le commerce

légal français remplace les incursions corsaires du passé. Dès lors, deux mondes sont en contact grâce aux rapports commerciaux puis par l'éclat du rayonnement français dû à l'installation définitive de la dynastie française des Bourbon sur le trône d'Espagne.

Avec l'essor des théories encyclopédistes, la brèche ouverte par les rapports commerciaux et le rayonnement français dû aux Bourbons dans les colonies hispaniques transforment le Royaume de Nouvelle-Grenade en espace ouvert à l'*afrancesamiento*, voire à l'adoption du mode de penser des Français, autant qu'en terre d'exploration et de découverte pour les scientifiques français (Charles-Marie de la Condamine est le premier naturaliste à arriver en Nouvelle-Grenade). Le commerce, on le sait, n'est pas seulement un échange de marchandises : avec les objets de luxe et les produits fabriqués arrivent les premiers explorateurs français, et la France exporte son image, celle d'un pays prospère, aux techniques avancées, aux mœurs raffinées, aux idées hardies et libératrices.

Le messianisme de la France l'incite à étendre ses territoires et devenir le foyer de la civilisation. L'esprit des Encyclopédistes, qui s'était propagé en Espagne, se répand dans le Royaume de Nouvelle-Grenade, comme le montre l'Expédition botanique. Sous l'influence de l'Encyclopédisme, le savant espagnol José Celestino Mutis organise cette expédition, premier mouvement scientifique et culturel par lequel les créoles découvrent les richesses naturelles et minérales, ainsi que leur rôle politique potentiel dans le Royaume de Nouvelle-Grenade.

A la veille de la Révolution française, le rayonnement français prend plus nettement encore un accent émancipateur et révolutionnaire ; les œuvres de Condorcet, celles de Montesquieu et *Le Contrat social* de Rousseau circulent dans le Royaume de Nouvelle-Grenade. Les créoles libérateurs Simón Bolívar et Antonio Nariño vont en France s'imprégner de l'esprit révolutionnaire des Lumières, tandis que ceux qui restent, José María Caldas et Camilo Torres, se déclarent ouvertement partisans de ce même esprit révolutionnaire. Certains de leurs ouvrages, dont *La Declaración de los Derechos del Hombre* d'Antonio Nariño et *El Memorial de Agravios* de Camilo Torres, deviennent l'instrument idéologique par excellence du mouvement d'indépendance de la Nouvelle-

Grenade.

En 1810, lorsque débute la guerre d'indépendance, il n'est pas étonnant que des Français y participent, comme Roergas Serviez, Louis Girardot et Peru de Lacroix. Il s'agit souvent, après la chute de Napoléon, de personnalités hostiles à la Restauration et d'anciens soldats de l'Empire réfugiés aux Antilles. Ils agissent à titre personnel, apportent leur expérience militaire, sont des conseillers politiques appréciés par les libérateurs et ne sont pas épargnés par les représailles exercées par la reconquête espagnole. Pire, dans ce moment de confusion, les créoles incapables de renoncer à leurs intérêts font de ces Français des exilés voués à l'oubli voire au suicide. Dans l'histoire héroïque de la guerre de l'indépendance de la Nouvelle Grenade, la gloire va aux seuls héros libérateurs, tandis que les Français sont réduits au rôle d'aventuriers et de mercenaires.

Pourtant, dans la nouvelle République indépendante de la Nouvelle-Grenade, l'influence culturelle française continue. L'indépendance acquise reste assimilée à la Révolution Française et le français reste la langue de la liberté. Dans toutes les anciennes colonies espagnoles, y compris la Nouvelle-Grenade, le messianisme français, théorie de l'universalité du message de Lumières et proclamation constante de la valeur de la civilisation française pour l'ensemble de l'humanité, fait son entrée dans les lettres, la pensée et la science, en s'appuyant notamment sur l'universalité de la langue française, le plus puissant instrument de clientélisation et d'*afrancesamiento* des élites éclairées.

L'influence culturelle française est certainement arrivée en Nouvelle-Grenade pour occuper le vide culturel laissé par l'Espagne. Le rôle civilisateur de l'Espagne, fondé sur l'évangélisation des Indiens et réservant le contrôle des sciences, des arts et de l'enseignement aux créoles, touche à sa fin. Malgré la Restauration et le pacte de famille réactivé entre les monarchies espagnoles et françaises, qui brouillent l'image de la France, l'influence culturelle française prend racine dans la Nouvelle-Grenade. Là comme ailleurs, si la France est supplantée économiquement par l'Angleterre qui a financé la guerre d'indépendance et reconnu la première la République indépendante de Nouvelle-

Grenade, elle joue un rôle culturel, inspire les idéaux de civilisation et s'efforce de maintenir des rapports commerciaux.

En 1825, la France installe les premières agences commerciales dans les principales villes de Nouvelle-Grenade : c'est là l'origine du réseau diplomatique français. En 1830, Louis-Philippe, convaincu que l'indépendance des anciennes colonies espagnoles est définitive, reconnaît officiellement la Nouvelle-Grenade comme république indépendante et souveraine, même si, dans l'esprit du gouvernement et de ses diplomates, il est clair que la monarchie constitutionnelle est le meilleur régime politique et que la république est une singularité exotique dont il faut s'accommoder commercialement. En 1844 est signé le premier traité d'amitié et commerce entre les deux nations et leurs relations diplomatiques commencent à prendre une grande ampleur.

Il est vrai que tout au long du XIX^e siècle, l'évolution de ces relations diplomatiques est entravée d'abord par les guerres incessantes que vit la Nouvelle-Grenade, toujours plongée dans une période d'hésitations et de remises en cause où l'État cherche à légitimer son pouvoir et à unifier le territoire pour construire une nation à part entière, ensuite par la dépendance à l'égard de l'Europe. La Nouvelle-Grenade est obligée d'ouvrir son économie au libre échange et de fournir l'Europe en matières premières pour ses industries, tandis que les élites créoles éclairées, divisées entre le parti libéral et le parti conservateur, pensent les unes à imiter l'Europe, les autres à se rapprocher plutôt des Etats-Unis d'Amérique, les premiers à avoir reconnu l'indépendance de la Nouvelle-Grenade.

Néanmoins la France sait s'adapter aux conditions locales afin de garder son influence culturelle et de maintenir ses intérêts économiques. Elle ne peut se dispenser d'avoir des relations avec la Nouvelle-Grenade, nation en gestation, fille de la Révolution française, laboratoire politique aux paysages splendides, aux richesses végétales et minérales qui attirent et accueillent tous ces Français hommes d'affaires, mais aussi tous ces explorateurs curieux, naturalistes et voyageurs, qui rêvent de liberté et de conquêtes scientifiques.

Des véritables agents culturels partent de la France vers la Nouvelle-Grenade. Successeurs de la Condamine, les naturalistes de la mission Zea, dont Jean-Baptiste Boussingault, puis des voyageurs et explorateurs comme Reclus, Mollien et le Moyne, étudient les conditions physiques, économiques et sociales de la Nouvelle-Grenade. Leurs récits de voyage présentent un intérêt littéraire et scientifique certain, et contribuent pour beaucoup à l'essor de la géographie et de sciences nouvelles comme l'ethnographie ou la sociologie. Ces voyageurs et explorateurs, réciproques des élites créoles ramenant de France des conceptions nouvelles, rapportent en France un butin de connaissances. Ils sont les agents des transferts culturels qui caractérisent les relations des deux pays.

Au milieu du XIX^e siècle, l'influence culturelle de la France se fait plus nettement sentir, car d'autres Français attirés par la Nouvelle-Grenade s'y installent pour poursuivre leurs recherches ou chercher fortune. Depuis 1860, ils constituent la première colonie étrangère, la plus importante et la plus prestigieuse. Riches notables, ils créent les premières maisons commerciales à Bogotá et sur la côte Atlantique, et exploitent les richesses minérales de la région d'Antioquia. Leur poids social et leur réseau de relations en font les partenaires indispensables de la vie culturelle dans la Nouvelle-Grenade où le français est la première langue étrangère, celle des élites qui donne accès à la civilisation universelle, c'est-à-dire à la civilisation française en tant que produit de la culture, force créatrice qui personnifie et reflète une manière de concevoir le monde et l'homme.

En 1863, lorsque les libéraux-radicaux prennent le pouvoir, leur régime commence avec la promulgation de la « Constitution de Rio Negro» qui, sous l'influence des idées libérales et démocratiques européennes, transforme la Nouvelle-Grenade en une République fédérale et lui donne le nom de Confédération ou Union des Etats-Unis de Colombie. La France reste à la tête des rapports avec ce territoire. Tant les élites libérales-radicales que les gouvernements français voient avantage à maintenir une relation diplomatique solide entre leurs pays, malgré des troubles incessants qui empoisonnent la vie de la Nouvelle-Grenade. La France renforce son réseau diplomatique qui favorise la continuité des relations entre les deux pays. De fait, sous l'autorité du consulat général de Bogotá,

se constitue un réseau dense, comportant de nombreuses agences consulaires sur la côte atlantique, à Cartagena, Santa Marta et Rio Hacha.

De plus, l'adoption du fédéralisme par les libéraux-radicaux comme système de gouvernement détourne le regard des élites colombiennes vers la France, car le fédéralisme, loin de pacifier la vie politique du pays, entraîne la chute des plusieurs gouvernements renversés par les armées. Malheureusement, la révolution d'indépendance et les débuts de la République ne suffisent pas à la construction définitive de l'état-nation. Les élites radicales ont besoin de reprendre l'exemple des acquis européens, pour parvenir à la construction définitive de leur propre modèle d'état-nation. Ces élites vectrices de l'europhisme, c'est-à-dire des idées politiques et nationales européennes du XIX^e siècle, veulent construire un modèle politique national, mais inspiré des modèles déjà existant en Europe.

Ces élites obsédées par la nécessité du progrès donnent un rôle très important à l'enseignement des sciences, de la technique, et à l'immigration européenne, devenues les leviers du progrès dans la création et modernisation de l'état-nation. Convaincus que l'éducation est la voie du progrès, les radicaux mettent tous leurs espoirs et toute leur énergie dans la modernisation du pays. Pourtant, dans un pays arriéré où l'enseignement a toujours été régi par les congrégations religieuses, on peut difficilement se passer du concours de celles-ci. La France est une fois de plus en mesure de répondre aux besoins des élites colombiennes ; son influence culturelle est une nécessité et c'est pourquoi les radicaux, bien qu'anticléricaux et nationalistes, lui restent attachés.

Lorsque la III^e République se consolide en France, la demande culturelle des élites colombiennes est en constante augmentation. Elles acceptent de mieux en mieux l'image de la France qui répand le concept de « latinité », partage culturel des racines historiques. Dans un contexte de forte dépendance à l'égard de la France, la Colombie en quête d'affirmation politique et culturelle construit son état-nation sous le signe de la culture latine, composante essentielle de la civilisation française. Ni l'intervention de la France au Mexique, ni son humiliation en 1870 ne parviennent à freiner son influence culturelle en Colombie.

Convaincue de l'universalité de la culture latine, la France de la III^e République est bien décidée à poursuivre sa mission civilisatrice.

Le coup de fouet de la défaite et le besoin de compenser celle-ci donnent à l'action culturelle française un dynamisme exceptionnel. En Colombie, les gouvernements radicaux acceptent malgré leur anticléricalisme la présence des Sœurs de la Présentation et des Frères des écoles chrétiennes pour les services qu'ils rendent dans les domaines hospitalier et scolaire. D'autre part, organisées par le Service des missions scientifiques à Paris, les premières missions françaises de naturalistes et d'explorateurs arrivent en Colombie.

Depuis la France, des hommes de science attirés par l'extraordinaire richesse des connaissances sur la nature et « l'homme américain, partent vers les plus hauts sommets et les fleuves de l'Amérique équatoriale et intertropicale. Le Mexique et le Pérou sont perçus comme objectif scientifique obligatoire pour les naturalistes attirés par l'étude de l'homme américain, tandis que les Etats-Unis de la Colombie apparaissent comme l'objectif scientifique obligatoire pour les naturalistes attirés par l'étude de la flore, grâce aux recherches du botaniste colombien José Triana et du français Jules-Emile Planchon qui réalise les premières publications sur les plantes tropicales.

Notons que si, dans certaines régions du monde, les missions scientifiques françaises s'organisent dans le but d'explorer de nouveaux territoires destinés à la colonisation, en Colombie les missions de Saffray, Crevaux, Edouard André et Geay obéissent à des fins clairement scientifiques. Pour ces voyageurs et naturalistes, le territoire colombien devient un espace ouvert à la recherche sur la flore plutôt qu'un espace économique ou financier ouvert à la colonisation française. Ils sont les représentants d'une science très en vogue et symbolisant dans une large mesure la supériorité culturelle de la France sur le reste du monde.

Les missions comme les récits de voyage des naturalistes représentent des échanges culturels qui, paraissant à première vue à sens unique, sont en réalité profitables aux deux pays. Pour ces voyageurs-naturalistes, les Etats-Unis de Colombie sont avant tout un terrain scientifique sur lequel ils peuvent faire

progresser leurs connaissances. Pourtant, il s'agit pour eux d'aller à la rencontre de l'exotisme, de la différence, de l'altérité. Leurs récits de voyages et articles de revues sont à l'origine de l'image d'une « Colombie arriérée », frustrante pour les élites colombiennes qui espèrent accéder à la construction d'une économie fondée sur les ressources inexploitées de leur territoire ; aussi les rapports entre voyageurs-naturalistes français et élites colombiennes sont-ils marqués par le paradoxe et l'incompréhension. Et malgré tout, la médiatisation des récits de voyage par le biais des revues de vulgarisation (*Revue des deux mondes*, *Tour du monde*), des expositions universelles et des musées, facilitent finalement la révélation de cette « Colombie arriérée ».

Au cours des presque vingt années que dure le régime radical, la présence des agents culturels français est un fait ordinaire qui témoignent des bonnes relations entre les deux pays. Les chargés d'affaires français se montrent plus ouverts et réceptifs à la demande de culture latine des élites colombiennes, même s'ils restent toujours très loyaux aux principes de fermeté et d'ouverture qui marquent les relations franco-colombiennes. En 1882, quand tombe le régime radical, les élites conservatrices qui lui succèdent se montrent plus favorables à l'action culturelle française dans les Etats-Unis de Colombie désormais appelés République de Colombie.

Ces élites conservatrices imprégnées de positivisme veulent créer un Etat-Nation, car les guerres civiles ont rendu vains tous les efforts vers le progrès et la modernité promis par les Radicaux après plus de vingt années au pouvoir. A la fin du XIX^e siècle, Rafael Nuñez devient la figure primordiale du changement politique que le pays requiert afin de trouver place dans le monde civilisé. Il existe un consensus en faveur de la régénération du pays, conformément à la pensée positiviste, doctrine du progrès et de la science qui parvient à dominer la pensée des élites colombiennes des dernières décennies du siècle, même si ce terme recouvre des idées diverses, parfois fort différentes de celles d'Auguste Comte.

La France saisit cette occasion pour consolider ses relations avec la Colombie reprise en mains, accorder des crédits et devancer ainsi ses rivaux anglais et américains dans la réalisation du canal de Panama. Le canal est d'une

importance capitale pour la France dont les échanges commerciaux reculent face à la concurrence américaine. Pour Nuñez, c'est le moyen de redorer l'image de son régime, d'obtenir de l'argent de la France et de figurer à côté de celle-ci au rang des puissances modernes recommandables, où les conflits militaires cessent et où commencent les travaux utiles.

En 1881 commence le chantier du canal. Le réseau diplomatique français se renforce et ce centralise à Panama. Les diplomates français sont des négociants avisés et bons connaisseurs de la Colombie. Ils représentent aussi la colonie française, la plus nombreuse et la plus active des colonies étrangères, composée, nous l'avons dit, de négociants, d'ingénieurs, d'enseignants, de propriétaires d'haciendas ou de mines. Ce sont des notables installée dans les grandes villes et leur poids économique est très important. Ils se regroupent volontiers au sein de la Société de secours mutuels à Bogotá, soucieuse de renforcer les liens entre la France et la Colombie. La colonie française jouit au total d'une grande considération dans le pays.

Après 1880, la France républicaine, plus industrielle et urbaine, prend conscience des possibilités que la culture offre aux puissances désireuses d'étendre leurs zones d'influence en Amérique Latine et particulièrement en Colombie. De fait, sans parvenir à dessiner une politique, le gouvernement français commence à mettre en place les éléments d'une action culturelle importante malgré la montée des idées nationalistes et des rivalités impérialistes en France. Continuant donc à rayonner en Colombie, la France républicaine, incarnation de l'héritage culturel des Lumières, y apparaît comme un modèle fédérateur pour des élites convaincues de ne pouvoir atteindre sans lui la civilisation, c'est-à-dire la modernité et le progrès.

Les signes d'une mimétique ou imitation du modèle français transparaissent dans tous les domaines de la vie colombienne, car la France est vue par les élites locales comme un modèle paradigmatique, c'est-à-dire un faisceau dont les images sont reprises pour construire l'état-nation. Néanmoins, l'imitation du modèle français devient un objet de conflit pour les élites colombiennes, car l'identification, l'adoption ou le rejet du modèle français varient selon l'intensité

des relations entre les deux pays, au gré des difficultés politiques, économiques et culturelles qui peuvent les opposer à un moment particulier de leur histoire.

Ainsi, en 1888, dans le dessein d'empêcher la fragmentation territoriale provoquée par le régime fédéraliste et de contenir la menace des radicaux anticléricaux, le gouvernement régénérateur d'Holguín, successeur de Nuñez, veut imposer le modèle importé, soutenu juridiquement par la Constitution de 1886 et fondé sur deux piliers institutionnels : la police et l'éducation catholique. Dans la construction de ce modèle, le gouvernement regarde avec intérêt la centralisation politique et l'ordre public établis depuis déjà longtemps en France. Conservateurs et nationalistes, les gouvernements de la Régénération veulent se démarquer du cosmopolitisme et de l'*afrancesamiento*, qui présentent des aspects bien peu compatibles avec le régime ultraconservateur de la Régénération, mais paradoxalement, ils veulent aussi s'inspirer des modèles français, le clérical et le positiviste, qui ouvrent définitivement la porte à l'influence culturelle française.

Cette influence prend un grand essor à l'époque de la Régénération qui demeure l'âge d'or de l'action culturelle française en Colombie. Pour imposer l'ordre, les gouvernements régénérateurs font de l'organisation de la police et de l'éducation catholique leurs priorités. En ce qui concerne la police, Holguín se charge d'en organiser le cadre institutionnel sur le modèle français, avec l'aide d'un commissaire de 1^{ère} classe à Lille, Jean-Marie-Marcellin Gilibert, chargé de constituer le premier corps de police en Colombie. Par ailleurs, très soucieux de civiliser la société colombienne pour imposer l'ordre, les gouvernements cherchent à imposer un système d'enseignement catholique grâce aux congrégations françaises qui deviennent la pierre angulaire de l'action culturelle en Colombie.

L'adhésion très majoritaire du peuple colombien aux valeurs chrétiennes est utilisée par les gouvernements régénérateurs comme élément essentiel de l'état-nation et l'Église s'empresse de jouer ce rôle. Avec la signature du Concordat, l'Église catholique reprend le contrôle de l'enseignement et assigne aux congrégations françaises la réorganisation du système éducatif national en crise. Exilées de France par la montée de l'anticléricisme, ces congrégations, dont l'exode ne cesse d'augmenter depuis 1904, trouvent donc en Colombie un champ

d'activité privilégié. Les gouvernements régénérateurs voient en elles un moyen essentiel pour parvenir à la rechristianisation du pays, principe fondamental de cohésion et d'unité nationale.

De plus les gouvernements attendent des congrégations un enseignement pratique basé sur la science et la technique, afin de mener le pays à la civilisation, à la modernité et au progrès. Dès la fin du XIX^e siècle, la structure, les conceptions pédagogiques et méthodologiques du système éducatif colombien s'inspirent des modèles éducatifs français. A partir de 1890, avec l'aide du gouvernement colombien, les Frères des écoles chrétiennes, les Maristes et les Frères de S^t-François-de-Sales fondent des établissements pour les classes aisées et populaires de Colombie : écoles primaires, collèges, premières Écoles des Arts-et-métiers et premiers Instituts technologiques du pays.

Ils reprennent aussi les Ecoles normales et fondent l'un des musée d'Histoire naturelle du pays et des sociétés scientifiques. Des religieuses françaises développent et popularisent l'instruction des jeunes filles, autant des classes riches que populaires. Ces dernières étaient jusqu'alors écartées du système éducatif colombien. Il est vrai que le modèle d'instruction féminin sans distinction de classe est fondé sur les valeurs catholiques et l'apprentissage des activités manuelles traditionnelles. En Colombie, le développement de l'instruction est vraiment remarquable grâce aux congrégations françaises qui deviennent la principale force intellectuelle du pays.

Ce développement de l'instruction bénéficie également du concours d'autres acteurs culturels privés et publiques français, dont la contribution imprègne toute la vie culturelle, scientifique et artistique de la Colombie. Parmi ces acteurs dont la plupart font partie de la colonie française à Bogotá, il faut remarquer le rôle des ingénieurs, des scientifiques, des artistes, des médecins. Claude Vericel, médecin vétérinaire, disciple de Louis Pasteur, introduit la bactériologie et après lui, la médecine colombienne ne cessera de bénéficier de la contribution scientifique française pour stopper les fléaux de la lèpre et les épidémies assez fréquentes vu l'état continuel de guerre dont souffre le pays. A son côté, ses disciples animent la création de la faculté vétérinaire à l'Université

nationale de Colombie et celle du Laboratoire national d'Hygiène de Bogotá, copie de l'Institut Pasteur de Paris.

La France est alors la première partenaire culturelle du nouvel état-nation de Colombie et son influence se manifeste en peinture, musique, sculpture, et plus tard dans la photographie, la science, les beaux-arts et enfin dans la littérature. Citons le peintre Santa María, les musiciens Uribe Holguín, les photographes Restrepo et Gonzalo Gaviria, tous formés à Paris. Partout en Colombie, grâce aux étudiants formés à Paris, rayonne la culture française. En littérature, les pionniers du premier essor de la poésie et du roman colombien, Jorge Issac, José Eustacio Rivera, Manuel Marroquin, Vargas Vila, et les poètes Jose Asuncion Silva, Guillermo Leon Valencia, sous l'influence de la littérature française, jettent un regard irrévérencieux et critique sur la société colombienne, ce qui perturbe énormément l'Église et les élites colombiennes. Il ne faut donc pas s'étonner si les gouvernements ultraconservateurs et catholiques s'efforcent d'occulter et d'enfouir dans l'oubli les ouvrages peu conformes aux préceptes d'une société catholique, postulant la vertu des classes dirigeantes.

L'influence culturelle française, particulièrement en littérature, est ignorée en Colombie, autant que les principaux apports de la photographie française. Les élites colombiennes n'ont pas intérêt à divulguer les inventions photographiques, car la démocratisation de la photo fait éclater l'imagerie nationale auparavant réduite à l'histoire officielle. Dès le début, la photographie, la littérature et les beaux-arts renouvelés grâce à l'esprit moderne importé de Paris, ont secoué la Colombie, endormie dans un passé ténébreux, condamnée à l'iconographie religieuse, au spectre des guerres civiles représentées dans les portraits des pères illustres de la patrie, et aux rythmes désuets des guavinas, pasillos et bambucos. Dans nombre de disciplines, architecture, journalisme, etc., un grand travail de recherche reste à faire pour révéler l'action et le rayonnement dont les traces ont été occultées ou niées ultérieurement par des élites nationalistes pour défendre leurs propres intérêts.

Lorsque la Régénération touche à sa fin, la France occupe encore la première place dans les relations culturelles de la Colombie. Il semble que la crise

du régime conservateur ultra-clérical ne remette pas en question l'influence culturelle française. En 1899, la guerre civile des Mille Jours, l'interventionnisme américain après la sécession de Panama et la rivalité de l'Allemagne ne parviennent pas à enfouir définitivement l'influence culturelle française. On le sait, le projet de construction du canal donnait aux rapports franco-colombiens un élan inusité. Son échec va entraîner l'impuissance de la France, à laquelle s'ajoute le désintérêt pragmatique de l'Angleterre pour les affaires colombiennes. Les Etats-Unis ont les mains libres pour appliquer dans toute l'Amérique latine la doctrine de Monroe et évincer les Européens, surtout les Français et les Allemands, malgré la résistance de l'Allemagne, seul pays qui cherche à s'implanter commercialement en Colombie, aux dépens des Français et des Anglais, et dispute le terrain aux Américains.

Au début du XX^e siècle, la France déjà discréditée par l'échec du canal, vivement concurrencée par les Allemands, évincée de Panama par les Américains, compromet ses relations avec la Colombie en s'obstinant à réclamer l'indemnisation de ses ressortissants victimes de la guerre des Mille Jours. Nombre de ceux-ci, ayant tout perdu, rentrent en France ; ceux qui restent, déçus, sont moins ardents pour entretenir les relations naguère si chaleureuses entre la France et la Colombie.

Après 1903, le ralentissement des relations sur le plan économique est évident et la Colombie demeure un champ de rivalité où se heurtent les hégémonies étrangères. Avec la guerre des Mille Jours et la sécession de Panama, le pays est ruiné et son territoire morcelée. Dès lors, les gouvernements de Rafael Reyes et de Carlos Restrepo emploient tous leurs efforts à le reconstruire, ce qui passe par le rétablissement des relations avec les États-Unis et Panama. Tant que la question du traité de 1903 qui règle l'affaire de Panama n'est pas vidée, la France semble écartée des relations internationales de la Colombie et il faut attendre la veille de la Première Guerre mondiale pour que ces relations reprennent, mais la guerre aggrave encore le refroidissement entre les deux pays.

Après la guerre, la France recule en Colombie sur le plan commercial et son réseau diplomatique s'effiloche. La grande guerre est certainement une épreuve

difficile pour les relations entre les deux pays, surtout sur le plan culturel où l'hégémonie française est menacée par la concurrence des impérialismes européens. Les Etats-Unis sont tentés de la supplanter non seulement dans son rôle économique mais aussi culturel : la mission de James Du Bois, le règlement de l'affaire de Panama, la présence de la Colombie à la cérémonie d'inauguration du canal de Panama, alors que la guerre européenne éclate en 1914, le confirment.

La pénétration économique allemande, le rapprochement avec l'Espagne autant que la vague d'immigration allemande et celle des États du Levant sous mandat français, l'affaiblissement de la colonie française, déclassée et assimilée, et les mesures fâcheuses (les listes noires commerciales) prises pour combattre le commerce allemand ont plus que détérioré les rapports commerciaux entre les deux pays et mis en péril l'hégémonie culturelle française en Colombie. Depuis la veille de la guerre, la France subit la concurrence culturelle de l'Espagne, de l'Allemagne et des États-Unis : conscients de l'importance que le système éducatif a pour les élites colombiennes, ces pays font de l'éducation un champ privilégié de concurrence contre la France.

Avec l'aide financière du gouvernement colombien, des religieux espagnols, alliés de la propagande allemande et des élites ultra-cléricales, remplacent les congrégations françaises pour les œuvres religieuses et la scolarisation des enfants, malgré les libéraux qui cherchent à leur substituer des religieux colombiens. Par ailleurs les missions allemandes prennent en charge l'éducation supérieure, la formation des instructeurs et la réforme du système d'enseignement. De plus, les Etats-Unis deviennent la destination privilégiée des étudiants colombiens. Derniers arrivés dans la compétition des puissances en l'Amérique latine, les Etats-Unis ont le champ libre pour y réduire les idées américanistes de ceux qui résistent à l'application de la doctrine de Monroe.

La France a compromis sa prépondérance culturelle dans tout le territoire latino-américain et par conséquent en Colombie à l'occasion de la guerre de 1914. Elle ne s'avoue pourtant pas vaincue et, consciente de sa défaite sur le plan économique, tente de réagir dans le domaine culturel. Dès le début de la guerre et surtout après les hostilités, elle mène une politique culturelle offensive visant à

garantir sa prépondérance affaiblie par la concurrence des puissances rivales. Cette politique repose sur la reconnaissance de la dimension culturelle comme un instrument diplomatique à part entière et à ce titre confié au ministère des Affaires étrangères.

Dès lors ce dernier prend le contrôle de l'action culturelle française et, en échange d'une participation financière, revendique un droit de surveillance sur toutes les actions entreprises par les acteurs et les institutions culturelles françaises dans le monde. Perçue comme un enjeu stratégique, la culture devient ainsi un élément constitutif des activités diplomatiques, fondé sur la mise en valeur du patrimoine.

En Colombie, la France mène une politique visant à sauvegarder sa grandeur culturelle plutôt que des intérêts économiques d'envergure. Elle développe une contre-offensive fondée sur la diffusion de la langue comme outil de pénétration culturelle, avec la collaboration des congrégations françaises, déjà très affaiblies, et des élites francophiles. Celles-ci sont considérées par le gouvernement français comme des agents culturels de propagande et leurs activités bénéficient d'une faveur inusitée dans les cérémonies organisées par la chancellerie de Bogotá. Par ailleurs, la France crée des Alliances françaises, institutions laïques vouées à la diffusion de sa langue et de sa culture.

La France conteste la propagande américaine en utilisant la radio et elle s'efforce de diffuser le livre français dans les bibliothèques. Enfin, elle crée le Lycée français visant à instruire en français les élites libérales et anticléricales. La chancellerie suscite les premiers accords d'échanges universitaires et favorise toutes les manifestations artistiques françaises, expositions d'art moderne, tournées théâtrales et musicales, promotion du cinéma. Le rôle d'A. Blache, chancelier à Bogotá, modifie la tradition des diplomates français, auparavant plus hommes d'affaires qu'agents culturels.

A partir de 1920, ces moyens de propagande sont certainement à l'origine du renforcement des relations entre les deux pays. Porteuse de formes nouvelles d'action culturelle, la France des années vingt et trente résiste à la concurrence de ses rivaux, même si elle est dépassée dans certains domaines, et cette contre-

offensive laisse de profonds sillons dans le champ de l'histoire culturelle colombienne. La menace d'une Deuxième Guerre mondiale n'est qu'une phase de plus dans cette histoire de l'influence française en Colombie. Elle invite certainement à une réflexion sur l'affirmation de la toute puissance Nord-américaine, au moment où la France se replie sur elle-même et perd son hégémonie culturelle en Colombie. En attendant, nous espérons contribuer à approfondir et défricher un domaine encore mal connu de l'histoire de la Colombie et de la France, celui de l'influence culturelle et des relations entre les deux pays, en suscitant de nouveaux questionnements.

VOLUME 2

Table des tableaux, des graphiques et des cartes

1. Tableaux

1. Total des Français domiciliés à Bogota en 1872	94
2. Total des Français domiciliés en Antioquia en 1872	94
3. Total des Français domiciliés à Santa Marta en 1872	95
4. Total des Français domiciliés à Barranquilla	95
5. Total des Français domiciliés à Rio Hacha	96
6. Total des Français domiciliés à Cartagena	96
7. État numérique des Français domiciliés dans les États-Unis de Colombie en 1872	97
8. État du commerce de la France avec les États-Unis de Colombie en 1868-1869	118
9. État du commerce de la France avec les États-Unis de Colombie en 1868-1869	119
10. Échanges commerciaux des États-Unis de Colombie en 1869	121
11. Valeur totale en francs des importations et des exportations réunies de la Colombie de 1870 à 1880	248
12. Valeur des importations et des exportations de la Colombie avec les Etats-Unis et l'Europe en 1883	252
13. État numérique des étrangers résidant à Bogota pendant l'époque du régime centraliste conservateur (1884)	273
14. Établissements scolaires et nombre des élèves de la congrégation des Frères des Ecoles chrétiennes en Colombie en 1900	328
15. Établissements scolaires et nombre des élèves de la congrégation des Frères Maristes en Colombie en 1900	329
16. Mouvement comparatif des importations en Colombie par pays de provenance (1913-1918) (en pesos)	449
17. Mouvement comparatif des exportations en Colombie par pays de destination (1913-1918) (en pesos)	449
18. État numérique des étrangers résidant en Colombie en 1937	453

2. Graphiques

1. État numérique des Français domiciliés dans les Etats-Unis de Colombie en 1872	97
2. Importations de France avec les Etats-Unis de Colombie 1868- 1869 (%)	118
3. Exportations de France avec les Etats-Unis de Colombie 1868- 1869 (%)	119
4. Importations des États-Unis de la Colombie en 1869 (%)	122
5. Exportations des États-Unis de la Colombie en 1869 (%)	122
6. Valeur totale en franc des importations et des exportations réunis de la Colombie de 1870 à 1880	249
7. Valeur des importations de la Colombie avec les Etats-Unis et l'Europe en 1883	253
8. Valeur des exportations de la Colombie avec les Etats-Unis et l'Europe en 1883	253
9. État numérique des étrangers résidant à Bogota à l'époque du régime centraliste conservateur : 1884	273
10. Etat numérique des étrangers résidant en Colombie en 1937	454

3. Cartes

1. La Colombie politique	18
2. Implantation des principales congrégations religieuses dans l'enseignement secondaire colombien avant 1930	327

Tableau des sources

1. Abréviations utilisées pour les citations de sources d'archives :

CAD-N : Centre des archives diplomatiques de Nantes

AMAE- Paris : Archives du ministère des Affaires étrangères, Paris

A N Paris-Caran : Archives nationales de France, Paris (CARAN)

SOFE : Service des œuvres françaises à l'étranger

2. Archives publiques

Ministère français des Affaires étrangères, Paris

- Affaires diverses commerciales, enseignement du français en Amérique Latine, carton 220 (1900).

- Nouvelle Série, Colombie, volume 14 (1897-1914).
- Nouvelle Série, Correspondance politique, volume 15 (1896-1918).
- Nouvelle Série, Colombie, volume I, Questions panaméennes (1894-1900).
- Nouvelle Série, Colombie, volumes II à V, Politique intérieure (guerre civile et questions panaméennes), 1897-1903.

Centre des Archives Diplomatiques de Nantes

Bogota, Correspondance, série B

- B 2 (1875-1879, 1890-1897).
- B 3 (1881-1894).
- B 5 (1907-1910).
- B 6 (1910-1913).
- B 7 (1913)
- B 8 (1914-1915).
- B 9 (1917-1918).
- B 10 (1919).
- B 11 (1921).
- B 12 (1921).
- B 13 (1922-1923).
- B 14 (1924-1925).
- B 15 (1926-1927).
- B 18 (1898).

Bogota, Ambassade, séries A-B

- A 12 (1866-1871).
- A 17 (1869-1874).
- A 18 (1873).
- B 17 (1838-1844).

Bogota, Contentieux, série B

- B 239 (1854-1856, 1880).
- B 242 (1868-1896).

- B 243 (1878-1890).

Bogota, Service des œuvres françaises l'étranger, série A.

- A 17 (1881).

- A 33 (1938).

- A 45 (1926).

- A 46 (1930).

- A 74 (1921).

- A 130 (1930-1932).

- A 133 (1913).

- A 447 (1933-1938).

- A 448 (1922-1935).

- A 449 (1938-1940).

- A 462 (1936).

Archives nationales de France, Paris (CARAN)

- Ministère de l'Instruction publique, F¹⁷ 2933² (année 1876)

- Ministère de l'Instruction publique, F¹⁷ 12970 (années 1895-1896).

4. Sources imprimées

ACEVADO LATORRE, Eduardo. *Geografía pintoresca de Colombia, la Nueva Granada vista por dos viajeros franceses del siglo XIX*, Bogota, Litografía Arco, 1968.

CREVAUX (Jules). *En Radeau sur l'Orénoque. Des Andes aux bouches du Grand Fleuve (1881-1882)*, Paris, Editions Payot & Rivages, 1994.

HENRI (Roger). *Voyage en Colombie. De Paris à Bogota*. Paris, Extrait de « La Presse Médicale ». Paris, 1931.

LA CONDAMINE (Charles-Marie de). *Charles-Marie de la Condamine, Voyage sur l'Amazone*, Paris, Editions La Découverte, 2004.

MOLLIEN (Gaspard Théodore). *El Viaje de Gaspard-Théodore Mollien par la República de Colombia en 1823*. Bogota, 2004.

RECLUS (Elisee) *Voyage à la Sierra Nevada de Sainte Marthe*, Paris, Zulma, 1991.

SAFFRAY (Charles). *Voyage à la Nouvelle Grenade : Un voyageur français découvre le monde indien 1869-1870*, Ed. Phébus, Paris, 1990.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux et instruments de la recherche

BERGQUIST (Charles). *Café y conflicto en Colombia 1886-1910*. Medellín, FAES, 1981.

BEJARANO (Jesus Antonio). *El régimen agrario: de la economía exportadora a la economía industrial*. Bogotá, La Carreta, 1919.

BRUNHES (Alain). *Fernand Braudel, synthèse et liberté*. Paris, Editions Josette Lyon, 2001.

CHEVALIER (François). *L'Amérique latine, de l'Indépendance à nos jours*. Paris, PUF, 2^e édition, 1993.

COLMENARES (German). *Las convenciones contra la cultura*. Bogota, Tercer Mundo, 1989.

COLMENARES (German). *Historia económica y social de Colombia, 1537-1719*. Medellín, La Carreta, 1975.

DABENE (Oliver). *L'Amérique latine au XX^e siècle*. Paris, 2^e édition, Armand Colin/Masson, 1997.

DOSSE (François). *L'histoire en miettes*. Paris, la Découverte, 1987.

FEBVRE (Lucien). *Combats pour l'Histoire*. Paris, Armand Colin, rééd. 1992.

GONZALES (Fernan). *Partidos políticos y poder eclesiástico: Reseña histórica, 1810-1930*. Bogotá, CINEP, 1977.

GUILLEN (Pierre). *La politique étrangère de la France. L'expansion, 1881-1898*. Paris, 1984.

JARAMILLO URIBE (Jaime). *El pensamiento colombiano en el siglo XIX*. Bogotá, Temis, 1964.

JARAMILLO URIBE (Jaime). *Ensayos de historia social*. Bogota, Tercer Mundo, 2Vols, 1989.

JARAMILLO URIBE (Jaime). "Etapas y sentidos de la historia en Colombia". En : *Colombia Hoy*. Bogotá, Siglo XXI, 14^a Edicion, 1991.

JARAMILLO URIBE (Jaime). "El proceso de la educación. Del Virreinato à l'époque contemporanea". En: *Manual dela Historia de Colombia*, Bogotá, Instituto Colombiano de Cultura, 1984.

URIBE (Jaime). *Manual de Historia de Colombia*. Bogotá, Colcultura, 1979.

KALMANOVITZ (Salomon). *Economía y Nación: una breve historia de Colombia*. Bogotá, Siglo XXI, 1985.

LE GOFF (Jacques). *Une vie pour l'histoire*. Paris, La Découverte, 1996.

LE GOFF (Jacques) et Pierre NORA. *Faire de l'histoire*. Paris, Gallimard, 1974.

LEJEUNE (Dominique). *La France de la Belle Epoque (1870-1896)*. Paris, 4^e éd., Armand Colin, 2007.

LEJEUNE (Dominique) *La France de la Belle Epoque (1896-1914)*. Paris, 5^e éd., Armand Colin, 2007.

LIEVVANO AGUIRRE (Indalecio). *Los grandes conflictos económicos de nuestra historia*. Bogotá. Tercer Mundo, 1961.

LOPEZ TORO (Alvaro). *Migracion y cambio social en Antioquia en el siglo XIX*. Bogotá, CEDE, 1970.

MELO (Jorge Orlando). *Colombia hoy*. Bogotá, Siglo XXI, 1991.

MELO (Jorge Orlando). *La Mirada de los Franceses : Colombia en los libros de Viaje durante el siglo XIX*. Bogotá, 2005.

MAYEUR (Jean Marie). *Les débuts de la III^e République (1871-1898)*. Paris, 1973.

MEYER (Jean). *Yo, el Francés. La intervencion en primera persona*. México, Tiempo de Memoria Tusquets Editores, 2000.

MOLINA (Gerardo). *Las ideas liberales en Colombia*. Bogotá, Tercer Mundo, 1978.

OCAMPO (José Antonio). *Historia económica de Colombia*. Bogotá, Siglo XXI 3^a Edicion, 1991.

OSPINA VASQUEZ (Luis). *Industria y proteccion de la industria colombiana (1810-1930)*. Medellín, E.S.F, 1955.

SILVA (Renan). *Saber, cultura y sociedad en el Nuevo Reino de Granada siglos XVII y XVIII*. Bogotá CIUP Universidad Pedagogica Nacional, 1984.

PALACIOS (Marco). *El café en la economia colombiana*. Bogotá, El Ancora Editores, 1983.

TIRADO MEJIA (Alvaro). *Nueva historia de Colombia*. Bogotá, Planeta, 1989.

TIRADO MEJIA (Alvaro). *La Colombie en la Reparticion Imperialiste, 1870-1914*. Medellín, ed. Hombre Nuevo, 1976.

URIBE CELLS (Carlos). *Los años veinte en Colombia : Ideología y cultura*. Bogotá, El Ancora, 1985.

Relations culturelles et influence française

BERTRAND (Michel) et VIDAL (Laurent) dir. *A la redécouverte des Amériques. Les voyageurs européens au siècle des indépendances*. Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2002.

CRUBELLIER (Maurice). *Histoire culturelle de la France (XIX^e-XX^e siècles)*. Paris, 1974.

DENIS (Rolland). *La crise du modèle français. Marianne et l'Amérique Latine: Culture, politique et identité*. Rennes, Presses universitaire de Rennes, 2000.

DENIS (Rolland) éd. *Histoire culturelle des relations internationales, Carrefour méthodologique*. Paris, l'Harmattan, 2004.

DOMINIQUE (Kalifa). *La Culture de masse en France*. Paris, Editions la Découverte, 2001.

DUROSELLE (Jean-Baptiste). *Histoire moderne et contemporaine : la politique extérieure de la France de 1914 à 1945*. Paris, 1984.

DUROSELLE (Jean-Baptiste). *Introduction à l'histoire des Relations internationales*. Paris, Armand Colin, 1970.

GIRAULT (René). *Diplomatie européenne et impérialismes : histoire des relations internationales contemporaines (1871-1914)*. Paris, 1979.

GIRAULT (René). « L'histoire des relations internationales peut-être une histoire totale ? », dans *Enjeux et Puissances, Pour une histoire des relations internationales au XX^e siècle*. Publications de la Sorbonne, 1986.

LEMPERIERE (Annick), LOMNÉ (Georges), MARTINEZ (Frédéric) et ROLLAND (Denis). *L'Amérique latine et les modèles européens*. Paris, L'Harmattan, 1998.

MARTINIERE (Guy). « Aux origines de la coopération universitaire entre la France et l'Amérique Latine : Georges Dumas et le Brésil (1900-1920) », dans *Relations internationales*, n° 25, printemps 1981.

MILZA (Pierre). « Culture et relations internationales », dans *Relations internationales*, n° 24, hiver 1980.

MILZA (Pierre). *Les Relations internationales de 1871 à 1914*. Paris, 1990.

MONNET (Sylvie). *La Politique extérieure de la France depuis 1870*. Paris, 2000.

RENOUVIN (Pierre). *Histoire des Relations internationales*, t. III, de 1871 à 1945, Paris, Hachette, 1994.

SALON (Albert). *L'Action culturelle de la France dans le Monde, analyse critique*, thèse, Paris I, 1981.

Relations franco-latino-américaines et culture française en Amérique Latine

ANDERSON IMBERT (Enrique). *Historia de la literatura hispanoamericana. La Colonia Cien Años*. Mexico, 4^e edición, Brevarios Del Fondo De Cultura Economica, 1962.

DAVID (Aurélie). *Le Chili à la montée de périls en Europe, de 1933 à 1940*, maîtrise d'Histoire, Nantes, 1996.

HUERTA (Nicolas). *Le Brésil face à la montée des périls en Europe 1930 à 1942*, maîtrise d'Histoire, Nantes, 1997.

LEMOGODEUC (Jean-Marie) et al. *L'Amérique Hispanique au XX^e siècle: Identités, cultures et sociétés*, Paris, Presses universitaires de France, 1997.

JULIEN Perron, *La Colonie française de Buenos Aires (fin XIX^e siècle-milieu XX^e siècle)*, maîtrise d'Histoire, Nantes, 2007.

LEMAITRE, Gwenaëlla. *Les Relations franco-péruviennes à travers la correspondance politique et commerciale des agents français à Lima (1850-1880)*, maîtrise d'Histoire, Nantes, 1999.

Relations culturelles et influence culturelle française en Colombie

ACOSTA (Soledad). *Los Piratas en Cartagena*. Bogotá, 2^e éd., Banco de la República, 1964.

AGUDELO (Lucy). *Histoire des Jésuites en Colombie*, maîtrise d'histoire, Nantes, 2001.

ALINE (Helg). *Civiliser le peuple et former les élites : l'éducation en Colombie (1918-1957)*. Paris, L'Harmattan, 1984.

BARRES (Maurice). *Faut-il Autoriser les Congrégations ?*. Paris, 8^e éd., 1922.

BELLECC (Christine). *Les Premières Relations diplomatiques et économiques entre la France et les principaux ports de L'Atlantique en Colombie de 1830 à 1889*, thèse, Paris X-Nanterre, 1982.

CARYDIS (Christian). *La Politique américaine au Panama vue par les diplomates français (1898-1941)*, maîtrise d'Histoire, Nantes, 1996.

CHAREILLE (Samantha). *Doscientos Años de Enseñanza del Frances en Colombia*, thèse, Paris III, 2002.

CHEVROLLIER (François). *Histoire des Eudistes en Colombie, première partie : 1883-1894*. Paris, 1968.

ELLIE (Anne Duque). « Guillermo Uribe Holguin Creador del Conservatorio y de la Sinfonía Nacional », dans *Revista Credencial Historia*, n° 120, diciembre 1999.

ESPAÑA (Gonzalo). *Jean-Baptiste Boussingault : El Padre de la Agricultura Moderna*. Bogotá, Colciencias, Panamericana Editorial, 1998.

CLAVAL (Paul). *Géographies et géographes*. Paris, l'Harmattan, 2006.

GONZALES (Fernan). *Partidos políticos y poder eclesiástico: Reseña histórica (1810-1930)*. Bogotá, CINEP, 1977.

GUERRERO (Gerardo) dir. *Educación y Política en el Régimen del Liberalismo Radical. Sur del Estado Soberano del Cauca (1863-1880)*. Colombia, Ceilat-Udenar, 1999.

JIMENEZ ARANGO (Raul). « Literatura de folletín del siglo XIX », dans *Revista Credencial Historia*, n° 17, mayo 1991.

LE GUEN (Olivier). *La Colombie de la première moitié du XIX^e siècle vue par des voyageurs français*, maîtrise d'Histoire, Nantes, 1999.

LONDOÑO VELEZ (Santiago). « Pioneros de la fotografía en Antioquia », dans *Revista Credencial Historia*, marzo 1996.

MATTHIEU (Gilles) *Une Ambition Sud-américaine. Politique culturelle de la France, 1914-1940*. Paris, L'Harmattan, 1991.

MARTINEZ (Frédéric). « Apogeo y Decadencia del Ideal de la Inmigración Europea en Colombia, siglo XIX ». En : *Boletín Cultural y Bibliográfico*, número 44, volumen xxx-ix Bogotá, 1997.

MARTINEZ (Frédéric). « Los Origenes del nacionalismo colombiano/europeísmo e ideología nacional en Samper, Nunez y Holguin (1861-1894) » En : *Boletín Cultural y Bibliográfico*, número 39, volumen xxxii, Bogotá, 1996.

MIRANDA CANAL (Nestor). « La Medicina en Colombia, de l'influencia Francesa a la Norte americana », dans *Revista Credencial Historia*, n° 29, mayo de 1992.

MORALES BENITEZ (Otto). *San Clemente, Marroquin, El liberalismo en Panama*. Bogotá, San Antonio Editores, 1998.

ORTIZ (Sergio Elias). *Franceses en la Independencia de la Gran Colombia*. Bogotá, Segunda Edición, Editorial A B C, 1971.

RIVIALE (Pascal). *Un siècle d'archéologie française au Pérou (1821-1914)*. Paris, L'Harmattan, 1996.

RODRIGUEZ (Diana). *Histoire de l'enseignement du Fle (Français Langue étrangère) en Colombie dans l'enseignement secondaire. De l'indépendance à nos jours*. Paris, Paris III, 1993-1994.

ROMAN (Celso). *Claude Vericel el amigo de los animales*. Bogotá, Impresion Panamericana, Colciencias, enero 1997.

SUAREZ PINZON (Ivonne). *La Colombie au XIX^e Siècle. Guide des sources sur la Colombie et le Panama dans les Archives françaises et à la Bibliothèque nationale de France*, Paris, éditions électronique de l'IHEAL, 2000.

.

THOMAS (Nicolas). *La Colombie vue par les diplomates français (1839-1851)*, maîtrise d'histoire, Nantes, 1997.

Documents non écrits

www.lablaa.org/blaavirtual/

TABLE DES MATIERES

Introduction	6
--------------	---

1^{ère} partie

Les traits historiques de l'influence culturelle française en Colombie

Chapitre 1. La Colombie : une histoire convulsive	19
Chapitre 2. La pénétration culturelle espagnole en Nouvelle Grenade	23
Chapitre 3. Le rayonnement français en Nouvelle Grenade	26
Chapitre 4. Les emprunts culturels de la Nouvelle Grenade à la France (XIX ^e siècle)	32
Chapitre 5. Les Français dans la guerre d'indépendance	35
Chapitre 6. L'interférence anglaise dans les relations franco-colombiennes (1810-1870)	45
Chapitre 7. Désaccords et traités franco-colombiens	49
Chapitre 8. Le renforcement des relations franco-colombiennes (1810-1870)	56
Chapitre 9. Les pionniers de l'influence culturelle française en Nouvelle Grenade (1810-1870)	60
Chapitre 10. Les voyageurs et diplomates français (1810-1870)	69
Chapitre 11. Le rôle des voyageurs français	81
Chapitre 12. Les résidents français (1810-1870)	85
Chapitre 13. Etat numérique des Français (1870)	94
Chapitre 14. La langue et l'influence française (1810-1870)	100

2^e partie

XIX^e siècle: Le développement de l'influence culturelle française en Colombie (1870-1886)

Chapitre 1. La Colombie en 1870	106
Chapitre 2. La création du réseau diplomatique français et la consolidation des rapports avec la Colombie en 1870	109
Chapitre 3. Les rapports commerciaux entre la Colombie et la France (1870-1886)	116
Chapitre 4. L'essor des relations entre la France et la Colombie (1870-1886)	123
Chapitre 5. La crise financière et politique en Colombie (1870-1886)	129
Chapitre 6. Le regard des élites colombiennes sur la France (1870-1886)	135
Chapitre 7. La construction de l'État-nation en Colombie (1870 –1886)	138
Chapitre 8. L'action culturelle française en Colombie (1870-1886)	143
Chapitre 9. Les acteurs de l'action culturelle française en Colombie (1870-1886)	150
Chapitre 10. Les congrégations françaises en Colombie	153
Chapitre 11. Les premiers missionnaires français en Colombie	157
Chapitre 12. Le Service des missions scientifiques en France	167
Chapitre 13. Les missions scientifiques françaises en Amérique Latine	171
Chapitre 14. Les missions scientifiques françaises en Colombie	175

Chapitre 15. L'exploration scientifique de Charles Saffray	180
Chapitre 16. La mission scientifique du botaniste André Edouard	190
Chapitre 17. La mission scientifique de Jules Crevaux	199
Chapitre 18. La mission scientifique de François Geay	204
Chapitre 19. Le rôle des missions scientifiques françaises en Colombie	208

3^e partie

L'essor de l'influence culturelle française dans la République de Colombie (1886-1914)

Chapitre 1. L'échec du régime radical (1870-1886)	215
Chapitre 2. Le rôle des conspirateurs français (1870-1886)	218
Chapitre 3. L'action des rebelles français (1870-1886)	223
Chapitre 4. Les principes des relations internationales entre la France et la Colombie pendant le régime radical-fédéral	231
Chapitre 5. La consolidation du régime centraliste conservateur (1886-1914)	236
Chapitre 6. Les relations économiques franco-colombiennes (1886-1914)	247
Chapitre 7. Le percement du canal de Panama	256
Chapitre 8. Le canal de Panama, nouvelle priorité de la France	260
Chapitre 9. L'affermissement du réseau diplomatique français (1886-1914)	264
Chapitre 10. La colonie française (1886-1914)	272
Chapitre 11. Le contexte international des débuts de la politique culturelle française en Colombie (1886-1914)	277
Chapitre 12. La France prête à accomplir une mission culturelle	282
Chapitre 13. Préludes de l'action culturelle française en Colombie (1886-1914)	287
Chapitre 14. Emprunts, adaptations et rejets de la République française dans la construction de l'État-nation en Colombie (1886-1914)	292
Chapitre 15. Le modèle politique français et les idéologues de l'Etat-Nation en Colombie (1886 à 1914)	296
Chapitre 16. Le modèle politique de l'ordre public importé (1886-1914)	304

4^e partie

L'âge d'or de l'action culturelle française : emprunts et adaptations en Colombie (1886-1914)

Chapitre 1. Le rôle éducatif des congrégations étrangères en Colombie, de l'Indépendance à la Régénération	309
Chapitre 2. La mission des congrégations françaises en Colombie : La rechristianisation et l'enseignement (1886-1914)	314
Chapitre 3. Les emprunts du modèle éducatif colombien à la France	324
Chapitre 4. Les apports éducatifs des congrégations féminines françaises	344
Chapitre 5. Le modèle de l'école vétérinaire en Colombie et le maître français Claude Vericel	350
Chapitre 6. La médecine colombienne, autre emprunt au modèle français	359

Chapitre 7. Les expressions artistiques et littéraires en Colombie et la culture française (1880-1914)	367
Chapitre 8. Le renouveau littéraire en Colombie sous l'influence française	380
Chapitre 9. La suprématie de la langue française en Colombie (1880-1914)	388

5^e partie

L'offensive culturelle française en Colombie à la suite des guerres des mille jours et de la Première Guerre mondiale

Chapitre 1. Le régime conservateur en crise (1894)	397
Chapitre 2. Mille jours de guerre en Colombie (1899-1903)	412
Chapitre 3. L'État moderne en Colombie 1900-1930	426
Chapitre 4. Les relations entre la France et la Colombie (1914-1930)	438
Chapitre 5. Les rapports commerciaux entre la France la Colombie et le réseau diplomatique français (1914-1930)	446
Chapitre 6. La colonie française en Colombie (1914-1930)	453
Chapitre 7. La prépondérance française compromise (1914-1930)	458
Chapitre 8. Le besoin d'une politique culturelle pour la France (1914-1930)	467
Chapitre 9. Politique culturelle française en Colombie (1914-1930)	472
Chapitre 10. La concurrence culturelle en Colombie (1914-1930)	481
Chapitre 11. La contre-offensive culturelle française en Colombie (1914-1930)	493
Chapitre 12. La contre-offensive culturelle française en Colombie pendant l'après-guerre	500
Conclusion	515

VOLUME 2

Table des tableaux, des graphiques et des cartes	533
Tableau des sources	535
Bibliographie	538
Table des matières	546
Table des annexes	549
Annexes	550

Table des Annexes

1. L'environnement naturel de la Colombie	551
2. Rapport sur les relations franco-colombiennes (1838)	555
3. Traité d'amitié, de commerce entre la France et la Nouvelle Grenade (1844)	556
4. Révolution du 17 avril et spoliation des biens des Français en Colombie (1854)	557
5. Mission scientifique d'Edouard André (1876)	558

6. A. Lemale aîné: Des rebelles français durant l'échec du régime radical (1877)	559
7. Réclamation des Frères des écoles chrétiennes (1878)	560
8. Meunier Devoitine: Des rebelles français durant l'échec du régime radical (1887)	561
9. Le régime conservateur en crise (1894)	562
10. L'interventionnisme américain en Panama (1895)	563
11. Mission scientifique de François Geay (1896)	564
12. L'éclat de la guerre de Mille Jours (1899)	565
13. Rapport sur l'enseignement du français en Colombie (1900)	566
14. L'alliance entre les rebelles libéraux et le gouvernement américain (1901)	567
15. Le coup d'État contre le gouvernement de Sanclemente (1902)	568
16. Expropriations contre les résidents français durant la guerre de 1000 jours (1902)	569
17. La fin de la guerre de Mille Jours (1902)	570
18. La sécession du Panama (1903)	571
19. La reconnaissance officielle de la République de Panama par la France (1903)	572
20. Création de la première Alliance française en Medellin (1913)	573
21. Formation du Comité Alliance française et France-Amérique à Bogota (1914)	574
22. Articles sur le Comité Alliance française et France-Amérique à Bogota (1914)	575
23. Statuts du Comité Alliance française et France-Amérique à Bogota (1914)	576
24. Rapport sur la neutralité colombienne pendant la Première Guerre mondiale (1914)	577
25. Rapport de la Société française de secours mutuels et de bienfaisance (1913)	578
26. Rapport sur l'influence de la musique française en Colombie (1931)	579
27. Création du Lycée français à Bogota (1932)	580
28. Extrait du journal <i>El Tiempo</i> sur la création du Lycée français (1933)	581
29. Rapport sur l'organisation du Lycée français à Bogota (1933)	582
30. Aperçu historique sur les missions religieuses françaises en Colombie (1934)	583
31. Rapport sur le placement du film français en Colombie (1933)	584
32. Rapport sur les colonies étrangères en Colombie (1937)	585
33. Rapport sur l'échec de l'influence éducative des congrégations françaises en Colombie (1938)	586

ANNEXE 1. L'environnement naturel de la Colombie

La Colombie, ainsi nommée en l'honneur de Christophe Colomb qui y aborda en 1492, est située dans la partie nord-ouest de l'Amérique du sud où elle occupe un espace d'environ 1 141 748 kilomètres carrés, ce qui, pour la superficie, fait d'elle le quatrième pays de l'Amérique du sud et l'égale des territoires français, espagnol et portugais réunis.

Le pays est limité au nord par l'océan Atlantique (Caraïbe) et l'isthme de Panama, à l'ouest par l'océan Pacifique, au sud par la République de l'Equateur et celle du Pérou, à l'Est par le Brésil et le Venezuela. Stratégiquement placée et avec deux façades maritimes, sur la mer des Caraïbes et le Pacifique, la Colombie relie l'Amérique du sud à l'Amérique centrale et au Mexique. Par son territoire transite tout le trafic terrestre et le commerce entre les deux Amériques.

Or ce lieu de passage est très accidenté, car les Andes s'y divisent en trois grandes chaînes : occidentale, centrale et orientale. Etirées du nord au sud, ces chaînes ou cordillères font du territoire colombien un milieu naturel riche en contrastes par la présence d'un relief très fragmenté, marqué dans toute son étendue par la présence de hauts sommets de la Sierra Nevada de Santa Marta, où se trouvent les pics Cristobal Colon (5 775 mètres d'altitude) et Simon Bolivar (5 600 mètres).

Dans ce territoire très accidenté, on trouve des plateaux comme le Cundi-Boyacense ou d'immenses vallées dont celle du Cauca et le désert de la Guajira ; des plaines appelées Llanos Orientales, des forêts dont l'Amazonie, plusieurs volcans comme le Galeras, le Purace, le Sotara et les volcans neigeux ou Nevados du Ruiz, du Tolima. A cette diversité s'ajoutent de nombreuses îles, tant dans le Pacifique (Malpelo et Gorgona) que dans l'Atlantique (archipel de San Andres et Providence).

Grâce aux Andes, le sol colombien est riche en minerais (or, argent, platine, fer, cuivre, plomb), en pierres précieuses (émeraudes) et en ressources naturelles comme le charbon et le pétrole. Grâce à la proximité des Andes de la ligne équatoriale, on rencontre une grande variété de températures selon l'altitude et des climats très divers,

du froid glacial en montagne aux climats tempérés des plateaux et à la chaleur des grandes vallées et du littoral.

A l'intérieur des terres froides ou tempérées se trouvent une faune et une flore riches et diversifiées, tandis que les zones chaudes et tempérées produisent, à quelques heures de distance mais à un niveau d'altitude différent, une très grande variété d'espèces. Parmi tant de produits on peut citer le café, le tabac, les bananes, les fleurs, le cacao, le coton et la canne de sucre. Peu de pays sont mieux partagés que la Colombie en ressources naturelles et en matières premières, grâce à la situation géographique du pays dans la zone tropicale et à la différence d'altitude des diverses parties du territoire.

Majoritairement tropicale, la Colombie est suffisamment humide pour entretenir un réseau hydrographique important. Riche en lacs, lagunes et glaciers, le pays est arrosé par de nombreux fleuves, Atrato, Cauca, Meta, Orinoco, Guaviare, Amazonas et Magdalena. Ce dernier fleuve traverse le pays du sud au nord et en constitue la plus importante voie fluviale, tandis que l'Amazonas, par son débit, est le premier fleuve du monde. Toutefois, certains de ces cours d'eau contribuent au fractionnement du pays et à l'isolement des villages.

Une telle marqueterie hydrographique, topographique et bioclimatique commande une organisation particulière de l'espace, qui permet de diviser la Colombie en grandes régions naturelles ou ensembles géographiques, entre lesquelles sont distribués les 32 départements métropolitains. Ces régions sont les suivantes :

— La *région Andine* : autrefois centre de l'exploitation des minerais précieux, cette région concentre la majorité de la population colombienne dans les principales villes du pays, dont Bogota, Medellin, Cali et Manizales, où se trouvent les pôles industriels du pays. Soutenus par de puissantes banques, le textile y voisine avec la chimie et l'industrie mécanique.

— La *côte Atlantique* est une région chaude où les populations noires et mulâtres sont nombreuses. C'est l'un des secteurs les plus dynamiques du pays, avec une série de villes importantes comme Barranquilla, premier port colombien,

l'embouchure du Magdalena, lieu de forte concentration humaine, Cartagena, port important et centre pétrolier et touristique, Santa Marta, le plus gros marché de bananes du pays, puis les vallées du Cesar et Bolivar où se trouvent les élevages de bœufs et de zébus.

— La *région Pacifique*, au fort degré de pluviosité, est une région peu peuplée, riche en minerais comme l'or. On y exploite le bois de palétuvier et les placers aurifères, tandis que le port de Buenaventura facilite le trafic avec la ville industrielle de Cali.

— La *région Orientale* est drainée par des cours d'eau comme le Guaviare, le Meta et l'Orinoco. Couverte de plaines et de savanes, elle occupe près de la moitié du territoire national, mais sa densité humaine reste faible. C'est le domaine de l'élevage extensif de bœufs et de zébus, et de quelques rizières.

Au total, la Colombie juxtapose les régions Andine et Atlantique, très peuplées et au fort développement économique et industriel, aux régions Pacifique et Orientale, agricoles et minières, sont sous-développées, peu peuplées et isolées du reste du pays.

La population colombienne se caractérise par le métissage, puisque sur la souche indienne déjà composée de différentes ethnies, se sont entés plusieurs greffons successifs d'immigrés européens, espagnols d'abord, français, allemands et italiens, puis d'esclaves africains dont les descendants sont nombreux sur les côtes. Ce métissage d'Espagnols, d'Africains et d'Indiens contribue à une énorme diversité raciale, et à la richesse humaine et culturelle du pays.

Avec quarante-quatre millions d'habitants, la Colombie est le troisième pays le plus peuplé d'Amérique latine après le Brésil et le Mexique. La majorité de cette population est urbaine et se concentre dans les principales villes du pays. Malgré le déclin des populations rurales, les activités agricoles restent cependant très importantes et la question agraire très sensible dans un pays marqué par l'opposition entre petits domaines (minifundios) et grande propriété (latifundios). Les petits producteurs de café, autour des villages et hameaux de la région Andine dans les vallées et les bassins surpeuplés, s'opposent à la grande propriété, vouée à l'élevage

dans les autres régions presque désertes ou aux plantations de bananes.

RESUME

Quiconque s'intéresse à la Colombie rencontrera la trace de l'influence culturelle de la France et des Français. Cette influence a une très longue histoire, même si elle semble encore inconnue, presque oubliée. Les élites colombiennes, liées à la France par un passé qui les contrarie dans leur rôle, se sont obstinées à masquer l'influence française en Colombie. Le paradoxe et la contradiction qui marquent les relations entre les deux pays sont à l'origine de la façon dont ces élites ont masqué l'influence de la France. Dans cette étude, il s'agit alors d'appréhender cette dernière, fondée sur la culture latine, grâce à *l'afrancesamiento* des élites et au messianisme des acteurs culturels français, porteurs d'une culture universelle qui symbolise l'appartenance à la civilisation.

A la lumière d'une méthodologie qui assure une perspective analytique pour la compréhension des relations et l'approche de l'influence culturelle, cette étude vise à approfondir le domaine encore mal connu des relations franco-colombiennes dans le but de reconstruire historiquement les balbutiements, l'essor, l'apogée et la résistance de l'influence culturelle française en Colombie. Sans prétendre donner une seule et unique réponse définitive à cette problématique des relations et de l'influence culturelle française, on espère ainsi contribuer à la défricher et à l'approfondir, en suscitant de nouveaux questionnements susceptibles de l'enrichir encore.

The French influence in Colombia.

SUMMARY

Whoever takes an interest in Colombia will find evidence of the cultural influence of France and the French. This influence has a very long history, even though it appears to be largely unknown, indeed almost forgotten. The Colombian élite, linked to France by a past which frustrated them in their role, persevered in hiding the French cultural influence in Colombia. The paradox and the contradiction which mark the relations between the two countries are at the origin of the way in which the élite hid French cultural influence. In this study, this influence will be examined, an influence founded on Latin culture, thanks to the *afrancesamiento* of the élite and the messianism of French cultural personalities, who were carriers of a universal culture which symbolises belonging to a civilisation.

This study, which is remarkably documented and which has a methodology which ensures an analytical perspective for the understanding of the relations and the approach of cultural interest, aims to go deeper into the domain of French-Colombian relations, an area which is still very much unknown. The aim is to reconstruct the first steps, the development, the peak and the resistance to French cultural influence in Colombia. It is hoped, without claiming to give just one definitive answer to the question of relations and French cultural influence, that this very question can be opened up and deepened, by raising new points of discussion which may lead to further enrichment.

Discipline : Histoire des Relations Internationales

MOT CLES : Acteurs culturels, Colombie, France, Influence culturelle, Politique culturelle, Relations internationales, Troisième République

Centre de Recherche en Histoire Internationale et Atlantique (CRHIA), Université de Nantes